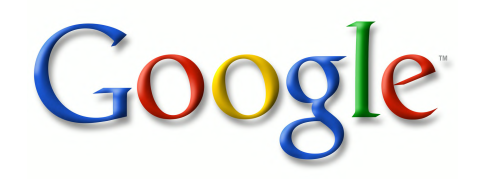


REVUE MILITAIRE
FRANÇAISE

Paris. — Typographie Hennuyer et fils, rue du Boulevard, 7.

REVUE
MILITAIRE
FRANÇAISE

RECUEIL MENSUEL DE TECHNOLOGIE, D'ART ET D'HISTOIRE MILITAIRES

RÉDIGÉ AVEC LA COLLABORATION D'OFFICIERS FRANÇAIS

E. NOBLET
DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE

NOUVELLE SÉRIE
TOME PREMIER

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE MILITAIRE FRANÇAISE
11, RUE SAINT-DOMINIQUE-SAINT-GERMAIN

1869

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME 1869.

(JANVIER, FÉVRIER, MARS ET AVRIL.)

8e VOLUME DE LA COLLECTION.

NUMÉRO DE JANVIER.

NUMÉRO DE FÉVRIER.

ÉTUDE SUR LE CAUCASE [1].

PREMIÈRE PARTIE.

Géographie du Caucase.

Les provinces qui composent la lieutenance de l'Empereur au Caucase embrassent un vaste territoire situé entre les mers Noire et d'Azof à l'ouest, la mer Caspienne à l'est, la petite rivière d'Eis (par le 46ᵉ degré 50′ de latitude nord) et la Kouma au nord et l'Araxe (38ᵉ degré de latitude) au sud.

Leur superficie totale représente exactement les quatre cinquièmes de la France.

MONTAGNES. — Ce pays est divisé en deux parties égales, par la chaîne du Caucase dont la longueur, comptée de la pointe Taman à l'extrémité de la presqu'île d'Apchéron, est de 1250 kilomètres. Cet immense soulèvement, qui sépare l'Europe de l'Asie, forme une ligne à peu près droite dont la direction générale est du nord-ouest au sud-est.

Le point culminant du système est l'Elbrouz, dont la hauteur au-dessus du niveau de la mer est de 5 009 mètres, c'est-à-dire de 199 mètres au-dessus du mont Blanc, le pic le plus élevé de l'Europe.

Au centre de la chaîne se trouve le Kasbek, que l'on aperçoit de Tiflis et qui s'élève à 4 200 mètres au-dessus du niveau de la mer.

[1] Nous prévenons le lecteur que cette étude remonte à 1862 et que nous la reproduisons telle qu'elle a été écrite à cette époque par l'auteur.

L'Elbrouz et le Kasbek sont recouverts de neiges éternelles qui les signalent aux yeux des voyageurs à une distance de plus de 200 kilomètres.

Ces deux géants du Caucase sont reliés par des crêtes rocheuses se prolongeant à l'est et à l'ouest jusqu'à la mer Caspienne et au détroit d'Iénikalé. Cette chaîne, majestueuse par son étendue, s'élève dans sa partie centrale à 3 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, puis elle s'affaisse graduellement en se rapprochant de ses extrémités. Ses pentes sont inaccessibles sur la plus grande partie de son développement, mais elles restent sans neiges pendant deux ou trois mois de l'année.

De l'Elbrouz se détache au nord, et perpendiculairement à la grande chaîne, un rameau qui sépare les eaux du Kouban de celles du Terek et qui se termine à Piatigorsk par cinq pics dits le *Bech-tau;* le plus important de ces pics porte le nom de *Metchouka*. C'est du pied du Bech-tau que jaillissent les eaux minérales dites du *Caucase*, très-remarquables par leur grande variété et par leur efficacité. Dans un rayon de 35 kilomètres autour de Piatigorsk, on trouve, en effet, toutes les combinaisons les plus favorables d'eaux sulfureuses, alcalines et ferrugineuses. A peu de distance de l'ouest du Kasbek, la chaîne du Caucase projette au sud une chaîne secondaire appelée le *Petit Caucase*, qui court du nord au sud en séparant les eaux de la Caspienne de celles de la mer Noire et qui rattache le système du Caucase à celui de l'Asie Mineure dont l'Ararat est le pic culminant.

Fleuves. — Ces montagnes déversent leurs eaux dans la Caspienne et dans la mer Noire par quatre bassins prin-

cipaux, ceux du Kour et du Rion au sud, et ceux du Terek et du Kouban au nord de la chaîne.

Le Kour (en russe *la Koura*) est le fleuve le plus considérable du Caucase. C'est le Cyrus des anciens. Il prend sa source dans le petit Caucase, au nord de Kars, coule d'abord du sud au nord, puis parallèlement à la grande chaîne, du nord-est au sud-est, et enfin du nord au sud dans la dernière partie de son cours. Le Kour passe près d'Akhaltsikhé, arrose Gori et Tiflis, et se jette dans la Caspienne au-dessous de Salyan où il se divise en plusieurs bras. Dans un parcours de 800 kilomètres, il recueille sur sa gauche toutes les eaux du versant sud du Caucase, depuis le Kasbek jusqu'à la mer. Ces affluents, à l'exception de l'Alazan qui lui apporte un volume d'eau assez considérable, ne sont que des torrents impétueux, souvent desséchés pendant l'automne. Sur sa droite, il reçoit l'Araxe qui a une importance égale à la sienne et, comme lui, prend naissance en Turquie, par deux sources dont l'une vient d'Erzeroum, l'autre de la rivière du Kars. L'Araxe sert de frontière entre la Russie et la Perse, depuis le pied de l'Ararat jusqu'à peu de distance de son confluent.

Le lit du Kour est pierreux dans sa partie supérieure et limoneux dans sa partie inférieure ; il n'est ouvert à la navigation qu'à partir du confluent de l'Alazan ou pour mieux dire de Mingitchaour (station de poste sur la route de Bakou à Elisabethpol), jusqu'à son embouchure, c'est-à-dire sur une étendue de 250 verstes [1]. Quelques travaux doubleraient ce

[1] La verste est un peu plus grande que notre kilomètre et vaut 1 067 mètres. C'est la mesure itinéraire en Russie.

au pied du mont Ararat et en Géorgie, mais les populations tatares, les Persans et les Turcs, qui représentent l'islamisme, y sont les plus nombreux. On y récolte l'indigo, le riz, la soie, etc., de provenance asiatique. Les irrigations, qui constituent la base de toute culture orientale, sont très-pratiquées sur les bords du Kour inférieur et de l'Araxe. Dans quelques contrées privées d'eau pendant l'été, les populations sont à l'état nomade. La propriété n'est pas individuelle, elle est restée collective et vague dans ses titres, comme dans ses limites, aussi la société reste-t-elle stationnaire au lieu de progresser régulièrement.

La région du Caucase est d'une fécondité véritablement remarquable sur quelques points, comme la Mingrélie, l'Iméréthie, la Géorgie proprement dite, la rive gauche du Kouban, la rive droite du Terek, contrées plus particulièrement favorisées. Le sol est généralement argileux et la couche végétale est d'une grande profondeur, ce qui détermine l'existence de boues presque impraticables.

Un ancien administrateur du Caucase divise la superficie du pays en cinq régions, d'après leurs produits, à savoir :

1° 1 000 verstes carrées de hauteurs recouvertes de neiges ou de rochers inaccessibles ;

2° 48 000 verstes carrées de hauteurs, situées entre 18 000 et 2 800 mètres au-dessus du niveau de la mer et composées de rochers recouverts déjà d'une couche végétale. Cette région est peu cultivée, elle ne donne que des pâturages pour les troupeaux ;

3° 36 000 verstes carrées de terres arables et cultivées ;

4° 36 000 verstes carrées de jardins dans lesquels on cul-

tive le mûrier, la garance, la vigne, le coton, l'olivier et les arbres fruitiers ;

5° Enfin 52 000 verstes carrées de pâturages situés dans les steppes.

Mais cette nomenclature est incomplète, puisqu'elle ne porte qu'à 153 000 verstes carrées la superficie du Caucase, qui dépasse en réalité 380 000 verstes carrées. C'est qu'en effet il n'y est pas fait mention des forêts qui recouvrent les gradins inférieurs de la grande chaîne et qui s'étendent même dans les bassins du Rion, du Kouban et du Terek jusque dans la plaine. La région boisée ne dépasse pas, en général, la hauteur de 1 870 mètres. Au-dessus on trouve quelques tapis de verdure ou des plateaux pierreux et incultes, sur lesquels il y a à peine quelques pins rabougris et clair-semés. Ces forêts sont immenses, surtout sur le versant nord : elles renferment à peu près, à l'exception du sapin, toutes les essences de bois de construction et de chauffage, telles que hêtre, chêne, orme, érable.

En Mingrélie et en Iméréthie, il y a beaucoup de noyers et de buis dont il s'est fait de tout temps un grand commerce avec l'Europe. On les expédie par billes de 50 centimètres d'équarrissage sur les ports de la mer Noire. En 1859, un agent de la grande société des chemins de fer russes avait passé en Iméréthie un marché en vertu duquel il payait 1 rouble (4 francs) en moyenne un beau chêne qui lui fournissait quatre-vingt-douze traverses pour soutenir les rails ; chaque traverse ayant 9 pieds anglais de longueur. Les travaux de la ligne de Moscou à Théodosie ayant été suspendus, le marché fut résilié.

La diversité de situation engendre au Caucase des différences très-grandes dans les climats. Dans la montagne il y a des sites très-froids, tandis que dans les plaines la chaleur est telle, que les habitants sont forcés d'aller chercher un peu de fraîcheur sur les premières hauteurs. C'est ainsi que les habitants de Tiflis se dispersent tous pendant l'été et passent généralement cette saison au Kakhétie ou dans la vallée supérieure du Kour.

Il y a entre le Kour et l'Alazan une contrée qui n'est habitée que pendant l'hiver. Les indigènes sont des nomades qui, au mois de mai, se dirigent avec leurs troupeaux vers les sources de l'Alazan et de la Jora et reviennent en octobre s'établir dans les steppes d'Oupadar, de Schiraki et de Karaïa, sur les bords des cours d'eau désignés ci-dessus. Ce pays est très-insalubre. Les soldats russes ne peuvent y passer un été impunément. La contrée du bas Kouban et celle des bouches du Kour sont également très-fiévreuses. Les bords marécageux des fleuves déterminent des émanations pestilentielles auxquelles les étrangers ne résistent pas. Il en est de même du littoral de la mer Noire. Les garnison des forts échelonnés entre Taman et Poti, et que l'on a abandonnés aujourd'hui, y contractaient des maladies dangereuses (principalement des fièvres pernicieuses), et devaient être renouvelées tous les trois ans. La Géorgie, l'Iméréthie, la Tchetchennia et le Daghestan passent, au contraire, pour être très-sains.

Routes. — On appelle routes, au Caucase, des directions jalonnées par des bornes milliaires et par des stations de poste dans lesquelles le gouvernement entretient des che-

vaux pour le service des voyageurs ainsi que des Cosaques pour la police et la sécurité du pays, mais il n'y a de chaussées presque nulle part.

Cette absence de moyens de communications est une des causes qui s'opposent le plus au développement du Caucase. Toutefois les routes telles, qu'elles sont, rendent des services, la circulation est continue entre les chefs-lieux de gouvernement et les chefs-lieux de district, grâce aux chevaux de poste distribués dans les différentes directions que nous allons énumérer. Il est vrai que le service de la poste coûte annuellement plus de 85 000 francs, et n'en rapporte à l'État que 40 000 environ, c'est-à-dire que les dépenses sont un peu plus que le double des recettes.

Les principales routes du Caucase sont :

1° Celle de Tiflis à Stavropol et de là à Moscou par Voronèje ou Kharkhow. Cette route est la plus importante et la plus fréquentée. Elle sert de ligne d'opération à l'armée et permet à la Transcaucasie d'échanger ses produits contre ceux de la métropole. Elle franchit la chaîne du Caucase au *col de la Croix*, qui est à 2 410 mètres suivant les uns, et 2 040 mètres suivant les autres, au-dessus du niveau de la mer. On arrive au col par des pentes beaucoup trop roides et qui ne sont praticables aux voitures lourdes que pendant six mois de l'année, du 1er mai au 1er novembre.

Pendant l'hiver, la route est envahie par les neiges, et les transports se font à dos de chameaux. Du col de la Croix, ainsi nommé parce qu'en 1817 le général Yermolof y a fait élever une croix en pierre de grande dimension, la route descend dans le défilé de Dariel, qu'on appelle aussi les

portes du Caucase, en longeant la rive droite du Terek qui n'est encore qu'un torrent de peu d'importance. Elle est sinueuse et très-étroite ; les pentes, qu'on aurait pu éviter avec plus d'art, sont trop roides. Dans le défilé la route est taillée dans le roc sur une étendue de 2 verstes. Elle n'a généralement que 3 mètres de largeur, ce qui fait qu'elle n'est praticable que le jour, en raison des précautions à prendre pour éviter les rencontres dans ces endroits difficiles. Elle suit d'un côté le Terek, qui roule ses eaux impétueuses dans des précipices effrayants pour le voyageur, et de l'autre est surplombée par des rochers à pic qui la dominent de 700 à 800 mètres. Il semblerait que le cours d'eau, dont la route suit toujours la rive droite, se soit frayé de vive force un passage à travers la montagne, comme à Elkantara et aux portes de Fer en Algérie.

Le défilé commence à 2 verstes de la station de Kasbek, qui se trouve au pied du pic de ce nom. Il a 20 verstes de longueur, mais nulle part il n'est aussi resserré qu'au fort de Dariel, à 9 verstes de la station précédente. Ce fort est un ouvrage de peu d'importance et de construction russe ; il peut recevoir deux cents hommes et trois canons. A une verste en aval du fort, la route franchit le Terek sur un pont en bois, et le défilé va s'élargissant jusqu'à atteindre 500 mètres environ. A la sortie du défilé du côté de Vladikawkaz, se trouve un second fort un peu plus important et qui se nomme *Djerakof*.

Ainsi ce passage, dont les russes se sont rendus maîtres en 1774, sous le règne de Catherine, en vue des projets ambitieux qu'ils avaient sur la Géorgie, n'est défendu que dans sa partie inférieure. Une troupe venant d'Asie et marchant

vers le nord pourrait donc arriver au col de la Croix sans autres obstacles que ceux que présente le terrain. Entre les forts Dariel et Djerakof et à peu près à égale distance de chacun d'eux, on voit les restes d'un château fort que l'on prétend avoir été construit par les rois de Perse de la dynastie sassanide, vers le cinquième siècle de notre ère, pour contenir les populations turbulentes du Caucase. Les deux ouvrages dont nous venons de parler suffisent contre les montagnards, parce que les rochers qui les avoisinent sont inaccessibles.

A partir du fort de Djerakof, la vallée du Terek s'élargit beaucoup. La route suit la rive gauche du fleuve jusqu'à Vladikawkaz, où elle le traverse sur un beau pont en bois, à l'entrée de la ville.

Bien que notre intention ne soit pas d'entrer ici dans des détails techniques sur les forteresses du Caucase, nous dirons quelques mots de la position de Vladikawkaz, qui est la plus importante de toutes.

Son nom signifie *clef du Caucase*; elle est située dans une plaine légèrement ondulée à l'est. Quand de Vladikawkaz on regarde vers le sud, on a devant soi le défilé de Dariel, la grande chaîne du Caucase dominée par le pic conique du Kasbek, à droite et à gauche les contre-forts boisés de la montagne qui ne se termine brusquement qu'à Vladikawkaz, et derrière soi une plaine immense faiblement inclinée vers le nord et à peu près dénudée. Vladikawkaz est donc dans une position doublement avantageuse, elle surveille le débouché le plus important du Caucase et se trouve au point où la chaîne a le moins d'épaisseur. Quant aux for-

fait sur une étendue de 50 verstes, entre Souram et Schatropane, une excellente chaussée qui ne laisse rien à désirer. De Souram il y a un embranchement qui continue à remonter le Kour par Barjom, villa de plaisance du lieutenant de l'empereur, jusqu'à Akhaltsikhé. On communique de là avec Kars, sur le territoire ottoman ;

5° La route de Tiflis à Erivan qui se prolonge le long de l'Araxe et se continue ensuite jusqu'à Tawris, ville persane très-commerçante où les caravanes s'arrêtent en allant de Téhéran à Trébisa. Cette route a un embranchement qui conduit à Alexandropol, sur la frontière turque ;

6° La route de Kisliar à Taman. Elle suit la rive gauche du Terek entre Kisliar et Ekaterinograd. D'Ekaterinograd à Stavropol, elle se confond avec la grande route de Tiflis à Novotcherkask dont nous avons parlé. De Stavropol elle rejoint le Kouban dont elle suit la rive droite jusqu'à Taman, en passant par Ekaterinodar. Le service des stations est assuré sur tout son parcours par les Cosaques de la ligne ;

7° La route secondaire d'Ekaterinodar à Rostof au travers du pays des Cosaques de la mer Noire qui en font le service.

Telles sont les routes les plus importantes du Caucase. Il en existe d'autres, comme celle de Schemakha à Tiflis, par Nukha et Thelav, qui suit les dernières pentes du versant méridional du Caucase, mais qui n'est pas très-fréquentée. Une route relie aussi les eaux minérales de Piatigorsk à Stavropol et à Tiflis. Une troisième va de Vladikawkaz à Grosnaïa et de là à Témir-Khan-Choura.

Enfin les troupes sont activement employées à créer un réseau de voies stratégiques dans les régions récemment

soumises et notamment dans la province du Daghestan. Déjà aujourd'hui Gounib, qui a été le dernier refuge du Schamyl, est relié à Grosnaïa, chef-lieu de la province du Terek, par Veden et à Temir-Khan-Choura, chef-lieu du Daghestan. On projette aussi de mettre le Daghestan en communication directe avec Tiflis, par la vallée du Koïssou. La route partirait de Temir-Khan-Choura et aboutirait à Thelaw. Il est inutile de dire que ces routes stratégiques ne sont pas, quant à présent, livrées à la circulation des voyageurs en poste. Elles sont réservées aux troupes qui pourront ainsi se porter rapidement où besoin sera et aux populations indigènes qui se rendent sur les marchés russes. Leur création a demandé des travaux souvent difficiles. On y emploie les soldats pour les terrassements et les indigènes pour les travaux d'art, tels que ponts, ponceaux et murs de soutenement.

Gouvernement et administration du Caucase.

Par ce qui précède, nous avons voulu faire connaître d'une manière sommaire, la configuration du pays. Nous allons entrer maintenant dans quelques détails relatifs à son organisation administrative.

La direction supérieure de l'administration civile appartient, comme le commandement en chef de l'armée, au lieutenant de l'empereur (*namestnik*), qui a des pouvoirs à peu près illimités.

Il y a, il est vrai, à Saint-Pétersbourg, un conseil supérieur, appelé *comité du Caucase*, auquel doivent être soumises toutes les questions législatives intéressant cette province; mais ce comité, même dans les questions budgé-

taires, nécessairement soumises à son examen, n'a jamais élevé d'objections sérieuses contre les demandes du namestnik.

Il se compose de la manière suivante :

Président : le président du Conseil de l'empire.

Membres : le grand-duc Constantin ; — le ministre de la guerre ; — le ministre de l'intérieur ; — le ministre des domaines ; — le ministre des affaires étrangères ; — le ministre des finances ; — le prince Bazile Dolgorouki, ancien ministre de la guerre, chef de la police secrète de l'empire.

Secrétaire : le secrétaire du Conseil de l'empire.

Conseil du gouvernement à Tiflis.

Dans son gouvernement, le lieutenant de l'Empereur est assisté d'un conseil du gouvernement, présidé par un aide de camp général de l'empereur, qui le remplace en cas d'absence dans la direction des affaires civiles, comme le chef d'état-major dans le commandement de l'armée. Ce conseil se compose en outre de neuf membres, fonctionnaires de l'ordre civil et ayant le titre de conseillers privés ou de conseillers d'État actuel.

Le conseil du gouvernement a pour attribution :

1° La confection des lois et règlements spéciaux au Caucase, lesquels sont ensuite soumis au comité du Caucase à Saint-Pétersbourg ;

2° Le contentieux administratif ;

3° L'établissement du budget du Caucase ;

4° La répartition du budget entre les divers gouvernements.

Toutes les propositions du conseil du gouvernement sont soumises à la sanction du lieutenant de l'empereur, qui en décide ou qui les transmet à Saint-Pétersbourg ; mais il est toujours libre dans l'un et l'autre cas de ne pas suivre l'avis du conseil.

ADMINISTRATION CENTRALE. — Les affaires civiles sont expédiées par des administrateurs qui portent le titre de directeurs, et qui, en réalité, sont des ministres au petit pied, décidant de toutes les questions en dernier ressort, au nom du lieutenant de l'empereur. Il y a un directeur principal qui centralise les travaux des autres directeurs et qui a la haute main sur leur administration. Il a le titre de secrétaire d'État et travaille seul avec le namestnik.

Il y a, en outre, dix départements ou directions, à savoir :

Départements de l'intérieur, — de la justice, — des finances, — des domaines impériaux, — du contrôle ;

Direction de l'économie rurale, des colonies et de l'industrie ;

Directions des douanes, — du service médical, — des postes ;

Chancellerie diplomatique du lieutenant de l'empereur ;

Les directeurs des départements de l'intérieur et des finances ont chacun un vice-directeur pour adjoint.

GOUVERNEMENTS ET PROVINCES. — La lieutenance de l'empereur est partagée en huit gouvernements ou provinces, à savoir :

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Les commandants des provinces du Kouban, du Terek et du Daghestan sont en même temps chefs des 19e, 20e et 21e divisions militaires, et jusqu'à ce jour leur rôle le plus important a été la direction des opérations militaires dans les contrées relevant de leur autorité.

Au-dessous des gouverneurs, il y a des fonctionnaires de l'ordre civil nommés chefs de districts, et, au-dessous des commandants de province, des chefs d'arrondissement ou de cercle, qui appartiennent à l'armée. Les commandants d'arrondissement sont du grade de général-major. Les commandants de cercle sont majors, lieutenants-colonels ou colonels, suivant l'importance de leur circonscription ou leur valeur personnelle.

Le gouvernement de Stavropol a trois districts, dont les chefs-lieux sont Stavropol, Piatigorsk et Kisliar.

Les gouvernements de Bakou et d'Erivan ont chacun six districts, celui de Tiflis en a sept, celui de Koutaïs cinq, non-compris la Mingrélie qui a une administration séparée, comme la Tsebilda, la Souanethie, la Samourzakan et l'Abchasie, auxquels on a conservé leurs anciens chefs.

La province du Daghestan est partagée en quatre arrondissements ayant pour chefs des officiers généraux du grade de général-major et dont les résidences sont Temir-Khan-Choura, Derbent, Gounib et Bégit ou Zakatala. Ces arrondissements sont eux-mêmes partagés en plusieurs cercles ou en khanats. Les cercles ont à leur tête des officiers; les khanats obéissent à des indigènes de familles princières et ayant le titre de khan, auxquels on a donné des grades dans l'armée et des décorations, mais qui n'ont générale-

Gouvernements de Tiflis, — de Bakou, — d'Erivan, — de Stavropol;

Gouvernement général de Koutais;

Provinces du Kouban, — du Terek, — du Daghestan.

Les gouverneurs ont la direction et l'administration de toutes les affaires civiles. Ils préparent les budgets de leur circonscription ainsi que leur répartition entre les divers services; ils peuvent nommer certains fonctionnaires d'un ordre inférieur.

Comme nos préfets, les gouverneurs de Tiflis et de Stavropol sont exclusivement occupés de l'administration civile et ils ne s'immiscent en rien dans les affaires militaires. Ceux de Bakou et d'Erivan, au contraire, ont sous leurs ordres les troupes stationnées sur leur territoire. Le gouverneur général de Koutaïs a dans sa circonscription. l'Iméréthie, la Mingrélie, le Gouriel, la Souanethie, le Samouzakan, la Tsebilda et l'Abchasie. Il a non-seulement l'administration de sa circonscription, mais la direction des opérations militaires dans ces quatre dernières contrées, qui ne sont pas encore entièrement soumises à l'autorité russe. C'est en raison de la multiplicité et de l'importance de ses fonctions qu'il a le titre de gouverneur général. Il a sous ses ordres un gouverneur civil, dont l'administration ne s'étend qu'à la Mingrélie, au Gouriel et au pachalik d'Akhaltsikhé et qui a les attributions des autres gouverneurs civils ou militaires, avec cette différence qu'il relève du gouverneur général. La Mingrélie est administrée par un général-major sous la direction supérieure du gouverneur général.

Les commandants des provinces du Kouban, du Terek et du Daghestan sont en même temps chefs des 19ᵉ, 20ᵉ et 21ᵉ divisions militaires, et jusqu'à ce jour leur rôle le plus important a été la direction des opérations militaires dans les contrées relevant de leur autorité.

Au-dessous des gouverneurs, il y a des fonctionnaires de l'ordre civil nommés chefs de districts, et, au-dessous des commandants de province, des chefs d'arrondissement ou de cercle, qui appartiennent à l'armée. Les commandants d'arrondissement sont du grade de général-major. Les commandants de cercle sont majors, lieutenants-colonels ou colonels, suivant l'importance de leur circonscription ou leur valeur personnelle.

Le gouvernement de Stavropol a trois districts, dont les chefs-lieux sont Stavropol, Piatigorsk et Kisliar.

Les gouvernements de Bakou et d'Erivan ont chacun six districts, celui de Tiflis en a sept, celui de Koutaïs cinq, non-compris la Mingrélie qui a une administration séparée, comme la Tsebilda, la Souanethie, la Samourzakan et l'Abchasie, auxquels on a conservé leurs anciens chefs.

La province du Daghestan est partagée en quatre arrondissements ayant pour chefs des officiers généraux du grade de général-major et dont les résidences sont Temir-Khan-Choura, Derbent, Gounib et Bégit ou Zakatala. Ces arrondissements sont eux-mêmes partagés en plusieurs cercles ou en khanats. Les cercles ont à leur tête des officiers; les khanats obéissent à des indigènes de familles princières et ayant le titre de khan, auxquels on a donné des grades dans l'armée et des décorations, mais qui n'ont générale-

ment pas le droit de commander les troupes russes. Ces officiers ont à peu près au Caucase la position que nous faisons en Algérie à nos officiers indigènes, avec cette différence qu'ils peuvent arriver aux premiers échelons de la hiérarchie militaire. Les khans d'Avarie, de Mekhtoulinski et de Tarki portent l'uniforme russe. Ils ont auprès d'eux des officiers qui leur servent d'intermédiaires avec le commandant de la province, car il est à remarquer que ces chefs ne relèvent pas des commandants d'arrondissement au point de vue de l'administration du pays.

Nous reviendrons sur ces fonctionnaires en parlant de l'administration des indigènes. Nous ferons toutefois dès à présent observer qu'au risque de froisser les Russes on a élévé à des fonctions importantes les principales familles de l'aristocratie géorgienne, la plus ancienne du monde [1].

Un grand nombre d'administrateurs dans le nord du Caucase et dans la Transcaucasie sont Géorgiens. C'est ainsi que, dans la seule province du Daghestan, le commandant de la province, son adjoint et les commandants d'arrondissements sont tous ou Géorgiens ou Arméniens. Il semblerait que ce soit, de la part du gouvernement, un système d'employer l'aristocratie du pays, et même les indigènes musulmans, de

[1] La famille des Orbeliane, qui est très-nombreuse à Tiflis, a la prétention de remonter à une époque antérieure à Jésus-Christ.

La famille Bagration descend de Gouram Bagration, fondateur de la dynastie des Bagration, qui a régné en Géorgie au quatrième siècle de notre ère.

Les princes Dadian de Mingrélie se disent descendants du roi David.

On rencontre au Caucase bon nombre de princes chrétiens qui se donnent pour aïeul un fils de Noé ou tout au moins de Salomon.

préférence aux officiers russes, que l'on rencontre fort rarement à la tête de circonscriptions administratives. C'est précisément le contraire de ce que nous faisons en Algérie, où tous nos efforts tendent à supprimer ou à restreindre le plus possible l'action des chefs indigènes, et à mettre les populations en contact direct avec l'administration française.

Cette observation explique pourquoi au Caucase les traditions du passé se perpétuent, et les populations conservent, sous la domination russe, leur physionomie particulière; tandis qu'en Algérie nous marchons d'un pas ferme vers la fusion des intérêts et l'assimilation des races.

La province du Terek comprend six arrondissements, placés sous les ordres de généraux-majors ou de colonels et subdivisés en naïbats, ayant pour chefs des indigènes.

La province de Kouban n'étant pas entièrement soumise, n'a pas encore été organisée.

Superficie. — Statistique. — Avant d'entrer dans les détails relatifs à la colonisation du pays, il nous paraît indispensable de faire connaître par quelques notions générales les habitants du Caucase.

Le tableau suivant indique la superficie et la population de chaque province ou gouvernement. Les données sur la superficie sont le résultat des calculs de M. Schweitzer, directeur de l'observatoire de Moscou ; la population n'est qu'approximative, aucun recensement sérieux n'ayant été fait au Caucase. Les chiffres que nous indiquons ici sont tirés des tableaux statistiques établis en 1856 par le comité central de l'empire, pour toute la Transcaucasie, le gouver-

nement de Stavropol et le pays des Cosaques de la mer Noire. En ce qui concerne les montagnards, nous avons emprunté nos renseignements à M. Berger, secrétaire de la Société géographique de Tiflis, qui a fait une étude sérieuse, au double point de vue historique et ethnographique, des peuplades de ces contrées.

Les évaluations dont il s'agit ne sont pas faites d'après les divisions actuelles du pays, parce qu'elles remontent à l'année 1856, tandis que le nord du Caucase n'a été organisé en trois provinces qu'en 1860.

DÉSIGNATION DES CONTRÉES.	SUPERFICIE en milles géographiques carrés.	POPULATION.
Derbent (littoral de la Caspienne).......	348,67	427,931
Gouvernement d'Erivan...............	373,09	524,077
— de Koutaïs..............	529,42	324,320
— de Bakou...............	1,031,12	541,170
— de Tiflis................	968,90	560,455
— de Mingrélie............	142,27	96,115
Territoire des montagnards.............	1,991,90	1,110,703
Gouvernement de Stavropol	1,881,72	604,125
Pays des Cosaques de la mer Noire......	574,69	194,919
Totaux.....	8,041,78	4,113,815

La ville de Tiflis compte pour 60 828 habitants dans le chiffre de la population qui précède. Ce chiffre se décompose de la manière suivante :

Russes et Polonais	8,000
Géorgiens............	25,000
Arméniens	20,000
A reporter. . .	53,000

Report. . .	53,000
Persans	3,000
Turcs	1,800
Tatares	2,000
Grecs	200
Français	70
Allemands.	756
Anglais	2
	60,828

Population du Caucase. — On peut réduire à 4 millions, en raison des émigrations survenues parmi les musulmans, la population totale du Caucase ; elle se décompose, en nombres ronds, comme il suit, en tenant compte de la réduction résultant de ces émigrations : deux millions quatre cent mille musulmans, schiites ou sunnites, et un million six cent mille chrétiens catholiques, grecs ou de l'Église arménienne.

Les chrétiens sont Géorgiens, Mingréliens, Iméréthiens, Gouriens, Arméniens, Cosaques, Russes et colons de diverses provenances.

Les musulmans se composent de races extrêmement nombreuses, sur l'origine et l'histoire desquelles on n'a que des renseignements peu précis.

Pour donner une idée de la diversité de ces populations, il suffira de dire que le chiffre des tribus montagnardes s'élève à cent trente-et-un, ayant souvent entre elles des points de contact, mais se distinguant aussi par des caractères particuliers. On compte soixante-dix-huit dialectes différents,

que les ethnographes font dériver de sept souches principales.

Nous n'entreprendrons pas d'indiquer d'une manière précise chacune de ces tribus ou chacun de ces idiomes exactement. Ce serait une tâche aussi pénible dans son exécution que nulle dans ses résultats. On doit comprendre combien est grande la confusion qui règne dans un pays où il n'y a aucun monument écrit, et combien les traditions populaires ont dû s'égarer facilement dans mille conjectures plus ou moins fabuleuses. La seule langue écrite est l'arabe du Koran, qui est à peine connu des Moullahs. Schamyl, dans l'impossibilité où il était de se faire comprendre dans l'idiome particulier à chacune des tribus qu'il avait réunies sous son autorité, dictait ses ordres en arabe.

Afin de ne pas nous perdre dans un dédale de détails et pour arriver plus facilement à une idée exacte des populations du Caucase, nous ne nous occuperons que des familles principales, en rangeant sous la même bannière les diverses tribus, selon leur affinité de langage et d'origine réelle ou supposée, et nous nous attacherons à faire connaître les caractères généraux qui distinguent chacune d'elles. Nous commencerons cette nomenclature par les populations chrétiennes.

Race kartwel. — Les habitants de la Géorgie, de l'Iréméthie, de la Mingrélie, de la Gourie et de la Souanethie ont une origine commune et appartiennent à la race kartwel, qui est fort ancienne, et dont les historiens placent le berceau au mont Ararat. Ils se sont fixés dans les pays qu'ils occupent aujourd'hui à une époque antérieure à l'ère

chrétienne et formaient avec d'autres peuplades, un empire dont la domination s'étendait à l'époque de sa splendeur de la Géorgie et de la mer Noire à la mer Caspienne, du Terek à l'Araxe. Leur histoire, fort obscure, est une suite non interrompue de guerres avec leurs voisins, les montagnards, les Persans et les Turcs. Il y a pourtant deux époques mémorables dans les annales de ces contrées : l'introduction du christianisme et le règne de la reine Thamar, d'après M. Frédéric Bodensted, auteur d'un livre très-consciencieux sur les peuples du Caucase, et qui nous sert souvent de guide.

C'est au commencement du quatrième siècle, vers l'an 320, que le christianisme pénétra en Géorgie, sous le règne du roi Mirian II. L'empereur Constantin le Grand, à l'instigation de Mirian, envoya l'archevêque d'Antioche en Géorgie, où ce prélat prêcha la nouvelle doctrine, et détermina les grands de la cour à recevoir le baptême. Le peuple suivit leur exemple. A cette époque, le royaume de Géorgie comprenait la Géorgie proprement dite, l'Iméréthie, la Mingrélie, la Souanethie, le pachalik d'Akhaltsikhé, une partie de l'Arménie et la rive gauche de l'Alazan jusqu'aux crêtes du Caucase.

Vers la fin du quatrième siècle, la Géorgie fut envahie par la Perse, et devint un théâtre de désolation et de dévastations.

Dans les siècles suivants, ce malheureux pays fut en lutte continuelle avec ses voisins. Tiflis fut saccagée de fond en comble par Mourwan Agarian, général en chef d'Omar, successeur de Mahomet; tous les pays limitrophes furent soumis à l'islamisme; les Arméniens et les peuples de la race kartwel seuls restèrent fidèles à leur foi religieuse.

Dans le courant du douzième siècle, la Géorgie se releva de ses ruines et brilla du plus vif éclat sous la reine Thamar. Cette princesse soumit à son sceptre les montagnards du Caucase et tout le pays compris entre la Caspienne et la mer Noire; elle propagea le christianisme dans toute l'étendue de son royaume, encouragea les sciences et les arts, et c'est de son règne que date la littérature géorgienne. Mais bientôt après sa mort, la Géorgie retomba entre les mains des étrangers. Gengis-khan (*Dgengis-khan*) s'empara de Tiflis en 1220. En 1388, Tamerlan (*Timour-leng*) détruisit cette ville. Puis vinrent les Turcs au commencement du seizième siècle : chassés un instant du pays, ils s'en réemparèrent en 1722 et y restèrent jusqu'en 1735, époque à laquelle le schah de Perse Nadir s'en rendit maître et mit sur le trône un prince de la famille de Bagration qui régna sous son protectorat.

Cet aperçu historique était nécessaire pour faire comprendre comment les Géorgiens sont restés étrangers aux arts et aux sciences par suite de leurs luttes continuelles, et comment leur dernier roi Georges XIII a été amené à abdiquer, en 1800, en faveur de l'empereur Paul et à placer sous la tutelle de la Russie ses malheureuses populations écrasées tour à tour par les Persans et par les Turcs.

Les Géorgiens. — La race géorgienne est véritablement l'une des plus belles du monde. Les hommes sont généralement très-fortement constitués; ils ont les traits réguliers, l'œil vif et noir, une taille élevée, des allures décidées, beaucoup d'agilité et d'adresse. Les femmes ont des formes irréprochables; leur beauté proverbiale est encore rehaussée par

un costume des plus pittoresques et du plus joli effet. Même les femmes du peuple ont dans leur mise une recherche et une élégance remarquables.

Le Géorgien d'ailleurs ne brille pas par l'intelligence, il a l'esprit lourd et peu industrieux. Sans souci de l'avenir, il ne recherche pas la richesse et se montre peu laborieux; en revanche, il est d'une loyauté et d'une probité à toute épreuve. Il a dans le combat une bravoure et un élan fort appréciés des Russes, qui recrutent dans la noblesse géorgienne un grand nombre d'officiers. En 1853, au moment de la guerre d'Orient, la Géorgie a fourni six mille miliciens, qui ont été opposés aux Turcs et qui se sont fort bien conduits au feu. Enfin un des traits caractéristiques du Géorgien comme de tous les peuples du Caucase, c'est la manière dont il exerce l'hospitalité. Non-seulement il se consacre tout entier à son hôte, mais il se dessaisit volontiers en sa faveur de ce qu'il possède de plus précieux.

L'agriculture, la viticulture et l'élève du bétail sont ses seules ressources; il n'a aucun goût pour le commerce, qui est tout entier entre les mains des Arméniens et des Persans.

L'agriculture laisse beaucoup à désirer en Géorgie, comme en Mingrélie; on ne cultive que tout juste assez pour ne pas mourir de faim. La vigne y vient naturellement et exige peu de soins. Les vins de Kakhétie, province située au nord-est de Tiflis, au pied de la grande chaîne, ont dans le pays une réputation méritée. Ils rappellent beaucoup notre bourgogne, mais ils sont mal préparés et ne se conservent pas. Le Géorgien est grand buveur, il engloutit jusqu'à 15 et 20 litres dans un repas sans qu'il y paraisse.

A très-peu d'exceptions près, les Géorgiens appartiennent à la communion grecque.

Les Iméréthiens. — Les caractères généraux qui distinguent la race géorgienne appartiennent également aux Iméréthiens. Leur sol est plus fertile, mais aussi moins salubre que celui de la Géorgie. Rien n'est comparable à la fécondité de la terre, si ce n'est la paresse des habitants. Il suffit de gratter le sol de quelques centimètres pour avoir des maïs de 2 mètres de hauteur.

La religion et le dialecte des Iméréthiens, des Mingréliens et des Gouriens sont les mêmes que ceux des Géorgiens.

L'Iméréthie a longtemps fait partie intégrante du royaume de Géorgie; plus tard, elle a formé un État à part avec Koutaïs pour capitale; ses souverains portaient le titre de roi des rois. L'un d'eux, le roi Alexandre, plaça, en 1650, sa couronne et son territoire sous la protection de la Russie et prêta serment au tzar Alexis Michaëlovitz, père de Pierre le Grand. Malgré cette soumission hâtive, la Russie ne s'installa en Iméréthie qu'au commencement de ce siècle.

Les Mingréliens. — Les Mingréliens ont les mœurs, le degré de civilisation et tous les traits caractéristiques des Iméréthiens. Ils avaient conservé jusqu'à ces derniers temps leur autonomie sous la surveillance de plus en plus directe de la Russie; mais, il y a quelques années, lorsque mourut le prince Dadian, sa veuve fut transférée à Saint-Pétersbourg, où elle vit comme une simple particulière, et le gouvernement du pays fut confié à un officier général russe, qui relève du gouverneur général de Koutaïs.

Les Gouriens. — Les Gouriens appartiennent à la race

kartwel, dont ils sont le type le plus beau et le plus remarquable. Le pays est, comme la Mingrélie et l'Iméréthie, d'une fertilité remarquable. Malheureusement, les bords de la mer Noire sont très-insalubres.

Les principaux produits du sol sont le maïs, la vigne, le mûrier, etc.

La Gourie a reconnu en 1810 le protectorat de la Russie, et depuis 1829 elle forme un district de la province de Koutaïs.

Les Souanethiens. — Les Souanethiens se distinguent des précédents par un dialecte particulier, par les mœurs et par la religion. Ils occupent un pays sauvage, inaccessible et adossé à la base méridionale de l'Elbrouz, sur le cours supérieur de l'Ingour. On ne pénètre chez eux, pendant la saison des neiges, du mois d'octobre au mois de mai, qu'avec une extrême difficulté, soit qu'on vienne du Nord, soit qu'on vienne de la Mingrélie. C'est sans doute à cette circonstance que les Souanethiens doivent d'avoir perdu leur ancienne civilisation et de s'être éloignés des autres peuples de la race kartwel. Mais les ethnographes qui ont écrit sur le Caucase admettent tous qu'ils ont avec ces peuples une origine commune, que révèleraient d'ailleurs leurs traditions, leur langage et des ressemblances incontestables dans leur type. Les églises qu'on trouve dans le pays prouvent qu'ils ont été chrétiens. La légende attribue l'édification de ces temples à la reine Thamar, qui a propagé le christianisme dans la plus grande partie du Caucase.

Ces églises, dont quelques-unes sont assez bien conservées, renferment des vases sacrés et des livres religieux écrits en géorgien.

Le peuple honore encore quelques images de saints placées dans les églises et leur prête des propriétés miraculeuses. Il n'y a aucun service divin; mais on a conservé l'usage, aux naissances, aux mariages et aux funérailles, de faire le signe de la croix, et le dekanose, ou gardien du temple, prononce les formules : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, » et : « Gloire au Père, au Fils et au Saint-Esprit. » Les églises ne sont fréquentées que par les vieillards, et seulement dans des occasions solennelles. Si la contrée a gardé des traces du christianisme, il n'en reste malheureusement aucune dans les mœurs des populations. La morale du Christ n'est nulle part moins pratiquée qu'en Souanethie, où la vendetta est en honneur ainsi que le vol et le brigandage.

Les Souanethiens sont soumis à la Russie depuis quelques années seulement ; ils obéissent à des chefs pris dans leurs rangs et qui administrent le pays sous la direction du gouverneur général de Koutaïs. C'est une contrée fort pauvre, le fond des vallées seul est cultivable.

Race arménienne. — Le berceau de la race arménienne est au mont Ararat, où elle formait un corps de nation à la fin du quatrième siècle, époque à laquelle elle embrassa le christianisme.

Dans le courant du sixième siècle, l'Arménie tomba sous le joug des Persans, puis fut en proie à d'horribles convulsions et cessa d'avoir une existence indépendante en 1262, lors de l'invasion des Mongols-Tatares, qui dévastèrent les riches contrées de l'Ararat.

A cette époque, des colonies entières d'Arméniens se dis-

persèrent de tous côtés et s'établirent dans l'Asie Mineure, à Constantinople, en Egypte, en Gallicie et jusqu'en Volhynie. Les Mongols ont entraîné avec eux beaucoup d'Arméniens dans leurs excursions sur le Volga, à Astrakhan, à Kazan et à Nijni-Novgorod. Il est hors de doute que la découverte du cap de Bonne-Espérance, qui a coïncidé avec la prise de Constantinople par les Turcs, a contribué aussi à la dispersion des Arméniens. Ne se trouvant plus sur la grande route du commerce entre l'Europe et l'Asie, n'ayant plus de bénéfices à réaliser dans leur pays, ils se sont répandus dans tout l'Orient et jusque dans les Indes, où ils tiennent la place des juifs dans l'Europe occidentale. Il y a en Russie, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, à Kazan et à Astrakhan, de nombreux établissements de commerce dirigés par des Arméniens qui n'ont plus aucune idée de retour vers leur patrie. Au Caucase, on en trouve dans toutes les villes. Ils sont artisans ou commerçants. Il y en a 2 000 environ à Tiflis, venus à différentes époques, et principalement au commencement de ce siècle à la suite de l'occupation russe.

Dans le gouvernement d'Erivan et dans le pachalik d'Akhaltsikhé, on trouve des Arméniens autochthones et qui s'occupent d'agriculture.

Dans le gouvernement de Bakou et dans le Daghestan, notamment dans les districts de Noukha, de Kouba et de Derbent, nous avons vu également quelques Arméniens cultivateurs, et s'occupant principalement de productions d'un rendement lucratif, telles que soie, garance, etc. Mais en général on peut dire que l'Arménien est industriel et commerçant. Il a peu de rivaux pour le petit commerce. Patient, ingénieux,

avare, il calcule très-bien les chances de succès de toute entreprise.

Les Arméniens, par suite de leur long asservissement, ont perdu toute originalité de caractère ; la ruse est leur trait distinctif. L'amour du gain les entraîne souvent à la tromperie ; ils sont adroits, flatteurs. On ne peut avoir aucune confiance dans leur parole. Ils sont en général intelligents, reconnaissent l'utilité de l'instruction et sont sous ce rapport bien supérieurs aux Géorgiens ; aussi envoient-ils un grand nombre d'enfants dans les écoles du gouvernement. L'Arménien émigré de Perse est plus commerçant, plus rusé, plus alerte et plus remuant que celui venu de Turquie. Celui-ci a pris quelques-unes des habitudes de ses anciens dominateurs. Il est lourd dans ses allures et dans ses discours, a plus de loyauté que l'Arménien primitif ; il est moins bavard, moins enclin à la tromperie. Il s'adonne volontiers à l'agriculture et à l'élève du bétail.

L'Eglise arménienne s'est séparée de l'Eglise grecque en 451 et a adopté une religion distincte, qui consiste à croire que le Christ n'a qu'une seule et même nature ; que le Saint-Esprit ne vient que du Père ; que les peines de l'autre monde ne seront pas éternelles, etc. Il y a d'ailleurs une partie de la population, surtout à Tiflis, qui appartient à la communion catholique.

Dans les pays limitrophes de la mer Noire, il y a quelques commerçants d'origine grecque qui ont la spécialité du trafic maritime. Leur nombre est insignifiant. Ils ont oublié leur langue et leurs mœurs primitives pour prendre celles des Turcs ou des Arméniens. Ils sont rusés, cupides, infidèles et grossiers.

Les Géorgiens et autres peuples de la race kartwel et les Arméniens composent ensemble une population d'environ 1 100 000 habitants, les premiers purement agriculteurs et guerriers, les seconds surtout industriels et commerçants. L'aristocratie géorgienne fournit un contingent considérable d'officiers à l'armée du Caucase, tandis que les Arméniens, qui ne recherchent pas le service militaire, donnent aux Russes de nombreux administrateurs civils.

Colons russes. — Les autres populations chrétiennes du Caucase sont nouvellement venues dans ce pays. Il y a en première ligne les Cosaques de la mer Noire, du Kouban et du Terek, établis entre la mer Noire et la Caspienne, de Taman à Kisliar. Leur population s'élève au total de 371 000 âmes. Ce sont des soldats laboureurs, sachant mieux jusqu'à ce jour manier le fusil que la charrue. Ils offrent un excellent élément de colonisation au gouvernement russe, et d'autant meilleur qu'ils sont parfaitement acclimatés et connaissent bien le pays.

La guerre est complétement terminée dans la partie orientale du Caucase ; elle a perdu de son intensité dans ce qui reste à soumettre vers l'ouest, entre le Kouban et la mer Noire, en sorte qu'il est à présumer que les tendances des Cosaques seront de moins en moins guerrières et que leur activité se reportera vers l'agriculture.

Il y a en outre environ 150 000 Russes dans le gouvernement de Stavropol et dans les vallées du Kouban et du Terek, et de 40 à 50 000 dans la Transcaucasie, soit en tout de 180 000 à 200 000. A part le gouvernement de Stravropol, qui renferme à lui seul 80 000 colons, à part aussi 3660 familles

de sectaires transportés par mesure disciplinaire en Transcausasie, dans le district de Schemakha et dans le pachalik d'Akhaltsikhé, la population russe du Caucase est purement urbaine. Elle est répartie dans les chefs-lieux de gouvernement et de district et ne s'occupe pas d'agriculture.

Colonies allemandes. — Enfin il y a aux environs de Tiflis et d'Elisabethpol des colonies allemandes qui comprennent environ 600 familles, réparties en six villages, ayant chacun de 400 à 500 habitants. Leur immigration au Caucase date de l'administration du prince Worontzoff, mais leur nombre va plutôt en diminuant qu'en augmentant.

Populations musulmanes. — Voyons maintenant les populations musulmanes. Nous les diviserons en deux catégories principales : les habitants de la plaine et les montagnards.

Habitants de la plaine. — Nous ne comprenons dans la première catégorie que les populations de la Transcaucasie, lesquelles se subdivisent elles-mêmes en deux fractions : 1° les anciens sujets de la Perse, qui sont fixés dans les gouvernements de Bakou, de Tiflis et d'Erivan ; 2° les habitants des pachaliks d'Alexandropol et d'Akhaltsikhé, conquis sur la Turquie. Les Russes les distinguent aussi par les sectes religieuses auxquelles ils appartiennent. Tous les peuples qui ont subi l'influence de la Perse sont sectateurs d'Ali, ou du *rite schiite*. Ceux qui ont appartenu à la Turquie sont partisans de la religion d'Omar, c'est-à-dire du *rite sunnite* orthodoxe.

Tatares schiites. — Les Tatares schiites sont, comme les Persans, leurs anciens dominateurs, verbeux, adroits, insinuants, flatteurs et faux, ne manquant ni de fierté, ni de courage. Ils sont astucieux et d'une grande cupidité, qui les

porte souvent à des actes condamnables : voleurs, menteurs, légers, étourdis, crédules jusqu'à l'absurde et suivant les entraînements du moment, sans calcul ni réflexion; superstitieux, quoique toujours prêts à faire un faux serment pour le moindre profit. Le plus grand nombre d'entre eux vivent dans des maisons; mais il y a quelques tribus nomades, notamment entre le Kour et l'Alazan. Ces nomades se déplacent avec les saisons et conduisent leurs troupeaux dans les contrées qui peuvent les nourrir.

Les Tatares vivent des produits de l'agriculture et de leur troupeaux. Ils élèvent des chevaux et un grand nombre de moutons à grosses queues, qu'on nomme en Russie *moutons tcherkesses*. Cette espèce est surtout précieuse par la quantité de suif qu'elle donne. Sa laine longue et grosse n'est pas recherchée pour les tissus d'une certaine finesse.

D'après les dernières statistiques il y a cinq millions de moutons dans la seule vallée du Kour. On les exporte en Russie par la route de Dariel, et surtout par la Caspienne et le Volga.

KOURDES SUNNITES. — Les Kourdes sunnites sont généralement lourds, paresseux de corps et d'esprit, mais probes et courageux. Ils sont moins verbeux et plus loyaux que les précédents, ne gesticulent pas comme eux en parlant, mais sont également très-superstitieux. Meilleurs cultivateurs que les Tatares schiites, ils ont cependant moins de troupeaux. Les uns et les autres ont rarement plus d'une femme, bien que leur religion autorise la polygamie.

Ces populations, soumises à la Russie de 1801 à 1829, n'ont conservé aucun esprit de retour vers l'indépendance.

Elles n'ont aucune relation avec les montagnards, dont elles n'ont jamais épousé la cause ni soutenu les efforts dans leur lutte contre la domination russe. Enfin les sunnites et les schiites sont divisés par de vieilles jalousies religieuses, qui ont causé des guerres sanglantes entre les Turcs et les Persans, notamment au seizième siècle.

Dans le cas d'une insurrection, la Russie pourrait se servir des uns contre les autres pour s'en rendre maîtres. Les Russes désignent sous le nom de *Tatares* toutes les populations musulmanes du Caucase, et en particulier celles de la plaine. Cette dénomination n'est pas justifiée, elles en ignorent elles-mêmes l'origine. Il est à croire qu'elles appartiennent à la nation connue des Byzantins et des Arabes sous le nom de *Khazares*. Leur nom a changé plusieurs fois, mais leur existence politique a subsisté, en dépit des invasions et des bouleversements qui ont ébranlé le Caucase à plusieurs reprises. Un double lien les unit : la religion et la langue, qui sont communes. De même qu'il y a deux rites différents, de même aussi il y a des dialectes particuliers dérivant tous de la langue turque, que parlent tous les Tatares du Caucase. Un habitant du pays des Koumik ou de Schemakha comprend parfaitement le Turc de Constantinople, malgré certaines divergences de détail.

Il y a aussi des Kourdes ayant embrassé la foi arménienne ; ils se distinguent des Kourdes musulmans par leurs formes élancées, et sont connus par leur habileté dans l'art de dresser les chevaux et de manier leurs armes, ainsi que par leur goût pour le pillage. Pendant la guerre d'Orient, le gouvernement russe a levé parmi eux des milices de cavaliers.

Enfin, dans les villes de la Transcaucasie on trouve des Persans qui s'occupent exclusivement de commerce. Il y en a environ 3 000 à Tiflis et 1 500 à Bakou. Nous avons vu qu'il y a 1 800 Turcs établis à Tiflis; il y en a également dans les villes d'Alexandropol et d'Akhaltsikhé.

POPULATIONS MONTAGNARDES. — Il nous reste à parler des montagnards. C'est la partie la plus difficile de notre tâche, en raison de la confusion que nous avons déjà signalée dans l'histoire de ces peuplades, qui n'ont pas de langue écrite et qui parlent chacune un dialecte particulier. Il arrive souvent que, dans un espace de 10 lieues carrées, il y a un pareil nombre de tribus, ayant, il est vrai, une origine commune, mais de très-grandes dissemblances entre elles dans les mœurs et dans le langage.

Nous avons adopté la classification de M. Berger, secrétaire de la Société géographique de Tiflis, qui répartit ces populations en sept familles principales, se subdivisant en un grand nombre de tribus, mais ayant entre elles des affinités de langage qui lui font supposer une communauté d'origine. M. Berger a puisé ses renseignements dans les archives du gouvernement du Caucase et dans les ouvrages des auteurs russes et étrangers qui se sont occupés d'ethnographie. Les tableaux ci-après donnent les familles principales, leurs subdivisions et le dénombrement de chacune d'elles. Les peuplades d'origine turque composent une huitième famille, dont nous indiquons également les fractions les plus importantes.

SOUCHES.	FAMILLES.	TRIBUS.	POPULATIONS.
SOUCHE DES ABCHASIENS — Les tribus de cette souche habitent le littoral de la mer noire jusqu'au versant de l'Ingour et la petite rivière de Mdsymtka, près de l'embouchure de laquelle les Russes avaient autrefois le petit poste de Konstantinofsk, qui a été abandonné en 1854, au moment de la guerre d'Orient; il n'a pas été rétabli, non plus que ceux de Pitzounda, Bambor, Soukoumkalé et Drandy. Toutes les tribus ci-contre sont soumises aux Russes. Les noms des tribus insoumises sont indiqués en italiques.	Abchasie........	Abchasie........	94,023
	Samoursakan....	Samoursakan....	9,896
	Tsibelda........	Tsibelda........	9,327
	Djighet.........	*Pschou*........	16,923
		Aibouga........	
		Achtschipsou....	
		Zandrip........	
		Ketschba.......	
		Arcdbat........	
		Zvidscha........	
		Baga...........	
	Abasine.........	Kouma.........	2,550
		Kouban.........	3,900
	Bessilbei........	Bessilbei........	2,677
	Tam...........	Tam...........	690
	Kizilbeg........	Kizilbeg........	600
	Scheguireï......	Scheguireï......	630
	Beg............	Beg............	480
	Barakaï........	Barakaï........	960
	Lovi............	Lovi............	1,000
	Dandarouk......	Dandarouk......	890
	Riberd.........	Riberd.........	»
		TOTAL DES ABCHASIENS.........	144,546

NOTICE HISTORIQUE.

Peu de traditions et aucun document historique sur le rôle de ces populations. On ne saurait donc dire si elles sont autochthones ou venues d'un autre pays. On a prétendu qu'elles descendaient des Egyptiens et même des Abyssins. D'autres les disent issues des Arméniens. Ce sont autant d'hypothèses qui auraient besoin d'être discutées.

Les habitants du pays n'ont aucun point de contact avec ces peuples. Ils ignorent complétement leur origine. Les Abchasiens ont le teint brun, les traits irréguliers, une taille peu élevée, les membres grêles. Ils sont vindicatifs, cruels, grossiers, pillards et traîtres. Ils n'ont pas les qualités qui distinguent leurs voisins les Tcherkesses (Adighès).

Le christianisme a été introduit en Abchasie en 550, sous Justinien, mais n'y prit pas racine.

Au douzième siècle, sous la reine Thamar, ces populations faisaient partie de la Géorgie et étaient chrétiennes. Plus tard, elles tombèrent sous la domination de Gengiskhan et sous celle des Turcs, et se firent musulmanes. Leur religion est un mélange du paganisme, du christianisme et de l'islamisme.

Les Abchasiens ont plusieurs fêtes catholiques et sanctifient la Croix, font des ablutions et pratiquent la polygamie comme les musulmans, et ont pour principale divinité Mesitcha, le Dieu des forêts. On remarque parmi leurs églises les cathédrales de Drandy, à l'embouchure du Kodor, et de Pitsound, à l'embouchure du Bayb. Ces deux localités ont été des siéges épiscopaux.

Les Abchasiens vivaient autrefois de piraterie. Les pirates d'Anacléa et de Drandy étaient fort redoutés. Les Russes ont mis fin à ce brigandage. Le pays est très-fertile et produit toutes les espèces de blés et de grains, mais les habitants ne travaillent pas. La chèvre abase est renommée pour sa grande taille et pour la finesse de son poil.

Il s'exporte beaucoup de miel d'Abchasie à Constantinople.

SOUCHES.	FAMILLES.	TRIBUS.	POPULATIONS.
ADIGHÈS plus connus sous le nom de **TCHERKESSES** — Habitent les parties occidentales de la chaîne du Caucase sur les deux versants. Les Kabardiens, les grands Schapsong, les Abasekh, les Cheaken, les Gatioukoï, les Bjedoukh, les Kemgui, les Besslenei et les Mochosch sur le versant nord. Les noms des populations encore indépendantes sont en italiques. Les deux tiers des Natoukaïs sont soumis.	Kabarda........	Grande Kabarda.	24,282
		Petite Kabarda..	12,756
		Kabardiens nomades.......	4,707
	Schapsoug......	*Grand Schapsoug*	140,000
		Petit Schapsoug.	
	Natou Kais.....	*Natou Kais*.....	20,000
	Abasekh........	*Abasekh*........	120,000
	Gatioukaï.......	Gatioukaï.......	6,521
	Bjedoukh.......	Tchertchenei....	4,000
		Chamyschei.....	
	Kemgui.........	Kemgui.........	8,168
	Besslenei.......	Besslenei.......	5,115
	Mochosch.......	Mochosch.......	5,000
	TOTAL DES ADIGHÈS...........		350,549

NOTICE HISTORIQUE.

L'origine de ces peuples remonte aux temps les plus reculés. Ils furent d'abord connus sous le nom grec de Ζίκχοι (Ziches). Ils sont ainsi désignés par plusieurs auteurs, et notamment par Constantin Porphyrogenète.

Ils ne savent pas eux-mêmes d'où leur vient celui de *Tcherkesses*, qui est moderne.

Leur constitution est aristocratique. Leur religion est comme en Abchasie, l'islamisme, mêlé de pratiques chrétiennes et païennes.

Le christianisme, dont il reste peu de traces, fut introduit au cinquième siècle et subsista presque sans interruption jusqu'à la fin du siècle dernier.

De 1785 à 1791 le cheik Mansour parcourut le Caucase et y propagea l'islamisme, qui est la religion prédominante aujourd'hui.

La polygamie, bien que permise par le Coran, n'est pas en usage.

En 1846 Schamyl envoya un de ses moullahs, Mohamed-Amin, chez les Adighès, où il est encore et où il joue un grand rôle.

La tribu de Kabarda, qui a été la plus puissante du Caucase, jouit encore d'un certain prestige. On suit la mode kabardienne pour les vêtements et pour la tenue.

La race des Adighès est la plus belle et la plus chevaleresque de tout le Caucase. Les hommes surtout ont des formes irréprochables, une grâce et une habileté remarquables dans le maniement de leurs chevaux et de leurs armes.

Les Kabardiens, qui habitent un pays de plaine, sont depuis longtemps soumis à la Russie. Les Schapsoug et les Abasekh ont sauvegardé jusqu'à ce jour leur indépendance. Cependant ces derniers ont fait, en 1859, une soumission conditionnelle.

L'agriculture est fort négligée. Les populations vivent surtout du produit de leurs beaux troupeaux de moutons. Il y a un peu d'industrie dans la Kabarda.

Les chevaux de la Kabarda sont les meilleurs du Caucase.

SOUCHES.	FAMILLES.	TRIBUS.	POPULATIONS.
OUBOUIKH — Habitent le versant sud de la grande chaîne, sur le littoral de la mer Noire, entre les Djighes et les petits Schapsong.	Oubouikh......	Oubouikh...... Saschen........	25,000
OSSÈTES — Occupent la partie centrale et la plus élevée du Caucase, entre l'Elbrouz et le Kasbek, à l'ouest de la grande route de Dariel. Soumis depuis longtemps.	Digor..........	Digor..........	8,000
	Valadshie......	Valadshie......	5,881
	Kourtaty........	Kourtaty........	3,818
	Tagaour........	Tagaour........	9,640
	TOTAL DES OSSÈTES...........		27,339
	TOTAL DES DEUX SOUCHES......		52,339



NOTICE HISTORIQUE.

Origine inconnue. Cette famille étant peu nombreuse, n'a pas été l'objet d'études aussi complètes que les précédentes, dont elle diffère entièrement par le langage.

Les Russes avaient, jusqu'en 1854, deux forts sur le littoral du pays, ceux de Golovinsky et de Navaghuisk, qui ont été abandonnés au commencement de la guerre d'Orient et n'ont plus été occupés depuis.

Les Oubouikh sont encore indépendants, ce qui tient à leur position géographique.

Plusieurs ethnographes établissent une communauté d'origine entre ce peuple et les Tudesques Alains qui, chassés par les Huns, se réfugièrent dans les montagnes du Caucase.

Ils ont été, suivant leurs dominateurs, chrétiens et musulmans et ont embrassé de nouveau le christianisme depuis que les Russes les ont conquis.

Mais leurs pratiques religieuses sont entachées de souvenirs de l'islamisme. Ils se font raser les cheveux, et font des ablutions comme les musulmans. Ils ont également des divinités païennes auxquelles ils font des sacrifices.

Le pays des Ossètes étant très-élevé est peu fertile.

SOUCHES.	TRIBUS.	POPULATIONS.
TCHETCHENNE — Les Tchetchennes occupent le pays compris entre le Terek et les montagnes, partagé en deux par la Sounja. — Leur soumission ne date que de 1859. Ils ne payent pas d'impôts. — Pays de forêts et de verdoyantes prairies. Sol très-fertile et produisant en abondance tous les grains, la vigne, etc.	Nazerane	9,489
	Galasche	775
	Karaboulak	1,990
	Galgaï	1,534
	Zori	135
	Kistes (rapprochés)	1,269
	Deherache	313
	Kistes (éloignés)	18,000
	Akos	335
	Pschekoi	4,000
	Schatoi	15,000
	Scharo	7,000
	Dchan Boutri	900
	Tscharbeli	6,000
	Itchkerce	15,000
	Katchkolik	3,250
	Mitchikof	1,600
	Auchof	4,360
	Tchetchenne du Terek	5,700
	Tchetchenne de la Sounja	19,170
	Techetchenne Brayom	1,270
	TOTAL DES TCHETCHENNES	117,090

NOTICE HISTORIQUE.

Peu ou pas de renseignements sur l'origine de la puissante famille des Tchetchennes, qui a joué un rôle si considérable dans la guerre de Schamyl contre les Russes.

Ils sont musulmans sonnites et ont embrassé le mouridisme de Schamyl en 1840. Ils ont été le plus ferme appui de ce chef depuis cette époque jusqu'à la prise de Veden en 1859.

Les Tchetchennes contrastent avec les Adighès, ou Tcherkesses, non-seulement par leur constitution, qui est toute démocratique, mais par leur manière de combattre. Au lieu d'attaquer en rase campagne comme ceux-ci, les Tchetchennes s'embusquent dans les forêts et entendent fort bien la guerre de partisans. Ils sont d'ailleurs fort remuants, et, bien que soumis en 1859, ils ont eu une insurrection partielle dans l'été de 1860. Les Russes les considèrent comme leurs plus terribles adversaires, mais ils leur refusent les instincts chevalesques des Tcherkesses, qui respectent la foi jurée, qui dédaignent les embuscades, et qui se battent à la façon des héros d'Homère. Il sont moins habiles cavaliers que ces derniers; cependant ils sont adroits, agiles, et forment une des belles races du Caucase.

Leurs instincts guerriers et la vivacité de leur esprit leur a valu le surnom de *Français du Caucase.*

Le pays est arrosé par le Terek, la Sounja et ses affluents.

Il est situé dans la plaine et sur les derniers contre-forts boisés de la grande chaîne. Il est d'une fertilité remarquable. Les céréales et toutes les essences d'arbres fruitiers et de construction y réussissent à merveille.

Les communications vers le nord, l'est et l'ouest sont faciles.

Les habitants ont pour ressources l'agriculture, qui est moins mal entendue que dans les autres tribus, l'élève des chevaux et du bétail, et l'industrie des armes.

Les Tchetchennes rappellent beaucoup nos Arabes de la plaine; mais ils vivent sous des maisons construites en bois ou en claies légères, qui sont fort propres et très-bien tenues. Leurs villages, dont la grandeur varie suivant les circonstances, portent le nom d'*aoul,* comme dans tout le Caucase.

SOUCHES.	FAMILLES.	TRIBUS.	POPULATIONS.
TOUCHES — Habitent un pays fort élevé situé aux sources du Koïssou des Andi, qui se jette dans la Caspienne et d'autre part de l'Alasan, de la Jora et de l'Aragua, affluents du Kour. On projette de faire une route stratégique qui relierait les vallées de Koïssou et de l'Alasan.	Touches confédérés......	Pirikeleb....... Gonsipar........ Tchagum.......	4,719
	Pschavves confédérés......	Gabidaur........ Gogolaour....... Tschilscho...... Tschargob...... Achadel........ Kistaour........ Matourel........ Zogkoraoul...... Oukourap....... Zitaraour....... Udsilaour....... Katzalcher......	4,282
Font partie du district de Thelaw.	Cherssoures.....	Arbaoul........ Tschintchar..... Archolkion...... Schatslion......	2,505
		TOTAL.....	11,506

NOTICE HISTORIQUE.

Leur idiome ne ressemble en rien à celui des autres montagnards, ce qui a fait admettre qu'ils ont une origine bien distincte de celle de leurs voisins.

On trouve chez eux des ruines d'églises, de belle apparence, d'une époque reculée. La plupart professent la religion grecque avec mélange de coutumes païennes. Sont très-superstitieux, n'ont pas les mœurs chrétiennes et pratiquent la vendetta, comme la plupart des habitants du Caucase.

Leur pays est presque dans la région des neiges. Ils envoient, pendant l'hiver, leurs troupeaux dans les steppes d'Oupadar et de Karajdes, entre le Kour et l'Alazan.

Cette circonstance les a obligés à se soumettre de bonne heure à la Russie. Leur soumission remonte à l'année 1830. Depuis lors, ces populations font partie du district de Thelaw.

Schamyl a paru un instant sur leur territoire en 1854, au commencement de la guerre d'Orient.

SOUCHES.	FAMILLES.	TRIBUS.	POPULATIONS.
RACE TURQUE ou **TATARES DU CAUCASE.** — Les Nogaïs sont sur les deux rives du Kouban supérieur et sur la rive gauche du Terek inférieur.	Nogaïs.........	Nogaïs du Kouban.........	16,359
		Nogaïs du Terek.	5,400
Les Karatchaï sont aux sources du Kouban.	Karatchaï.......	Karatchaï.......	7,380
Les Ourouspieh sont près de la base orientale de l'Elbrouz, aux sources du Baksan, affluent du Terek.	Ourouspieh......	Ourouspieh......	500
Les Balkar sont contigus et à l'est des précédents, au sud de la grande Kabarda.	Balkar.........	Tchegem.......	4,450
		Schoulam.......	
		Balkar.........	
		Bassiax.........	
Les Koumik habitent sur la Caspienne entre le Terek, le Soulak, le pied des montagnes et la mer.	Koumik........	Koumik.........	10,900
Le territoire du Schamkhalat de Tarki est au sud des Koumik. Tarki, dont le port est Pétrofsk, et Temirkhanchoura en sont les villes principales.	Schamkhal de Tarki........	Schamkhal......	60,000
		Total.....	104,989



NOTICE HISTORIQUE.

Les Nogaïs, que les Russes appellent *Tatares-Nogaïs*, descendent des célèbres hordes nomades d'Indissan, d'Indischkoul, de Dshamboilik et d'Akierman. Ils ont conservé des habitudes nomades, et vivent en grande partie sous la tente. Ils sont pasteurs comme les Kalmouks et les Kirghis et ne cultivent presque pas. En 1859 et 1860, un grand nombre de familles Nogaïs ont émigré en Turquie d'Asie, en sorte que les chiffres indiqués ci-contre sont trop élevés. Nous les avons conservés parce qu'il nous a été impossible de nous procurer le chiffre exact des émigrants.

Les autres tribus, d'après M. Bodenstedt, descendent, comme les Tatares de la Transcaucasie, des Khazares, dont l'autorité s'étendait sur toute la Circassie. Ce nom a disparu, mais la nation est restée en réalité la même jusqu'à ce jour, malgré les dévastations et les conquêtes qui se sont succédé dans ce pays, et dont eurent surtout à souffrir les contrées situées sur la Caspienne, comme les Koumik et les contrées du Schamkhalat de Tarki.

Les Ourouspieh, les Balkar, sont dans un pays très-accidenté et peu fertile. Au contraire, les Koumik et les habitants du Schamkhalat cultivent des plaines d'une très-grande fécondité.

L'agriculture et l'élève du bétail sont leurs principales ressources. Le commerce, comme partout au Caucase, est entre les mains des Arméniens. Les uns et les autres sont administrés par des khans indigènes.

TABLEAU RÉCAPITULATIF

DE LA POPULATION DES MONTAGNARDS

SOUCHES.	POPULATIONS.
Abchasiens	144,546
Adighès (Tcherkesses)	350,549
Oubouikh	25,000
Ossètes	27,339
Tchetchennes	117,090
Touches	11,506
Lesghiens	339,761
Race turque	104,989
Souanethiens. (Appartiennent à la race kartvvel, mais ne figurent pas dans la population géorgienne.)	1,639
TOTAL	1,122,419



Observations sur les tableaux.

Il y a dans les rangs de la population tatare du Caucase, et notamment parmi les montagnards, de nombreuses émigrations, que les uns estimaient, en octobre 1860, à 80 000 et d'autres à 200 000 individus. Les émigrations des Tatares de Crimée, qu'on évaluait, en 1861, à 80 000 également, se seraient élevées depuis à 320 000, au dire de la *Gazette d'Odessa*. En admettant le chiffre moyen de 200 000, nous pouvons réduire la population montagnarde au chiffre rond de 1 million.

Les évaluations renfermées dans les tableaux ne sont d'ailleurs qu'approximatives, aucun recensement exact n'ayant été fait au Caucase. Elles sont confirmées par les observations de détail que nous avons pu faire sur les lieux, notamment en ce qui concerne la population de la partie occidentale, qui n'est pas encore entièrement soumise et sur laquelle le gouvernement russe est intéressé à avoir des données précises.

Populations indépendantes. — Les tribus indépendantes sont :

1° Parmi les Adighès :	
Les Schapsoug.	160,000
Les Abasekh.	120,000
Les Natoukhaïs (la moitié).	10,000
2° Les Oubouikh.	25,000
3° Les Djighet (Abchasiens).	17,000
Total.	332,000

Mais la tribu des Abasekh a fait, en 1859, une soumission conditionnelle. Elle a stipulé qu'elle reconnaîtrait la domina-

tion russe, à la condition qu'on n'ouvrirait pas de route et qu'on ne construirait pas de fort sur le territoire. Le général Philipson, alors commandant la province du Kouban, y a souscrit pour gagner du temps et pour ménager Mohamed-Amin, chef des Abasekh.

Mohamed-Amin, qui a fait sa soumission quelques mois après la chute de Schamyl, avait été envoyé dans l'année 1846, par ce dernier, au flanc droit du Caucase (terme consacré pour désigner la partie occidentale) dans le but de rattacher les populations de cette contrée à la cause du mouridisme. La soumission de son maître avait tout naturellement ébranlé sa confiance, il comprenait que toute lutte devenait impossible, puisque les Russes, libres de toute préoccupation du côté du Daghestan, pouvaient concentrer leurs efforts vers le Kouban et la mer Noire. Un voyage qu'il fit à Saint-Pétersbourg, où il vit Schamyl, le confirma dans cette opinion. C'est dans ces circonstances qu'il a déterminé les Abasekh à se rendre. Mais il n'a pu obtenir d'eux que des conditions inacceptables pour la Russie.

Aussi le commandant de la province du Kouban leur fit-il connaître ultérieurement son intention d'établir des postes et des routes sur leur territoire et de transporter dans la plaine certaines populations qui occupent aujourd'hui de fortes positions dans la chaîne du Caucase; il est probable que l'exécution de ce programme rencontrera de la résistance; mais si Mohamed-Amin, qui a tout intérêt à ménager les Russes, ne la dirige pas, elle sera de courte durée, la tribu restant sans chef et sans organisation.

Ces quelques explications étaient nécessaires pour faire

connaître pourquoi nous comptons les Abasekh parmi les tribus indépendantes, bien qu'ils aient fait un semblant de soumission.

Considérations générales sur les montagnards. — Les habitants du Caucase, toujours en guerre, sont généralement bien armés. Ils ont l'armement que leur ont emprunté les Cosaques de la ligne : une carabine, un sabre, un long poignard (*kindjal*) et un pistolet passé dans la ceinture. Leur costume a été également copié par les Cosaques et se compose d'un pantalon étroit, d'une tunique courte serrée à la taille et portant des cartouchières sur la poitrine, enfin du papakh, ou bonnet en peau de mouton. Lorsqu'il pleut, ils se couvrent d'un excellent capuchon (*bachelik*) et s'enveloppent d'un manteau imperméable en peau de chèvre (*bourka*).

Parmi les populations montagnardes dont nous venons de faire l'énumération, il y a trois souches principales ; ce sont : celle des Adighès (plus connue sous le nom de *Tcherkesses*), à l'ouest de la grande chaîne du Caucase ; celle des Tchetchennes au centre ; celle des Lesghiens à l'est, dans le Daghestan. Elles ont joué un rôle considérable toutes les trois dans les annales du Caucase, et notamment dans la guerre que ce pays soutient depuis soixante ans contre la Russie.

C'est au Daghestan, pays des Lesghiens, que le mouridisme a pris naissance et qu'il s'est développé sous la puissante initiative de Schamyl, son représentant le plus énergique. Nulle part les Russes n'ont trouvé de plus grandes difficultés à vaincre ; c'étaient des obstacles de terrain souvent infranchissables et une population décidée à tout sacrifier à son amour de l'indépendance.

Nous indiquerons dans la dernière partie de ce travail les principaux événements de guerre dont cette contrée a été le théâtre. Quant à présent, nous ne voulons que faire connaître ses habitants.

Les Lesghiens, ressemblent beaucoup à nos Kabyles du Djurjura. Ils ont leurs instincts guerriers et leur esprit industrieux. Comme eux ils sont démocrates et ont vécu de tout temps en petites républiques indépendantes les unes des autres. Il n'y avait qu'un danger pressant qui pût les forcer à réunir leurs efforts contre l'ennemi commun. C'est ce qui s'est produit au moment où les Russes ont envahi leur territoire. La religion d'ailleurs a joué un grand rôle dans la lutte.

C'est ici le cas de dire quelques mots du mouridisme, doctrine religieuse ou plutôt sorte de franc-maçonnerie, qui imposait à ses adeptes l'obligation de combattre pour l'indépendance. Fondé par Moullah, en 1823, le mouridisme prit une extension considérable en 1840, sous l'impulsion puissante de Schamyl, l'homme éminent, l'Abd-el-Kader du Caucase. En outre des mœurs démocratiques, qui faisaient que chaque tribu du Daghestan formait un État séparé, jaloux de son autonomie, les schismes schiites et sunnites et la vendetta étaient des causes de divisions profondes et de fréquentes hostilités de tribu à tribu. Le mouridisme se proposait d'apaiser toutes les discordes civiles ou religieuses, de combattre la vendetta et de rallier toute la population à un sentiment unanime de résistance. Chaque tribu fanatisée par des moullahs qui prêchaient la guerre contre les infidèles, a sacrifié son indépendance particulière aux intérêts géné-

raux et a investi le chef du mouridisme, qui se nommait le *mourschide,* d'une autorité illimitée.

Le mourschide, dans ces derniers temps Schamyl, étant en contact immédiat avec Dieu, son verbe était le verbe divin, ses ordres les ordres du Seigneur. Il avait pour le seconder des chefs nommés *naïbs*, et au-dessous des partisans nommés *mourides*.

Le mouridisme prit naissance sur les bords de la Caspienne, dans le Daghestan, où il fut prêché par les prédécesseurs de Schamyl, et de là s'étendit aux populations tchetchennes, au centre du Caucase. Ces contrées, qui s'étaient soumises aux Russes vers 1818, levèrent l'étendard de la révolte en 1840, et se jetèrent dans les bras de Schamyl. La lutte recommença alors avec une intensité qu'elle n'avait jamais eue, et dura sans intermittence jusqu'à la prise de Gounib, qui eut lieu le 25 août 1859. A cette époque, les populations épuisées par la guerre étaient à bout de sacrifices. Plusieurs tribus s'étaient détachées de Schamyl, qui fut cerné dans Gounib et obligé de se rendre à discrétion, entre les mains du prince Alexandre Bariatinski, lieutenant de l'empereur et commandant en chef de l'armée russe.

Les Lesghiens habitent un pays extrêmement accidenté, sur les contre-forts rocheux et dénudés du Caucase.

Les Tchetchennes au contraire sont sur les dernières pentes et dans la plaine de la Sounja. Ils occupent des mamelons relativement peu élevés, recouverts d'épaisses forêts, qui ont été l'obstacle le plus grand que les Russes aient eu à surmonter. Pour pénétrer au centre de cette contrée, à Veden, où depuis 1845 Schamyl avait le siége de son gou-

vernement; l'armée russe a été obligée de se frayer des routes en faisant des coupes de bois au travers de ces forêts immenses. Comme les Lesghiens, les Tchetchennes sont démocrates. Ils combattent plus souvent à cheval qu'à pied. Ils ont quelques points de contact avec nos Arabes de la plaine en Algérie, mais ils ont des habitations en bois ou en claionnage. C'est une population remuante et pillarde, réfractaire à toute autorité, que les Russes ne parviendront pas à dominer facilement. Ils songent à la transporter dans la plaine; parce que si elle reste dans les régions boisées, elle ne résistera pas à la tentation de se mettre en état d'insurrection, certaine qu'elle est de trouver un refuge assuré.

Les populations du Daghestan, au contraire, paraissent goûter les bienfaits de la paix. Leur soumission, autant qu'il est permis d'en juger, est sincère, et il n'y a que des événements graves qui pourraient les décider à recommencer la lutte.

Ajoutons, pour en finir avec le Daghestan et la Tchetchennia, que la première de ces contrées est aride, dénudée et presque sans ressource sous le rapport de l'agriculture. Le fond des vallées et les flancs arrosables des montagnes sont seuls cultivables, les habitants s'ingénient pour ne pas perdre un pouce de terrain. La seconde, au contraire, est très-riche et serait d'une grande fertilité entre les mains de populations laborieuses. Les arbres y sont magnifiques; les céréales et toutes choses y viennent à souhait; mais les Tchetchennes; plus belliqueux qu'agricoles n'en tirent pas parti.

Le mouridisme, qui a permis à Schamyl de lutter avec tant d'énergie et souvent avec succès contre l'armée russe, n'a fait que très-peu de prosélytes au flanc droit, c'est-à-dire parmi les Tcherkesses ou Adighès, bien que Schamyl y ait envoyé, dès 1845, un de ses partisans les plus dévoués, Mohamed-Amin, originaire de la Tchetchennia. Cette circonstance est facile à expliquer. D'une part nous avons vu que ce n'est qu'à la fin du siècle dernier que l'islamisme s'est définitivement introduit parmi les populations tcherkesses, et qu'il y est encore aujourd'hui mêlé de pratiques chrétiennes et païennes. Il y a donc infiniment moins de ferveur religieuse de ce côté que chez les populations lesghiennes et tchetchennes. En second lieu, les Tcherkesses ont toujours eu de la répugnance pour la monarchie, qu'ils n'ont jamais adoptée alors qu'elle existait chez les autres peuples du Caucase. Aussi Mohamed-Amin, malgré son tact et son habileté, n'a pas réussi à les rattacher à la cause de Schamyl, qui était celle de l'islamisme et de l'absolutisme le plus tyrannique qu'on ait pu imaginer.

Les Tcherkesses n'ont pas, à proprement parler, d'organisation politique.

Il y a trois classes distinctes dans la population : les princes, les nobles (*ourdes*) et les paysans. Tout Tcherkesse a voix délibérative dans les assemblées où se décident la paix et la guerre. Les princes et les nobles sont les propriétaires du sol. Ils louent leurs terres aux paysans moyennant une faible redevance en nature. Par suite de cet état de choses, l'agriculture est négligée dans ces contrées plus encore que partout ailleurs, bien que le pays soit d'une fécondité vrai-

ment remarquable. Comme on le voit, la constitution des populations tcherkesses est essentiellement différente de celle des autres contrées du Caucase. Les tribus forment des républiques aristocratiques, tandis que le principe démocratique est celui qui a prévalu dans la Tchetchennia et au Daghestan.

Les Tcherkesses sont de preux chevaliers, dont la bravoure est au-dessus de tout éloge. Ils ont conservé dans le combat des traditions d'un autre âge. En voici un récent exemple : Dans l'expédition qui s'est faite contre les Schapsoug, au mois de décembre 1860, on a vu un jeune homme s'avancer seul jusqu'à 150 mètres de l'armée russe et la défier en combat singulier. Un officier géorgien, le prince Eristew, accepta le défi et se porta à sa rencontre. Le Schapsoug l'attendit le sabre dans le fourreau et le fusil sur l'épaule jusqu'à la distance de douze pas. Il tira alors son pistolet, blessa son adversaire et fut tué sur place sans qu'aucun des siens vînt à son secours. Ces exemples de bravoure ne sont pas rares parmi ces populations. Au début d'une affaire, les Tcherkesses envoient des hérauts d'armes provoquer les Russes, qui leur répondent par des hommes de leur milice indigène. Le combat ne commence que lorsque les parlementaires se retirent en déchargeant leurs fusils.

Telles sont les populations du Caucase, si peu connues en raison de la multiplicité de leur origine, de leurs mœurs et de leur langage. Elles ont pourtant des points de contact, elles pratiquent toutes l'hospitalité avec un égal empressement. Voici un fait qui prouve jusqu'à quel point le caractère d'hôte est sacré parmi ces populations. Un officier

russe était allé dans les montagnes, en 1846, alors que la guerre avait le plus d'intensité, sous la sauvegarde d'un Lesghien. Il fut assassiné par deux individus. Son hôte tua de sa main l'un des deux meurtriers, le second parvint à s'enfuir. Il fut poursuivi par tous les amis de l'hôte, par l'hôte lui-même, et quand tout espoir de s'en rendre maître fut perdu, ce dernier se donna la mort pour échapper au déshonneur d'avoir reçu un pareil outrage sans pouvoir en tirer vengeance.

La population totale du Caucase se compose de 4 millions d'individus, dont 1600000 chrétiens de différentes communions et 2400000 musulmans. Parmi les chrétiens, les Géorgiens et autres peuples de la même race sont agriculteurs et guerriers, mais plus guerriers qu'agriculteurs; les Arméniens, commerçants et industriels. Ces derniers, disséminés comme les Juifs, en ont tous les instincts.

Les musulmans ont des origines diverses, mais on peut les classer en deux catégories principales. Dans la première, composée de 1400000 individus environ, nous rangeons les habitants des plaines de la Transcaucasie; anciens sujets de la Perse ou de la Turquie, ils sont habitués à la domination étrangère et subissent depuis plus de trente ans celle de la Russie sans chercher à la secouer. Ils sont peu belliqueux et se livrent aux travaux de l'agriculture et à l'élève des troupeaux avec l'insouciance des Orientaux, et surtout des musulmans, sans idée de progrès, sans souci de l'avenir. Ils sont ce qu'ils étaient il y a mille ans.

Dans la deuxième catégorie se trouvent les montagnards au nombre d'environ 1 million d'individus. Ceux-ci, tou-

jours frémissants aux idées de liberté et de patriotisme, ont su sauvegarder leur indépendance jusque dans ces derniers temps. Épuisés par soixante années de guerre, ils ont dû céder à la force lorsque le héros qui s'était voué à leur défense est tombé ; mais ils restent armés, et la plupart d'entre eux conservent l'espoir de secouer le joug de l'étranger. Quelques-uns enfin, peu nombreux, il est vrai, luttent encore, mais avec tant d'infériorité sous tous les rapports, qu'on peut préciser l'époque à laquelle ils reconnaîtront l'autorité de la Russie. Admirables de bravoure dans les combats, ces montagnards, à l'exception des habitants du Daghestan qui sont laborieux et en même temps industrieux, sont ménagers de leurs peines quand il s'agit des travaux de l'agriculture.

Voyons maintenant le parti que la Russie a tiré de sa conquête.

COLONISATION.

Le gouvernement russe a peu fait pour le Caucase au point de vue de la colonisation. Les raisons en sont faciles à saisir ; 1° la Russie n'a pas d'excédant de population à envoyer au Caucase ; 2° les ressources financières sont fort limitées.

Non-seulement la Russie n'a pas de trop-plein de population, mais les bras manquent à la terre sur toute la surface de cet immense empire ; d'ailleurs le servage a, jusqu'à ce jour, attaché le paysan à la glèbe et l'a empêché d'aller chercher fortune en dehors de son pays natal. Ce n'est donc pas dans la métropole qu'on pouvait trouver les colons sérieux des-



tinés à faire entrer le pays dans la voie du progrès. Le prince Worontzof, qui a rempli avec éclat les fonctions de lieutenant de l'empereur au Caucase pendant neuf années, de 1845 à 1854, l'avait compris, et il a cherché à différentes reprises à attirer dans la Transcaucasie des populations étrangères. Il s'est adressé de préférence aux Suisses et aux Allemands, mais sans grand succès. Les Suisses, effrayés par la distance à parcourir pour venir à leurs frais s'installer dans la contrée qu'on leur destinait, n'ont pas répondu à cet appel. Environ six cents familles allemandes, plus cosmopolites que les Suisses, ont traversé en 1846 toute l'Allemagne pour venir se fixer au Caucase. Elles sont réparties en six villages : deux situés sur la Jora supérieure, à égale distance de Tiflis et de Thelaw, les autres aux environs et au sud d'Elisabethpol, sur un petit cours d'eau qui arrose cette ville. Ces villages allemands sont en bonne voie. Ils ont été utiles à la colonie en introduisant de nouvelles cultures, notamment celle des plantes potagères, qui étaient négligées dans ces contrées.

Il y a aussi trois mille six cents soixante familles de sectaires russes, transportées à différentes époques au Caucase sous le règne de l'empereur Nicolas pour soustraire les populations au milieu desquelles elles vivaient à des exemples contagieux. Ces sectaires (*raskolniks*) appartiennent à différents schismes, ayant tous leur origine dans la non-acceptation des modifications introduites par le patriarche Nicon, sous le règne du tzar Alexis Michaëlovitch, père de Pierre le Grand, dans la liturgie de l'Église grecque. Ceux du Caucase appartiennent aux sectes des doukhobori (*lutteurs*

d'esprit) et des scopsi (*châtrés*). Les premiers ont été envoyés sur la frontière de Turquie, dans le pachalik d'Akhaltsikhé. Nous avons vu des scopsi dans le district de Schemakha, à 28 verstes est de cette ville, dans le village de Marasy. Ces sectaires, hommes et femmes, se mutilent par suite d'un fanatisme religieux et dans la crainte d'avoir des enfants qui seraient élevés dans le rite orthodoxe. Ils s'occupent d'agriculture et rendent des services comme postillons dans les relais du gouvernement de Schemakha. Le village de Marasy, le seul que nous ayons visité, est prospère ; les maisons sont bâties avec soin, les cultures des environs sont bien tenues, toutes choses qui indiquent du bien-être chez les habitants.

Le gouvernement de Stavropol, en raison de son voisinage de la métropole, s'est peuplé de colons venus de l'intérieur de la Russie ; on porte leur nombre à 80 000, parmi lesquels environ 35 000 travailleurs fixés au nord du Kouban et du Terek.

Les provinces du Caucase pourraient facilement recevoir, en raison de leur étendue et surtout de leur fertilité, une population double de celle qu'elles nourrissent aujourd'hui ; mais si les populations manquent au Caucase, le gouvernement russe n'est pas resté pour cela inactif, et diverses mesures que nous allons analyser ont été prises pour amener ce magnifique pays dans la voie du progrès. Le prince Worontzof, homme d'État d'une grande portée, a eu l'initiative de la plupart d'entre elles. Il avait posé en principe que la base du développement d'un pays est la constitution de la propriété individuelle, la fixation de ses limites et la cessation de la propriété collective.

Dès son arrivée au Caucase, en 1845, il s'était occupé de cette grave et difficile question.

La triangulation du Caucase a été commencée à cette époque et s'est poursuivie depuis sans répit. En 1846, une école d'arpenteurs a été créée à Tiflis. Elle se recrute d'enfants de troupe et a fourni dès 1851 de bons résultats. A partir de cette dernière année, on a fait commencer l'arpentage du Caucase sur une grande échelle. Toutefois la propriété n'a été constituée à l'état individuel que pour quelques familles princières de Géorgiens ou de Tatares. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'il n'existe pas de chaussées carrossables au Caucase, excepté 100 kilomètres environ dans le défilé de Dariel et 50 kilomètres entre Souram et Koutaïs. Partout ailleurs les routes sont naturelles. Toutefois on a établi dans les montagnes un réseau de routes stratégiques de 4 mètres de largeur, qui permettent aux troupes de pénétrer facilement dans le pays et de le surveiller. Afin de faciliter les communications en toute saison, les ponts construits sous la domination des Turcs et des Persans ont été réparés avec soin. Des ponts nouveaux ont été faits par les Russes sur d'autres points, mais ces travaux exécutés à la hâte manquent généralement de solidité. Deux d'entre eux, le premier dans le défilé de Dariel et l'autre à Mingitchaour sur le Kour, ont été enlevés par les grandes eaux.

On compte en tout trente-deux ponts de construction russe sur les principaux cours d'eau que nous avons énumérés. Il y en a deux en pierre à Tiflis. Celui du défilé de Dariel était également en pierre; la plupart des autres

sont en bois, soit sur pilotis et dans la forme des ponts dits *à l'américaine*, soit encore sur bateaux. Les ponts du Kouban, en aval d'Ekaterinodar, sont de cette dernière sorte.

Les Russes ont trouvé dans la Transcaucasie un assez grand nombre de canaux de construction persane servant à l'irrigation des terres qui, sans eux, restent incultes. Des études ont été faites pour restaurer quelques-uns de ces canaux desséchés aujourd'hui. De ce nombre se trouve le canal de Glaiev-Arch, qui arrosait 300 000 hectares de terres et qui réunissait le Kour à l'Araxe. Il avait 180 kilomètres de longueur; il a fonctionné du treizième au seizième siècle. Depuis près de trois cents ans il est abandonné, et le gouvernement russe, comprenant le bienfait immense qui en résulterait pour le pays, se propose de le reconstruire. On projette aussi un canal sur la rive gauche du Kour, de Mingitchaour à la mer, et qui n'aurait pas moins de 150 kilomètres de longueur. Celui-ci recueillerait les eaux du versant sud de la grande chaîne et arroserait environ 100 000 hectares de terres arables. Les études de ce canal sont faites, mais les travaux ne sont pas encore commencés. L'attention du gouvernement s'est portée d'une manière toute particulière sur ces canaux, que l'on a divisés en trois catégories. Dans la première se trouvent ceux, au nombre de six, qui doivent être faits ou restaurés aux frais de l'État; dans la deuxième, il y a onze canaux dont les travaux sont à la charge des colons intéressés; dans la troisième enfin il y a treize canaux d'un besoin moins immédiat que les précédents et dont l'exécution peut être ajournée sans inconvénient.

Ports. — La mer Caspienne, qui baigne la partie orientale du Caucase, a trois ports principaux : ce sont ceux de Bakou, de Derbent et de Petrofsk.

Le plus important est celui de Bakou, qui est très-fréquenté par les Persans. La marine impériale russe y entretient une station navale importante, à savoir : trois bateaux-poste et douze bâtiments de guerre à vapeur d'un assez faible tonnage. Les bateaux-poste font le service entre Bakou et Astrabad, port situé au sud de la Caspienne et distant seulement de cinq jours de Téhéran, capitale de la Perse. Ils font deux voyages par mois. Ils s'arrêtent aux bouches du Kour, à Lenkoran et à Astara. Les bâtiments de guerre à vapeur sont pour la plupart à hélice. Leur machine est de soixante à quatre-vingts chevaux. Ils sont destinés à protéger la marine marchande contre les pirates turcomans, qui infestaient naguère encore la Caspienne et la rendaient impraticable aux pêcheurs persans. Sur ces douze bâtiments, trois sont employés à des études hydrographiques, jusqu'à ce jour fort négligées. On a découvert récemment un rocher sous-marin à la hauteur de Lenkoran qui jusqu'ici n'avait pas été signalé, bien qu'il ne soit qu'à 4 mètres au-dessous du niveau de l'eau. Comme le littoral de la partie septentrionale de la Caspienne gèle, c'est à Bakou qu'hivernent tous les bateaux qui font le transit d'Astrakhan. Le port de Bakou est abrité de tous les vents par sa configuration. Il n'est ouvert qu'au sud-ouest, mais il est protégé de ce côté par la petite île de Naring. Son fond est excellent, sa profondeur est de 8 à 10 pieds, ce qui est suffisant pour les plus gros bateaux de la Caspienne, dont le

tirant ne dépasse jamais 7 pieds. Pour permettre aux bâtiments de faire rapidement leurs embarquements, on a fait récemment un débarcadère en maçonnerie qui s'avance dans la mer à 20 mètres du rivage. On projette de faire un port militaire au sud de la ville, au delà d'une langue de terre qui le séparerait du port marchand.

Il y a près de l'île de Naring des émanations de naphte qui se répandent à la surface de l'eau, et lorsqu'on y met le feu, tous les abords de l'île s'enflamment. Ces mêmes émanations se produisent tout autour de Bakou. C'est à 15 verstes au nord de la ville que l'on voit les feux éternels, très-fréquentés autrefois par les sectateurs de Zoroastre, qui y faisaient de nombreux pèlerinages. On y a élevé un temple dont les prêtres sont des Indiens assez déguenillés, que font vivre les visiteurs attirés par le spectacle des feux permanents produits par un gaz inflammable qui s'échappe de terre par des fissures naturelles. Ce gaz prend feu au contact d'un corps enflammé. A l'île Ciatoï, près de la pointe d'Apchéron, un ancien pharmacien de l'armée du Caucase a établi une distillerie de naphte, que l'on trouve presque à la surface du sol. Il en retire un corps gras et un gaz inflammable pour l'éclairage.

Petrofsk et Derbent ne sont pas, à proprement parler, des ports ; ce sont des rades ouvertes à tous les vents, celui d'ouest excepté. La côte y est droite du nord au sud ; ils ont de 11 à 12 pieds de profondeur. A Derbent on a construit un débarcadère, comme à Bakou. Pour faciliter la navigation, le gouvernement a fait élever des phares à la pointe de la presqu'île d'Apchéron, à Derbent et à Petrofsk. C'est ce der-

nier port qui est la base d'approvisionnement des troupes stationnées dans les provinces du Daghestan et du Terek, pour le matériel de guerre et toutes les denrées qu'on tire de Russie.

La marine de la Caspienne est sous les ordres du lieutenant de l'empereur au Caucase.

Sur le littoral de la mer Noire, les forts qui garnissaient la côte orientale entre la Mingrélie et le détroit de Kertch, n'ont pas été relevés après la guerre d'Orient; celui de Redoutkalé, le seul qui n'ait pas été détruit, subsiste encore. Parmi les ports, le plus important, celui de Poti, est d'un mauvais mouillage, les chaloupes et les petits bâtiments turcs peuvent seuls traverser la barre du Rion et jeter l'ancre dans cette rivière. Quant aux bâtiments plus gros, ils se tiennent à plus de 600 mètres de la côte et sont obligés, par les gros temps, d'aller se réfugier à Batoum, sur le territoire turc, à 50 verstes sud de Poti. Aussi les Russes désirent-ils très-ardemment la possession de Batoum, dont le port est jugé indispensable au développement de la marine.

Poti est situé à l'embouchure du Rion, que l'on sait être navigable sur une étendue de 100 verstes. C'est par Poti que se font les échanges entre l'Europe et le Caucase et que s'exportent les produits venant de Perse par la voie de Bakou et de Tiflis. Il serait donc fort important de rendre ce port praticable par tous les temps.

A 40 verstes au sud-est d'Anapa, il y a un port naturel, qui existait, en 1854, sous le nom de *Novo-Rossysk* et qui a été détruit à cette époque par les flottes alliées. Il a été réoccupé de nouveau en 1857 et porte aujourd'hui le nom de *Konstan-*

tinofskoï. Il est situé au fond d'un petit golfe qui l'abrite de tous les vents du côté de la mer. Mais quand le vent du nord souffle, bien que la chaîne du Caucase serre de très-près le littoral en cet endroit, il détermine quelquefois dans le port un ras de marée des plus menaçants. Pour que ce phénomène se produise, il faut que la direction du vent, qui se nomme *la bora*, vienne du col de Nibergeï, ce qui n'arrive qu'une ou deux fois l'an. — La bora vient du nord et de haut en bas. Elle soulève l'écume du rivage et la projette au loin. C'est le même nom que porte le vent, si connu des marins de l'Adriatique, qui descend des montagnes du Quartz dans le golfe de Trieste, où il produit les mêmes effets et occasionne de grands ravages.

Konstantinofskoï est un port franc, qui pourrait approvisionner le bassin du Kouban, si une route carrossable le reliait à Ekaterinodar. On y arrive aujourd'hui par un lacet dont les pentes sont inaccessibles aux voitures. Le port de Taman, situé en face de Kertch, rend de grands services à l'armée du Caucase, bien qu'il manque de fond et qu'il ne puisse être fréquenté que par des bâteaux d'un très-faible tonnage. Enfin on a ouvert en 1847, sur la mer d'Azof, à l'embouchure de la petite rivière d'Eis, un port appelé ***Eisky***, situé dans un golfe peu profond, qui dessert le pays des Cosaques de la mer Noire et est en voie de prospérité. La ville d'Eisky compte, dès à présent, 10 000 habitants.

(*A continuer.*)

RAPPORT

DE LA COMMISSION MILITAIRE

SUR

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

AVANT-PROPOS.

Nous devons à la bienveillance de S. Exc. M. le maréchal ministre de la guerre de pouvoir publier dans la *Revue militaire française* le rapport de la commission militaire sur l'Exposition de 1867.

Ce rapport, dont nous donnons ci-dessous la table sommaire, sera inséré dans les douze numéros de cette *Revue* qui paraîtront en 1869.

Le directeur, E. Noblet.

TABLE SOMMAIRE.

INTRODUCTION.

L'art militaire, appelé à bénéficier dans ses différentes branches des progrès de la science et de l'industrie, devait nécessairement être largement représenté à l'Exposition universelle de 1867. Il était donc naturel de voir figurer au Champ de Mars, parmi les produits de toute nature et de toute provenance, d'importantes collections de matériel de guerre et d'objets fabriqués en vue des besoins multipliés de l'armée.

L'examen de ces collections et de ces objets pouvait provoquer d'intéressantes comparaisons et fournir de précieux renseignements. Il était à prévoir qu'en s'y livrant on découvrirait d'autres produits ou d'autres appareils de production susceptibles, par leur caractère d'utilité générale, d'être avantageusement employés dans les services militaires. Sous ce double rapport, l'Exposition universelle offrait l'occasion, pour ainsi dire unique, de fructueuses études. Aussi le département de la guerre ne devait-il pas la laisser échapper, et le ministre [1] voulut-il qu'une commission spéciale fût « chargée d'examiner avec la plus sérieuse attention tout ce qui, dans l'Exposition, pouvait à un titre quelconque présenter quelque intérêt pour l'armée [2].

Instituée vers le milieu du mois de mai, sous la présidence

[1] Son Exc. M. le maréchal Niel.
[2] Dépêche ministérielle du 16 mai 1867.

de M. le général de division Forgeot, membre du comité de l'artillerie, cette commission fut composée de :

MM. Wolff, colonel du 43e régiment d'infanterie ;
Legouest, médecin principal de première classe, professeur à l'École impériale de médecine et de pharmacie militaires ;
Rousseau, sous-intendant militaire de première classe, directeur des parcs des équipages militaires à Vernon ;
Boié-Verrier, major du régiment des carabiniers de la garde impériale ;
Laussedat, chef de bataillon du génie, professeur à l'Ecole impériale polytechnique.
Minot, chef d'escadron d'artillerie, aide de camp du général de division Forgeot, remplissant les fonctions de secrétaire ;
Abraham, capitaine d'artillerie, adjoint au dépôt central ;
Beaux, capitaine d'état-major, attaché au dépôt de la guerre ;
Demondésir, capitaine d'artillerie, adjoint au dépôt central ;
Cary, capitaine d'artillerie, adjoint au dépôt central ;
Peaucellier, capitaine du génie, officier d'ordonnance du ministre de la guerre ;
Saint-Clair, capitaine-ingénieur du régiment des sapeurs-pompiers.

La variété des objets à examiner exigeant des connaissances très-diverses des membres de la commission, celle-ci devait être et était en effet peu homogène. Il devenait alors fort difficile de faire examiner, soit par tous ses membres, soit seulement par quelques-uns d'entre eux réunis en sous-commission, les différents spécimens du matériel de guerre et les nombreux objets présentant de l'intérêt pour l'armée. D'un autre côté, tous les membres de la commission avaient des occupations régulières et obligatoires qui s'opposaient à de longues et fréquentes réunions sur le terrain. D'ailleurs, quiconque a essayé de faire à l'Exposition des études de quelque importance sait quelles difficultés et quelles pertes de temps elles entraînaient.

L'impossibilité des études collectives étant reconnue pour

la commission militaire, il fut convenu que chacun de ses membres opérerait isolément et se livrerait, d'après un plan arrêté en séance générale, à des investigations personnelles sur les sujets se rattachant plus particulièrement à ses études habituelles. Une facilité beaucoup plus grande était ainsi donnée pour les recherches ; une latitude complète était laissée aux diverses appréciations, et chaque rapporteur conservait, en même temps que le mérite de ses travaux, la responsabilité de ses critiques.

C'est dans ces conditions qu'ont été rédigés tous les rapports dont se compose le travail remis au ministre : ce sont des études personnelles, signées par leurs auteurs et n'engageant point la responsabilité de la commission, qui en a pris connaissance et les a appréciées sans les modifier.

Comme complément utile aux rapports rédigés par ses différents membres, la commission a cru pouvoir accueillir un certain nombre d'autres études qui ont été mises à sa disposition par :

MM. Bousson, colonel d'état-major, attaché au dépôt de la guerre ;
Pierre, lieutenant-colonel d'artillerie, directeur de l'atelier de construction du matériel au dépôt central ;
Locerot, capitaine d'artillerie, adjoint au dépôt central ;
Loriol, capitaine d'artillerie, adjoint au dépôt central.

Ces travaux complémentaires, faits avec un très-grand soin, ont heureusement comblé quelques lacunes existant dans le travail primitif. Le nombre total des rapports s'est ainsi élevé à quatre-vingt-dix.

Bien que traitant de sujets très-divers, tous ces documents ont semblé pouvoir être groupés sous onze titres

principaux, titres qui sont devenus ceux des chapitres du rapport d'ensemble.

L'ordre des chapitres devait être naturellement assez arbitraire. On a pensé toutefois qu'il convenait d'attribuer le premier rang aux études ayant un caractère d'utilité générale, c'est-à-dire à celles qui concernent le bien-être du soldat soit à l'intérieur, soit en campagne. Tel est l'objet des quatre premiers chapitres, en tête desquels on a placé, en raison de sa nature et de son importance, celui qui traite du matériel, des appareils et des instruments employés dans les ambulances, les hôpitaux et les casernes. Viennent ensuite (chap. V et VI) des études qui intéressent, à des degrés divers, les officiers des différentes armes; puis (chap. VII) celles qui ne s'adressent qu'aux officiers de troupes à cheval; enfin (chap. VIII, IX, X et XI), classées d'après leur caractère plus ou moins général, celles qui sont relatives au matériel de combat proprement dit.

D'après ces considérations, les onze chapitres ont été disposés comme il suit :

1. *Ambulances, hôpitaux, casernes* (matériel, appareil et instrument).
2. *Matériel à l'usage de la troupe* (appareils et objets divers).
3. *Constructions* (matériaux, appareils et instruments).
4. *Matériel contre les incendies.*
5. *Géodésie et topographie ; appréciation des distances* (travaux, appareils et instruments).
6. *Télégraphie, cryptographie.*
7. *Ferrure, harnachement.*
8. *Poudre, munitions et artifices.*
9. *Armes à feu portatives.*
10. *Affûts et voitures d'artillerie.*
11. *Bouches à feu et projectiles ; blindages métalliques.*

Œuvre de quinze rapporteurs différents, auxquels il n'a

été assigné d'autre programme que celui de juger consciencieusement, ces études n'offrent que peu de liens entre elles ; mais il eût été difficile de remédier à cet inconvénient sans altérér le caractère personnel de travaux si variés. On ne l'a pas voulu, et l'on s'est borné à juxtaposer dans chaque chapitre, d'après un ordre rationnel, les rapports similaires, suivis de la signature de leur auteur. C'est pourquoi on a pensé qu'il convenait de faire précéder le texte du rapport d'un aperçu des sujets traités dans les différents chapitres, aperçu dans lequel ont été résumées les impressions de la commission.

Chapitre I. *Ambulances, hôpitaux, casernes* (matériels, appareils et instruments). — Quatre rapports.

L'Exposition offrait le consolant tableau des efforts faits par les gouvernements et par les particuliers pour atténuer les maux de la guerre, au moins en ce qui concerne les combattants. Sous des formes variées y figuraient en grande quantité le matériel, les appareils et les instruments destinés soit à améliorer, soit à conserver la santé du soldat en campagne et à l'intérieur, c'est-à-dire dans les ambulances, dans les hôpitaux et dans les casernes.

Tous ces objets, si dignes d'intérêt, ont été examinés avec le plus grand soin et appréciés, au point de vue du service médical particulièrement, dans le rapport très-développé qui ouvre le premier chapitre du travail de la commission. Ce document, tout en signalant certaines imperfections et en appelant sur divers points controversés la discussion des hommes compétents, constate qu'en France

l'état matériel des services hospitaliers de l'armée est, dans son ensemble, très-satisfaisant.

Il est suivi d'une étude non moins détaillée du matériel d'ambulance, faite principalement au point de vue de la construction. Ce travail, qui présente quelques dissidences avec le précédent, fournit, sur le matériel examiné, des renseignements nombreux et précis dont les hommes spéciaux pourront tirer bon parti.

Chapitre II. *Matériel à l'usage de la troupe* (appareils et objets divers). — Seize rapports.

Sous ce titre ont été rassemblés divers rapports relatifs à un assez grand nombre d'appareils ou d'objets dont il a paru utile d'étudier l'application aux besoins de l'armée : alimentation, exercices du corps, habillement, équipement, campement, etc.

A quelques-uns de ces points de vue l'Exposition pouvait peut-être donner lieu à des études plus multipliées que celles qui ont été faites : les membres de la commission qui s'étaient chargés de passer en revue les appareils et objets dont il s'agit ont dû se borner à signaler ceux qui avaient appelé particulièrement leur attention. Les conclusions de leurs rapports semblent devoir être acceptées. Elles ne signalent, du reste, aucune amélioration notable à réaliser. Il n'y a point à s'en étonner lorsqu'on sait de quelle sollicitude sont entourés en France l'éducation et le bien-être du soldat.

Chapitre III. *Constructions* (matériaux, appareils et instruments). — Onze rapports.

L'Exposition devait nécessairement renfermer une grande variété de matériaux, d'appareils et d'instruments propres aux constructions et aux opérations qui s'y rapportent. Quelques-uns d'entre eux seulement ont pu être examinés par divers membres de la commission. Les indications données à cet égard pourront être utilement mises à profit pour l'exécution de différents travaux militaires, mais elles ne sauraient être considérées comme formant une étude complète répondant au titre de ce chapitre.

On trouvera du reste sur ce sujet des renseignements nombreux et étendus dans les publications faites par les ingénieurs, les constructeurs et d'autres hommes spéciaux. La lacune que nous signalons ici est donc plus apparente que réelle.

Chapitre IV. *Matériel contre les incendies.* — Sept rapports.

Ce chapitre contient tous les renseignements qui ont pu être recueillis à l'Exposition sur les appareils propres à prévenir les incendies, à les éteindre et à opérer le sauvetage des personnes. Son importance le recommande à l'attention des officiers et des fonctionnaires chargés d'assurer la sécurité des propriétés publiques ou privées. Il y a lieu d'y signaler les deux rapports qui traitent des pompes à incendie et des appareils de sauvetage, notamment le premier, où, dans l'article consacré aux pompes à vapeur, sont examinés les avantages, les inconvénients et les services que peuvent rendre ces appareils. C'est là une question à l'ordre du

jour et sur laquelle existent bon nombre d'idées erronées.

Il résulte d'ailleurs de l'ensemble de ces documents que l'art de combattre les incendies est arrivé en France, et notamment à Paris, à de très-bons résultats, bien que fonctionnant avec une simplicité de moyens dont la critique n'apprécie pas toujours exactement les avantages.

Chapitre V. ***Géodésie et topographie*; *appréciation des distances* (travaux, appareils et instruments). — Quinze rapports.**

La géodésie et la topographie, qui prêtent aux opérations militaires un précieux concours, étaient représentées à l'Exposition par de beaux et nombreux travaux, dus en forte part à des officiers français, travaux qui ont été décrits avec un très-grand soin et appréciés dans les deux premiers rapports de ce chapitre. Plusieurs membres de la commission ont aussi étudié divers appareils et instruments aussi ingénieux que remarquables, succeptibles d'être avantageusement appliqués à la bonne et prompte exécution de ces travaux.

L'ensemble de ces études permet de juger des progrès accomplis de nos jours dans l'art de lever les plans, de dresser les cartes et de les reproduire, progrès dans lesquels l'optique, la photographie et l'électricité ont à revendiquer une part importante.

Ce chapitre est complété par l'examen des divers instruments proposés pour mesurer rapidemement la distance d'un but éloigné. Le problème à résoudre est l'un de ceux qui préoccupent le plus aujourd'hui, et à juste titre, les officiers d'artillerie et d'infanterie, puisqu'il a pour objet d'assurer aux armes dont ils se servent toute leur efficacité.

de qualité qui puisse en faire désirer l'adoption dans l'armée; qu'il y aurait lieu cependant d'expérimenter la selle militaire anglaise ;

3° Que l'étude des divers modèles de harnachement à l'usage de l'artillerie exposés par les puissances étrangères peut fournir d'utiles indications pour l'amélioration du harnachement employé en France par le corps de l'artillerie ou par celui du train des équipages militaires.

CHAPITRE VIII. *Poudre, munitions et artifices.* — Treize rapports.

Les matières contenues dans ce chapitre offrent surtout un grand intérêt pour le service de l'artillerie. On y trouvera une description étendue des munitions et des artifices de guerre exposés par divers industriels et par divers gouvernements, parmi lesquels la Grande-Bretagne occupe le premier rang. La lecture de ce document pourra donner lieu à des rapprochements intéressants, et probablement aussi à de fructueuses recherches.

On doit mentionner, dans le même chapitre, un rapport concernant des appareils qui sont employés avec succès en Autriche pour éprouver les poudres, apprécier leur force balistique et les pressions qu'elles exercent sur les parois de l'âme d'un canon; un autre rapport relatif à des machines à faire les balles par compression ; enfin divers renseignements recueillis dans la section autrichienne sur des amorces électriques, sur un appareil électro-magnétique pour mettre le feu aux mines et sur un système de torpilles.

CHAPITRE IX. *Armes à feu portatives.* — Cinq rapports.

La question des armes à feu portatives, dont il serait au-

jourd'hui superflu de faire ressortir l'importance capitale, est une de celles qui, malgré certaines difficultés matérielles, pouvaient être le mieux étudiées au Champ de Mars. On y rencontrait en effet, soit dans les expositions des gouvernements, soit dans celles des particuliers, tous ou à peu près tous les modèles signalés durant ces dernières années à l'attention publique. Ils ont été soigneusement examinés par deux membres de la commission dans deux rapports distincts qui, écrits à des points de vue assez différents, se complètent heureusement l'un par l'autre. Dans ces études représentant un travail considérable, on trouvera sur les principaux modèles d'armes à feu portatives des renseignements nombreux et variés dont la publicaion ne peut être que profitable à l'instruction des officiers de toutes armes. Il conviendra d'ailleurs, en lisant ces documents, de ne pas perdre de vue la date à laquelle ils ont été rédigés.

A la suite de ces deux rapports, on lira encore avec intérêt ceux qui concernent : deux machines à percer les canons de fusil en acier fondu ; deux machines à rayer les canons de fusil ; deux affûts de pointage pour l'expérimentation des armes à feu portatives.

Chapitre X. *Affûts et voitures d'artillerie.* — Neuf rapports.

Des documents réunis dans ce chapitre il ressort que les affûts de campagne étrangers admis à l'Exposition diffèrent des affûts réglementaires français par d'assez nombreux détails, quelquefois même par des dispositions essentielles.

L'étude des rapports consacrés au matériel de campagne des diverses sections étrangères, et dans lesquels ces

différences sont indiquées avec beaucoup de précision, suggérera sans doute d'utiles réflexions, et pourra provoquer des essais sur les résultats pratiques donnés par un large emploi du fer dans la construction de ce matériel. L'auteur de ces rapports signale la tendance qui paraît se manifester à l'étranger vers l'usage presque exclusif du fer dans la fabrication des affûts de campagne et de montagne : cette remarque se répète dans un rapport traitant spécialement de l'artillerie de montagne, dû à un autre officier.

Le chapitre X contient encore une étude sur des affûts destinés au tir par des embrasures de petites dimensions. Ce travail, bien qu'établissant que le problème n'a point été résolu d'une manière satisfaisante, ne sera pas consulté sans utilité.

Chapitre XI. *Bouches à feu et projectiles ; blindages métalliques.* — Deux rapports.

On trouvera dans ce chapitre quelques renseignements sur les blindages et cuirasses en fer Gruson pour casemates, traverses, caponnières, etc., et un important travail sur les bouches à feu et projectiles exposés par les puissances étrangères et par divers industriels.

Il n'est assurément pas d'officier qui ne se soit arrêté avec intérêt devant les expositions militaires, remarquables à tant de titres, faites par le gouvernement de la Grande-Bretagne et par deux célèbres constructeurs de ce pays ; et il n'est pas d'officier qui n'ait regretté que plusieurs gouvernements se soient abstenus d'envoyer à l'Exposition universelle les différents spécimens de leur matériel de guerre. L'absence de ces objets, dont beaucoup, d'origine récente,

ne sont qu'imparfaitement connus, n'a pas permis au membre de la commission qui s'était chargé de passer en revue les bouches à feu et les projectiles de fournir sur la matière un travail complet. Son rapport, tout étendu qu'il est, présente donc des lacunes importantes. Il mérite néanmoins, par le grand nombre et surtout par l'exactitude des renseignements qui y sont consignés, de fixer l'attention des officiers d'artillerie, à l'instruction spéciale desquels il pourra profiter.

D'après l'exposé qui précède on peut juger de la nature du travail qui va suivre. Groupés ainsi qu'on vient de le dire, les documents qu'il renferme se prêtent convenablement aux recherches et peuvent fournir d'utiles renseignements. Aussi est-il permis d'espérer que, malgré des lacunes inévitables dans une œuvre de ce genre, le rapport de la commission militaire sera lu avec intérêt et avec fruit dans l'armée.

CHAPITRE I

AMBULANCES, HOPITAUX, CASERNES

I. AMBULANCES.

§ I. TRANSPORT DES BLESSÉS

1° VOITURES.

Les voitures pour le transport des militaires malades ou blessés qui figurent à l'Exposition universelle présentent trois types différents :

1° Les unes sont construites sur le modèle général des voitures légères dites *tapissières* ;

2° Les autres, sur celui des voitures dites *caissons;*

3° D'autres enfin se rapprochent par leur construction des *chars-à-bancs* ou des *voitures de chasse.*

Chacun de ces modèles de voiture a été à peu près exclusivement adopté par les diverses puissances exposantes : c'est pourquoi nous les décrirons isolément d'après leur provenance et par ordre alphabétique, nous réservant d'en faire ressortir les avantages et les inconvénients dans une appréciation générale.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS).

On désigne, en Amérique, sous le nom d'*ambulances*, les voitures servant à transporter les malades et les blessés. Toutes ces voitures, qui sont exposées par la commission sanitaire des États-Unis, sont construites sur le modèle des voitures *tapissières.*

Nous donnerons la description détaillée de l'une d'elles, qui semble avoir rendu les meilleurs services pendant la guerre de la sécession; nous nous bornerons à décrire les autres sommairement.

Ambulance Howard. — Cette voiture est à quatre roues réunies en un seul train.

Diamètre des roues	de devant.	1m,04
	de derrière.	1m,22
Largeur des bandages.		0m,04

Les jantes sont composées de deux pièces seulement.

Les essieux sont droits.

L'argeur de la voie, 1m,54.

La caisse, haute de 60 centimètres, large de 1m,28 et longue de 2m,40, est suspendue sur trois ressorts en demi-pince : l'un sur l'avant-train, disposé parallèlement à l'essieu; les deux autres sur l'arrière-train, disposés perpendiculairement à l'essieu.

Le fond de la caisse est élevé de 87 centimètres au-dessus du sol.

La voiture tout entière, longue de 3 mètres, est couverte d'une toile de coton tendue sur quatre cerceaux de bois léger, et ses côtés peuvent être ouverts ou fermés par des rideaux également en toile de coton, qui sont roulés en haut ou déroulés à volonté, et fixés par des boucles.

Elle est conduite en guides et attelée de deux chevaux.

Un frein à bascule, mis en œuvre par le conducteur, agit sur la partie antérieure des roues de derrière.

Les parois latérales de la caisse sont pleines et fixes; elles supportent de chaque côté deux larges anneaux où sont passés des brancards. Le devant est ouvert. La paroi postérieure, coupée transversalement en deux parties égales articulées à charnières, s'ouvre, de haut en bas, dans la moitié ou dans la totalité de sa hauteur.

Un marchepied en bois est adapté à l'arrière et règne sur toute la largeur de la voiture; il est immobile et distant du sol de 52 centimètres.

L'intérieur de la voiture est divisé en deux compartiments, l'un antérieur, l'autre postérieur, par une cloison de bois fixe dans la hauteur de la caisse, et par un rideau de toile de coton, tendu ou mobile à volonté dans le reste de la hauteur de la voiture.

Le compartiment antérieur contient un siége transversal fixe, formant coffre, rembourré, capitonné de toile cirée, et muni d'un dossier très-bas formé par la cloison de bois qui sépare les deux compartiments : ce siége est à trois places.

Le compartiment postérieur, long de 2 mètres et de la même largeur que la caisse, contient un cadre de bois inscrit dans celle-ci et supporté, aux deux tiers de sa hauteur, par des ressorts d'acier reposant sur le fond de la voiture ; d'autres ressorts d'acier et des tasseaux de caoutchouc séparent le cadre des parois latérales de la caisse et sont destinés à atténuer les cahots latéraux. Sur ce cadre sont placés soit trois siéges transversaux mobiles, à deux places, soit trois siéges transversaux à une place et un brancard-couchette, soit deux brancards-couchettes.

Des rouleaux de bois, adaptés au cadre, servent à faciliter le glissement des brancards-couchettes dans la voiture et à protéger les siéges qui restent toujours en place.

Quant aux brancards-couchettes, consistant chacun en un panneau de bois léger, rembourré, capitonné et garni de toile cirée, ils sont contenus dans le plancher de la voiture, disposé à cet effet à double fond.

L'espace resté libre entre les siéges et le plancher de la voiture renferme un réservoir d'eau, en bois doublé de zinc, de forme quadrilatère, mobile, mais pouvant être solidement fixé, de la contenance de 50 litres environ, et muni d'un robinet traversant la paroi postérieure de la voiture, sans cependant la dépasser, afin d'échapper aux chocs.

Ce même espace, ainsi que le coffre situé sous le siége de devant, peut encore recevoir quelques provisions de bou-

che, les boîtes de pansement, les appareils et instruments de chirurgie de première nécessité.

Enfin des poulies glissant sur des tiges en fer fixées aux parois du ciel de la voiture, permettent de suspendre, à l'aide de cordes, les appareils appliqués sur les membres fracturés.

En résumé, cette voiture peut transporter soit huit hommes assis, deux à côté du cocher et six dans l'intérieur, soit six hommes, trois assis à côté du cocher [illegible] dans l'intérieur, soit [illegible] couché dans l'intérieur, deux assis [illegible] trois assis et un *quatre hommes*, deux assis à côté du cocher, soit dans l'intérieur [illegible] à côté du cocher et deux couchés

Les malades assis dans l'intérieur [illegible] les uns en avant, les autres en arrière; ceux qui prennent place près du cocher vont en avant.

Ambulance Wheeling. — Cette voiture est construite, comme la précédente, sur le modèle des caissons à quatre roues réunies en un seul train.

Elle est suspendue par quatre ressorts [illegible] de fer et de bois, dont l'extrémité libre traverse le plancher de la caisse et se relie à l'aide d'un étrier à un gros anneau de caoutchouc fixé au fond de la voiture.

Ce mode de suspension est dû à M. T. Morris Perot, de [illegible]-phie.

[illegible] et les rideaux de la voiture sont en étoffe [illegible] d'une substance imperméable.

[illegible] est divisée en deux compartiments par une cloi[illegible] toute la hauteur et la largeur de la voiture. [illegible] antérieur contient un siége transversal [illegible] coffre.

che, des objets de pansement, des appareils ou instruments de chirurgie de première nécessité.

Enfin des poulies glissant sur des tiges en fer, fixées aux cerceaux du ciel de la voiture, permettent de suspendre, à l'aide de cordes, les appareils appliqués sur les membres fracturés.

En résumé, cette voiture peut transporter soit *huit hommes assis*, deux à côté du cocher et six dans l'intérieur ; soit *six hommes*, cinq assis et un couché, savoir : trois assis et un couché dans l'intérieur, deux assis à côté du cocher ; soit *quatre hommes*, deux assis à côté du cocher, et deux couchés dans l'intérieur.

Les malades assis dans l'intérieur vont les uns en avant, les autres en arrière ; ceux qui prennent place près du cocher vont en avant.

Ambulance Wheeling. — Cette voiture est construite, comme la précédente, sur le modèle des tapissières à quatre roues réunies en un seul train.

Elle est suspendue par quatre ressorts brisés, mi-partis de fer et de bois, dont l'extrémité libre traverse le plancher de la caisse et se relie à l'aide d'un étrier à un gros anneau de coautchouc fixé au fond de la voiture.

Ce mode de suspension est dû à M. T. Morris Perot, de Philadelphie.

La toiture et les rideaux de la voiture sont en étoffe de laine enduite d'une substance imperméable.

La caisse est divisée en deux compartiments par une cloison pleine dans toute la hauteur et la largeur de la voiture.

Le compartiment antérieur contient un siége transversal, rembourré, formant coffre.



Dans le compartiment postérieur sont deux banquettes disposées le long des parois latérales de la caisse et à mi-hauteur; entre ces deux banquettes peut être glissé un panneau en bois qui les réunit et forme avec elles un plan matelassé occupant toute l'aire de la caisse.

Le derrière de la voiture s'ouvre à deux battants latéralement; il est garni d'un marchepied en bois dans toute sa largeur.

Cette voiture est conduite en guides et attelée de deux chevaux.

Elle peut transporter *dix hommes*, deux assis à côté du cocher, huit dans l'intérieur; ou *quatre hommes*, deux assis à côté du cocher et deux couchés dans l'intérieur. Les hommes sont assis de côté dans l'intérieur.

L'aménagement intérieur de cette voiture est dû au général Rosenkrantz. C'est le modèle, sauf le mode de suspension Perot, qui a été généralement employé par le gouvernement des États-Unis dans la dernière guerre d'Amérique.

Ambulance Brainard (de Boston). — Voiture *tapissière*, à quatre roues; deux trains; trois ressorts en télégraphe par train; munie d'un frein; attelée de deux chevaux; conduite en guides.

Couverture et rideaux de toile cirée.

Deux compartiments séparés par une cloison fixe dans toute la hauteur et la largeur de la voiture.

Le compartiment antérieur contient un siége transversal, formant coffre.

Dans le compartiment postérieur sont disposées à mi-hauteur de la caisse deux banquettes matelassées qui, à elles



deux, tiennent toute la largeur de la voiture. Elles sont mobiles, se fixent par des gonds à la paroi de la caisse, et sont soutenues au milieu de la voiture par des tiges de fer : l'une d'elles se replie en bas, par moitié, dans toute sa longueur.

Sur le plancher même de la voiture se glissent, au-dessous des banquettes, deux brancards-couchettes matelassés.

Cette voiture peut transporter deux hommes assis à côté du cocher et huit assis dans l'intérieur, soit *dix hommes assis ;* ou deux hommes assis à côté du cocher, quatre assis dans l'intérieur et un couché, total *sept ;* ou deux hommes assis à côté du cocher et quatre couchés, total *six*.

Le derrière de la caisse s'ouvre à charnière, en totalité, de haut en bas ; il est garni d'un large marchepied en bois.

Cette voiture a été employée dans le *service des hôpitaux exclusivement*, pendant une grande partie de la guerre d'Amérique.

Ambulance des pompiers. — La voiture exposée sous ce nom est une des trente voitures données par les citoyens de Philadelphie aux compagnies de pompiers de cette ville, et employées au transport des soldats malades ou blessés traversant la cité, de la station de Baltimore à celle de New-York, distantes l'une de l'autre de quatre milles environ : elle a transporté près de trois mille soldats.

C'est une voiture tapissière, construite avec un luxe que ne comporte pas le matériel de guerre et que nous nous bornons à mentionner.

ANGLETERRE

Voiture pour le transport des malades et des blessés, exposée par le ministère de la guerre. — Cette voiture,

bien que suspendue, est un véritable chariot, couvert d'une toile sur cerceaux, aussi lourd que disgracieux, et faisant un contraste désagréable au milieu des élégants engins de guerre qui l'entourent. La description détaillée de cette machine cyclopéenne n'aurait d'autre utilité que d'en faire ressortir les imperfections : nous nous bornerons à signaler quelques-unes des particularités de sa construction et de son arrangement intérieur.

Les quatres roues étant égales, et les roues de devant ne passant pas sous la voiture, celle-ci ne pourrait tourner si la cheville ouvrière n'était placée en arrière de l'essieu : cette disposition permet au chariot de tourner, mais compromet sa stabilité.

Le fond de la voiture n'est qu'à 90 centimètres du sol.

La toile tendue sur les cerceaux est très-évasée par le haut, et s'abaisse en auvent, en avant et en arrière, pour protéger l'intérieur de la voiture, libre et ouvert d'un bout à l'autre.

Sur le plancher du chariot sont deux brancards-couchettes mobiles et à rouleaux.

En avant est un siége en bois, mobile, suspendu aux ridelles par des courroies en cuir : il peut être porté sur toute la longueur des ridelles.

La partie postérieure s'ouvre de haut en bas et permet de s'asseoir sur le fond de la voiture en tournant le dos aux chevaux.

Nous ne pouvons dire si cette voiture est conduite en guides ou à cheval, mais elle doit être traînée par quatre chevaux au moins.

Elle peut transporter *six hommes assis*, trois sur le siége de devant, trois derrière sur le fond du chariot, et *deux hommes couchés*, total *huit*. L'absence de tout compartiment permettrait sans doute, en cas de besoin, d'y placer un plus grand nombre de malades.

AUTRICHE.

L'Autriche n'a exposé que des modèles très-réduits de voitures pour transporter les blessés ; il n'est pas possible d'en rendre compte avec fruit.

FRANCE.

Voitures pour transporter les blessés exposées par le ministère de la guerre. — Deux modèles sont exposés : l'un, à quatre roues, se rapproche du type *caisson ;* l'autre, à deux roues, se rapproche du type *tapissière :*

1° Voiture à deux roues, traînée par un seul cheval, conduite en guides ; type tapissière.

Diamètre des roues, 1m,56.

Essieu droit, portant deux ressorts en demi-pince.

Caisse en bois	longueur. . . .	2 mètres.
	largeur.	1m,15.
	hauteur.	0m,40.

Dans le fond de la caisse sont ménagées deux cases, l'une en avant de l'essieu et l'autre en arrière, propres à recevoir les sacs des hommes transportés.

La caisse est couverte d'une toiture de toile goudronnée située à 1m,15 du fond ; de cette toiture, qui n'a que 1m,35 de longueur, descendent quatre rideaux en toile de chanvre,

tendus et fixés d'une manière mobile à la caisse; le rideau du devant descend obliquement de la toiture à la caisse, en arrière du siége du cocher, sorte de fauteuil supporté par trois tiges de fer.

Le derrière de la caisse s'ouvre de haut en bas, à charnière, et d'une seule pièce.

Le fond de la caisse est à 95 centimètres du sol.

Sur le fond de la caisse sont deux brancards-couchettes, glissés par le pied sur des rouleaux de fer attenant à la voiture.

Ces brancards consistent en un cadre de bois blanc, formé de planchettes minces mises de champ, avec fond de toile garni d'un petit matelas. Ils permettent de relever ou d'abaisser à volonté la tête et les épaules des malades ou blessés : ils sont munis de poignées et de pieds qui, par un système très-ingénieux, mais peut-être médiocrement solide, sortent simultanément de la hampe du brancard ou y rentrent avec la plus grande facilité.

Le poids de cette voiture est de 295 kilogrammes.

Le prix est de 300 francs (au parc de Vernon).

Elle peut transporter *deux hommes couchés*, et, en cas de besoin (dit la légende), de 300 à 400 kilogrammes de matériel.

2° Voiture à quatre roues : type caisson.

Diamètre des roues	de derrière. . . .	1m,45.
	de devant	0m,95.
Largeur des bandages.		0m,55.

Deux trains indépendants : essieu de devant droit; celui de derrière coudé.

ITALIE.

Deux voitures pour le transport des malades et des blessés ont été exposées par la commission royale italienne : l'une est en usage dans l'armée ; l'autre a été construite par le sieur Locati, de Turin. Toutes deux se rapprochent du type *caisson*.

1° La voiture de l'armée est à quatre roues.

Hauteur des roues	de devant. . . .	1 mètre.
	de derrière. . .	1m,28.
Largeur des bandages de roues . . .		0m,058.

Le train de devant et celui de derrière sont indépendants l'un de l'autre. L'essieu de devant est droit ; l'essieu de derrière est coudé.

La caisse est suspendue sur trois ressorts en avant et sur trois ressorts derrière, disposés en télégraphe.

La voiture est munie d'un frein à vis ; elle est conduite en guides, attelée de deux ou de quatre chevaux.

La longueur totale de la voiture est de 3m,35 ; elle est divisée en deux compartiments par une cloison de bois, dans toute la hauteur de la caisse, dont les parois et la toiture sont également en bois.

Le compartiment antérieur contient un siége transversal, très-bien disposé dans une sorte de cabriolet, avec coffre au-dessous.

Le compartiment postérieur, séparé du premier en haut par la cloison, en bas par le passage des roues, a 2 mètres de long sur 1m,48 de large. Les parois latérales sont percées chacune de deux fenêtres sans vitres ; la cloison forme porte

vitrée ; la paroi postérieure, dans son tiers moyen, présente une large baie sans vitres. Toute la caisse est couverte d'une toile goudronnée qui tombe jusqu'au-dessous des fenêtres et les ferme.

Le derrière de la voiture s'ouvre entièrement dans les deux tiers inférieurs de sa hauteur, d'une part, et dans le milieu seulement, par le renversement de haut en bas de la paroi postérieure, qui est articulée à charnière et porte un large marchepied en bois ; d'autre part, et latéralement, par les deux extrémités terminales de la paroi postérieure qui sont disposées en battant de porte.

Le compartiment postérieur, contient deux banquettes latérales pouvant être transformées en brancards-couchettes et qui sont à $1^{m},10$ du sol ; plus un brancard-couchette, sur le fond de la voiture, pouvant être ouvert et fermé dans sa longueur selon le besoin.

La voiture a une impériale pour recevoir des brancards : elle porte une lanterne au front du cabriolet.

Elle peut toujours porter deux hommes assis près du cocher et huit assis dans l'intérieur, total *dix ;* ou quatre assis dans l'intérieur et un couché, total *sept* ; ou trois couchés dans l'intérieur, total *cinq*.

2° La voiture Locati est d'une construction si compliquée, d'un poids si considérable et probablement aussi d'un prix si élevé, qu'elle ne saurait entrer dans le matériel de guerre. Les ingénieuses combinaisons qu'elle présente ne sont ni assez nouvelles, ni d'une utilité assez pratique pour être décrites avec détail.

Elle peut servir au transport de *trois* hommes assis dans

le compartiment antérieur, et de *cinq* hommes couchés dans l'intérieur, total *huit*. Les cinq hommes couchés reposent l'un sur le fond de la caisse, les quatre autres sur des banquettes superposées deux à deux et adaptées aux parois latérales de la voiture.

PRUSSE.

La Prusse n'a exposé qu'une voiture-caisson, établie avec beaucoup de luxe, destinée au transport d'une seule personne couchée, et qui faisait partie des équipages de l'état-major du roi pendant la dernière campagne contre l'Autriche.

Elle n'offre rien d'intéressant à signaler que sa royale destination.

SUISSE.

Exposition du Comité international pour l'assistance civile des blessés sur le champ de bataille. — La voiture suisse est une sorte de char-à-bancs ou de voiture de chasse couverte par une toile de chanvre supportée par des cerceaux de fer.

Diamètre des roues	de derrière . . .	1^m,08.
	de devant	0^m,78.

Essieu de devant droit; essieu de derrière coudé pour loger la caisse.

Trains séparés ; celui de devant peut passer sous la caisse.

Caisse suspendue sur trois ressorts par devant et sur trois ressorts par derrière, disposés en télégraphe.

Un frein à l'arrière ; de plus un sabot ; deux lanternes sur le devant.

La voiture est conduite en guides, et attelée de deux ou de quatre chevaux.

Longueur de la caisse. . . .	3 mètres.
Largeur.	1m,70.

Le plan sur lequel reposent les siéges est à 90 centimètres du sol.

Les parois latérales de la caisse au-dessus de ce plan ont une hauteur de 32 centimètres : elles sont mi-parties en bois et en cuir et soutenues par des tringles de fer ; la partie en cuir s'abaisse de dedans en dehors et de haut en bas et réduit ainsi la hauteur de la paroi à 20 centimètres ; de telle sorte que le bord supérieur de la voiture n'est élevé au-dessus du sol que de 1m,02.

Quatre siéges transversaux, profonds de 42 centimètres, sont disposés dos à dos dans la longueur de la voiture et garnis de coussins et de dossiers de cuir mobile, très-confortablement rembourrés.

Un panneau mobile, garni d'un coussin fixe, peut être placé entre les deux siéges intermédiaires et former un plan propre à recevoir des hommes couchés.

Le devant et le derrière de la caisse sont largement ouverts et facilement accessibles par de larges marchepieds en bois placés très-bas (33 centimètres au-dessus du sol).

Les essieux et les parois latérales de la voiture sont garnis de nombreux marchepieds en fer qui permettent d'arriver dans la caisse de tous les cotes et avec la plus grande facilité.

Le siége de devant forme coffre.

Cette voiture peut transporter *douze* hommes assis dos à

dos, six regardant en avant et six en arrière ; ou *six* hommes assis et *deux* couchés, total *huit*.

Elle paraît très-commode, très-solide, mais en même temps très-lourde.

Il nous a semblé complétement inutile de décrire quelques petits modèles de voitures exposés par MM. le comte de Bréda, Arrault, Piotrowski et Vinois. A peine étudiés, ces modèles ne sont même pas réduits à une échelle connue : ils ne peuvent par conséquent être l'objet d'aucune appréciation faite avec certitude.

Appréciation. — Avant d'apprécier les différentes voitures destinées à transporter les blessés qui viennent d'être décrites, nous pensons qu'il convient d'établir les conditions que doivent réunir les voitures affectées à ce service important.

La facilité des mouvements de troupes par les chemins de fer et par la navigation à vapeur, fluviale ou maritime, l'apparition sur les champs de bataille d'armes remarquables par leur longue portée, la justesse ou la rapidité de leur tir, en ouvrant à l'art de la guerre une voie dont on ne peut encore que soupçonner la direction, crée en même temps pour les services administratifs et pour le service médical des situations nouvelles qu'il n'est pas absolument impossible de prévoir.

D'une part, il est probable, comme l'ont déjà prouvé les dernières campagnes d'Orient et d'Italie, que les armées pourront toujours être allégées des *impedimenta* apportés par de nombreux malades et blessés qui seront immédiatement envoyés en arrière et dirigés par des voies rapides,



soit sur les hôpitaux sédentaires, soit même directement sur la mère patrie ; il est encore probable que les réseaux de chemins de fer s'étendant et se complétant chaque jour dans tous les pays civilisés, les transports des malades et des blessés par les voitures seront de plus en plus courts et de plus en plus restreints.

D'autre part, le nombre des blessés, en un temps donné, menace d'être considérable : jusqu'à présent les ressources de transport avaient été calculées sur une moyenne de dix blessés sur cent hommes engagés ; mais on ne saurait être taxé d'exagération en portant cette moyenne pour l'avenir à 20 pour 100, dont un cinquième à peine pourra marcher, dont deux cinquièmes environ devront être transportés assis, et les deux autres couchés. Il est vrai que la facilité des évacuations successives des malades fiévreux en arrière permettra de disposer d'un plus grand nombre de voitures pour les blessés. Mais cette facilité même de se débarrasser des non-valeurs présente un danger, celui d'affaiblir les effectifs par le renvoi d'hommes légèrement atteints qui pourraient rentrer dans le rang à bref délai. Si donc, au point de vue médical, les évacuations faciles de malades sont avantageuses, si, au point de vue du commandement, elles allégent les armées et les rendent plus compactes, elles ne doivent cependant être faites qu'avec un sage discernement, et elles ont besoin d'être scrupuleusement surveillées, pour ne pas diminuer outre mesure la force numérique des troupes et compromettre les opérations militaires.

Quant aux ambulances du champ de bataille, il est à supposer qu'elles devront être moins rapprochées de la ligne de

combat qu'elles ne l'étaient jadis, afin d'être mises, autant que possible, hors de la portée des nouveaux projectiles.

Ces considérations font pressentir que les voitures destinées au transport des malades et des blessés n'auront à faire que des trajets de courte durée, mais probablement très-multipliés, tels que ceux du champ de bataille à l'ambulance, de celle-ci aux hôpitaux temporaires les plus voisins, aux embarcadères de chemins de fer ou de bateaux à vapeur.

La solidité et la simplicité ; la stabilité en même temps que la légèreté ; la possibilité d'être manœuvrées facilement ; un accès commode ; des réactions douces et ménagères des malades ou blessés ; une contenance suffisante en hommes assis ou couchés ; l'admission de brancards, de ressources chirurgicales de première nécessité, d'un réservoir d'eau et de quelques vivres : telles sont les conditions que nous estimons devoir être présentées par les voitures-ambulances.

C'est à ces différents points de vue que les voitures exposées ont été appréciées.

La solidité paraît avoir surtout préoccupé les constructeurs européens, qui ne l'ont généralement obtenue qu'en alourdissant les voitures; telles sont celles d'Italie, celle de la Suisse, et surtout celle de l'Angleterre. La voiture française à quatre roues n'est pas exempte elle-même de cet inconvénient, que ne présente pas la voiture à deux roues. Cette préoccupation de solidité est, à notre avis, exagérée : nulle de ces voitures, en effet, ne doit porter plus de dix hommes, et nous voyons rouler sur le pavé de Paris, et à des allures vives, des voitures-omnibus, à deux chevaux, qui ne pré-

sentent pas plus de solidité que les voitures-ambulances, et dont pas une encore ne s'est brisée sous la charge de vingt-six personnes qu'elle transporte. Les voitures-ambulances, il est vrai, sont appelées à fonctionner sur des terrains accidentés ; mais, toujours menées au pas, elles peuvent être préservées de trop rudes secousses par des conducteurs exercés. Elles rendraient certainement de meilleurs services, dans les conditions probables des guerres à venir, si elles étaient construites avec moins de solidité et plus de légèreté, cette dernière qualité, du reste, n'excluant pas l'autre.

Elles tournent facilement, sauf la voiture anglaise, les roues de devant passant tout entières sous la caisse. Cette disposition, incontestablement avantageuse à la conduite, n'est obtenue qu'au prix de deux inconvénients graves, qui consistent, l'un dans l'obligation d'élever beaucoup le fond de la caisse au-dessus du sol, l'autre dans l'interruption de la continuité de la caisse elle-même, coupée par le passage des roues. Ne serait-il pas possible de les faire tourner dans un rayon relativement assez court, soit en reportant la cheville ouvrière plus en arrière, comme dans la voiture anglaise, ce qui compromettrait peut-être leur stabilité, soit en ne pratiquant sur le fond qu'une coupure incomplète pour les roues qui ne passeraient pas complétement sous la caisse ?

Les quatre roues dont ces voitures sont pourvues leur donnent toute la stabilité désirable, mais aux dépens de leur légèreté et de leur simplicité.

Leur agencement intérieur n'est pas également heureux. La complication de la voiture italienne Locati est inadmissible dans un matériel de guerre ; la disposition de la voi-

ture de l'armée italienne est bien comprise, mais mal exécutée ; celle de la voiture à quatre roues de l'armée française est à peu près la même, mais plus soignée; enfin l'agencement de la voiture anglaise, mieux étudié, présenterait de grands avantages.

Toutes, sauf la voiture anglaise, sont assez bien suspendues pour préserver suffisamment les blessés des cahotements et des secousses sur des chemins difficiles.

Il s'en faut de beaucoup que l'accès de leur intérieur soit toujours facile : la voiture française à quatre roues, en raison de l'élévation de la caisse, de la hauteur et de l'étroitesse des marchepieds, est peut-être celle dont l'accès est le moins commode ; la voiture suisse, au contraire, par son peu d'élévation au-dessus du sol, le nombre et la largeur des marchepieds, la faculté d'abaisser les parois lattérales de la caisse, est celle sur laquelle il est le plus facile de monter ou de charger un blessé.

Les cloisons de bois qui séparent l'intérieur de la voiture française et de la voiture italienne, bien qu'incomplètes, rendent difficiles l'approche et l'arrangement des blessés couchés. Ces cloisons n'existent ni dans la voiture anglaise ni dans la voiture suisse.

La plupart de ces voitures peuvent recevoir un chargement suffisant en hommes, eau, ressources chirurgales, etc.

Il est un principe, admis par certains pays, sur lequel nous croyons devoir arrêter l'attention, et qui consiste dans la construction de voitures d'un modèle uniforme pouvant être indistinctement affectées au transport de malades, de vivres, de fourrages ou de matériel. C'est certainement à la pour-

suite de la réalisation de ce principe qu'il faut attribuer les imperfections de cette partie du matériel d'ambulance. On dit bien que les voitures d'ambulance sont spécialement destinées au transport des malades et des blessés, et *subsidiairement* au transport du matériel, etc.; mais que faire du matériel, des vivres ou du fourrage chargés sur les voitures, lorsqu'il devient nécessaire de les remplacer par des malades ou des blessés?

Il est indispensable, à notre avis, d'avoir des voitures spéciales exclusivement destinées au transport des hommes: une fois admise, cette donnée normale amènera nécessairement et rapidement leur perfectionnement. Jamais un autre chargement officiel ne devrait les occuper: la force des choses poussera bien assez à les charger irrégulièrement mais, le cas échéant, elles pourraient être vidées, à l'heure opportune, sans perte pour l'État, sans réclamation fondée des personnes qui y auraient déposé leurs propres provisions ou bagages.

Les voitures construites sur le modèle général des voitures légères dites *tapissières* sont toutes, à l'exception de la voiture anglaise, moins lourdes et plus simples que les voitures-caissons. Elles sont d'un accès facile, et leurs compartiments antérieur et postérieur communiquent entre eux largement. Le seul reproche qu'on pourrait leur faire serait de ne pas garantir suffisamment les malades et les blessés contre les intempéries de l'atmosphère; mais ce reproche est fort atténué par l'avantage d'une aération permanente, et par cette considération que le séjour des malades et des blessés dans les voitures ne sera jamais très-long.

Le ministère de la guerre français a exposé une excellente petite voiture tapissière à deux roues, attelée d'un seul cheval et conduite en guides. Elle ne transporte que deux blessés, mais elle n'occupe qu'un seul homme et un seul cheval. Si cette voiture était conduite à pied, si le siége du cocher était supprimé, il serait difficile de trouver un meilleur modèle. La suppression du siége du cocher et la conduite à pied allégeraient la voiture et la rendraient plus accessible ; la conduite à pied aurait en outre l'avantage de permettre au conducteur de prendre son cheval par la bride pour parer plus sûrement aux difficultés de la route, et de pouvoir veiller quelque peu aux besoins des hommes transportés.

Le système des tapissières à quatre roues a été exclusivement adopté par la commission sanitaire des États-Unis d'Amérique : les voitures ou ambulances américaines sont suffisamment solides pour effectuer de courts trajets ; un de leurs spécimens, exposé dans l'annexe, a fait un service de guerre pendant deux ans sur des chemins à peine frayés. Ces voitures sont assez légères pour que, dans un passage difficile, deux hommes puissent en soulever l'arrière ; elles sont bien suspendues et pourvues de ressources matérielles et chirurgicales suffisantes.

Leur accès est généralement facile ; mais la meilleure, sans contredit, celle du docteur Howard, présente cependant dans son agencement intérieur quelques complications qu'il serait possible de faire disparaître.

Toutes ces voitures peuvent recevoir de deux à dix hommes couchés ou assis.



Elles sont toutes munies d'un frein à levier ou à vis, attelées de deux ou quatre chevaux et conduites en guides.

Dans aucune d'elles, les roues de devant, toujours hautes pour rendre le tirage moins pénible, ne passent sous la caisse : elles tournent donc difficilement, et, pendant cette manœuvre dans un espace restreint, elles sont menacées d'accidents.

On peut dire que les Américains, dans la construction de leurs voitures, se sont plus préoccupés des services immédiats que des services de longue durée qu'elles pouvaient leur rendre; peut-être modifieraient-ils leur système s'ils prévoyaient la permanence de leurs armées.

Quoi qu'il en soit, c'est au système des voitures tapissières, à un cheval ou à deux chevaux, exclusivement affectées au transport des malades et des blessés, que nous donnons la préférence, comme réunissant le plus grand nombre des conditions désirées, et nous ne doutons pas que, si les constructeurs entrent sans plus de tâtonnements et définitivement dans cette voie, ils n'arrivent, après quelques études, à établir d'excellents modèles de voitures d'ambulance.

2° CHEMINS DE FER.

Le transport des malades ou blessés sur les chemins de fer a été jusqu'ici peu étudié en Europe. La campagne d'Orient ne nous a laissé aucune tradition à ce sujet; les blessés arrivant par mer à Marseille ou à Toulon y étaient retenus lorsque leur état était grave, et ils ne poursuivaient

leur route qu'autant qu'ils pouvaient être transportés par le chemin de fer, comme les voyageurs ordinaires, dans des voitures dont l'agencement intérieur ne présentait rien ne particulier. Quant aux errements suivis pendant la campagne d'Italie (1859), ils n'ont eu aucun caractère spécial ; les malades ou blessés pouvant rester assis ont été placés dans les wagons du service habituel n'ayant reçu aucune disposition préalable, les malades ou blessés qui devaient être transportés couchés ont été mis sur un lit de paille ou de foin étendu sur le fond des wagons à bagages, des wagons à marchandises et des wagons-écuries. Ce n'est pas qu'il faille dédaigner ce dernier moyen, le plus pratique peut-être et certainement un des meilleurs au point de vue de la douceur du transport, quand l'épaisseur du lit de paille ou de foin est suffisante. Il importe néanmoins d'examiner et d'apprécier l'agencement du wagon-hôpital exposé par les États-Unis, dont, paraît-il, il a été fait grand usage pendant la guerre de la sécession, et l'agencement des brancards ou couchettes dans les voitures ordinaires des chemins de fer, exposé par M. Fischer, de Heidelberg.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS).

Wagon-hôpital exposé par la commission sanitaire. — Un wagon ordinaire, formant un seul compartiment et contenant habituellement soixante voyageurs, a été transformé en wagon-hôpital de la manière suivante :

Aux deux extrémités du wagon servant d'entrées sont ménagés deux petits compartiments destinés au médecin accompagnant le convoi de malades et aux gens de service ; l'un

d'eux sert d'officine pour la préparation extemporanée des médicaments, boissons et vivres.

Ils communiquent largement avec le compartiment central dans lequel sont disposés, dans toute la longueur, sur les faces latérales, des cadres de bois laissant un passage au milieu d'eux ; à ces cadres sont suspendus l'un au-dessus de l'autre et au nombre de trois, à l'aide de forts anneaux de caoutchouc, des brancards-couchettes garnis d'une fourniture de literie analogue à celle des couchettes en usage à bord des navires : ainsi sont disposées, trois par trois, quinze couchettes de chaque côté du wagon ; total, *trente*.

L'intérieur de la voiture est chauffé par un poêle en fonte à double enveloppe ; le tuyau du poêle est contenu dans un manchon double en tôle qui présente au dehors deux larges ouvertures ; l'une d'elles, dirigée dans le sens de la marche du train, admet l'air extérieur et pur qui s'y précipite pour renouveler l'atmosphère de la voiture sans la refroidir ; l'autre permet à l'air contaminé du dedans de s'échapper au dehors.

L'aspect extérieur du wagon-hôpital ne diffère pas de celui d'un wagon ordinaire.

GRAND-DUCHÉ DE BADEN.

Agencement de M. Fischer, de Heidelberg. — M. Fischer, dont on ne saurait trop louer le zèle ingénieux dans la fabrication de tout ce qui a trait au service et au soulagement des malades et des blessés, a exposé deux systèmes d'agencement dont le principe commun consiste en deux barres de bois, munies à leurs extrémités de courroies de cuir gar-

nies de crochets, barres sur lesquelles sont placés, au nombre de deux ou trois, des brancards-couchettes ou des brancards ordinaires.

Dans le premier système, les crochets des barres transversales sont passés dans des anneaux fixés à un cadre de bois préalablement placé dans le wagon, ou à des anneaux fixés aux parois mêmes de la caisse.

Dans le second système, les crochets des barres transversales sont placés sur le dossier des bancs des compartiments de troisième classe, sans autre disposition préalable.

Appréciation. — L'agencement intérieur des wagons de chemins de fer destinés à transporter des malades et des blessés dépend nécessairement des systèmes différents qui président à la construction de ces voitures dans les divers pays.

En Amérique, et notamment aux États-Unis, où les wagons n'ont qu'un seul compartiment garni de siéges laissant un passage médian entre eux, et peuvent recevoir soixante voyageurs, il a été facile de disposer ces voitures pour trente malades ou blessés, couchés comme il vient d'être dit. Cette disposition a l'inconvénient de superposer trois malades les uns aux autres, mais elle a aussi le grand avantage de permettre d'en transporter un grand nombre, dans des conditions relativement bonnes. En effet, dix, quinze et même vingt wagons-hôpitaux sont entrés dans la composition d'un seul train où trouvaient place trois cents, quatre cent cinquante ou six cents malades et blessés. Nous pouvons ajouter, comme renseignement, que chacun de ces trains

3° LITIÈRES ET CACOLETS.

La France, jusqu'à présent, paraît être la seule puissance militaire qui ait employé d'une manière large et suivie les litières et les cacolets au transport des malades et des blessés. Nos litières et nos cacolets sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en donner la description. Il est juste cependant de signaler un perfectionnement important, apporté récemment par le parc de Vernon à la construction des litières. Ce perfectionnement consiste dans la possibilité de reployer entièrement sur le bât les litières qui, auparavant, restaient en partie déployées, occupant par conséquent un espace considérable et devenant une cause d'embarras dans les convois de mulets d'ambulance.

Le Portugal a exposé de magnifiques litières et cacolets, d'un modèle identique aux nôtres.

Le comité de secours italien de Florence a exposé trois modèles de litières et de cacolets : deux de ces modèles sont analogues au modèle français, mais d'une fabrication aussi lourde que grossière ; le troisième est une litière, en forme de gouttière et en tôle, placée sur le sommet du bât, ne pouvant recevoir ainsi qu'un seul malade.

La commission sanitaire des États-Unis, enfin, a exposé un bât supportant deux litières, fabriqué par le sieur Woodcock, sellier à New-York.

Ce bât est d'une légèreté remarquable : aux arçons sont fixées, par en bas, deux courroies garnies de coussinets pour protéger les flancs de la bête de somme, et munies de crochets ; en haut s'attachent deux autres courroies, très-



longues et également garnies de crochets à leurs extrémités, qui se réfléchissent sur des arcs-boutants en bois destinés à les maintenir à distance des flancs de la bête de somme et au même niveau que les premières courroies. Les crochets des unes et des autres reçoivent les deux barres longitudinales de la litière, qui consiste simplement en un cadre de bois léger à fond de toile.

Appréciation. — Les litières et les cacolets du Portugal ne présentent rien de particulier à signaler, sinon le luxe inusité avec lequel ils ont été fabriqués, sans doute pour la circonstance.

Les litières et les cacolets italiens sont d'un poids très-considérable et ne rachètent cet inconvénient par aucun avantage : la litière unique dont il a été parlé, outre sa disposition peu commode pour le chargement, a l'inconvénient de nécessiter un mulet et un conducteur pour un seul blessé.

Les litières et le bât du sieur Woodcock sont d'une très-grande légèreté ; mais cette légèreté même compromet leur solidité et leur stabilité.

Nous estimons donc que l'armée française n'a rien à envier aux litières et aux cacolets des autres puissances ; que les siens sont incontestablement les meilleurs, et que ce moyen de transport, bien qu'assez rude, mérite d'être conservé tel qu'il est, en raison des avantages qu'il présente, savoir : la possibilité de faire passer les mulets à peu près partout, d'aller relever les blessés jusqu'au milieu des combattants, de n'employer qu'un seul conducteur et deux bêtes de somme pour transporter quatre malades ou blessés.

deux cadres de bois superposés ; le cadre supérieur, garni d'un fond en toile, avec coussin pour la tête, capote mobile et toile servant de couverture, est suspendu sur le cadre inférieur, lequel est vide, par quatre ressorts en col de cygne. Les poignées, au nombre de quatre, appartiennent au cadre inférieur.

Le cadre inférieur repose sur l'essieu par l'intermédiaire d'une armature en fer qui s'y relie à l'aide de clavettes. Le brancard peut être enlevé de l'essieu, d'une seule pièce ; il est excessivement difficile à remettre en place. Les roues et l'essieu sont inséparables ; les premières ont un assez grand diamètre.

Les cadres se replient dans leur longueur, les traverses étant articulées à charnière par leur milieu.

Le poids de ce brancard est considérable ; les pièces en fer nécessaires à son agencement sont multipliées à l'infini.

On peut placer ce brancard, qui garde toujours ses moyens de suspension, sur une voiture quelle qu'elle soit ; mais on se demande alors ce que deviennent les roues.

Brancard à roues de M. le comte de Bréda. — Ce brancard, fabriqué par M. Arrault, est beaucoup plus simple que les précédents ; il leur est aussi fort inférieur.

C'est un modèle à peine étudié et qui ne mérite pas une description spéciale.

PRUSSE.

Brancard à roues de Neuss, fabricant à Berlin. — Il consiste en un cadre de bois à fond de toile, avec coussinet



et capote mobile pour garantir la tête ; une toile recouvre le tout en guise de couverture. Le cadre est brisé à l'union de son tiers moyen avec son tiers postérieur, et se relève pour exhausser la tête et les épaules du blessé ; une seconde brisure, vers le bas du brancard, permet de plier légèrement les jambes du malade.

Il est suspendu par des ressorts à pincette sur deux petites roues ; il ne se démonte pas.

C'est un modèle mieux fait et plus léger que tous les précédents.

Appréciation. — A première vue, les brancards à roues semblent devoir rendre de très-grands services. Mais, après mûr examen, on ne tarde pas à s'apercevoir que leur avantage presque exclusif se borne à n'exiger qu'un seul homme pour le transport d'un malade ou d'un blessé, avantage considérable, il est vrai, mais malheureusement effacé par de nombreux inconvénients.

Les brancards à roues, en effet, sont tous plus ou moins difficiles à charger, notamment celui du docteur Gauvin, et nécessitent, pour cet objet, le concours de trois ou quatre hommes. Ils n'ont aucune stabilité, malgré les chambrières dont ils sont munis ; ceux qui ont des roues de petit diamètre communiquent de rudes secousses ; ceux qui ont de grandes roues sont très-difficiles à enlever de l'essieu et surtout à replacer lorsqu'ils sont chargés ; ils sont tous d'un agencement compliqué et d'un poids considérable, notamment encore celui du docteur Gauvin ; enfin, ils sont encombrants, les uns ne se démontant pas, les autres, bien que démontés, ne pouvant, même les plus simples, être

placés en grand nombre sur des voitures jusqu'au moment de leur mise en usage.

S'ils ont été très-appréciés de l'armée prussienne, qui ne s'est servie que du brancard de Neuss ne se démontant pas, c'est que l'organisation sanitaire de cette armée en a favorisé l'emploi : une compagnie sanitaire attachée à chaque bataillon roulait derrière lui, pendant la marche, dix-huit brancards sur lesquels les hommes fatigués montaient ou déposaient leurs sacs et leurs armes. Une organisation spéciale du service de santé, un pays facile à parcourir, des opérations militaires de courte durée et sur une étendue limitée, ont fait leur succès.

Ils peuvent certainement, néanmoins, être utilisés dans un siége, dans les camps, sur de bonnes routes, peut-être même en garnison, dans de grandes villes où la longue distance qui sépare les casernes des hôpitaux exige, pour transporter un blessé ou un malade sur un brancard à bras, plusieurs relais de porteurs.

5° BRANCARDS A BRAS.

Un nombre considérable de brancards à bras figure à l'Exposition du Champ de Mars : les uns sont de véritables brancards, exclusivement destinés au service du champ de bataille, et doivent être transportés en nombre, avant et après leur emploi, dans des voitures de matériel, quelques-uns seulement dans des voitures d'ambulance ; les autres, tenant en même temps de la couchette et du brancard, font partie de l'aménagement de voitures d'ambulance ou de wagons de chemins de fer, sont très-limités en nombre, peuvent



servir, comme les précédents, à relever les blessés sur le champ de bataille, et sont ensuite replacés, chargés, dans leur véhicule spécial.

Nous avons donné la description de ces derniers appareils en rendant compte de l'agencement intérieur des voitures d'ambulance ; en général, ils ne diffèrent entre eux que par leur poids, leur fond, fait de toile simple, de sangles ou de matelas, la disposition plus ou moins ingénieuse de leurs pieds et de leurs poignées : nous n'y reviendrons pas, et nous ne nous occuperons ici que des brancards simples présentant quelque intérêt, des brancards de champ de bataille.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS).

Commission sanitaire. — La commission sanitaire des États-Unis a exposé deux modèles de brancards :

1° Le brancard du docteur Howard, composé de deux hampes de bois fixées à la toile de coton du fond et garnies de pieds trop longs, également en bois, se repliant en dedans et le long des hampes. Deux traverses de fer plat étamé complètent le cadre : brisées en X par leur milieu et munies d'une charnière, elles permettent de plier le brancard dans la longueur et de le rouler dans la toile.

Cet appareil, d'une manœuvre facile, pèse 10 kilogrammes.

2° Un autre brancard, dont le cadre et les accessoires sont analogues au précédent, mais dont les hampes ne sont pas fixées au fond. Celui-ci est composé de trois pièces en toile de coton, indépendantes les unes des autres, portant à chaque extrémité une coulisse dans laquelle les hampes sont glissées.

Il se manœuvre moins facilement et pèse plus que le précédent (10^{k},500).

ANGLETERRE.

On trouve dans l'exposition du ministère de la guerre de la Grande-Bretagne trois modèles de brancards :

1° Le premier, à cadre de bois fixe, à pieds de bois pliants, à fond de toile de chanvre cloué sur les hampes, garni d'une capote pour préserver la tête du blessé, est incommode et d'un poids très-considérable ;

2° Le second consiste en deux hampes de bois glissées dans des coulisses latérales ménagées sur le fond de toile de chanvre : le cadre est complété par une traverse de fer ronde, mobile sur une des hampes et se fixant à l'autre par un simple crochet. Il n'a pas de pieds et se roule facilement dans la toile.

Ce brancard présente la simplicité la plus grande ; il serait d'un très-bon usage, malgré l'absence de pieds, si les traverses étaient plus sûrement assujetties et si son poids n'était trop considérable ;

3° Le troisième enfin, exposé sous le nom de M. Edward Deane, se compose de hampes de bois brisées pour élever la tête et les épaules du malade et prolongées en arrière par deux bras horizontaux qui les doublent sur une partie de leur longueur. Le fond, en toile de chanvre, est cloué sur les hampes. Des pieds très-hauts, en fer rond, des traverses également en fer, un système compliqué d'X encore en fer, destiné à consolider tout cet appareil, le rendent aussi lourd qu'incommode.



GRAND-DUCHÉ DE BADE.

Comité de secours. — Le comité de secours a exposé plusieurs modèles de brancards.

Les trois suivants ont été fabriqués par M. Fischer, de Heidelberg. Le premier consiste en un fond de toile fixé à des hampes de bois, avec pieds et traverses de fer. Il ne se replie pas ; il est d'un poids considérable. Le second est tout simplement une paillasse, munie latéralement d'anneaux de cuir dans lesquels s'engagent les hampes. Il n'a pas de traverses ; il est très-léger, mais peu pratique. Le troisième a les hampes reliées aux traverses par des anneaux de cuir. Le fond est formé d'un petit matelas de toile cirée. Bien qu'il puisse être roulé, il est encombrant.

Nous croyons devoir passer sous silence d'autres modèles encore moins admissibles que les précédents dans un service de guerre : tels sont les brancards en forme de gouttières de M. Fischer.

ESPAGNE.

Comité de secours. — Le comité de secours espagnol a exposé, sous l'étiquette *sac-brancard*, un sac d'ambulance d'où sortent et où rentrent à volonté quatre tiges de fer qui permettent de transporter un blessé assis sur le sac. C'est un appareil très-lourd et aussi peu pratique que possible.

FRANCE.

Ministère de la guerre. — Le ministère de la guerre français a exposé deux modèles de brancards, un ancien et un nouveau.

Le modèle ancien consiste, d'une part, en un fond de toile de chanvre portant à chaque extrémité une traverse de bois garnie de pieds fixes et d'anneaux de cuivre ; de l'autre, en deux hampes passées dans les anneaux des traverses et dans deux coulisses régnant sur les bords longitudinaux du fond. Des courroies relient les hampes aux traverses.

Il est complété par des bretelles de cuir.

Le brancard nouveau modèle présente un fond fixé aux hampes. Les traverses, munies de pieds et d'anneaux carrés qui passent dans les hampes, sont en fer plat et léger.

On a cherché à rendre ce brancard très-solide en faisant supporter le poids à des hampes présentant de champ le fil du bois.

La bretelle n'est qu'une simple sangle.

Le poids du brancard est de 7 kilogrammes.

Comité français de secours. — Il a exposé plusieurs brancards sous les noms de MM. Vinois, Piotrowski, Mathieu, etc. Le dernier seul mérite d'être cité comme un retour vers un passé presque oublié ; les hampes sont armées d'un fer de lance très-aigu, comme celles du brancard donné par Percy (1806) au corps des brancardiers.

GRAND-DUCHÉ DE HESSE.

Le comité hessois a exposé un brancard en deux parties dont les demi-hampes s'ajoutent bout à bout à l'aide d'une douille. Chaque moitié de brancard est suspendne de chaque côté du sac porté par le soldat d'ambulance.

Ce brancard est d'un poids considérable et d'un agencement reconnu mauvais depuis longtemps par l'expérience.



L'Italie et la Suède n'ont exposé que des brancards qui n'offrent aucun intérêt particulier.

6° MOYENS DIVERS.

Nous avons réuni sous un seul titre divers moyens de transporter les blessés, autres que les brancards, ou résultant de l'agencement en brancards de différents objets d'équipement, de campement ou d'armement. Ils ont tous été exposés par des comités de secours aux blessés ; aucun d'eux ne figure dans les expositions officielles des puissances militaires.

Les *siéges à main* fabriqués par M. Fischer, de Heidelberg, consistent en une pièce carrée de forte toile, sur les côtés opposés de laquelle sont adaptés deux cylindres en bois formant poignées. Le blessé assis est transporté par deux hommes et appuie ses mains sur leurs épaules.

Le *brancard à épaules* de M. Fischer, de Heidelberg, est un siége en bois suspendu par des sangles aux épaules et placé sur le dos d'un homme. Le blessé est transporté à califourchon et passe ses bras autour du cou du porteur.

Le *tablier du docteur Landa* est en forte toile. L'une de ses extrémités est ajustée solidement au cou et aux épaules d'un infirmier ; l'autre reçoit en travers un bâton saisi par un homme marchant devant le premier.

Le blessé peut être transporté assis ou à califourchon sur le tablier.

Les *tentes-abris* et leurs *bâtons* ont exercé l'esprit ingénieux de M. le docteur Martrès et de M. Varnier, dans leur application au transport des blessés. A l'aide de combinaisons

plus ou moins compliquées nécessitant une étude et un exercice répétés, ces messieurs sont parvenus à transformer les tentes-abris et leurs bâtons en brancards assez incommodes, aussi bien pour les blessés que pour les porteurs.

Les *tentes-abris* et les *fusils* ont été aussi transformés en brancards à pieds (ceux-ci formés des baïonnettes) par M. le docteur Jorge Florit de Roldau, médecin-major des invalides à Madrid. Il est à peine besoin de dire que ces brancards, outre l'inconvénient qu'ils présentent de fausser les armes, sont aussi incommodes que les précédents et ne sont remarquables que par leur singularité.

Enfin, le *lit improvisé* de M. Verber, layetier, rue de la Paix, 9, à Paris, fait de bâtons et de cordes, est analogue aux lits de sangle en X et constitue un appareil aussi long à confectionner qu'il est défectueux.

Si, parmi les moyens divers, quelque autre moyen de transport a échappé à notre attention, il est plus que probable qu'il ne la méritait pas.

Appréciation. — Nous pensons qu'il convient de laisser de côté, tout d'abord, dans notre appréciation, tous les moyens de transport que nous avons compris sous le titre de *moyens divers* : ou bien ils sont inapplicables d'une manière générale ; ou bien, tout à fait de circonstance, ils sont assimilables à tous les moyens de transport qu'une impérieuse nécessité peut inspirer à tout le monde ; le manteau, la capote, les fusils, les fourreaux de sabre, les courroies de charge, les cordes à fourrage, les mouchoirs, etc., serviront et ont servi de tout temps à transporter un homme blessé aussi commodément que les divers objets que nous avons énumérés.

Il est juste néanmoins de payer un tribut d'éloges aux efforts tentés par la charité privée pour soulager les blessés sur le champ de bataille ; mais il est d'une égale justice de dire que ces efforts témoignent plus de la bonne volonté que du sens pratique et de l'expérience des membres du comité de secours.

Nous nous bornerons donc à apprécier spécialement les brancards à bras.

Le transport des blessés sur des brancards à bras ne peut avoir lieu que dans des limites très-restreintes. Les brancards à bras sont surtout destinés à relever les blessés sur le champ de bataille : ils doivent être suffisamment solides, légers, simples et pouvoir se rouler ou se replier ; il est nécessaire que toutes leurs parties tiennent les unes aux autres.

Il est inutile d'insister sur les conditions de solidité, de légèreté et de simplicité : celle de pouvoir rouler ou replier les brancards résulte de la nécessité d'en placer un grand nombre sur les voitures de matériel. Il n'est pas moins indispensable que toutes leurs pièces soit retenues les unes aux autres d'une manière fixe, afin qu'aucune d'elles ne soit égarée.

Tous les brancards que nous avons examinés ne réunissent pas ces desiderata.

Tous, ou presque tous, ont des pieds : c'est un perfectionnement d'une valeur contestable. Les pieds élevés sont fragiles; les pieds courts peuvent isoler du sol le fond du brancard posé sur un plan, mais ils n'atteignent pas ou ils n'atteignent que très-imparfaitement ce but sur un sol inégal.

Quoi qu'il en soit, le brancard américain de M. Howard, le brancard anglais n° 2, le brancard nouveau modèle du ministère de la guerre français méritent une mention spéciale : en prenant au premier l'articulation de ses traverses, au second sa simplicité, au troisième enfin sa légèreté, on arriverait, avec un peu d'étude, à fabriquer un brancard de champ de bataille dans d'excellentes conditions de service.

(*A continuer.*)



COMMISSION
DES CONFÉRENCES RÉGIMENTAIRES

PREMIÈRE CONFÉRENCE.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTAT MILITAIRE DE LA FRANCE
ET DES
PRINCIPALES PUISSANCES ÉTRANGÈRES.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

L'objet de cette première conférence n'est point d'exposer en détail le système militaire de la France, travail qui dépasserait de beaucoup les limites de notre cadre, mais seulement de signaler à l'attention et à l'étude de nos officiers les modifications considérables qu'y a introduites la loi du 1er février 1868. Nous indiquerons le but, les points essentiels et les conséquences principales de cette loi, et tout d'abord nous tâcherons d'en démontrer l'urgente nécessité, en comparant les ressources militaires que nous fournissait la législation antérieure avec celles dont disposent aujourd'hui les principales puissances de l'Europe.

Législation antérieure. — Issue de discussions approfondies auxquelles les hommes de guerre les plus compétents formés à l'école du premier Empire avaient apporté le tribut de leurs méditations et de leur vieille expérience, la loi du 21 mars 1832 avait assis notre état militaire sur des bases rationnelles et solides. En harmonie avec nos insti-

tutions, en rapport avec les idées de paix qui régnaient généralement alors en Europe, acceptée facilement par le pays, elle semblait devoir suffire aux besoins de notre grandeur et de notre sécurité.

Tout le monde en connaît les principales dispositions. Avec sept ans de services et un contingent annuel voté par les Chambres, elle constituait l'armée en deux grandes fractions :

1° Armée active d'un effectif variable suivant les circonstances politiques et les ressources du budget;

2° Réserve composée des jeunes gens appartenant au contingent, mais laissés en congé dans leurs foyers, et des hommes qui, ayant passé quatre, cinq ou six ans sous les drapeaux, étaient renvoyés en congé par anticipation et par mesure d'économie. Les uns et les autres pouvaient, aux termes de l'article 30 de la loi, être soumis à des exercices périodiques; mais cette disposition, indispensable en ce qui concerne les premiers, n'a reçu son application que dans ces dernières années.

Lois de 1831 *et* 1851 *sur la garde nationale.* — Cet exposé serait incomplet si nous n'ajoutions que deux lois sur la garde nationale, l'une de 1831, l'autre de 1851, prévoyaient le cas où des circonstances critiques rendraient l'armée insuffisante pour la défense de notre territoire et permettaient d'y adjoindre une garde nationale mobilisée tirée des rangs de la garde nationale sédentaire. Mais ces lois peu pratiques, d'une exécution difficile en temps de paix, irréalisable au moment de l'explosion d'une guerre, devaient rester et sont restées en effet sans application.

Insuffisance de notre ancienne réserve. — Beaucoup de bons esprits cependant, et les auteurs même de la loi du 21 mars 1832, se préoccupaient des conditions que cette loi avait faites à l'armée, et se demandaient si une réserve, composée en grande partie de jeunes gens n'ayant reçu aucune instruction militaire et ne sachant même pas manier un fusil, serait, en cas de guerre, d'une ressource efficace et suffisante. Le premier pas pour améliorer cet état de choses fut fait le jour où l'Empereur décida que l'article 30 de la loi cesserait d'être une lettre morte, et que les hommes de la deuxième portion de chaque contingent (ceux laissés en congé dans leurs foyers) passeraient chaque année, pendant deux ou trois ans, un certain temps dans les dépôts d'instruction. Cette disposition, très-bonne pour l'infanterie, ne donne cependant, pour la cavalerie et les armes spéciales, que des résultats incomplets, et l'on peut dire que le problème de l'organisation des réserves est resté en France jusqu'à ces derniers temps sans solution satisfaisante. On ne doit pas s'en étonner, si l'on songe aux difficultés d'ordres divers qu'il présente et aux intérêts opposés qui y sont engagés, et l'on nous permettra d'entrer à cet égard dans quelques explications.

Effectif nécessaire en temps de paix. — Il est aujourd'hui démontré que, pour occuper son territoire et celui de l'Algérie, pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité publique, enfin pour alimenter les cadres de nos régiments, et conserver aux divers corps l'effectif minimum que leur organisation comporte, la France a besoin, en temps de paix, d'entretenir sous les drapeaux au moins 400 000 hommes. Mais ces 400 000 hommes ne se recrutent pas tous par

la voie des appels ; il existe dans l'armée un noyau permanent composé de la gendarmerie, des états-majors, des rengagés, etc., qui ne sortent pas directement du contingent, et dont le chiffre total atteint en temps normal le quart environ de l'effectif. Les trois quarts restant sont seuls alimentés par le contingent.

Contingent. Sa décomposition en première et deuxième portions. — D'autre part, le contingent, c'est-à-dire la part que l'État prélève chaque année par la voie du sort sur la totalité d'une classe, est depuis longtemps fixé à 100 000 hommes, lesquels, déduction faite du contingent attribué à la marine, des jeunes gens déjà sous les drapeaux, des dispensés et autres non-valeurs, se réduisaient à 79 000 réellement disponibles pour les besoins de l'armée. Sous l'empire de la loi de 1832, où la durée du service était de sept ans, on avait donc sept fois 79 000 hommes, soit 553 000 hommes, en faisant abstraction des pertes pour en fournir 300 000. De là la nécessité de diviser chaque contingent en deux portions dont la première, destinée à combler les vides de la dernière libération, était seule appelée sous les drapeaux, et dont l'autre, maintenue dans ses foyers, ne recevait qu'une instruction sans doute incomplète, mais qui lui permettait cependant d'entrer immédiatement dans les rangs en temps de guerre. Théoriquement, la première de ces deux portions aurait dû être de 1/7 de 300 000, soit de 43 000 hommes environ ; mais, dans ces dernières années, un élément nouveau introduit dans la question avait singulièrement modifié cette proportion.

Influence de la loi du 26 avril 1855 sur la proportion des deux

mières portions du nouveau contingent n'étaient généralement appelées qu'à la fin de l'été ; or, en tenant compte du temps nécessaire pour les habiller et les instruire, il était impossible de les utiliser avant la fin de la campagne [1]. On ne disposait donc en réalité que de six contingents au lieu de sept, et l'effectif maximum auquel nous pouvions atteindre dans ces conditions ne dépassait pas 600 000 hommes. Pour aller au delà de cette limite, il fallait recourir aux recrutements exceptionnels, aux contingents de 140000 hommes ainsi qu'on fut obligé de le faire à l'époque des guerres d'Orient et d'Italie ; mais ce moyen extrême, qui pèse lourdement sur les populations et frappe exclusivement sur certaines classes, a, en outre, le grave inconvénient de ne pas fournir des ressources immédiates et de ne donner au moment où on aurait besoin de combattants solides et exercés que des hommes sans instruction et sans expérience.

Guerres de 1854, 1859, 1866. *Conséquences à en tirer.* — Ces deux grandes épreuves de 1854 à 1859 portaient avec elles leur enseignement et démontraient que notre système militaire ne répondait complétement ni aux besoins de la France ni au rôle qu'elle doit conserver dans le monde. Cependant rien de sérieux n'avait encore été réalisé pour l'améliorer, lorsque éclatèrent les événements d'Allemagne en 1866, événements qui ont valu à une puissance voisine des succès inespérés et des agrandissements dont la dernière limite n'est peut-être pas encore posée.

De pareils résultats obtenus en si peu de temps, à la suite

[1] En temps de paix, chaque classe est libérable quand elle a fini son temps de service; en temps de guerre, elle ne quitte le drapeau que lorsque la classe nouvellement appelée peut la remplacer.



d'une seule campagne, devaient causer en France une profonde émotion. On en rechercha les causes, on en étudia les conséquences possibles, et on en arriva à cette conviction à peu près unanime que le moment était venu d'accomplir dans l'organisation de nos forces nationales les réformes jugées depuis longtemps nécessaires.

Transformations de l'organisation militaire des grandes puissances de l'Europe.

L'Italie et l'Autriche, poussées par le même sentiment, entrèrent dans la même voie, et l'on peut dire qu'une transformation générale vient de s'effectuer dans les armées européennes. Cette transformation, nous n'avons point à l'étudier ici dans ses détails, pas même au point de vue de l'armement, qui fera l'objet d'un examen ultérieur ; nous nous bornerons à l'envisager rapidement au point de vue du *recrutement*, de la durée du service et des effectifs de guerre chez les principales puissances.

PRUSSE. — CONFÉDÉRATION DU NORD DE L'ALLEMAGNE. — En Prusse et dans la nouvelle Confédération du nord de l'Allemagne, les forces nationales comprennent :

1° L'armée et la marine ;

2° Le landsturm.

L'armée et la marine se subdivisent chacune en deux fractions distinctes ; d'une part l'armée active et la flotte de guerre, de l'autre la landwehr et la seewehr, réserves respectives des troupes de terre et de mer.

Le landsturm est la levée en masse de tous les citoyens de dix-sept à quarante-deux ans qui n'appartiennent ni à la ma-

rine ni à l'armée ; il n'est convoqué qu'en cas d'invasion ennemie.

Le service militaire est général et obligatoire ; il n'y a ni exonération ni remplacement.

De dix-sept à vingt ans et de trente-deux à quarante-deux ans, le citoyen allemand du Nord fait partie du landsturm.

De vingt à vingt-sept ans, il appartient à l'armée permanente. Les trois premières années sont passées sous les drapeaux, les quatre dernières dans la réserve. Les hommes affectés à la cavalerie et à l'artillerie font quatre ans de présence et par suite seulement trois ans dans la réserve.

Durant les cinq années suivantes, de vingt-sept à trente-deux ans, le citoyen allemand est placé dans la landwehr. La durée totale du service est donc de douze ans, et de vingt-cinq, si l'on y ajoute les treize années dues au landsturm.

Ce système militaire s'étend, sauf quelques modifications légères, à toute la partie de l'Allemagne située au nord du Mein et met entre les mains du roi de Prusse, chef de la Confédération du Nord, une armée de 320 000 hommes en temps de paix, de 950 000 hommes en temps de guerre ou sur le pied de mobilisation.

Contingent fourni par les États du Sud. — Il convient d'ajouter que la Bavière, le grand-duché de Bade et le Wurtemberg sont liés à la Prusse par des traités qui mettent en cas de guerre leurs forces militaires à la disposition de la Confédération du Nord et ajoutent 200 000 hommes à l'effectif formidable que nous venons de citer ; ce qui porte à 1 140 000 hommes le chiffre total des forces dont l'Allemagne peut disposer contre l'ennemi.



Bien que l'examen détaillé du système militaire prussien doive être fait plus tard, nous croyons devoir en faire ressortir dès à présent quelques points importants.

Réserves diverses de la Prusse. — Quoique la durée du service sous les drapeaux ne soit que de trois ans, ce qui permet de renouveler l'armée permanente à peu près par tiers, la Prusse, soumettant à l'obligation du service la totalité de chacune de ses classes, n'échappe pas plus que nous à la nécessité de laisser dans leurs foyers une partie des hommes qui les composent, environ un cinquième. Ces hommes, soumis à des exercices périodiques qui ne doivent pas excéder huit semaines par an, forment ce que l'on appelle *les réserves de recrutement.*

Une seconde espèce de réserve est constituée par les hommes qui sont renvoyés dans leurs foyers après trois ou quatre ans passés sous les drapeaux, et qui, comme les précédents, sont jusqu'à la fin de leurs sept ans assujettis à des exercices périodiques de huit semaines.

Landwehr. — La landwehr forme une troisième réserve, constamment organisée en bataillons et en régiments, qui correspondent chacun à un régiment d'infanterie de l'armée active. Elle entre dans la composition normale et permanente des corps d'armée, et chacun de ses bataillons a un état-major tiré de l'armée active. Elle est soumise pendant ses cinq ans de service à quinze jours d'exercice en tout.

L'ensemble de ces dispositions est calculé, on le voit, pour répandre et entretenir une instruction militaire aussi générale que possible dans la partie masculine de la population. Reste à savoir si cette instruction est suffisamment appro-

fondie et si une présence sous les drapeaux, de trois ans pour les appelés, réduite à un an pour les volontaires, suffit pour faire d'un Allemand un soldat dans la complète acception de ce terme.

Ajoutons enfin, pour terminer ce rapide aperçu sur l'organisation de l'armée prussienne, que cette armée, en temps de paix comme en temps de guerre, est toujours divisée en corps complets comprenant chacun son infanterie, sa cavalerie, ses armes spéciales, correspondant chacun à une grande circonscription territoriale, y stationnant et s'y recrutant.

Si cette organisation et ce mode de recrutement présentent des avantages incontestables au point de vue de l'instruction militaire, de la simplicité de certaines opérations, et surtout de la rapidité avec laquelle ils permettent de passer du pied de paix au pied de guerre, en revanche, le mariage étant permis à tout âge, la mobilisation de l'armée prussienne jette le trouble dans les familles, arrête le travail et les transactions, suspend la vie civile de la nation et rend impossible une guerre de longue durée.

AUTRICHE.— En Autriche [1], une loi récente, imitée de la loi prussienne, vient d'établir pour l'armée les bases suivantes :

Service militaire obligatoire et d'une durée totale de douze ans se décomposant comme il suit : dans l'armée permanente ou active, dix ans, dont trois sous les drapeaux et sept dans la réserve; dans la landwehr, deux ans pour ceux qui sortent de l'armée, douze pour les autres. Chaque classe est, comme en Prusse, divisée en deux portions, la première

[1] Il convient de dire que l'armée autrichienne est dans une voie de réorganisation dont tous les termes ne sont pas encore bien connus.

immédiatement appelée sous les drapeaux pour entretenir l'effectif, la seconde laissée dans ses foyers et formant une réserve de recrutement.

Le landsturm comprend tous les hommes de dix-huit à quarante ans qui ne sont point au service ; il n'est convoqué qu'exceptionnellement.

L'effectif total de l'armée autrichienne est de 1 million d'hommes, dont 800 000 appartenant à l'armée active et 200 000 faisant partie de la landwehr.

Italie. — Le système de recrutement de l'armée italienne se rapproche beaucoup plus, comme mécanisme, du système français.

Le recrutement s'effectue par la voie du tirage au sort sur chaque classe. Ces classes sont en moyenne de 257 000 hommes.

Si de ce chiffre on déduit le nombre des dispensés, exemptés et autres non-valeurs, plus considérable en Italie que partout ailleurs, et qui s'élève à 145 000 hommes, il reste un contingent annuel de 112 000 hommes, qui est affecté en entier à l'armée, mais qui se subdivise en deux catégories soumises à des obligations différentes.

La première catégorie, composée de 60 000 hommes, fait onze ans de service, dont cinq sous les drapeaux et six dans la réserve.

La deuxième catégorie comprend 52 000 hommes et doit à l'État cinq ans de service pendant lesquels, en temps de paix, elle est assujettie à quarante jours de manœuvres ou d'exercices par an.

La loi admet l'exonération et le remplacement.

D'après ces bases et en admettant les chiffres officiels, qu'il y a cependant lieu de croire un peu exagérés, l'armée italienne sur le pied de guerre comprendrait :

Cinq premières catégories actives réduites en bloc à	240000	hommes.
Six premières catégories de réserve réduites à. . .	240000	—
Cinq deuxièmes catégories — — . . .	220000	—
Ne se recrutant pas par la voie des appels	45000	—
Garde nationale mobile.	120000	—
Total. . .	855000	hommes,

dans lesquels n'est pas compris le contingent de la Vénétie.

Durant la campagne de 1866, l'Italie avait mis sur pied près de 500 000 hommes, dont 250 000 figuraient dans les corps d'armée actifs. Aujourd'hui l'état de ses finances ne lui permet guère d'entretenir que 200 000 hommes sous les drapeaux.

Russie. — En Russie, en attendant la promulgation d'une loi organique annoncée aux populations, le recrutement s'opère en vertu d'ukases impériaux qui, suivant les circonstances et les besoins de l'armée, fixent à tant par mille mâles le nombre d'hommes que les diverses provinces doivent fournir pour le service militaire. Ce prélèvement s'effectue par la voie du tirage au sort sur les terres de la couronne, par famille et à tour de rôle dans le reste de l'empire.

La durée du service est de quinze ans, dont douze dans l'armée active, et trois dans la réserve.

La force du contingent annuel, y compris la Pologne, est d'environ 100 000 hommes.

La loi admet les remplacements et aussi les exonérations

sous le nom de quittances de recrutement, mais en non limité.

L'effectif de paix de l'armée de Russie est aujourd'hui réc par mesure d'économie, à 735 000 hommes. Les évaluat les plus modérées le portent à 1 300 000 sur le pied de gue

ANGLETERRE. — L'Angleterre est la seule grande puiss qui n'impose à ses concitoyens aucun service militaire. armée se recrute exclusivement par des engagements et gagements volontaires, dont la durée est pour les prem de dix à douze ans, pour les second de neuf à douze ans

Ce système a longtemps suffi à l'entretien de l'ar anglaise; il semble toutefois que l'efficacité commence être mise en doute. Un déficit réitéré et croissant s'est nifesté depuis quelques années dans le nombre des eng ments et rengagements. Les avantages pécuniaires nouv offerts par le gouvernement aux soldats pour les retenir les drapeaux à l'expiration de leur premier service paraissent pas avoir produit de grands résultats. Peut- commencent-ils à trouver que ces avantages, quelque tifs qu'ils soient, ne compensent pas pour eux l'interdi à peu près absolue qui leur est faite de dépasser le grad sous-officier. Quoi qu'il en soit, cette impossibilité de n tenir au complet les rangs inférieurs de l'armée, jointe abus qu'entraînent l'achat et la vente des grades d'off pourrait bien, dans un avenir peu éloigné, amener l'A terre à une réforme de son organisation militaire l'adoption des principes de recrutement qui prév aujourd'hui dans les autres États de l'Europe.

L'armée royale anglaise permanente (non compris l'a

spéciale des Indes) comprend environ 130 000 hommes. Elle a pour réserves ou plutôt pour auxiliaires :

1° La milice, qui se recrute également par des engagements volontaires, qui peut être mobilisée pour la défense du territoire, et dont l'effectif s'élève à 120 000 hommes répartis en 157 régiments ;

2° Les volontaires, force récemment organisée en vue de résister à une invasion prétendue des Français, et qui comprend environ 170 000 hommes.

Résumé des organisations militaires étrangères.

Les faits principaux que nous venons d'indiquer, touchant les cinq principales armées de l'Europe peuvent se résumer comme il suit :

Dans les deux premières, l'armée de la Confédération du Nord et celle de l'Autriche, le service est obligatoire pour tous, sans exonération ni remplacement, et la durée totale en est (non compris le landsturm) de douze ans, tant dans l'armée active que dans la landwehr.

Dans la troisième, l'armée italienne, le service est également général, mais le remplacement et l'exonération sont autorisés, et le nombre des exemptions, dispenses et autres non-valeurs, forme près de 57 pour 100 de chaque classe.

La durée du service est de onze ou cinq ans, suivant la catégorie.

Dans la quatrième, l'armée russe, le recrutement est jusqu'à présent à la discrétion du souverain ; la durée totale du service est de quinze ans. Les remplacements et exonérations sont autorisés, mais en nombre limité.



Enfin dans la cinquième, l'armée anglaise, le service n'est imposé à personne et le recrutement se fait au moyen d'engagements et de rengagements dont la durée varie entre neuf et douze ans.

Ces chiffres ont leur importance et nous fourniront des points de comparaison utiles quand nous en viendrons à l'examen de la loi du premier février 1868.

Nécessité d'augmenter nos forces.

Quoi qu'il en soit, il est permis de conclure, dès à présent, qu'en regard des effectifs formidables auxquels les puissances continentales ont porté leurs armées, la France ne pouvait laisser la sienne dans les conditions d'infériorité numérique où l'enfermait la loi de 1832. Ce n'est pas avec les 600 000 ou 650 000 hommes que nous donnait cette loi, que nous pouvions nous flatter de faire équilibre aux millions d'hommes dont disposent l'Autriche, la Prusse et la Russie. Il fallait, sous peine de déchoir, modifier notre organisation et notre recrutement et nous mettre, en un mot, à la hauteur de nos voisins.

Nous allons voir comment ce grand problème a été résolu.

Loi du 1er février 1868; son but. — La loi du 1er février 1868 a eu pour but d'organiser un système militaire qui, sans augmenter le chiffre des hommes que nous entretenons sous les drapeaux en temps de paix, nous permette en cas de guerre de doubler nos forces actives, en ajoutant à l'armée permanente une réserve composée d'hommes pour la plupart complétement instruits, et une garde nationale mobile capable de concourir sérieusement à la défense du territoire.

1er janvier, mais bien du 1er juillet de l'année du tirage au sort, ce qui permet, si la guerre éclate au printemps, ainsi que cela a eu lieu en 1854, en 1859, et plus récemment en 1866, de garder sous les drapeaux la classe qui, en temps de paix, aurait été libérée au 30 juin. On peut donc disposer réellement de cinq contingents de l'armée active, qui, tant que la guerre durera, feront un service de neuf ans, et de quatre contingents de la réserve. On se rappelle qu'avec la loi de 1832 et le service datant du 1er janvier, on ne pouvait avoir, pour une guerre déclarée après le 1er janvier, que six contingents disponibles au lieu de sept, l'ancienne classe étant, en temps de paix, libérable au 31 décembre de l'année qui précédait celle de l'appel.

Contingent. Première et deuxième portions. — L'effectif entretenu sous les drapeaux est de 400 000 hommes sur lesquels, ainsi que nous l'avons déjà expliqué, 300 000 environ se recrutent par la voie des appels et doivent se renouveler par cinquième (soit 60 000 hommes par an), puisque la durée du service est de cinq ans ; mais l'armée renferme encore un excédant considérable de rengagés dans les conditions de la loi du 26 avril 1855, rengagés qui pour la plupart tendent à se maintenir au service pour tâcher d'arriver à la retraite. Tant que cette catégorie ne sera pas épuisée et que la suppression de la prime n'aura pas ramené le chiffre des rengagés à ses proportions normales, il sera impossible de faire entrer chaque année sous les drapeaux ces 60 000 hommes qui correspondent précisément à la partie du contingent[1] de

[1] Avec l'ancienne loi, la portion du contingent annuel revenant à l'armée de terre était, comme nous l'avons dit plus haut, de 79 000 hommes ; avec

100 000 hommes réellement affectée à l'armée, et nous serons, par mesure transitoire, obligés d'avoir une deuxième portion de contingent encore nombreuse.

Mais l'effectif de cette dernière portion sera sensiblement diminué, et dès à présent il est réduit à 27 000 hommes, tandis que la première portion de ce même contingent, celle appelée sous les drapeaux, en comprendra, en 1869, 50 000. C'est là un des premiers et des plus sérieux avantages de la loi nouvelle. Elle diminue, dans une notable proportion, le nombre des hommes appartenant à l'armée qui ne reçoivent qu'une éducation militaire incomplète.

Elle est affectée exclusivement à l'infanterie. — Une autre disposition non moins heureuse est celle qui affecte seulement à l'infanterie et à l'artillerie [1] la totalité de la deuxième portion du contingent. On conçoit en effet, et l'expérience l'a plus d'une fois démontré, qu'en France on puisse à la rigueur, former en cinq mois un fantassin suffisamment instruit et qui, en cas d'appel sous les drapeaux, pourra, s'il est convenablement encadré, rendre de bons services ; mais il n'en est pas de même de la cavalerie qui, de l'aveu de tous, exige un apprentissage plus long et plus difficile. Dans cette arme, l'instruction des hommes de la deuxième portion du contingent rencontrait des obstacles sérieux, désorganisait

la loi nouvelle, qui réduit le service à cinq ans, la marine prélevant 8 000 hommes au lieu de 6 000, l'armée de terre ne reçoit que 77 000 hommes.

[1] La différence entre les effectifs de l'artillerie sur le pied de paix et sur le pied de guerre est trop grande pour qu'elle puisse être comblée par les hommes de la réserve ; il a donc fallu affecter des jeunes soldats de la deuxième portion à cette arme. Il n'en est pas de même pour la cavalerie, qui trouve dans les hommes de la réserve le complément qui lui est nécessaire pour passer sur le pied de guerre.

les régiments et gênait même l'instruction régulière des hommes appartenant au corps. La mesure dont il s'agit fait disparaître ces inconvénients, et assure en outre à la cavalerie l'avantage, en cas d'appel de la réserve, de ne recevoir que d'anciens soldats ayant passé cinq ans sous les drapeaux.

Conséquences de la réduction à cinq ans de la durée du service. — La réduction à cinq ans de la durée du service actif, en temps de paix, coïncidant avec la suppression de la prime de rengagement, et par conséquent avec une réduction à peu près certaine du nombre des rengagés, entraîne deux conséquences d'une haute importance pour les corps :

1° Le renouvellement des cadres en sous-officiers [1], et caporaux ou brigadiers se fera avec plus de rapidité et par fractions annuelles plus considérables. De là la nécessité impérieuse de les prendre, autant que possible, en nombre égal dans chaque classe, afin que la libération d'une classe ne désorganise pas les cadres d'un régiment.

2° Le nombre des hommes de la première portion du contingent, ou autrement dit des recrues incorporées chaque année dans les régiments, étant dès à présent plus que doublé, en même temps que se trouve réduite la durée de leur présence dans les corps, l'instruction et l'éducation militaires de ces hommes acquièrent plus d'importance, exigent plus de travail et demandent plus de soins. Nous ne devons

[1] On pouvait craindre, par la suppression de la prime, de dépasser le but et de faire complétement disparaître des rangs de l'armée les sous-officiers et caporaux rengagés. Le décret du 24 octobre, qui assure aux militaires après un premier engagement de cinq ans des emplois civils, aura pour effet de les y maintenir en nombre suffisant et dans les limites d'âge désirables.

l'activité, l'élan sont déjà sur le déclin ? Non ; le vieux soldat, c'est l'homme de vingt-cinq à trente ans, surtout quand il a fait la guerre. Tels étaient les vieux grognards de la fin du premier empire ; ils étaient vieux d'expérience, non d'années : pas un n'avait fait la campagne d'Egypte.

Sous l'empire de la loi de 1855, l'encombrement de nos cadres, surtout en sous-officiers, était devenu tel qu'il entravait l'avancement des grades inférieurs. Les jeunes gens d'avenir que le goût portait vers la carrière des armes, et qui, en s'engageant, eussent apporté à nos régiments un élément précieux, s'éloignaient de l'armée, et c'était parmi des hommes de trente-huit à quarante ans que l'on était réduit à chercher des candidats pour le grade de sous-lieutenant. Il était temps de porter remède à un pareil état de choses.

Rétablissement du remplacement. — Le remplacement est rétabli tel qu'il était autorisé par la loi de 1832. Des raisons d'une haute gravité et de natures diverses ont concouru à cette détermination.

Sans doute, au point de vue des individus, il serait plus équitable de faire peser, comme en Prusse et en Autriche, le service militaire sur toute la classe, et de ne pas créer un privilége en faveur de ceux à qui leur fortune permet de se faire remplacer. Mais sous une forme ou sous une autre, remplacement ou exonération, ce privilége a toujours existé en France, et il est aujourd'hui si profondément entré dans nos mœurs que le législateur n'a pas cru pouvoir le supprimer. On peut dire d'ailleurs qu'avec notre société telle qu'elle est aujourd'hui constituée, si la France veut conserver en Europe, le rang qu'elle occupe dans les lettres, les

devoir tout naturellement trouver place dans un exposé de notre organisation militaire. Revenons maintenant à la composition de l'armée.

Composition de l'armée sur le pied de paix. — Nous avons vu que l'armée active se compose principalement, en temps de paix, de cinq premières portions de contingent. Les cinq deuxièmes portions correspondantes, quoique n'étant qu'exceptionnellement appelées sous les drapeaux, en font également partie et sont à la disposition complète du ministre de la guerre. Elles ne font plus, comme autrefois, partie de la réserve et les hommes qui les composent sont simplement considérés comme étant en congé.

Réserve.

Appel à l'activité. — La réserve ne peut être rappelée qu'en cas de guerre et par décret de l'Empereur.

Composition de l'effectif. — Elle comprend tous les hommes qui ont fait cinq ans soit dans la première, soit dans la deuxième portion du contingent. Ils y servent quatre ans, peuvent se marier dès la deuxième année et ne sont astreints à aucun exercice, ni manœuvre.

Ainsi constituée, la réserve, quand la loi nouvelle aura produit son plein effet, c'est-à-dire dans neuf ans, comprendra quatre premières portions de contingent complétement instruites, dans lesquelles seront compris tous les hommes affectés exclusivement à la cavalerie et quatre deuxièmes portions affectées exclusivement à l'infanterie, composées d'hommes n'ayant habituellement passé que cinq mois dans les dépôts d'instruction. Elle présentera une force

d'environ 270 000 hommes dont un cinquième tout au plus n'ayant reçu qu'une éducation militaire élémentaire. Cette proportion semble donner toute garantie sur la solidité et la bonne composition de notre réserve.

Mariage. — Sur ces quatre contingents, un, le dernier, sera uniquement formé de célibataires, puisque le mariage n'est autorisé par la loi qu'à partir de la deuxième année. Les trois autres comprendront un nombre plus ou moins grand d'hommes mariés. Sans doute on eût pu désirer dans l'intérêt de l'armée que cette limite fixée pour le mariage fût un peu plus reculée, car il est certain que, pour faire la guerre, le soldat célibataire vaut mieux que le soldat marié, mais il ne faut pas s'exagérer l'influence que pourra avoir le droit au mariage, à partir de la deuxième année, sur la composition de la réserve. D'abord, aux termes mêmes de la loi, les hommes mariés de la réserve restent soumis à toutes les obligations du service; en second lieu, le droit au mariage est suspendu par le décret de rappel à l'activité; enfin la statistique établit que, dans la population libre, la proportion des mariages contractés entre vingt-sept et trente ans n'est que de 36 pour 100, et l'on ne peut admettre que dans la réserve à l'âge correspondant, et en présence de l'éventualité possible d'un rappel sous les drapeaux en cas de guerre, cette proportion ne soit sensiblement diminuée.

Enfin, surtout, il ne faut pas perdre de vue que pendant la guerre la première portion du contingent continue son service sous les drapeaux jusqu'à l'expiration de sa neuvième année de service.

Garde nationale mobile.

Bases de son organisation. — *Service obligatoire.* — *Sa durée.* — *Appel à l'activité.* — Toutes les dispositions concernant l'organisation, l'instruction, les droits et les devoirs de la garde nationale mobile, étant inscrites dans la loi ou dans les ordonnances qui en sont le complément, nous nous bornerons à rappeler que cette garde est composée, sauf les exceptions et dispenses légales, de tous les hommes de chaque classe, aptes au service militaire, non compris dans le contingent ; que le service y dure cinq ans et y est obligatoire, sans exonération et sans remplacement, sauf, en temps de guerre, pour les jeunes gens que leur situation de famille a fait exempter du service militaire (n°s 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 13 de la loi du 21 mars 1832) ; enfin qu'elle ne peut être appelée à l'activité que par une loi spéciale.

But de la garde nationale mobile. — La garde nationale mobile est instituée pour concourir, comme auxiliaire de l'armée active, à la défense des places fortes, des côtes et frontières de l'empire et au maintien de l'ordre dans l'intérieur. A ce titre, elle relève, même en temps de paix, de l'autorité militaire. Ses officiers, pris autant que possible parmi les officiers de l'armée retraités ou démissionnaires, sont nommés au choix de l'Empereur, ses sous-officiers et caporaux sont nommés par les généraux commandant les divisions territoriales. Les officiers et sous-officiers instructeurs reçoivent une indemnité annuelle ; un capitaine-major tiré de l'armée centralise dans chaque département l'administration des bataillons et des batteries.

Son organisation par bataillons, compagnies et batteries. — Son effectif. — Organisée par département, en bataillons, compagnies et batteries, la garde nationale mobile comprend 550 000 hommes. Elle forme dès à présent, sur le papier, 319 bataillons, 122 batteries et 6 compagnies de pontonniers. On y a rattaché en outre, tout en leur laissant leur organisation particulière, les corps de francs tireurs et de canonniers volontaires créés antérieurement dans certains départements frontières.

Les batteries de la garde nationale mobile ne sont organisées que là où le voisinage de troupes et de matériel d'artillerie permet de les exercer à la manœuvre du canon. Il en est de même des compagnies de pontonniers qui seront placées à Strasbourg, Lyon et Toulouse.

Mesures transitoires pour former la garde nationale mobile. — Si l'on eût attendu que la garde mobile se complétât par l'application régulière et successive de la loi nouvelle aux classes à venir, on n'aurait eu cette année qu'un seul contingent à y introduire, et cependant il fallait que cette institution présentât dès son début une force suffisante et respectable. C'est pour cela qu'usant de la faculté que laissaient les lois antérieures sur la garde nationale, on y a compris, outre les jeunes gens de la classe de 1867, ceux de la classe 1866 pour quatre ans; 1865 pour trois ans; 1864 pour deux ans.

Les données qui précèdent suffisent pour faire apprécier la valeur du nouvel élément que la garde nationale mobile apporte dans notre système militaire et l'importance du rôle qu'elle est appelée à jouer en cas de guerre.

Importance et rôle de la garde nationale mobile en cas de

guerre. — Pendant la longue période de paix que nous avons traversée avant la révolution de 1848 et même jusqu'au moment où les deuxièmes portions de contingent ont commencé à recevoir l'instruction militaire, on s'était habitué à considérer comme une force véritable et sérieuse ces jeunes gens laissés en congé dans leurs foyers et qui ne savaient même pas les premiers éléments du maniement d'armes. Aujourd'hui, toute notre garde mobile est assujettie à quinze jours d'exercices ou de manœuvre par an. Ce n'est pas beaucoup, il est vrai, mais cette instruction se complétera rapidement aussitôt que la convocation des bataillons aura eu lieu et l'on sait qu'en cas de guerre cette convocation peut se faire vingt jours avant la présentation de la loi d'appel à l'activité. Pour quiconque connaît l'aptitude merveilleuse du jeune Français au métier des armes et les résultats étonnants auxquels il parvient en quelques jours, quand son intelligence et son ardeur naturelles sont stimulées par le patriotisme et par les dangers de la patrie, nul doute que cette instruction élémentaire, dirigée par des cadres instruits et zélés, ne suffise pour faire de nos gardes mobiles des bataillons dignes de remplir la noble mission que la loi leur confie.

Eléments de force qu'elle apporte à l'armée. — Dès lors, l'armée active, affranchie du soin de la défense de nos places et de nos frontières, pourra tourner toutes ses forces contre l'ennemi et porter sans crainte chez lui le théâtre de la guerre. A ce point de vue, la garde nationale mobile est un élément considérable, non-seulement de la défense proprement dite de notre territoire, mais encore de la puissance de nos armées et de l'étendue de leur action.

Résumé.

Comparaison de notre système avec le système prussien. — Si l'on compare notre organisation nouvelle avec celle des armées étrangères, on voit que notre système, sans être aussi dur et aussi absolu que le système prussien, s'en rapproche cependant en ce sens qu'il donne à des degrés variables, soit dans l'armée, soit dans la garde mobile, l'instruction militaire à toute la partie valide de la population masculine, et qu'il appelle, le cas échéant, la presque totalité de chaque classe à la défense du pays, tout en évitant le plus possible de retenir ou d'appeler sous les drapeaux les hommes mariés. Par contre, en conservant sous les drapeaux nos jeunes soldats appelés pendant cinq ans au lieu de trois il leur donne une éducation plus complète et plus solide.

Les réserves de recrutement des armées allemandes sont représentées chez nous par la deuxième portion du contingent; les réserves proprement dites de ces mêmes armées, ce sont les hommes que nous renvoyons par anticipation.

La landwehr, c'est notre réserve actuelle, avec cette différence que le service y dure en Prusse et en Autriche jusqu'à trente-deux ans, tandis que chez nous il est terminé à trente.

Le landsturm n'a pas d'analogue chez nous, car notre garde mobile ne saurait lui être comparée. Cette garde, en raison de son origine, et de la manière dont elle est formée, se rapprocherait plutôt de la réserve de recrutement, mais elle ne fait pas partie de l'armée.

Avec le système russe. — En France, nous cherchons à ra-

jeunir l'armée d'une part, de l'autre nous tâchons d'instruire le plus grand nombre possible de jeunes soldats. Tels ne sont point les principes de la Russie. Son armée, double de la nôtre, s'alimente seulement par un contingent annuel de 100 000 hommes, et comme le service actif y est de douze ans, il en résulte à la fois et que les charges du service y sont moins équitablement réparties sur la population et qu'elles sont plus lourdes pour les hommes appelés.

Avec le système anglais. — Quant à l'armée anglaise, il n'y a pour ainsi dire que des différences entre son organisation et la nôtre. La première et la principale, indépendamment de son recrutement exclusivement volontaire, c'est la démarcation tranchée qui la divise en deux classes, troupe et officiers, les individus appartenant à la première de ces deux classes ne pouvant, sauf dans quelques cas rares et bien exceptionnels, s'élever à la seconde ; cette inégalité si choquante à nos yeux et qui caractérise aussi l'armée prussienne et l'armée russe, s'aggrave encore par ce fait que les grades d'officiers sont le privilége, non du mérite, mais de la fortune, car ils s'achètent à prix d'argent. Malgré la valeur de l'armée anglaise, malgré les qualités solides qui la distinguent et dont nous avons plus d'une fois fait l'épreuve à nos dépens, félicitons-nous de ne pas voir la nôtre soumise à de pareilles lois.

La milice anglaise a plus d'analogie avec la garde nationale sédentaire qu'avec notre garde mobile.

Les volontaires, sauf l'extension que cette institution a reçue, peuvent être comparés à nos corps de francs tireurs et de canonniers volontaires.

En résumé, la loi nouvelle crée un système militaire dont les ressources dépassent de beaucoup celles qui ont existé aux époques les plus mémorables de notre histoire.

Elle nous donne une armée qui, en cas de guerre et d'appel de toutes les réserves, pourra, en partant seulement du contingent normal de 100 000 hommes, dépasser 750 000 soldats, et derrière cette armée, comme soutien et comme appui, 600 000 gardes nationaux mobiles.

En admettant que le chiffre des non-valeurs de l'armée soit de 80 000 hommes, et qu'il en faille 40 autres mille pour l'occupation et la défense de l'Algérie, en faisant la part des dépôts et autres nécessités politiques ou militaires, on arrive à ce résultat que notre armée agissante, notre armée disponible pour faire la guerre et au besoin pour passer la frontière, sera de plus de 500 000 soldats presque tous célibataires et dans la force de l'âge; car, tant que la guerre durera, ils n'entreront plus dans la réserve, et ils ne quitteront le drapeau qu'à l'âge de trente ans.

Qui pourrait contester qu'une pareille armée, parfaitement approvisionnée, et ayant dès aujourd'hui un armement supérieur à celui de toutes les autres puissances, constitue une des forces les plus imposantes que la France ait jamais eues dans sa main?

DEUXIÈME CONFÉRENCE.

1° ARMEMENT NOUVEAU.
2° CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES MODIFICATIONS QUE LA TACTIQUE DOIT SUBIR PAR SUITE DU NOUVEL ÉTAT DE L'ARMEMENT EUROPÉEN.

PREMIÈRE PARTIE.

Armement nouveau.

L'histoire de l'armement des diverses nations européennes, les phases successives par lesquelles ces armements ont passé, les nombreux modèles qui ont été adoptés à différentes époques, les motifs des changements qui ont été apportés à ces modèles, les principes d'où l'on fait découler les raisons de ces changements, offrent des sujets d'étude nombreux et remplis d'intérêt sur lesquels les officiers de toutes armes pourront se livrer à des recherches fructueuses, car toutes ces questions se relient d'une manière directe à la tactique des différentes armées aux époques les plus intéressantes de l'histoire militaire.

Ils y verront que les révolutions apportées à la tactique par le génie des grands capitaines ont été accompagnées d'un changement toujours très-important dans l'armement.

Au dix-septième siècle, Gustave-Adolphe ; au dix-huitième, Frédéric II ; au dix-neuvième, Napoléon apportent sur les champs de bataille des systèmes d'artillerie nouveaux, des fusils perfectionnés et emploient une tactique qu'ils créent en concordance de leurs nouveaux moyens d'attaque.

Chargement par la culasse. — Quant à la rapidité du tir, il n'en fut question que pour en craindre l'excès. En vain, pendant une période de vingt ans, les inventions se succédèrent, principalement en France, en Angleterre et en Amérique; en vain plusieurs modèles offrirent des avantages dont on aurait pu tirer partie en en poursuivant l'étude; de 1840 à 1860, tous les modèles d'armes se chargeant par la culasse qui furent expérimentés, aussi bien à Saint-Pétersbourg et à Vienne qu'à Londres et à Paris, ne subirent les essais que pour satisfaire en partie à l'opinion publique, dont la pression commençait à se faire sentir. Ces expériences furent entreprises, en outre, dans un but de recherches au point de vue de la justesse, dont la plupart de ces armes réunissaient les conditions à un degré remarquable.

Tel était l'état de choses général en 1864, quand en France l'Empereur donna au mois de juillet l'ordre d'établir un modèle de fusil se chargeant par la culasse et d'un calibre voisin de 10 millimètres.

Une seule grande puissance fit exception; elle ne partagea pas l'opinion générale sur les inconvénients des armes à tir rapide.

La Prusse, avec une justesse de vue qui fait le plus grand honneur au sens pratique de ses gouvernants, comprit l'avantage que la grande rapidité du tir peut fournir à un moment donné de la bataille, et sans s'arrêter à l'argument, mis en avant par toutes les autres puissances, de la trop grande consommation des munitions, de la difficulté de les renouveler pendant le combat, de l'impossibilité d'empêcher le soldat de tirer et de brûler toutes ses cartouches dans des

Quant au calibre, l'expérience avait démontré qu'une balle du poids de 27 à 29 grammes était la plus convenable pour être lancée avec une grande vitesse sans rendre le recul trop fort ; il en résultait un calibre de 17 à 18 millimètres.

Mais les esprits chercheurs ne restaient pas inactifs ; et bientôt, mettant en pratique les résultats fournis par les études théoriques des mathématiciens sur la rotation des corps, on constata que l'on pouvait augmenter d'une manière très-sensible la justesse des armes, en imprimant un mouvement de rotation déterminé à la balle, au moyen de rayures pratiquées le long de la paroi intérieure du canon. L'idée n'était pas nouvelle, mais elle était étayée de données scientifiques, et elle devait rapidement progresser.

Rayures des armes portatives. — En 1840, elle avait tellement grandi, que la plupart des gouvernements adoptèrent un modèle d'armes de guerre rayées et en armèrent, soit des corps existant déjà, soit des corps de nouvelle formation.

L'importance que l'on attachait à la justesse allait grandissant à mesure que les études, qui se poursuivaient avec ardeur, amenaient de meilleurs résultats ; déjà, on avait reconnu généralement que la forme allongée des projectiles était une condition indispensable pour la précision du tir, et on concluait inévitablement à la réduction des calibres, qui, de 17 millimètres et 18 millimètres furent compris entre les limites de 10 à 14 millimètres, et presque partout en Europe on admit en principe que la meilleure arme de guerre était celle qui, toutes choses égales d'ailleurs, répondait le mieux aux conditions de portée et de justesse.

moments inopportuns, elle adopta en 1841 le fusil à aiguille, avec la résolution d'empêcher les inconvénients d'une trop grande consommation de cartouches par les soins donnés à l'éducation militaire de ses soldats et par la discipline.

Malgré les avertissements et les conseils de plusieurs hommes de guerre, les résultats de la guerre de 1849 en Saxe et dans le grand-duché de Bade, ceux de la guerre de 1863 dans le Schleswig-Holstein, ne dessillèrent les yeux d'aucune puissance; mais après la campagne de 1866 ce fut une stupeur générale.

On ne discuta plus nulle part, et le lendemain de Sadowa toutes les puissances, grandes ou petites, adoptèrent en principe le changement par la culasse.

En France on était prêt, et à la suite des expériences faites au camp de Châlons sur cinq cents armes se chargeant par la culasse, et de trois modèles différents, on adopta au mois d'août le fusil dont toute l'infanterie est armée aujourd'hui et qui porte le nom de l'année de son adoption. C'est le fusil modèle 1866.

Fusil français modèle 1866. — Le fusil français, comme le fusil prussien, emploie une cartouche en papier qui porte son amorce, de telle sorte que le coup parti, il ne reste rien dans l'arme; tous les débris de la cartouche sont brûlés ou expulsés, et avec ces deux modèles d'armes on n'a pas à craindre de difficulté pour l'introduction de la cartouche ou pour l'extraction du culot de métal ou de carton, comme il s'en présente généralement avec les modèles d'armes qui emploient des cartouches à enveloppes solides, dites *cartouches métalliques*.

Comme justesse, le fusil français est au moins égal au



et son importance est grande, car du bon entretien dépendent la facilité de la charge et la justesse.

En somme, le fusil modèle 1866 est une arme de guerre excellente, et son effet sur le champ de bataille doit être irrésistible, si le soldat, bien discipliné et bien conduit, s'en sert à propos et avec sang-froid.

L'instrument est aussi parfait que possible, le résultat qu'il donne dépend de l'habileté de ceux qui s'en servent. Aussi, tous les efforts des officiers doivent-ils tendre à se bien pénétrer des avantages du nouvel armement et des moyens tactiques les plus propres à en tirer les effets que l'on est en droit d'en attendre.

Anciens fusils transformés.— Mais le fusil modèle 1866 n'est pas la seule arme dont les soldats soient appelés à faire usage.

Il était naturel et prudent, au moment où l'on employait toutes les ressources des manufactures de l'Etat à la fabrication d'armes nouvelles, de chercher à utiliser le mieux possible les huit cent mille armes rayées qui constituaient la meilleure partie de l'armement existant. Ces armes étaient très-bonnes comme justesse, et leur portée, bien qu'inférieure, à cause du calibre, à celle du fusil modèle 1866, est encore redoutable ; elle se rapproche de la portée du fusil prussien, en lui étant cependant supérieure.

Ce qui manquait à ces armes c'était la rapidité du tir ; on la leur donna au moyen d'une transformation assez simple, pour que l'on ait pu charger l'industrie privée de l'effectuer. Cette transformation, qui a beaucoup d'analogie avec la transformation anglaise, est appliquée au fusil d'infanterie, à la carabine et au fusil de dragon.

Les armes transformées, moins légères que le fusil modèle 1866, et faisant usage de munitions plus lourdes, ne sont pas en principe destinées à l'armée active, mais elles feront d'excellentes armes pour la garde nationale mobile. Leur justesse est restée la même qu'en 1859 en Italie, où l'on en faisait usage pour la première fois et où les ennemis en ont tant souffert ; et la rapidité de leur chargement est devenu égale à celle du fusil prussien.

La cartouche est à enveloppe métallique ; grâce à la simplicité du mécanisme, et en particulier du jeu du tire-cartouche, les difficultés d'extraction de l'enveloppe métallique de la cartouche sont devenues si rares, qu'on peut en toute sûreté ne pas en tenir compte.

L'arme se manœuvre aisément, le chargement est facile et rapide, et, en somme, l'armement transformé pent donner d'excellents résultats.

Artillerie française de campagne. — Les progrès qui ont été apportés aux armes pendant ces dernières années, et que nous avons résumés rapidement au début de cette conférence, n'ont pas été limités aux armes portatives. Les études ont marché parallèlement pour les canons et les carabines, et en 1859 l'armée de l'Italie inaugurait, en même temps que le fusil rayé d'infanterie, le canon rayé de campagne.

Notre système d'artillerie est très-simple, il comprend : le canon de 12 rayé, canon de réserve ; le canon de 4 rayé de campagne et le canon de 4 rayé de montagne [1]. Chaque

[1] Dans l'ancien système d'artillerie, les canons étaient désignés par le poids en livres de leur boulet, et les obusiers par le diamètre en centimètres de leur obus. Aujourd'hui les pièces de montagne sont désignées par le poids de leur projectile exprimé en kilogrammes.

pièce est approvisionnée avec des obus oblongs et des obus à balle pour les feux à longue portée, et des boîtes à mitraille pour les feux rapprochés.

La portée maximum du canon de 12 est de 3 000 mètres. La fusée qui communique le feu à la charge intérieure du projectile a deux durées, correspondant : la première à 1 400 mètres, la seconde à 2 750 mètres. Selon que l'on découvre l'un ou l'autre canal, on a un tir d'éclatement très-efficace de 1 400 à 1 600 mètres et de 2 750 à 3 000 mètres. Si l'on veut faire éclater le projectile à des distances intermédiaires, on retarde son mouvement en le faisant ricocher.

L'obus à balle a une fusée à quatre évents pour les distances de 500, 800, 1 100, 1 400 mètres, de sorte que de 500 à 1 500 mètres on a un tir très-pratique et susceptible d'un grand effet si l'on a bien apprécié la distance.

La boîte à mitraille ne s'emploie que pour les distances rapprochées ; au delà de 400 mètres elle n'a presque plus d'efficacité.

Les données de la pièce de 4 de campagne sont à peu près les mêmes que celles du canon de 12. La portée maximum est de 3 200 mètres. Les points d'éclatement correspondant aux deux durées de la fusée sont à 1 600 mètres et 2 850 mètres. Comme pour le canon de 12, on peut rapprocher les points d'éclatement par le ricochet. L'obus à balle éclate aux distances de 500, 800, 1 000 et 1 200 mètres. Son effet utile se fait sentir jusqu'à 1 400 mètres.

La boîte à mitraille ne doit pas s'employer au delà de 500 mètres ; elle serait sans effet.

Enfin le canon de 4 de montagne peut envoyer son pro-

que l'ancien boulet de 8, bien que la pièce de 12 n'ait pas augmenté de poids et que la pièce de 4, qui toute attelée pesait 1 806 kilogrammes ne pèse plus que 1 297 kilogrammes.

Cette dernière pièce est attelée à quatre chevaux[1] et chaque cheval a à peu près le même poids à tirer que dans l'ancien attelage à six chevaux de la pièce de 8.

Quant à l'approvisionnement des bouches à feu, il était autrefois, par coffre, de : 21 coups pour le 12 ; 28 coups pour le 8 ; 15 coups pour l'obusier de 16 centimètres ; 22 coups pour l'obusier de 15 centimètres.

Il est actuellement de : 18 coups pour le 12 rayé ; 40 coups pour le 4 rayé, plus 4 coups dans le coffret d'affût.

Enfin, la pièce de montagne, dénommée autrefois *obusier de 12 de montagne*, lançait des obus sphériques de 12 centimètres du poids de 4 kilogrammes ; elle pesait 100 kilogrammes et son affût 110 kilogrammes ; aujourd'hui c'est la pièce de 4 de montagne, son poids et celui de son affût n'ont pas changé ; elle lance le même obus oblong que le canon de 4 de campagne.

La caisse, qui contenait 8 obus de 12 centimètres, renferme 9 obus oblongs de 4 kilogrammes.

Chargement par la culasse des pièces de campagne. — Jusqu'ici et malgré de nombreux essais qui se continuent toujours, malgré l'exemple de l'Angleterre et de la Prusse, on n'a pas adopté en France pour l'artillerie de campagne le chargement par la culasse. Les raisons de cette hésitation sont aisées à concevoir.

[1] On doit faire remarquer encore que les anciennes pièces exigeaient huit servants, et que le nouveau canon de 4 de campagne n'en demande que six.

pièces anglaises système Amstrong et des pièces prussiennes qui sont en acier fondu, et sortent toutes des ateliers d'Essen, les premières usines du monde pour la fabrication et l'emploi des aciers fondus, il est fortement question, en Angleterre, de renoncer au système Amstrong, et en Prusse d'abandonner l'acier fondu, qui a donné déjà plusieurs cas d'éclatement.

Toutes ses considérations sont importantes et expliquent pourquoi on s'en est tenu jusqu'ici en France au chargement par la bouche pour l'artillerie de campagne [1].

Cette critique, du reste, est strictement limitée à cette espèce d'artillerie. Dans un vaisseau, dans une casemate, derrière l'épaulement d'un bastion, partout où l'on emploie des pièces de fortes dimensions dont on peut augmenter presqu'à volonté la résistance par des frettes ou des manchons ou par des épaisseurs considérables, dans les endroits où l'on est à couvert et lorsque l'espace restreint laissé aux affûts et le poids énorme des pièces rendent les mises hors de batterie et en batterie longues et difficiles, dans tous ces cas le chargement par la culasse a des avantages incontestables.

Usage du fusil modèle 1866. — Pour terminer cet aperçu sur notre armement de campagne, nous devons ajouter quelques mots sur l'usage du fusil modèle 1866. Nous n'avons encore considéré le fusil d'infanterie que sous le rapport de ses qualités de portée, de justesse et de rapidité de tir; et

[1] Les études se poursuivent néanmoins, et si l'on parvient à éviter les inconvénients du chargement par la culasse en augmentant la justesse des pièces et en leur conservant leur mobilité, il y aura peut-être lieu d'espérer en France la transformation que plusieurs puissances ont déjà adoptée.

quand on tire avec le sabre au bout du canon, la justesse et la rapidité du feu s'en ressentent, et l'homme se fatigue plus vite; aussi pensons-nous que l'on ne doit armer le fusil de son sabre-baïonnette qu'au moment où l'on croit à la possibilité dans faire usage.

La mise du sabre au bout du canon est très-prompte, et avec un fusil d'un tir aussi rapide que le fusil modèle 1866, on ne peut jamais craindre d'être désarmé tant qu'il reste des cartouches dans la giberne.

Il est donc préférable à tous les points de vue de laisser le sabre dans le fourreau pendant l'exécution des feux, aussi bien dans les exercices du polygone que pendant l'action réelle dans le combat; et il ne faut en armer le canon qu'au moment suprême où une lutte corps à corps est imminente, soit contre de l'infanterie, soit contre une cavalerie qui s'apprête à charger; mais jusque-là on devra conserver le fusil sans sabre-baïonnette pour ne pas nuire à la justesse et pour ne pas diminuer la rapidité du tir, si le tir rapide est jugé opportun.

Armement des puissances étrangères.

Avant d'étudier les modifications que l'armement nouveau doit apporter à la tactique des différentes armes, il faut ajouter à la description rapide de notre armement quelques notions sommaires sur l'armement de l'infanterie des puissances étrangères.

L'Angleterre.— L'Angleterre, de 1853 à 1865, avait créé un armement complet avec le fusil d'Enfield; c'était une arme rayée du calibre de $0^{m},0147$, remarquable par sa justesse.

Après la campagne de 1866, on décréta la transformation de ces armes au système Snider ; une culasse mobile s'ouvrant sur le côté découvre le tonnerre et permet l'introduction d'une cartouche métallique à percussion centrale. La culasse porte le percuteur qui transmet à l'amorce le choc du chien, et, quand elle est fermée, on peut faire feu. Le culot s'extrait au moyen d'un tire-cartouche qui est lié à la culasse mobile.

Le fusil n'a rien perdu de sa justesse et il a gagné à la transformation une vitesse de tir moins grande que celle du fusil français, mais un peu supérieure à celle du fusil prussien. C'est à peu près notre fusil transformé, avec la différence très-importante du calibre qui est à l'avantage du fusil anglais, $0^m,0147$, au lieu de 18 millimètres.

Jusqu'à présent le gouvernement se contente de cette transformation et n'a pas adopté d'arme d'un modèle neuf ; il attend, et les qualités de son armement justifient cette prudente temporisation.

Hollande et Belgique. — La Hollande a imité l'Angleterre, et elle transforme ses fusils des calibres de $0^m,0126$ et de $0^m,0167$ au système anglais.

La Belgique a adopté un système mixte de transformation qui fait presque de ses anciens fusils des armes neuves. Le canon est changé et le nouveau canon a le calibre français, 11 millimètres au lieu de 18 millimètres, qui était le calibre de l'ancien. L'arme se charge par la culasse (système Albini) et emploie une cartouche métallique.

Prusse. — La Prusse conserve son fusil à aiguille du calibre de $0^m,0153$. Cette arme, la plus ancienne des armes à



aiguille, et dont le succès a eu un tel retentissement, deux ans, a l'inappréciable avantage d'inspirer à l'armée prussienne une confiance aujourd'hui sans limites et que le gouvernement fait tous ses efforts pour entretenir et pour exalter.

Mais, en examinant avec sang-froid et sans préjugé cette arme célèbre, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'à côté de qualités incontestables, elle présente des inconvénients sérieux.

Les avantages sont : la rapidité de son tir, qui permet à un soldat exercé de tirer six à sept coups par minute ; sa justesse aux petites distances de combat, qui rend son tir très-efficace jusqu'à 300 mètres ; la simplicité de son mécanisme, qui n'a encore été atteint complétement par aucun système d'arme à aiguille tirant des cartouches en papier ; la facilité de sa fabrication ; la bonne disposition de l'amorce, qui est parfaitement garantie. Enfin, elle est en service depuis vingt ans dans l'armée prussienne, et cet avantage, que le temps seul peut donner, a permis à tous les officiers et soldats de se familiariser avec cette arme, de connaître les moyens de remédier, par les soins qu'ils lui donnent, aux inconvénients de détail qui se présentent toujours dans les armes en service, et de ne négliger aucune des précautions nécessaires pour l'entretenir en état de produire tout son effet au jour du combat.

Signalons maintenant ses inconvénients :

Sa portée est relativement courte. A partir de 600 mètres, sa justesse a complétement disparu, et, ce qui est plus grave, la vitesse de la balle est tellement diminuée que le pro-

jectile cesse pour ainsi dire d'être dangereux. A 1 200 mètres la vitesse de la balle française modèle 1866 est de beaucoup supérieure à celle de la balle prussienne à 600 mètres.

Le mécanisme est très-simple, mais son maniement est moins rapide et moins commode que celui du fusil français.

L'obturation n'existe pas à l'arrière, et si l'arme est disposée de manière à rendre les fuites de gaz inoffensives pour le tireur, il n'en résulte pas moins une grande diminution dans la tension du gaz, une usure rapide de la culasse mobile et un encrassement du mécanisme qui, par certaines circonstances atmosphériques, rend la charge extrêmement pénible au bout d'un petit nombre de coups.

Certains esprits, attachés aux idées qui ont si longtemps prévalu sur le danger d'une consommation trop rapide des munitions, trouveront peut-être un avantage dans ce défaut, mais nous n'en persistons pas moins à croire que c'est par la bonne éducation militaire du soldat, et en l'habituant à une obéissance stricte aux ordres de ses supérieurs qu'il faut chercher à conjurer le danger d'une consommation de cartouches inopportune, et non pas en créant sur l'arme une imperfection qui peut, dans certains cas, la rendre impropre au tir au bout de vingt-cinq à trente coups.

Enfin la rotation est imprimée à la balle au moyen d'un sabot en carton qui l'enveloppe sur la moitié environ de sa hauteur et qui suit par forcement la direction des rayures.

Le sabot, qui tombe à 40 ou 50 mètres de la bouche du canon, constitue un poids inutile de 4 grammes environ, et diminue d'autant la vitesse du projectile.

La cartouche pèse 42 grammes, soit 9 grammes de plus que la cartouche modèle 1866.

Telles sont les principales critiques que l'on peut adresser à l'armement de l'infanterie prussienne. Elles ont paru assez sérieuses pour qu'aucune puissance ne l'ait adopté, malgré la fièvre de changement qui s'est emparée de tout le monde et qui a fait renouveler tous les armements ; ce n'est pas à dire pour cela qu'il faille dédaigner le zunduadelgewehr ; c'est un arme très-sérieuse avec laquelle il faut compter. Mais il est bon de ne pas la craindre outre mesure, et le meilleur moyen pour atteindre ce but, c'est d'en connaître le fort et le faible, et d'apprendre avec ardeur à se servir de notre fusil comme les Prussiens se servent du leur ; dans ces conditions, si nous nous trouvions en présence, l'avantage du fusil français serait tel, que le succès ne pourrait pas être douteux.

Autriche.—L'Autriche a adopté un fusil neuf et elle transforme en même temps son ancien armement du calibre de 0m,0139. Le système de transformation est de M. Wantgel, il a quelque ressemblance avec le système Albini adopté en Belgique.

L'arme neuve, de m0,0108 de calibre est du système Werndl; les deux systèmes emploient des cartouches métalliques. Ils sont tous deux en fabrication, et ils n'ont pas encore subi d'expériences assez grandes pour permettre à l'étranger d'apprécier définitivement leur véritable valeur. On peut cependant croire que, comme portée et justesse, ces armes sont au moins égales aux armes prussiennes ; leurs calibres notablement inferieurs au calibre du fusil à aiguille, leur obturation,

pour pouvoir préciser les systèmes qui sont adoptés, si toutefois une décision définitive est prise à cet égard. Dans peu de temps nous recevrons probablement des renseignements officiels qui permettront de combler cette lacune dans l'exposé de l'armement européen.

Tel est succinctement l'état général de l'armement européen ; on voit que partout l'idée déterminante pour l'adoption du modèle national a été la rapidité du tir ; dans ce but, chaque puissance transforme son armement existant au chargement par la culasse et cherche un modèle neuf dont le tir soit aussi rapide que possible et qui surpasse les modèles adoptés à l'étranger par la portée et par la justesse ; aussi voyons-nous les calibres aller toujours en diminuant. La France adopte le calibre 11 millimètres, l'Autriche le calibre de $0^{m},0108$; l'Italie pose en principe que le calibre doit être compris entre $0^{m},0105$ et $0^{m},0095$; la Suisse adopte le calibre de $0^{m},0104$. En diminuant le calibre, on allége le projectile auquel on peut donner une forme plus allongée, favorable à la précision, et par la diminution du poids on peut augmenter la vitesse sans rendre le recul pénible. Tous les gouvernements sont entrés dans cette voie, suivant en cela l'exemple de la France. L'avenir prouvera si quelques-uns n'ont pas dépassé le but en allégeant d'une manière excessive le poids des munitions. Ne citons que l'Autriche : la cartouche de l'arme Werndl, qui a $0^{m},0108$ de calibre, est une cartouche métallique ; elle pèse $29^{g},5$; si on déduit de ce poids $4^{g},5$ de charge et 5 grammes de cuivre pour l'étui métallique, il reste 20 grammes pour le poids de la balle. N'est-ce pas bien léger ? Quoi qu'il en soit,

nous savons quelles sont aujourd'hui les armes que nous pouvons rencontrer sur le champ de bataille, à côté de nous ou en face; nous connaissons leurs nouvelles propriétés; nous avons vu qu'elles sont toutes de beaucoup supérieures aux anciennes par la rapidité du tir, par la portée et par la justesse. Nous nous familiariserons tous les jours avec notre fusil modèle 1866, qui est sans contredit la plus redoutable de toutes les armes nouvelles; il convient maintenant de rechercher si ces changements dans les armes nécessitent certaines modifications à la tactique et quelles sont ces modifications.

DEUXIÈME PARTIE.

Considérations générales sur les modifications que la tactique doit subir par suite du nouvel état de l'armement européen.

Stratégie. — *Tactique.* — Les règles qui déterminent les opérations de la stratégie sont à peu près indépendantes du perfectionnnement des armes. Napoléon l'a dit, en effet : « Lisez, relisez les campagnes d'Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, Eugène et de Frédéric... voilà le seul moyen de surprendre les secrets de l'art de la guerre. » Telle est la dernière des maximes de ce grand capitaine.

Il n'en est pas de même de la tactique qui, en ce qui nous occupe, peut être définie : l'art de disposer les troupes en vue de l'ennemi. Or, ainsi que l'indique la brochure sur l'*Instruction sommaire pour les combats*, « les perfectionnements considérables introduits depuis quelques années dans le système de l'armement, la rapidité du tir du fusil d'infanterie, la mobilité, la portée, la justesse de l'artillerie

doivent exercer une action importante sur la conduite des opérations de la guerre, et plus particulièrement sur la tactique du champ de bataille.

« L'expérience nous manque pour déterminer d'une manière précise et complète les modifications qu'il peut être nécessaire d'apporter à nos dispositions réglementaires, au point de vue de la formation des troupes sur le terrain, des manœuvres et de la manière de combattre.

« Mais l'étude attentive des propriétés acquises aux armes nouvelles conduit cependant à des observations générales dont il importe, dès à présent, de bien se pénétrer. »

Nous allons essayer d'en indiquer quelques-unes, en les basant sur cette réflexion de la même brochure, c'est que : « Le feu acquiert aujourd'hui sur le champ de bataille une action prépondérante qui s'affirme d'elle-même. »

Chaque arme a sa tactique particulière, qui sera étudiée séparément. Elle dépend de la mobilité de cette arme, de son mode d'action, de la portée de son armement, de la prise qu'elle offre aux coups de l'ennemi, et elle se modifie à chaque instant suivant la nature du terrain sur lequel elle doit évolutionner ou combattre.

Nous ne donnerons ici que des considérations générales sur les modifications apportées à la tactique par le nouvel armement.

Disons d'abord qu'il est de la plus haute importance que les officiers se pénètrent des principes généraux de la tactique pour pouvoir en faire une application appropriée aux circonstances et aux localités du champ de bataille.

Pour cela on ne saurait trop leur recommander d'étudier,

chez eux et sur le terrain, les instructions et les observations qu'ils ont entre les mains.

Indépendamment des manœuvres usitées dans les exercices des champs de Mars, dans les marches, et des mouvements simples préconisés pour le maniement des troupes en face de l'ennemi, ils y trouveront d'excellents enseignements sur l'emploi des tirailleurs, sur les moyens de bien flanquer une colonne ou un convoi, sur l'attaque de flanc ou de front, sur la manière d'occuper ou de défendre une position, sur les précautions à observer dans une marche en retraite, sur le mode d'action de l'infanterie de ligne et des chasseurs à pied, sur l'emploi de la cavalerie et de l'artillerie, sur le rôle des différentes armes dans les marches, en éclaireurs, en avant-garde, en arrière-garde, dans les camps et en face de l'ennemi; sur l'appui qu'elles doivent réciproquement se porter, et dont les commandants de corps d'armée et de divisions sont seuls juges.

Nous n'entreprendrons pas de discuter les devoirs particuliers de chaque officier dans ces diverses circonstances de la guerre. Ce serait reproduire les instructions précitées, et on serait entraîné à des développements qui, quoique fort utiles, sortiraient du cadre que l'on s'est tracé dans cette conférence; mais ce que l'on veut indiquer d'une manière générale, pour y appeler spécialement l'attention des officiers, ce sont les points de ces instructions et observations où l'on doit plus particulièrement tenir compte de l'effet des nouvelles armes.

Le but de la guerre est de faire le plus de mal possible à l'ennemi en ménageant ses propres troupes.

Or, à mesure que le fusil se perfectionne, que sa justesse et sa portée augmentent, que la rapidité de la charge permet de tirer un plus grand nombre de coups, la puissance de l'infanterie va croissant, et l'ennemi est obligé à se tenir à de plus grandes distances ou à se couvrir, sous peine d'être détruit.

Avec le fusil modèle 1866, le fantassin tire six coups dans le temps qu'il mettait à charger et à tirer un coup avec l'arme à percussion ; il peut donc produire à lui seul le même effet que six hommes armés de l'ancien fusil.

Une compagnie se trouve avoir la même puissance de feu que le bataillon avec l'ancien armement ; elle a de plus l'avantage de concentrer les coups sur un espace restreint et d'offrir bien moins de surface que le bataillon.

« Le tir perfectionné, dit la brochure sur les combats, développe et rend *plus général* l'emploi des tirailleurs, oblige à recourir *plus fréquemment* à la formation en ordre mince par des déploiements partiels ou généraux. » Voilà les deux premières réflexions générales que fait naître l'étude de la tactique nouvelle.

1° *On devra recourir plus fréquemment à la formation en ordre mince.* — On peut donc dire que l'ordre déployé devra presque toujours être l'ordre de bataille et que l'on doit, pour engager le feu, renoncer à l'ordre profond, qui ne se prête pas aux mouvements rapides, et qui, sans augmenter la puissance du feu, offre aux coups de l'artillerie et des fusils à longue portée une prise aussi dangereuse qu'inutile.

Dans bien des cas, il peut être nécessaire, pour augmenter l'épaisseur de la grêle de balles que l'on fait pleuvoir sur

l'ennemi, d'adopter la formation sur quatre rangs; les premiers à genoux, assis ou couchés à plat ventre, afin d'avoir quatre lignes étagées de feux, sans augmenter sensiblement la surface en prise à l'ennemi.

Quand une troupe ne se sert pas de son feu, soit qu'elle ait devant elle des lignes de tirailleurs ou autres, soit que le moment d'agir de soit pas venu, il faut avoir soin de la dérober à la vue de ses adversaires. En faisant cette recommandation on songe surtout aux troupes de soutien ou de réserve qui ne sont pas engagées et qui, pour un moment, sont inactives.

2° *L'emploi des tirailleurs deviendra plus général.* — Le meilleur moyen pour obtenir ce résultat est de couvrir les bataillons par une forte ligne de tirailleurs à distance convenable de la ligne de bataille, et de renouveler ces tirailleurs avant qu'ils ne soient ébranlés par la fatigue ou par des pertes trop nombreuses. On entretient ainsi la confiance et le moral du soldat.

Avec l'arme à tir rapide, une ligne de tirailleurs exercés et bien conduite peut, dans maintes circonstances, suffire à arrêter l'ennemi et souvent même, par son feu, à le déloger des positions qu'il occupe.

La guerre de tirailleurs tend à devenir le mode d'action normal de l'infanterie; plus que toute autre elle permet d'utiliser tous les accidents de terrain, les abris qu'offre un bois, un arbre, une pierre, un fossé, et répond parfaitement au but que l'on se propose, celui de frapper l'ennemi en s'exposant le moins possible.

Napoléon préconisait l'emploi des tirailleurs comme

moyen principal d'attaque. « Dans une journée importante (dit-il dans ses *Mémoires*), une ligne de bataille tout entière passe aux tirailleurs, quelquefois même deux fois. »

Avec l'armement actuel, les tirailleurs ont une action bien plus grande contre l'ennemi, et ils protégent bien plus efficacement les troupes de soutien et de réserve que du temps de Napoléon, aussi, doit-on habituer le plus possible les soldats à cette manière de combattre qui a ses règles parfaitement définies, et qui, grâce à la puissance des armes nouvelles, doit être aujourd'hui une des formations de la tactique élimentaire les plus usuelles et les plus efficaces. Une brochure spéciale a développé les principes de l'ordonnance du 17 avril 1862, sur l'instruction des tirailleurs.

3° *Bien profiter des abris du terrain, pour se défiler des coups de l'ennemi.* — Mais voici (dit l'*Instruction sur les combats*) le point de vue sur lequel il est nécessaire de porter l'attention de nos officiers.

« Aborder de front, en terrain découvert, une infanterie non entamée, surtout si elle est protégée par des obstacles ou des couverts, a toujours été une opération dangereuse. Aujourd'hui surtout, avec les armes nouvelles, l'avantage appartient à la défense.

« Une troupe ayant à parcourir 300 ou 400 mètres sous un feu écrasant, quelque brave qu'elle soit, se trouverait exposée à être détruite avant d'avoir atteint le point décisif de l'action. »

Il faut donc que les troupes, non-seulement se fassent couvrir par des tirailleurs, mais qu'elles sachent encore profiter de tous les accidents de terrains. Un pays plat en appa-

rence a souvent des différences de niveau qui suffisent pour abriter du canon, en faisant coucher les hommes derrière une pente légère ; ce sont des précautions qui s'accordent parfaitement avec la bravoure, et qu'on ne doit pas négliger.

Des haies, des broussailles, des fossés de culture, peuvent aussi être utilisés pour dérober la troupe, sinon aux coups du moins à la vue de l'ennemi.

Dans certaines circonstances même, si des troupes doivent stationner assez longtemps sur un point découvert, et que l'on puisse se procurer, sans compromettre la sûreté de la position que l'on doit garder, quelques outils de pionniers, il sera bien, si le terrain s'y prête, de creuser rapidement une petite tranchée dont les terres rejetées du côté où le feu est à craindre, mettront la troupe à l'abri des insultes d'un ennemi éloigné.

Mais, si ce moyen peut être utile dans certains cas, on ne doit pas en abuser.

Quand une troupe est derrière une ligne de tirailleurs, attendant le moment de relever cette ligne, de la soutenir, ou de pousser une charge vigoureuse sur un ennemi hésitant ou ébranlé, il ne faut pas qu'elle ait à regretter un abri qu'elle quitterait à contre-cœur, ni qu'elle soit distraite par le soin de le construire.

4° *Ne pas se lancer sans l'ordre des chefs sur une position ennemie.* — Nos généraux savent aujourd'hui que le canon, depuis les progrès que l'artillerie a réalisés comme justesse et portée de ses pièces, est non-seulement un puissant moyen d'attaque, mais aussi dans bien des circonstances un

moyen efficace et presque indispensable de protection pour l'infanterie.

Aussi, quand la distance et les dispositions du terrain le permettent, cherchent-ils toujours à arrêter une tête de colonne ou à jeter le désordre et la confusion dans une ligne qui s'avance déployée, au moyen de l'artillerie dont ils disposent, en tenant leur infanterie hors de la portée de la mousqueterie ennemie.

L'expérience des guerres qu'ils ont faites et l'étude des récentes campagnes les a convaincus de la nécessité de ménager leur infanterie, pour l'avoir toujours prête au moment décisif, et de l'impossibilité de faire brèche avec des baïonnettes.

Depuis la transformation générale de l'armement, il est de principe qu'on ne doit jamais lancer de colonnes massées ou déployées sur une position fortement défendue par un ennemi abrité derrière des murs ou des revêtements en terre, avant d'avoir préalablement, autant que possible, rasé et dispersé les abris avec le canon.

Avec la rapidité actuelle du tir, une troupe qui s'avance à découvert sur un ennemi masqué par des retranchements est infailliblement détruite et ne fait que peu ou point de mal à l'ennemi.

Cette prescription est surtout nécessaire à observer avec des troupes françaises chez qui le cri : en avant, est de tradition ; elles sont toujours prête pour le premier élan. Autant, en effet, cette disposition naturelle du soldat français est heureuse et bonne à entretenir, autant il est nécessaire d'en régler l'usage, qui deviendrait désastreux avec un ennemi plus calme et possédant, comme nous, une arme à tir rapide.

L'Empereur le pressentait bien quand, dans son ordre du jour du 12 mai 1859, à l'armée d'Italie, il s'exprimait en ces termes : « Dans la bataille, demeurez compactes et n'abandonnez pas vos rangs pour courir en avant. Défiez-vous d'un trop grand élan : c'est la seule chose que je redoute. »

En Crimée, et en Italie même, malgré la recommandation de Sa Majesté, on a eu plusieurs exemples du résultat fatal qu'a produit cet entraînement mal contenu de troupes cédant à l'enivrement guerrier, et courant au feu d'un ennemi fortement retranché ; si elles ne renversent pas l'obstacle, elles se débandent et se retirent en désordre.

Les étrangers connaissent si bien ce travers héroïque de nos troupes, qu'on enseigne depuis longtemps chez nos voisins « qu'il suffit de supporter la première et terrible attaque des Français et d'amener des troupes fraîches au combat pour s'assurer la victoire. »

Démentons cette assertion en évitant tout ce qui pourrait lui donner raison, et que la prudence des chefs reste à la hauteur de l'ardeur du soldat pour la tempérer et la contenir jusqu'au moment où l'attaque étant préparée par l'action de l'artillerie, les mouvements tournants et les combats de tirailleurs, il devient opportun de lui livrer carrière ; alors elle produira tout son effet.

5° *Ménager les munitions.* — Si le soldat français est animé, par le bruit et la fumée de la poudre, de cette furie proverbiale à l'étranger, et qui prouve qu'il est facilement excitable, il a aussi la fâcheuse tendance de tirer le plus possible dès qu'il aperçoit l'ennemi, et souvent sans ajuster.

Avec l'ancien fusil à tir lent et incertain on pouvait croire

qu'il cherchait à remplacer la justesse du tir par la quantité des balles, peut-être aussi à s'étourdir un peu par le bruit et à se couvrir par la fumée ; mais aujourd'hui l'on peut faire de tout soldat un tireur ; on peut aussi, avec la confiance qu'on lui inspire dans son arme, lui faire sentir la nécessité de viser et lui apprendre à ménager ses munitions et à ne pas jeter ses balles aux étoiles.

Cela ne veut pas dire qu'il faille proscrire le tir rapide ; au contraire, car le but principal de l'épargne des munitions est de les réserver pour le moment décisif, afin de conserver toujours la possibilité de produire, à une minute donnée, un feu effrayant par ses effets si le moment est opportun.

Sachons, lorsque cela peut nous être utile, nous instruire par les exemples que nous donnent les armées étrangères et profiter de leur expérience. Les Prussiens, qui depuis vingt ans sont armés d'un fusil à tir rapide, savent s'en servir, et ils l'ont prouvé dans leur dernière guerre. Bien que ménagers de leurs munitions, ils font au besoin usage du tir rapide et ne se laissent pas dominer exclusivement par la crainte d'une trop grande consommation de cartouches. Et comment ont-ils obtenu ce résultat ? Par une préoccupation incessante de l'éducation militaire de leurs soldats [1].

Ils ont su leur inspirer une confiance absolu dans leur arme, et en même temps les convaincre, par la discipline, de la nécessité d'obéir strictement à leurs officiers et de ne jamais faire le tir rapide qu'à commandement.

[1] En Prusse, tous les officiers d'un régiment participent à l'instruction pratique et sont portés sur des registres. Les généraux, les colonels assistent aux tirs comparatifs de fin d'année, ainsi qu'aux feu d'ensemble, pour bien montrer l'importance qu'on attache à ces exercices.

Imitons-les dans ce qu'ils ont de bon et mettons la même ardeur à instruire nos soldats. Alors tomberont d'elles-mêmes les craintes, peut-être justifiées dans certains cas, d'une trop grande consommation de cartouches, et nous serons toujours assurés de ne pas manquer de munitions au moment décisif.

N'oublions pas non plus que la légèreté relative de notre cartouche actuelle nous permet d'avoir, à poids égal, une réserve de munitions presque double de celle de l'ancien armement, et que la difficulté des transports pour le ravitaillement de l'armée est singulièrement amoindrie depuis que toute l'Europe est sillonnée de voies ferrées.

D'ailleurs ne perdons pas de vue que la consommation de munitions est généralement moindre qu'on se l'imagine; nous citerons, à l'appui de cette opinion, deux exemples récents.

A Magenta, le deuxième corps fut engagé toute la journée. Le lendemain, le général commandant le corps d'armée se fit rendre un compte exact des cartouches consommées, tirées ou perdues ; la moyenne fut de vingt coups par homme. On objectera sans doute que l'on avait alors un fusil se chargeant par la bouche et que cette consommation eût été six fois plus forte avec le fusil modèle 1866 ; mais cette objection est évidemment exagérée, car l'effet produit eût été le même et plus prompt avec un même nombre de balles du fusil 1866 ; et, en accordant qu'entraîné par la facilité du chargement, le soldat eût moins ménagé son tir, on ne peut admettre que la proportion eût été de 1 à 6.

Du reste, nous avons dans le rapport du général de Moltke un renseignement précieux. La consommation des car-

touches dans l'armée prussienne, pendant toute la campagne de 1866, a été de sept balles en moyenne par homme. Que l'on fasse entrer dans ce calcul les corps qui n'ont pas été engagés, cela est plus que probable ; mais, en supposant même qu'un tiers seulement des troupes se soit servi de ses armes, on n'atteindrait encore que le chiffre de la consommation des munitions du deuxième corps à Magenta.

En résumé, le fusil modèle 1866, qui constitue l'armement actuel de la France, réunit au plus haut degré les avantages suivants : rapidité de tir supérieure à celle de toutes les armes de guerre adoptées en Europe ;

Justesse remarquable, même aux grandes distances ;

Portée et tension de trajectoire qui n'ont encore été surpassées par aucune arme de guerre ;

Commodité extrême du chargement ;

Facilité d'entretien, de montage et de démontage ;

Légèreté relative de l'arme et des munitions, et malgré cette légèreté le recul n'est jamais gênant et la puissance d'effet aux plus grandes distances de combat est encore très-considérable.

L'ancien fusil d'infanterie a été transformé au chargement par la culasse.

Il a gardé les qualités de portée et de justesse qu'il avait avant sa transformation, et il a gagné une rapidité de chargement et de tir qui, bien qu'inférieure à celle du fusil modèle 1866, en fait néanmoins une arme très-redoutable.

L'artillerie de campagne n'a que trois espèces de bouches à feu ; le canon de 12 de réserve, le canon de 4 de campagne, le canon de 4 de montagne.

Les projectiles affectés à ces trois bouches à feu sont tous des obus ou des boîtes à mitraille. Les boulets pleins sont supprimés, ce qui permet en toutes circonstances d'exécuter le tir d'éclatement, dont les effets sur les troupes sont de beaucoup supérieurs à ceux du tir à boulet plein.

Le tir de l'artillerie de campagne est efficace jusqu'à 3 000 mètres ; ses projectiles sont de beaucoup supérieurs en poids à ceux de l'ancienne artillerie lisse, et cette augmentation de poids, qui se traduit en définitive par un plus grand effet dans le combat, a été obtenue en même temps que la légèreté et la mobilité du matériel qui sont supérieures à la légèreté et à la mobilité des canons lisses.

Enfin l'approvisionnement de la pièce de 4 de campagne est supérieur de moitié à celui du canon de 8 qu'elle remplace.

Tels sont les grands avantages que l'armement général de la France a réalisés dans ces dernières années, et il est d'une absolue nécessité pour les officiers de toutes armes d'étudier sans cesse l'usage et les effets de cet armement pour en bien comprendre la puissance et pour savoir le parti qu'on peut en tirer. Quand ils se seront bien pénétrés de la valeur des armes dont ils sont appelés à faire usage, ils devront faire partager leur conviction à leurs soldats. Ils insisteront surtout sur la nécessité du bon entretien de l'arme et de la conservation des munitions, et ils s'efforceront de faire de chaque homme un bon tireur, ce qui est facile avec des fusils aussi perfectionnés que ceux qui sont en service. Ils persuaderont aux hommes que la puissance remarquable du fusil modèle 1866 tient principalement à la

facilité du chargement et à la justesse de l'arme; que la rapidité du tir, précieuse dans quelques circonstances, est souvent un danger, car un nuage de fumée, en paralysant la justesse, enlève toute efficacité au tir, et les munitions ne sont pas inépuisables.

Ils s'attacheront à bien faire entrer ces idées saines dans l'esprit des soldats, et quand ils les auront convaincus ils seront récompensés de leurs efforts par les effets formidables qu'ils obtiendront avec le nouvel armement manié par leurs troupes le jour où ils seront appelés à s'en servir.

VENTIA ET SOLONION.

DES ÉVÉNEMENTS QUI PRÉPARÈRENT LE TRIOMPHE

DE CÉSAR DANS LES GAULES

CAMPAGNE

DU PRÉTEUR POMPTINUS CHEZ LES ALLOBROGES

ET DÉFENSE DE CATUGNAT

(An 62 av. J.-C.).

PAR M. JACQUES GUILLEMAUD.

I.

Les Allobroges, que Tite-Live qualifie de nation qui ne le cédait à aucune autre de la Gaule par la prospérité et la renommée, étaient en effet une des tribus celtiques les plus riches et les plus puissantes[1]. Leur territoire embrassait non-seulement le département de l'Isère, à l'exception des hautes vallées du Drac et de la Romanche, mais encore la partie septentrionale du département de la Drôme et les deux meilleurs tiers de la Savoie. Il s'étendait, du nord-est au sud-ouest, de Genève, « extremum oppidum Allobrogum » (César, *Com. de bello gall.*, lib. I, § 6), à l'embouchure de l'Isère, « flumen quod « in finibus Allobrogum est » (Lettre de Min. Plancus à Cicéron, dans les *Lettres familières* de ce dernier, lib. X, § 15), et du nord-ouest au sud-ouest, du confluent de la Saône et du Rhône à Cularo (Grenoble), « fines Allobrogum » (Lettre du

[1] *Gentem nullâ gallicâ gente opibus aut famâ inferiorem.*

même, *Lettres familières*, lib. X, § 23). Cette région était ainsi circonscrite par le Rhône, au nord et à l'ouest, l'Isère au sud, les montagnes de la Belladone, le massif des Beauges, les monts Chervin, Aravis et des Têtes, à l'est, et la crête des montagnes qui forment la limite orientale du bassin de l'Arve, au nord-est, à partir du lieu dit *Forclas du Prarion*, près de Sallenches.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de préciser davantage cette ligne de frontières; nous nous en sommes du reste rapporté sur ce point, si ce n'est en ce qui concerne la limite de l'Arve, au remarquable mémoire de M. Macé, lu à la réunion des délégués des sociétés savantes, à la Sorbonne, au mois de décembre 1861, et inséré dans le recueil publié par les soins de M. le Ministre de l'Instruction publique.

Nous devons toutefois faire observer que le territoire des Allobroges n'était pas rigoureusement limité par le Rhône et l'Isère, et qu'en plusieurs endroits il enjambait sur la rive opposée. César le dit positivement en ce qui concerne le Rhône : « Item Allobroges qui trans Rhodanum vicos posses- « sionesque habebant » (*Com. de bell. gall.* lib. I, § 11). La plupart des géographes, et M. Macé après eux (*loc. cit.*), ont placé ces possessions dont parle César dans le département de l'Ain, et avec assez de vraisemblance dans l'arrondissement actuel de Belley; c'est, en effet, de l'hypothèse la plus naturelle. Mais n'est-il pas probable que le territoire situé en face de Vienne appartenait déjà à cette ville? On sait que les anciens diocèses répondaient généralement assez bien comme étendue aux circonscriptions civiles qui les avaient précédées ; nous croyons donc trouver une présomption suffisante en faveur

de notre conjecture, dans ce fait que plusieurs paroisses de la rive droite du Rhône étaient comprises dans le diocèse de Vienne.

Quant aux portions de territoire qui pouvaient appartenir aux Allobroges au delà de l'Isère, nous partageons entièrement l'avis de M. Macé. Il est évident pour nous, en effet, qu'à partir de Saint-Gervais, en remontant l'Isère, jusqu'à l'endroit où cette rivière reçoit la Breda, nos ancêtres possédaient les deux rives, c'est-à-dire la vallée tout entière. Il y avait à cela une bonne raison, c'est que l'Isère, dont le cours est très-variable, ne pouvait constituer une frontière, nous ne dirons pas stratégique, mais seulement certaine.

Remarquons au contraire, qu'au-dessous de Saint-Gervais jusqu'au confluent de l'Isère avec le Rhône, personne ne conteste que cette rivière n'ait été la véritable limite de l'Allobrogie.

C'est d'ailleurs une règle assez généralement reconnue, que les montagnes sont des frontières naturelles dans les pays de montagnes, et les rivières dans les pays de plaines.

Si nous avons insisté sur ce point, c'est que nous comptons nous servir plus tard de ce fait incontestable, que depuis Saint-Gervais jusqu'au Rhône, l'Isère était bien la frontière des Allobroges.

Quelles étaient les villes principales de l'Allobrogie? César ne mentionne que Genève et Vienne. Strabon dit expressément que les Allobroges vivaient dans des villages, excepté les plus notables d'entre eux qui habitaient Vienne, dont ils avaient fait une ville; car ce n'était autrefois qu'un village, ajoute-t-il, quoiqu'il fût dès lors regardé comme leur capi-

tale. Ce passage prouve évidemment que du temps de Strabon il n'y avait chez les Allobroges que Vienne qui méritât le nom de ville, et d'autre part, qu'elle n'avait pas encore porté officiellement le titre de capitale.

Cularo, que ne nomme pas une seule fois César, n'était à proprement parler qu'un *oppidum* construit sur la frontière, comme Genève, du reste, qui n'était pas encore sortie de l'île (île J.-J. Rousseau) où elle avait pris naissance, comme gardienne de l'entrée du Rhône [1].

Citons encore Lemincum (Vieux-Chambéry) et Bergusium (Bourgoin), dont le nom rappelle trop celui du peuple allobroge, pour qu'on ne soit pas tenté de conjecturer que l'*oppidum* qui le portait n'eût une certaine importance. Peut-être était-il la capitale de l'Allobrogie ? Une pareille ressemblance de noms autorise à le penser, surtout lorsque l'on voit Strabon nous dire que Vienne n'était que « regardé comme capitale. »

Ajoutons enfin Ventia et Solônion, Ventia qui fut la Gergovie, Solônion qui fut l'Alésia, de ce héros aussi cou-

[1] De là, sans doute, lui vient son nom, qu'on trouve écrit sur plusieurs monuments anciens : *Geneva*. Dans son remarquable travail sur l'*Origine des dénominations ethniques dans la race aryane*, ouvrage que nous aurons encore occasion de citer, M. Jules Baissac, après avoir constaté que rien n'est plus commun dans l'antiquité grecque que l'association de l'idée de *tête* et de celle d'*eau*, pour signifier les eaux en général, ajoute : « On retrouve, au reste, cette image dans d'autres idiomes de la souche aryane. Les sources des fleuves et des rivières, en Gaule, étaient des têtes de rivières et de fleuves, en gallique, *cean-abhon*, d'où peut-être *Genabum* et *Genava*, et en kymrique, *cyn-aber*. La même formation se constate en allemand dans les noms *Bronnhaupten* (ville du Wurtemberg), *Burnhaupten* (ville de l'Alsace, Haut-Rhin), *Bachhaupten* (dans la haute Souabe), *Lohrhaupten* (à la source du Lohr, etc.). »

rageux que Vercingétorix, dont tout descendant des Allobroges doit être fier : Catugnat.

S'il faut en croire les historiens de Rome, ce peuple aurait connu, plusieurs siècles avant Jésus-Christ, les avantages du gouvernement monarchique constitutionnel ; leur roi même aurait été électif, condition de liberté qu'aucun peuple moderne n'a osé encore établir dans ses lois. Il faut reconnaître à la vérité que ce roi, tout électif qu'il était, et peut-être à cause de cela même, avait un pouvoir presque illimité. Ce n'était que dans les circonstances graves qu'il était tenu de prendre avis du sénat.

Mais nous possédons trop peu de textes à l'appui pour nous arrêter sur un sujet qui, du reste, ne touche qu'indirectement à notre travail. Il nous suffira en effet de savoir que Catugnat était le chef de tous les Allobroges, pour conjecturer presque à coup sûr que le sénat, en présence du danger qui menaçait le pays, dut lui donner, s'il ne les avait déjà à titre de roi, les pouvoirs les plus étendus comme dictateur. Nous n'essayerons pas de fixer le chiffre de la population. Tout ce que nous pouvons en dire, c'est qu'il devait être assez considérable, puisque nous voyons les Allobroges perdre 20 000 hommes à la bataille de Vindalie (an 122 avant J.-C.), ce qui suppose une armée du double au moins.

N'oublions pas que les Gaulois qui, sous le nom de *Gæsates*, et au nombre 60 000, avaient porté la terreur jusque sous les murs de Rome, cent ans avant cette bataille, étaient en grande partie des Allobroges. Ce furent aussi des Allobroges qui, après avoir disputé le passage des Alpes à Annibal, se rallièrent à lui à la première nouvelle de ses succès sur les

Romains, l'ennemi commun, et contribuèrent si puissamment aux victoires de Trasimène et de Cannes. Strabon nous dit lui-même qu' « autrefois les Allobroges faisaient la guerre avec des armées nombreuses. »

Après la conquête, sans rien perdre toutefois de leur antique valeur, comme ils le prouvèrent bien à différentes reprises sous les empereurs, les Allobroges se livrèrent à la culture, et ces terribles montagnards, devenus de robustes agriculteurs, changèrent la face du sol, et firent de leur pays l'un des plus fertiles de la Gaule. Du temps même de Strabon, « ils s'occupaient de cultiver les plaines et les vallons des Alpes. »

Au moyen âge, le mot *allobroge* était devenu synonyme de *rusticus*, signification qu'il a du reste conservée dans quelques patois des populations voisines. Le *paysan* dauphinois n'en rougit pas, car si, à la rigueur, on peut lui reprocher son amour trop excessif pour la terre, amour qui n'engendre que trop souvent la chicane et les procès,—défaut qu'il tient de ses ancêtres les Allobroges,—ce même amour parfois fera de lui un héros ! Que l'ennemi menace ses frontières, et vous verrez le paysan dauphinois, le *rusticus*, prendre son fusil, et comme aux jours néfastes de 1814, défendre et disputer pied à pied son territoire, son champ, sa maison ! Il tient aussi son patriotisme de ses ancêtres les Allobroges.

ALLOBROGES.

On a donné diverses étymologies de ce nom.

Remarquons tout d'abord que les Grecs l'écrivaient *Allobryges*.

M. Pilot, dans ses *Recherches sur les antiquités dauphinoises* (Grenoble, Baratier, 1833, in-8°), le fait venir de *Allbrig*, ayant la

signification de *nation habitant les montagnes; All* (haute, *alta*), *bryx* ou *brogx*, troupe de gens armés, peuple, nation ; expression d'où paraissent, ajoute-t-il, dériver nos mots *bourg* et *brigade*. On peut également, au dire du même écrivain, lui donner le sens de *nation unie* en le faisant dériver de la même étymologie que *Alleman* (*all*, tous, *man*, homme).

M. Amédée Thierry pense que ce mot dérive de *haut village* (*all* haut, *bruig*, village ; *bru* et *bro*, lieu), et M. Henri Martin indique de son côté l'étymologie *all-bro*, haut pays, expression qui s'est conservée dans le gaëlique.

Quelques étymologistes proposent les radicaux : *All*, haute, *berg*, montagne (d'où l'on a fait *berger* qui a dû avoir primitivement la signification de *montagnard*) correspondant au grec πολις, qui, comme *berg*, a eu la signification de *montagne* avant celle de *ville*.

Cette explication serait à notre avis la plus probable ; c'était celle à laquelle nous nous étions rangé avant de connaître le travail si intéressant et dont nous avons déjà parlé, que vient de publier M. Jules Baissac sur l'*Origine des dénominations ethniques dans la race aryane* (Paris, Maisonneuve, 1867, in-8°).

Nous regrettons de ne pouvoir donner une analyse même succincte de ce travail qui a fait enfin la lumière dans le chaos des origines de la plupart des peuples anciens de l'Europe ; nous y renvoyons donc le lecteur. Quant à nous, nous acceptons comme prouvées, les conclusions de l'auteur ; nous nous contenterons donc de les appliquer au peuple qui nous occupe.

Ces conclusions établissent l'existence d'un radical *breg* ou *brig*, qui se retrouve dans *Boregon*, *Aborigène*, *Brigantes*, *Brigantium* (*Bregenz*), *Brigantio* (Briançon), signifiant à la fois *clarté* et *montagne*, et répondant au grec πύργος et à l'allemand *berg* et *barg*. Ce radical nous le trouvons dans le nom du peuple allobroge.

Comme celui des *Bregi*, des *Brigi*, des *Brigantii*, des *Aborigènes*, etc., son nom rappelle à la fois, ainsi que l'a fort judicieusement expliqué M. Baissac, l'idée de clarté et l'idée de montagne, contenues dans le radical *bereg*, *berig*, la première de ces idées ayant été la source de l'autre ; mais de même que dans la plupart des idiomes aryans, l'idée qui a présidé à la formation des noms de montagnes est celle de lumière, de clarté, de même cette idée a présidé à la formation des noms des peuples, qui avant d'être *montagnards* étaient *blancs*, *clairs*, *illustres* ; seulement, avec le temps, l'idée primitive s'est

perdue, de telle sorte qu'on serait fort surpris de trouver les *Aborigènes* ayant habité les plaines de l'Italie, si leur nom n'avait une autre signification que celle de *montagnards*.

Les *Allobroges* étaient donc des *briges*, c'est-à-dire *blancs* (*clari*); mais s'étant fixés dans la partie la plus élevée des Alpes, ils ont ajouté à leur nom le mot *all*, exprimant, comme *briges*, l'idée de *montagne*, mais d'une origine plus récente. C'est la seule manière d'expliquer ce pléonasme : *Montagnard habitant des hauteurs*. Par rapport à leurs frères d'origine les *Brigantii*, ou *Brigiani* dont la capitale était Briançon, les Allobroges voisins du mont Cenis et du mont Blanc, pouvaient en effet se nommer les *Briges des montagnes*.

II.

Avant d'aborder l'étude de la campagne du préteur Pomptinus chez les Allobroges, il est nécessaire d'indiquer les causes de cette guerre, qui devait avoir pour les vaincus de si terribles conséquences.

C'est ce que nous allons faire aussi sommairement que possible.

Après le double désastre de Vindalie (an 122 avant J.-C.) et du Rhône (an 121), la ligue des Allobroges et des Arvernes, brisée par la fortune de Rome, se vit contrainte d'implorer la clémence du vainqueur. Les Arvernes étaient trop éloignés de la province ; le temps n'était pas encore venu de les soumettre ; ils obtinrent d'excellentes conditions. Il en fut autrement des Allobroges que l'Isère seule séparait de la république : ils virent leur territoire réduit en *province romaine*.

La conquête entraînait forcément la sujétion aux préteurs et aux questeurs, c'est-à-dire le régime de l'arbitraire,

le vol à peine déguisé sous le nom d'impôt, la confiscation, la misère et l'esclavage. Il suffit de nommer quelques-uns des hommes qui, sous des titres divers, se sont succédé dans le gouvernement de cette malheureuse province, pour donner une idée des maux qu'elle eut à endurer : d'abord le consul Cépion, à qui « l'or de Toulouse » devait être funeste, puis Fontéius dont Cicéron devait gagner la cause devant le sénat romain, sans réussir à la gagner devant l'histoire ; Calpurnius Pison enfin, autre client heureux de cet avocat célèbre, à qui les plus mauvaises causes ne répugnaient pas toujours.

Les historiens ne citent pas les Allobroges parmi les peuples gaulois qui se soulevèrent l'an 78 à la voix de Sertorius et de Lépidus ; Pompée, qui réprima l'insurrection, n'eut donc aucun motif de les décimer par le fer, ni de les exproprier au profit de Narbonne et de Marseille, comme leurs malheureux voisins les Helviens et les Volces ; mais la rapacité du proconsul Fontéius se chargea de les ruiner à force d'exactions. Aussi les voyons-nous, au premier échec essuyé par Pompée en Espagne, faire cause commune avec les peuples qui avaient déjà pris part à la précédente révolte, et marcher avec eux sur Marseille, cause première de tous leurs maux, puisque c'était elle qui avait appelé les Romains dans la Gaule.

Pompée étouffa la seconde insurrection comme la première, dans le sang et sous les ruines, et lui parti, Fontéius, plus arrogant, plus rapace que jamais, recommença son œuvre de brigandage. Deux années consécutives de famine achevèrent de ruiner la province.

Les Allobroges endurèrent la faim comme les exactions : leurs enfants, enrôlés de force dans les armées romaines et emmenés aux extrémités de la république, répondaient de leur soumission.

D'ailleurs le moment pour une révolte eût été mal choisi. Les victoires de Pompée avaient mis fin à la guerre civile ; Rome était rentrée dans la libre disposition de toutes ses forces. Débarrassée de ses ennemis à l'intérieur, ne redoutant aucune agression de ses voisins, la république voulait goûter en paix le fruit de ses victoires. Son gouvernement, comme tous les gouvernements bien assis, se montra modéré ; sous le régime de la légalité, on put croire que l'avenir serait meilleur.

Les provinciaux avaient repris une telle confiance, qu'ils osèrent porter plainte au sénat contre Fontéius (an 69). Le sénat instruisit le procès, mais Fontéius, qui le croirait ? put fournir pour caution de son honnêteté les patriciens les plus recommandables ; il osa même confier sa défense à Cicéron, à Cicéron qui, trois années auparavant, avait fait condamner Verrès pour les mêmes crimes que lui reprochaient ses accusateurs.

M. Plœtorius se chargea de soutenir l'accusation. Malheureusement son discours ne nous est point parvenu.

Quant au plaidoyer de Cicéron, nous le possédons presque en entier. C'est un chef-d'œuvre d'adresse, mais on y voudrait un peu moins de rhétorique et plus de bonne foi.

La pensée qui y domine, c'est que les Gaulois sont des barbares, des ennemis de la république, tandis que Fontéius est un citoyen romain.

Le citoyen romain fut acquitté.

Calp. Pison, qui avait succédé à Fontéius, fit payer cher à ses administrés le procès qu'ils avaient fait à son prédécesseur ; sûr de l'impunité, il ne mit plus de bornes à sa rapacité.

A la veille de voir leurs terres confisquées et leurs familles vendues à l'encan, pour rembourser les créanciers romains qui, sur bonne hypothèque et moyennant un taux usuraire, avaient avancé pour eux aux agents du fisc le montant des impôts écrasants auxquels ils étaient soumis, les Allobroges se décidèrent une fois encore à porter plainte à Rome.

Il va sans dire qu'ils ne furent pas plus heureux contre Pison qu'ils ne l'avaient été contre Fontéius.

Cicéron plaida encore pour Pison : il devait, quelques années plus tard, accuser cet homme en plein sénat des crimes les plus odieux ! Ce grand orateur ne fut juste qu'une seule fois envers les Gaulois ; nous ne parlons pas de l'éloge qu'il fit des Allobroges à l'occasion de la conjuration de Catilina (3e catilinaire, chap. IX), cet éloge, nous saurons bientôt ce qu'il coûta à nos pères ; mais si, en habile avocat, pour lui, lorsqu'il se sera chargé de défendre Fontéius ou Pison, les Gaulois ne sont que des barbares, ils deviendront tout à coup dignes d'intérêt à ses yeux, quand il s'agira de poursuivre Clodius, son ennemi personnel.

L'influence fatale de Cicéron sur le sort des Allobroges ne devait pas se borner à l'acquittement injuste de Fontéius et de Pison.

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail de faire l'historique de la conjuration de Catilina, à laquelle, comme cha-

cun le sait, les députés allobroges se trouvèrent mêlés ; mais du moins dirons-nous que Cicéron, quelque blâmable qu'ait été le rôle joué par ces députés, aurait dû se souvenir que c'était à eux, et à eux seuls, qu'il devait de posséder les preuves du complot. Mais Cicéron, soit qu'il eût la mémoire courte, soit que les Allobroges ne fussent toujours à ses yeux que des barbares, Cicéron après la victoire ne tint pas les promesses qu'il avait faites au moment du danger.

Les députés allobroges partirent de Rome le désespoir dans le cœur (an 63).

Catilina, livré par eux, avait succombé ; en même temps qu'ils se sentaient coupables d'une action honteuse, ils devaient éprouver le double regret de s'être laissé jouer par Cicéron et d'avoir perdu peut-être une excellente occasion de secouer le joug de Rome.

Nous ignorons quel accueil ils reçurent de leurs concitoyens ; il est à peu près certain qu'ils furent blâmés de la conduite équivoque qu'ils avaient tenue ; peut-être furent-ils punis : l'histoire est muette sur ce point.

Quoi qu'il en soit, ils avaient échoué dans leur mission, et c'était en définitive le fait principal pour les Allobroges, car du résultat de cette mission dépendait l'existence même de la nation.

Le double acquittement de Fontéius et de Pison était un défi de Rome, que devait rendre plus sensible encore à l'amour-propre national des Gaulois la nomination, comme préteur de la province romaine, de C. Pomptinus, le même qui avait été chargé par Cicéron d'arrêter les députés allobroges sur le pont Milvius.

Les Allobroges acceptèrent le défi. Tous les hommes valides prirent les armes, et Catugnat, comme chef unique de toutes les tribus, fut investi du commandement général.

Nous laissons maintenant la parole à Dion Cassius, le seul des historiens de l'antiquité qui nous ait laissé le récit un peu détaillé de cette guerre dont on peut dire qu'elle fut le dernier effort de nos ancêtres pour recouvrer leur indépendance.

(*A continuer*.)

LA CARTE DE FRANCE

DU DÉPÔT DE LA GUERRE.

Deux décisions de S. Exc. le ministre de la guerre, prises en 1868, ont abaissé d'une manière très-notable les prix de vente des feuilles de la *Carte de France* exécutée par ordre du gouvernement, au dépôt de la guerre, à l'échelle de 80,000ᵉ, savoir :

La *feuille*	(précédemment de 7 fr.)	coûte aujourd'hui	4 fr.
La *demi-feuille*	— 4 fr.)	—	2 fr.
La *carte départementale*	— 15 fr.)	—	8 fr.

Les mêmes décisions ont rappelé, en les étendant considérablement, la faculté accordée à diverses catégories de fonctionnaires, ainsi qu'à l'armée, de se procurer les feuilles de la carte de France à prix réduit. Voici celles de ces décisions qui concernent l'armée :

La carte de France à l'échelle de 80,000ᵉ est accordée :

Au prix de tirage (1 franc par feuille) :

1° Aux maréchaux de France ;

2° Aux officiers généraux ayant exercé un commandement en chef ou supérieur ;

3° Aux officiers généraux d'état-major en activité ou en réserve ;

4° Aux officiers d'état-major ayant coopéré, pendant sept ans au moins, aux travaux de la carte de France (géodésie et topographie) ;

5° Aux généraux commandant les divisions et subdivisions militaires (les feuilles seulement représentant le terrain sur lequel s'étend leur action) ;

6° Aux directions du génie (les feuilles que comprend chaque direction) ;

7° Aux directeurs et directeurs-adjoints du ministère de la guerre ;

8° Aux employés du ministère de la guerre (une feuille au 80 000e, une feuille au 320 000e).

A moitié prix (2 francs la feuille et 1 franc la demi-feuille) :

1° Aux officiers généraux en activité ou en retraite ;

2° Aux officiers supérieurs en activité ;

3° Aux officiers d'état-major de tout grade ;

4° Aux membres du corps de l'intendance militaire ;

5° Aux capitaines, lieutenants et sous-lieutenants de toutes armes ;

Les demandes à prix réduit doivent être adressées directement à M. le général directeur du dépôt de la guerre, qui les fait examiner et envoie aux intéressés un bon indiquant les cartes qui font l'objet de la demande et le prix auquel la concession est faite.

Par l'effet de ces dispositions libérales, la grande carte de France est mise à des conditions exceptionnelles à la disposition de tous les officiers de l'armée, qui bénéficient ainsi du travail de leurs camarades de l'état-major. La carte complète, y compris les demi-feuilles, comptera 274 numéros ; actuellement le nombre des numéros publiés s'élève à 243 : 31 restent à paraître. Dans quelques années, par conséquent, vers 1875, cette immense entreprise, dont l'idée

première appartient à Napoléon Ier et qui fut commencée en 1818, sera achevée ; le corps d'état-major et les dévoués et habiles artistes du dépôt de la guerre auront doté le pays d'un monument national sans égal.

Le directeur, E. NOBLET.

CHRONIQUE MILITAIRE.

L'année 1868 n'aura heureusement pas réalisé les craintes qu'on avait paru avoir à son début. Néanmoins, si la guerre a pu être évitée en Europe, il s'est produit, sur d'autres points du globe, des événements militaires importants, que nous allons résumer.

L'expédition d'Abyssinie, qui a ouvert l'année, s'est terminée, comme on sait, par le triomphe de la cause de la civilisation sur la barbarie : le but qu'elle avait eu a été atteint de la manière la plus complète.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui en a été dit dans cette *Revue* par un de nos savants collaborateurs. On a cependant sur l'état où le départ des Anglais a laissé le pays des détails intéressants, qui, comme complément du récit de la campagne, nous semblent devoir trouver ici leur place.

Depuis la chute de Theodoros, une foule de chieftains ont profité de la vacance du trône impérial pour se déclarer indépendants ou s'agrandir aux dépens les uns des autres. Menilek, le roi de Choa, paraît toutefois satisfait pour le moment, et ne remuera pas, pourvu que ses rivaux Wagschoum Gobazay et Ras Maschuscha, le fils aîné de Theodoros, ne veuillent pas empiéter sur lui. Ras Maschuscha prétend, lui aussi, descendre de Salomon et se qualifie, dans ses lettres, de roi des rois d'Ethiopie ; mais jusqu'ici il s'est contenté de faire cet étalage d'importance pour les yeux de ses courtisans et de ses nombreuses femmes, car, bien que Warkait, la reine des Gallas, ait sollicité son appui contre Mastet, sa rivale, il n'a pas osé s'aventurer dans une entreprise où il aurait pu avoir à lutter contre ses ennnemis musulmans.

Le Goudjam est partagé entre deux factions, qui se disputent le pouvoir, le roi Tadla Gwalou ayant laissé deux enfants de deux différentes femmes à la tête du gouvernement. Natu-

rellement, le plus âgé, qui possède l'Amba, est plus en mesure de tenir en échec son frère, mais celui-ci, ayant le gros de l'armée avec lui, tient le plat pays et défie son aîné à la lutte.

Ras Maschuscha, le plus âgé des fils de Theodoros, qui s'était enfui à Amara Sant avec ce qui restait des partisans de son père, le jour même de la prise de Magdala, règne aujourd'hui à Kwara et à Agsmador, et ces deux districts ne lui ont pas fourni moins de 10 000 combattants. Les populations de Vagmadar, fatiguées déjà du gouvernement de Wagschoum Gobasay, ont envoyé leur soumission à l'héritier de Theodoros, lui permettant de lever pour lui 10 000 hommes à ajouter à ceux qu'il a, s'il voulait s'opposer à ce que Wagschoum entrât dans l'Amara. Mais ce jeune prince a dans son voisinage deux ennemis assez redoutables, dont il faut qu'il se débarrasse avant de pouvoir faire la guerre sur une grande échelle ; ce sont Amara Hailou, un des généraux de Theodoros à Magdala, et Galmou, un chef Kamant, qui était une sorte de prisonnier de l'empereur défunt. Le premier gouverne à Tchalga et à Gondar, et le second a ramassé dans les districts d'Atchafar, de Wandagaz et de Dembex quelques centaines de soldats qui avaient servi Theodoros, et avec ce peu de monde il espère pouvoir rester maître de ces districts.

On dit que Galmou a l'intention de se soumettre à Ras Maschuscha ; et si Hailou ne l'emporte pas, il faudra qu'il reconnaisse l'autorité du fils de son ancien maître ou qu'il rompe tout à fait avec lui. Ras Maschuscha en veut aux ouvriers européens de son père d'avoir abandonné celui-ci au moment même où il aurait eu le plus besoin de leur concours. Le roi leur avait donné de bonnes selles, dit-il, pour voyager, il les avait élevés au-dessus des nobles du pays et largement enrichis, et cependant, quand l'adversité est venue, ils sont partis avec les richesses dont il les avait comblés, sans lui dire : « Dieu vous le rende ! » Ce sont les paroles mêmes du jeune prince, et elles présagent mal pour les voyageurs européens qui auraient envie de visiter son pays.

Faris Ali, le chef héréditaire de l'Yadjou, qui était un des prisonniers politiques de Magdala au moment où mourut Theodoros, s'enfuit dans son district natal, le 15 avril, sans voir sir Robert Napier, et il appela le peuple aux armes contre le gouvernement de Wagschoum Gobazay. Dadjadj Maschuscha, l'oncle de Wagschoum, qui assistait alors le commandant en chef Aragaz au-dessous de Magdala et veillait à l'approvisionnement des troupes anglaises, dut se mettre à la poursuite d'Ali Faris pour l'empêcher de pénétrer dans l'Yadjou. Il arriva trop tard, le rusé Faris ayant couru jour et nuit, et quand Dadjadj Maschuscha parut sur les lieux, le fugitif avait déjà réuni autour de lui 5 000 combattants, avec lesquels il attaqua celui qui le poursuivait et le fit prisonnier. Les troupes anglaises n'étaient pas à plus d'une journée de marche du théâtre de la guerre, et elles avaient à peine quitté Dalanta, qu'un petit chef, qui venait de se lever dans le voisinage de Djischin et s'était rendu maître de cette forteresse, occupa le district; et quand les Anglais avancèrent vers l'ouest, ce chef les suivit pas à pas, et il avait pris possession de Wadala lorsqu'ils traversèrent le Tanzay.

Magdala est aujourd'hui au pouvoir de Mastet, mais on dit que cette princesse a fait des ouvertures de paix à Ras Maschuscha, l'héritier de Theodoros, lui promettant la forteresse et le tribut accoutumé s'il voulait conclure avec elle une alliance offensive et défensive contre la reine Warkait, sa rivale, et contre le Choa.

Wagschoum Gobazay, qui s'est reposé chez lui pendant la saison des pluies, s'est maintenant remis en marche avec le dessein de soumettre l'Amara et de s'emparer du jeune Maschuscha, le fils de son ennemi héréditaire, Theodoros, pour retourner ensuite dans le Tigré et faire rendre compte à son vassal, Dadjadj Kassa, des présents qu'il a reçus de sir Robert Napier.

Le pauvre Kassa a eu plus que sa part d'embarras depuis le départ des troupes anglaises. Dadjadj Wald Yosis, qui avait un instant inquiété l'expédition de sir Robert Napier

près de Wadjarat, est maintenant en révolte ouverte contre lui, et un autre chef appelé Nabit Galdja, qui gouverne dans le pays compris entre Sénafé et le Tanzay, s'est également déclaré indépendant et a fait dire au Wagschoum de venir chasser le rebelle Kassa du Tigré. On dit qu'il ne reste plus à Kassa qu'Adowa et quelques villages dans les environs. Si quelque grand chef, comme Wagschoum Gobazay ou Ras Maschuscha ne réussit pas à débarrasser le pays de ces innombrables petits chefs qui le désolent, il ne sera bientôt plus possible du tout de s'aventurer en Abyssinie. Pour le moment, celui qui a le plus d'autorité est le Wagschoum; mais si Ras Maschuscha gagne seulement une bataille importante, tous les vétérans de son père se rallieront à sa cause, et, avec le prestige du nom de Theodoros, il balayera tout devant lui.

Dans l'Inde, les Anglais n'ont pas été moins heureux qu'en Abyssinie. Une insurrection qui avait paru d'abord très-menaçante a été vaincue presque sans coup férir. Toutes les tribus du Nord-Ouest étaient en effet soulevées, et l'on pouvait craindre que l'Afghanistan, dont le souverain actuel est peu favorable à l'Angleterre, ne compliquât la situation par un appui déclaré. Il n'en a rien été heureusement. Les premières divisions du corps expéditionnaire du général-major Wild n'ont eu qu'à paraître pour tout dissiper. Les tribus, intimidées par les mesures énergiques du commencement, se sont hâtées de faire leur soumission, et aujourd'hui la tranquillité est rétablie.

Mais ces triomphes ont un fâcheux contre-poids d'un autre côté.

Après avoir réussi à étouffer, ainsi que nous venons de le dire, un mouvement insurrectionnel que l'appui du souverain afghan pouvait rendre très-grave, les Anglais sont en ce moment menacés d'une manière sérieuse dans la Nouvelle-Zélande. La guerre y a de nouveau éclaté, et les troupes anglaises, peu nombreuses du reste, ont été battues trois fois. Une de ces rencontres fait l'objet d'une correspondance détaillée du *Times*.

C'était le 7 septembre dernier. Un détachement composé de deux cent cinquante hommes et cent dix volontaires indigènes avait quitté le camp de Waihi dans l'intention d'attaquer un pah à Te-Ruaruru, à deux ou trois milles en arrière du pah de Ngutu-o-te-manu, qui venait d'être détruit. Le détachement avait eu à se frayer un passage à travers un pays effroyablement difficile; les hommes étaient harassés de fatigue. Ils marchaient depuis quatre heures du matin, et il était une heure du soir, lorsqu'ils rencontrèrent un détachement ennemi. Les volontaires indigènes firent feu les premiers et tuèrent deux Maoris, le reste prit la fuite. Vers trois heures, au moment où la troupe anglaise traversait un défilé, elle fut tout à coup arrêtée par un feu des plus vifs venant d'un ennemi invisible; on se trouvait sur les derrières de Ngutu-o-te-manu. Le major Tempkey et quelques-uns des officiers conseillaient de donner l'assaut à ce retranehement; mais le colonel M' Donnell, ne voyant pas comment il pourrait le garder s'il réussissait à le prendre, s'y opposa, et, après avoir réuni ses blessés, il ordonna à son détachement de sortir du défilé et d'avancer dans la seule direction ouverte qu'ils eussent devant eux. Les Maoris, pendant ce temps, ne cessèrent de tirer du haut de leur retranchement. Le major Tempkey essaya de retirer un des blessés et tomba roide mort. Le capitaine Buck, en cherchant généreusement à relever le corps du brave major, fut à son tour mortellement blessé. Une panique s'empara de la plupart des hommes du détachement. Les nouvelles recrues jetèrent leurs fusils et, perdant la tête, se mirent à courir en désordre dans toutes les directions. La division du colonel M' Donnell, après être sortie du défilé, fut attaquée sur ses derrières par les Maoris, et d'autres divisions, ne voulant pas se mettre à couvert, eurent beaucoup à souffrir. On fut obligé de laisser les morts et les blessés où ils étaient tombés. Parmi les blessés ainsi abandonnés, il y eut le lieutenant Holland Hastings, qui avait fait partie du 14e dragons et qui arrivait de l'Inde. Il s'était engagé volontaire-

ment pour trois mois, et il conduisait avec un grand sang-froid la retraite d'une division de quarante-cinq hommes, qu'il avait aidé à lever deux mois auparavant. Pendant cette retraite, il fut blessé gravement; mais, pour ne pas augmenter la panique de ses hommes, il cacha sa blessure le plus longtemps qu'il put; n'en pouvant plus, à la fin, il dit à ses soldats de ne pas s'occuper de lui, de le laisser mourir où il se trouvait et de continuer leur chemin vers le camp. La division, moins généreuse que lui, l'abandonna en effet et poursuivit sa route sans son chef. Elle se tint un moment cachée jusqu'au lever de la lune, et, guidée par quelques indigènes, elle arriva au camp le lendemain matin. Les autres divisions étaient arrivées l'une après l'autre dans la nuit. Lorsque dans la matinée on fit l'appel, on trouva qu'il manquait cinq officiers et quatorze hommes tués ou abandonnés; vingt-quatre présents étaient blessés. Le contingent indigène n'avait pas eu un seul homme mis hors de combat, et c'est à lui encore que le détachement fut redevable de son salut. Il n'y eut qu'un cri contre le colonel M' Donnell, dont les succès passés furent oubliés. Le camp se désorganisa complètement, et les hommes dont le temps de service expirait refusèrent de rester un moment de plus. Les autres ne connurent plus de discipline; on ne voyait que gens ivres de tous côtés, au point que les autorités ont dû rechercher tout ce qu'il y avait de liqueurs spiritueuses et les faire disparaître. Le gouvernement, pour rétablir la confiance, a fait venir de la côte occidentale la compagnie du major Frazer, et cet officier commande aujourd'hui, le colonel M' Donnell ayant reçu un congé temporaire.

En apprenant ces succès, dit un correspondant du *Wanganui-Times*, le roi des Maoris, qui est en même temps le chef d'une religion fanatique moitié chétienne et moitié idolâtre, eut des visions extraordinaires. En se réveillant, il annonça à ceux qui l'entouraient qu'il avait reçu un message du dieu Maori, qui approuvait hautement la conduite de Titokowaru, le chef des troupes victorieuses, et ordonnait au

roi de faire appel à tous les Hau-hau — c'est le nom de religion de ces fanatiques — de la Nouvelle-Zélande pour qu'ils eussent à se lever en octobre. Le roi a adressé, en conséquence, une sorte d'édit à tout chef Hau-hau, dans toute l'étendue de l'île, avec ordre de se tenir prêt pour la guerre contre les Européens.

Au Paraguay, depuis la chute d'Humaïta, dont tous les journaux quotidiens ont entretenu leurs lecteurs, Lopez s'est retiré vers le nord, le long de la rive gauche du Rio Paraguay, ravageant tout sur son passage et emmenant avec lui les paysans et leurs troupeaux. Il a été suivi de très-près par l'armée brésilienne, composée de 30 000 hommes, sous le commandement du marquis Caxias, qui, le 24 août, atteignait le dictateur à San Fernando et le rejetait au delà du Tebiquary, un affluent du Paraguay; le 23 septembre, il l'a encore forcé de repasser une autre rivière, le Surabity. A cette dernière affaire, les Paraguayens exaspérés se sont battus avec acharnement et ont fait éprouver de grandes pertes à l'armée des alliés. Le champ de bataille est néanmoins resté entre les mains du général Caxias, et les Paraguayens ont été obligés de se replier sur Villeta. On dit que cette place est plus forte même que Humaïta. Elle est située à peu de distance au sud de l'Assuncion, la capitale. Du côté du midi, Villeta est protégée par des marais, des terrassements, et par des inondations que Lopez a produites en contenant les cours d'eau au moyen de digues. Des défenses analogues la protégent à l'est. A l'ouest, où le camp des Paraguayens, assis à une distance tout à fait à l'abri sur un certain nombre de collines, domine le vaste cours du Paraguay, il y a des batteries d'une espèce formidable pour commander le fleuve. Depuis la première apparition des vapeurs cuirassés brésiliens à l'Assuncion, ces défenses ont été considérablement augmentées par de très-grands ouvrages à Angostura, entre l'Assuncion et Villeta, au point où le fleuve forme un coude étroit. Le succès de Lopez dépendait évidemment de la résistance qui pouvait être opposée par ces ca-

nons au passage de la flotte, qui a été d'un si puissant secours pour les alliés. La chute d'Humaïta n'ayant plus été qu'une question de temps à partir du moment où les navires cuirassés brésiliens eurent forcé les batteries du fleuve, le passage du coude d'Angostura, au commencement d'octobre, par la flotte brésilienne peut être considéré comme un événement décisif de cette guerre. Un des navires a été cruellement traité par une pièce de 150 livres établie sur le rivage, mais on n'en a pas moins acquis la certitude qu'il y avait possibilité de faire pénétrer des troupes au delà de ces batteries. Il est présumable que le marquis Caxias ne tardera pas à prendre Lopez par les derrières en débarquant une partie de son armée du côté de Villeta où le terrain est comparativement sec. Lopez et le restant de ses forces seront alors serrés de près, et toute retraite ultérieure leur deviendra impossible. Si l'assaut de Villeta est une entreprise trop dangereuse et trop difficile, les alliés se contenteront probablement d'en réduire la garnison par la famine.

La fin de cette longue guerre, dit le *Standard*, sera un soulagement pour tout le monde, en Europe aussi bien que dans l'Amérique du Sud, et il y aura peu de personnes dans l'un et l'autre hémisphère qui regretteront que la carrière d'un despote sans principes et à demi sauvage, en hostilité avec la moitié d'un continent, soit brisée par le triomphe définitif des Etats qui ont signé le traité de Buenos-Ayres.

E. N.

BULLETIN ET BIBLIOGRAPHIE.

***Armée de la Confédération du nord de l'Allemagne. Organisation, effectif, aperçus généraux sur les manœuvres de l'infanterie et de la cavalerie, d'après les documents authentiques*, par un officier d'état-major. (Librairie Dumaine).**

***Ordonnance royale sur les grandes manœuvres de l'armée prussienne*; traduit de l'allemand par le capitaine Pitois du 52e de ligne. (Librairie Berger-Levrault.)**

Le ministre de la guerre vient de faire répandre en grand nombre dans l'armée et dans les établissements militaires ces deux opuscules, dont la publication prend ainsi un caractère presque officiel. Le but de cette mesure est évidemment de familiariser nos officiers avec l'organisation et les divers éléments de l'armée adverse. Nul doute que ces deux documents ne soient très-remarqués et lus avec attention et intérêt.

Le tableau de l'armée de la Confédération du Nord, fait au ministère même par un officier d'état-major qui connaît bien l'Allemagne (M. Samuel), est un document statistique basé sur les renseignements les plus exacts et les plus complets, et qui ne saurait guère être analysé. L'armée prussienne commence généralement à être connue chez nous, mais non avec la précision et l'abondance de détails que l'on trouve ici pour la première fois.

Plusieurs dispositions particulières à nos voisins ressortent et frappent dans cet exposé des institutions militaires prussiennes. Nous citerons, par exemple, l'organisation du corps d'état-major, divisé en six sections, dont les premières sont préposées à l'étude des différents théâtres de guerre possibles pour l'armée prussienne, à l'est et au nord, au midi, et enfin à l'ouest de l'Allemagne. Ce dernier point de vue allemand, c'est la France; et c'est la troisième section qui a la bonté de s'occuper de nous. « Chaque section est chargée de l'étude de ces pays sous le

rapport de l'organisation de leur force, de la constitution de leurs armées et de tout ce qui est de quelque importance pour les choses militaires (ressources, statistique, topographie, communications, tactique, histoire, etc.); elle possède les matériaux complets pour fournir, en cas de guerre, tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement des bases d'un plan d'opérations. » Sous le rapport des conditions d'admission et de composition, le corps d'état-major prussien offre également avec le nôtre des différences très-notables. C'est un système très-compliqué, comme tout ce qui est allemand, qui paraît se proposer de généraliser les études et l'expérience des officiers d'état-major et de restreindre l'esprit de corps.

Nous citerions volontiers encore bien des *curiosités* diverses de cette organisation prussienne, mais chaque officier ne manquera pas de la lire d'un bout à l'autre.

Le second opuscule, l'*Ordonnance royale prussienne du 29 juin* 1861, est le complément naturel du premier. L'un décompose à nos yeux l'armée prussienne; l'autre nous la montre en mouvement, d'après ses théories de marches et de manœuvres. C'est le jeu ennemi qui nous est livré,

Ce qu'il y a de plus remarquable peut-être dans la campagne de 1866, c'est que la Prusse, malgré une paix ininterrompue depuis 1815 (nous ne comptons que pour mémoire les deux campagnes du Danemark de 1848 et 1864), se soit trouvée si bien préparée lorsque le moment est venu pour elle de marcher à l'ennemi; c'est évidemment par la prévoyance de tous les instants, par l'instruction et par la préparation sous toutes les formes qu'elle a suppléé, au moins dans une certaine mesure, à ce qui paraît au premier abord impossible à remplacer, l'expérience pratique non du champ de manœuvre, mais du champ de bataille même.

Il est un point où cette ordonnance se trouve forcément modifiée aujourd'hui, comme on le verra à la deuxième partie : *Différence entre le fusil à aiguille et l'arme Minié. Conséquences tactiques*. Les dispositions que nous avons sous les

yeux prévoient que l'armée prussienne, armée de son fusil à aiguille, n'a en face d'elle que le fusil rayé; les manœuvres sont indiquées en conséquence, et, en effet, ce sont celles qui ont été exécutées pendant la campagne de Prusse, savoir :

Engager l'ennemi dans un combat de mousqueterie et l'y maintenir;

L'attirer autant que possible en rase campagne ;

Combattre dans un ordre profond, mais qui permette cependant d'étendre à chaque instant le front de la troupe.

Voilà trois recommandations tactiques que notre Chassepot a renversées évidemment par sa seule apparition, et ce qui est intéressant, c'est de connaître celles qu'on y a substituées en Prusse.

Entre adversaires armés tous deux du fusil à aiguille, ce que la raison conseille d'abord, c'est l'ordre le plus mince possible ou par groupes en rase campagne, et la concentration derrière les abris naturels, plis de terrain, bois, fossés, etc. C'est de ces abris que, le moment étant venu d'avancer, on s'élancera par bonds successifs en avant jusqu'à l'ennemi. Il n'y a pas là, d'ailleurs, une nouvelle tactique proprement dite, mais des difficultés et des complications qui demanderont un jeu plus serré encore, plus attentif et plus savant qu'auparavant. Les effets divers qui résulteront du choc de deux armées munies du nouveau fusil, c'est le problème que résoudra la prochaine guerre. Mais on aperçoit d'avance que les qualités militaires des époques précédentes, loin de devenir moins utiles, devront être redoublées au contraire dans une partie, où l'initiative, le coup d'œil, la coopération intelligente des groupes, dans un ordre plus mince, plus éparpillé et par suite plus étendu, auront encore plus d'occasions de se manifester que par le passé.

Pour en revenir à l'armée prussienne, la guerre de 1866 ne peut être considérée, croyons-nous, comme une épreuve suffisante et définitive de sa qualité relativement à celle des autres armées européennes, de la valeur de son organisation et du savoir-faire de ses généraux. L'épreuve a été trop

courte, l'adversaire trop vite démoralisé par des causes diverses. On sent que l'armée prussienne a ses traditions, son allure propre, qu'elle est formée par une préparation particulière et savante; mais affirmer ce qu'il en faut attendre dans toutes les occasions, nous ne le pouvons pas d'après le seul exemple d'une guerre de quelques semaines. La seule chose, à vrai dire, qui nous frappe réellement dans cette armée et qui mérite selon nous attention, éloge et imitation, c'est l'instruction militaire largement répandue et entretenue à tous les degrés de la hiérarchie, et j'entends une instruction bien entendue et allant au but qu'elle se propose. Sous ce rapport, si l'émulation nous gagne, nous aurons retiré un réel profit des événements qui ont mis en relief nos voisins. Tâchons de les devancer à notre tour dans cette nouvelle voie. Ces conférences militaires qui vont couvrir la France de libres discussions sur les questions les plus actuelles de la guerre, et dans lesquelles nos officiers apporteront la précision et la netteté nationales, sont un champ fécond, où la moisson peut dépasser les espérances. La science est aussi une bataille entre rivaux ardents à se surpasser. La victoire ne doit-elle pas encore se déclarer pour nous?

ÉTUDES HISTORIQUES. *La guerre de montagne* (*Navarre* 1834-35 *et Kabylie* 1841-45) — *Les dominations françaises* (*Syrie, Canada, Inde, Morée, Egypte, Plata*); par M. Fr. Ducuing. (Librairie Hachette, 1868.)

M. Ducuing est un journaliste et un écrivain de mérite, qui, se conformant à l'usage suivi aujourd'hui, vient de réunir en un volume quelques articles qu'il a publiés à diverses époques dans les Revues et qu'il rassemble sous le titre général d'*Études historiques*, il aurait pu ajouter : *et militaires*; c'est à ce dernier point de vue que nous avons à en parler.

Le premier sous-titre *Guerre de montagne* comprend d'abord la guerre de Navarre de 1833, guerre civile, soutenue par les *carlistes*, ou partisans de don Carlos, frère

de Ferdinand VII, contre les *christinos*, ou partisans de la reine Christine et de sa fille, la jeune reine Isabelle II. Cette insurrection, sorte de Vendée royaliste, soulèvement populaire dans une région belliqueuse en faveur d'idées d'ailleurs peu définies et d'un principe incertain, abonde en traits d'énergie et d'audace et en caractères dignes d'une cause plus élevée et plus nette. C'est sans doute en raison de l'incertitude des principes en jeu que le souvenir de cette guerre s'est si vite effacé en Europe et dans le pays même. Cependant cette lutte a produit un homme non-seulement héroïque, mais doué des plus brillantes qualités militaires, une figure digne de l'Espagne, dont le nom serait placé très-haut dans l'histoire s'il avait combattu et dépensé tant de valeur et de force surabondante soit pour l'indépendance de son pays, soit pour des droits incontestables. Il s'appelait Zumalacarregui, dont on abrége souvent le nom en disant simplement Zumala. C'est son court et émouvant commandement de moins de deux années que raconte M. Ducuing. Voilà bien, en effet, la guerre de montagne, avec son caractère tout particulier ; et l'auteur, qui a écrit sur les notes mêmes de plusieurs acteurs de cette guerre, a su nous donner des détails militaires d'une grande précision. Il en résulte clairement que le général carliste sut donner à ses volontaires navarrais une organisation bien plus sérieuse que nos chefs vendéens aux paysans de l'Ouest.

Ce n'est pas seulement la première guerre de Kabylie (1841-45) qu'a voulu nous rappeler le même écrivain, et s'il a ainsi intitulé sa seconde étude, c'est vraisemblablement pour la rattacher à l'intitulé *Guerre de montagne*. Le vrai sujet, c'est cette période de la guerre d'Afrique qui a illustré le maréchal Bugeaud. Des hasards singuliers ayant rapproché le journaliste de l'illustre maréchal, il s'ensuivit de la part de ce dernier de longs récits, de précieux souvenirs, racontés par le héros lui-même, et qui ne tombèrent pas dans une oreille oublieuse ou indifférente. Car peu de temps après la mort du maréchal, ces souvenirs, ayant paru dans la *Revue*

des deux mondes firent quelque sensation dans le monde militaire, qui en voulait absolument trouver l'auteur dans l'armée. Le passage où M. Ducuing rappelle ses relations avec le maréchal, qui, si près de sa fin, semblait instinctivement pressé d'assurer à ses récits et à son expérience une mémoire fidèle, est plein de charme : « Cher grand homme! nul ne peut dire mieux que moi quels trésors de bonté, d'indulgence et de dévouement patriotique résidaient dans son âme ! Il avait espéré férir son dernier coup contre Radetzki, son rival de gloire ; aussi avec quelle ardeur et quelle joie il avait organisé le camp des Alpes !... On dit qu'il est mort d'une boisson trop froide. N'en croyez rien : il est mort du camp des Alpes dispersé.

« Le maréchal Bugeaud était devenu loquace comme Nestor sur la fin de sa vie. C'est de ces confidences, pleines de faits et de révélations, que j'ai profité pour écrire la *Guerre de montagne*. Il me semblait toujours, en le quittant, que j'aurais été de force à lui servir d'officier d'état-major, tant il était intelligent et intelligible dans ses explications stratégiques. »

C'est une heureuse idée qui a inspiré les *Dominations françaises*, c'est-à-dire le tableau des tentatives faites, dans le cours des siècles, par notre patrie pour se répandre au dehors et maintenir son drapeau sur les terres étrangères, depuis les croisades et l'occupation de la Palestine jusqu'à la conquête de l'Algérie. Il y a là des recherches historiques sérieuses et un travail original en quelques parties. L'occupation de la Morée par la féodalité franque, au temps des croisades, est un chapitre qu'on lit avec curiosité et plaisir. Mais de ces faits, de ces épisodes brillants et passagers de notre histoire nationale une réflexion se dégage, et elle est triste : Nous avons semé, et d'autres sont venus récolter. D'étape en étape, nous sommes enfin arrivés en Algérie ; et ici, le maréchal Bugeaud, parlant de l'avenir de notre colonie et des défauts particuliers à notre race, devenait, au dire de son auditeur, encore plus intéressant. Il faut se souvenir ce-

pendant qu'il avait l'esprit un peu chagrin à cette heure de sa vie. Pour nous, nous voulons croire que l'expérience nous a servi, et que le génie français a acquis les qualités nouvelles de persévérance et de patience qui lui ont souvent manqué dans le passé.

***Manuel théorique du mineur*, nouvelle théorie des mines, précédé d'un exposé critique de la méthode en usage pour calculer la charge et les effets des fourneaux, et d'une étude sur la poudre de guerre, par F.-P.-J. Piron, capitaine du génie (armée belge). 1 vol. gr. in-18 avec planches, 1868. (Librairie militaire de Tanera, 6, rue de Savoie, à Paris.)**

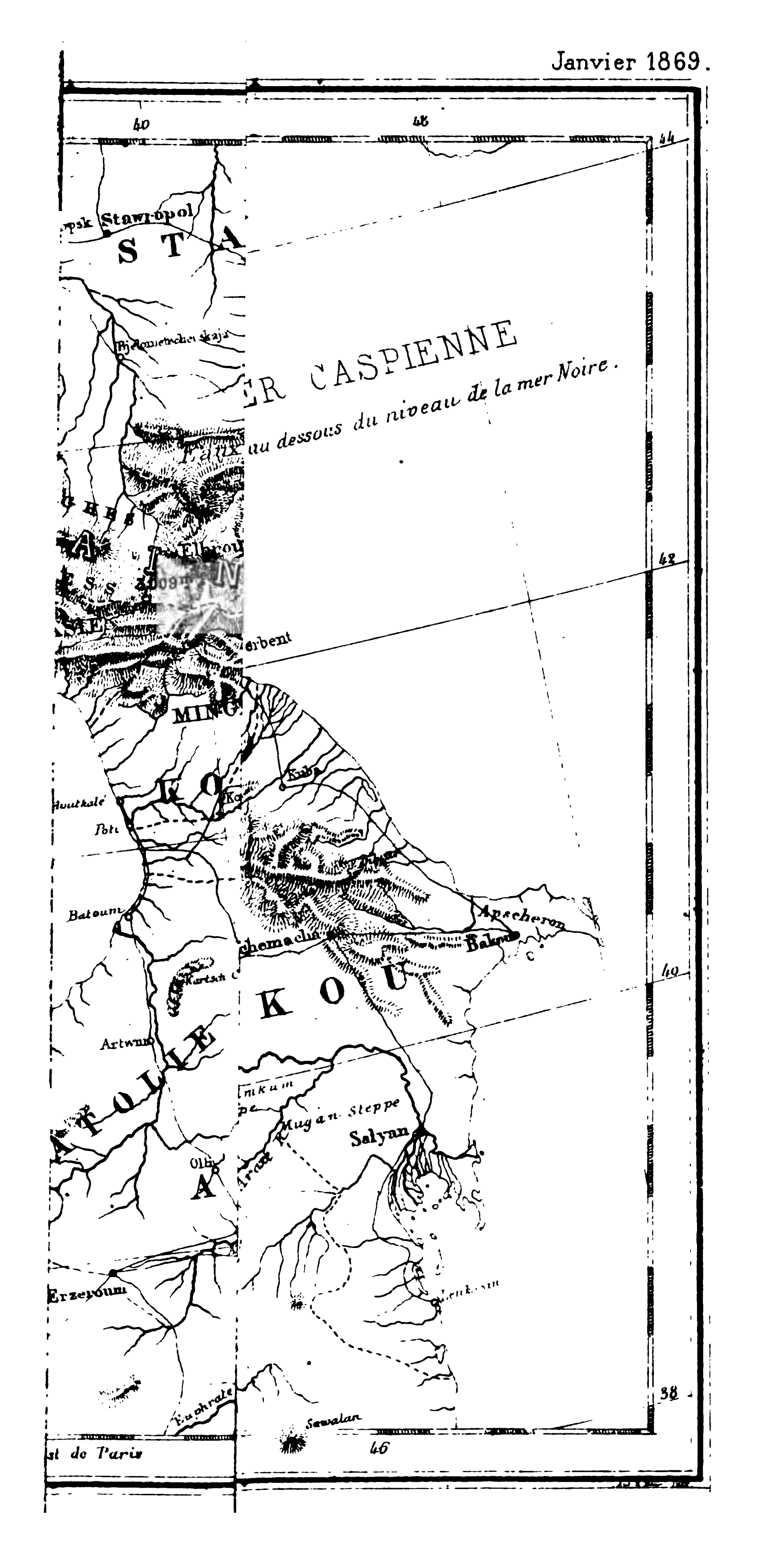
L'auteur de cet ouvrage est connu en Belgique et même à l'étranger par de nombreux écrits spéciaux. Plusieurs des modifications et innovations qu'il a proposées dans la construction des ponts mobiles et des bâtiments militaires ont même été appliquées dans les récents travaux de fortification d'Anvers, auxquels cet officier a été attaché. Désigné, en 1867, pour faire partie d'une commission chargée de rédiger un nouveau manuel du mineur, et déjà préparé à ce travail par ses précédentes études, il s'y donna complétement : de là le volume actuel.

Le *Manuel théorique du mineur* comprend trois parties. La première expose l'ancienne théorie des mines; la deuxième est une étude sur la poudre, et la troisième une nouvelle théorie des mines.

L'étude sur la poudre conduit l'auteur à en déterminer l'*équivalent mécanique relatif*, d'où il déduit le principe fondamental qui lui sert à obtenir l'expression générale des charges.

Ce volume qui, passant en revue les ouvrages antérieurs sur le même sujet, s'est proposé de les rectifier et de les compléter en quelques points, et qui est l'œuvre d'un homme très-compétent, nous a paru devoir être signalé à nos officiers des armes spéciales.

JULES LAIR.


Stawropol
S T A
ER CASPIENNE
au dessous du niveau de la mer Noire.
Elbrou
Derbent
MING
Kuba
Poti
Batoum
Schemacha
Apscheron
Baku
K O U
Kartsch
Artwin
Mugan Steppe
Salyan
Olti
A
Erzeroum
Lenkoran
Euphrate
Sewalan
de Paris
40
42
44
46
38

DE L'EMPLOI DES CHEMINS DE FER

DANS LES OPÉRATIONS MILITAIRES

PAR

THÉODORE HOFFMANN-MERIAN,

Chef du mouvement sur les chemins de fer suisses.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR LE COLONEL D'HERBELOT.

PRÉFACE DU TRADUCTEUR.

Emploi des chemins de fer dans les opérations militaires au point de vue de la Suisse. Tel est le titre d'un ouvrage allemand publié à Bâle en 1868 par M. Théodore Hoffmann-Merian, chef du mouvement sur les chemins de fer suisses.

La table des matières de cet ouvrage comprend les articles suivants :

1° Introduction ; 2° Organisation des transports militaires en Autriche, en France, en Prusse et en Suisse ; 3° Transport par chemin de fer pour les grands mouvements de troupes ; 4° Embarquement, conduite pendant le transport, débarquement ; 5° Défense des chemins de fer, leur mise hors de service ; 6° Reconnaissance militaire des chemins de fer.

Nous extrayons de cet ouvrage :

1° L'introduction, qui contient l'historique des applications du service des chemins de fer aux usages de la guerre, faites en Autriche, en France, en Amérique, en Prusse ;

2° La partie qui traite du transport des convois en présence de l'ennemi.

Introduction.

Il est incontestable que l'emploi des chemins de fer doit exercer sur la conduite des opérations militaires une grande influence. Les chemins de fer, les armes de précision, celles à tir continu, en imprimant plus de rapidité à ces opérations, abrégeront nécessairement la durée des campagnes.

Les voies ferrées sont de puissantes lignes stratégiques, parce qu'elles établissent entre les localités de promptes communications : elles permettent une concentration rapide des forces sur le théâtre de la guerre, dès qu'elle éclate, et mettent l'armée en liaison constante avec ses réserves ; elles assurent les renforts et les approvisionnements.

Elles donnent à la défense les moyens d'être secourue promptement.

Elles facilitent une brusque offensive sur un point déterminé.

La première application que nous puissions signaler de ces voies aux usages de la guerre a eu lieu entre Balaklava et le camp sous Sébastopol : elle permit l'approvisionnement de l'armée anglaise.

Cependant, déjà dans l'automne de 1850, des transports de troupes de Vienne et de la Hongrie avaient été effectués par chemin de fer, vers les frontières septentrionales de la monarchie sur Brunn et Olmultz.

En 26 jours, 75 000 hommes, 8 000 chevaux, 1 800 voitures, y compris le train d'artillerie, furent expédiés ; 6 à 7 convois transportèrent journellement 3 000 hommes, 300 chevaux et 70 voitures, environ 3 000 quintaux de colis.

La plus forte expédition eut lieu le 29 novembre ; elle comprit en 8 trains séparés, 8 000 hommes, 550 chevaux et 180 voitures. Ce fut le premier emploi en grand du chemin de fer au transport des troupes.

Lors de la guerre d'Italie, l'efficacité des transports militaires par chemin de fer fut constatée, soit par l'Autriche, soit par la France.

En janvier 1859, l'Autriche transporta en 14 jours, par 76 convois (trains de voyageurs et de marchandises), de Vienne à Nabrosina, son 3e corps d'armée fort de 20 000 hommes, 5 400 chevaux et 278 voitures, y compris les bouches à feu. La charge moyenne fut par convoi de 1 700 hommes, 450 chevaux et 24 voitures. La plus forte fut le 1er jour de 9 000 hommes, 200 chevaux et 31 voitures en 9 convois.

En même temps, le transport de l'armée française en Italie s'effectuait de la manière suivante :

Du 20 avril au 15 juillet, 227 à 228 000 hommes et 37 000 chevaux, sans compter les pièces et voitures, furent expédiés par la ligne de Paris à Marseille et les embranchements de Culoz, Grenoble, Aix et Toulon. Les mouvements les plus forts eurent lieu dans la période du 20 au 30 avril, pendant laquelle l'expédition journalière en vingt-quatre heures, fut de 8 400 hommes et 510 chevaux. Il eût fallu par la route ordinaire 60 jours pour transporter 84 000 hommes et 5 100 chevaux. Le maximum eut lieu le 25 avril. 11 495 hommes et le matériel correspondant à ce personnel furent dirigés de Paris sur Lyon [1].

[1] Une grande partie des transports de Lyon sur l'Italie fut exécutée par la ligne de Lyon à Genève. Ces transports furent, soit à l'aller, soit au re-

Du 22 mai au 5 juin 1859, de nouveaux envois de troupes autrichiennes s'effectuèrent de la Bohême vers l'Italie à travers l'Allemagne. Le 1er corps (31 000 hommes, 3000 chevaux, 1 050 voitures y compris les pièces) et une division de cavalerie (4 300 hommes, 4 300 chevaux, 48 voitures) renforcèrent l'armée opérant en Italie. 10 jours et 70 trains furent consacrés au 1er corps, 5 jours et 32 trains à la division de cavalerie.

Il y eut 7 convois par jour, dont l'un comprit : soit un faible bataillon d'infanterie, soit 1 escadron de cavalerie, soit 2/3 de batterie de cavalerie, soit 1 batterie à pied, soit 1 division du train (60 hommes, 80 chevaux, 20 à 24 voitures).

Sur un parcours de 59 lieues vers Inspruck, on chargea à Hof d'autres wagons avec des troupes. Le transport dura 18 jours jusqu'à Inspruck, de là on atteignit Botzen en 3 jours de marches forcées, ensuite on utilisa de nouveau le chemin de fer.

Quatorze jours après le départ de la Bohême, 8 000 hommes du 1er corps prenaient part à la bataille de Magenta.

En 28 jours, 35 000 hommes, 8 400 chevaux et 1 078 voitures parcoururent en chemin de fer 154 milles (1 141 kilomètres), tandis que par la route la plus courte de Prague par Bindweis, Lintz, Salzbourg, Inspruck et Vérone, on eût employé 52 jours pour une distance de 118 milles (873 kilo-

tour, de 127 254 hommes, 23 279 chevaux et 2 141 voitures d'artillerie. Ils nécessitèrent 1 169 trains spéciaux de Lyon à Culoz. La ligne de Lyon à Genève n'avait pas encore été englobée dans celle de Paris-Lyon-Méditerranée. Elle était sous la direction de MM. Midy et Conveas, ingénieurs des ponts et chaussées ; le chef du service du mouvement était M. Maignien, aujourd'hui inspecteur sur la ligne de Lyon-Méditerranée. (*Note du traducteur.*)

mètres), à raison de 3 milles par jour avec repos tous les 4 jours.

Dans la dernière guerre de Danemark, pendant les 3 derniers jours de janvier 1863, la voie ferrée d'Altona à Kiel, longue de 18 milles 2/3 (137 kilomètres), transporta en 5 à 6 convois spéciaux journaliers le corps autrichien, et en 7 convois, le 1er et le 2 février, la garde prussienne. Ce chemin de fer disposait de 22 locomotives, de 161 wagons couverts de voyageurs et de 124 découverts de marchandises.

Du 24 novembre au 3 décembre 1864, les troupes du 6e corps d'armée autrichien, revenant du Schleswig-Holstein, se dirigèrent au nombre de 450 officiers, 12 414 soldats, 1 817 chevaux, 391 voitures, sur 27 trains avec 2232 wagons, sur le chemin de fer de l'Allemagne du Nord et celui de l'Empereur Ferdinand. Le plus fort train, composé de 120 wagons, transporta 35 officiers, 1 059 hommes, 71 chevaux et 17 voitures.

Lors de la campagne d'Allemagne, en 1866, la concentration des divers corps d'armée prussiens s'effectua dans la seconde quinzaine de mai. L'expédition du 5e et du 6e corps d'armée commença le 17 mai et fut terminée le 1er juin. Le 5e corps fut dirigé par Samter, Posen, Lippa, Glogau, Boyanovo, vers Konigszelt; le 6e corps suivit en partie la direction de Frankenstein et Neisse.

Du 5e corps, 786 officiers, 22 240 soldats, 2 621 chevaux et 702 voitures furent transportés.

Du 6e corps, 384 officiers, 10 663 soldats, 1 243 chevaux et 165 voitures.

A peu près en même temps, du 13 au 22 mai, le corps de

la garde, composé de 1154 officiers, 35 525 soldats, 9354 chevaux et 942 voitures, parcourait en 80 trains le chemin de Potsdam à Brieg.

Le 5e corps gagna dans le parcours, par chemin à une voie de 253 kilomètres entre Samter et Konigszelt, 4 jours sur la marche à pied. La garde, de Potsdam à Brieg, gagna 14 jours par chemin à double voie.

La division Manteuffel fut transportée très-rapidement de Lunebourg (Hanovre) à Celle du 19 au 20 juin.

Le quartier général (8 bataillons d'infanterie, 4 escadrons de dragons, 2 batteries, 3 trains de munitions, les chariots d'ambulance et d'approvisionnement), par 17 trains spéciaux.

Le 22 juin, pendant 19 heures, de la station de Celle, 7 bataillons d'infanterie, 4 escadrons de cavalerie, 2 bataillons d'artillerie, état-major, ambulance, en 13 trains spéciaux.

Au commencement de la campagne, 71 000 hommes, 1 800 chevaux, 1 000 voitures de guerre, furent dirigés vers la Silésie (2e corps d'armée) et concentrés.

Ensuite, en transports partiels, du 14 mai au 2 septembre, plus de 200 trains spéciaux ou ordinaires expédièrent 880 officiers, 60 000 soldats, 4 100 chevaux et 160 voitures.

De plus, 10 000 malades ou blessés furent conduits aux hôpitaux, loin du théâtre de la guerre, et 108 officiers, plus 21 400 soldats prisonniers internés dans les forteresses prussiennes.

Enfin des masses de colis (vivres, remèdes, rafraîchissements, etc.) furent envoyées pour le service des malades, blessés, et pour les prisonniers.

Jusqu'en 1861, les chemins de fer ont été employés loin

du feu de l'ennemi pour le transport des troupes et du matériel ; cependant avant la bataille de Magenta, le corps de Canrobert dut effectuer un mouvement rapide près du champ de bataille. Ce fut lors de la manœuvre effectuée à gauche par l'armée française pour tourner l'aile droite de l'armée autrichienne. L'infanterie du 3ᵉ corps (Canrobert), 22 000 hommes, fut dirigée le 28 mai 1859 par le chemin de fer de Pontecourone à Casale, pendant que la cavalerie et l'artillerie marchaient avec le reste de l'armée. Ces troupes arrivèrent toutes fraîches à Casale et la concentration s'effectua facilement.

Depuis cette époque, de nombreux faits ont constaté l'emploi du chemin de fer aux opérations stratégiques.

Les Américains sont les premiers qui en aient fait cette application. Après eux, les Prussiens en ont tiré un grand parti.

Le 11 février 1862, le gouvernement américain nomma le général Mac Cullum, directeur des chemins de fer des États-Unis, en l'autorisant à disposer de toutes les voies ferrées, de toutes les locomotives, pour le transport des troupes, munitions et matériel de guerre. Il eut également plein pouvoir sur toutes les fabriques et, en peu de temps, il se procura 140 machines nouvelles et 2 573 wagons.

Le général Mac Cullum organisa en conséquence une énergique administration militaire, chargée de diriger un vaste système de chemins de fer et eut à sa disposition plus de 419 locomotives et 6 330 wagons. Ce général créa le corps des chemins de fer, composé d'hommes techniques qui, appuyés de fortes colonnes de travailleurs et organisés militairement, suivaient le mouvement des armées ; soit que les

troupes dussent avancer ou reculer, il fallait, dans le premier cas, rétablir à tout prix la voie et le matériel, ensuite organiser le mouvement ; dans le second cas, détruire des tronçons de manière à rendre difficile leur rétablissement par l'ennemi. Souvent les ingénieurs, après avoir rendu un jour la voie impraticable, devaient la rétablir le lendemain. Dans le cours de cette longue guerre, on mit en œuvre un nouveau système et on admit en principe qu'il fallait sans hésiter employer tous les moyens possibles pour entraver les opérations de l'ennemi.

Cette alternative de démolition et de réparation se développa principalement dans la Virginie du Nord et le Tennessee, où la roue de la fortune tourna d'une manière remarquable. Dans l'été de 1853, le général Mac Cullum ouvrit vers le haut Rapidan une ligne de 30 milles anglais (129 kilomètres), qui transporta l'armée du Potomac, forte de 8 000 hommes, commandée par le général Meade. Cette armée formait le noyau de la force armée du Nord. Lors de la retraite du général Pope, en août, ce chemin dut être démoli en partie, et on abandonna 7 locomotives et 295 wagons.

Les chemins de fer de Manassee-Gap, de Londonhampsire, d'Aquinereeck et de Fredericksbourg furent trois fois détruits et reconstruits, jusqu'à ce que le général Grant enferma dans Richmond le général Lee. Le fait le plus remarquable accompli par le corps des chemins de fer fut le rétablissement du viaduc de Rappahanock. Cet ouvrage, long de 625 pieds sur une hauteur de 25, avait été détruit presqu'entièrement par Lee. Il fut reconstruit en une seule journée d'été (19 heures de travail).

Dans la Virginie, le Maryland et la Pensylvanie, sous la direction de Mac Cullum, 17 chemins de fer, 70 locomotives et 1 723 wagons furent mis en activité.

En décembre 1863, par suite de la retraite des confédérés, le réseau du chemin de fer du Sud fut placé sous l'administration de Mac Cullum. Il entreprit le transport des corps de Shermann, fort de 75 000 hommes, à Chattanoogha. Le passage des Alleghanys et le Kentucky, ainsi que le Tennessee furent préservés. Dans une immense étendue de pays habité par un ennemi intrépide et énergique, il put par ses chemins de fer pourvoir aux approvisionnements et au service de santé. Il employa à cet effet 200 locomotives et 3000 wagons.

Des bandes de guérillas et de cavaliers se montraient dans le Tennessee et la Géorgie, particulièrement entre Chattanoogha, Hautsville et Vicksbourg. Ces hordes de sauvages imaginaient toutes sortes de stratagèmes pour faire dérailler les trains ou tomber les ponts. Quoique quelques-unes de ces barbares tentatives aient réussi, les mesures du général Mac Cullum furent si bien prises qu'il perdit peu de monde et n'éprouva que de légers retards dans ses opérations. A cette époque, le corps des chemins de fer de Mac Cullum fut porté à 5 000 hommes. Il avait également sous son commandement 12 000 travailleurs dans le département du Missisipi. Le premier de ces corps rétablit le pont détruit du Chattahooche, long de 780 pieds et haut de 92. Cet immense travail fut effectué en 4 jours 1/2.

En octobre 1864, le général Hood tourna l'armée de Sherman et détruisit sur ses derrières 35 milles 1/2 anglais

(57 kilomètres) de chemin de fer et, en outre, un pont long de 455 pieds. 13 jours après que l'armée de Hood eût quitté la province, grâce au corps des chemins de fer, la circulation était rétablie sur toute la ligne ; 25 milles d'ouvrages étaient refaits, et un pont de 230 pieds était construit entre le Tunnelhill et Rosaia ; le tout en 7 jours 1/2. Le travail commencé par le milieu fut poussé en même temps avec rapidité des deux côtés. Les matériaux furent apportés de Cléveland par un embranchement long de 1 mille 1/2 (2 400 mètres).

Le corps de Mac Cullum exécuta, en 1864 et 1865, plus de 1 200 milles de chemins de fer en pays ennemi. Il éprouva de grandes difficultés et la dépense fut de 1 300 000 dollars. Au milieu des péripéties d'une guerre gigantesque, des ponts sur une étendue de 10 milles furent successivement démolis et rebâtis. 453 milles de voie furent soit édifiés à neuf, soit rétablis. Pendant plus de 3 ans on détruisit la voie sur une distance de 2 000 milles anglais environ dans les provinces du Sud, principal théâtre de la guerre. Une énorme quantité de rails et de matériaux de toute espèce restaient hors de service.

Le transport des objets pour reconstruction présentait de grandes difficultés, les forges les plus rapprochées du théâtre en étaient à 500 milles de distance, et le parcours ayant lieu au milieu des champs de bataille, les convois étaient souvent arrêtés.

Dans cet état de choses, le gouvernement résolut, le 17 février 1864, de remettre en activité une forge à Chattanoogha, placée sur le théâtre de la guerre, et dont le travail aurait été arrêté. 200 000 dollars furent employés à rétablir cette usine,

et au bout de 4 semaines elle commença à fonctionner. Elle livra en 6 mois 76 360 quintaux de rails. Étant devenue inutile par suite des péripéties de la guerre, elle fut vendue pour 175 000 dollars. La dépense pour la mise en œuvre de cet établissement se réduisait donc à 25 000 dollars. Le gouvernement acheta en outre 434 860 quintaux de rails, dont le prix s'éleva pendant la durée de la guerre de 9 fr. 35 à 31 fr. 85 le quintal.

Sur les 6 330 wagons employés exclusivement pour le service de la guerre, 1 043 furent détruits soit par déraillement, soit par le feu de l'ennemi; 510, encore en état de servir, furent repris après la guerre par leurs anciens propriétaires. Le reste fut vendu à vil prix. Sur 419 locomotives, 103 étaient encore de service, 6 furent complétement perdues et 310 vendues à faible prix. Le général Mac Cullum, dans un rapport au Congrès de Washington, signala tous les faits accomplis en 1862 et 1863 par le corps des chemins de fer, dans le but d'obtenir une organisation plus vigoureuse de ce corps.

L'armée du Tennessee, de 100 000 hommes et 60 000 chevaux avec les bouches à feu et le matériel nécessaire, était avancée en pays ennemi à une distance de plus de 200 milles anglais. Les rails furent plus de vingt fois détruits par des hordes de guérillas. Cependant ils furent réparés, et les services d'approvisionnement et de santé furent assurés. 1 517 pièces de siége ou de campagne avec munitions et parcs, 1 082 841 armes portatives d'infanterie, 282 389 mousquetons et pistolets de cavalerie, 1 295 600 projectiles à canon, 1 435 046 cartouches d'artillerie, 259 millions de car-

touches d'infanterie et de cavalerie, 347 millions d'étoupilles, 6 millions de livres de poudre, 919 677 uniformes, 34 670 harnachements pour cavalerie et 3 570 pour attelages d'artillerie furent transportés.

La dépense s'éleva à environ 262 millions de francs. Sur la distance entre Chattanoogha et Krouville, il y eut environ 80 000 blessés à remplacer. La chaleur du soleil, à la latitude du Caire, et des multitudes d'insectes étaient plus funestes que le feu de l'ennemi. Un grand nombre de blessés succombait. Les travailleurs étaient privés de sommeil. Les difficultés augmentèrent naturellement quand Shermann fut tourné par Hood et quand il fallut rétablir la communication presque constamment sous le feu de l'ennemi. Le service du corps des chemins de fer devint si dangereux qu'il fallut toute la rigueur des règlements militaires pour maintenir la discipline. En 6 mois, de janvier à juin 1865, 16 locomotives détruites et les débris de 294 wagons, des ponts, etc., furent transportés à Nordville.

Les généraux commandants les corps d'armée signalèrent par les témoignages les plus flatteurs, les services rendus par le corps des chemins de fer.

Il a été dissout le 8 août 1866. Son organisation a été étudiée par les divers États européens, particulièrement par la Prusse.

Dans la campagne de 1865, à chaque corps d'armée était jointe une division de chemins de fer de campagne ayant pour destination de rétablir promptement les voies démolies, d'organiser le mouvement et de détruire au besoin des tronçons. Ce corps, joint à la télégraphie de guerre, a rendu les

plus grands services pendant le cours de la campagne. Il était sous les ordres supérieurs d'un officier ingénieur en chef au quartier général. Chaque division se composait de 1 officier-ingénieur, 1 sergent-major, 3 sous-officiers, 6 caporaux et 48 pionniers ; de 7 chefs de train, 3 machinistes, 2 constructeurs et de 1 employé supérieur des chemins de fer.

Campagne de la 2e division de chemins de fer jointe d'abord à l'armée prussienne de l'Elbe, puis à l'armée du Mein.

Le 15 juin, à midi, les Saxons firent des préparatifs sur la rive droite de l'Elbe près Roderan, pour brûler le pont du chemin de fer de Riesa. Le 15, au soir, les Prussiens avaient franchi la frontière saxonne à Roderan. A dix heures, les pionniers saxons brûlaient les arches en bois de ce pont.

Le 16, à six heures du matin, la 2e division arriva de Berlin et reçut du général Herwarth, l'ordre de rétablir le pont le plus tôt possible. A minuit, les plans étaient exécutés à Riesa. Le lendemain, de bonne heure, un pont de bateau fut jeté par les pionniers pour transporter les matériaux d'une rive à l'autre. On employa à ce travail 50 charpentiers de Riesa et 50 pionniers de la division de chemins de fer. En trois jours le pont fut confectionné, éprouvé, et les communications établies avec Dresde.

Pendant ce temps, le dimanche 17 juin, la division de chemins de fer rétablissait l'embranchement vers Dresde.

Le mardi 19, à trois heures, un premier convoi put être dirigé vers Berlin.

Sur le chemin saxo-silésien, tout le matériel avait été envoyé à Bodenbach. Il fallait mettre le corps de réserves de l'armée de l'Elbe sous le général Mulbe (12 bataillons), à même de se jeter sur la Bohême.

Ces transports et ceux des approvisionnements (vivres et fourrages) furent exécutés du 21 au 24. Le commandant des pionniers prussiens avait réuni les locomotives et les wagons des chemins de Leipzig à Dresde, Berlin à Anhalt, Berlin à Stettin, et le mouvement fut dirigé par des machinistes prussiens sur des chemins inconnus et difficiles en pays ennemi.

De forts transports de troupes qui se succédèrent toutes les deux heures, s'effectuèrent sans accident ni retard. 12 000 hommes, 13 bataillons, 12 escadrons, 2 batteries, ambulance, approvisionnement furent dirigés sur la Bohême.

1re division de chemins de fer attachée à la 1re armée.

La marche forcée des troupes prussiennes par la Moravie sur Vienne, en employant les chemins de fer, s'effectua en évitant les places de Thérésienstadt, Josephstadt et Königgratz, toujours dans les mains des Autrichiens.

Entre Vienne et Prague, le service télégraphique et celui du chemin de fer étaient interrompus. Le chemin de Prague à Pilsen était devenu impraticable par suite de la rupture du pont de la Beraun. De Pardubitz à Reichenberg, de Turnau à Kralup, d'Aussig à Teplitz et Buschterader, le chemin de fer ne marchait plus et le matériel avait été mis en lieu de sûreté.

L'embranchement entre Turnau et Kralup fut rétabli par la division de chemins de fer, et le 15 juillet le pont sur l'Isar à Podol (chemin de Turnau à Kralup) était praticable.

Par suite de la remise en état de service du chemin de Turnau à Kralup, la circulation fut rétablie sur les lignes de Reichenberg-Turnau-Kralup-Prague-Pardubitz-Trubau-Brunn, lignes qui étaient en la possession des troupes prussiennes. Le travail ne fut pas entravé par les forteresses autrichiennes.

A Prague, les troupes prussiennes trouvèrent 20 locomotives et 2000 wagons. On rétablit le chemin peu endommagé de Prague à Pardubitz et Trubau et on ouvrit la communication vers Brunn.

Le pont de Kollin, entre Pardubitz et Prague, qui avait éprouvé quelques légères avaries, fut promptement remis en état.

Le chemin de jonction du sud au nord de l'Allemagne fut, le 10 juillet, rétabli complétement de Trubau à Koniginhof, non loin de Josephstadt et près du sanglant champ de bataille du 3 juillet. Les forteresses de Josephstadt et de Kœniggraetz, que les Autrichiens occupaient, empêchèrent de profiter dans toute son étendue de l'embranchement de Reichenberg à Pardubitz, et la place de Théresienstadt ne permit pas de circuler sur la voie de Prague à Dresde.

La réouverture des lignes mentionnées ci-dessus fut d'une grande utilité à la grande armée prussienne stationnée en Bohême et en Moravie, et le matériel de chemin de fer trouvé à Prague fut mis à profit sur les voies ferrées de Bohême.

Nous reproduisons quelques passages du rapport adressé de Reichenberg, le 5 août, par la commission prussienne :

« Lors de notre arrivée, le 29 juin, les stations étaient encombrées de prisonniers autrichiens ; il n'y avait ni wagons

ni locomotives. Les ateliers étaient ouverts et une grande partie des outils pris par les habitants.

« Déjà le 3 juillet, la circulation était rétablie jusqu'à Turnau sur une distance de 5 milles, avec personnel, locomotives et wagons prussiens. Trois trains par jour marchèrent d'abord dans cette direction et, le 7, ils furent portés à cinq. Il fallait porter des provisions de bouche en quantité énorme sur les stations de Gorlitz, Lobau et Reichenberg et Turnau, où les fournisseurs des 2e, 3e, 4e et 5e corps d'armée avaient établi leurs dépôts, et diriger un grand nombre de blessés sur l'ambulance de Turnau.

« Le 9 juillet, le service fut remis en activité de Turnau à Koniginhof et l'on put faire avancer jusqu'à cette dernière ville et à Talgendorf les dépôts des 2e et 3e corps d'armée. Des trains partis vides de Koniginhof ramenèrent les blessés dans l'hôpital.

« Après la reconstruction du pont sur le chemin de Turnau à Kralup, le mouvement sur Prague recommença le 24 juillet, mais cette voie resta peu de jours ouverte. Dans la nuit du 27 au 28, la garnison de Thérésienstadt dirigea une forte sortie sur la station de Lieblitz, fit prisonniers les employés du chemin, et détruisit une partie du pont conduisant sur l'Elbe, non loin de la station. Depuis ce jour, la circulation entre Prague et Reichenberg n'eut plus lieu que pour les personnes qui, après avoir traversé l'Elbe sur une passerelle, ayant quitté un premier train, en trouvaient un second sur l'autre rive du fleuve. Le transport des colis s'effectua par la route de Prague à Bodenbach, et le 8 août, par des convois directs de Reichenberg à Pardubitz.

Transport militaire sur le chemin de fer hanovrien du sud de Hanovre à Cassel pendant la campagne prussienne.

Du 13 au 15 juin inclusivement, la brigade autrichienne Kalik fut transportée de Harbourg à Cassel; quelques jours après, 18 000 hommes environ de troupes hanovriennes avec matériel suivirent par des trains irréguliers le mouvement vers Gottingue. Cependant les troupes prussiennes étaient entrées sur différents points dans le royaume de Hanovre, particulièrement vers Harbourg, Munden et Cassel. Pour entraver la marche des Prussiens, les Hanovriens avaient rendu le chemin de fer en partie impraticable; ils avaient à cet effet fait sauter de petits ponts, brisé des rails, barricadé des tunnels, etc. Les troupes prussiennes furent obligées de marcher à pied sur Gottingue, où elles se concentrèrent sur l'ordre du général commandant. Le chemin de fer fut promptement réparé, et déjà le 24 on put circuler de Gottingue à Munden, et l'on commença le mouvement qui devait permettre d'investir l'armée hanovrienne.

Le 24 juin, on annonça neuf convois militaires de Gottingue à Munden. Chacun d'eux devait contenir 1 000 hommes et 20 chevaux. Ils devaient se succéder à une heure d'intervalle.

La pente 1/64 de la voie de Gottingue à Dransfeld (point culminant entre Gottingue et Munden), ne pouvant permettre le transport de convois aussi considérables, on forma dix-huit trains au lieu de neuf, espacés entre eux de trente minutes. Les trains étaient rapidement déchargés

à Munden, les machines approvisionnées et en vingt à vingt-cinq minutes ramenés à Gottingue.

A partir de midi, les trains vidés ne furent plus envoyés à Gottingue. Ils furent réservés pour être dirigés sur Cassel, cette voie étant devenue praticable dans la nuit suivante.

La gare de Munden peut contenir cent quarante voitures. On pense qu'elle dût être remplie. Jusqu'à huit heures du soir, les trains se succédèrent sans interruption et le mouvement s'exécuta avec régularité.

Bientôt l'eau fournie par le réservoir du chemin de fer situé sur une hauteur manqua et on en emprunta à un réservoir pour incendies situé dans le voisinage.

Plus tard, vers minuit, il survint un autre contre-temps. La ville de Munden, qui ne contient que 4 500 habitants, fut remplie de troupes, et le personnel du chemin de fer dût être alimenté avec les approvisionnements militaires.

Vers dix heures du soir, le pont provisoire à Hollgrund sur la route de Cassel fut rétabli, et le mouvement des troupes vers cette ville commença. Les convois devaient se suivre à quinze minutes d'intervalle, mais on les distança de quarante-cinq minutes pour éviter l'encombrement à Cassel. De Munden à Cassel il n'y a qu'une voie. Le mouvement compliqué du retour des wagons vides présentait donc des difficultés, d'autant plus que les horloges et les appareils télégraphiques de l'État ne marchaient plus. Cependant le transport s'effectua rapidement et sans accident.

Jusqu'au 25 juin au matin, les mouvements s'étaient exécutés avec régularité, mais il n'y en eut point ensuite. D'au-

tres dispositions ayant été prises, les troupes prussiennes furent ramenées à Cassel et de là à Gottingue.

Le mouvement eut lieu si rapidement que les règlements ne purent être observés. Le personnel étant insuffisant, on employa des sous-officiers. Les chefs de trains manquants, on augmenta démesurément la force des convois ; on déchargea, pour les employer, des wagons de marchandises. Cependant il n'y eut aucun accident. Plus tard on revint à l'état normal.

Transport par chemins de fer en présence de l'ennemi.

Il résulte des faits rapportés ci-dessus que la locomotion en présence de l'ennemi doit se combiner avec les exigences de la tactique.

Avant tout, on doit appliquer les moyens en usage pour éviter les surprises dans une marche à proximité de l'ennemi. S'il est possible on fait faire une reconnaissance d'officiers sur une locomotive, ou bien on la fait précéder d'un wagon qui, par des signaux, transmet ses observations à l'avant-garde.

Ces signaux sont donnés de jour avec des drapeaux de différentes couleurs, la nuit avec de grandes lanternes sur le point le plus élevé de la cheminée, ou à l'extrémité de longues perches. Les signaux doivent donner tous les avertissements nécessaires : *Halte*, *voie libre*, *préparation au combat*, *battre en retraite*, *voie détruite*, etc. S'il y a des positions non faciles à voir, telles que des bois, il faut détacher quelques officiers pour explorer les environs. Après le détachement envoyé en reconnaissance, suit l'avant-garde dont

la force est réglée d'après le but qui lui est assigné. Elle précède de une à deux heures (8 à 16 lieues), le gros de la troupe. L'avant-garde doit être munie de bouches à feu.

Les trains qui suivent l'avant-garde sont combinés de manière à ne pas séparer les troupes destinées à agir simultanément, à ce que celles qui doivent se prêter appui mutuel soient réparties dans leur ordre de bataille et qu'elles soient toujours prêtes au combat. Il faut aussi prévoir le cas où les trains devraient être divisés en deux parties.

Ils doivent contenir du matériel en réserve, tel qu'essieux, roues, chaînes, crics pour lever les locomotives et les wagons, rails, mentonnets, etc.

Il est nécessaire d'avoir au feu des locomotives de rechange pour mettre le train en mouvement par derrière, si le moteur en tête est détruit. Il importe que les machines soient puissantes et susceptibles de traîner deux trains. Leur nombre est en rapport avec celui des trains, qui doivent être assez nombreux pour que, sur l'annonce de renforts ou si l'on veut faire venir les réserves éloignées, on ait des moyens de transport disponibles.

D'après l'exemple des Américains, les wagons sont disposés pour le combat. Il leur faut une avant-garde pour être en mesure contre une attaque subite. Nous engageons à faire usage de plaques de fer en avant des fenêtres, plaques percées de meurtrières pour le tir, et à placer derrière, des sacs garnis de sable ou de foin. Après le premier tir, on baisse les fenêtres et on les remplace par les châssis mentionnés. A chaque fenêtre on maintient une ouverture pour

le tir. On y place de bons tireurs ; leurs camarades chargent ou préparent les cartouches ; les trous doivent être disposés de telle sorte que les projectiles ennemis passent au-dessus des têtes des défenseurs.

Contre les feux de mousqueterie, on confectionne des wagons susceptibles de défense. Les convois de cavalerie et d'artillerie doivent toujours être précédés d'un train d'infanterie, parce que le temps nécessaire pour la descente des chevaux et du matériel rend impossible une transition rapide au combat. La voie doit être d'abord dégagée par l'infanterie, pour permettre aux deux autres armes de se mettre en bataille.

Contre un train lancé à toute vitesse, la puissance de l'artillerie serait assez grande pour l'arrêter brusquement ; quelques projectiles atteignant les roues et les machines suffiraient pour mettre les locomotives hors de service. Mais plus le mouvement est rapide et plus est mobile le but offert aux pièces ennemies, même quand le tir est dirigé en avant des locomotives. Pour être hors de la portée du tir des troupes en mouvement, les pièces sont mises en batterie à six ou sept cents pas du côté du chemin, c'est-à-dire à peu près aux deux tiers de l'intervalle parcouru dans la première seconde par le boulet de 12, et deux fois celui que parcourt le boulet de 4. En une seconde la locomotive (en admettant une rapidité de 60 kilomètres à l'heure), avance de plus de moitié de sa longueur, et sur une courte distance cette rapidité peut encore être augmentée pour éviter plus facilement les boulets ennemis. Dans cette condition, le but est très-incertain. Les artilleurs ne peuvent apprécier la rapidité d'un train ; ils tirent

au hasard sur ce train et produisent plutôt un effet moral que physique.

Des corps de partisans du Sud, dans la guerre d'Amérique, ont attaqué plusieurs fois des trains de troupes du Nord, et il ne s'est présenté qu'un seul cas où ils aient arrêté le convoi, mais il contenait des blessés et le chemin était détruit. Les convois avancent sans grande perte au milieu d'une pluie de projectiles; les trains marchent vers le territoire ennemi, se meuvent avec une rapidité moyenne, sauf au moment où ils sont attaqués; ce qui permet un plus grand rapprochement de ces trains, condition très-importante pour l'unité tactique. Les trains qui se suivent doivent se tenir en relation par des signaux; lorsque la tête ralentit ou accélère le mouvement, les convois suivants doivent se conformer à ce changement d'allure. Le signal doit venir de l'avant-garde.

S'il se présente un obstacle sérieux, si les officiers détachés en reconnaissance aperçoivent de forts détachements ennemis, les fuséens et les tirailleurs commencent le combat sur les wagons. Les tirailleurs mettent pied à terre, s'établissent sur la voie, ensuite les autres troupes descendent sous leur protection. Si le convoi ne souffre pas trop du tir ennemi, il peut s'arrêter jusqu'à ce que les premières troupes du convoi suivant arrivent et soient prêtes au combat. Si les fuséens ont choisi près du chemin un point favorable, les trains vidés reculent hors de la portée du feu. Si le train ne peut arrêter au milieu des boulets ennemis, il se transporte en arrière aussi loin que possible, avant de débarquer dans une position plus favorable. Lorsque la supériorité de l'ennemi ne permet pas de descendre et qu'un mouvement

en arrière n'est pas exécutable, il faut s'élancer en avant à toute vapeur, prendre position et attendre les trains suivants ou faire débarquer les troupes et attaquer l'ennemi en flanc ou à revers, pendant que les trains suivants s'arrêtent et jettent sur la voie des renforts pour le chasser. Nous laissons aux chefs militaires la tâche de continuer l'action.

De tels transports ne peuvent s'exécuter avec complète sécurité dans le voisinage de l'ennemi, même sur son propre territoire, si l'on ne dispose d'un personnel habile et consommé, tant pour le service des locomotives que pour la conduite du train, sous la direction d'hommes spéciaux, afin que le transport des convois soit exécuté ponctuellement dans les conditions réglementaires. Dans toutes les positions dangereuses, telles que digues élevées, pentes, ponts, courbes, etc., on doit se préparer d'avance pour éviter les accidents. Pour la direction régulière du personnel du chemin, les chefs sont responsables et les uns comme les autres sont soumis aux lois militaires.

Il ne faut pas croire qu'on trouve partout des hommes aptes au service des chemins de fer et pouvant se mettre promptement au courant. Les Américains, éminemment pratiques, ont abandonné presque complétement ce service aux hommes spéciaux.

L'ingénieur de chemins de fer Basson rapporte, d'après l'expérience acquise dans la dernière guerre prussienne, que si le transport des troupes dans leur propre pays présente déjà de grandes difficultés, elles augmentent généralement lorsqu'on entre en pays ennemi. Le conducteur de locomotive, dit-il, étant étranger, ne connaît ni le tracé, ni les

pentes, ni les courbes, ni les tunnels, ni les stations : la locomotion n'est plus en harmonie avec l'enrayage et il arrive que, lorsque sur de fortes pentes on donne le signal d'enrayer, on effectue le mouvement inverse de lâcher le frein au lieu de le serrer ; ce qui met le convoi en danger. D'autres agissent si brusquement qu'il se produit un mouvement de recul ; les chaînes se brisent et une partie du convoi devient indépendante. Les voitures conduites par la machine conservent leur mouvement ; les autres n'étant plus retenues par le frein se précipitent avec grande rapidité en arrière. La prudence du conducteur peut seule arrêter un accident. Souvent pendant que la machine imprime une très-grande célérité, des employés inexpérimentés ayant donné le signal de lâcher le frein, on le serre par suite d'une mauvaise interprétation, et le convoi peut, dans les pentes, s'arrêter et reculer. Voici ce que Basson raconte :

« Un fort train de blessés, dépourvu de serre-freins, fut lancé à reculons, la nuit par un très-mauvais temps, dans une tranchée entre Reichenau et Liebenau. J'éprouvai une terrible angoisse ainsi que le conducteur de la machine, nous brisâmes une barrière ; ce qui rendait le passage libre. Nous jetâmes un poteau entre les roues d'un wagon et nous parvînmes à arrêter le mouvement. Il est difficile de se faire une idée exacte de l'émotion qu'éprouve un conducteur de locomotive, lors de tels accidents. La vie de plusieurs centaines d'hommes est dans la main de ce conducteur. »

Pour chaque branche du service on doit placer des hommes spéciaux ; car la moindre négligence peut avoir de graves conséquences.

Pour les transports des troupes destinées au delà des frontières, les convois doivent être répartis de manière à pouvoir être divisés. Il peut arriver que, par suite des difficultés de terrain, un convoi de soixante à quatre-vingts voitures doive être séparé chemin faisant; si cette opération n'a pas été déjà faite lorsqu'on est monté, elle peut être difficile ; ou tous les officiers sont dans les premiers wagons, ou les munitions se trouvent en arrière ; alors si dans les stations, les voies sont encombrées ou démolies, il en résulte de la confusion et du retard; ce qui aurait dû être évité d'avance, si l'on eût réparti les hommes, les munitions et les colis, de telle sorte qu'un grand convoi puisse être aisément partagé en deux ou trois parties, conformément aux exigences de la tactique.

La ponctualité dans la fixation des heures de départ est en guerre encore plus nécessaire que dans le service ordinaire. Non-seulement un retard dans un premier départ se transmet aux suivants et dérange tout le plan, mais il entraîne une consommation inutile de charbon et d'eau, pour les machines qui peuvent ensuite être exposées à en manquer; une grande régularité dans le départ et dans l'arrivée est de la plus haute importance.

Il en est de même pour les envois de vivres et de munitions et les déchargements qui doivent se faire régulièrement et ponctuellement; autrement ces transports encombrent les voies et les gares.

Quoique dans la dernière guerre prussienne le service des chemins de fer se soit accompli en général très-exactement, une colonne de voitures du pays resta dans une

gare attendant des provisions destinées à un corps ; mais la gare fut encombrée par un convoi de munitions et le convoi de vivres ne put être expédié avant le départ des munitions et il resta sur la voie. Plus tard, il arrêta un nouveau transport de troupes.

Cependant le corps qui attendait ses vivres quitta la localité sans les avoir reçus.

Enfin les vivres arrivèrent à destination ; encombrèrent de nouveau une gare et on dut les renvoyer en arrière. De la sorte, beaucoup de provisions (pain, avoine, foin) furent perdues, pendant que les hommes et les chevaux manquaient d'aliments.

On doit toujours veiller à ce que la gare soit libre. Lorsqu'elle est encombrée, les suivantes le sont très-promptement. Si l'ennemi profite de cette situation, tous les approvisionnements et les convois peuvent tomber entre ses mains. L'encombrement d'une voie ferrée est très-préjudiciable quand on a compté sur cette communication pour toutes les opérations.

Si l'organisation du mouvement d'un chemin de fer en temps de guerre présente de grandes difficultés dans l'offensive, on en rencontre encore bien davantage dans les retraites. On a affaire à des militaires démoralisés, qui craignent de tomber entre les mains de l'ennemi et qu'on ne peut maintenir en ordre. Il faut recevoir les transports de blessés, les chefs de gare, les employés de la télégraphie, les effets, ustensiles de gare, machines, etc. Les hommes sont très-excités, ils se disputent les wagons et chacun pense à sa sûreté personnelle. Cependant, en cette circonstance, l'or-

dre est indispensable, et non-seulement pour l'embarquement, mais pendant la conduite des convois.

Des trains marchant les uns à la suite des autres, il faut éviter l'encombrement aux embranchements, autrement la confusion n'a pas de limite. Tous les moteurs tombent dans les mains de l'ennemi et les lignes deviennent impraticables. Dans la dernière campagne de Bohême, les Autrichiens ont effectué avec talent et prudence leur retraite de Reichenberg sur Turnau et Pardubitz et de Turnau sur Kralup.

Un machiniste consommé, qui déjà précédemment dans la guerre italienne avait exécuté de semblables expéditions, se chargea de ces trains. On put, à la démolition de la gare et du laboratoire, observer que tout avait été dirigé avec prudence.

Cependant déjà à Prague, la retraite cessa d'être bien organisée, parce que la jonction du chemin de Prague à Dresde avec la gare devant Prague du chemin occidental de Bohême n'avait pas été rétablie. La retraite jusqu'alors avait été dirigée en bon ordre ; par suite de cette circonstance, vingt locomotives et deux milles wagons tombèrent dans les mains de l'ennemi. Les trains de marchandises étaient arrivés de différentes lignes et étaient restés. L'omission d'une ligne de jonction, au moins provisoire, des deux gares à Prague, fut une faute qui eut pour l'armée autrichienne les plus fâcheuses conséquences.

La retraite à l'aide des chemins de fer s'effectua plus heureusement après la bataille de Königgraetz. Tous le 6e corps autrichien (Ramming) fut transporté à Olmutz pour former la garnison de cette place. Les autres corps suivirent, détruisant derrière eux chemins et ponts. Le 10e corps (Gablentz)

fut envoyé à Floridorf près Vienne, pour couvrir le passage du Danube et occuper les retranchements autour de la capitale. Il y eut aussi une retraite effectuée heureusement vers Hanau, par la division de la Hesse électorale, en conséquence de la destruction de la voie du Mein au Wéser.

Cette division fut, le 16 janvier au soir, en partie transportée rapidement à Hersfeld avec le chemin du Nord Frédéric-Guillaume, et ne put être arrêté par les Prussiens qui se précipitaient de Wetzlar vers Cassel; le chemin du Mein au Wéser, entre Marbourg et Cassel, fut détruit par les pionniers hessois, et le général de Beyer dut parcourir à pied les 12 milles de Giessen à Cassel, et il lança des détachements qui ne purent atteindre les Hessois, ni prendre leurs approvisionnements.

Lorsqu'on prépare une retraite, il importe de bien calculer le temps nécessaire pour le départ, pour le transport et pour la descente de wagons, et surtout la force du convoi.

Il faut fixer son attention principalement sur l'organisation des trains destinés au transport des blessés ; on doit s'attacher à ce que, lorsqu'ils sont placés dans les wagons, il n'y ait aucun dérangement jusqu'à destination ou au moins entre les stations, et que les blessés soient exposés le moins longtemps possible aux intempéries. Il faut éviter de disposer les trains de blessés avec les autres et de les exposer à des changements de voie. Ces convois doivent être transportés le plus rapidement possible.

Les wagons de voyageurs ordinaires servent pour les blessés légèrement. Pour les hommes atteints de blessures graves, on emploie de bons wagons couverts et auxquels sont

adaptés des trous. Il faut éviter de laisser des portes ouvertes pour ne pas exposer les blessés à l'action de l'air.

Les wagons doivent être munis de vases d'eau et être pourvus de paillassons.

Il importe aussi d'avoir pour l'organisation des trains une surveillance rigoureuse.

Supposons une gare démolie où des colonnes de munitions sont transportées pour sortir ensuite, où des masses de prisonniers arrivent, où les blessés légèrement sont en plein air, où se trouvent médecins, chirurgiens, infirmiers, blessés grièvement, mourants; ajoutons patrouilles, ordonnances, où se succèdent ordres, contre-ordres, et la gare présentera le spectacle du chaos.

S'il survient un train, chacun veut y monter et on se bat pour une place. On n'écoute pas les employés qui veulent que le train soit avant tout déchargé.

L'intervention des officiers ne sert que sur les points où ils se trouvent. Il arrive que dans le premier train les blessés légèrement trouvent place. Un piquet de la gare est de la plus grande utilité, tant dans l'intérêt des blessés que pour la prompte expédition de ceux à diriger sur le lazaret.

Un fait de dévouement remarquable a eu lieu lors du combat de Podol. Au milieu de la nuit, un train fut appelé de Munchengratz à Podol (chemin de Turnau à Kralup) pour prendre et transporter les blessés. Lorsque le train arriva sur le champ de bataille, le feu était très-violent. Au milieu d'une grêle de projectiles, les employés du chemin de fer descendirent des wagons pour mettre en sûreté les blessés.

Dans la campagne de Prusse, les transports de malades et

blessés furent, sauf un de 3 000 hommes, la plupart de 50.
On transporta en deux mois par 157 trains :

3 228 malades, 5 989 blessés prussiens et autrichiens ensemble 9217 hommes; ainsi en soixante jours, près de 10 000 malades ou blessés furent dirigés sur divers lazarets éloignés du champ de bataille.

La montée et la descente des blessés nécessitant des pertes de temps, les trains furent souvent en retard. Un fait de ce genre eut lieu un soir, vers dix heures, par une saison très-chaude et une pluie battante, à Frankenstein. Dans la gare de Fribourg tout était en mouvement, mais on déclara que la mise à couvert et le pansage des blessés demanderaient jusqu'à deux heures du matin, quoique le lieu où l'on devait passer la nuit fût peu éloigné. Les médecins doivent décider s'il ne convient pas d'éviter vers le soir de forts convois de blessés. On appelle aussi leur attention sur la détermination du moment le plus propre au transport de ces malheureux ; il importe de donner un règlement à cet effet, pour qu'en présence du danger on soit préparé contre toute éventualité.

Le transport des prisonniers de guerre rentre dans la catégorie générale et n'exige aucune précaution particulière. Il est très-désirable qu'une armée en campagne se débarrasse promptement des prisonniers et n'ait à s'occuper ni de leur surveillance, ni de leur approvisionnement.

D'après les relevés prussiens du 30 juin au 28 août 1866, environ quatre-vingt-quatre trains de prisonniers furent dirigés du Waldenbourg et Frankenstein vers Bréslau et de là sur Cosel, Neisse, Glögau, Posen, Coslin et Dirschau ; ils comprirent 540 officiers et 21 140 sous-officiers ou soldats ;

à Neisse et Glögau on ne put admettre que 4 000 hommes ; à Cosel et Posen 2 000, 100 officiers et 12 000 soldats furent conduits à Königsberg, Dantzig, Thorn, Dirschau, Stettin et Stralsund. Des places fortes de la Prusse et de la Marck, environ 10 000 Hongrois furent envoyés à Cosel, Neisse et Glögau.

Le 30 juin, un convoi de 5 officiers et 1 140 soldats, parti à quatre heures du soir de Frankenstein et destiné à Posen, entra à minuit dans la gare de Fribourg à Breslau ; le convoi fut déposé sur une courbe hors de la gare, pour de là prendre le chemin de la haute Silésie et être envoyé plus loin. Le convoi était parti à trois heures du matin de Glatz, pour arriver à midi à Frankenstein ; mais il dut, jusqu'à neuf heures et un quart du soir, par une chaleur brûlante, rester sur la courbe pour n'atteindre Posen que le lendemain à quatre heures du matin. Les hommes seraient restés sans vivres pendant vingt-quatre heures, si la population n'en avait pas fourni spontanément. Les prisonniers furent mêlés avec le public. Enfin on les entassa dans les wagons de voyageurs et de marchandises, heureusement on n'eut à déplorer aucun accident.

Il y a encore à considérer les transports particuliers destinés à conduire des renforts, des vivres. Ils comprennent aussi les blessés, malades et prisonniers de guerre dont on a parlé ci-dessus. On doit veiller avec soin à ce que les voies et les stations ne soient pas encombrées, car l'encombrement sur un point occasionne le manque d'objets utiles ou nécessaires sur un autre point.

Dans la dernière campagne allemande, plus de deux cents

transports de troupes prussiennes eurent lieu du 14 mai au 2 septembre, partie par convois spéciaux, partie dans le transport général.

880 officiers, 60 387 soldats, 4 186 chevaux, 157 voitures furent transportés. Plus tard, en grande masse les convois de vivres, fourrages, remèdes et prisonniers de guerre. Malgré la bonne organisation, il y eut beaucoup à désirer : ainsi le 19 juin, on trouva dans les stations de Faulbruch, Reichenbach, Gnadenfrei et Frankenstein des centaines de wagons avec provisions et fourrages non déchargés et arrêtés sans pouvoir aller plus loin. Un personnel insuffisant et le manque de surveillance étaient cause de ce retard. A la fin de juin, 454 wagons à Breslau, Ohlau et Lœven avaient encore leur chargement. Dans les derniers jours de juillet, 139 wagons sur les chemins de haute Silésie, 300 wagons dans les stations du chemin de Fribourg étaient encore remplis de vivres et de fourrages. On peut évaluer à 179 200 quintaux le poids de ces colis.

Une autre administration de chemins de fer s'est plaint de ce que 461 wagons ne lui avaient pas été livrés.

Il y eut insuffisance dans le personnel, soit pour le transport, soit aux points de déchargement ; désignation défectueuse de la contenance des wagons, inscriptions illisibles, de sorte qu'on a peine à comprendre comment chaque corps d'armée fut pourvu de ce qui lui était destiné.

On se plaignit de pertes de fourrages par l'humidité dans le transport, parce qu'ils n'étaient pas à l'abri, ou parce que le chargement avait eu lieu à l'air. Enfin on reçut du pain qui, enfermé dans les wagons, était moisi.

Au commencement des opérations, plusieurs milliers de livres de pain ou de fourrages furent vendues aux enchères.

Il importe d'établir, dès le principe, une bonne organisation et d'avoir pour l'exécution un nombre suffisant d'hommes spéciaux. Lorsque les lignes sont encombrées tous les télégrammes deviennent inutiles.

EXAMEN CRITIQUE

PAR LE GÉNÉRAL DE BLOIS

DES ÉTUDES HISTORIQUES SUR LA FORTIFICATION,

L'ATTAQUE ET LA DÉFENSE DES PLACES

PAR F. PRÉVOST, OFFICIER DU GÉNIE.

En entrant en matière, l'auteur de cet ouvrage fait observer qu'il n'existe aucune histoire complète de la fortification, c'est-à-dire d'une science qui a tant influé sur la naissance des États et des cités, sur leur développement, leur splendeur, leur décadence et leur ruine. Il se propose de combler ce vide, quelque grande que puisse paraître une pareille tâche ; mais pour le moment, il se contentera d'examiner le côté historique de la fortification, en ce qui concerne les idées de flanquement, le rôle des feux directs et de flanc à toutes les époques, et l'influence qui doit être attribuée à la défense éloignée et à la défense rapprochée.

Tout en reconnaissant qu'il ne possède pas l'autorité nécessaire pour traiter son sujet d'une façon synthétique et doctrinale, il s'est proposé dans ses *Études* d'écrire un ouvrage d'histoire. Lors donc qu'il émettra des opinions sur la science elle-même, ce ne seront en général que des déductions de faits, qu'il aura essayé d'analyser pour en tirer des conclusions.

Ce programme est, comme on le voit, vaste et beau ; et si le sujet a été convenablement traité, le livre doit avoir une grande valeur. C'est la question que je me propose d'étudier dans ce mémoire. Pour le moment, je ne critiquerai qu'un seul mot dans l'exposé qui précède, c'est la qualification de *science* donnée à la fortification. Je sais que Fourcroy l'a ainsi définie, et l'a même classée au rang des sciences exactes et invariables, comme l'arithmétique. M. le commandant Prévost ne saurait avoir la même prétention. Quant à moi, je crois être dans le vrai en ne voyant dans la fortification qu'un art perfectible comme tous les autres, un art qui est placé dans la dépendance d'un autre art doué d'une grande puissance pour détruire et pour protéger : je veux parler de l'*artillerie*, qui ne peut faire un progrès notable sans que la fortification s'en ressente, sans qu'elle se trouve obligée de modifier la nature et la forme de ses remparts. Pour peu que les recherches de l'auteur présentent d'exactitude, cette vérité ne peut manquer d'en ressortir de la manière la plus évidente.

On doit donc dire l'*art de fortifier*, comme on dit l'*art de bâtir*, l'*art de fabriquer la poudre*, l'*art de fondre les canons*.

Lorsque Ibrahim, fils du pacha d'Égypte, vint à Paris en 1846, on voulut vainement attirer son attention sur de splendides armures rangées autour d'une salle, et avec lesquelles, disait-on, nos pères avaient longtemps lutté contre les siens.

Mais il répondit : « Les grands développements actuels de l'art militaire en Europe ont seuls le droit de m'intéresser. Je n'ai ni le temps ni la volonté de me préoccuper de la ma-

nière dont on se battait, il y a plusieurs siècles, avec des armes qui ne sont plus les nôtres. »

Quoique ayant plus de loisir que le prince égyptien, je m'abstiendrai de m'étendre sur toute la partie des *Études historiques* qui traitent de la fortification des Grecs et des Romains, et de celles des premiers temps du moyen âge. Je féliciterai volontiers l'auteur, de l'érudition dont il a fait preuve en traitant ces matières dépourvues d'actualité. La question de savoir si les *moineaux* sont le prototype des bastions ou des caponnières est plus digne d'exciter la curiosité des savants que l'intérêt des ingénieurs et des artilleurs. Je reconnais mon peu de goût pour l'archéologie militaire. De même que l'âge de pierre des armes a fui depuis un temps immémorial devant les progrès de la métallurgie, de même il me semble que l'âge de pierre de la fortification tend également à disparaître sous les coups redoublés et plongeants de l'artillerie : les pierres n'y doivent plus entrer que dans la construction des abris intérieurs.

Il me tarde d'arriver à une époque plus rapprochée de nous, et dans laquelle les armes de combat, sans être aussi perfectionnées qu'aujourd'hui, sont cependant de même nature que les nôtres. Alors les questions prennent de l'intérêt et la polémique commence. Mes convictions en histoire sont entièrement opposées à celles de l'auteur des *Études* : je diviserai mon examen en deux parties. Dans la première, j'apprécierai la valeur de ses déductions historiques ; dans la seconde, je m'attacherai à quelques erreurs de détail, et je combattrai le système de fortification qu'il préfère.

PREMIÈRE PARTIE.

Vraies conséquences à tirer de l'histoire de la fortification.

Il y a plusieurs manières d'écrire l'histoire. Certains auteurs ayant adopté cette épigraphe : *Scribitur ad narrandum, non ad probandum* [1], se bornent à relater purement et simplement les faits accomplis, en laissant au lecteur son libre arbitre pour en tirer des conséquences. Le vieux Rollin est le type de ce genre. Entre les mains d'un homme habile, comme Barante, les événements, ainsi présentés, offrent un vif intérêt ; aussi son *Histoire des ducs de Bourgogne* a-t-elle joui d'un succès incontestable.

Voici maintenant un homme qui appartient à une autre catégorie, et qui est unique dans sa manière. L'auteur du *Discours sur l'histoire universelle*, animé des sentiments les plus élevés, envisage son sujet au point de vue de l'intervention céleste : pour lui, Dieu est l'auteur et le régulateur de tout ce qui se passe ici-bas. De la hauteur où il s'est placé, Bossuet fait défiler sous nos yeux, avec un talent et une concision admirables, les grandes masses de faits dont se compose l'histoire du monde ; et nous présente successivement le tableau de la naissance, des progrès et de la fin de tous les peuples.

Enfin, il est une troisième classe d'écrivains, et celle-ci est bien la plus nombreuse, qui abordent l'histoire avec un système préconçu ; et qui, passant tous les événements à travers leur crible, n'en recueillent, pour les mettre en relief,

[1] On écrit pour raconter et non pour prouver.

que ceux qui sont favorables à leur thèse; ils gardent le silence sur tout le reste. D'autres auteurs vont encore plus loin, et ne se font pas scrupule d'altérer les faits dans un intérêt de personne ou de parti. Il n'y a pas de secte qui n'ait son histoire, où les événements plus ou moins travestis sont appropriés au goût des adhérents. On peut ranger dans ce groupe d'écrivains la plupart des faiseurs de *mémoires historiques*, dont la sincérité mérite très-souvent d'être suspectée.

Il résulte de l'observation qui précède qu'il ne faut pas aborder avec une confiance illimitée la lecture d'un livre d'histoire. Cependant, on aurait grand tort de rejeter en masse les ouvrages appartenant aux dernières catégories qui viennent d'être mentionnées : la cause plaidée peut se trouver bonne; l'auteur peut inspirer souvent une grande confiance par lui-même. Les ouvrages acquièrent alors de la valeur. Seulement, quand l'historien cherche à imposer son opinion au lecteur, ce dernier est en droit d'exiger une garantie; c'est que les faits sur lesquels se base l'écrivain pour soutenir son système soient présentés avec assez de développement et appuyés d'assez de preuves, pour que le lecteur satisfait et entraîné puisse se rendre à l'évidence. Autrement, si l'auteur a choisi, par exemple, un sujet trop étendu, la concision à laquelle il se verra forcé, s'il ne veut entasser volume sur volume, comme les bénédictins, l'obligera de se contenter d'un petit nombre de lignes pour caractériser chaque fait; et quant aux appréciations, le lecteur devra le croire sur parole. Or un pareil historien doit cesser de mériter confiance; car il y a bien peu de gens au monde

qui possèdent assez d'autorité pour imposer au public une foi absolue dans leurs assertions, quel que soit leur mérite personnel et la grandeur des services qu'ils auront pu rendre à leur pays. La nature humaine est tellement sujette à l'erreur, que les plus grands hommes eux-mêmes n'en sont pas exempts. C'est ainsi qu'au milieu des excellents conseils que nous a laissés Vauban sur l'attaque et la défense des places, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il s'est trompé, lorsqu'il a dit que *les bombes tirées aux maisons ne contribuaient pas à hâter la chute des forteresses.*

M. le commandant Prévost appartient à l'école qui considère ce paradoxe comme une vérité, et qui prétend l'appuyer par des faits historiques. Il semble que ce soit tout spécialement dans ce but qu'il a écrit son ouvrage. Les extraits suivants pris dans les *Résumés des connaissances poliorcétiques de chaque siècle*, prouvent toute l'importance qu'il attache à soutenir cette prétention.

« Depuis Deville, qui vit le commencement du dix-septième siècle, jusqu'à Vauban, qui mourut dans les premières années du dix-huitième, les ingénieurs français ne croient pas à l'efficacité des bombardements dirigés contre les maisons. » (P. 144.)

« Les bombardements pendant le dix-septième siècle ne réussissent pas assez pour engager à rechercher ce mode d'attaque, tant prôné par quelques officiers comme devant être presque l'unique moyen à employer pour prendre les villes... L'histoire est là pour prouver que le succès qu'on attendait n'en est pas toujours la conséquence. » (P.188.)

« Le bombardement contre les maisons n'a pas plus de

succès au commencement du dix-huitième siècle qu'à la fin du dix-septième. Plus tard, les perfectionnements apportés dans le tir des bombes et des obus, ainsi que dans les moyens de transporter le matériel, permettent d'obtenir de meilleurs résultats. Il y a lieu toutefois d'être étonné de voir un général aussi habile que l'était le prince Eugène ne pas réussir à détruire l'établissement maritime de Toulon, dans la tentative infructueuse qu'il fit contre cette place en 1707... Au milieu du dix-huitième siècle, les bombardements ne réussissent pas mieux à Antibes, à Prague et en général contre les places un peu importantes. » (P. 268.)

« Si, à l'époque des guerres de la Révolution française, qui ont imprimé aux opérations militaires ce caractère de grande rapidité qu'elle a conservé depuis, quelques attaques incendiaires ont pu obtenir du succès, ces résultats ont tenu d'ordinaire à la faiblesse des gouverneurs des places, vis-à-vis des exigences de populations ameutées par la peur ou par les passions politiques de quelques individus, qui désiraient, dans l'intérêt d'une réaction, voir la ville tomber au pouvoir de l'ennemi. » (P. 268.)

A l'appui de sa manière de voir, l'auteur des *Études* présente les résultats suivants :

Dans le cours du seizième siècle, il compte vingt-quatre belles défenses de places ;

Dans le cours du dix-septième siècle, il en compte trente-deux ;

Dans le cours du dix-huitième siècle, il en trouve cinquante-sept.

La conclusion que l'on peut tirer de ces chiffres, si l'on

en admet l'exactitude, c'est que les places se sont défendues avec une énergie d'autant plus grande, que les moyens en artillerie développés contre elles sont devenus plus puissants ; par conséquent, l'effet produit par les attaques incendiaires doit être considéré comme insignifiant.

Voici ce que je puis opposer à ce principe de M. le commandant Prévost.

Dans un ouvrage qui date de quatre ans [1], j'ai fermement soutenu, contrairement à l'assertion précédente et en basant ma conviction sur les données bien étudiées de l'histoire militaire moderne, que le bombardement est presque toujours couronné de succès, lorsqu'on l'exécute avec intelligence et vigueur et que l'artillerie de l'attaque est pourvue de ressources suffisantes. Loin de passer sous silence les faits contraires à l'opinion que j'exprime, je les ai discutés avec une attention toute spéciale, afin de découvrir et de signaler les causes qui avaient fait avorter ces entreprises. L'avantage que je me suis procuré sur l'auteur est celui-ci ; c'est qu'ayant borné mon travail à l'étude des siéges les plus récents, sans étendre mes recherches au delà de ceux qui eurent lieu au commencement des guerres de la République française, j'ai pu donner, à l'examen des événements que je rapportais, des développements suffisants pour en bien faire comprendre le caractère. Je n'ignorais pas qu'en remontant plus haut dans nos annales, j'y aurais trouvé une abondance de faits favorables à mes idées, mais j'ai voulu éviter la prolixité ; je me suis donc restreint à ceux qui nous offrent le plus d'intérêt, puisqu'ils sont plus rapprochés de notre époque.

[1] *De la fortification en présence de l'artillerie nouvelle*. Paris, 1865.

Quelque explicite que soit le langage de l'histoire au sujet du bombardement, on ne saurait se dissimuler que nos anciens ingénieurs et ceux qui, comme M. le commandant Prévost, soutiennent les principes de leur école, mettent une singulière persistance à vouloir atténuer les résultats de ce mode d'attaque, et font tous les efforts imaginables pour qu'on s'abstienne d'y recourir. Leurs sympathies sont acquises au siége en règle que leur a enseigné l'illustre Vauban.

La méthode de ce grand homme est bien digne, en effet, des suffrages de tous les militaires ; mais il est facile de comprendre pourquoi cette méthode est l'objet de la prédilection des ingénieurs : c'est que depuis le commencement jusqu'à la fin des siéges, la direction des attaques leur est exclusivement confiée, et de même ils sont chargés de toutes les opérations défensives. Cependant, comme les meilleures choses ici-bas ont toujours un mauvais côté, la méthode de Vauban se trouve entachée d'un défaut très-grave à notre époque où nous sommes si pressés d'arriver au but : c'est la lenteur qu'elle impose à l'attaque.

La série des travaux que comprend le siége en règle exige un laps de temps d'autant plus considérable, que la place est mieux fortifiée et plus énergiquement défendue. Or Richelieu a dit avec raison : *Le temps est le trésor de la guerre*. On doit donc le ménager avec soin, puisque les mouvements des armées sont plus rapides : toute opération qui se prolonge a bien des chances d'être troublée. Le général qui dans le cours d'une guerre en pays étranger rencontre une forteresse sur son passage, n'a pas seulement reçu la mission de la réduire, mais il doit accomplir cette

œuvre avec la plus grande économie possible de temps, d'argent et du sang de ses soldats. Si donc il connaît des moyens de surmonter la résistance en quelques jours, c'est un devoir pour lui de commencer à en essayer les effets, avant d'en venir à la méthode la plus lente et qui ne sera pour lui qu'un pis-aller. Ces procédés rapides sont : le bombardement, l'attaque de vive force et la surprise.

Les considérations suivantes le porteront à recourir au bombardement :

1° Il jugera que pendant la durée du tir incendiaire, ses fantassins protégés par la parallèle, et ses canonniers par leurs épaulements, ne subiront que des pertes insignifiantes ou même nulles, dans le cas où la place ne répond pas à son feu.

2° Si les bombes n'ont pas entraîné la chute immédiate de la place, et s'il se trouve contraint d'opérer ensuite méthodiquement, il agira avec ses forces intactes contre une garnison affaiblie par les pertes que lui auront fait subir le tir incendiaire et la collision intérieure contre la bourgeoisie. Il en finira donc beaucoup plus vite avec la résistance, que s'il eût commencé *à priori* par l'attaque en règle.

3° Si, par pure philanthropie ou par tout autre motif, il se croit obligé d'épargner les habitants de la ville, ceux-ci, bien loin de lui savoir gré de sa mansuétude, ne manqueront pas de s'allier à la garnison et de lui fournir un appoint très-considérable, qui contribuera à prolonger le siége. L'assiégeant puni de son imprévoyance, verra alors croître les obstacles devant lui ; et en s'approchant de la place, il perdra des milliers de ses meilleurs soldats, dans la guerre souterraine, les

couronnements du chemin couvert, les passages des fossés, l'escalade des brèches, en un mot, dans les mille chicanes que lui sauront opposer d'habiles ingénieurs, secondés par des soldats pleins de courage et armés d'un excellent fusil.

4° Par la longue durée de son attaque méthodique, l'assiégeant tiendra pour longtemps immobiles deux armées de son pays, l'armée de siége d'abord et l'armée d'observation : l'envoi de cette dernière est aujourd'hui plus nécessaire qu'autrefois. Voilà donc deux armées qui restent indisponibles pour les autres opérations de la campagne, et dont l'entretien prolongé ne peut manquer de devenir une lourde charge pour les finances de l'État envahisseur.

5° L'assiégeant, à son entrée dans la place, après un long siége en règle, n'y trouvera que des magasins vides qu'il lui faudra remplir immédiatement, et des remparts endommagés que son gouvernement devra faire remettre en bon état.

Tels sont les inconvénients qui résultent de l'emploi du siége méthodique, et qui porteront naturellement un général habile à lui préférer une opération plus expéditive, telle que le *bombardement*.

Dans certaines circonstances, il pourra recourir à l'*attaque de vive force*, qui produit souvent des effets décisifs, lorsque les bombes ont jeté le désordre dans l'intérieur de la ville. Si cette attaque réussit, le général se trouvera maître de la place, peut-être au prix de beaucoup de soldats; mais n'en perd-on point dans un siége en règle?

A l'occasion de l'attaque de vive force, M. le commandant Prévost s'étonne de voir un colonel du génie et un général d'artillerie se trouver d'accord pour signaler les avantages

de ce procédé qui lui paraît barbare (p. 386). J'avoue que son étonnement me surprend à mon tour, de la part d'un militaire. Je me contenterai pour lui répondre, d'appeler à mon aide *un troisième Attila*, qui n'est autre que *le vieil officier du génie*, auteur de deux brochures dans lesquelles il attaque mon ouvrage. Voici ses propres paroles :

« Il n'est pas d'assiégeant un peu hardi qui, s'il est pressé par le temps, ne cherche à s'emparer des places par des attaques brusquées : il n'est pas besoin pour cela d'inspiration divine. Ce n'est pas à nos Français que la hardiesse a jamais manqué pour toutes ces sortes d'entreprises, dans lesquelles ils ont souvent réussi et quelquefois échoué ; témoin les vigoureux assauts de Sarragosse, de Gérone et de tant d'autres places [1]. »

Lorsque le général s'aperçoit que la forteresse qu'il a devant lui est armée à la Cormontaingne, défendue par une faible garnison et mollement gardée, il se rendrait coupable envers son pays, s'il ne profitait pas de ce concours de circonstances pour tâcher de la prendre par *surprise*. Les partisans les plus exclusifs du siége régulier lui pardonneront sans doute cet heureux coup de main, en faveur du succès et de la libre et immédiate disponibilité des deux armées, qui fussent restées indéfiniment à portée de la place, dans le cas où elle eût été régulièrement assiégée.

Je ne parle pas ici de *la corruption* et de *la trahison*, moyens ignobles qui ont causé la chute de bien des forteresses, mais qui n'ont rien de militaire et sortent par conséquent de notre sujet.

[1] Deuxième brochure, p. 20.

Voici un dernier procédé pour avoir raison des places fortes; on y a recours lorsque l'armée est dépourvue de matériel et qu'elle a la certitude de n'être pas troublée dans son opération. Je veux parler du *blocus*, dont l'histoire ne nous offre que trop d'exemples, et qui est bien le plus cruel de tous les moyens, parce que ses effets n'épargnent personne dans la ville; habitants et soldats sont privés de vivres, jusqu'à ce que la faim les décide à ouvrir leurs portes : on laisse à tous ces malheureux le choix entre la mort d'inanition et l'anthropophagie. Les lecteurs peu perspicaces pourront se demander pourquoi nos amis de l'humanité n'ont pas épuisé les flots de leur éloquence contre le blocus, au lieu de s'en prendre au bombardement, qui fait, en réalité, plus de peur que de mal, surtout quand la capitulation suit de près le commencement du tir incendiaire.

Je me résume, et je conclus que la poliorcétique est un art beaucoup plus étendu que ne le pense l'auteur des *Etudes*, qui tend à réduire les divers procédés à un seul.

Les partisans des vues historiques de M. le commandant Prévost seront peut-être tentés de me faire cette objection : « Si vous soutenez contre nous que le bombardement offre des dangers réels et peut entraîner ou accélérer la chute des places, c'est que l'esprit de corps vous applique son épais bandeau sur les yeux, et vous empêche de reconnaître qu'une grêle de bombes peut tomber sur tous les points d'une ville, sans que le moral des soldats en souffre et sans que la sérénité des habitants en soit altérée ; ce qui prouve l'inefficacité de ce moyen et l'inutilité d'y recourir. »

Je répliquerai à cet argument *ad hominem*, qu'ayant dé-

passé depuis cinq ans le terme de ma carrière active, je ne suis aujourd'hui pas plus artilleur qu'ingénieur. L'intérêt du corps de l'artillerie ne me touche pas plus que l'intérêt du génie. Si donc je crie aux ingénieurs de toute la force de ma voix : « Gardez-vous de prendre le bombardement pour une opération inoffensive ; adoptez un meilleur tracé pour vos enceintes, renforcez-en l'armement, et n'entreprenez jamais de siége sans vous être assurés d'un puissant équipage de bouches à feu », c'est uniquement parce que je crois être utile à l'État, en provoquant le développement de sa puissance militaire. De même, si j'eusse vu en 1867 le comité d'artillerie, épris d'une dangereuse préférence pour les anciens fusils, se roidir contre un changement de modèle, je me serais cru autorisé à dire à mes anciens camarades : « Étudiez sérieusement les faits qui viennent de s'accomplir dans la guerre d'Allemagne ; et vous reconnaîtrez l'urgente nécessité d'adopter le fusil à aiguille. »

Les conséquences que j'ai tirées de l'étude de l'histoire et qui sont en opposition avec celles de M. le commandant Prévost, produiront sans doute quelque impression sur l'esprit de mes adversaires, lorsqu'ils verront que mon opinion est entièrement partagée par un officier de leur corps. Je vais donc reproduire ici l'extrait d'un ouvrage publié par un des hommes les plus distingués du génie, le général Kirgener[1], qui fit preuve d'une brillante valeur au siége de Dantzig en 1807, devint aide-de-camp de Napoléon et trouva

[1] Sa brochure a pour titre : *Analyse de l'ouvrage intitulé : Réflexions critiques sur l'art moderne de fortifier*. Paris, Courcier, 1805, par un officier général. J'ai les plus fortes raisons de croire que l'auteur anonyme est le général Kirgener.

une mort glorieuse sur le champ de bataille de Bautzen, où il fut frappé sous les yeux de l'Empereur, par le même boulet qui tua le maréchal Duroc. On me pardonnera l'étendue de cette citation en faveur de l'intérêt qu'elle présente.

IDÉES SUR LA DÉFENSE.

« Il n'est sans doute aucun militaire sincèrement ami de son pays, qui n'ait été souvent affligé de voir la grande supériorité que l'attaque a prise sur la défense. Nous avons souvent réfléchi sur l'immense disproportion qui existe entre les deux parties de la même *science*, et nous offrirons ici nos réflexions, ainsi que nous en avons pris l'engagement.

« Cherchons dans les progrès et la marche de l'attaque, les raisons de ce préjugé funeste qui porte une garnison brave à mettre bas les armes, au moment où son courage peut balancer avec avantage les forces de son ennemi. »

Ici l'auteur donne la narration des plus belles défenses empruntées aux quinzième et au seizième siècles, notamment de celles de Constantinople et de Belgrade infructueusement attaquées par Mahomet II, de celles de Metz et Landrecies dont Charles-Quint ne put se rendre maître, des deux siéges de Rhodes et de celui de Malte.

« Ces récits, ajoute-t-il, montrent suffisamment comment on savait défendre une brèche dans les quinzième et seizième siècles.

« Arrivés au dix-septième siècle, nous voyons changer la scène, et en dix ou douze jours une place est réduite. Si nous y trouvons les belles défenses de Mayence, de Graves, la deuxième de Landau et celle de Lille au commencement

du dix-huitième siècle [1], nous ne pouvons nous dispenser d'avouer qu'elles sont loin d'être comparables aux premières, puisqu'il n'y a point eu de brèche praticable dans aucun de ces siéges, et que conséquemment la garnison n'a point eu d'assaut à repousser.

« Quelle est donc la cause d'un changement si considérable?

« Nous la trouverons en parcourant les pages de l'histoire. Dans ces siéges fameux des quinzième et seizième siècles que nous avons cités entre tant d'autres, l'artillerie, unique moyen qu'employait déjà l'assiégeant pour ouvrir les remparts ennemis, était pointée directement sur les portions de la muraille qu'il prétendait abattre : ouvrir des brèches était tout ce que l'on attendait d'elle. Il résultait de cet emploi du canon qu'il n'était dangereux que pour les murs ; et pour peu que la garnison cherchât un abri, ses pertes devaient être très-légères jusqu'au moment de l'assaut. Aussi essayait-on des sorties très-hardies, que le succès a couronnées très-souvent. Une garnison ainsi ménagée et dans toute sa force à l'instant décisif, sentant tout l'avantage de sa position à la tête d'un défilé difficile, osait donc, et souvent sans avoir de retranchement derrière elle, affronter plusieurs fois des dangers, qui, maintenant que les mœurs sont plus douces et le soldat moins barbare, glacent d'effroi les plus grands courages.

« Ces anciens murs très-élevés et garnis de tours, qui ne firent place aux bastions que vers la fin du seizième siècle, s'opposaient d'ailleurs à tout autre emploi de l'artillerie.

[1] L'auteur cite encore comme exception le magnifique siége de Candie par les Turcs en 1667 ; mais ici les passions religieuses étaient en jeu, et l'élite des guerriers y était accourue de toutes les parties de l'Europe.

« Après l'invention des bastions, la méthode de n'attaquer les places que par des batteries placées à l'extrémité de quelques boyaux de tranchée qui ne communiquaient point entre eux, continua d'être employée ; et la défense reprit quelques avantages qu'elle doit à ce nouveau tracé, qui offrait au canon de l'assiégé un emplacement plus favorable.

« Mais dans les premières années du dix-septième siècle, Sully, en sa qualité de grand maître de l'artillerie de France, la dirigeant au siége de Montmeillan, imagina de profiter de quelques hauteurs voisines de la place et d'y placer du canon, qui battant les ouvrages de revers et d'écharpe, de concert avec celui qui devait ouvrir la brèche, hâta beaucoup la reddition de la place, en tourmentant davantage la garnison.

« Ce fut également dans le dix-septième siècle que l'on commença à jeter des bombes sur les places assiégées. Cette nouvelle manière d'employer l'artillerie, qui devait, surtout après avoir été perfectionnée, abréger la durée des siéges, ne paraît pas avoir été saisie de suite avec tout l'empressement qu'elle méritait, puisque Vauban, en la mettant en usage dans les siéges de Lille et de Gravelines, et accélérant ainsi la marche de l'attaque dont il était chargé, s'écarta, dit-on, de la route ordinaire[1]. Au siége de Maëstricht, il introduisit des changements plus considérables encore, et qui abrégèrent d'une manière étonnante le siége de cette place importante.

« Cette méthode, en réunissant un plus grand feu sur la place assiégée, augmenta les dangers de la garnison : ne

[1] Ces reproches à Vauban durent avoir pour base, ou l'imperfection des mortiers, ou les réclamations des personnes intéressées à prescrire ce moyen d'attaque.

trouvant plus derrière ces bastions abaissés, les abris qu'auraient offert les hautes murailles que l'on avait abandonnées, ses pertes devinrent plus considérables; le courage décrut en proportion, et l'on n'osa plus attendre l'assaut.

« Mais l'art des siéges n'était pas encore parvenu à sa perfection; Vauban n'avait pas inventé le ricochet, dont il fit alors usage pour la première fois au siége d'Ath, en 1697. Dès lors tout espoir de résistance s'évanouit : quelques pièces suffirent pour ruiner en peu de temps l'artillerie qui couvrait la face entière d'un ouvrage; il ne resta pas aux défenseurs le plus petit espace où ils pussent être un moment en sûreté sur aucun des fronts d'attaque. La marche des tranchées, plus régulière, plus assurée et mieux entendue, interdit même au gouverneur l'espérance de faire acheter à l'ennemi la capitulation par des pertes un peu considérables; il fut toujours obligé de l'offrir avant que la brèche fût praticable, pour ne pas exposer à être passés au fil de l'épée les restes d'une garnison, qui après avoir passé plusieurs jours sous une voûte de feux, appela souvent à grands cris l'instant où elle devait reconnaître un vainqueur.

« Cet art nouveau de conduire et d'abréger les siéges dut donc avoir l'effet, en même temps qu'il détruisait plus rapidement les moyens de défense, d'anéantir tout l'espoir qu'avait eu autrefois une garnison commandée par un chef courageux et habile, de prolonger indéfiniment la résistance : on put calculer d'avance quel jour une place assiégée devait être rendue[1]; et l'on sait quelle est la brièveté de ce terme,

[1] Ce calcul n'est applicable qu'aux forteresses auxquelles on n'a pas donné une artillerie suffisante pour repousser l'attaque lointaine.

que le plus brave militaire doit s'estimer heureux de pouvoir dépasser de quelques jours. Alors, s'il faut le dire, on appela souvent par ses vœux ce terme au delà duquel il n'y avait plus de déshonneur, puisqu'il était généralement reçu que toute place assiégée était prise, si elle n'était pas secourue à temps.

« Quelques défenses n'ont pas été à la vérité renfermées dans un terme aussi court; mais celles que l'on cite sont dues en bien grande partie à l'inobservation des règles posées par l'immortel Vauban. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à jeter les yeux sur un plan des siéges de Graves et de Mayence, si souvent cités; et l'on verra que la marche des attaques et l'emplacement des batteries ne furent ni bien dirigés, ni bien choisis; et conséquemment l'ignorance des assiégeants seconda la valeur des assiégés.

« Mais la nation française n'est plus la seule à posséder des hommes en état de conduire rapidement un siége à son terme. Les connaissances sont généralement répandues; et dans la dernière guerre nous avons vu ajouter aux combinaisons du génie l'effet terrible d'une artillerie immense et hors de toute proportion avec celle des remparts assiégés [1], qui, anéantie souvent dès les premiers jours du siége, n'a pu même donner les consolations de la vengeance aux malheureux défenseurs exposés au feu terrible de l'assiégeant, et sans aucune espèce d'abri, ni de moyens de conservation et de défense.

[1] C'est en songeant aux ravages causés par cette artillerie, que Napoléon a dit que le système de nos forteresses était devenu inefficace, *puisque la grande quantité de bombes et d'obus changeait toutes les données de la défense.*

« Résumons-nous. Tant qu'une garnison n'eut, pendant les premiers temps du siége, que des pertes très-légères à essuyer, elle dut, s'entretenant à l'abri de ses hautes murailles des faits héroïques qui avaient signalé les siéges précédents, brûler d'impatience de montrer également son courage, et désirer l'instant où l'ennemi gravissant d'un pas chancelant et sur un front étroit des décombres dangereux, viendrait dans une situation désavantageuse chercher une mort certaine et combler la brèche de cadavres. Quand lé canon fut mieux employé et que les remparts ne protégèrent plus suffisamment leurs défenseurs, alors le courage diminua en proportion des pertes; la reddition fut assurée, mais le moment incertain.

« Lorsqu'enfin le ricochet et la bombe ne laissèrent plus d'abri ni d'asile, et qu'un art perfide sut porter dans toutes les directions les projectiles des assiégeants ; lorsque les hommes, les machines, les munitions de siége, les édifices, tout en un mot dans la forteresse assiégée fut soumis à l'action de l'artillerie ennemie, les pertes considérables d'une garnison durent promptement glacer son courage ; et elle ne calcula plus que sur l'instant de la capitulation.

« Le soldat court souvent avec assurance à un danger certain, lorsqu'il peut espérer de vendre sa vie ; mais on ne peut lui demander qu'une résignation généreuse, lorsqu'on l'expose à tomber sans combats et à périr sans vengeance : tel est l'espoir d'une garnison dans l'état où la défense est maintenant; l'exemple des siècles passés est là. Depuis Vauban, l'attaque a vu constamment sa marche devenir plus rapide ; et ce que la défense a gagné par la perfection de quel-

ques dehors ou l'alignement différent de telle ou telle face d'ouvrage, peut bien retarder de quelques jours les progrès de l'assiégeant, mais n'est d'aucune ressource pour protéger la garnison. Rien ne peut la garantir des pertes nombreuses auxquelles elle est exposée, ni conserver son énergie pour le moment où elle pourrait l'employer avec le plus grand avantage, en arrêtant, comme le firent nos ancêtres, l'ennemi qu'elles ne redoutent point en plaine, sur une brèche qui sera toujours pour l'assiégeant un fort mauvais champ de bataille, et un très-bon au contraire pour l'assiégé. Cet exposé rapide doit fixer l'opinion sur une question si importante et si souvent débattue ; la vraie cause de l'état déplorable de la défense y est montrée : nous savons où est le mal, espérons qu'il n'est pas sans remède. » (P. 104 et suiv.)

Je demande à tout homme impartial si les quelques pages que l'on vient de lire ne produisent pas sur l'esprit une impression plus profonde et moins confuse que la longue série de faits que contiennent les *Etudes historiques*. Chaque siége, dans ce dernier livre, est apprécié en quelques lignes par M. le commandant Prévost, et d'une manière arbitraire, sans qu'aucun jugement soit appuyé de preuves. Ce n'est plus ainsi que de nos jours on écrit l'histoire : *le siége à la Vertot* est passé de mode depuis plus de cent ans.

Il y a une observation très-importante à faire sur cet exposé de l'opinion du général Kirgener : la question du bombardement y est développée sous un aspect tout nouveau. Son mémoire parut en 1805, époque où une guerre presque continue, qui durait depuis treize ans, avait complétement

subordonné l'élément civil à l'élément militaire. C'est sans doute pour cette raison que l'auteur se préoccupe exclusivement de l'action démoralisatrice produite par les bombes et le ricochet sur le moral des garnisons, sans s'inquiéter le moins du monde des cris de désespoir, des explosions de fureur provoqués dans la bourgeoisie par la chute des projectiles qui l'accablent. Cependant les exemples de ces mouvements populaires s'étaient multipliés depuis le commencement des guerres de la Révolution; et l'on ne pouvait pas attribuer à une autre cause les chutes prématurées de Longwy, Verdun, Ypres, Bréda, Charleroi, Maëstricht. Témoin de la capitulation de Verdun, Bousmard avait déjà signalé en ces termes les phénomènes moraux qui se produisent dans toute place bombardée :

« Les bourgeois d'une ville assiégée, dit-il, ne risquent, par sa prise, de perdre, ni la vie, ni la liberté, ni la moindre partie de leurs biens. Ils risquent au contraire par sa défense, pour peu qu'elle se prolonge, de voir ruiner leur fortune, détruire leurs maisons, écraser sous leurs débris leurs femmes et leurs enfants et de périr eux-mêmes par le feu, le fer et la famine. Aussi, dès les premiers moments du siége, leurs vœux, leur détermination ne sont rien moins que douteux ; et l'attaque est à peine commencée, que déjà ils soupirent pour la reddition de la place.... A moins que le peuple de la ville assiégée ne soit par la conquête menacé de perdre immédiatement son commerce et ses moyens de subsister, ou sa religion, s'il y est sincèrement attaché, vous ne lui verrez faire aucun véritable effort pour défendre la place. L'intérêt présent de sauver sa maison et sa fortune pour

continuer d'en jouir paisiblement sous des lois équitables, sous des chefs dont les mœurs ne diffèrent pas sensiblement des siennes, l'emportera bientôt sur le petit enthousiasme factice de se dire libre, sous un gouvernement pire souvent que le plus dur despotisme. Un pareil enthousiasme n'est rien moins qu'à l'*épreuve de la bombe;* et quand celle-ci tombera sur la ville assiégée, les amis de la constitution, de la liberté et de l'égalité, ne seront bientôt plus que les amis de leurs maisons et de leurs boutiques. »

Voilà les vraies raisons qui agissent sur le peuple de tous les pays, et qui peuvent sans doute prendre de nouvelles forces dans les passions réactionnaires ou démocratiques.

Depuis la paix de 1814, les intérêts civils ont acquis d'immenses développements. L'influence des citoyens des villes n'a donc fait que s'accroître; et par conséquent les effets des bombardements sur les garnisons et sur le peuple, ne peuvent être moins redoutables qu'au commencement du dix-neuvième siècle. Si quelque adversaire de ce procédé voulait prétendre que les bourgeois, nos contemporains, seraient capables, dans une crise de cette nature, de déployer plus de stoïcisme que ceux qui vivaient au temps de l'Empire, je répondrais en rappelant les cris de terreur poussés en 1866 par les habitants de Vienne et de Mayence, à la seule appréhension des siéges dont ces villes se crurent un instant menacées. Satisfaction complète fut donnée à l'une et à l'autre : à Vienne, par la signature du malheureux traité de paix de Prague, malgré la présence d'une armée autrichienne qui couvrait le Danube; à Mayence, par le départ à petit bruit des contingents fédéraux, qui eurent soin, en quittant la

forteresse, d'en laisser les portes ouvertes, afin d'en permettre la libre entrée à la garnison prussienne qui l'occupe encore aujourd'hui.

Après avoir relaté l'opinion du général Kirgener sur la supériorité de l'attaque, je vais reproduire celle du colonel du génie anglais John Jones, qui est le résumé et la confirmation de la première ; cet auteur écrivait en 1813 :

« Il y a quelques années, dit-il, quand presque toutes les places fortes de l'Europe étaient au pouvoir des Français, Carnot fut choisi par Bonaparte pour composer un ouvrage en quelque sorte populaire sur leur défense, afin de stimuler les gouverneurs et les garnisons à tenir jusqu'à la dernière extrémité.

« Cette entreprise a été exécutée d'une manière aussi adroite qu'ingénieuse, et a procuré à son pays l'important avantage de persuader aux lecteurs superficiels de toutes les nations (car on regarde partout les Français comme les oracles de la science militaire), que la force des places a été inconnue jusqu'ici, et qu'elles sont capables d'une résistance beaucoup plus longue qu'on ne le pensait.

« Mais dans le résumé même que Carnot fait de *trente-sept* défenses modernes qu'il regarde comme bonnes (la *trente-huitième*, celle de Gênes, fut seulement un blocus), *vingt-cinq* sont antérieures à l'année 1600 ; *trente-deux* à l'année 1672 où l'on commença à faire usage des mortiers, *trente-cinq* antérieures à 1697 où l'on introduisit le ricochet; et dans les cent seize années qui se sont écoulées depuis lors, son génie et son esprit de découvertes n'ont pu lui faire trouver que *deux* siéges dignes d'attention. De telles

observations n'en disent-elles pas plus que des volumes sur la supériorité réelle que l'attaque a obtenue sur la défense ? »

Ces chiffres prouvent que Carnot était un peu plus difficile en matière de belles défenses que l'auteur des *Études*, surtout quand il s'agit des siéges les plus rapprochés de notre époque.

Concluons que le bombardement n'est rien moins qu'une opération inefficace, et qu'il devient très-prudent d'en tenir compte à l'avenir.

Il me reste à répondre au reproche de barbarie que l'on fait à ce procédé, et à voir s'il est réellement plus cruel que les autres. Afin de ne point dissimuler ce grief de nos ingénieurs contre les attaques incendiaires, je vais reproduire ici le passage de Bousmard sur ce sujet :

« La bourgeoisie d'une ville assiégée n'est en tout sens qu'un embarras et un très-grand embarras pour les défenseurs de la place. Par la nature des armes que l'on emploie pour réduire cette place, par la manière surtout dont depuis quelque temps on les emploie, la bourgeoisie risque plus dans ses maisons que les guerriers sur leurs remparts et dans leurs souterrains ou sous leurs blindages. La politique, devenue froidement féroce, semble aujourd'hui ne compter pour rien les plus grands maux faits à l'humanité, pourvu qu'ils la rapprochent tant soit peu de son but. En conséquence, on n'assiége plus les villes sans les brûler à dessein par des bombes et des boulets rouges dirigés uniquement sur leurs maisons.

« C'est en vain que Vauban, l'immortel et vraiment phi-

lanthrope Vauban, a détourné les coups et le fracas de l'artillerie assiégeante de la demeure du paisible bourgeois, pour en redoubler à la vérité la tempête sur le guerrier et sur les remparts qu'il défend ; c'est en vain qu'il a démontré par l'expérience et le raisonnement que si le gouverneur et la garnison, n'écoutant que leur devoir, sont fermes et sourds aux cris de la bourgeoisie, tous les coups adressés à celle-ci sont autant d'épargnés à celle-là, et retardent d'autant le succès des attaques et la prise de la place ; que si votre but est la conquête, tout le mal que vous faites à la ville vous est fait par suite à vous-même, et que ce mal vous est fait encore à vous-même quand vous ne vous en proposeriez que l'occupation momentanée, par la privation que vous vous préparez ainsi de toute espèce de commodités dans ce séjour désolé [1]. Dans le siècle de Vauban, qui le connaissait en quelque sorte comme législateur en cette matière, il était donc reçu de n'écraser de boulets rouges et de ne bombarder que les villes où de grands approvisionnements de fourrages servaient à la fois de but et d'excuse visible à cette cruelle opération, ou que celles dont la garnison faible et la bourgeoisie nombreuse se trouvaient dans un rapport tel, que l'on pût raisonnablement tout attendre de l'influence de celle-ci sur la première ; mais dans le nôtre, la politique croit devoir commander sans pitié dans tout siége sans distinction cette opération destructive, dans l'espoir confus que

[1] Cette assertion est inexacte ; car si les bombes ont fait capituler immédiatement la place, il est évident que l'assiégeant y trouvera dans les magasins, les vivres et les munitions qu'il recherche, en plus grande quantité que s'il y était entré à la suite d'un long siége méthodique, à la fin duquel les approvisionnements seraient épuisés.

parmi les maux innombrables qu'elle causera, il y en aura quelqu'un d'assez sensible pour avancer la reddition de la place.

« Mais heureusement, pour un succès que quelquefois elle arrache, cette affreuse méthode recueille cent échecs et en prépare mille. Déjà les armées qui l'emploient la confondent avec l'art des siéges. Bientôt elles n'en connaîtront plus d'autre : elles auront complétement oublié qu'il en existe une aussi efficace que celle-ci l'est peu ; et toute place que sa garnison voudra réellement défendre, finira par devenir pour elles une barrière presque aussi impénétrable qu'elle le serait pour une armée de Tartares ! »

Toutes les doléances, les lamentations de la vieille école du génie contre le bombardement, ne sont que de faibles répétitions de cette éloquente diatribe, de laquelle on est bien forcé de conclure que les promoteurs de ce mode d'attaque sont des monstres de cruauté auprès des partisans du siége méthodique, gens doués d'un cœur éminemment sensible, et remplis de dévouement pour la cause de l'humanité.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette assertion ?

Une place régulièrement attaquée est toujours investie. Or si la garnison fait son devoir, les opérations doivent se prolonger ; alors les vivres s'épuisent, et la population tout entière est condamnée à mourir de faim, comme dans le cas du blocus.

Mais la famine n'est pas le seul fléau qui accompagne le siége en règle : des projectiles mal dirigés tombent souvent au cœur de la ville et y font des victimes. Il n'en faut pas

davantage pour effrayer la bourgeoisie toujours craintive, malgré les ménagements que l'on veut avoir pour elle. Une autre cause vient s'y ajouter et contribue à glacer d'épouvante cette malheureuse population jusqu'au dernier moment du siége. C'est la crainte très-fondée des suites de l'irruption du soldat vainqueur, lorsqu'il aura franchi la dernière brèche. Il n'y a pas d'horreurs dont tous les habitants ne soient alors menacés : les exemples de Lubeck, de Ciudad-Rodrigo, de Badajoz et de Saint-Sébastien suffisent pour donner une idée de ce que souffre une ville prise d'assaut, même par les troupes des deux puissances les plus civilisées de l'Europe.

Ma polémique avec le vieil officier du génie a mis en évidence un dernier méfait du siége en règle. Comme tous les équipages d'artillerie contiennent des mortiers, mon adversaire a déclaré que les bombes devaient être employées de préférence contre les ouvrages attaqués, les magasins à poudre et autres, destinés à la garnison. Sans doute, l'assiégeant est très-intéressé à détruire les ressources de son ennemi ; mais si le temps a manqué au gouverneur pour faire évacuer ses magasins à poudre et en répartir le contenu dans plusieurs abris à portée des différents ouvrages, une des bombes de l'ancien ingénieur, venant à percer la voûte d'un magasin rempli, va, par la terrible explosion qui en résulte, faire périr d'un seul coup le quart ou peut-être la moitié de la population. Le siége méthodique devient donc dans ce cas mille fois plus terrible que le bombardement, qui ne frappe jamais la bourgeoisie qu'en détail et après l'avoir prévenue.

La conséquence à tirer de ce qui précède, c'est que les

partisans du siége régulier ne sont ni plus doux ni plus économes de sang humain que ceux qui conseillent l'emploi du bombardement, et (je me sers ici de l'expression traditionnelle empruntée par M. X... [1] à Allent et par Allent à d'Arçon) l'on peut affirmer que les places prises par la *force brute de l'artillerie* auront bien moins à souffrir que celles qui succomberont par *la lente industrie du génie*.

J'ai dit plus haut que je m'étais imposé pour limite dans mes recherches historiques le commencement des guerres de la Révolution française ; aussi suis-je très-loin d'avoir rappelé tous les faits qui viennent confirmer mon principe. Voici un siége, par exemple, qui sortait de mon cadre, puisqu'il est antérieur de trois ans à cette date. Je ne résiste pas cependant au désir de le mentionner ici, puisque M. le commandant Prévost l'a complétement oublié dans son ouvrage. Il s'agit de la prise de Belgrade par les Austro-Russes vers la fin du dix-huitième siècle.

Dans tous les siéges réguliers que les Turcs avaient dirigés ou soutenus jusqu'à cette époque, ils s'étaient constamment comportés comme une des plus vaillantes nations de l'Europe. L'auteur des *Etudes* se plaît à leur rendre cette justice, en affirmant que leur courage et leur ténacité étaient passés en proverbe (p. 170). Leur religion qui les porte à croire au fatalisme est éminemment propre à développer et à exalter en eux les vertus militaires. Si jamais garnison dut montrer une constance indéfinie à supporter les atteintes des bombes, c'est bien celle qui défendait Belgrade; puisque chacun des

[1] Auteur anonyme d'une brochure écrite contre mon ouvrage.

soldats qui la composait était convaincu que le coup de la mort dirigé par des chrétiens lui ouvrait immédiatement les portes du paradis.

Les *Mémoires et Souvenirs* du comte de Ségur, ambassadeur de France en Russie, et ami de l'impératrice Catherine II, contiennent une lettre adressée à l'auteur par le prince de Ligne, général autrichien renommé par sa bravoure et par son esprit. Voici cette lettre écrite dans l'ivresse de la victoire, et qui porte le cachet de son siècle ; je n'en ai retranché que des phrases étrangères à ce brillant fait d'armes :

Belgrade, le 18 octobre 1789.

« Nous voici dans ce rempart de l'Orient, dont nous n'avons pas ouvert les portes avec des doigts de rose comme l'aurore, mais avec des doigts de feu. La hardiesse et la promptitude du passage de la Save, la rapidité de la marche et l'entrée dans les lignes du prince Eugène, l'audace de la reconnaissance faite jusqu'à la palissade, tout cela est l'ouvrage de quinze jours ; et c'est vraiment digne des beaux jours du maréchal Laudon. Il nous montait la tête et démontait celle des Turcs ; je ne démontais que leurs canons. Il a attaqué Belgrade sur la rive droite de la Save, et moi sur la rive gauche, où j'étais l'aigle de ce Jupiter dont je portais la foudre.

« La prise de la forteresse a été assurée par celle de la ville, qui est due à la plus brillante, la plus éclairée et la plus active des valeurs, à celle du comte de Browne, digne neveu du maréchal Lascy.

« J'ai fait, pendant cette superbe et vigoureuse entreprise, une diversion avec ma flotte sur le Danube ; et ensuite, *pour réparer la perte de quelques jours et de beaucoup d'hommes à l'attaque du chemin couvert*, je redoublai le feu de mes batteries ; et j'en établis une nouvelle dans une île, à 150 toises de la forteresse, qui capitula tout de suite.

« Je voyais avec un grand plaisir militaire et une grande peine philosophique s'élever dans l'air douze mille bombes que j'ai fait tomber sur ces pauvres infidèles. J'entendais leurs cris d'effroi — car ceux des blessés étaient étouffés par le feu et la mort !

« Ecartons ces objets d'horreur : j'ai parlé assez longtemps au colonel de dragons; c'est maintenant au grand prêtre du temple de la Paix que je m'adresse. Quelle source de réflexions ! A peine le mot de *capitulation* avait été prononcé, que dix mille vaincus se mêlaient déjà avec autant de vainqueurs : la férocité faisait place à la douceur, la fureur à la pitié, la ruse guerrière à la bonne foi, l'acharnement à la bienveillance.

« On prenait du café, on vendait, on achetait. Le Turc loyal dans ses marchés fixait un prix, livrait ses précieux effets cachés dans les casemates, allait à ses affaires, et sans empressement recevait son argent.... quand par hasard il rencontrait son acheteur.

« Philosophes sans le savoir, les riches propriétaires fumaient sur les débris de leurs maisons et de leurs fortunes. Osman pacha, le sot gouverneur de Belgrade, fumait au milieu de sa cour rangée en cérémonie comme s'il commandait encore, et comme s'il ne s'attendait pas à rencontrer un

calpidgy-bachi pour lui demander de la part du sultan Sélim ce qu'il n'a pas, sa tête; car elle était déjà perdue à notre premier coup de canon....

« Le maréchal a demandé pour moi la croix de commandeur de l'ordre militaire de Marie-Thérèse; l'Empereur me l'a déjà envoyée. On dit qu'ils ont été contents de ma promptitude, et surtout de l'effet de ma dernière batterie, *qui a décidé les Turcs à capituler*.... »

Ainsi, nous voyons la vieille énergie des musulmans, leur ardeur fanatique, fléchir devant les projectiles creux, comme vingt-trois ans plus tard, les bombes du maréchal Suchet calmaient tout à coup la fureur religieuse des Espagnols à Valence. En présence de ces faits significatifs, et de tant d'autres, est-il permis de soutenir que les attaques incendiaires seront sans efficacité sur les populations sceptiques de nos villes européennes?

M. le commandant Prévost, qui s'est proposé de *montrer sous un jour plus vrai des faits historiques peu connus ou mal connus jusqu'à présent*, se trouve en désaccord complet avec le général Kirgener et le colonel Jones sur les conséquences à tirer des enseignements de l'histoire.

Si les opinions de ces deux auteurs eussent été développées par un officier d'artillerie, je comprends qu'il eût difficilement évité le reproche de partialité; et que les lecteurs superficiels eussent pu croire qu'il s'était peut-être permis de modifier les événements au profit de ses canons et de ses mortiers; mais ici nous trouvons trois officiers du génie en présence. Or puisque leurs conclusions se contredisent et qu'elles ne peuvent être exactes simultanément, il faut faire

un choix et rechercher en toute conscience où se trouve la vérité.

Je déclare d'abord que, dans ma conviction, la bonne foi est égale de part et d'autre ; mais, en admettant même que l'autorité personnelle de M. le commandant Prévost pèse autant que celle de ses deux éminents adversaires, ceux-ci possèdent sur lui un avantage incontestable ; c'est d'avoir vécu et écrit à l'époque même où les capitulations prématurées frappaient plus vivement l'imagination qu'elles ne peuvent le faire aujourd'hui. Le général Kirgener surtout, voyant, sous l'impulsion de Carnot, tomber une foule de forteresses sans que l'assiégeant eût même à s'approcher du glacis, adopta les idées de ce grand ingénieur, et crut avec lui que c'en était fait pour toujours du tracé et des vieilles théories de l'école française.

Malheureusement il était dans l'erreur. Reconstitué après la paix, le comité des fortifications se trouva composé d'officiers généraux que leurs services de guerre rendaient sans doute très-recommandables, mais qui, trop préoccupés du désir d'assurer un rôle brillant dans les siéges au personnel placé sous leur direction, eurent le tort d'engager leur art dans une fausse voie. Je comprends que l'ancien officier du génie les ait loués sans réserve et se soit montré reconnaissant de leurs efforts ; mais comme je suis mieux placé pour juger les choses avec impartialité, je me crois fondé à leur adresser le reproche d'avoir, pour atteindre plus sûrement leur but, passé complétement sous silence *le vrai début de l'attaque*, cet échange de gros projectiles par lequel s'ouvre toute opération contre une forteresse, et de n'avoir fait *réel-*

lement commencer la résistance active qu'à partir des demi-places d'armes, c'est-à-dire dans la limite de la portée des fusils. Ils n'ont pas vu que dans les siéges, comme sur les champs de bataille, les premières hostilités s'engagent toujours de loin à coups de canon ; que les combattants se rapprochent ensuite avec plus ou moins de lenteur, suivant la forme et les obstacles du terrain, jusqu'au moment de la mêlée ; et que le sort des batailles et des siéges se décide bien souvent sans qu'il ait été nécessaire d'en venir à cette extrémité[1]. La faute de ces généraux fut donc d'avoir ressuscité la théorie de l'école du dix-huitième siècle, et de n'avoir disposé la fortification et l'armement des places, qu'en vue de ce qui se passe à la dernière période du siége. Ils n'ont donc pas traité dans toute son étendue la question qu'ils avaient à résoudre ; et leur enseignement est resté incomplet. S'ils ont bien mérité du corps du génie, ils n'ont pas fait faire à la poliorcétique tous les progrès que l'on était en droit d'attendre de leur expérience et de leur capacité.

L'auteur des *Études historiques* a écrit soixante-quatre ans après le général Kirgener ; c'est-à-dire à une époque où les souvenirs de tant de siéges si brusquement terminés se sont affaiblis, et où il n'en reste plus un seul témoin vivant. M. le commandant Prévost a tout naturellement subi l'influence de ses professeurs et de ses camarades : les convictions naissent et se développent en nous par les témoignages des personnes qui nous entourent, et s'ancrent encore plus profon-

[1] C'est en songeant à ces vérités que Napoléon a dit que *les sieges n'étaient que des combats d'artillerie et que c'était l'artillerie qui prenait les places*. Il se rappelait qu'un grand nombre de forteresses avaient succombé par suite de cette première attaque.

dément, lorsque ces témoignages sont unanimes, et que nous nous sommes fait une loi presque absolue de n'obéir qu'aux données de l'expérience (p. 345). Pour cet officier supérieur, la fortification bastionnée est l'objet d'un culte qu'il ne pourra jamais abjurer. Ses convictions sont sincères : je comprends qu'il y tienne, et je les respecte tout en les combattant, comme je suis convaincu qu'il respecte les miennes. Nous sommes en effet animés l'un et l'autre d'un égal désir d'être utiles à notre pays.

J'ai cherché à prouver que l'inefficacité du bombardement était une opinion contredite par les faits : l'auteur des *Études* étant d'un avis tout opposé, je suis convaincu qu'il se trompe ; et je me demande si de cette erreur il ne pourrait pas résulter un inconvénient quelconque au point de vue du développement de notre force militaire.

Sans doute, si cette manière de voir était individuelle, on n'aurait pas lieu de s'en inquiéter ; mais elle est partagée par la vieille école du génie tout entière, et devient par cette raison, ainsi qu'on va le reconnaître, la source d'un danger réel. Toute argumentation basée sur un principe erroné ne peut conduire à de bonnes conséquences. Examinons donc attentivement les inductions que l'auteur prétend tirer de l'inutilité de l'attaque lointaine, et de ces combats d'artillerie qui ont si souvent décidé du sort des places.

« *Résumé des idées de l'école française au dix-septième siècle.* — Les ingénieurs français au dix-septième siècle sont unanimes pour regarder la défense rapprochée comme celle qui donne le plus de durée à la résistance... Ils ne croient pas à

l'efficacité des bombardements dirigés contre les maisons, bien qu'ils les aient vu pratiquer souvent par les étrangers; mais ils regardent les bombes comme un puissant auxiliaire contre les défenses d'une place.

« Presque tous comptent sur la mousqueterie pour défendre les abords de la fortification. » (P. 143.)

« *Résumé des connaissances en poliorcétique au dix-septième siècle.* — Un des cachets de l'école française est de permettre de défendre ou d'attaquer les places avec *des ressources restreintes en artillerie*, non pas comme on l'a dit, par système arrêté ou préconçu de s'en passer, mais parce que l'expérience avait prouvé qu'à l'époque dont il s'agit ici, il était difficile d'espérer avoir autant de canons et de mortiers qu'on l'aurait désiré. » (P. 185.)

« *Résumé des connaissances poliorcétiques au dix-huitième siècle.* — On y est partisan des petits fronts, pour avoir un grand nombre de flancs et *pour pouvoir utiliser* la mousqueterie. On préfère n'engager la lutte d'artillerie qu'avec circonspection, lors des débuts du siége, afin d'être sûr de conserver des pièces pour la fin. » (P. 264.)

Ces citations suffisent pour faire reconnaître que l'école française du génie se basant sur la prétendue inefficacité des bombardements, affirme que l'on doit renoncer aux combats lointains d'artillerie, ce qui permet de réduire tout à la fois le chiffre des équipages et le chiffre de l'armement des places. En même temps, la préférence de Cormontaigne et de Fourcroy pour les petites armes était un principe universellement adopté dans notre pays. Personne ne s'avisait de songer que cette diminution de l'artillerie des remparts af-

faiblissait singulièrement la défense ; et les premières chutes des forteresses, en 1792, auraient dû dissiper cette illusion et faire tomber le voile qui couvrait tous les yeux.

Mais il n'en fut rien ; et les principes de l'école continuèrent à triompher, malgré l'évidence du double danger que présentait une trop faible artillerie.

1° Contrainte de faire descendre ses canons du rempart à l'ouverture du feu de la parallèle, afin de les réserver pour la fin du siége, la défense cessait de tirer au moment où il eût été du plus haut intérêt pour elle de lutter contre les batteries de l'assiégeant ; et si la forteresse succombait prématurément, par suite de cet acte de faiblesse, les économies d'armes et de munitions tombaient aux mains du vainqueur. C'est ainsi que Napoléon trouva dans chacune des places prussiennes bombardées les projectiles nécessaires pour écraser les autres.

2° Un équipage trop faible ne pouvant réussir à éteindre le feu d'une forteresse vigoureusement armée, l'assiégeant était forcé de lever honteusement le siége ; ou, s'il s'obstinait à le poursuivre, il lui fallait attendre, comme devant Sébastopol, l'arrivée, toujours tardive, de nouveaux approvisionnements.

Voilà les conséquences de l'erreur commise par nos ingénieurs militaires, conséquences qui eussent pu, dans certains cas, nous devenir d'autant plus désastreuses, que nos ennemis étaient loin de partager cette erreur.

On croit peut-être que ce principe a été abandonné depuis le dix-septième siècle, époque de son plus grand triomphe ; mais il n'en est rien, et les idées des anciens officiers du

génie sont encore restées les mêmes aujourd'hui. Je vais en donner la preuve.

Dans cet ouvrage où, appuyé sur le bon sens et l'expérience, j'ai soulevé une si longue polémique [1], j'avais signalé la nécessité d'allouer, en vue de l'emploi du bombardement pour faire tomber les places, un plus grand nombre de bouches à feu à nos équipages futurs. Cette prétention, toute bien motivée qu'elle fût, a été repoussée par le *vieil officier du génie* qui a combattu mes opinions.

« Quelle est, dit-il, la doctrine de M. le général de Blois en ce qui concerne le bombardement? L'impression que l'on éprouve d'abord en lisant son ouvrage, où l'efficacité de ce procédé est prônée à toutes les pages, c'est que l'auteur ne veut plus pour ainsi dire d'autre moyen de prendre les places. Mais quand on cherche dans le texte, des prescriptions, des conclusions positives, on les trouve beaucoup moins absolues [2]. »

Après plusieurs citations qui tendent à le prouver, mon adversaire ajoute :

« L'idée de M. le général de Blois est donc d'ajouter à l'équipage du siége ordinaire, tel qu'il est jugé nécessaire pour une attaque régulière, un nombre de mortiers et de bombes suffisant pour ruiner et incendier la ville, afin d'obtenir par ce moyen une prompte capitulation. »

Ici l'ancien officier du génie, déclare avec l'autorité d'un homme d'État, que cette proposition n'est point acceptable; que l'expérience des siéges des guerres de l'Empire et sur-

[1] *De la fortification en présence de l'artillerie nouvelle.*

[2] On voit que l'ancien ingénieur a mieux compris ma pensée que l'auteur des *Études* qui me regarde comme un ennemi de la défense rapprochée.

tout de ceux d'Espagne, si nombreux, est là pour prouver que l'on peut prendre les places avec un petit nombre de bouches à feu; que dans l'avenir les généraux d'artillerie auront beaucoup de peine à réunir le strict nécessaire; et que s'il leur arrive de demander une augmentation de matériel, leur insistance sera vaine : ils trouveront toujours des adversaires puissants prêts à tout leur refuser, à moins qu'ils ne démontrent *par des faits irrécusables* que leur demande n'est pas exagérée, et qu'il est impossible de prendre la place avec moins de moyens.

Dans cette interdiction si formelle faite à l'artillerie d'augmenter ses équipages, comment ne pas reconnaître la preuve la plus évidente que le *cachet de l'école française au dix-septième siècle* s'est maintenu sans altération dans la tête des vieux ingénieurs? comment n'y pas voir *leur système arrêté et préconçu* de se passer d'une artillerie qui les gêne? Tant que leur influence prédominera, l'on peut donc affirmer que les dotations des équipages seront toujours faibles, et les places incomplétement armées, dussions-nous voir celles-ci tomber prématurément, et voir compromis le succès de nos expéditions, en renouvelant les pertes de toute nature que nous ont occasionnées les siéges de Constantine, de Rome, de Sébastopol et de Puébla, expéditions dont l'artillerie fut organisée d'après ces vieux principes.

On nous rappelle toujours les siéges d'Espagne qui se faisaient avec peu de bouches à feu; mais il ne faut pas oublier qu'à la suite d'une guerre de vingt ans, nos ressources étaient épuisées, et que, d'autre part, l'armement des places espagnoles était faible, ou que les gouverneurs, comme celui

de Tortose, ne surent pas toujours en tirer parti. Mais maintenant la question a changé de face. Jamais les nations n'ont été plus riches en matériel de guerre, et jamais ce matériel n'a acquis plus de mobilité. Ici, je vais appeler à mon aide M. le commandant Prévost, pour détruire l'argumentation de son vieux collègue :

« Aujourd'hui tout est changé : tel général opérant sur le Rhin, qui pouvait autrefois compter tout au plus sur les magasins et les troupes de Metz, sait qu'il aura en trois jours les approvisionnements de Bayonne, les troupes de Toulon. Par suite, il peut aussi craindre de voir arriver contre lui les munitions de Hambourg, la garnison de Posen. Il peut en quelques jours rassembler, amener, d'un point quelconque de son pays, des masses énormes d'hommes, de matériel... » (P. 384.)

Et c'est en présence d'une pareille facilité de transports, que les vieux ingénieurs, dans l'espoir de forcer nos généraux à n'entreprendre que des siéges en règle, voudraient les priver des bouches à feu qu'ils réclament ! Mais nous serions alors indubitablement contraints de nous retirer devant la première forteresse puissamment armée que nous trouverions sur notre chemin.

Il faut convenir que l'époque actuelle est fort mal choisie pour diminuer l'artillerie dans la guerre des siéges.

« Vauban, dans son *Traité d'attaque et de défense*, nous dit le général Kirgener, demande pour le siége d'une place de première grandeur, cent vingt-huit pièces de divers calibres, y compris celles nécessaires à la défense des lignes de contrevallation et de circonvallation ; et dans la dernière guerre

nous avons vu les puissances alliées en réunir devant Valenciennes trois cent trente-quatre, contre la citadelle de Turin trois cents, contre celle d'Alexandrie deux cents[1]! »

Que peut donc faire une forteresse armée à la Cormontaigne, en présence d'un assiégeant pourvu de moyens aussi formidables? L'école française répondra : « Rien de plus simple : le gouverneur doit en toute hâte retirer son artillerie des remparts, au moment où la parallèle commence son feu. Alors l'ennemi s'apercevant qu'il n'y a plus rien sur les parapets, va désarmer ses batteries devenues inutiles, et se porter en avant sur la zone du génie, pour continuer ses approches par la voie régulière. »

Mais là est l'erreur de l'école : ce n'est pas en vain que l'assiégeant aura traîné à sa suite cet immense matériel ; il écrasera la ville de bombes, pour tâcher d'en finir dans les vingt-quatre heures, ou du moins pour affaiblir la résistance qu'on lui opposera aux derniers moments du siége.

Ce parti désespère la vieille école, qui s'écrie : « Tuez les soldats tant qu'il vous plaira, peu nous importe ; mais, pour Dieu! épargnez les bourgeois qui nous inspirent une vive sympathie ! »

J'avoue que cette bienveillance pour des étrangers, pour des ennemis, semble présenter quelque chose d'inconcevable, si surtout on se rappelle les sacrifices qu'un pareil plan de conduite impose à l'assiégeant. Après y avoir réfléchi, j'en suis venu à croire que ceux qui tiennent un pareil langage pourraient bien avoir une arrière-pensée dans le genre de celle-ci :

[1] Analyse de l'ouvrage intitulé : *Réflexions critiques sur l'art moderne de fortifier*, p. 111.

« Si l'attaque réussit, le siége méthodique n'a pas lieu. Ce n'est pas seulement la population qui est écrasée par les bombes, mais bien aussi les ingénieurs de l'armée assiégeante qui en souffrent, puisqu'on les a privés d'une occasion de gloire. Or le moyen le plus simple pour que les siéges ne soient pas ainsi abrégés, c'est de faire en sorte que le bombardement devienne impossible, en ôtant à l'armée assiégeante les ressources en artillerie nécessaires pour le mettre à exécution. »

Ce conseil pourrait être bon à suivre, s'il ne faisait pas trop bien les affaires de l'ennemi. D'un autre côté, le faible armement que l'on donne aux places, comme conséquence de cette première idée, tend à jeter un immense discrédit sur la fortification, puisqu'on les met ainsi hors d'état de résister aux coups de l'assiégeant. Je m'empresse d'ajouter qu'il n'y a qu'un système vicieux et privé d'artillerie qui ne puisse repousser une attaque incendiaire. J'indiquerai bientôt le moyen de la combattre avec succès, et je réussirai par là à calmer les appréhensions du vieux génie sur l'abandon des siéges réguliers.

Quant à la prétendue impossibilité de mouvoir de grandes masses de matériel, je n'y crois pas plus que M. le Commandant Prévost. L'activité consciencieuse et le dévouement des officiers d'artillerie ont été assez souvent mis à l'épreuve, pour que l'on puisse affirmer que s'ils reçoivent jamais l'ordre d'organiser un équipage de siége dix fois aussi considérable qu'à l'ordinaire, ils trouveront le moyen de le réunir au grand complet, et de le conduire à destination dans le plus bref délai possible.

Laissons donc de côté comme une vieillerie le cachet de l'école du dix-septième siècle, puisque nos ressources en approvisionnements de guerre ont prodigieusement augmenté; et gardons-nous surtout de suivre le conseil de l'ancien ingénieur, qui veut que nous conservions pour nos places, les dotations fixées depuis deux siècles par Vauban, et que nous basions la force de nos équipages futurs sur ceux des siéges de la guerre d'Espagne ou sur le premier équipage qui partit de Toulon pour Sébastopol.

Je suis convaincu que l'histoire, telle que l'a comprise et écrite M. le commandant Prévost, lui aura valu l'approbation de l'ancienne école, dont il caresse les opinions et les préjugés. Mais je demande à cet auteur quel bien il croit produire, en laissant croire aux gouverneurs que les premiers et les seuls dangers que courent leurs forteresses n'ont lieu qu'à la fin du siége, et en leur dissimulant les effets terribles de la chute des bombes au milieu d'une nombreuse population. Il est au contraire d'une haute importance que ces officiers en soient prévenus, afin qu'ils prennent leurs mesures en conséquence. On ne saurait donc trop leur répéter cet avis de Carnot :

« Sans une grande prévoyance de la part des chefs pour prévenir le désordre causé par les bombes, sans une vigilance active pour dépister les malintentionnés, sans la plus vigoureuse fermeté au milieu de la crise, le danger de perdre la place en cette circonstance est souvent plus grand qu'au moment d'un assaut auquel on s'attend et dont la défense est préparée. » (*Défense des places*).

Les précautions contre les attaques incendiaires sont d'au-

tant plus nécessaires à prendre dans notre pays, que l'auteur reconnaît lui-même que les étrangers ont eu souvent recours à ce moyen. (P. 143.)

DEUXIÈME PARTIE.

Ancien génie, nouveau génie, nouvelle doctrine.

Un changement des plus heureux s'est produit depuis peu d'années dans les idées des chefs du corps du génie militaire français ; et l'on ne saurait douter que les nouvelles convictions qu'ils ont acquises ne soient bientôt adoptées par la masse des officiers sous leurs ordres. Les grands principes du dix-huitième siècle ont vieilli ; on cesse de vouloir rationner l'artillerie dans la guerre des siéges : on comprend la puissance du canon ; et les hommes qui le servent ne sont plus traités, comme au temps de Cormontaigne, en ennemis ou en suspects, dont on cherche à se passer autant que possible. On sait enfin aujourd'hui que les besoins de la défense rapprochée ne sont pas les seuls à considérer dans la construction des forteresses ; et que les sommes énormes affectées au creusement des fossés, des galeries de contremines, à l'établissement des dehors, à l'érection des hautes escarpes, risquent fort d'avoir été dépensées en pure perte, si la place, attaquée de loin par une vigoureuse artillerie, se trouve, faute de canons pour y répondre, exposée à capituler dès les premiers jours du siége.

A ceux qui voudraient savoir quelle est la puissance qui a produit un revirement aussi favorable dans les esprits, et

d'où est parti ce rayon de lumière qui a dissipé les ténèbres dont nous étions entourés depuis si longtemps, je répondrai que je l'ignore ; et même que je ne tiens pas plus à le savoir qu'à connaître le nom de l'inventeur des tours, des bastions, des casemates et des galeries à feu de revers : peu importe comment le bien nous arrive, pourvu que nous sachions en profiter. Mais ce qu'il est possible d'indiquer, ce sont les actes officiels par lesquels la nouvelle marche des idées fut portée à la connaissance de tous.

Sous le ministère du maréchal de Saint-Arnaud, un décret, en date du 10 juillet 1852, spécifia que le programme de l'enseignement de la fortification à l'école de Metz serait soumis à une révision. La commission chargée de ce travail y consacra deux ans, et présenta son rapport au ministre qui l'approuva le 10 juin 1854.

Le bombardement s'y trouve compris parmi les différents procédés d'attaque à porter à la connaissance des élèves ; le nouvel enseignement à ce sujet se résume ainsi :

« La menace du bombardement, et au besoin son exécution, décident dans certains cas une place à se rendre. Ce mode d'attaque peut s'employer contre les villes populeuses ou essentiellement commerçantes, surtout si des questions politiques divisent la population ou s'il y a beaucoup d'étrangers dans la place, si les habitants sont hostiles à la garnison, si les défenseurs sont démoralisés par des défaites successives, insuffisamment armés et approvisionnés, etc., etc. Mais on ne doit user qu'avec réserve d'un mode d'attaque qui répugne à nos mœurs, et qui serait sans effet devant une place [illegible], bien approvisionnée, défendue par une

bonne garnison et pourvue de casemates en quantité suffisante[1]. »

A dater de ce programme sanctionné par l'autorité supérieure, les principes se modifièrent, l'enseignement dut entrer dans une voie nouvelle, et l'on put tirer une ligne de démarcation entre *le nouveau génie* qui admet la pratique du bombardement comme faisant partie de nos moyens d'attaque, et *la vieille école* qui continue à prétendre que *l'on ne fera plus ainsi la guerre.*

Ainsi, en combattant les appréciations historiques de M. le commandant Prévost, je plaide pour une cause déjà gagnée. Ce qui nous importe en ce moment, c'est d'étudier les conséquences que la nouvelle idée a déjà produites et doit produire bientôt sur la forme des remparts et sur la défense des places.

Je mets ma manière de voir sur cette question sous l'autorité du général Kirgener, qui s'exprime en ces termes :

« Nous sommes convaincus que le seul moyen à opposer à l'assiégeant est de chercher à le bien découvrir, non pas avec quelques pièces espacées de loin en loin et en prise à

[1] La dernière phrase, qui présente un sens restrictif de la première, semble une protestation contre la pensée qu'exprime le programme et appelle la réponse suivante : Si la place est prise d'assaut après un siége en règle, les faits qui s'y passeront produiront plus d'attentats contre les mœurs que si elle eût succombé à une attaque incendiaire.

La guerre étend librement ses ravages sur les propriétés rurales ; tous les villages compris dans le champ de bataille de Sadowa ont été incendiés. Pourquoi une population urbaine aurait-elle droit à des ménagements exceptionnels qui doivent coûter si cher à l'assiégeant?

Enfin, il n'est pas exact de dire qu'un bombardement qui ne produit pas la chute immédiate de la place, est sans influence sur la durée de la résistance ultérieure.

tous les projectiles, mais avec plusieurs étages de feu bien abrités du ricochet et des bombes; et nous répétons que c'est là le seul et unique moyen qui, combiné avec un tracé avantageux, puisse borner les progrès de l'attaque et braver l'immense artillerie qu'elle emploie [1]. »

Du moment, en effet, où l'on admet que les forteresses peuvent être bombardées, on comprend combien il est nécessaire de réparer l'oubli des ingénieurs, qui n'avaient pas compté sur cette attaque lointaine. Le moyen d'atténuer l'action des batteries de la parallèle ou peut-être de leur imposer silence et de forcer l'ennemi à lever le siége, consiste à lui opposer sur les remparts une artillerie égale et même supérieure à la sienne, sous le rapport du nombre et du calibre. Or comme l'assiégeant occupe sur le terrain un espace plus étendu que le front attaqué qu'il enveloppe, il est de toute évidence que le nombre des bouches à feu de la place ne pourra excéder celui de l'attaque, qu'autant que les pièces de la défense seront réparties sur plus d'un étage, et que les gros canons ainsi disposés les uns au-dessus des autres pourront tirer simultanément sans se causer la moindre gène.

Le système bastionné, qui n'a pas été conçu en prévision de l'attaque lointaine, ne remplit point cette condition; et la ligne unique des pièces que l'on peut établir sur ses remparts donne un tir essentiellement rasant, sans quoi les feux flanquants se croiseraient trop haut au milieu du front, et l'assiégeant pourrait y masser des troupes à l'abri des projectiles de la défense.

[1] Mémoire précité, p. 65.

Rogniat qui a reconnu, contrairement aux principes de l'école, la nécessité de porter à son maximum le nombre des canons du rempart, a calculé que le front du dodécagone régulier bastionné de Cormontaigne pouvait contenir au plus cent soixante-quatorze pièces ayant des vues sur la campagne; et c'est ce chiffre maximum qu'il a pris pour son armement. Dans ce polygone, l'*angle diminué* dont l'amplitude est de 113 degrés, présente assez d'ouverture pour assurer à la défense l'appui énergique des fronts collatéraux, et donne conséquemment beaucoup de force au front d'attaque pourvu de la puissante artillerie que lui assigne Rogniat. Cependant cet ingénieur craignant de manquer de munitions pour la fin du siége, est d'avis de déserter le combat d'artillerie contre la parallèle et de désarmer ses remparts, si leurs bouches à feu, après un tir de soixante coups chacune (ce qui est l'affaire d'un jour), n'ont pu réussir à imposer silence aux batteries de l'ennemi.

Quoique son front soit aussi puissamment armé et soutenu que possible, Rogniat est-il réellement fondé à espérer pouvoir éteindre le feu de l'assiégeant? Non, sans aucun doute; et voici par quel raisonnement on peut s'en convaincre. Bousmard pose en principe que le ricochet d'*une* seule pièce suffit pour en détruire *quatre* le long d'une face. S'il en est ainsi, il ne faudrait pas à l'ennemi plus de quarante-quatre canons tirant d'enfilade pour désemparer les cent soixante-quatorze bouches à feu du front d'attaque. L'appréciation de cet ingénieur paraît-elle exagérée, et veut-on croire que l'action préservatrice de bonnes traverses peut réduire à *deux* le nombre des pièces du rempart détruites par chaque

canon de la parallèle? L'assiégeant n'aura aucune peine à en trouver quatre-vingt-huit dans son équipage; et il lui en restera encore un grand nombre en réserve pour le tir de plein fouet et le bombardement, si cet équipage se compose de deux ou trois cents bouches à feu, comme celles que les étrangers ont employées contre nos places. On voit donc avec quelle écrasante supériorité le feu de la forteresse sera dominé par celui de l'attaque.

Un pareil résultat obtenu dans les circonstances les plus favorables au front bastionné, suffit pour prouver jusqu'à l'évidence la faiblesse absolue de ce système contre un grand déploiement d'artillerie. On est donc conduit à admettre ce principe : c'est que nul tracé ne doit être considéré comme suffisamment fort, s'il n'est pas en mesure, par l'artillerie qu'il comporte, de braver et d'éteindre le feu de l'assiégeant et de contraindre celui-ci à se retirer. Autrement, si c'est l'artillerie du rempart qui a le dessous, — à partir du moment où elle cessera d'agir, et où le front d'attaque n'aura plus que la mousqueterie et quelques petits canons mobiles à opposer aux progrès du siége, les jours de la résistance sont comptés; et la place ne peut tarder à se rendre, surtout si les bombes favorisées par le silence de la forteresse, ont fait subir des pertes notables à la bourgeoisie et à la garnison.

Mais comme jusqu'à présent, par l'influence du parti hostile aux développements de l'artillerie dans les siéges, l'armement des places bastionnées a toujours été tenu bien au-dessous de son maximum, on comprend sans peine pourquoi Carnot n'a pu compter que *deux belles défenses*, depuis que les bombes et le ricochet ont été admis sur

une large échelle dans la pratique de l'attaque des forteresses.

Aujourd'hui, le service du génie, profondément convaincu de l'influence qu'acquiert un fort armement sur la durée de la résistance des places, doit être naturellement porté à réclamer à l'artillerie un très-grand nombre de bouches à feu pour garnir les remparts ; et je ne serais pas étonné que ce dernier service, pris au dépourvu par ce changement de principe, éprouvât quelque difficulté financière pour satisfaire le génie ; mais cet embarras n'est évidemment que momentané.

Certain officier du génie et M. le commandant Prévost, comprenant sans doute combien il serait avantageux de procurer au front bastionné une ligne supérieure de feux plongeants, indépendamment des feux rasants du système, proposent, l'un de porter à 10 mètres plus haut le relief de la courtine, l'autre de construire de hauts cavaliers en arrière du rempart. La première conséquence de cette hauteur donnée à la courtine serait de raccourcir les flancs, qui sont loin d'avoir trop de longueur. Les autres inconvénients de ces modifications sont signalés en ces termes par M. le général Noizet, le Nestor du génie.

« Ces cavaliers *derrière les courtines* occupent un espace qui pourrait être utile pour la ville, ou obligent à porter en avant la fortification de l'enceinte et par suite à en augmenter le développement.

« Il paraît difficile dans une place d'éloigner le cavalier intérieur au delà de la limite du rempart, c'est-à-dire à plus de 20 à 25 mètres de la crête de la courtine. Le mieux est

que les maçonneries soient assez basses pour être hors d'atteinte des coups directs [1].

« Les cavaliers *sur les courtines* ont plus facilement de l'action au dehors que ceux qui sont en arrière. Ils se composent de trois faces, dont l'une tire en avant et exerce son action principale dans l'intérieur de la demi-lune, et dont les autres faces, formant des espèces de flancs, doivent être dirigées de manière à pouvoir tirer sur les glacis en avant des bastions. Ces cavaliers sont construits au milieu ou vers les extrémités des courtines. Mais ce ne sont que des ouvrages fort rétrécis *qui gênent la circulation sur les courtines et qui n'ont que des vues fort bornées au dehors*, sans compter que pour peu que l'on soit restreint par l'espace intérieur, on est obligé de revêtir leur gorge, ce qui en rend la construction très-dispendieuse. Ce n'est donc que rarement, et lorsqu'on y est entraîné par quelque circonstance particulière, que l'on peut faire choix de la courtine pour la construction de cavaliers sur un corps de place régulier.

« Les cavaliers *des bastions* sont meilleurs : on ne saurait guère leur donner moins de 3 mètres de commandement sur la crête des bastions, on leur en donnera beaucoup plus si l'on peut. Là où il s'en trouve, *on ne peut construire de retranchement intérieur*. Il ne faut donc pas les mettre sur les fronts d'attaque, mais sur les fronts latéraux, puisqu'ils en redoublent les flancs; mais on ne peut en avoir dans les bastions restés creux pour cacher les magasins à poudre ou tout autre établissement. »

[1] Condition moins aisée à remplir aujourd'hui qu'à l'époque où le général écrivait.

On voit donc à combien peu d'étendue se réduira l'enceinte intérieure plongeante dans le système bastionné, surtout si les cavaliers de courtine doivent être construits après coup. On ne doit pas songer à en mettre dans l'*intérieur des forts*. Le front bastionné est réellement condamné à n'avoir qu'une seule ligne de feux rasants, pour battre le terrain autour de la place.

Reconnaissons donc l'insuffisance complète de ce tracé pour lutter contre une artillerie éloignée et enveloppante. Ce résultat n'a du reste rien qui doive nous étonner, puisque Martini, l'inventeur des bastions, ne connaissait pas les bombes, et que tous les ingénieurs qui ont perfectionné le système bastionné, les Vauban, les Cormontaigne, les Haxo, les Noizet, etc., n'ont pas songé que les siéges débutent généralement, comme les batailles, par une vigoureuse canonnade.

Examinons maintenant les propriétés principales du système polygonal à grande et à petite distance.

La force défensive de ce système contre un développement lointain d'artillerie est éminemment supérieure à celle du système bastionné. Les remparts en terre des côtés polygonaux s'étendent en ligne droite dans la direction de ces cotés, et forment de longues batteries superposées, dont la supérieure, qui est celle du corps de place, domine de 10 mètres la seconde plus rasante qui est sur le couvre-face; ce commandement élevé permet aux deux batteries de tirer à la fois, ce qui ne peut avoir lieu dans l'enceinte à bastions.

La longueur de ces batteries est arbitraire et dépend du nombre de canons que l'on peut consacrer à la défense de la position. La batterie supérieure d'un des côtés, étant sup-

posée devoir être armée de cent bouches à feu, exigera un développement de parapets de 800 mètres de long, ce qui n'excède pas la longueur maximum, qui est de 1 000 mètres à Anvers. Alors la batterie du couvre-face pourra contenir environ cent trente bouches à feu, et toute cette artillerie composée de deux cent vingt pièces (ou davantage même, si on les espace de moins de 8 mètres), produira un effet terrible sur les batteries de l'assiégeant, qui éprouveront de grandes difficultés à envelopper les deux côtés de l'angle d'attaque, à cause de la longueur de ces côtes.

L'assiégeant, pour les enfiler, ne manquera pas de construire une batterie dans le prolongement de chacun, et cherchera en même temps à nuire à la caponnière flanquante ; mais c'est ici qu'il faut admirer la force du système. Ces deux batteries d'enfilade vont se trouver soumises à tous les feux des quatre cent quarante pièces comprises dans les deux étages des côtés de l'angle attaqué ; et l'on ne peut admettre qu'elles y résisteront longtemps. Je lis, à ce sujet, une observation très-juste de l'auteur des *Etudes historiques*, et qui trouve son application dans la circonstance présente.

« La cause des bastions aigus fut bien près d'être perdue, quand on put observer que les feux obliques des courtines et des faces voisines ne donnaient que de mauvais flanquements, et que le tir perpendiculaire aux crêtes ou à peu près était le plus efficace. » (P. 114.)

Tel sera le tir du côté collatéral flanquant : on voit que la solidarité est bien mieux établie entre ces côtés polygonaux qu'entre les fronts bastionnés voisins.

Les partisans de cette dernière fortification peuvent ici faire remarquer que la longueur de la ligne de défense des fronts français ayant été mal à propos basée sur la portée de la mousqueterie, on peut régler cette longueur sur la portée de la mitraille, et donner ainsi plus de développement au front, ce qui permettrait d'y placer un plus grand nombre de canons.

Mais on leur répondra que la fortification ayant pour objet d'envelopper une surface donnée, plus les côtés de l'enceinte sont grands, plus les angles du polygone deviennent petits et plus les bastions se rétrécissent, ce qui est une grande cause d'affaiblissement pour ce système.

Cet inconvénient est beaucoup moindre dans le tracé polygonal, où l'angle flanqué n'est pas ***diminué;*** et d'ailleurs le saillant de cet angle est protégé de part et d'autre par une artillerie très-formidable.

Voici un avantage inhérent à la défense dans les deux systèmes et que le général Kirgener signale ainsi :

« L'usage des projectiles creux n'ayant pour but que d'obtenir des entonnoirs, par leur explosion dans l'intérieur des parapets attaqués, il est hors de doute que l'emploi des grands calibres, susceptibles de très-grands effets, offrira seul des avantages considérables. Or ces grands calibres ne peuvent pénétrer que très-difficilement dans les massifs solides des parapets d'une place assiégée ; ils n'ont point d'action sur les maçonneries ; l'assiégé pourra toujours, au contraire, les faire pénétrer fort avant dans les terres fraîchement remuées dont se couvre l'assiégeant ; c'est donc presque exclusivement en sa faveur que se pre-

sente ce nouveau moyen, dont on pourrait tirer un grand parti[1]. »

Je vais parler maintenant de la supériorité du tracé polygonal dans la défense rapprochée.

M. le commandant Prévost suppose que les partisans du système polygonal n'attachent que peu d'importance à cette dernière partie de la résistance, parce qu'il leur arrive de dire souvent que le siége se termine avant qu'on en vienne là. Ce n'est certainement pas un motif pour renoncer à se défendre jusqu'à la dernière extrémité; et, sous ce rapport, on n'a pas le moindre reproche à faire au système polygonal, qu'il suffit d'étudier pour reconnaître qu'il pourvoit à la résistance finale avec beaucoup plus d'énergie que le système bastionné.

Je me garderai bien de présenter un journal de siége contre le premier de ces systèmes, parce que je crois ce travail impossible à exécuter, même approximativement, tant que la défense aura pu conserver ses bouches à feu pour bouleverser les têtes de sape; et elle saura garder un grand nombre de canons jusqu'à la fin. Carnot affirme avec une inconstestable raison que la théorie des siéges fictifs n'est applicable qu'aux tracés déjà connus, et pour lesquels on possède des journaux d'attaque.

Mais je vais comparer ici au flanc du bastion le flanc de la caponnière, pour prouver combien l'avantage appartient au dernier.

Vauban et beaucoup d'autres ingénieurs ont bien eu raison

[1] Même mémoire, p. 68. La construction de ces très-grosses pièces conviendra parfaitement à la défense des places, dont le matériel ne doit pas être mobile : c'est une question à étudier par l'artillerie.

de dire que les flancs de bastions étaient intenables lorsque les bouches à feu y sont à ciel ouvert, parce qu'alors elles sont soumises aux coups de l'ennemi dans toutes les directions. Les inventeurs du système bastionné ont eu tort de faire servir les flancs à deux fins, et d'avoir voulu diriger dès le début du siége leur artillerie sur la campagne, *conjointement avec celle des faces que l'on sentait trop faible*[1]. C'est pour cela que le terre-plein de ces flancs a été élevé au niveau de celui des faces : de là la vulnérabilité du flanc, qui est découvert de la parallèle, et qui doit être infailliblement ruiné bien avant le dernier moment du siége. Si pour conserver les pièces on croit devoir les casemater, on diminue alors le champ de tir ; elles deviennent moins propres à agir sur la campagne, et le motif qui les a fait placer à la hauteur du bastion n'existe plus qu'à un moindre degré ; mais en conservant cette position élevée, les murs qui les enveloppent ne les préserveront pas de la ruine, dont les menace la concentration de tous les feux directs et obliques des batteries de l'assiégeant.

On peut affirmer que la puissance destructive du canon est très-grande, quand le pointeur découvre l'objet à battre et qu'il peut suivre de l'œil les ravages opérés par son tir.

Quelles que soient les précautions prises pour consolider le mur de masque, fût-il même cuirassé, il est indubitable que le choc continu de gros projectiles frappant directement cet obstacle pendant des semaines entières, finira par en avoir raison : alors il n'y aura plus de flanc. Cependant,

[1] Le flanc remplit fort mal ce service, quand le front a des dehors comme celui de Cormontaigne.

comme il est de la plus haute importance qu'il ait conservé toute sa force pour le moment de l'assaut, on comprend combien il est désirable de le soustraire aux coups de l'assiégeant, mieux qu'il ne peut l'être à la hauteur du bastion. La vraie place du flanc est celle que lui a assigné Montalembert, *au fond du fossé* ; car l'ennemi ne pourra le découvrir avant d'être arrivé au haut de la contrescarpe.

Mais, dira-t-on, malgré cette précaution prise pour le cacher, le flanc polygonal n'en sera pas moins en prise au feu plongeant qui pourra aussi le détruire.

Je répondrai que toutes les fois que l'artillerie tire *au jugé*, c'est-à-dire sans voir où portent ses projectiles, elle ne peut faire de dégats sérieux qu'à la condition de multiplier ses coups dans une proportion énorme, tant il y en a qui manquent le but ou frappent au hasard[1]. Si le mur de masque était cuirassé dans toute son étendue, l'on pourrait être conduit à employer les gros projectiles de la marine, et le tir deviendrait très-coûteux[2]. On voit donc qu'il faudra beaucoup plus de temps, d'efforts et de dépense pour détruire un flanc, lorsqu'il est construit au fond du fossé, que s'il est établi à hauteur de la face.

Toutefois, il n'est pas nécessaire de protéger par une armure en fer la surface entière du côté de la caponnière qui doit flanquer l'attaque. Il faut entrer ici dans quelques dé-

[1] Ce principe établit une exception évidente lorsque l'on tire dans une ville, où tous les projectiles produisent de l'effet.

[2] On évalue à 200 francs chaque coup de canon tiré pour la rupture des plaques, mais comme le canon qui les envoie pèse 20,000 kilogrammes, il n'est pas probable que l'on en traîne dans les siéges. Les cuirasses des casemates pourront donc avoir moins de 20 centimètres d'épaisseur.

tails sur le service des flancs aux diverses époques du siége.

Depuis le commencement jusqu'à la fin, tout flanc, à quelque système qu'il appartienne et qu'il soit compris ou non compris dans les attaques, doit pouvoir surveiller la partie du fond du fossé soumise à son tir, et faire un feu de mitraille sur les soldats ennemis, qui seraient parvenus à y descendre avec l'intention d'escalader les remparts et de prendre la place de vive force. Deux pièces par flanc sont généralement allouées pour ce service et doivent être toujours prêtes à tirer : leurs embrasures seront donc ouvertes en permanence.

Indépendamment de ce service commun à tous les flancs, les deux côtés des caponnières qui doivent soutenir la résistance dans la région des attaques, sont spécialement chargés d'interdire l'accès de la brèche à la colonne ennemie, en mitraillant tout ce qui veut traverser le fossé. Cet effet sera d'autant mieux assuré, que les canons seront plus nombreux et de plus fort calibre. Mais comme il est indispensable qu'ils soient en parfait état de conservation pour prendre une part active à cette crise suprême de la résistance, et comme jusqu'à cette époque ils auront dû rester muets ; rien n'empêchera d'abriter la maçonnerie de leur mur de masque, sous une couche de terre de 6 mètres d'épaisseur et d'une hauteur qui dépassera les clefs des voûtes. Les embrasures seront dégorgées quelques minutes avant l'ouverture des batteries de brèche et des contre-batteries. On pourra doubler le feu du flanc contre les assaillants, si l'on a eu le soin de disposer le dessus des casemates suivant un plan horizontal borné par des genouillères, de manière à pouvoir y faire ar-

river soudain des pièces de campagne. Avant cette époque, les mêmes canons tirant à babord et à tribord du haut de la caponnière, auraient pu aider au besoin les quatre pièces des casemates à faire la police des fossés et à chasser les intrus.

Ainsi, dans chacune des deux caponnières qui doivent protéger la défense par leur flanquement, il y aura deux pièces dont les embrasures seront libres et devront être cuirassées : toutes les autres casemates seront enterrées, comme on vient de le dire ; et l'on comblera journellement les entonnoirs ouverts dans les terres par le tir de l'assiégeant.

Si l'on voulait couvrir de même les bouches à feu du flanc du bastion, on les conserverait sans doute jusqu'à la fin du siége ; mais alors le flanc serait totalement perdu pour le tir à grande distance, et la place n'en serait que plus affaiblie. En outre, la terre qui protége ces canons serait dispersée à la longue par les explosions redoublées des gros projectiles creux.

Les flancs, dans l'ancien système, présentent encore un autre défaut : c'est celui d'être placés dans le bastion même et de contribuer à en diminuer la surface, malgré tout l'avantage qu'aurait l'assiégé à tenir ce champ de bataille aussi large que possible, afin d'y pouvoir accumuler un plus grand nombre de défenseurs, pour repousser l'ennemi parvenu péniblement au haut de la brèche. Il est fâcheux de voir ce défilé, déjà trop étroit, subir une réduction forcée pour un objet étranger à la défense du bastion : je veux parler de la protection des bastions collatéraux qui ne sont pas attaqués.

L'angle mort, qui est l'objet d'une si grande préoccupation dans la fortification bastionné, n'existe pas dans la fortifi-

cation polygonale, puisque les canons des casemates sont à fleur du sol. En outre, la gerbe de mitraille qui partant du flanc du bastion, frappe le fossé près de la brèche sous l'inclinaison d'un vingtième, fera nécessairement moins de mal que le feu de la caponnière qui sera rasant dans toute l'étendue de son trajet.

M. le commandant Prévost paraît craindre que quelques assiégeants intrépides, munis d'obturateurs, ne s'approchent du flanc et ne réussissent à en boucher les embrasures. Pour le rassurer, je le renverrai à son ouvrage (p. 103), afin qu'il se rappelle que Brusca a trouvé le moyen de prévenir ce danger, par l'obstacle d'un petit fossé creusé au pied du talus des casemates.

Je regrette que les bornes de cet article ne me permettent pas de m'étendre davantage sur les propriétés du système polygonal; mais je suis heureux de pouvoir annoncer aux lecteurs qu'un *Traité complet* de cette fortification va être publié à Bruxelles par M. le colonel Brialmont. Je ne crois être en désaccord avec cet officier supérieur sur aucun point important; mais je recommande instamment la lecture de cet ouvrage à tous ceux qui ont du goût pour l'art de fortifier.

« L'utilité de ce traité a paru d'autant plus grande à l'auteur, nous dit le prospectus, que la diversité des fronts proposés ou exécutés jusqu'à ce jour en Allemagne et dans d'autres pays, montre clairement que les idées des ingénieurs ne sont pas encore fixées sur les principes généraux du tracé polygonal. C'est ce qui a donné aux adversaires de ce tracé un avantage que n'ont point les adversaires du

de mes convictions, par l'auteur des *Etudes*. Je m'en tiens donc aux observations que j'ai présentées sur l'ensemble de ses vues historiques. Je suis loin de croire que son ouvrage ne contienne pas de bonnes idées ; il s'en trouve notamment à la fin, et qui prouvent que l'auteur n'est pas étranger au mouvement d'opinion qui se manifeste aujourd'hui au sujet de l'art de fortifier ; mais il en résulte une anomalie singulière : quelquefois chez lui les conséquences ne sont pas d'accord avec les prémisses. J'en vais citer un exemple :

L'auteur reconnaît qu'un général opérant sur le Rhin ne se contentera pas des ressources qu'il trouve dans la place de Metz, mais qu'il réclamera celles de Bayonne et de Toulon. A quoi bon ces mouvements, si ce général ne veut se servir de l'artillerie que pour soutenir des têtes de sape et ouvrir quelques brèches ? Les magasins de Metz contiennent tout ce qu'il lui faut pour cela. Mais dans cette accumulation de bouches à feu qu'il fait venir de tous les points de la France, ne faut-il pas voir la preuve que le général est plus convaincu de l'efficacité de l'attaque lointaine et du bombardement, que ne doit l'être lui-même M. le commandant Prévost en se basant sur son interprétation de l'histoire des siéges.

Il n'a certainement pas raison de supposer que j'éprouve du dédain pour la défense rapprochée ou que je suis disposé à n'en tenir aucun compte. Je me déclare, au contraire, convaincu que, malgré tout le mal produit par les bombes, un bon gouverneur peut et doit forcer l'assiégeant à pousser ses cheminements jusqu'à la brèche. C'est pour assurer ce résultat que, dans le cours de mon ouvrage, j'ai recom-

mandé le grand nombre de canons sur les remparts, le tracé polygonal avec ses flancs bien couverts, la construction des forts détachés au dehors et des citadelles à l'intérieur, et qu'enfin j'ai donné au chef de la place ce rigoureux précepte que je ne trouve dans aucun auteur du génie, parce qu'ils ne croient pas aux effets des bombes : *Périsse la population tout entière, plutôt que de hâter d'une heure la reddition de la forteresse !*

Si donc l'auteur veut bien y songer, il devra reconnaître en moi l'un des plus grands ennemis du succès des bombardements ; mais, je le répète, ce n'est pas en niant leur efficacité qu'on les empêchera de réussir.

Voici une autre opinion erronée de M. le commandant Prévost et que je tiens à relever. Il base sa répugnance pour le tracé polygonal, sur ce que ce système n'a pas encore reçu la sanction de l'expérience ; c'est une fin de non-recevoir que l'on peut opposer à tous les progrès. J'ai dû réclamer les droits de la logique qui domine tous les arts, y compris la fortification. M. le colonel Brialmont est de mon avis sur ce point ; et ce n'est certes pas par inadvertance qu'il a donné l'avis suivant aux partisans de la vieille école . *Abandonnez la routine, parlez moins d'expérience et raisonnez davantage.* Que répond M. le commandant Prévost à ce sage conseil ? « Nous avouons être très-inquiet de l'avenir d'une *science* qui est loin d'être positive et exacte, si les *raisonneurs* doivent y remplacer les *hommes d'expérience.* »

Ne serait-ce pas le mot *science* mal appliqué à la fortification, qui égare ici l'auteur des *Etudes* et le porte à se méprendre sur la valeur de l'officier qu'il combat ? M. le colonel

Brialmont s'est assez fait connaître, pour que l'on puisse être convaincu qu'il ne perdra point de vue son art et ne se lancera jamais dans les ténèbres de la métaphysique. Ses raisonnements ont toute l'exactitude de ceux de M. le commandant Prévost; seulement l'avantage qu'ils ont sur ces derniers, est d'être basés sur des observations d'une incontestable vérité.

Je vais signaler un cas où nos ingénieurs ont été forcés d'appeler la logique à leur aide.

Un des dogmes anciens de leur école consistait à croire que toute escarpe était parfaitement défilée lorsque l'on cessait de l'apercevoir de loin ; ce qui revient à supposer que la trajectoire parcourue par les projectiles est aussi rectiligne qu'un rayon visuel. Malgré les protestations d'artilleurs éclairés, la théorie du défilement a toujours été enseignée d'après ce principe ; et les revêtements ont continué de s'élever jusqu'à leur hauteur ancienne. Mais des expériences récentes ayant prouvé qu'il était possible d'ouvrir de loin la brèche dans une muraille complétement inaperçue, les partisans du vieux système ont compris avec raison qu'il était inutile d'attendre l'expérience des siéges pour sauvegarder leurs escarpes ; et ils ont admis le principe très-logique de protéger tous leurs revêtements par l'interposition de couvre-faces à talus extérieur en terre [1].

Maintenant je vais trouver dans les conséquences d'une phrase empruntée aux *Études*, la preuve la plus évidente de

[1] J'avoue que je ne vois trop comment ils s'y prendront pour abriter ainsi les faces de la demi-lune, à cause du peu de largeur des fossés de cet ouvrage.

l'influence de la logique sur l'art de fortifier. Voici le début du dernier chapitre :

« Nous traversons en ce moment, au point de vue de la poliorcétique, une crise qui a déjà eu son analogue dans l'histoire, à la fin du quinzième siècle. » (P. 391.)

Ce mot de *crise* réveille dans notre esprit l'idée d'une lutte entre deux principes opposés, d'un choc entre des partis politiques de même puissance se disputant le pouvoir dans un pays ; il semble donc que l'on doive ici s'attendre à l'égalité du nombre et de la force entre les partisans des deux systèmes de fortification, qui contribuent au développement de la crise signalée par M. le commandant Prévost.

Passons en revue les forces des deux partis.

D'un côté se trouvent les défenseurs officiels des vieux principes, le parti de l'autorité et de la résistance plus ou moins absolue à toute innovation. Ces idées immuables, qui ont servi jusqu'à ces dernières années de base aux jugements prononcés sur tous les projets, doivent trouver de l'appui auprès d'un grand nombre d'officiers du génie. Si jusqu'à ce moment, il ne s'en est présenté que *quatre* pour soutenir ces principes, on peut croire que d'autres champions descendront bientôt dans la lice.

Le parti du système polygonal est numériquement très-faible, on ne saurait se le dissimuler. Il se compose d'un seul individu, qui n'appartient même pas au corps des ingénieurs militaires. Fort de sa raison et de son indépendance, il attaque sans ménagement les doctrines de ses adversaires, tout en ménageant leurs personnes : En vain ils se succèdent et renouvellent leurs attaques : *Uno avulso non deficit alter.*

Il soutient le combat contre tous, sans trop regarder s'ils ont le visage découvert ou s'ils ont baissé la visière de leur casque. Néanmoins tout en leur opposant la force de sa conviction, tout en ne perdant pas un centimètre de terrain, il ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse, en voyant que personne ne se range de son côté et ne lui prête la moindre assistance. L'appui de quelques amis lui suffirait pour porter la conviction dans tous les esprits [1].

Il reste à savoir quels seront les juges de ce combat qui n'est pas encore terminé, et quels sont ceux qui pourront profiter de la victoire.

On peut affirmer que les juges du camp présentent les meilleures garanties d'intelligence et de savoir; leur arrêt sera donc accepté en toute confiance et sans appel. Ce sont les chefs du corps du génie, de ce corps imposant, signalé jusqu'à ce jour par la fixité de ses principes et par la solidarité parfaite qui existe entre ses membres. Il n'y a pas de corps qui ne doive le prendre pour modèle, sous le rapport du dévouement des chefs au personnel placé sous leur direction, et de la déférence et du respect des officiers pour ceux qui les commandent. Nul autre service ne peut présenter à l'Etat un cortége plus imposant d'hommes re-

[1] Pour rendre à chacun ce qui lui est dû, et pour restreindre à ses justes limites le résultat de mes efforts, je dois dire qu'avant la publication de mon livre en 1865, nos ingénieurs avaient été prédisposés en faveur du nouveau système, par la lecture des *Études sur la défense des États*, par M. le major Brialmont. Malheureusement on ne reçut en France qu'un petit nombre d'exemplaires de cet ouvrage. Espérons qu'il n'en sera pas de même du *Traité de la fortification polygonale*.

Il est juste de mentionner encore l'ouvrage du général Prévost de Vernois, qui en attaquant à outrance le système de Cormontaigne, a préparé les esprits à concevoir de nouvelles idées sur la fortification.

marquables, que le service du génie. En dehors des officiers dont la guerre a consacré le mérite, des Carnot, des Marescot, des Dejean, des Chasseloup, des Bertrand, des Rogniat, etc., ce corps a fourni à la France, depuis la paix, trois maréchaux, six ministres de la guerre et quatre conseillers d'Etat. On peut donc le signaler comme le plus éminent de tous, au point de vue de la capacité.

Maintenant si, malgré l'isolement complet du défenseur des nouvelles doctrines, le comité des fortifications veut bien tenir quelque compte de ses paroles, voici la conséquence que l'on en peut tirer. C'est que ces officiers généraux sont aujourd'hui complétement dépouillés des préjugés de l'ancienne école, et qu'ils ont l'œil ouvert sur tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de leur service. Ils tiennent à prendre la vérité pour base de leurs convictions, et reconnaissent que, malgré la faveur bien méritée dont jouirent autrefois les grands maîtres de l'art, quelques-unes de leurs idées ont vieilli, par suite des changements qu'ont subis nos institutions militaires, et spécialement par suite des progrès de l'artillerie qui exercent une influence directe sur la fortification.

Les premières hostilités ouvertes contre les anciennes doctrines du génie remontent à la publication du ***Traité des bombardements***, en 1848; et cette lutte dure depuis vingt ans. On paraît aujourd'hui complétement fixé sur les avantages et l'opportunité de l'attaque lointaine; et l'on peut se demander quels sont ceux qui ont donné l'éveil et qui ont provoqué le changement d'opinion sur ce point. Je ne crois pas qu'on doive l'attribuer à l'influence des doctrines en

honneur dans les autres pays; car nos ingénieurs en ont fait jusqu'à ce jour très-peu de cas.

« ..... Quant au témoignage des ingénieurs étrangers, s'écrie l'ancien officier du génie dans sa seconde brochure, on nous permettra de le récuser complétement; car, malgré leur mérite, ils ne font certainement pas autorité dans cette matière. » (P. 9.)

Le général Noizet, pour lequel je professe une estime tout exceptionnelle, s'était exprimé ainsi, en répondant à l'ouvrage du général Prévost de Vernois :

« Si Montalembert et Carnot n'ont pas eu grand succès en France, ils n'en est pas de même en Allemagne où leurs systèmes semblent servir de base aux conceptions nouvelles... Quoi qu'il en soit, et sans dénigrer le mérite des étrangers, je me garderai bien de les dissuader de suivre de tels modèles en appuyant le général dans ses critiques. Plût à Dieu que la France ne fût entourée que de places à la Montalembert et à la Carnot! » (P. 87.)

Si les étrangers n'ont pas été les promoteurs de la *crise*, il ne reste absolument, en France, que l'unique champion du système polygonal qui ait pris part à la lutte; et, cependant, il n'a pour lui ni l'esprit, ni le talent, ni l'art de soutenir l'attention du lecteur contre l'ennui des considérations techniques. Où donc est le secret de sa force? Tout simplement dans la saine logique sur laquelle il s'appuie, et dont quelques ingénieurs voudraient vainement infirmer la puissance.

Je résume comme il suit mon opinion sur les *Etudes*.

L'histoire est un fonds commun où chacun, en l'effleurant,

peut recueillir des matériaux pour prouver toutes les thèses imaginables. M. le commandant Prévost y a puisé à pleines mains dans l'intérêt de sa cause ; mais il a traité trop sommairement l'histoire : il a voulu agir comme Bossuet, toutefois sans obtenir le crédit accordé à ce grand écrivain ; les hommes sont, en effet, plus disposés à convenir de la puissance de Dieu, que de l'inutilité des bombardements. Les *Etudes historiques* pèchent par défaut de preuves.

L'auteur conseille de ne tirer qu'aux remparts et aux défenses (p. 386), comme on le faisait au temps de Vauban où les bombes étaient rares. On ne l'écoutera pas, et l'on continuera de bombarder. L'expérience a trop bien prouvé que les projectiles perdent les neuf dixièmes de leur effet moral, lorsqu'on s'avise de les diriger sur des matières inertes, comme la terre et la maçonnerie, au lieu d'en frapper des êtres vivants. En somme, ce livre n'ouvre aucune voie nouvelle au progrès, et l'auteur n'a pas rempli les conditions de son programme. Espérons que ses futurs ouvrages seront conçus et exécutés sur un meilleur plan et dans un meilleur esprit.

DES ABRIS

A IMPROVISER AVANT LE COMBAT

PAR M. JOACHIM RICHARD.

Capitaine du génie, inspecteur des études à l'École polytechnique.

« Il faut avoir pour maxime d'user librement du travail des hommes, quand on a pour but la conservation de leur vie. »
(VAUBAN. — *Des camps retranchés.*)

AVANT-PROPOS.

L'importance que la dernière transformation de l'armement de l'infanterie donne à la fortification volante de champ de bataille, nous engage à publier l'étude suivante, écrite dans le courant de l'année 1867.

Les abris artificiels proposés par l'auteur ,ont été depuis cette époque expérimentés avec succès en plusieurs circonstances. Il est à désirer qu'en temps de paix, nos troupes d'infanterie soient fréquemment exercées, sous la direction de leurs officiers, à ce genre de travaux spéciaux. Elles seraient, de la sorte, parfaitement préparées à remplir en temps de guerre les vues de l'instruction sommaire pour les combats de décembre 1867, dans laquelle on lit au sujet de la défense des positions :

« Les bataillons de la première ligne, déployés et couverts, s'il est possible, par des plis de terrain, par des abris, par des tranchées, attendent que l'ennemi soit arrivé à bonne portée pour l'écraser par des feux de masse, surtout au moment de la formation des colonnes d'attaque, et lorsque ces colonnes se portent en avant sur la position.»

Le directeur : E. NOBLET.

Les perfectionnements apportés depuis quelques années aux armes à feu ont vivement attiré l'attention publique. Les progrès de la mousqueterie en particulier ont été remarquables aux points de vue de la portée, de la justesse, de la tension de la trajectoire et de la rapidité du tir. Les premiers résultats ont été obtenus par l'emploi de carabines rayées de petit calibre ; le dernier, au moyen de fusils se chargeant par la culasse, à tir pour ainsi dire continu, éprouvés tout récemment à la guerre sur les champs de bataille de l'Amérique du Nord et de l'Allemagne.

« Sans doute, les modifications de l'armement exigeront aussi quelques modifications de tactique, non pas dans les principes et le but des grandes manœuvres qui restent immuables, mais dans la manière de les mettre à exécution. » Cette opinion du général Jomini (*Questions de stratégie et d'organisation militaire, relatives aux événements de la guerre de Bohême de* 1866) est partagée par un grand nombre de militaires qui croient que les nouvelles armes nécessiteront un emploi plus fréquent des formations en ordre déployé, ou du moins à intervalles de déploiement, et une célérité plus grande dans les manœuvres à portée de l'ennemi.

Il n'entre pas dans notre sujet d'examiner quelles sont les modifications tactiques à adopter, mais au point de vue qui intéresse plus particulièrement l'ingénieur militaire, nous sommes frappé de l'importance et de l'actualité de ce précepte du maréchal Bugeaud : « Si le moment de combattre n'est pas arrivé, tenez-vous hors de portée ou cachez vos troupes. » (*Aperçus sur quelques détails de guerre.*)

Se tenir hors de portée ne sera plus possible de nos jours,

malgré la grande distance à laquelle se soutiendra le combat; tout au plus pourra-t-on éloigner davantage les réserves, à la condition, toutefois, qu'elles puissent arriver en temps opportun sur le théâtre de l'action.

Cacher les troupes paraît une condition plus facile à réaliser : des couverts naturels, tels que murs, bois, chemins creux, pourront souvent être utilisés à cet effet; mais, en leur absence, il faudra quelquefois recourir à des abris artificiels.

Ces abris auront pour objet principal de garantir contre les feux de l'infanterie, tout en offrant peu de prise aux coups de l'artillerie; ils pourront accessoirement assurer les avantages suivants :

1° Rendre moins certain le tir de l'ennemi, qui ne pourra voir que difficilement les pertes que son feu occasionne;

2° Permettre à nos soldats, placés dans une position relativement sûre, d'avoir un appui de hauteur convenable pour leur arme, et par suite, de fournir sans précipitation des feux ajustés. Ces feux, qui doivent être préconisés, non-seulement à cause de leur efficacité, mais aussi à cause de la faible dépense de cartouches qu'ils exigent, ne peuvent guère être obtenus d'une manière certaine en terrain découvert; voici ce que dit à cet égard l'auteur de *l'Armée française en* 1867 :

« Les troupes en ligne, soumises à l'émotion du combat, n'ajustent jamais en tirant... Il faut absolument, pour que son esprit et son œil puissent se livrer au travail et aux calculs dont le résultat est le tir ajusté, que le soldat soit dans l'état de sécurité relative, que lui crée la protection d'un tronc d'arbre, d'un pan de mur, d'un fossé, etc. »

Nous lisons dans le même ouvrage à propos de la cavalerie : « Quand le progrès (des armes a feu) sera porté au comble, les armées — troupes à pied et à cheval — devront recourir, comme autrefois, à la protection des armes défensives. » Nous ne saurions partager cette opinion, qui est en désaccord avec le principe généralement admis d'alléger le plus possible le soldat.

Le havre-sac, qu'on a proposé d'utiliser pour protéger la poitrine du fantassin, est insuffisant pour cet usage. Garni du complet réglementaire, il est traversé par la balle du fusil rayé. Il faut, pour le mettre complétement à l'épreuve, le doubler d'une plaque en acier fondu, d'environ 1 millimètre d'épaisseur (poids 1k,600).

La meilleure voie à suivre pour garantir les troupes, quand, avant le combat, on dispose de quelques instants, nous semble indiquée par les abris en terre ou embuscades, d'un usage continuel pendant la glorieuse bataille d'une année livrée devant Sébastopol.

Plus récemment, pendant la guerre de la sécession des États-Unis d'Amérique, on a fréquemment employé des abris de ce genre, qui ont rendu de grands services pour garantir les troupes contre le tir rapide et précis des carabines se chargeant par la culasse. Les soldats américains avaient pris d'eux-mêmes l'habitude de se *terrer* avant de combattre; ils élevaient en quelques minutes des « *rifle-pits*, ou trous-de-loup à tirailleurs » (Vigo-Roussillon, *Puissance militaire des Etats-Unis*), qu'ils abandonnaient pour les établir plus loin, suivant les exigences du combat. D'après le colonel suisse Lecomte, qui a fait partie de l'armée fédé-

rale du Potomac, les rifle-pits étaient de longues tranchées, présentant le profil de parallèles inachevées. Ils servaient à abriter des tirailleurs et souvent même des bataillons entiers avec de l'artillerie.

Les couverts en terre peuvent être employés par des tirailleurs isolés ou en grandes bandes et aussi par des bataillons déployés. Ceux-ci auront à improviser un épaulement pendant les préliminaires du combat, pour se garantir contre la fusillade ; ils attendront une occasion favorable de joindre l'ennemi, dans une attaque décisive préparée par des feux ajustés. Un pareil genre d'abri ne comporte pas de fossé comme les retranchements de champ de bataille proprement dits, mais une masse couvrante à peine ébauchée et *offensive*, c'est-à-dire permettant d'opérer en ordre un mouvement en avant. La facilité de prendre l'offensive nous paraît importante, en ce sens qu'elle répond à l'objection de certaines personnes qui pensent que fort souvent les abris ne serviront qu'à immobiliser des troupes heureuses d'avoir un prétexte de rester à couvert.

Cette crainte ne nous paraît pas fondée, grâce au caractère impétueux et à la bravoure de nos soldats, qui spontanément et au cri : « En avant ! » ne prennent que trop souvent l'offensive d'une manière téméraire.

Des abris organisés offensivement seront sans doute employés fréquemment sur le champ de bataille. Les armes perfectionnées rendent l'emploi de ces ouvrages encore plus désirable qu'autrefois, lorsque Napoléon écrivait (*Observations sur les campagnes de Turenne*) : « Ceux qui proscrivent les secours que l'art de l'ingénieur peut donner en

campagne se privent gratuitement d'une force et d'un moyen auxiliaires, jamais nuisibles, toujours utiles et souvent indispensables. »

Les retranchements actuellement en usage sur le champ de bataille ne possèdent pas les propriétés que nous demandons à des abris volants et offensifs ; ainsi les retranchements dits *rapides*, adoptés dans les écoles régimentaires du génie sur la proposition du général Rohault de Fleury et les couverts à profil de tranchée simple, en usage dans les siéges et dans les passages de rivière de vive force, exigent les premiers trois heures, et les seconds au moins une heure, pour être à l'épreuve des balles et de la mitraille, ce qui limite beaucoup trop leur emploi en présence de l'ennemi. Déjà de son temps, Vauban, à propos des retranchements d'armée, prescrivait *de se faire une règle générale, de les diligenter le plus possible.*

Un couvert, connu sous le nom de *retranchement expéditif*, est exécuté, depuis quelques années, par les troupes du génie. D'après l'instruction ministérielle de 1865, il consiste (fig. 1) « en un simple bourrelet de terre de 1 mètre environ de hauteur et de 3 mètres de base, qu'on forme en déblayant des deux côtes et qui n'exige qu'une demi-heure ou trois quarts d'heure à peine de travail, pour les soldats du génie. » Les retranchements expéditifs sont en effet exécutés en trente-cinq ou quarante minutes par les troupes du génie ; ils fournissent donc des résultats assez satisfaisants, quand ils sont élevés par des soldats exercés, munis chacun d'une pelle ou d'une pioche ; mais ils ne sont pas faciles à franchir, et pour être improvisés en présence de l'ennemi par des

troupes d'infanterie, ils demandent trop de temps et trop d'outils de pionnier ; ils présentent d'ailleurs un épaulement plus que suffisant contre la mousqueterie, et l'excavation extérieure A, tenant lieu de fossé, n'est pas nécessaire, car, pour des ouvrages de fortification volante, on peut diminuer l'importance des obstacles matériels, maintenant que les feux de mousqueterie qui les défendent sont assez puissants pour tenir à distance une troupe assaillante.

On adoptera donc pour couverts artificiels des tranchées simples incomplètes ou *tranchées-abris*, qu'on improvisera en quelques minutes, toutes les fois que les accidents du terrain ne présenteront pas des abris naturels.

Dans cet ordre d'idées, le profil, réduit au strict nécessaire, aura les dimensions suivantes, qui du reste n'ont rien d'absolu et pourront être modifiées, par exemple dans le cas de sous-sols aquatiques ou rocailleux :

L'excavation (fig. 2) aura une profondeur de 50 centimètres et une largeur dans le haut de 1^{m},30, réduite dans le bas à 1^{m},10, qui suffit aux deux rangs de fusiliers d'une troupe d'infanterie ; le remblai aura un relief de 60 centimètres au-dessus du sol et une épaisseur dans le haut de 50 centimètres, portée dans le bas à 1^{m},70 par les talus extérieur et intérieur.

L'épaisseur du bourrelet est suffisante contre la fusillade ; on sait en effet que les balles ne pénètrent dans les terres fraîchement remuées de consistance moyenne que de 29 centimètres à 200 mètres, de 42 centimètres à 100 mètres et de 50 centimètres à 25 mètres. D'après le général Gilmore, la balle oblongue de la carabine Spencer, se chargeant par

la culasse, pénétrait de 20 à 35 centimètres dans le sable légèrement humide, qui formait les parapets du fort Wagner (siége de Charleston).

La hauteur totale des tranchées-abris, qui n'est que de 1m,10, permet aux deux rangs d'une troupe en armes, malgré la distance qui les sépare du bourrelet, de faire feu pardessus celui-ci, à peu près dans les mêmes conditions que s'ils étaient sur la banquette d'un ouvrage de campagne. Quelques mottes de terre placées sur le bourrelet en A, donneront aux fusils des appuis d'une hauteur convenable. En mettant genou en terre ou en s'asseyant sur la berme et sur le revers de la tranchée, les troupes seront à l'abri de la fusillade ennemie et seront presque complétement garanties contre le tir à mitraille. Quand elles seront debout, elles seront préservées environ des deux tiers des balles ennemies qu'elles auraient reçues à découvert.

La berme DE, d'environ 30 centimètres de largeur, forme un gradin de franchissement très-utile quand les troupes auront à se porter en avant; elle retient en outre les mottes de terre qui roulent toujours au pied d'un remblai fait rapidement, enfin elle atténue les effets de la poussée du bourrelet sur le talus intérieur D, qu'il faut tenir aussi roide que possible, et même retailler à pic, si le temps le permet, pour diminuer la distance des tireurs à la ligne de feu A.

Lorsque, à défaut de plis de terrains ou d'obstacles naturels, il sera nécessaire de couvrir les troupes déployées pour la défense d'une position ou d'une ligne de bataille, on construira autant d'abris en ligne droite qu'il y aura de bataillons à couvrir, et on les séparera par des intervalles d'au

moins 20 mètres, qui permettront aux troupes de toutes armes de prendre l'offensive.

Pour un abri essentiellement momentané, le tracé n'a pas besoin d'une grande régularité et doit être le plus simple et le plus rapide possible. Dans chaque bataillon, il sera exécuté sous la surveillance d'un officier, de l'adjudant-major, par exemple, qui fera tracer à la pioche le bord extérieur D de l'excavation.

Deux compagnies du bataillon, munies d'outils, à raison de deux pelles rondes pour une pioche, se formeront sur un rang, à trois pas en arrière du tracé de l'alignement D. Les travailleurs déposeront leur fusil et leur sac derrière eux et viendront, s'ils sont pelleteurs, placer leur pelle le long du tracé. Sous la surveillance des officiers et des sous-officiers des deux compagnies, on formera des ateliers, composés de deux pelleteurs et d'un piocheur. Chaque atelier constitué C'D'D''C'', commencera à travailler sans commandement ; il devra fouiller, sur environ 50 centimètres de profondeur, un fossé de la longueur de deux pelles placées bout à bout, et d'une largeur dans le haut égale à la longueur d'une pelle, soit un fossé de 2m,60 de long sur 1m,30 de large.

Les officiers et les sous-officiers des deux compagnies indiqueront avec précision aux travailleurs la fouille à exécuter, le bourrelet à élever, la berme à ménager, etc. Ils feront d'abord jeter les terres de manière à augmenter simultanément l'épaisseur et le relief de l'abri, afin que, même inachevé, celui-ci puisse rendre des services dans le cas d'une attaque soudaine.

Dans l'hypothèse d'un terrain de consistance moyenne

(terre à un homme et demi), foisonnant de $\frac{1}{10}$ et dont le talus naturel serait à 45 degrés, chaque travailleur devra fouiller (fig. 2) :

$$0^{m},50 \times 1^{m},20 \times \frac{2^{m},60}{3} = 0^{mc},520 \text{ de terre rassise,}$$

et jeter devant lui, à moins d'un relais :

$$0^{mc},520 + \frac{1}{10}(0^{mc},520) = 0^{mc},572 \text{ de terre remuée.}$$

Le travail pourra donc être achevé en vingt minutes environ, si l'on admet qu'un mètre cube et demi de terre peut être fouillé et déblayé en une heure, par un homme qui ne doit travailler que pendant une courte pause. Quoique peu habitués aux travaux de terrassement, des soldats d'infanterie qui n'auront pas le temps de se fatiguer arriveront à cette vitesse d'exécution, car ils auront tout intérêt à se mettre rapidement à couvert.

L'abri construit par deux compagnies mesurera en étendue le front d'un bataillon de six compagnies, car deux ateliers ou six travailleurs exécuteront une longueur d'abri de $5^{mct},20$, qui correspond à peu près au front de neuf files ou à dix-huit hommes (chaque file occupe dans le rang environ 58 centimètres). Ainsi un bataillon de six compagnies pourra être abrité en vingt minutes par le travail de deux de ses compagnies seulement, ou, d'une manière plus générale, le tiers de l'effectif d'une troupe d'infanterie improvisera en vingt minutes la tranchée-abri de la troupe entière.

La facilité du chargement et du tir du fusil modèle 1866, dans les trois positions du tireur : debout, à genou et couché, pourra être utilisée derrière les couverts artificiels.

La figure 2 donne un profil établi pour le tireur debout. Ce profil inachevé et n'ayant encore qu'une hauteur de 65 centimètres environ, comme le montre la figure 3, garantira d'une manière convenable des tireurs à genou dans la tranchée. C'est cette position que prendront ordinairement les deux rangs d'une troupe surprise par une attaque brusque de l'ennemi avant l'achèvement du profil des tranchées-abris.

Enfin, quand le temps ou les outils manqueront et quand on voudra abriter des tirailleurs en avant d'une ligne de bataille ou des tireurs de position, on pourra improviser une *embuscade-abri*, d'un profil analogue à la figure 4, établie pour garantir un tireur couché. En quelques minutes, celui-ci pourra de la sorte se dérober presque entièrement au feu de l'ennemi et tirer avec précision, en se servant comme appui de ses deux coudes ou de son coude gauche seulement. L'embuscade pourra être complétement soustraite aux vues de l'ennemi, au moyen de quelques branchages placés en avant. Les profils des figures 3 et 4 présentent l'avantage, comme le montrent les lignes pointillées, de pouvoir facilement se transformer en profils de tranchées-abris, quand on veut les renforcer.

Les tireurs couchés préféreront souvent s'abriter tout simplement derrière leur sac, soutenu au moyen de quelques mottes de terre, comme le montre la figure 5. On peut, par suite de l'inclinaison du sac, obtenir un abri à l'épreuve de la balle de 40 centimètres de largeur environ, et de 25 centimètres de hauteur verticale. Le soldat qui de la sorte éviterait une blessure et peut-être la mort, ne regretterait certai-

nement pas les dommages subis par ses effets et par son havre-sac.

Les abris offensifs, improvisés avant le combat, pourraient être employés fréquemment en campagne : ils suppléeraient aux obstacles naturels pour couronner rapidement une crête, pour couvrir une ligne de bataille, pour garantir des tirailleurs, des réserves et des tireurs de position, et aussi pour assurer en peu d'instants un campement ou un bivouac. Vulgarisés dans l'armée en temps de paix, pendant les marches militaires et dans les camps d'instruction, ils rempliraient les vues du Règlement de 1863 sur le service dans les places, qui prescrit (art. 160) pour les troupes d'infanterie, l'établissement d'écoles de construction d'ouvrages de campagne.

Des abris de ce genre, laissés en arrière dans un mouvement offensif et définitif de la première ligne, pourraient être utilisés par les troupes de la deuxième ligne ou par les réserves. Ils fourniraient encore aux troupes de la première ligne, en cas d'insuccès, un refuge où elles se rallieraient pour écraser l'ennemi par des feux de masse et pour attendre une occasion favorable de reprendre l'offensive.

Ils pourraient être improvisés plusieurs fois de suite par les mêmes troupes dans le courant d'une bataille. C'est ainsi qu'ont souvent agi les troupes américaines pendant la guerre de la sécession, notamment dans les derniers combats livrés en mars 1865, autour de Pétersburg. Un témoin oculaire, qui commandait une brigade de l'armée fédérale, dit à ce sujet :

« Dans un mouvement de conversion opéré graduellement, j'eus à changer deux fois de position en moins d'une heure, et je laissai derrière moi deux lignes de retranchements vo-

lants presque achevés, tant nos hommes avaient acquis de prestesse et d'habileté dans ce genre de travail. » (*Quatre ans de campagne à l'armée du Potomac*, par Régis de Trobriand, ex-major général au service volontaire des États-Unis).

Pour garantir les pièces d'artillerie et leurs servants contre la mousqueterie, on pourra construire des ***batteries-abris*** d'un profil analogue à la figure 2. La hauteur totale devant les pièces (genouillère) sera de 80 à 90 centimètres; les servants seront couverts au moyen de petites tranchées-abris creusées entre chaque pièce.

Toutes les voitures et en particulier les coffres à munitions de l'artillerie et les caissons à munitions de l'infanterie, pourront être d'une manière analogue soustraits momentanément aux vues de l'ennemi; ils seront ainsi mis à l'abri des balles explosibles et même des obus percutants qui sans doute feraient explosion en traversant le bourrelet protecteur. Il suffira peut-être, pour les caissons, d'improviser un abri en creusant devant chaque roue une ornière en rampe permettant de les enterrer jusqu'au moyeu, et de masser en avant un petit bourrelet de terre.

Comme l'artillerie n'est plus astreinte sur le champ de bataille à des changements de position aussi fréquents qu'autrefois, soit pour concentrer ses feux, soit pour suivre les mouvements de l'ennemi ou des troupes amies, les batteries-abris pourront être parfois pourvues d'un épaulement à l'épreuve du boulet.

Des épaulements de ce genre (fig. 6) ont été fréquemment employés par les Autrichiens pendant la campagne de 1866, et notamment sur le champ de bataille de Sadowa, où ils

étaient masqués au moyen de branchages plantés sur la plongée et sur le talus extérieur. Ils sont dus, dit-on, au colonel de Pidoll, ingénieur en chef de l'armée de Benedek et paraissent parfaitement organisés. Des fossés F mettent à couvert les servants, aussi bien que les terre-pleins d'un ouvrage de campagne ordinaire ; ils permettent de prendre en sécurité les munitions dans des petits magasins blindés M.

Le tir a lieu à barbette, mais les pièces sont garanties par des merlons qui, établis au-dessus des magasins à munitions, forment entre eux de vastes embrasures évasées E. Il est à croire qu'environ la moitié des projectiles dangereux seront rendus inoffensifs par les merlons. Les troupes du génie qui avaient été exercées à ce genre de travaux, avaient acquis une telle habileté qu'en plusieurs circonstances et quelquefois même devant l'ennemi, elles élevèrent en quatre heures des épaulements à la Pidoll pour huit pièces.

Il nous reste à examiner la question du transport des outils :

Un outil de pionnier emmanché pèse en moyenne 2 kilogrammes [1]. En comptant un outil pour trois hommes, ce

[1] D'après l'aide-mémoire de Laisné :

Une pelle ronde pèse $1^k,200$, son manche 600 grammes, poids total $1^k,800$.

Une pioche pèse $1^k,500$, son manche 650 grammes, poids total $2^k,150$.

Il est possible d'alléger ces outils et de raccourcir les manches, comme on le fait pour les outils employés dans les mines. Le manche est alors plus facile à porter le long du sac et permet de travailler à genou, ce qui est très-avantageux dans certains cas, pour des tirailleurs, par exemple. Il paraît qu'en Prusse, les tirailleurs viennent d'être munis d'un petit outil à manche très-court, qui peut être employé par un homme à genou.

Nous avons vu à l'Exposition universelle de 1867, dans les sections anglaise et américaine, des outils de pionnier très-légers, qui pourraient être utilisés avantageusement. Ce sont des pelles carrées à manches courts, analogues aux bêches des jardiniers. Elles offrent l'avantage de pouvoir

qui, comme nous l'avons vu, est suffisant pour les profils examinés précédemment, on arrive à un chargement supplémentaire par homme d'environ 650 grammes, correspondant au poids de vingt cartouches. C'est pour deux compagnies la charge d'un mulet de bât, et pour un bataillon le chargement d'un caisson léger à deux chevaux, analogue aux voitures de section des troupes du génie.

Les chariots de batterie à quatre roues égales, avec avant-train et crochet-cheville-ouvrière, présenteraient sur les voitures ordinaires, l'avantage de pouvoir suivre tous les mouvements d'une troupe d'infanterie aussi facilement que les pièces de campagne.

Dans une guerre faite en terrain peu accidenté, on pourra se servir d'un caisson d'outils par bataillon ; mais en pays de montagne, l'emploi des mulets de bât sera quelquefois indispensable. Il paraît avantageux de confier ces divers modes de transport aux corps eux-mêmes, afin d'éviter les

remplacer les pioches et les pelles ordinaires, car on peut avec le pied les enfoncer même dans un sol résistant, et comme le dit Vauban : « elles enlèvent la terre et font excavation du même coup. » (*Traité de l'attaque des places.*) Un outil de cette espèce en fer aciéré, ayant les dimensions de la figure 7, ne pèse que 1k,200 environ (bêche 800 grammes, manche 400 grammes).

Nous avons vu aussi des sabres-scies, pouvant servir de sabres-baïonnettes; à raison de un ou deux par escouade, ils pourraient rendre des services à la troupe. En utilisant, en outre, le sabre-baïonnette ordinaire, comme hache ou serpe, une troupe d'infanterie pourrait de la sorte, dans toutes les circonstances, remuer la terre et faire des travaux de fascinage.

Nous citerons encore la charrue, pour faire rapidement des terrassements en campagne. Nous avons obtenu avec cet instrument, pour élever des tranchées ordinaires et des tranchées-abris, des résultats satisfaisants qui ont été consignés dans un autre mémoire. Cette idée n'est du reste pas nouvelle : plusieurs camps passagers de la plaine de la Mitidja ont été retranchés au moyen de charrues, par ordre du maréchal Bugeaud qui, pour la sécurité des colons, traçait ainsi sur notre terre africaine sa devise : *Ense et aratro.*

pertes de temps qu'occasionnerait l'attente des voitures du parc.

Une autre solution consisterait à faire porter les outils d'un bataillon par les hommes de deux de ses compagnies (soit, en moyenne, un jour sur trois). On aurait ainsi la certitude d'avoir toujours des outils sous la main au moment du besoin, et de ne pas perdre beaucoup de temps à les distribuer. Ce moyen est employé en Russie et aux États-Unis.

La charge moyenne en temps de guerre du soldat d'infanterie ne doit pas dépasser 28 ou 29 kilogrammes, d'après la commission chargée en 1861 d'examiner cette question. Pendant la guerre d'Italie, le soldat français portait un peu plus, savoir :

Armement et effets réglementaires en temps de paix	20k,000
Soixante cartouches.	2 ,400
Tente-abri, couverture, bidon, campement, etc. . . .	5 ,000
Vivres pour quatre jours (sans la viande).	3 ,400
Total.	30k,800

En supprimant une partie des effets du temps de paix, comme le propose la commission citée plus haut, on réduit la charge à 28 kilogrammes environ. Dans ces conditions, il n'y aurait donc pas d'inconvénient à donner au soldat un chargement supplémentaire de 650 grammes, correspondant pour trois hommes à un outil de pionnier. Les troupes apprécieraient bien vite l'avantage d'avoir un outil de pionnier, non-seulement pour élever rapidement des abris, pour détruire ou réparer des routes et des chemins de fer, mais encore pour installer confortablement un campement ou un bivouac.

La proportion d'un outil pour trois hommes était à peu

près celle qu'admettait le général Rogniat, quand il proposait de donner aux compagnies d'élite, comme marques distinctives, des outils de pionnier à la place de sabres.

Nous sommes loin du temps de Vauban qui supputait qu'à la guerre, pour tuer un soldat, il fallait en moyenne dépenser un poids de projectiles de plomb égal au poids de l'homme ; nous ne sommes plus au temps des guerres de la République et du premier Empire, pendant lesquelles, d'après le général Piobert, il a fallu dix mille coups de fusil pour tuer un combattant ; nous sommes en présence d'armes perfectionnées, dont les feux écrasants[1] peuvent détruire rapidement les troupes les plus braves, qui seraient exposées longtemps à découvert. Si donc, comme par le passé, la stratégie devra être généralement offensive, il sera désormais avantageux, dans beaucoup de circonstances, d'adopter une tactique défensive. Dans ce but, les troupes devront être habituées à *remuer la terre*, à improviser des abris analogues à ceux que nous proposons, et pour cela elles porteront des outils de pionnier, comme le voulait l'empereur Napoléon Ier qui à Sainte-Hélène dictait à M. de Montholon :

« Il est cinq choses qu'il ne faut jamais séparer du soldat : son fusil, ses cartouches, son sac, ses vivres pour au moins quatre jours, et un *outil de pionnier*. »

[1] D'après le colonel de Rüstow (guerre de 1866 en Allemagne), le rapport du nombre des touchés au nombre total des coups tirés sur un champ de bataille, qui était de 1/1200 avec l'ancien fusil lisse, est devenu 1/143 avec l'arme prussienne rayée et à aiguille. Ce rapport serait 1/86 avec notre fusil modèle 1866, si l'on admet les chiffres d'un autre auteur allemand (le capitaine de Plœnnies) qui estime que les effets produits par les armes portatives actuellement en usage en France et en Prusse, sont entre eux comme 5 est à 3.

RAPPORT

DE LA COMMISSION MILITAIRE [1]

SUR

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

---

§ 2. RESSOURCES CHIRURGICALES, MÉDICALES, ET MATÉRIEL DES AMBULANCES ET DES RÉGIMENTS.

Les ressources nécessaires au service des malades et des blessés en campagne, outre les moyens de transport, sont : des médicaments, des objets de pansement, des instruments de chirurgie, des ustensiles et objets mobiliers.

Dans les ambulances, toutes ces ressources sont réunies dans un fourgon dit *caisson d'ambulance*, et quelquefois dans des caisses en bois dites *cantines d'ambulance*. Dans les corps de troupes, les moyens dont dispose le service de santé sont contenus dans des cantines dites *cantines d'infirmerie régimentaire*, dans un *sac d'ambulance* porté à dos par un soldat d'infanterie, ou dans des *sacoches d'ambulance* fixées à la palette de la selle d'un cavalier.

Les errements suivis en France dans la composition, l'agencement et le transport des ressources médicales, chirurgicales et d'exploitation des ambulances, ont été plus ou

[1] Voir notre numéro de janvier, p. 71.

moins imités par les puissances étrangères : nous les exposerons sommairement, en signalant les différences qu'ils présentent et les modifications qu'ils ont subies.

L'Amérique (États-Unis), l'Angleterre, la France, l'Italie et la Suisse sont les seuls pays qui aient exposé des caissons d'ambulance.

1° CAISSONS D'AMBULANCE.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS).

La voiture des États-Unis portant les médicaments, les appareils et les instruments de chirurgie, est une voiture tapissière, couverte en toile de coton. Elle est suspendue, conduite en guides et munie d'un frein à levier. Sur le siége du cocher et derrière lui, quelques hommes peuvent prendre place. Elle est chargée de deux caisses en bois, mobiles, de la largeur de la voiture, très-hautes et peu profondes, adossées l'une à l'autre et s'ouvrant par leur paroi antérieure. La caisse de devant n'est accessible que par l'intérieur de la voiture ; celle de derrière peut être ouverte par un homme à pied. Cette dernière présente cette particularité que le paroi qui s'ouvre étant abaissée forme table à l'arrière de la voiture ; sa disposition intérieure est ingénieuse et commode : tous les flacons sont en vue, à portée de la main, rangés comme les livres d'une bibliothèque, et, néanmoins, fixés assez solidement dans leurs compartiments pour conjurer l'effet des chocs et des secousses.

Ni l'une ni l'autre de ces caisses n'étaient garnies au moment de notre examen ; nous n'avons donc qu'une idée très-

mparfaite des ressources qu'elles renferment lorsqu'elles sont mises en service.

ANGLETERRE.

Le caisson d'ambulance exposé par le ministère de la guerre de la Grande-Bretagne n'est autre chose qu'un tombereau à deux roues, couvert d'une bâche et non suspendu. Construit avec un luxe de solidité qui doit le rendre très-lourd, il est attelé de deux chevaux, l'un dans les brancards, l'autre monté et attelé à la gauche du premier.

Il ne nous a pas été possible d'examiner le contenu de cette voiture.

FRANCE.

Le caisson des ambulances françaises, exposé par le ministère de la guerre, a été adopté par décision ministérielle du 29 août 1854.

C'est une voiture à quatre roues, suspendue sur quatre ressorts à pincette, attelée de quatre chevaux montés, à parois pleines, à toiture bombée, munie d'un sabot et pesant, vide, 1 000 kilogrammes. Elle s'ouvre par la partie postérieure, qui peut être totalement enlevée, et par le haut à l'aide d'une charnière latérale adaptée au couvercle.

Son chargement se compose de paniers en osiers, dont les coins sont consolidés par du cuir, et numérotés de 1 à 20; de deux caisses portant les numéros 14 et 21; enfin, d'objets en vrac.

Une instruction ministérielle a réglé la manœuvre du chargement et du déchargement de ce caisson, qui renferme de quoi faire deux mille pansements de toute nature.

Les caisses et paniers, dont nous n'énumérerons pas le contenu, détaillé dans une nomenclature officielle, sont disposés de telle sorte que ceux qui renferment les objets dont on peut avoir besoin tout d'abord se présentent les premiers à l'ouverture du caisson ; tels sont : les caisses numéros 14 et 21, le panier numéro 20, où se trouvent les boîtes d'instruments et les appareils immédiatement nécessaires aux opérations ; tandis que les paniers d'approvisionnement en linge, bandes, charpie, ustensiles, etc., placés dans la voiture sur un plan plus reculé, ne sont déchargés qu'en cas de nécessité ou de stationnement de l'ambulance pendant un temps assez long. Les objets en vrac, tels que couvertures, brancards, table d'opérations, bâche, bêche, etc. sont apparents dès que le couvercle du caisson est soulevé.

Un caisson de *pharmacie*, unique, marchant avec le quartier général, sert de magasin d'approvisionnement au caisson de chirurgie qui vient d'être décrit, et dont chaque division possède deux ou trois exemplaires.

Le caisson de pharmacie diffère du caisson de chirurgie par son contenu et par son mode de construction. C'est une voiture du train des équipages, dite *voiture n° 4*, dont nous n'avons pas à apprécier la forme, dont nous ne connaissons pas le poids, certainement très-considérable, et qui renferme un assortiment complet de médicaments. Les substances en boîtes, en paquets ou en flacons, sont reçues dans des caisses de bois de dimensions diverses et appropriées au contenu.

ITALIE.

Le caisson d'ambulance exposé par le ministère de la guerre italien est une voiture à quatre roues, suspendue sur

ressorts et spéciale à sa destination ; il s'ouvre sur toutes les faces et il est surmonté d'une impériale recouverte d'une bâche. Nous n'avons pu en voir l'intérieur, la composition et l'agencement ; il paraît néanmoins plus léger que le caisson d'ambulance français.

SUISSE.

Le caisson d'ambulance suisse porte un numéro 24. C'est un véritable chariot, à quatre roues, non suspendu et d'aspect fort lourd. Nous n'avons pu en voir l'agencement intérieur, non plus que la composition des ressources qu'il renferme.

Appréciation. — Tous les caissons d'ambulance exposés au Champ de Mars sont à quatre roues, sauf le caisson anglais ; tous, à l'exception du caisson suisse, sont suspendus sur ressorts ; tous, le caisson anglais excepté, sont attelés de quatre chevaux ; tous enfin sont conduits à cheval, sauf le caisson américain.

Leur caractère général est la lourdeur, nécessitée, sans doute, par la solidité qu'ils réclament ; la voiture américaine échappe seule à cette condition commune.

La voiture américaine, déchargée de ses caisses, peut servir à transporter des malades et des blessés ; les autres ne sauraient être employées à cet usage.

Bien qu'il ne nous ait pas été donné de voir le chargement de la plupart de ces caissons, leur contenance nous a paru suffisante, sauf peut-être celle de la voiture américaine, pour recevoir un approvisionnement notable en ressources chirurgicales.

Seul entre tous, le caisson d'ambulance français n'est pas construit spécialement en vue de sa destination. Quelques-uns peuvent être ouverts par toutes leurs faces ; le nôtre ne s'ouvre que par en haut et par derrière : on a cherché à remédier à cet inconvénient par la place donnée, dans son chargement, aux paniers renfermant des objets d'une nécessité plus ou moins immédiate. Il y a loin de ce caisson au wurst de Percy, ne renfermant que quelques appareils et instruments et portant sur sa caisse, faite en dos d'âne, cinq ou six chirurgiens à cheval les uns derrière les autres. Malgré le soin avec lequel il a été composé, la réunion qu'il présente d'un grand nombre de ressources chirurgicales, la bonne entente de son chargement, et sa supériorité apparente sur les autres voitures analogues, il n'est point à l'abri de tout reproche. Pesant vide 1 000 kilogrammes, il atteint, lorsqu'il est chargé, un poids très-considérable qui, malgré les quatre chevaux qui le tirent, est souvent un obstacle à son passage dans de mauvais chemins, dans des terrains accidentés ou labourés. Il porte le nom de *caisson d'ambulance*, quand il est affecté au service de santé ; mais, sans chargement spécial, la voiture est désigné sous le nom de *caisson unique*, c'est-à-dire voiture construite sur le modèle général des caissons de l'administration, recevant indifféremment un chargement de vivres, de matériel, de fourrage, de paniers d'ambulance, voire même de munitions.

Enfin, sa manœuvre, c'est-à-dire l'arrangement des paniers à charger et à décharger, ne laisse pas que d'être assez difficile pour exiger des hommes très-exercés à cette besogne. Le caisson qu'il a remplacé était spécial au service de santé,

moins lourd, plus accessible de toutes ses parties, d'une manœuvre plus facile, mais ne remplissait pas la condition, cherchée et réalisée par l'administration, de recevoir toute espèce de chargement.

Nul doute que si l'on revenait sur cette mesure de n'avoir qu'un caisson *unique*, nos constructeurs ne parviennent à doter les ambulances françaises d'un caisson de chirurgie plus léger, mieux agencé, plus accessible et renfermant, sinon plus, au moins autant de ressources que celui que nous possédons et qui reste néanmoins le meilleur que nous ayons vu.

Les ambulances françaises seules ont un caisson particulier d'approvisionnement de pharmacie, dont l'utilité est contestable. D'une part, c'est une voiture très-lourde, remplie d'une quantité de médicaments qui semble prodigieuse lorsqu'on sait combien la découverte des alcaloïdes a réduit le volume et la variété de la matière médicale. D'autre part, les caissons de chirurgie, au nombre de trois par division et par quartier général de corps d'armée, contiennent une très-grande quantité de médicaments ; il est bien dit qu'ils doivent toujours être recomplétés en puisant dans le caisson d'approvisionnement de pharmacie dont est pourvu seul le grand quartier général; mais les caissons de chirurgie sont quelquefois très-loin du caisson d'approvisionnement de pharmacie, et quelquefois très-près de localités où ils pourraient recompléter leurs médicaments, aujourd'hui surtout que les chemins de fer ont, à peu près partout, rapproché les distances.

2° CANTINES D'AMBULANCE ET D'INFIRMERIE REGIMENTAIRE.

Lorsque des opérations militaires ont lieu dans des pays dépourvus de routes ou dont les chemins ne sont pas praticables pour les voitures, les ressources chirurgicales qui composent le chargement du caisson d'ambulance sont transportées, à dos de mulet, dans des caisses dites ***cantines d'ambulance***.

Le matériel d'ambulance dont l'armée française fait usage en Algérie a servi de type à celui que les puissances étrangères ont exposé au Champ de Mars.

Le contenu des cantines diffère à peine de celui du caisson ; les cantines sont distinguées en cantines de chirurgie, cantines de pharmacie et cantines d'administration.

Le nombre des cantines de chirurgie pour l'ambulance d'une division de 10 000 hommes est de huit ; celui des cantines de pharmacie est de quatre. On y ajoute un nombre de cantines d'approvisionnement calculé d'après l'effectif des troupes. Les cantines d'administration renferment des objets de bureau, du linge de service, une batterie de cuisine et des ustensiles divers analogues à ceux que renferme le caisson.

Nous comprendrons sous le même chef les ***cantines d'infirmerie régimentaire***, renfermant une partie des ressources matérielles du service de santé dans les corps de troupes. Ces cantines sont par paires ; une paire de cantines est affectée à chaque bataillon d'infanterie, et une paire à deux escadrons de cavalerie ; elles sont transportées sur des mulets de bât ou sur des voitures. Leur transport par voi-

ture a été arrêté en principe par décret impérial du 21 janvier 1860, excepté en Algérie et dans les contrées où les opérations militaires nécessitent l'usage des bêtes de somme.

La nomenclature et la répartition des objets contenus dans les cantines d'ambulance et dans les cantines d'infirmerie régimentaire ne nous occuperont pas ici; leur construction et leur agencement nous arrêteront seuls.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS).

Les États-Unis ont exposé quelques cantines d'ambulance dont les compartiments, faits de bois mince recouvert de toile collée, offrent une grande légèreté et une solidité remarquable.

On y trouve des boîtes à médicaments en fer-blanc doublé de bois léger qui protége leur contenu d'une manière très-efficace.

Le chloroforme, dont l'évaporation rapide constitue une perte considérable et expose à de regrettables mécomples, y est conservé dans de doubles flacons; un flacon intérieur contenant le chloroforme est renversé, le bouchon en bas, dans un flacon extérieur qui contient de l'eau; tous deux sont bouchés au liége.

Ces cantines s'ouvrent par la partie supérieure et ne peuvent être transportées que sur des voitures.

ANGLETERRE.

Le ministère de la guerre de la Grande-Bretagne a exposé des cantines d'ambulance d'une dimension inférieure aux

nôtres et faites en osier recouvert de veau en poil. Nous n'avons pu voir leur contenu.

Sous le nom de *Medical field panniers for H. M. Army*, MM. Savory et Moore (New Bond street, 143, London) ont déposé (groupe 2, classe XI) une paire de cantines en osier recouvert de veau en poil, dont la disposition intérieure, sans avoir rien de très-remarquable que le luxe qui y préside, offre cependant à signaler l'emploi des boîtes et de compartiments en fer-blanc recouvert du plus beau vernis. L'emploi du fer-blanc comme contenant, d'une part, de l'autre celui de l'osier doublé de cuir en poil, donnent à ces cantines une légèreté et une solidité très-grandes; elles s'ouvrent par le côté, et leur intérieur est accessible alors même qu'elles sont placées sur le bât.

FRANCE.

Les cantines d'ambulance exposées par le ministère de la guerre sont en bois, très-massives et très-lourdes; les compartiments qui les divisent sont en bois trop épais, et pour la plupart disposés en tiroirs. S'ouvrant par le côté, ces cantines peuvent être utilisées sans êtres déchargées.

Le comité français de secours aux blessés a exposé des cantines d'ambulance construites par M. Arrault sur le modèle des cantines vétérinaires adoptées dans l'armée. Ces cantines sont en osier matelassé et recouvert de cuir en vache noir; elles sont très-légères et d'une solidité à toute épreuve.

Elles s'ouvrent par en haut et sur le coté; la disposition des objets qu'elles renferment est très-bien entendue; les

flacons et les boîtes, au lieu d'être cachés dans des tiroirs, sont placés sur des rayons, comme les livres d'une bibliothèque, et s'offrent, l'étiquette en avant, à la main qui les cherche.

Aux docks du campement, on trouve des cantines de campagne d'une grande légèreté, dues à M. Walker; elles sont faites, les unes en rotin, les autres en bois à nervures croisées.

ITALIE.

Le comité de secours italien a exposé des cantines d'ambulance qui ne diffèrent des cantines françaises que par le peu de soin apporté à leur fabrication.

PORTUGAL.

Les cantines portugaises, identiques aux cantines françaises, sont construites avec un luxe inutile dans un matériel de guerre.

PRUSSE.

Celles du comité de secours prussien sont défectueuses en tous points.

APPRÉCIATION. — Bien que les cantines d'ambulance française aient servi de type à toutes les autres, elles gagneraient en légèreté et en commodité, si la caisse en bois qui les constitue était remplacée par de l'osier recouvert de cuir, si les boîtes et compartiments qu'elles renferment étaient faits en bois plus mince, doublé de toile collée, ou en fer-blanc, et si les tiroirs étaient remplacés par des rayons, toutes conditions remplies par les cantines de M. Arrault.

1. *Médicaments liquides* ;
Chloroforme ;
Ether sulfurique ;
Perchlorure de fer ;
Teinture d'opium ;
2. *Poudres médicamenteuses* ;
Poudre purgative ;
Poudre de Dower ;
Émétique ;
Morphine (chlorhydrate de) ;
Nitrate d'argent ;
Sulfate de quinine ;
Sucre ;
Acide tannique.
3. *Mortier et pilon.*

2° Compartiment inférieur, occupant toute la largeur du sac, contenant :

Ouate ; une serviette ; une bougie ; allumettes ;
Poids : grammes, centigrammes, milligrammes.
Côtés du sac { droit : un flacon en verre.
gauche : un flacon en verre.

N° 3 . Sac autrichien (n° 2). Sac à bandages. — Poids : 13k,750.

Couverture en peau de vache.

Patelette à poche.

Charpente : poche en toile, s'ouvrant par la face postérieure, de bas en haut.

Divisions : trois compartiments superposés.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur :

Toile gommée ;
Deux éponges ;
Une seringue ;
Une boîte en fer-blanc carrée ;
Une boîte de bougies-allumettes ;
Une spatule ;
Une paire de ciseaux droits ;
Charpie.

2° Compartiment moyen :

Trois suspensoirs ;
Trois bandages herniaires simples ;
Deux tourniquets ;
Deux bandes roulées ;
Trois bandages triangulaires ;
Quatre paquets de linge ;
Un paquet de toile ;
Aiguilles et fil.

3° Compartiment inférieur :

Une boîte d'instruments ;
Attelles en bois.

Douze bandes roulées;
Une pièce de linge;
Charpie;
Deux tourniquets.

3° Compartiment ou tiroir inférieur, occupant toute la largeur du sac :

Un flacon de fer battu;
Un gobelet articulé;
Quatre flacons en fer battu étiquetés savoir : chloroforme, teinture d'opium, ammonique, persulfate de fer;
Six étuis en étain pour médicaments;
Une boîte en fer-blanc verni, pouvant former deux bassins et contenant deux éponges;
Une pièce de charpie anglaise (*lint*).

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Au système de courroies qui constitue les bretelles et qui prend son point fixe sur la poitrine, est adapté un appareil consistant en deux tiges verticales réunies, à leur extrémité inférieure, par une large bande horizontale en cuir noir. Cette surface plane s'applique sur la région lombaire, qui fournit ainsi, pour le support du sac, un second point d'appui destiné à diminuer d'autant celui qui est pris sur le thorax.

N° 2. Sac autrichien (n° 1). Sac de médicaments. — Poids : 8 kilogrammes.

Couverture en peau de vache.

Patelette à poche.

Charpente : poche en toile s'ouvrant sur la face postérieure, de bas en haut.

Divisions : deux compartiments superposés.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur, occupant toute la largeur du sac, contenant :

D. Quatrième compartiment :

Trousse à amputations.

E. Cinquième compartiment (inférieur) :

1° Une boîte à médicaments, ainsi composée :

Agaric;	Sparadrap;
Sulfate de quinine;	Crayon;
Émétique;	Bande de laine rouge;
Ruban de fil;	Epingles.

2° A gauche : une boîte de fer-blanc, divisée en quatre casiers, pour flacons de :

Chloroforme;	Ammoniaque;
Extrait de saturne;	Alcool camphré.

3° A droite : une boîte de fer-blanc, divisée en quatre casiers, pour flacons de :

Laudanum de Sydenham;	Sirop de menthe;
Ether sulfurique;	Perchlorure de fer.

Les objets contenus dans les cinq compartiments sont maintenus par des sangles bouclées.

N° 6. Sac d'ambulance adopté, par décision ministérielle du mois d'août 1866, dans l'armée française. — Poids : 10^k,500.

Couverture en peau de vache en poil.

Patelette à poches contenant : attelles de bois à rallonge; trois gouttières en toile métallique.

Charpente : boîte carrée en bois, s'ouvrant de haut en bas sur la face postérieure.

Divisions : six compartiments, de dimensions inégales et asymétriques, en fer-blanc.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur gauche, subdivisé en deux parties de dimensions égales.

PARTIE GAUCHE.	PARTIE DROITE.
Boîte à médicaments, savoir :	Pot de cérat en étain;
Alcool camphré;	Lampe à alcool;

PARTIE GAUCHE.	PARTIE DROITE.
Laudanum ;	Timbale à chaudière ;
Ether sulfurique ;	Agaric ;
Chloroforme ;	Eponges ;
Perchlorure de fer ;	Fil et cire ;
Emétique ;	Allumettes ;
Tire-bouchon.	Bougies ;
	Bouchons.

2° Compartiment supérieur droit :

Charpie.

3° Compartiment moyen gauche :

Dix-huit bandes roulées.

4° Compartiment moyen droit :

Sept bandes roulées de diverses longueurs ;
Ouate ; compresses ;
Pièce de toile carrée pliée et maintenant les compresses attachées dans un même baquet.

5° Compartiment inférieur occupant toute la largeur du sac :

Boîte à amputations, contenant un tourniquet.

Ce sac a été récemment modifié de la manière suivante : 1° la boîte à amputations occupe un compartiment superposé aux autres, au lieu de leur être inférieur ; elle contient une clef de Garengeot ; 2° les objets de pansement sont identiques, mais en plus grande quantité ; 3° le sac ne pèse que 9k,500.

N° 7. Sac de débarquement. Ministère de la marine française. — Poids : 10k,750.

Couverture en toile de tente grise.

Sommet du sac : rouleau de fer-blanc, renfermé dans un étui de toile et contenant :

Ouate ; Attelles (6) à rallonges.

Patelette à poche contenant trois gouttières de toile métallique.

Charpente : boîte en fer-blanc, s'ouvrant de haut en bas, sur la face postérieure.

Divisions : deux compartiments spacieux, superposés et entourés de compartiments plus petits.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur :

Charpie et compresses ; Chandelier et bougies.

2° Compartiment inférieur :

Deux pièces de grand linge ; Trois écharpes triangulaires.
Neuf bandes roulées ;

3° Petits compartiments latéraux :

FLACONS CONTENANT :	PAQUETS COMPOSÉS DE :
Eau-de-vie ;	Emétique ;
Alcool camphré ;	Sulfate de quinine ;
Glycérolé d'amidon ;	Pelote garnie d'épingles ;
Laudanum ;	Éponges ;
Extrait de Saturne ;	Serre-fines ;
Ammoniaque ;	Fil ciré ;
Perchlorure de fer.	Amadou ;
	Briquet.

Une ventouse en caoutchouc ;
Un étui à aiguilles ;
Taffetas anglais ;
Gobelet d'étain.

DISPOSITION SPÉCIALE. — Sur la plaque de fer-blanc qui ferme le sac est une cloison intérieure rembourrée et garnie de passants pour recevoir les instruments chirurgicaux suivants :

Deux couteaux à amputations ; Une sonde munie d'un mandrin ;
Une scie ; Un tube en caoutchouc ;
Une pince à ligature ; Deux tourniquets.

N° 8. Sac d'ambulance de M. Henri Arrault. Equipement des hospitaliers militaires. — Poids : 8k,250.

Couverture en peau.

Sommet du sac : rouleau de carton recouvert de toile ver-

nie, et muni, à chacune de ses extrémités, d'un couvercle.

COUVERCLE DROIT.	COUVERCLE GAUCHE.
Contenant : Trois gobelets concentriques, placés l'un dans l'autre.	Contenant : Deux éponges fines.

Le corps du rouleau est bourré de charpie.

Charpente : boîte carrée en bois.

Divisions : trois compartiments superposés.

Patelette : le sac s'ouvre sur la face postérieure de bas en haut.

La patelette forme une boîte complémentaire s'ouvrant à deux battants :

BATTANT GAUCHE.	BATTANT DROIT.
Plan.	Capitonné, il reçoit : 1° Douze aiguilles enfilées ; 2° Epingles fortes.

CONTENU DU SAC.

La patelette du sac contient :

Deux attelles articulées ; Deux bandages triangulaires.

Compartiment supérieur, comprenant toute la largeur du sac et contenant :

1° Bandes roulées; 2° agaric; 3° trousse à pansements, munie d'un coupe-botte (système Arrault).

Compartiment moyen, comprenant toute la largeur du sac et contenant :

1° Linge à pansement; 2° compresses longuettes.

Compartiment inférieur, divisé par des cloisons verticales en petits casiers, contenant :

N° 1.	N° 2.	N° 3.	N° 4.	N° 5.	N° 6.	N° 7.
Agaric. Tire-bouchon Deux tourniquets.	Flacon d'alcool camphré.	Flacon de perchlorure de fer.	Flacon d'extrait de Saturne.	Flacon d'acide acétique.	Flacon d'ammoniaque.	Toile adhésive. Ruban de fil. Bouchons. Bougies. Bougeoirs.
Bandes roulées.		Bandes roulées.		Bandes roulées.		

Les objets contenus dans les trois compartiments sont maintenus par des sangles élastiques bouclées.

N° 9. Sac d'ambulance. Comité italien de Florence. — Poids : 11k,125.

Couverture en cuir noir.

Sommet du sac, rouleau en fer-blanc dans un étui de coutil, contenant :

1° Une trousse à amputation ; 2° un bidon de fer battu fixé sur le rouleau.

Patelette à poche.

Charpente : boîte carrée en bois, s'ouvrant de haut en bas par la face postérieure au moyen d'une clef et d'une serrure.

Divisions : deux compartiments superposés.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur, occupé par un tiroir en fer-blanc contenant :

Un bandage de corps;
Deux bandages triangulaires ;
Charpie à mèche (plusieurs écheveaux) ;
Deux crayons;
Deux cahiers de papier à lettres; des pains à cacheter.

2° Compartiment inférieur, occupé dans sa moitié supé-

rieure par un tiroir en fer-blanc semblable au précédent, et contenant :

Compresses et morceaux de toile;	Bandes roulées;
Compresses fenestrées;	Gobelet;
	Epingles.

Occupé dans sa moitié inférieure par un casier fixe contenant des médicaments et objets divers, savoir :

Emétique;	Cuiller;
Extrait de saturne;	Ruban de fil;
Colophane;	Coton (un écheveau);
Flacons divers;	Bougie filée.
Etui à aiguilles;	

N° 10. Sac à médicaments pour ambulances civiles. Comité de Milan. — Poids : 12k,750.

Couverture en cuir ciré.

Sommet (côté supérieur du sac) : couverture en lainage gris.

Patelette à poche contenant un paletot en toile gommée imperméable, de la ouate, du papier.

Charpente : boîte carrée en bois, s'ouvrant sur la face postérieure.

Divisions : deux compartiments superposés s'ouvrant de haut en bas par deux plaques en bois à mortaise.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur, divisé par deux cloisons verticales en trois casiers d'égale dimension, contenant :

1er CASIER GAUCHE.	2e CASIER MÉDIAN.	3e CASIER DROIT.
Compresses.	Bandes roulées.	Charpie simple.
		Charpie à mèches.

2° Compartiment inférieur, occupant toute la largeur du sac, contenant :

Deux chemises de toile;
Deux pièces de toile { une grosse; une fine;
Une lampe à alcool, munie de sa chaudière en fer battu ;
Une lanterne et une bougie ;
Un bidon en fer battu étamé ;
Deux plats oblongs en fer battu étamé ;
Une pelote de ficelle ;
Un paquet de grosse corde ;

N° 11. Sac d'ambulance. Comité de Milan. — Poids : 17k,625.

Couverture en cuir ciré.

Sommet du sac :

1° Couverture en lainage gris ; 2° gamelle en fer battu étamé.

Patelette à poche remplie de ouate.

Sac supplémentaire : sac en cuir muni d'une courroie qui le rend susceptible d'être porté en bandoulière.

Charpente : boîte carrée en fer-blanc, s'ouvrant sur la face postérieure.

Divisions : quatre compartiments superposés.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur, divisé par trois cloisons verticales en quatre casiers d'égale dimension, contenant :

CASIER GAUCHE.	1er CASIER MÉDIAN.	2e CASIER MÉDIAN.	CASIER DROIT.
Charpie ;	Compresses ;	Ruban de fil ;	Gobelet ;
Flacon.	Bandes roulées ;	Ficelle ;	Lampe à alcool ;
	Ciseaux ;	Paquets d'épingles;	Sac en vache gommée contenant une éponge.
	Gobelet.	Paquets d'aiguilles.	Sébile en bois.

2° Compartiments inférieurs, au nombre de trois, occupant toute la largeur du sac, superposés et d'une faible élévation, contenant :

Le premier (de haut en bas) attelles de bois articulées et attelle en jonc ; attelles de carton.

Le deuxième (de haut en bas), boîte à amputations.
Le troisième (de haut en bas), tiroir en fer-blanc, renfermant douze boîtes à médicaments, savoir :

Colophane;	Sous-nitrate de bismuth;
Pilules d'opium;	Ipécacuanha;
Pilules de sulfate de quinine;	Bicarbonate de potasse;
Acide nitrique;	Calomel et jalap.

N° 12. Gibecière de bataillon, modèle Cervetti. Comité italien. — Poids : 10k,250.

Couverture en cuir verni.

Patelette à poche.

Charpente : boîte carrée en bois, s'ouvrant sur le côté gauche par une porte sur laquelle est inscrite la liste des objets contenus dans le sac.

Divisions : quatre compartiments superposés.

CONTENU DU SAC.

Premier compartiment (supérieur), occupant toute la largeur du sac :

Trousse à amputations.

Deuxième compartiment, occupant toute la largeur du sac :

Six attelles de bois;	Un rouleau de sparadrap;
Un appareil de Scultet;	Un bandage carré;
Douze compresses longuettes;	Quatre croix de Malte

Troisième compartiment, occupant toute la largeur du sac :

Bandes roulées, charpie.

Quatrième compartiment (inférieur), rempli par un tiroir en fer-blanc, contenant :

Quatre flacons remplis :
- le premier d'ammoniaque;
- le deuxième de laudanum;
- le troisième d'essence de menthe;
- le quatrième de perchlorure de fer.

Ces flacons sont maintenus par un système en caoutchouc.

Le quatrième compartiment contient en outre :

Lampe à alcool ;
Bidon ;
Deux bougies ;
Deux boîtes pour médicaments pulvérisés ;
Agaric ;
Un tourniquet.

N° 13. Gibecière pour bataillon, modèle Fadda. Comité de Florence. — Poids : 11k,375.

Couverture en cuir verni.

Sommet du sac : bidon semi-circulaire en fer battu, à deux compartiments indépendants, dont l'un contient une éponge.

Patelette à poche.

Charpente : boîte carrée en bois, s'ouvrant sur le côté.

Divisions : quatre compartiments de dimensions égales, occupant toute la largeur du sac.

CONTENU DU SAC.

Compartiment supérieur, ou premier : boîte à amputations.

Deuxième compartiment, occupé par un tiroir en fer-blanc, contenant :

Compresses longuette ;
Bandes roulées ;
Rubau de fil ;
Taffetas anglais ;
Agaric ;
Seringue auriculaire en caoutchouc ;
Éponges préparées ;
Clef de Garengeot.

Troisième compartiment, contenant :

Bandes ;
Compresses ;
Charpie.

Quatrième compartiment, ou inférieur, occupé par un tiroir en fer-blanc, contenant :

1° Boîte à médicaments :
Chloroforme ;
Ether ;
Collodion ;
Laudanum ;

2° Etoupe ;
3° Filasse ;
4° Une cuiller ;
5° Une bougie.

N° 14. Sac et chaise pour médecin de bataillon, du docteur Gennari. Comité de Milan. — Poids : 12k,250.

Couverture en peau de vache.

Sommet du sac : rouleau en fer-blanc dans un étui en coutil.

Côtés droits et gauche du sac : à la partie inférieure, poches en peau, contenant les pieds et le dossier articulés d'une chaise.

Patelette à poche, recouvrant les sangles destinées à faire le siége.

Charpente : boîte carrée, en bois verni.

Divisions : sept compartiments séparés par des cloisons en bois, fermés par un nombre égal de portes s'ouvrant de haut en bas, au moyen de charnières, et se fermant par un verrou.

Chacun de ces casiers est destiné à recevoir :

Charpie ;
Bandes ;
Médicaments ;
Objets à pansements.

et porte une étiquette indiquant sa destination spéciale.

N° 15. Sac d'ambulance d'un régiment ou d'un bataillon d'infanterie. Comité portugais. — Poids : 10k,875.

Couverture en toile imperméable.

Sommet du sac : rouleau en fer-blanc contenu dans un sac de toile gommée et renfermant :

1° Une trousse à amputations ; 2° un tourniquet.

Patelette à poche, contenant deux cahiers pour bulletins d'observations sommaires. (Deux modèles différents.)

Charpente : boîte carrée en fer-blanc, s'ouvrant de haut en bas sur la face postérieure.

Divisions : deux compartiments superposés.

CONTENU DU SAC.

1° Compartiment supérieur, subdivisé, par des cloisons, en quatre casiers, contenant :

CASIER SUPÉRIEUR GAUCHE.

Charpie.

CASIER INFÉRIEUR GAUCHE.

Bandes roulées ;
Ruban de fil ;
Seringue, éponge ;
Agaric.

CASIER SUPÉRIEUR DROIT.

Bandes roulées, compresses longuettes.

CASIER INFÉRIEUR DROIT.

Dix bandes roulées de quatre mètres chacune ;
Cire.

2° Le compartiment inférieur, occupant toute la largeur du sac, reçoit un tiroir en fer-blanc contenant :

A. *Médicaments liquides.*

Laudanum ;	Huile d'amandes douces ;
Ether sulfurique ;	Alcool rectifié.

B. *Poudres médicamenteuses.*

Emétique ;	Sulfate de quinine.

C. *Objets divers.*

Taffetas anglais ;	Etui à aiguilles ;
Verre en cristal ;	Lambeaux de toile ;
Crayons ;	Bouchons ;
Allumettes ;	Tire-bouchon ;
Bougies-allumettes ;	Sparadrap.
Feuilles (deux) de ouate ;	

APPRÉCIATION.—Comme on peut le voir, la plupart des sacs d'ambulance se rapprochent beaucoup, par leur forme et leur aspect, du sac d'infanterie : quelques-uns, notamment le sac français, n'en diffèrent que par leur contenu.

La nature, le nombre et l'agencement des objets que com-

porte un sac d'ambulance a fort exercé l'ingénieuse prévision des chirurgiens, des administrateurs et des fabricants. Les circonstances dans lesquelles le sac d'ambulance est employé imposent aux ressources chirurgicales qu'il renferme le caractère d'urgence et de première nécessité. Il est juste d'avouer que tous les sacs exposés sont empreints, à des degrés divers, de ce caractère qui implique la légèreté de tout l'appareil d'une part et, de l'autre, une disposition facile, commode et sûre du contenu. Cette dernière condition est assez généralement remplie : on doit signaler néanmoins l'agencement adopté par M. Arrault comme atteignant le mieux le but proposé.

La disposition des objets dans le sac de l'armée française laisse quelque peu à désirer ; mais leur choix a prévu tout ce qui est indispensable aux premiers secours.

Le sac de l'armée française tient le milieu, pour le poids, entre les sacs les plus lourds et les sacs les plus légers : il pèse 9k,500, c'est-à-dire beaucoup moins que le sac de troupe garni.

Néanmoins, le rapporteur croit devoir appeler l'attention et donner son avis sur trois points relatifs à sa composition, qui ne paraissent pas encore définitivement résolus, à savoir : la substitution de la charpie comprimée à la charpie ordinaire, l'augmentation du nombre de tourniquets, la présence de la boîte à amputations.

La substitution de la charpie comprimée à la charpie ordinaire ne présente que des avantages sans inconvénients. Elle augmenterait la quantité de charpie, qui constitue presque à elle seule les pansements provisoires, sans augmenter no-

tablement la poids du sac. Comprimée par couches, la charpie ne formerait pas un tout compacte et solide, comme les fourrages soumis à la presse hydraulique, et serait assez facilement étirée pour que son usage restât toujours rapide et commode.

L'augmentation du nombre des tourniquets, dont il n'existe qu'un spécimen dans le sac actuel, n'est pas indispensable, le tourniquet étant un instrument dont l'application requiert une main exercée. Mais il serait utile d'ajouter à ce moyen généralement provisoire d'arrêter les hémorragies deux garrots complets, appareils de compression faciles à mettre en œuvre, d'une puissance et d'une stabilité très-grandes.

La présence de la boîte à amputations a donné lieu à des observations plus ou moins fondées. Elle ne présente peut-être pas un caractère d'urgence absolu. En effet, les grandes opérations, telles que les amputations, les résections et certaines ligatures d'artères, ne sauraient être pratiquées sur le champ de bataille même ; elles ne peuvent être entreprises avec prudence et sécurité qu'avec l'assistance d'aides expérimentés. Or le sac d'ambulance destiné aux premiers secours pendant les marches, les exercices ou le combat, comporte d'autant moins une boîte à amputations qu'en garnison, et la plupart du temps en campagne, les blessés dont l'état nécessite une opération grave sont envoyés à l'hôpital ou à l'ambulance ; qu'en supposant le détachement d'un seul bataillon, l'unique médecin qui l'accompagne, muni du sac d'ambulance, n'entreprendrait pas sans danger certain, et sans difficultés à peu près insurmontables, une

grande opération; enfin que les ressources en instruments d'un régiment à trois bataillons se composent d'un sac d'ambulance et d'une paire de cantines d'ambulance par bataillon, donnant un total de six boîtes à amputations pour un effectif de 3000 hommes, ressources évidemment exagérées.

On ne saurait méconnaître la valeur de ces observations : néanmoins, si l'on considère que le poids des instruments spéciaux aux amputations (une scie, un couteau) est à peu près insignifiant; que leur prix est modique et que des circonstances déterminées peuvent en indiquer l'emploi; que la boîte à amputations renferme quelques instruments n'entrant pas dans la trousse de la giberne des chirurgiens; que l'assurance de *tous* les secours dont il peut avoir besoin affermit le courage du soldat; qu'il serait profondément regrettable qu'un chirurgien fût réduit à l'impuissance faute d'instruments, on arrive à conclure qu'il y a plus d'avantages que d'inconvénients à conserver la boîte à amputations dans les sacs d'ambulance.

§ 2. TENTES.

La conquête et l'occupation de l'Algérie ont rendu général l'emploi des tentes en campagne, et apporté à la construction de ces abris des perfectionnements dont ce rapport ne comporte pas l'étude. Nous ne nous occuperons donc pas des tentes employées comme abris essentiellement provisoires; mais nous arrêterons quelques instants notre attention sur les tentes employées d'une façon permanente dans

les camps de manœuvres, ou temporairement affectées à des malades ou blessés.

L'expérience acquise pendant la campagne de Crimée (1854-1856), et plus récemment en Algérie, a démontré que le moyen le plus efficace de limiter et d'arrêter une épidémie est d'isoler les sujets contaminés : de là la création des hôpitaux sous tentes, et le casernement sous tentes.

Dès que la tente est destinée à être habitée jour et nuit, elle doit offrir des conditions hygiéniques supérieures à celles de la tente qui ne sert que momentanément d'abri; elle doit être plus spacieuse, plus chaude en hiver, plus fraîche en été, et surtout plus facilement ventilée, car les tentes s'infectent, comme les maisons, par l'habitation constante d'un certain nombre d'individus.

L'*Amérique*, l'*Angleterre*, la *France*, la *Prusse* ont exposé quelques modèles de tentes; la France, à elle seule, en a dressé, au Champ de Mars, un très-grand nombre de spécimens, sortis des magasins de l'administration militaire et de l'industrie privée appliquée aux objets de voyage et de campement.

Les tentes dites *tentes-abris*, *bonnets de police*, *marquises*, ne nous arrêteront pas; nous ne parlerons que de la tente conique française et des tentes américaines et prussiennes, destinées au logement permanent d'hommes malades ou valides.

AMÉRIQUE.

La tente exposée par le comité de secours des États-Unis d'Amérique présente deux parois latérales verticales, sur-

montées d'une toiture à double plan incliné. Plus longue que large et de forme quadrilatérale, elle est fermée sur ses petits côtés par des rideaux mobiles tombant verticalement et qui laissent, entre eux et une paroi inclinée qui les précède, une sorte de vestibule. La toiture en est double, des deux toiles qui la composent, réunies sur le faîtage, l'une, inférieure, va se joindre aux parois verticales de la tente; l'autre, supérieure, peut être écartée de la première qu'elle déborde dans une étendue plus ou moins considérable, et se xe, par de longues cordes, à des piquets éloignés de la tente.

La toile de la tente est en coton d'un grain assez gros, mais assez serré et très-régulier.

La charpente est en bois blanc.

Elle est faite pour huit hommes.

FRANCE.

Il est inutile de décrire la tente conique exposée par le ministère de la guerre.

PRUSSE.

La tente exposée par la Prusse est de même forme que la tente des États-Unis ; mais la toile dont elle est faite est en chanvre, sa membrure en fer. Ses dimensions sont plus grandes : elle peut contenir dix-huit hommes. La toiture n'est pas double.

Appréciation. — La tente américaine l'emporte, incontestablement, au point de vue de l'hygiène, sur la tente française et la tente prussienne. Elle est supérieure à cette dernière par la qualité de sa toile, la légèreté de sa membrure

devait se réduire à éclairer l'armée, à poursuivre une troupe déjà vaincue, à couvrir une retraite, et à faire la guerre de partisans.

Dans une seule occasion, en effet, pendant la guerre de 1866, la cavalerie a pu fournir une charge contre des troupes d'infanterie, et cette cavalerie n'était pas nombreuse; c'était à Langensalza, où l'on vit des cuirassiers hanovriens attaquer à trois reprises différentes un carré de grenadiers prussiens, et les disperser malgré des pertes considérables, causées par le fusil à aiguille.

Cette difficulté d'employer désormais la cavalerie sur les champs de bataille, par masses isolées, tient à deux clauses principales : La première, c'est le nouvel armement de l'infanterie, qui rend plus difficile, et surtout plus dangereux le rôle de la cavalerie de combat. Avec les armes à longue portée, en effet, il est presque toujours impossible aux masses de cavalerie de se dissimuler ou de s'abriter, en restant près des premières lignes; il leur faudrait donc prendre position hors de la portée efficace de ces armes : c'est-à-dire trop loin pour profiter de ce moment si court, où doit se prononcer la charge. — Il ne faut pas oublier d'ailleurs que, grâce à la rapidité de son tir, l'infanterie est toujours en mesure de faire une puissante résistance, et qu'elle ne sera plus aussi facilement surprise par la cavalerie, qui aura bien plus à souffrir de son feu qu'autrefois. En second lieu, le déploiement des grandes masses est entravé de nos jours par le mode de culture adopté dans la presque totalité de l'Europe centrale; les clôtures, les canaux d'irrigation et les obstacles de toute espèce, y ont fait disparaître peu à peu ces vastes plaines dans lesquelles pouvaient se mouvoir et manœuvrer à l'aise de nombreux escadrons. Les *Observations sur la cavalerie*, après avoir indiqué ces raisons de modifier l'emploi de la cavalerie dans les armées modernes, déclarent cependant qu'il ne faut pas en conclure que l'importance de cette arme en soit amoindrie, et, pour le démontrer, elles décrivent les nombreuses circonstances de guerre dans lesquelles le concours de la cavalerie sera indispensable, comme par le passé, pour obtenir des succès décisifs.

Nous croyons devoir ajouter qu'à notre sens, la cavalerie nous paraît être à une époque de transition assez analogue à celle qui précéda le règne de Frédéric II; elle semble attendre une impulsion puissante, qui lui fasse faire des progrès en rapport avec ceux des autres armes.

Le rôle de la cavalerie doit se transformer avec le mode d'agir de l'infanterie et de l'artillerie.

A la fin du dix-septième siècle, en effet, les armes à feu avaient pris une telle importance, que la cavalerie les avait également

COMMISSION
DES CONFÉRENCES RÉGIMENTAIRES

CONFÉRENCE
SUR LA TACTIQUE SÉPARÉE DE LA CAVALERIE.

RAPPORTEUR

M. SAVIN-DELARCLAUSE

Chef d'escadron au 3e de hussards.

Pour nous conformer aux bienveillantes intentions de S. Exc. M. le maréchal ministre de la guerre qui nous a autorisé à publier dans la *Revue* les conférences régimentaires et pour tenir compte en même temps de l'intérêt de nos abonnés, nous leur donnerons une conférence dans chaque numéro. *Le directeur*, E. NOBLET.

Une brochure sur *le service de la cavalerie en campagne*, ayant été récemment envoyée dans tous les corps de cavalerie, nous en adopterons, dans cette conférence, les divisions principales. Nous traiterons donc d'abord :

1° De la répartition de la cavalerie dans les armées; du rôle de cette arme avant, pendant le combat; dans la poursuite; dans la retraite;

2° Nous dirons ensuite quelques mots de la cavalerie prussienne, de ses manœuvres et de sa tactique;

3° Nous terminerons enfin par des indications sur les cavaleries autrichienne et russe.

1° Répartition et rôle de la cavalerie dans les armées.

Considérations générales sur le nouveau rôle de la cavalerie. — Le rôle peu important que la cavalerie a joué dans les campagnes de 1859 et de 1866 a porté plusieurs bons esprits à penser que cette arme ne servirait plus à faire gagner de batailles, et que son action

Cavalerie divisionnaire. — Si, pour les raisons données précédemment, il nous paraît moins possible d'employer désormais de la cavalerie en grandes masses, on pense, d'autre part, que cette arme combinée à la divison d'infanterie est appelée à rendre de grands services. Ainsi fractionnée sur la ligne de bataille, elle peut, en effet, s'abriter plus facilement; des fermes, des murailles, des mamelons serviront à dissimuler quelques escadrons aux vues de l'ennemi, et, s'il existe entre ces abris des espaces suffisants pour la charge, ils en sortiront au moment utile pour se précipiter sur leurs adversaires et compléter ainsi l'action de l'infanterie.

Les *Observations sur la cavalerie*, revenant à cette organisation de nos armées de la Révolution, disent nettement que « nous sommes conduits à la création de divisions mixtes » et elles admettent, en conséquence, qu'un régiment de cavalerie légère ou de ligne doit être attaché à chaque division d'infanterie.

Elles disent, en outre, qu'un régiment de cavalerie de ligne formera la réserve de cavalerie de chaque corps d'armée.

Rôle de la cavalerie divisionnaire et de la réserve du corps d'armée. — Dans les dispositions nouvelles, la cavalerie divisionnaire sera placée sous les ordres du commandant de la division pour tout ce qui regarde son action sur le terrain.

Cependant, toutes les fois que le commandant du corps d'armée le jugera convenable, il pourra enlever tout ou partie de leur cavalerie aux généraux de divison d'infanterie et la réunir sous les les ordres du général de cavalerie du corps d'armée.

Un point essentiel pour le succès de l'action combinée des deux armes, c'est qu'une attaque inopportune de la cavalerie ne vienne pas gêner les manœuvres des troupes d'infanterie. Or, pour cela, il faut que le chef du régiment divisionnaire s'assure par lui-même de ce qui se passe en avant du front de l'infanterie. Il accompagnera donc le général de divison, le plus près possible de la première ligne, en se faisant suivre lui-même d'un ou deux officiers et de quelques cavaliers d'ordonnance. Il observera très-attentivement la marche du combat de la division, reconnaîtra le terrain sur lequel il peut être appelé à agir, et lorsqu'il verra le moment venu, prenant rapidement les ordres du général de division, il enlèvera le gros de sa cavalerie de l'abri où il a dû chercher à la placer, à trois ou quatre cents pas en arrière de l'infanterie, et la précipitera sur le théâtre de l'action.

Dans les marches, le régiment de cavalerie doit tenir le plus souvent la tête de la division, pour ne pas fatiguer les chevaux. S'il prend trop d'avance sur l'infanterie, il fait halte de temps en temps pour

l'attendre. Quelquefois, au contraire, le général ne mettra sa cavalerie en route que quelque temps après la division d'infanterie, afin de lui laisser prendre de l'avance.

Quant au général de cavalerie du corps d'armée, il accompagne toujours le commandant de ce corps, et il conserve également sous la main quelques cavaliers et officiers pour porter ses ordres aux régiments divisionnaires et à la réserve. Destiné à faire agir des réserves au moment utile, il doit posséder des qualités très-diverses: « Un grand général de cavalerie, a dit le général de Bismark, est aussi rare qu'un grand général en chef. Il doit posséder un coup d'œil rapide, un esprit calme et ferme, de l'intrépidité et de la prudence ; en un mot, beaucoup de talent. »

Il est très-difficile de rencontrer des hommes remplissant les conditions nécessaires pour *remuer* de grandes masses de cavalerie, mais il l'est beaucoup moins de trouver des officiers qui rendront de grands services à la tête d'un régiment, d'une brigade et même d'une division.

Nécessité de former de bons officiers. — Telle sera dorénavant la sphère d'action la plus habituelle aux officiers de cavalerie, puisque cette arme semble destinée à opérer en corps de peu d'importance, et le plus souvent par régiment. Il faut donc, dès à présent, s'attacher à former des officiers instruits, exercés, qui ne s'effrayent pas de la responsabilité que leur crée le nouveau rôle de la cavalerie dans le combat.

Pour cela, une pratique intelligente est indispensable.

L'ordonnance du 6 décembre 1829 sur les manœuvres, par exemple, doit être étudiée avec soin, et complétée au moyen de notes explicatives, et d'exemples de la façon dont certains mouvements ont été employés à la guerre. On doit surtout bien enseigner aux jeunes officiers de cavalerie que les mouvements les plus simples sont seuls en usage à la guerre, et que toutes les manœuvres s'y réduisent aux formations en colonnes, aux déploiements, à la marche en ligne, en colonnes ou en échelons.

Mais le mouvement que l'officier de cavalerie doit s'attacher constamment à faire bien exécuter, c'est la charge en ligne, rapide, serrée et à fond. C'était là une des qualités de l'armée française, si vantée par les Anglais lors des guerres d'Espagne ; Wellington disait en effet : « Ce qui fait la supériorité de la cavalerie française, c'est qu'elle charge toujours à fond. »

Importance de la cavalerie. — On peut conclure naturellement de la difficulté de déployer des corps nombreux de cavalerie que la cavalerie de réserve ou de ligne ne doit point chercher à

rompre des masses d'infanterie encore intactes ; mais elle conserve toute son importance dans les combats de cavalerie contre cavalerie ou contre une infanterie déjà ébranlée. Il est permis, d'un autre côté, de prédire un grand avenir à la cavalerie légère, cette arme de la vitesse et de la surprise, qui permet d'accomplir des actes hardis, imprévus et féconds en grands résultats.

Il résulte de là que la cavalerie de ligne, intermédiaire entre les deux autres, doit tendre à se rapprocher de la cavalerie légère en augmentant sa vitesse. C'est là, du reste, le perfectionnement que nous devons nous efforcer, par tous les moyens possibles, d'apporter à toute la cavalerie, afin d'atténuer les effets redoutables du feu de l'infanterie.

Rôle de la cavalerie avant le combat. — Les *Observations sur la cavalerie* traitent, avec beaucoup de développements, la question du rôle de la cavalerie avant le combat ; elles complètent ainsi le règlement sur le service en campagne. Il serait difficile d'ajouter à ces développements, sans entrer dans les détails d'exécution beaucoup trop longs, et qui ne seraient pas particuliers du reste à l'arme dont nous nous occupons.

On rappellera cependant aux officiers de cavalerie que, si leurs camarades de l'infanterie doivent s'occuper d'une façon incessante du tir de leurs hommes, ils sont tenus, de leur côté, d'apporter le plus grand soin à la conservation des chevaux de leur troupe. Il faut leur donner le temps de manger et de se reposer ; il faut toujours veiller à l'entretien de la ferrure et du harnachement, et ne jamais oublier que c'est en ménageant les chevaux pendant les fatigues d'une campagne que les colonels pourront amener de forts régiments sur le champ de bataille. Mais, par contre, ils prodigueront leur cavalerie lorsque l'occasion les y conviera, sans être arrêtés par aucune considération de fatigue pour les chevaux et de danger pour les cavaliers.

Cette conservation des chevaux ne peut être obtenue que si l'on parvient à très-bien les nourrir, ce qui est toujours si difficile lorsqu'on possède une nombreuse cavalerie. On sait que, de 80 000 chevaux de cavalerie qui avaient franchi le Niémen avec Napoléon, le 24 juin 1812, le quart seulement figuraient à l'effectif, le 3 novembre suivant, par suite des difficultés que l'on rencontrait pour se procurer des fourrages, au milieu des Cosaques, ces cavaliers légers modèles par excellence (Gouvion Saint-Cyr).

Rôle de la cavalerie pendant le combat. — La force plus ou moins grande des corps ou détachements de cavalerie ne modifie pas d'une manière essentielle leur manière de combattre ; la répartition

nouvelle de cette arme dans les armées européennes changera donc peu de chose à la tactique dont nous voulons rappeler brièvement quelques-uns des principes le plus généralement admis.

Les officiers trouveront facilement, dans l'étude des guerres modernes, de nombreux exemples pour affirmer la vérité de ces principes.

Quelques principes de tactique de la cavalerie. — Les combats de cavalerie se livrent généralement *en ordre déployé.* Dans cet ordre, les troupes sont *formées sur deux lignes*, avec une réserve. Les régiments de la deuxième ligne conservent entre eux un intervalle au moins égal au front de deux escadrons afin de laisser passer facilement la première ligne si elle est repoussée. La distance entre les deux lignes doit-être assez grande pour que la première ligne culbutée n'entraîne pas la seconde dans sa retraite. La première ligne pourra, du reste, ainsi que l'ont proposé des officiers expérimentés, se retirer de préférence sur les ailes de la deuxième ligne ; on évitera ainsi le désordre que produit toujours le mouvement de retraite à travers les intervalles.

Les *intervalles d'une ligne* de cavalerie sont variables. Ils facilitent le mouvement, mais ils diminuent la force de la charge, et doivent donc être moins grands dans l'offensive que dans la défensive. Au temps de ses plus grands succès, la cavalerie prussienne se formait sans intervalles.

On ne doit pas perdre de vue que le principe dominant de la cavalerie, c'est l'attaque. Même lorsqu'elle se trouve sur la défensive, elle ne peut repousser l'attaque de l'ennemi qu'en le prévenant et l'attaquant elle-même.

On ne saurait prescrire d'une manière certaine la formation la plus favorable pour l'attaque, parce qu'elle dépend de plusieurs circonstances, entre autres du terrain, des troupes à aborder et de l'espèce de cavalerie qui attaque.

La cavalerie se déploie *en fourrageurs* pour charger une troupe désorganisée, une chaîne de tirailleurs d'infanterie ou de cavalerie; pour sabrer et faire prisonnière une infanterie battue et en fuite, et enfin pour attaquer une batterie. Une ligne de fourrageurs ne souffre presque pas du feu de l'ennemi, et les cavaliers ont une grande liberté d'action qui favorise la vitesse, et qui permet à la bravoure individuelle de faire ses preuves.

Si l'on considère *la charge,* on peut dire que son succès dépend de la bonté des cavaliers, du dressage des chevaux et de la rapidité progressive du galop; plus la vitesse est grande, plus le désordre

est facile. La moindre résistance, un obstacle imprévu peuvent faire manquer une charge; c'est pour ce motif qu'il est si essentiel, avant de charger, de faire reconnaître le terrain, quand on le peut, par des cavaliers bien montés.

Une charge met en jeu toutes les forces de l'homme et du cheval, et il faut profiter de l'excitation qu'elle occasionne pour obtenir un succès complet. Il ne faut cependant pas que l'entraînement l'emporte sur la raison, parce que l'on compromettrait plus ou moins le succès d'une charge en la prolongeant trop. L'une des grandes difficultés du commandement est donc de savoir où doit arrêter une charge heureuse, pour en retirer tout le fruit possible.

En effet la cavalerie n'est jamais plus faible et plus facile à vaincre qu'après une charge heureuse ; et, si un parti frais de cavaliers ennemis l'attaquait dans ce moment de crise, le vainqueur ne tiendrait pas. Aussi est-il indispensable, pour éviter ce danger, de faire avancer une deuxième ligne au trot, afin de soutenir la cavalerie qui charge.

Cavalerie contre cavalerie. — Lorsque la cavalerie doit combattre de la cavalerie, il importe de se bien pénétrer de ces deux maximes émises par Jomini : l'une, c'est que toute première ligne doit tôt ou tard être ramenée et forcée de se rallier derrière la deuxième; l'autre, que la victoire restera, à mérite égal, à celui qui, ayant les derniers escadrons en réserve, saura les lancer à propos sur les flancs de la ligne ennemie, qui aura déjà employé toutes ses ressources.

Le règlement sur le service en campagne confirme ce principe, et recommande de ne pas engager tous ses escadrons à la fois, mais d'en conserver le tiers en colonne ou en échelons en arrière de l'une des ailes. Il trouve cette disposition préférable à une deuxième ligne, même avec intervalles.

La cavalerie doit toujours chercher à attaquer l'ennemi de flanc, et par conséquent, à le déborder assez rapidement pour qu'il n'ait pas le temps de changer de front. Ce mouvement convient surtout contre la cavalerie ; l'infanterie, en effet, prise en flanc, a toujours le temps de mettre des pelotons en potence ou de former le carré. Mais une ligne de cavalerie qui charge est très-vulnérable sur ses flancs, et il faut absolument qu'elle les protége en plaçant des réserves derrière ses ailes. Ces réserves pourront aussi servir à prendre en flanc et à revers l'ennemi qu'on attaque de front.

La charge en ligne est le plus souvent employée contre la cavalerie. Cependant, au lieu d'attaquer en ligne une cavalerie déployée, on peut le faire en colonne serrée. Cette colonne compacte enfon-

cera plus sûrement la ligne de cavalerie ennemie, et son attaque sera décisive si elle est dirigée contre un point convenablement choisi, contre l'étendard ennemi, par exemple. Cela tient à ce qu'une colonne est moins facilement désunie qu'une ligne de bataille. Il est vrai que, de son côté, l'adversaire, disposé en ligne, a l'avantage de pouvoir ployer ces ailes en avant pour prendre en flanc la colonne d'attaque, mais cette circonstance est peu redoutable si la colonne ne se désunit pas. Cette charge en colonne serrée ne doit jamais être employée lorsque la cavalerie ennemie est soutenue par de l'infanterie ou de l'artillerie, parce que la colonne serrée offre une trop grande prise à l'action du feu.

Lorsque deux lignes de cavalerie s'observent sans bouger, il faut tâcher de provoquer l'ennemi à faire un mouvement dont on puisse profiter pour l'attaquer.

Le général de Brack conseille d'employer dans cette circonstance une manœuvre qu'il a toujours vue réussir. Elle consiste à ployer rapidement en colonne un des escadrons des ailes pour le lancer ainsi en avant, au grand trot, perpendiculairement à cent pas d'une aile de la ligne ennemie, avec ordre de faire alors : pelotons à droite ou à gauche pour se former en bataille, et de tenir bon. Il est rare que l'ennemi ne s'ébranle pas sur cet escadron isolé qui l'inquiète. Alors, s'il bouge et prête le flanc, vous entamez la charge avec vos derniers escadrons, et vous avez de grandes chances de réussite.

Cavalerie contre infanterie. — La promptitude avec laquelle l'infanterie se forme en carré et la rapidité de son tir permettent difficilement aujourd'hui à la cavalerie de l'attaquer avec avantage, si elle n'attend pas que cette infanterie soit ébranlée par le canon ou sérieusement engagée avec l'infanterie.

Il est impossible de préciser le moment où la cavalerie chargera l'infanterie avec le plus de chances de succès, mais il faut attendre, en général, que quelque désordre se manifeste dans ses rangs. En effet, s'il est encore vrai qu'une bonne cavalerie, commandée par un chef intrépide et pénétré de la nécessité de vaincre, puisse venir à bout d'une infanterie en bon ordre, on doit convenir cependant qu'elle ne saurait obtenir ce succès sans éprouver des pertes considérables qui lui feraient payer trop chèrement son triomphe.

Lorsque l'infanterie est attaquée par la cavalerie, elle couvre ses flancs ou se forme en carrés qui font face de tous les côtés, et il faut admettre en principe qu'aujourd'hui elle compte plus sur son feu que sur son ordre compacte et sur la pointe de ses baïonnettes pour repousser la cavalerie. Ce n'est pourtant pas un motif pour ne

jamais l'attaquer. Il faut bien dire en effet qu'il existe autant d'exemples de carrés enfoncés par la cavalerie que de charges victorieusement repoussées par des carrés et même par des lignes compactes d'infanterie.

Cependant, et malgré le fait d'armes de la cavalerie hanovrienne à Langensalza, on peut regarder comme certain que le nouvel armement de l'infanterie augmentera de beaucoup la force de la défense de cette dernière arme.

Gouvion Saint-Cyr déclare n'avoir jamais eu besoin de recourir aux carrés pendant les vingt ans qu'il a fait la guerre. Malgré cette autorité, le carré est encore regardé comme une formation nécessaire contre la cavalerie, et l'on peut admettre qu'une infanterie non aguerrie qui ne l'adopterait pas serait trop exposée aux attaques de flanc, même en plaçant en potence des troupes sur ses ailes.

Si l'infanterie est protégée par de la cavalerie, il faudra, avant de l'attaquer, diriger une partie de sa cavalerie contre celle de l'ennemi, afin de la repousser, ou au moins de la contenir pendant qu'on chargera l'infanterie.

Mais ce qui importe au plus haut degré, c'est que le général de cavalerie garde toujours sous la main une réserve destinée à poursuivre la victoire ou à repousser une attaque imprévue. Nous revenons encore une fois sur ce principe, parce qu'il a pour la cavalerie une importance particulière, attendu que cette arme, même victorieuse, se désunit facilement. Un escadron qui charge seul mettra donc un peloton en réserve derrière l'une de ses ailes. Un régiment, chargeant en ligne, placera deux pelotons en colonne derrière chaque aile ; s'il charge en colonne, ces deux pelotons pourront être placés déployés sur chaque flanc, à hauteur du dernier escadron.

Ce mode d'attaque est aujourd'hui inadmissible ; les escadrons désunis devront se reformer soit derrière un pli de terrain, soit hors de la portée des armes.

Quant à la charge en échelons, elle a sur la précédente l'avantage d'offrir moins de profondeur au feu de l'infanterie, et elle s'opère également par des charges successives qui troublent le fantassin et lui font user rapidement ses munitions.

On doit surtout enfin recommander à la cavalerie de ne jamais charger à proximité de haies, de fossés, de bois ou d'obstacles occupés par l'ennemi et infranchissables pour les chevaux.

Cavalerie contre artillerie. — Lorsque la cavalerie veut enlever une batterie, une partie des cavaliers attaque d'abord les troupes

qui soutiennent l'artillerie. Le reste se disperse en fourrageurs et court sur les pièces dont il sabre les servants.

La cavalerie doit toujours chercher à prendre les batteries de flanc ou à revers, pendant qu'elle les menace de front.

Action combinée de la cavalerie et de l'artillerie. — L'artillerie de campagne, devenue propre aux mouvements les plus rapides par son extrême mobilité, aide puissamment de nos jours à l'action de la cavalerie; elle peut en suivre tous les mouvements et produit avec elle les plus grands effets : « Supposons, disent les *Observations sur les combats* (p. 67), qu'une troupe de cavalerie, soutenue par de l'artillerie qui marche avec elle, se porte sur les flancs d'une infanterie serrée en colonne. Les batteries d'artillerie à cheval attachées à la cavalerie, aidées au besoin par celles de la réserve, prennent leur position de combat hors de la portée des armes de l'infanterie, et ouvrent leur feu sur elle; aussitôt celle-ci se déploie pour donner moins de prise aux projectiles. C'est alors que la cavalerie, dont les batteries auxiliaires viennent de préparer l'action, saisissant le moment opportun du déploiement de l'infanterie, s'ébranle et se dirige rapidement sur elle. A cette menace, l'infanterie se ploie aussitôt en colonne. La cavalerie se retire rapidement en dégageant ses batteries et en leur laissant le champ libre. Les pièces, lancées immédiatement en avant, ouvrent de plus près un feu rapide et soutenu.

« L'infanterie canonnée essaie encore un déploiement ou s'obstine à rester en masse. Dans cette dernière hypothèse, l'artillerie, continuant son tir, cause de tels ravages que le succès de la charge suivante n'en est que plus assuré. Dans la première hypothèse, au contraire, la cavalerie. apercevant que l'infanterie lui prête encore le flanc, revient au galop pour la menacer ou la charger de nouveau.

« Ce jeu alternatif et combiné de l'artillerie et de la cavalerie sera toujours une difficile épreuve pour des troupes d'infanterie. »

Il est nécessaire, on le voit, que l'officier de cavalerie ait une connaissance exacte des mouvements de l'artillerie, de la manœuvre et de la portée des pièces; et l'on pense qu'il serait bon d'exercer très-fréquemment, dans les camps d'instruction, la cavalerie et l'artillerie à ces manœuvres combinées pour y habituer les chevaux et les cavaliers, et pour que les officiers se pénètrent bien de leur jeu : l'artillerie prépare, avec son feu, l'attaque de la cavalerie et se règle alors sur les mouvements de cette arme, qui prend à son tour pour guide ceux de l'artillerie, dès que cesse son attaque.

Il n'est pas besoin d'ajouter que la cavalerie ne doit jamais laisser son artillerie sans protection.

Nous terminerons cet énoncé de principes généraux par le résumé des conseils que le général Roth de Schreckenstein donne à l'officier chargé d'un commandement de cavalerie :

1° Ne pas se démunir trop tôt du gros de ses forces et n'en engager d'abord qu'une faible partie pour pénétrer les desseins de l'ennemi et lui faire faire des mouvements prématurés.

2° Donner, autant que possible, à toutes ses entreprises et à ses mouvements, un caractère offensif. Apprécier exactement la distance qui sépare de l'ennemi de manière à arriver sur lui serrés et en bon ordre, sans que les chevaux soient essoufflés.

3° Dresser les chevaux et instruire les cavaliers de manière que les escadrons, les régiments et les brigades puissent parcourir rapidement, en ligne ou en colonne, de grandes distances sans que l'ordre disparaisse; que les formations en colonne et les déploiements se fassent avec autant d'ordre que de vitesse.

4° Inspirer avant tout à ses subordonnés une telle confiance en eux et dans leur chef, qu'ils ne soient arrêtés par aucun danger, aucun obstacle, et qu'ils ne trouvent jamais trop téméraire une entreprise ordonnée. Au signal de l'attaque, qu'ils emploient l'éperon et aient confiance en Dieu.

5° Le succès d'une affaire de cavalerie dépend beaucoup de sa préparation. Sachons faire usage de la cavalerie légère, des tirailleurs, de quelques détachements, pour entraîner l'ennemi à exécuter des mouvements qui nous feront mieux connaître ses forces et sa position. Nous éviterons de la sorte d'être engagés malgré nous dans un combat contre des forces supérieures, en même temps que nous pourrons exécuter une attaque imprévue contre les flancs et les derrières de l'ennemi.

D'après ce que nous savons de la manière de combattre du général Seydlitz, il profitait habilement de ces avantages. En plusieurs circonstances, il engage l'action avec une faible partie de son monde, et il attend le moment décisif pour lancer le gros de sa cavalerie contre celle de l'ennemi qu'il jette sur l'infanterie prussienne; ou bien, il l'éloigne du champ de bataille et la fait poursuivre par une partie de ses escadrons, pendant qu'il prend en flanc l'infanterie ennemie avec ceux qu'il a gardés sous la main.

6° En agissant ainsi, nous obligerons l'ennemi à régler ses mouvements sur les nôtres, à changer son front et ses plans, et nous remporterons de grands avantages si nous savons profiter de son indécision et du désordre momentané qui en est la conséquence.

Poursuite. — Un des grands rôles de la cavalerie est dans la poursuite de l'ennemi vaincu, et l'on peut dire que les victoires qui ne sont pas suivies d'une vigoureuse poursuite de cavalerie ne sont pas décisives.

Le nouvel armement de l'artillerie et de l'infanterie rend aujourd'hui les poursuites plus difficiles. La distance plus grande à laquelle les armées se déploieront pour combattre, et l'étendue plus considérable des champs de bataille ne permettront plus aussi bien de choisir le point où doit être frappé le coup décisif, et de placer en conséquence les réserves de cavalerie. En second lieu, ces réserves devant rester le plus longtemps possible hors de la portée du feu, le général en chef n'aura pas sous la main les troupes destinées à la poursuite. Enfin de petits détachements d'infanterie, convenablement placés, pourront mettre en désordre, par leur feu rapide, les troupes qui poursuivent.

Mais ces considérations générales sont plutôt applicables à la tactique des trois armes.

Pour que la cavalerie complète la victoire, il faut que son action se produise au moment opportun, celui où la clef de la position ennemie vient d'être enlevée. Le général en chef fait avancer ses réserves de cavalerie pour appuyer les troupes qui vont frapper le coup décisif; et le général de cavalerie, plus rapproché du théâtre de l'action, se tient prêt à lancer, au premier signal, ses escadrons sur l'ennemi vaincu.

La poursuite de la cavalerie doit être rapide et incessante, pour ne pas laisser à l'adversaire le temps de se reconnaître. Tous les escadrons y prennent part et les officiers n'attendent pas d'ordres pour précipiter leurs cavaliers contre l'infanterie qui cherche à se reformer. Grâce à ces attaques multipliées de la cavalerie, la retraite de l'ennemi se changera souvent en déroute, et de nombreux trophées seront le fruit de ses efforts.

Lorsque l'ennemi ne veut pas prolonger la lutte jusqu'à l'épuisement de ses forces et se retire en bon ordre du champ de bataille, la poursuite doit être moins ardente et mieux réglée. En face d'une infanterie non encore complétement démoralisée, le feu est toujours redoutable, et la cavalerie, conservant des réserves très-nombreuses, doit se tenir en garde contre le danger des embuscades.

La poursuite cesse généralement avec le jour à cause de la fatigue des deux armées et de l'incertitude des mouvements de la cavalerie pendant la nuit. Cependant, quelques détachements de cavalerie légère doivent continuer de suivre l'ennemi pour instruire le général en chef de la direction que prend le gros de ses forces. C'est

de là que dépend le succès de la poursuite du lendemain. (Retraite de Blücher après la bataille de Ligny.)

Sans nous étendre davantage sur ce sujet, nous renvoyons le lecteur aux *Observations sur la cavalerie*, et nous rappelons aux officiers de cette arme que c'est dans la poursuite qu'ils trouveront le plus d'occasions de se distinguer.

Retraite. — Si la cavalerie est indispensable pour compléter la victoire, elle peut aussi rendre de grands services pour couvrir une retraite. La retraite exige la plus grande prudence; elle se fait généralement en échelons, afin d'avoir toujours une partie de la cavalerie à opposer à l'ennemi pendant que le reste se retire. Il ne faut jamais recevoir de pied ferme une charge de l'ennemi; on doit donc le prévenir dès qu'on le voit se disposer à attaquer. Après chaque charge, il faut bien se garder de poursuivre l'ennemi, mais l'on se remet en retraite sans perdre de temps. En effet, l'objet de la charge, dans une retraite, n'est que de gagner du temps et d'inspirer du respect à l'ennemi qui nous poursuit.

Couvrir une retraite est la tâche la plus difficile de la cavalerie et demande des officiers déterminés. — Le colonel et les capitaines commandants doivent rester derrière leur troupe, lorsqu'elle se retire, pour être plus près de l'ennemi, afin de le mieux voir et de donner leurs ordres en conséquence.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

La cavalerie légère, ainsi que les dragons, peuvent être obligés de combattre à pied pour défendre, jusqu'à l'arrivée de l'infanterie, une position qu'ils ont rapidement occupée. Il est désirable que, pour bien remplir cette mission, ils soient armés de fusils se chargeant par la culasse, mais le plus légers possible.

Il serait à souhaiter aussi que le pistolet-revolver fût donné aux corps de cavalerie qui n'ont pas de fusil, parce que dans les mains de cavaliers braves, mais non suffisamment exercés, l'usage du revolver est plus facile que celui du sabre et de la lance.

Disons en terminant que la cavalerie gagnerait plus de batailles si elle savait profiter à temps de l'effet que produit son apparence imposante. A l'appui de cette pensée, on pourrait citer de nombreux exemples de l'effet considérable produit par quelques centaines de cavaliers vigoureusement conduits et lancés à propos. Nous n'en donnerons qu'un ; il est extrait des guerres d'Italie. Le jour de la bataille de Rivoli, entre midi et une heure, la victoire semblait presque perdue pour les Français. L'aile droite de Joubert se reti-

rait en désordre vers Rivoli, mais les Autrichiens la poursuivaient avec non moins de désordre. Bonaparte, qui s'en aperçut, lança aussitôt le chef d'escadrons Lassalle avec deux cents chevaux, à travers les troupes de Joubert, contre les tirailleurs autrichiens. Ceux-ci, surpris par cette attaque imprévue, se rejetèrent sur les colonnes qui les suivaient, et Lassalle, poursuivant un succès inespéré, put rétablir nos affaires et nous assurer la victoire.

2° Cavalerie prussienne.

La cavalerie de la Confédération du Nord se compose de 64 régiments prussiens, dont 8 de la garde, savoir :

1 de gardes du corps (cuirassiers)
1 de cuirassiers
2 de dragons
1 de hussards
3 de uhlans
} de la garde ;

8 régiments de cuirassiers ;
16 de dragons ;
16 de hussards ;
16 de uhlans.

TOTAL, 64, plus 12 régiments fédéraux, savoir :

6 régiments saxons ;		
2	id.	de la Hesse grand-ducale ;
5	id.	des deux Mecklembourg ;
1	id.	de Brunswick ;
1	id.	d'Oldenbourg.

TOTAL, 76 régiments à 5 escadrons.

Les cuirassiers et les uhlans[1] forment la grosse cavalerie ; les hussards et les dragons, la cavalerie légère.

Pied de paix. — L'état-major *d'un régiment* de cavalerie se compose de trois officiers : 1° le commandant du régiment, qui peut être colonel, lieutenant-colonel ou major (notre chef d'escadrons) ; 2° un officier supérieur, habituellement major, qui est en quelque sorte le commandant en second du régiment ; 3° l'adjudant-major, du grade de lieutenant, qui est aux ordres directs du commandant du régiment.

[1] Les uhlans ou lanciers font partie, en Autriche, de la cavalerie légère ; en France, de la cavalerie de ligne, et en Prusse, de la grosse cavalerie.

L'état-major du régiment comprend en outre : 1 sous-officier secrétaire ; 1 trompette sous-officier ; 1 médecin-major ; 2 médecins aides-majors ; 1 vétérinaire ; 1 zohlmeister (officier d'administration remplissant les fonctions de notre capitaine-trésorier) ; 1 armurier ; 1 maître sellier.

Chaque *escadron* se compose de 5 officiers : 1 capitaine commandant ; 1 premier lieutenant ; 3 seconds lieutenants.

De 16 sous-officiers, dont les trois premiers sont : 1 maréchal des logis chef ; 1 maréchal des logis chef suppléant ; 1 enseigne porte-épée. Ce dernier prend rang avant tous les officiers dès qu'il a subi son examen pour passer officier.

Le grade de brigadier n'existe pas en Prusse, à proprement parler. Les *gefreite*, qui en remplissent à peu près les fonctions, sont de simples cavaliers destinés à devenir sous-officiers, mais qui n'ont d'autorité sur les autres soldats que dans le service.

Un escadron prussien renferme 5 officiers, 16 sous-officiers, 3 trompettes et 117 cavaliers, dont 20 gefreite, plus 7 non-combattants qui sont : 1 aide-vétérinaire, 1 infirmier et 5 ouvriers.

Les cavaliers prussiens ne font que trois ans de service effectif avant de passer dans la réserve. Il leur est cependant permis de faire quatre ans de service, et, dans ce cas, ils sont dispensés de deux ans de service de la landwehr, dont ils sont alors libérés à trente ans au lieu de trente-deux. Les nôtres restent cinq ans sous les drapeaux, ce qui constitue un grand avantage en faveur de la cavalerie française.

La force d'un régiment de cavalerie est de 28 officiers, 682 hommes, non compris les non-combattants, et 750 chevaux environ.

Dans le régiment des gardes du corps, chaque escadron se divise en deux compagnies, et ce régiment a par suite 5 capitaines et 5 maréchaux des logis chefs de plus que les autres.

Une *brigade de cavalerie* se compose de 2 ou 3 régiments. Elle est commandée par un général-major ou par un colonel.

Deux brigades d'infanterie et une de cavalerie forment une division. — Par exception, le corps de la garde et le douzième corps (saxon) se composent de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie.

Deux divisions forment un corps d'armée.

Pied de guerre. — Quatre escadrons sont mobilisés et le cinquième forme le dépôt.

L'état-major reste le même, plus 13 soldats du train, conducteurs de voiture.

L'escadron mobilisé se compose de 5 officiers, 15 sous-officiers,

3 trompettes et 132 cavaliers, dont 20 gefreite; total, 5 officiers et 150 hommes de troupe; plus 1 aide-vétérinaire, 1 infirmier et 6 soldats du train.

Le régiment renferme 23 officiers, 602 combattants, 52 non-combattants, 713 chevaux et 7 voitures, dont : 1 voiture d'ambulance (2 chevaux); 1 forge de campagne (2 chevaux); 1 voiture de bagages (8 chevaux); 1 voiture, équipages d'officiers (4 chevaux).

Le corps d'armée mobilisé se compose de : 2 divisions d'infanterie; 1 division de cavalerie; 1 réserve d'artillerie; une colonne (ambulances, train, etc.).

Chaque division d'infanterie se compose de : 2 brigades d'infanterie, 1 régiment de cavalerie et 4 batteries.

La division de cavalerie, réserve du corps d'armée, renferme 2 brigades, ensemble 4 régiments et 1 batterie à cheval. Le corps d'armée comprend 24 escadrons.

Manœuvres et tactique. — L'unité tactique de la cavalerie prussienne est l'escadron. Il se divise en quatre pelotons et se forme sur deux rangs.

La *formation en bataille* de l'escadron prussien diffère de la nôtre en ce que le capitaine, suivi d'un trompette, se place à trente pas en avant de sa troupe, et que le premier rang de chaque peloton est encadré par deux sous-officiers qui n'ont personne derrière eux au deuxième rang.

Quand le régiment est en bataille, l'étendard, porté par un sous-officier, est placé entre le deuxième et le troisième escadron. — L'intervalle entre deux escadrons n'est que de six pas.

La *colonne par trois* remplace notre colonne par quatre; notre formation est préférable, parce qu'elle permet de passer très-simplement à la colonne par deux. — Nous ne voyons la raison de cette colonne par trois que dans la tradition; la cavalerie prussienne s'est formée sur trois rangs jusqu'à la bataille de Rossbach, et la colonne par trois était sans doute la conséquence de cette formation.

La *marche oblique* par troupe de notre école d'escadron, que les Prussiens appellent *demi-colonne*, est recommandée par eux pour gagner du terrain vers l'un des flancs de l'ennemi. C'est pourtant un mouvement en échelons obliques d'une exécution difficile, si la marche se prolonge.

La *colonne par escadrons* est la colonne de combat : quant à la colonne sur le centre (colonne double), elle est employée comme colonne de manœuvres, mais jamais comme colonne de combat.

Elle est surtout en usage pour passer les lignes ou un défilé, tandis que l'ordonnance française ne forme cette colonne que dans le passage d'un défilé en avant.

Mais la colonne de manœuvres le plus en usage dans l'armée prussienne est la colonne d'escadron que la cavalerie française ne prend que pour le passage des lignes. — Il serait à désirer que cette colonne fût adoptée chez nous, car elle a de grands avantages; elle permet, en effet, de former le régiment en bataille très-rapidement, de traverser des terrains difficiles, et elle occupe en outre peu de profondeur, ce qui l'expose moins au feu de l'artillerie.

La cavalerie prussienne a *quatre allures* : le pas (125 pas à la minute), le trot (300 pas), le galop (500 pas) et la charge. On ne compte le pas du cheval que de 2 pieds 4 pouces, au lieu de 1 mètre, comme en France, ce qui explique ces différences dans la vitesse des allures des deux cavaleries.

Les manœuvres se font toujours au trot.

Dans la *marche en bataille* de l'escadron ou du régiment, le guide est au centre. Les chefs des premier et deuxième peloton, ou les capitaines des premier et deuxième escadrons commandent alors guide à gauche.

Le régiment de cavalerie *attaque* de cinq manières différentes :

1° En ligne;

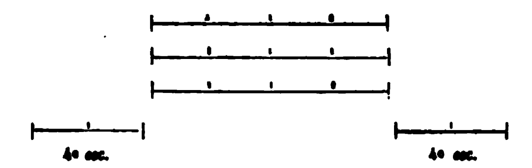
2° En ligne, en dispersant les quatrièmes pelotons. Le quatrième peloton de chaque escadron se déploie en avant du front de l'escadron; et la ligne formée par ces quatre pelotons dispersés charge l'ennemi. Les autres pelotons suivent au trot; le colonel et les capitaines restent avec eux. — Cette attaque s'emploie contre une cavalerie qui se replie. Quelquefois, c'est un escadron entier qui se déploie en avant du front du régiment pour exécuter l'attaque. Si le régiment veut ensuite charger en ligne, le colonel fait sonner le ralliement des pelotons dispersés qui dégagent dans ce mouvement le front du gros de la troupe;

3° La charge en fourrageurs. — Le régiment, conduit par le colonel, se disperse en fourrageurs. Le troisième peloton de chaque escadron reste formé et suit au trot. Le deuxième officier supérieur du régiment prend le commandement de ces troisièmes pelotons et garde avec lui l'étendard;

4° La charge en échelons se fait, d'après le règlement prussien, avec cinquante pas de distance d'un escadron à l'autre. — Cette distance est tout à fait insuffisante et devrait être portée à cent cinquante ou deux cents pas;

5° La charge en colonne par escadrons, *ouverte* ou *serrée*. —

Dans le premier cas, les escadrons s'espacent à trois cents pas de distance pour charger, ce qui est préférable à la distance double du front de l'escadron adoptée par l'ordonnance française : cette distance est certainement insuffisante, surtout avec les armes nouvelles. — Dans le second cas, les Prussiens, formés en colonne serrée, emploient le quatrième escadron à protéger leurs flancs ; la première division de cet escadron se porte, à cet effet, sur le flanc droit, et le deuxième sur le flanc gauche de la colonne, en s'alignant sur les serre-files du troisième escadron.



Le régiment *conserve une réserve* dans toutes les attaques. Lorsqu'il charge en ligne, cette réserve se compose de deux à quatre pelotons, formés en colonne ou en demi-colonne, à cent cinquante pas en arrière de l'un des flancs de la ligne qui charge.

L'escadron envoie *en tirailleurs* son quatrième peloton ; quant au régiment, il peut déployer pour se faire couvrir soit les quatrièmes pelotons des escadrons, soit le quatrième escadron tout entier.

Pour attaquer la cavalerie ennemie, la cavalerie prussienne se forme sur deux lignes. La première est déployée et couverte par des tirailleurs ; la seconde sert de réserve et reste en colonne derrière les deux ailes de la première. Elle ne se déploie que pour charger.

La cavalerie attaque les *carrés d'infanterie* en colonne ouverte par escadrons ou en échelons.

La charge en ligne ne s'emploie que contre une infanterie déjà entamée et flottante ; la charge en fourrageurs, contre des troupes battues et en fuite.

Contre l'artillerie, la cavalerie charge les pièces en fourrageurs, pendant qu'une fraction, en ordre compacte, attaque les troupes qui protégent les batteries.

Une *brigade de cavalerie* se compose de deux ou trois régiments de même arme ou d'armes différentes, c'est-à-dire d'un régiment de grosse cavalerie et d'un de cavalerie légère.

Les Prussiens distinguent la brigade isolée de celle qui fait partie d'un corps de cavalerie plus nombreux.

La brigade isolée, de deux régiments, se forme sur deux lignes.

La première, toujours déployée, entame l'action ; la deuxième, généralement en colonne, est de trois cents à cinq cents pas en arrière de la première, dont elle déborde une des ailes.

Cette brigade peut se composer de deux régiments de cavalerie légère, mais le plus souvent elle est mixte et place le régiment léger en première ligne, celui de grosse cavalerie en deuxième.

La *division de cavalerie* se compose de deux ou plusieurs brigades. Elle se forme habituellement sur autant de lignes qu'elle a de brigades. — On lui donne de l'artillerie.

Pendant la guerre de 1866, les Prussiens ont réuni momentanément des régiments de cavalerie en corps assez nombreux de plus d'une division. Ils se composaient de huit à douze régiments et de deux à trois batteries à cheval. Ils étaient destinés à précéder l'armée, à l'éclairer au loin, à surprendre les détachements avancés de l'ennemi et à préparer l'action.

Les Prussiens ont reconnu qu'ils n'avaient pas tiré de cette organisation tout le parti qu'ils en attendaient; et l'on pense qu'ils renonceront à la formation de ces corps nombreux de cavalerie dans les guerres futures.

3° Cavaleries autrichienne et russe.

Cavalerie autrichienne. — En Autriche, la grosse cavalerie se compose de quatorze régiments. Les douze premiers de ces régiments avaient conservé jusqu'au 1er octobre 1867 le nom de *régiments de cuirassiers*, bien que la cuirasse leur eût été enlevée après la guerre de 1859.

Quant à la cavalerie légère, elle comprend quatorze régiments de hussards et treize de uhlans.

Tous les régiments sont à six escadrons, et ils présentent sur le papier un effectif de six cent quatre-vingt-dix chevaux.

Les capitaines en second et le porte-étendard ayant été supprimés tout dernièrement, l'*état-major* d'un régiment comprend sur le pied de guerre les cadres suivants : 1 colonel ; 1 lieutenant-colonel; 1 major; 1 aumônier; 1 auditeur (chargé de la justice); 1 adjudant-major (lieutenant); 1 officier d'approvisionnement (lieutenant); 1 médecin de régiment; 2 médecins aides-majors ; 1 médecin sous-aide; 1 vétérinaire; 1 comptable; 1 maréchal des logis chef; 1 trompette d'état-major ; 2 trompettes de divisions ; 1 prévôt; 1 armurier; 12 ordonnances d'officiers : total, 31.

L'*effectif* d'un escadron, également sur le pied de guerre, comprend : 1 capitaine commandant ; 2 lieutenants; 2 sous-lieutenants;

2 maréchaux des logis chefs; 4 maréchaux des logis; 8 caporaux; 1 trompette; 130 cavaliers montés; 13 cavaliers non montés; 1 bourrelier; 5 ordonnances d'officiers: total, 169 hommes et 150 chevaux.

D'après une mesure récente, tous les officiers sont montés aux frais de l'Etat.

Les manœuvres et la tactique de la cavalerie autrichienne ne diffèrent pas assez de celles de la cavalerie prussienne pour que nous les étudiions d'une manière spéciale. Disons seulement que les Prussiens ont emprunté la colonne d'escadron aux Autrichiens, et que ceux-ci font usage comme nous de la colonne par quatre.

Cavalerie russe. — La cavalerie russe comprend deux divisions de cavalerie du corps de la garde, chacune de trois brigades et de six régiments.

La première division de la garde se compose de 4 régiments de cuirassiers, et, en outre des Cosaques de la garde, qui forment en temps de guerre 2 régiments du Don, 2 escadrons de Cosaques de l'Oural et l'escadron de Tatares de Crimée. — Mais en temps de paix, on ne conserve à l'effectif que 2 escadrons de chaque régiment du Don, 1 de l'Oural, et 1/2 escadron de Tatares.

La deuxième division de la garde se compose de: 1 régiment de grenadiers à cheval; 1 régiment de dragons; 2 régiments de uhlans, et 2 régiments de hussards.

Il y a encore, en Russie, un second corps de cavalerie d'élite, c'est celui des grenadiers, qui renferme la 7e division de cavalerie; elle comprend 2 régiments de dragons, 2 de uhlans et 2 de hussards.

Outre ces deux corps d'élite, l'armée russe compte encore dans chacun des six corps d'armée une division de cavalerie composée comme celle des grenadiers.

Le régiment de cavalerie est à cinq escadrons, dont quatre seulement sont mobilisés; et l'escadron présente un effectif de 170 à 180 hommes.

Nous ne pouvons rien dire sur le règlement et la tactique de la cavalerie russe, sur lesquels nous manquons de renseignements.

RÉSUMÉ.

En terminant cet aperçu général de l'organisation des manœuvres et de la tactique de la cavalerie française et de quelques cavaleries étrangères, nous appelons l'attention des officiers sur le dernier chapitre des *Observations sur la cavalerie;* ils y trouveront ces deux

conseils qui nous paraissent mériter toute leur attention : c'est que, d'une part, ils doivent exercer avec soin leur coup d'œil à l'étude du terrain, et que, de l'autre, l'importance et la responsabilité de chacun, à tous les degrés de la hiérarchie, ont singulièrement grandi.

Que doivent-ils conclure de ces principes dont on s'efforce de les pénétrer sous toutes les formes ? C'est que cette instruction qui leur est nécessaire, cette expérience qu'ils pouvaient jadis acquérir facilement dans les premières marches, les premiers engagements des longues guerres passées, il leur faut absolument les posséder au jour même où l'on fera appel à leur science autant qu'à leur bravoure. Ce jour peut arriver brusquement ; et chacun apparaîtra alors sur le champ de bataille avec ce qu'il aura appris pendant la paix. « C'est donc avant la guerre qu'il faut acquérir l'instruction et l'expérience nécessaires au jour du combat. »

CHRONIQUE MILITAIRE.

L'exposé de la situation de l'Empire, qui vient d'être présenté au Corps législatif et au Sénat pour l'année 1868, nous paraît mériter, en ce qui concerne l'armée, un degré particulier d'attention. Ce ne sont ni les résultats des changements apportés à notre législation militaire, ni les progrès réalisés dans l'organisation de nos moyens de défense que nous avons la prétention de signaler; les chiffres contenus à ce double point de vue dans le document officiel parlent d'eux-mêmes et témoignent suffisamment de l'énergique impulsion et de l'incessante activité imprimées aux différents services de la guerre; mais ce qui nous paraît digne d'être mis en lumière pour l'honneur de l'armée elle-même et du chef qui la dirige, c'est le mouvement intellectuel, le goût de recherche et d'études qu'il constate dans tous les rangs; ce sont les efforts faits pour ouvrir à chacun un horizon plus large.

La cause première de ce mouvement, indiquée à chaque page du travail que nous citons, est le perfectionnement de l'armement, d'où résulte, à tous les degrés de la hiérarchie, la nécessité de savoir, d'observer davantage, afin de tirer parti des ressources nouvelles que la science et le génie modernes ont mises au service de l'art de la guerre. Du soldat au général, chacun doit plus que jamais chercher et penser, chacun voit naître un intérêt nouveau dans la sphère, quelle qu'elle soit, de son action, car la transformation de l'armement amène dans la tactique de chaque arme des modifications plus ou moins importantes.

Dans l'infanterie, par exemple, le simple soldat, pourvu d'une arme de précision exigeant des notions, un effort d'intelligence, inutiles au troupier d'autrefois, est obligé de raisonner et de comprendre, soit qu'il doive régler son tir au moyen de la hausse et d'après l'appréciation des distances, soit que, dans le combat en tirailleurs, devenu plus fréquent, il ait à choisir sa position pour l'attaque et pour la défense. De son côté, l'officier de tout grade, qui voit croître l'importance de chaque unité tactique avec la puissance et l'efficacité des nouvelles armes, sent le besoin de se préparer au rôle qui peut lui être réservé; il veut, dans tous les cas, apporter sa part d'intelligente initiative à seconder ses chefs.

La cavalerie, bien que moins directement intéressée en apparence dans les changements accomplis, voit s'étendre son action avec

celle des autres armes. Il lui appartient d'éclairer au loin les armées, menacées de surprises par la rapidité des moyens de transport, de seconder ou d'opérer elle-même, par des mouvements rapides et hardis, la destruction des chemins de fer ou des lignes télégraphiques de l'ennemi. Sur le champ de bataille, s'il ne semble plus possible qu'elle aborde de front l'infanterie, comme autrefois, son action n'en reste pas moins importante, mais elle doit manœuvrer davantage à la faveur du terrain et des incidents de la lutte, afin d'assurer, au moment opportun, l'efficacité de son intervention. Après le combat, la poursuite et souvent l'honneur de recueillir les fruits de la victoire lui reviendront toujours.

Dans toutes ces hypothèses, les conditions actuelles de la guerre demandent aux officiers et aux soldats de cette arme une intelligence du terrain et de la guerre, une initiative individuelle, qui réclament de chacun une préparation sérieuse. Aussi la cavalerie a-t-elle eu une large part dans le mouvement intellectuel dont nous nous occupons.

Quant à l'artillerie, appelée à se lier plus intimement encore que par le passé aux troupes qu'elle doit protéger de ses feux ou qui doivent la soutenir elle-même, il lui faut connaître la tactique de toutes les armes, indépendamment de celle qui lui est propre, afin de prendre utilement le rôle qui lui appartient dans leurs opérations. L'étude de la tactique générale est, d'ailleurs, indispensable, aujourd'hui plus que jamais, aux officiers de chaque arme.

Tout est donc mouvement et progrès. Chacun est convié à chercher, à discuter, à interroger ses propres forces. Par l'heureuse institution des conférences régimentaires, libre champ ouvert aux intelligences, aux aptitudes les plus variées, l'individualité peut s'accuser, les dons naturels et les connaissances acquises peuvent se faire jour dans tous les rangs de la famille militaire.

L'impulsion et l'exemple sont donnés ; on ne peut douter qu'ils ne deviennent féconds.

— Le *Journal officiel* du 16 janvier contient le texte de la déclaration signée à Saint-Pétersbourg, à l'effet d'interdire l'usage entre les puissances contractantes ou qui accèderont à la convention, de tout projectile d'un poids inférieur à 400 grammes qui serait ou explosible, ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

Le gouvernement français s'était associé avec d'autant plus d'empressement à la proposition dont le cabinet de Saint-Pétersbourg avait pris l'initiative qu'il avait lui-même proscrit déjà de son armement tout engin de cette nature. En effet, nous nous rappelons que dès l'année 1866, des essais de balles explosibles avaient été faits à Vin-

cennes et au camp de Châlons, et se poursuivaient en 1867 lorsque l'Empereur, sur le compte rendu des effets de ces projectiles, ordonna de cesser toute expérience, mû par le même sentiment d'humanité dont devait s'inspirer la démarche du gouvernement russe.

L'interdiction s'applique aux projectiles désignés dans la convention, qu'ils soient tirés par un fusil, une mitrailleuse, un canon, une fusée de guerre, ou contenus dans un obus à balles. Le poids seul, en effet, a été pris pour règle de l'exclusion, qui frappe tout engin susceptible de faire explosion dans le corps humain et donne ainsi entière satisfaction à la pensée généreuse d'épargner aux blessés des souffrances ou une mort inutiles. La limite fixée permet, en même temps, à certaines puissances de continuer à faire usage de pièces d'artillerie tirant un projectile de 400 grammes qui ne rentre pas par ses effets dans la catégorie proscrite.

On ne peut, en somme, qu'applaudir à la nouvelle conquête qu'ont faite les progrès de la civilisation sur les nécessités de la guerre, au moment où tant d'inventeurs semblent, au contraire, s'appliquer à les rendre plus cruelles.

— Un journal italien annonce que le ministre de la guerre du royaume a prescrit la rentrée à leur corps des militaires des classes de 1840, 41 et 42 qui se trouvent en congé illimité.

Ces hommes sont au nombre de ceux qui, après avoir accompli sous les drapeaux les cinq années de service actif que la loi italienne demande à la première catégorie de chaque classe, sont ensuite inscrits dans la réserve pour six ans. La mesure qui vient d'être prise à leur égard paraît avoir pour but de les initier au maniement et aux principes de tir des nouvelles armes adoptées dans l'armée royale, et qui n'étaient pas en usage pendant la première période de leur service dans l'armée royale. L'instruction commencera le 21 février et sera de quinze jours pour chacune des classes. Le nombre des hommes ainsi rappelés temporairement sous les drapeaux s'élève à 50000 environ.

— Depuis leur révolution, les Espagnols se sont crus autorisés, nous ne savons néanmoins pour quels motifs, à espérer que l'Angleterre renouvellerait à leur profit l'exemple de désintéressement dont elle a paru faire preuve à l'égard de la Grèce en lui cédant les îles Ioniennes. Ils se sont imaginé qu'elle pourrait leur abandonner Gibraltar, comme si Gibraltar n'était pas une des conditions essentielles de la suprématie commerciale de la Grande-Bretagne, et cette illusion dure encore. L'empressement qu'ont mis les journaux anglais à retirer la candidature d'un de leurs princes au trône es-

pagnol, quand ils ont vu que cette candidature était interprétée comme une avance faite au sujet de Gibraltar, aurait dû cependant les détromper. Il est, en effet, à peu près certain que l'Angleterre, à moins de circonstances qui changent tout à fait la direction actuelle de sa politique et de ses intérêts, ne renoncera jamais de son plein gré à cette importante place.

Qu'est-ce donc que Gibraltar? Géographiquement, c'est presque une île; car l'isthme qui le lie à l'Espagne a quelques pieds à peine d'élévation, avec un mille et demi de longueur sur un demi-mille de largeur seulement. En voyant le rocher de la mer, on le croirait même tout à fait entouré par les eaux. Le côté oriental, sur la Méditerranée, est formé de rocs inaccessibles; le sud, opposé à Ceuta, est étroit et d'accès impossible, de sorte qu'il ne reste que le côté occidental, qui donne sur la baie et qui est tout hérissé de canons. Ce n'est pas que les autres côtés n'aient aussi leurs batteries particulières, mais sur celui-ci, relativement plus accessible, la fortification a épuisé ses moyens, car c'est ici seulement qu'une attaque serait possible avec quelque espoir de succès. Le rocher s'étend du nord au sud l'espace d'environ trois milles et varie d'un demi-mille à trois quarts de mille en largeur, tandis que la hauteur est de 1 200 à 1 450 pieds anglais.

La garnison de Gibraltar, toujours nombreuse, est pourvue d'assez de vivres et de munitions pour pouvoir, le cas échéant, soutenir un siége de deux ans de durée.

Les journaux anglais sont à peu près unanimes à dire que le gouvernement britannique ne saurait veiller avec trop de sollicitude sur une place de cette importance. A tous les points de vue, selon eux, Gibraltar doit être conservé. « C'est le plus sûr de nos ports, et la meilleure base d'opérations dans une guerre sur la Méditerranée, ainsi que l'a suffisamment démontré Trafalgar. »

Il n'est donc pas étonnant que ce rocher ait été pendant plus de sept cents ans l'objet des convoitises de toutes les puissances, qui n'ont cessé de se le disputer. Il fut d'abord occupé au huitième siècle par les Maures, qui en firent une place très-forte et le principal port de débarquement de leurs troupes arrivant d'Afrique pour se répandre sur l'Espagne. Ce sont eux qui lui ont donné son nom, lequel vient en effet de *Gibel-al-Tarik*, deux mots arabes qui signifient *montagne de Tarik*, ce point étant précisément celui où Tarik débarqua lors de la première invasion.

Les Maures possédèrent Gibraltar pendant six cents ans, et ce ne fut qu'en 1309, sous Ferdinand IV, roi de Castille, que les chrétiens le reprirent; la gloire de cette conquête appartient à Alonso de

Guzman. En 1333, néanmoins, les Maures, sous la conduite d'Abdoul-Melik, s'emparèrent de nouveau de la place et s'y maintinrent, avec des alternatives de victoire et de défaite, jusqu'en 1462. Cette même année, Jean de Guzman, duc de Medina-Sidonia, s'en empara, et elle lui fut donnée ensuite à titre de fief par le roi de Castille; mais, à l'avènement de Ferdinand et Isabelle, elle fut réunie à la couronne d'Espagne. De 1704, époque où les Anglais la prirent, jusqu'en 1783, où elle eut à soutenir son dernier grand siége, elle ne cessa d'être un des principaux objectifs de toute guerre contre l'Angleterre.

« Un heureux hasard, dit un publiciste anglais, nous mit en possession de Gibraltar, et, depuis lors, notre bonne fortune, autant que la bravoure la plus consommée, l'a conservé à la couronne d'Angleterre. L'amiral Rooke, avec une forte escadre, fit voile pour la Méditerranée, sans instructions spéciales, mais simplement avec la mission d'appuyer par tous les moyens l'archiduc Charles dans la revendication de ses droits au trône d'Espagne. Il fallait faire quelque chose, pensait l'amiral, autrement le peuple d'Angleterre ne serait naturellement pas content qu'on eût mis en mer une si grande flotte pour y parader seulement. Gibraltar, à cette époque, avait heureusement peu de garnison, de sorte qu'il suffit d'un petit corps anglais et hollandais, commandé par le prince Georges de Hesse-Darmstadt, et soutenu par les canons de la flotte, pour réduire en quelques jours les Espagnols à la dernière extrémité et les forcer à capituler. »

Depuis cette époque, Gibraltar a eu à soutenir plusieurs siéges, entre autres celui de 1779 à 1783 contre les flottes combinées de France et d'Espagne; mais il s'en est toujours tiré à son avantage, et la place n'a pas cessé d'appartenir à l'Angleterre.

« La proposition faite de céder ce rocher à l'Espagne, ajoute le publiciste anglais, est tout bonnement absurde, pour ne pas dire idiote. Nous le tenons depuis cent cinquante-huit ans, et c'est là, avec les immenses dépenses que nous y avons faites, un titre suffisant de propriété. Nous espérons que la proposition de l'amiral Grey sera traitée avec le mépris du silence qu'elle mérite. »

— Les correspondances de la Plata ont modifié sur quelques points les nouvelles apportées par le dernier courrier du Brésil en ce qui concerne les événements militaires du Paraguay. La chute de Villeta est confirmée par des avis officiels, mais la place d'Angostura, qu'on assurait avoir été évacuée par les Paraguayens, serait encore occupée par le président Lopez et défendue par un camp retranché et une forte artillerie. En raison de la position

stratégique des troupes brésiliennes, qui se trouvent séparées par le fleuve de leurs approvisionnements, on s'attendait à un engagement définitif, duquel doit dépendre l'issue de cette longue et pénible campagne.

— ***La statue du général Daumesnil à Vincennes.*** — Une œuvre patriotique va s'accomplir.

Un général dont le nom est dans la mémoire de tous, qui fut un des plus braves parmi tant de braves du premier empire, va recevoir par souscription nationale la récompense de ses hauts faits militaires et de sa noble conduite.

Personne n'ignore en effet que le général Daumesnil, parti simple soldat à l'âge de quinze ans, parcourut la carrière militaire de la manière la plus distinguée, sous le général Bonaparte d'abord, et ensuite sous l'empereur Napoléon. Il a été de toutes nos grandes batailles, et nous le voyons décoré d'un sabre d'honneur au nom de la patrie sur les remparts de Saint-Jean-d'Acre.

Il est à la bataille de Marengo.

A la bataille de Wagram, il est un des premiers en tête de notre cavalerie, qui dans cette charge immense fit l'admiration des deux armées en présence et en suspendit un instant l'action ; à cette mémorable bataille le général perdit une jambe.

Nous le retrouvons gouverneur de Vincennes, poste considérable, confié à son courage en 1812 par l'empereur; et lorsqu'en 1814 le général prussien Blücher somma le défenseur de Vincennes de déposer les armes, la réponse connue de tous : ***Rendez-moi ma jambe, et je vous rendrai Vincennes***, indiqua clairement aux ennemis de la France qu'on ne lui arracherait jamais la forteresse confiée à sa garde.

C'est alors qu'on lui offrit de l'argent, qu'il repoussa par ces nobles paroles : ***Mon refus servira de dot à mes enfants.***

Là s'arrête la carrière militaire de ce brave général; par les quelques points principaux que nous venons d'en retracer nous nous faisons l'organe d'un grand nombre en appelant l'attention des lecteurs de la ***Revue*** sur la souscription nationale ouverte à Vincennes pour élever dans cette ville témoin de sa belle conduite, une statue destinée à perpétuer son souvenir.

La souscription, quelque modeste qu'en soit le chiffre, doit être adressée à MM. Aubert, maire de Vincennes, président; Saulpice, notaire à Vincennes, trésorier.

Le Directeur de la Revue, E. NOBLET.

BULLETIN ET BIBLIOGRAPHIE.

De l'emploi des chemins de fer en temps de guerre ; traduit de l'allemand. Librairie Dumaine, 1869.

S'il n'est contesté aujourd'hui par personne que les chemins de fer et les télégraphes peuvent et doivent être utilisés comme moyens militaires, il existe des divergences d'opinion sur la véritable nature des avantages qu'ils procurent, ainsi que sur les conditions et les limites de leur emploi. Dans tous les cas, ce sujet est à l'ordre du jour; on sent qu'il y a beaucoup à dire sur cette question et que l'inexpérience serait pleine de dangers ; il apparaît enfin avec évidence, d'une part, que le commandement doit être pénétré de l'emploi utile de ces agents nouveaux de l'art de la guerre, soit pour s'en défendre, soit pour en profiter, et, d'autre part, que certaines dispositions sont à prendre par avance pour en assurer le maniement rapide : création des corps spéciaux, outillage, etc.

Un livre allemand sur ce sujet plein d'actualité, par un capitaine prussien, chef de compagnie (qui a gardé l'anonyme) ayant semblé, par l'abondance et la précision des aperçus, mériter d'être connu, un de nos officiers s'est chargé de le traduire.

L'auteur s'adresse d'abord à l'histoire pour apprécier les avantages que procurent en campagne les chemins de fer et les télégraphes électriques. Il analyse et résume les exemples de grands transports militaires exécutés par voies ferrées et les compare aux marches à pied ; il en fait ressortir les avantages, tant au point de vue de la rapidité des mouvements que de la conservation des troupes.

Ces données établies, l'ouvrage aborde successivement les points suivants :

Énumération des cas où le chemin de fer est utile ;

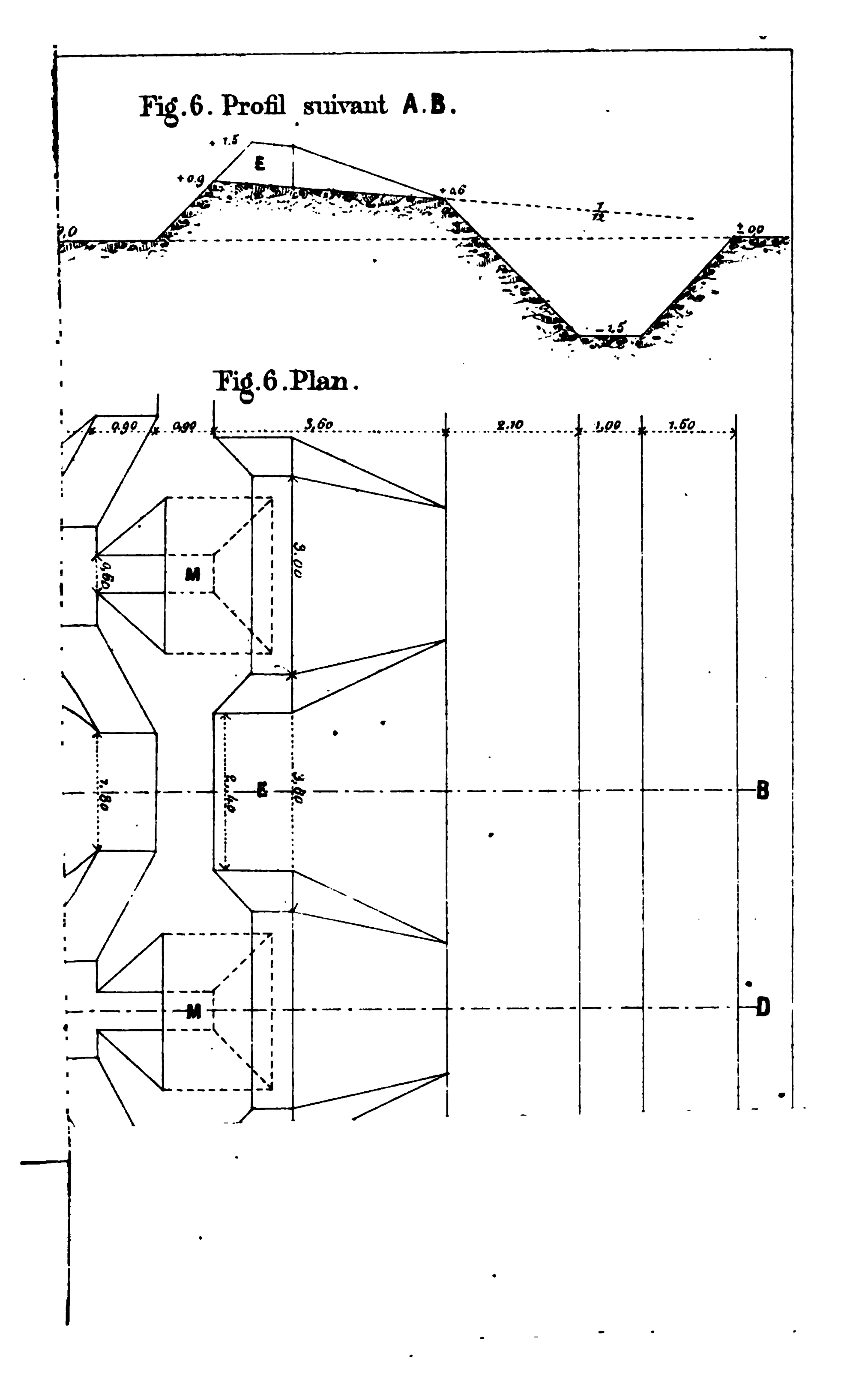
Examen des moyens d'assurer la plus grande célérité dans les transports militaires ;

Dangers et inconvénients à éviter ;

Destruction et rétablissement des chemins de fer ;

Moyens d'assurer les opérations de guerre relatives aux chemins de fer ; organisations américaine et prussienne de corps spéciaux pour ce service.

Enfin, dans un *Appendice*, trop peu développé pour son impor-


Fig. 6. Profil suivant A.B.
+1.5
E
+0.9
+0.6
0.0
±00
-1.5
Fig. 6. Plan.
0.90
0.90
3,60
2.10
1,00
1.50
3.00
0.60
M
1.80
2.40
E
3.80
B
M
D

VENTIA ET SOLONION [1].

DES ÉVÉNEMENTS QUI PRÉPARÈRENT LE TRIOMPHE DE CÉSAR DANS LES GAULES

CAMPAGNE DU PRÉTEUR POMPTINUS CHEZ LES ALLOBROGES ET DÉFENSE DE CATUGNAT

(An 62 av. J.-C.).

PAR M. JACQUES GUILLEMAUD.

III.

« Les Allobroges dévastant la Gaule narbonnaise, C. Pomptinus, gouverneur de cette province, envoya contre eux ses lieutenants. Quant à lui, il s'établit dans une position avantageuse, d'où il observa attentivement les événements, conservant ses communications avec ses lieutenants, de façon à pouvoir, suivant les circonstances, leur faire passer des avis ou leur porter secours [2].

« Manlius Lentinus, marchant sur Ventia pour l'assiéger, frappa les habitants de cette ville d'une telle terreur, que la plupart d'entre eux prirent la fuite. Ceux qui restèrent lui

[1] Suite. Voir notre numéro de janvier, p. 193 et suivantes.

[2] Τῶν δὲ Ἀλλοβρίγων τὴν Γαλατίαν τὴν περὶ Νάρβωνα πορθούντων, Γάϊος Πομπτῖνος, ὁ ἄρχων αὐτῆς, τοὺς μὲν ὑποστρατήγους ἐπὶ τοὺς πολεμίους ἔπεμψεν. Αὐτὸς δὲ ἐν ἐπιτηδείῳ ἱδρυθεὶς ἐπετήρει τὰ γιγνόμενα ὅπως κατὰ καιρὸν πρὸς τὸ ἀεὶ χρήσιμον καὶ γνώμην σφίσι διδόναι καὶ ἐπαμύνειν δύνηται.

envoyèrent une députation pour demander la paix. Sur ces entrefaites, les gens de la campagne s'armèrent de tous côtés pour défendre la ville. Lentinus, attaqué à l'improviste, fut repoussé de la place, mais il ravagea la contrée sans être inquiété, jusqu'à ce que Catugnat, chef de toute la nation, vint la secourir avec une armée composée des habitants du pays et d'autres Gaulois des bords de l'Isère [1].

« Lentinus n'osa pas disputer ouvertement aux barbares le passage de la rivière, parce qu'ils avaient un grand nombre de bateaux, dans la crainte que s'ils voyaient les Romains se former en ordre de bataille, ils ne réunissent eux-mêmes toutes leurs forces sur un seul point.

« Il se contenta de dresser des embuscades dans les bois qui s'étendent en cet endroit jusque sur les bords de l'Isère, de façon à surprendre au passage et à tuer tous les ennemis qui se risquaient à traverser la rivière. Mais s'étant laissé entraîner à poursuivre quelques fuyards, il tomba lui-même dans une embuscade que lui avait tendue Catugnat, et il y aurait péri avec toute son armée, si un violent orage, qui éclata tout à coup, n'était venu arrêter les barbares dans leur poursuite [2].

[1] Καὶ Μάλλιος μὲν Λεντῖνος, ἐπὶ Οὐεντίαν πόλιν στρατεύσας, οὕτως αὐτοὺς κατέπτηξεν, ὥστε τοὺς πλείους ἐκδράναι καὶ τοὺς λοιποὺς ὑπὲρ εἰρήνης πρεσβεύσασθαι, κἀν τούτῳ συμβοηθησάντων τῶν ἐν τοῖς ἀγροῖς ὄντων καὶ προσπεσόντων αἰφνιδίως, τοῦ μὲν τείχους ἀπεώσθη· τὴν δὲ δὴ χώραν ἀδεῶς ἐλεηλάτει, μέχρις οὗ ὅ τε Κατούγνατος, ὁ τοῦ παντὸς αὐτῶν ἔθνους στρατηγὸς, καί τινες καὶ ἄλλοι τῶν παρὰ τὸν Ἴσαρα οἰκούντων ἐπεκούρησαν σφίσι. Τότε γὰρ οὐκ ἐτόλμησε μὲν αὐτοὺς ὑπὸ τοῦ πλήθους τῶν πλοίων περαιωθῆναι κωλῦσαι, μὴ καὶ συστραφῶσιν ἰδόντες σφᾶς ἀντιπαρατεταγμένους.

[2] Ὑλώδους δὲ τοῦ χωρίου μετὰ τὸν ποταμὸν εὐθὺς ὄντος,, ἐνέδρας ἐν

« Après ce combat, Catugnat étant parti vers quelque endroit très-éloigné, Lentinus envahit de nouveau la contrée et prit de force la ville auprès de laquelle la fortune l'avait précédemment trahi [1].

« De leur côté, Lucius Marius et Servius Galba avaient passé le Rhône. Ils ravagèrent les terres des Allobroges et arrivèrent devant Solonion. Ils surprirent d'abord un lieu fortifié qui dominait cet oppidum, et défirent dans un combat les ennemis ; mais, bien que la ville fût en partie construite en bois et qu'ils y eussent mis le feu, ils ne purent s'en emparer. Catugnat, qui survint en ce moment, les en empêcha.

« A cette nouvelle, Pomptinus se mit lui-même en campagne avec toute son armée ; il enveloppa les barbares et les fit tous prisonniers, à l'exception de Catugnat [2].

« Après cela, tout ce qui restait de révoltés fut facilement détruit [3]. »

αὐτῷ ἐποιήσατο, καὶ τοὺς ἀεὶ διαβαίνοντας ὑπολαμβάνων ἔφθειρε. Φεύγουσι δέ τισιν ἐπισπόμενος, περιέπεσεν αὐτῷ Κατουγνάτῳ. Κἂν πανσυδὶ διώλετο, εἰ μὴ χειμὼν σφοδρὸς ἐξαίφνης ἐπιγενόμενος ἐπέσχε τοὺς βαρβάρους τῆς διώξεως.

[1] Καὶ ὁ μὲν μετὰ τοῦτο, τοῦ Κατουγνάτου πόρρω ποι ἀφορμήσαντος, τήν τε χώραν αὖθις κατέδραμε καὶ τὸ τεῖχος παρ' ᾧ ἐδυστυχήκει ἐξεῖλε.

[2] Λούκιος δὲ δὴ Μάριος καὶ Σερούιος Γάλβας τόν τε Ῥοδανὸν ἐπεραιώθησαν, καὶ τὰ τῶν Ἀλλοβρίγων λυμηνάμενοι, τέλος πρὸς Σολώνιον πόλιν ἦλθον, καὶ χωρίον μέν τι ὑπὲρ αὐτῆς ἰσχυρὸν κατέλαβον, μάχῃ τε τοὺς ἀντιστάντας σφίσιν ἐνίκησαν· οὐ μέντοι καὶ τοῦ πολίσματος ξυλίνου τι ὄντος ἐνέπρησαν· οὐ μέντοι καὶ εἷλον αὐτό. Ὁ γὰρ Κατούγνατος ἐπελθὼν ἐκώλυσε. Μαθὼν οὖν τοῦτο ὁ Πομπτῖνος ἐπεστράτευσέ τε ἐκ, αὐτὸν παντὶ τῷ στρατῷ, καὶ πολιορκήσας σφᾶς ἐχειρώσατο πλὴν τοῦ Κατουγνάτου.

[3] Καὶ ὁ μὲν καὶ τὰ λοιπὰ ῥᾷον ἐκ τούτου προσκατεστρέψατο.

[4] Nous nous permettrons de proposer une variante aux mots καὶ ὁ μὲν καὶ τὰ λοιπὰ qui ne nous ont pas paru présenter un sens assez net. Les traducteurs ne tiennent aucun compte des deux premiers mots καὶ ὁ, et

La première impression qui résulte de la lecture du récit de Dion Cassius, au point de vue purement stratégique et militaire, est celle d'une campagne conduite avec un certain talent de la part du général romain, et promptement terminée grâce aux bonnes dispositions prises dès l'ouverture des hostilités.

On voit clairement qu'il y a eu unité d'action et entente dans les divers mouvements opérés par les Romains ; cela ressort du fond même et de la forme du récit de Dion Cassius.

Nous voyons en effet, dès le début, notre historien nous apprendre que Pomptinus envoya ses lieutenants contre les Allobroges (*legatos adversum hostes emisit*). Il va de soi que ce n'est pas à six mois d'intervalle l'un de l'autre qu'il envoya les trois lieutenants qu'il avait à ses ordres. Non : il apprend la révolte des Allobroges et les incursions qu'ils font dans la province, et il envoie contre eux ses lieutenants, puis lui-même il se met en marche avec son armée, et arrivé

il leur serait difficile de faire autrement, ces deux mots n'ajoutant absolument rien au sens de καὶ τὰ λοιπὰ qui suit.

D'autre part, Dion Cassius est un écrivain dont le style est ordinairement assez châtié pour qu'on ne puisse pas supposer qu'il ait écrit de propos délibéré deux mots qui n'ont aucune signification. Il serait bien plus naturel, pensons-nous, de supposer que le neutre ὅ, *cela*, se trouve là par suite d'une erreur de copiste, au lieu du masculin ὅς, *celui-ci* : il n'y a de plus qu'un σ, et non-seulement la phrase devient correcte et les deux mots inutiles dans la version ordinaire prennent un sens, car ὅς, *celui-ci*, désigne Κατυγνάτος dont on vient de parler et dont le nom termine la phrase précédente, mais encore et c'est surtout sur ce point que nous insisterons, un véritable problème historique se trouve résolu ; Dion Cassius dit alors, en effet, *Catugnat fut tué avec le reste des révoltés*. Jusqu'à présent on ne savait pas ce que le héros allobroge était devenu ; on ne s'étonnera plus de ne le voir point figurer parmi les défenseurs de la Gaule dans les guerres de César.

à proximité du lieu de l'action, il assoit son camp dans une position avantageuse, d'où il attend le résultat des attaques simultanées de ses lieutenants.

Si nous insistons ainsi sur un point qui doit sembler indiscutable, c'est que, comme nous le verrons, aucun des écrivains qui ont traité cette question avant nous n'en a encore tenu compte. Les uns ont mal compris Dion Cassius, auteur assez facile cependant, ou ne se sont pas donné la peine de le traduire eux-mêmes ; les autres ont cédé à un amour-propre national exagéré, croyant qu'en faisant durer plus longtemps la résistance des Allobroges ils augmenteraient la gloire de cette nation. Que la lutte ait duré deux mois ou deux années, la gloire des Allobroges est la même ; peut-être même est-elle plus grande lorsqu'on reste dans les bornes de la réalité, puisqu'on voit, dans ce cas, qu'ils eurent à résister à la fois aux trois lieutenants de Pomptinus, ce qui ne les empêcha pas de remporter trois victoires.

Nous trouverions même de nouvelles preuves de la rapidité de la soumission de l'Allobrogie dans cette circonstance que le seul historien romain qui fasse mention de cette guerre, Tite-Live, n'y consacre que deux lignes : « Cn. Pomptinus, prætor, Allobroges, qui rebellaverant, ad Solonem domuit » (le préteur Cn. Pomptinus réduisit à Solone les Allobroges qui s'étaient révoltés). De son côté, Cicéron, faisant l'historique de la conquête des Gaules, dans son discours *sur les Provinces consulaires*, se borne à dire :

« Modo ille meorum laborum, periculorum, consiliorum socius, Cn. Pomptinus, fortissimus vir, ortum repente bellum Allobrogum, atque hac scelerata conjuratione (Catilinæ) exci-

tatum, præliis fregit, eosque domuit, qui caussierant ; et ea victoria contentus, republica metu liberata, quievit. »

(*Orat. de Prov. cons. XIII.*)

(Naguère encore, lorsque les Allobroges, encouragés à la révolte par une criminelle conjuration, se soulevèrent brusquement contre nous, Cn. Pomptinus, citoyen recommandable entre tous, le même qui avait partagé déjà mes travaux, mes périls, mes projets, mit fin à la guerre par les armes, et subjugua ceux-là même qui l'avaient attaqué. Mais, satisfait d'avoir rendu la sécurité à la république, il ne poussa pas plus loin sa victoire).

Il est évident que si la guerre avait duré deux années, comme quelques écrivains l'ont écrit de nos jours, et parmi eux un historien des plus recommandables, Tite-Live eût été moins sobre de détails. Cicéron lui-même, qui ne manque jamais de faire l'éloge de Cn. Pomptinus toutes les fois qu'il en trouve l'occasion, se serait empressé de signaler les difficultés que son ami avait eu à surmonter pour soumettre un peuple qui avait lutté deux années.

Si l'on avait sur ces événements une seule date certaine, la question serait résolue ; Cicéron et Tite-Live ne nous apprennent rien à cet égard. Nous avons vu que le récit de Dion Cassius ne contient aucune indication de temps ; toutefois ne peut-on pas inférer de ce que Dion Cassius, qui dans tout le cours de son histoire suit l'ordre chronologique avec une fidélité quelquefois trop scrupuleuse au point de vue de l'intérêt, relate parmi les événements de l'an 62 la campagne entière de Pomptinus, qu'elle fut entreprise et menée à fin dans le courant de cette même année ? Nous le croyons.

Il va sans dire cependant que nous ne prétendons pas que les incursions des Allobroges sur le territoire de la province, incursions qui précédèrent et amenèrent l'expédition du préteur, n'aient pas commencé vers la fin de l'année 63, c'est-à-dire immédiatement après que les députés gaulois, de retour de Rome, eurent fait connaître à leurs concitoyens l'insuccès de leur ambassade.

Nous ajouterons une dernière preuve, tirée du texte même de Dion Cassius, à celles que nous avons déjà données relativement à la simultanéité des mouvements opérés par les lieutenants de Pomptinus.

Le récit de Dion Cassius peut se diviser en quatre parties principales :

La première renferme les dispositions générales prises par le préteur pour la campagne qui va commencer ;

La deuxième rend compte des opérations du lieutenant Manlius Lentinus contre Ventia ;

La troisième indique la marche des lieutenants L. Marius et Servius Galba, à travers l'Allobrogie, sur Solonion ;

Dans la quatrième enfin le préteur intervient à son tour, pour achever l'œuvre de ses lieutenants.

Nous ne nous occuperons tout d'abord que de la deuxième et de la troisième partie. Nous avons dit que Lentinus, d'un côté, Marius et Galba, de l'autre, marchèrent *simultanément* contre les Allobroges. Suivant nous, cela ressort évidemment de l'*opposition* établie entre ces deux parties par les adversatifs μὲν et δέ, placés, le premier au commencement du passage relatif aux opérations de Lentinus, le second au commencement du passage relatif aux opérations des deux autres

lieutenants, et qui appellent naturellement les expressions correspondantes en français : *d'une part* et *d'autre part*. On nous objectera peut-être que c'est attribuer une signification trop précise à deux expressions dont les Grecs ne faisaient usage bien souvent que pour arrondir leur période et la rendre plus harmonieuse, et que nous-mêmes, la plupart du temps, nous ne nous donnons pas la peine de traduire. A cela nous répondrons que s'il s'agissait d'un écrivain plus ancien que Dion, nous aurions hésité à nous faire un argument de l'opposition μὲν et δὲ ; mais Dion Cassius écrivait à une époque où la langue grecque commençait déjà à acquérir, sous l'influence de la conquête romaine, cette précision, cette sobriété de mots qu'on aime à trouver chez les écrivains des premiers siècles du christianisme, notamment chez les Pères de l'Église. Dion Cassius évite déjà les mots simplement euphoniques, inutiles au sens ; mais ne les évitât-il pas, il faut beaucoup de bonne volonté pour ne voir qu'un simple ornement de style dans l'emploi de ces deux adversatifs placés à vingt lignes l'un de l'autre, c'est-à-dire à une distance telle qu'on doit forcément se laisser guider par le sens général du récit pour s'apercevoir qu'ils se correspondent. Tandis que si l'on suppose que Dion Cassius, chez qui l'historien primait l'écrivain, s'est moins appliqué à faire du style qu'à rendre clairement sa pensée, c'est-à-dire, dans cette circonstance, à exprimer la concordance, la simultanéité des faits qu'il relate, tout s'explique le plus naturellement du monde. Entre deux hypothèses, dont l'une conduit à une conséquence ridicule, tandis que l'autre n'a rien que de très-probable, on ne saurait hésiter.

Nous ajouterons, comme surcroît de preuves, que cette simultanéité de mouvements de Lentinus d'une part, et de Marius et de Galba de l'autre, est la conséquence forcée de la position que le général en chef, Pomptinus, prend dès le début de la campagne. Pomptinus, en effet, s'établit dans un poste d'observation, se bornant, comme nous le dit expressément l'historien grec, à rester en communication avec ses lieutenants « de façon à pouvoir, suivant les circonstances, *soit leur faire parvenir des avis, soit leur envoyer des renforts.* » Il est dès lors de toute évidence qu'*aucun* de ses lieutenants ne *restait* inactif : ils avançaient donc tous *simultanément.*

Nous avons donné, entre autres raisons pour lesquelles nous croyions devoir insister particulièrement sur ce premier point, celle qu'aucun écrivain n'en avait jusqu'à nous tenu compte.

Nous avons le regret d'ajouter que la plupart de ceux qui ont traité spécialement ce sujet, l'ont fait avec un sans-façon qui dépasse toutes les bornes.

Nous savons que le seul texte sur lequel on puisse s'appuyer est celui de Dion Cassius ; voyons donc de quelle manière ce texte a été interprété par ceux de nos historiens qu'une étude spéciale a conduits à traiter, avec quelques détails, le sujet qui nous occupe.

Cet examen ne peut manquer d'intérêt.

S'il nous était permis de reproduire en entier le récit que fait de la guerre des Allobroges, M. Amédée Thierry dans son *Histoire des Gaules*, on verrait, en le comparant à la relation de l'historien grec, à quels écarts un écrivain peut se

laisser entraîner, quand au lieu de consulter les textes originaux, il s'en rapporte de préférence aux commentateurs.

Assurément le récit de M. Amédée Thierry est fort bien écrit, — là n'est pas la question, — et des plus intéressants ; on peut même dire qu'il est beaucoup plus attachant que celui de Dion, et c'est précisément de ce surcroît d'intérêt que nous blâmons l'historien français, car il ne l'a obtenu qu'aux dépens de la vérité.

Nous donnerons quelques exemples à l'appui de ce que nous avançons :

1° M. Amédée Thierry dit positivement que « Catugnat commandait en personne les Allobroges qui assaillirent la Province. » C'est possible, mais Dion ne le dit pas, ce qui est une présomption en faveur du contraire. On conviendra du reste que, dans les circonstances où se trouvait l'Allobrogie, le rôle d'un « chef suprême de toute la nation » était plutôt d'organiser les moyens de défense à l'intérieur, que de faire le métier de batteur d'estrade à la tête d'une bande de pillards.

2° Cette première supposition toute gratuite devait amener M. Amédée Thierry à imaginer un *retour* de Catugnat. Ce dernier, en effet, suivant l'auteur de l'*Histoire des Gaules*, *revenait de son excursion dans la province*, quand il secourut la contrée où se trouvait Ventia ravagée par Lentinus. De là un récit des plus imaginaires du combat de l'Isère, mais ce n'est pas le lieu de traiter cette question, nous y reviendrons plus tard; quant à présent, il nous suffit de montrer la manière dont M. Amédée Thierry « interprète » Dion Cassius.

En troisième lieu, cet écrivain « interprétant » encore le passage de Dion : Μετὰ τοῦτο, τοῦ Κατουγνάτου πόῤῥω ποι

ἀφορμήσαντος (mot à mot : *après cela, Catugnat bien loin vers quelque endroit étant parti*), y trouve matière à dire : 1° que Lentinus et *les débris de ses légions* allèrent rejoindre Pomptinus, qui battit promptement en retraite vers Narbonne ; 2° Que Catugnat, *croyant la guerre finie* de ce côté, alla reprendre son expédition commencée (dans la Province).

Si notre critique ne s'adressait pas à un écrivain aussi recommandable, il nous suffirait de signaler ces écarts de son imagination ; mais en présence d'un tel adversaire, la discussion devient obligatoire. Nous répondrons donc :

En ce qui concerne la première allégation :

Que Dion ne signale pas ce mouvement de retraite de Lentinus sur le camp de Pomptinus, mouvement d'autant moins probable que Pomptinus, nous le savons, s'était placé de façon à faire parvenir à ses lieutenants les renforts dont ils pourraient avoir besoin.

D'autre part, pourquoi Lentinus aurait-il battu en retraite, puisque le départ précipité de Catugnat lui laissait le champ libre, ce dont il s'empressa de profiter pour envahir de nouveau la campagne de Ventia ?

Donner *plusieurs légions* à Lentinus nous paraît exagéré ; ce serait supposer, en effet, aux Romains une armée de six ou sept légions, car il faudrait admettre alors que les deux autres lieutenants commandaient chacun une légion, et que Pomptinus en tenait au moins deux en réserve. Deux années plus tard, lorsque César obtint le proconsulat des Gaules, « il n'y avait qu'une seule légion dans la Province, » César le dit lui-même (*Erat omnino in Gallia ulteriore legio una. Comm. de Bel Gall.*, I, 7). Il est vrai que depuis deux ans aucune

tentative de rébellion n'était venue troubler la paix fondée sur les ruines fumantes du pays des Allobroges : les Romains avaient donc pu diminuer le nombre des troupes qu'ils entretenaient dans la Province. En partant de ce principe que Pomptinus avait trois lieutenants, on ne peut vraisemblablement admettre qu'il disposât de plus de trois à quatre légions, sans compter, bien entendu, les cohortes que tout préteur avait le droit de lever dans son gouvernement, et les auxiliaires étrangers. Il va sans dire qu'à défaut de texte, nous raisonnons sur de simples probabilités.

Quant à la retraite de Pomptinus sur Narbonne, c'est là surtout que l'imagination de M. Amédée Thierry s'est donné libre carrière.

Nous en faisons juge le lecteur, y a-t-il un mot dans Dion, — *seul auteur original*, — qui autorise une pareille supposition ?

La deuxième allégation n'est pas mieux fondée.

N'est-il pas au moins fort aventuré de s'autoriser de ce que Don Cassius n'indique pas dans quel direction Catugnat *s'éloigna*, pour avancer que le chef des Allobroges crut la guerre terminée *de ce côté-là*, et qu'il alla reprendre son expédition commencée, » c'est-à-dire ses excursions dans la Narbonnaise ? Et cependant la pensée que M. Amédée Thierry prêtait à Catugnat (croyant la guerre terminée de ce côté-là), excluait la reprise de cette expédition commencée, car dire que la guerre était terminée *de ce côté-là*, c'est reconnaître qu'elle ne l'était pas *sur un autre côté* (ce qui était vrai, puisqu'il y avait simultanéité dans les deux attaques des Romains); au lieu donc d'aller ravager la Narbonnaise,

Catugnat devait courir avec toute son armée *du côté* où la guerre n'était pas terminée ; ce qu'il fit en effet, comme nous le démontrerons par la suite.

Toutes ces allées et venues de Catugnat, de Lentinus et de Pomptinus, ne sont donc motivées en aucune façon; rien ne les justifie au point de vue historique.

M. Amédée Thierry suppose ensuite que les Romains ayant réuni de plus grandes forces, rentrèrent par trois points à la fois sur le territoire allobroge et le dévastèrent par le fer et le feu. A cette nouvelle, Catugnat, s'apercevant sans doute qu'il a fait une sottise, revient sur ses pas. Mais il est trop tard, et avec lui, succombe à Solonion l'indépendance de l'Allobrogie.

Nous montrerons par la suite que Catugnat entendait autrement la guerre, et que s'il succomba, ce ne fut qu'après avoir fait preuve non-seulement d'un grand courage, mais encore d'un certain talent militaire.

M. Amédée Thierry dit encore que le préteur Pomptinus obtint les honneurs du triomphe pour avoir pacifié les Allobroges ; il aurait dû ajouter que ce ne fut qu'après sept années de sollicitations.

Nous ne mentionnerons que très-sommairement les relations encore plus fantaisistes de MM. Pilot et Mermet, qui, l'un et l'autre faisant de l'histoire locale, sont beaucoup moins excusables de l'avoir défigurée, qu'un écrivain comme M. Amédée Thierry, qui devait en définitive s'attacher davantage à l'ensemble qu'aux détails.

Le mémoire de M. Pilot intitulé : *Recherches sur les Antiquités dauphinoises* (Grenoble, Baratier, 1833, le 1[er] volume

seul a paru) a été honoré d'une médaille d'or par l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; nous nous trouvons donc en présence d'une œuvre sérieuse ; et cependant dès les premières lignes du récit consacré à l'insurrection des Allobroges, nous voyons l'auteur se méprendre sur la cause de cette insurrection et l'attribuer « à la tyrannie et aux concussions de Cn. Pomptinus, *successeur de Fonteius*, qui semblait avoir pris à tâche de marcher sur les traces de ses prédécesseurs. » Il n'est dit nulle part que Pomptinus fût un homme avide ; nous avons vu, au contraire, Cicéron en faire le plus grand éloge, et non content d'avoir rendu hommage à son caractère (*fortissimus vir*), le nommer son ami (*meus necessarius*).

L'amitié aveuglait-elle le célèbre orateur sur le compte de Pomptinus, comme son patriotisme, assez mal entendu, l'avait aveuglé sur le compte de Fonteius et de Pison ? Nous voulons bien le supposer encore ; mais quand les Allobroges se révoltèrent, Pomptinus venait à peine de prendre possession du commandement de la Gaule [1]. C'était lui en effet qui avait arrêté, à Rome même, sur le Pont Milvius, les envoyés allobroges, lors de la conspiration de Catilina. En supposant qu'il fût parti pour la Gaule immédiatement après cet événement, il n'avait pu y précéder que de quelques jours les envoyés allobroges qui, n'ayant pas tardé à connaître la valeur des promesses qu'on leur avait faites, s'étaient hâté de leur côté de repasser les Alpes. Or les Allobroges, nous le savons,

1 Pomptinus prætor fuit, d'après Salluste, consule Cicerone, id est anno Urbis conditæ 690 ; anno sequenti ex prætura Galliam narbonensem sortitus est.

Nous devons déclarer tout d'abord que nous avons la plus grande sympathie et la plus profonde estime pour cet érudit patient, ce savant modeste, qui réussit à raviver parmi ses concitoyens le goût des arts et le culte des glorieux souvenirs. On lui doit, entre autres ouvrages, une *Histoire de Vienne* en trois volumes (dont le dernier, posthume, a été publié par les filles de l'auteur), pleine de documents précieux et écrite avec goût. C'est dans cet ouvrage que se trouve le récit de la guerre des Allobroges dont nous allons nous occuper. Et d'abord remarquons que, si M. Mermet se trompe en *expliquant* Dion Cassius, il ne cherche pas, du moins, à en imposer au lecteur, en lui donnant du roman pour de l'histoire.

La plus grande faute dans laquelle il soit tombé, c'est d'avoir fait durer la guerre *trois années* (ans 62, 61 et 60 avant J.-C.); la première année, Manlius Lentinus est défait; la deuxième année, c'est le tour de Marius et de Galba d'être repoussés; enfin, Pomptinus en personne attaque l'Allobrogie la troisième année! Il est fâcheux qu'en sa qualité d'historien viennois, M. Mermet n'ait pas donné au moins sur cette guerre tout ce qu'en a dit Dion Cassius. On s'explique difficilement, en effet, son silence sur des incidents qui intéressent à un si haut point le Dauphiné et, par suite, la ville de Vienne. Ne pas mentionner le nom de *Ventia* dans une histoire de Vienne, c'est une omission qu'on ne sait vraiment comment justifier. Nous croyons pourtant savoir que M. Mermet s'occupait, dans les derniers jours d'une vie si bien remplie par l'étude, de la solution du problème que soulève la situation géographique de Ventia, dans la pensée de combler

les lacunes que l'on remarque dans son récit de la campagne de Pomptinus. N'ayant pas trouvé cette solution, il a préféré sans doute garder le silence, plutôt que de s'exposer à faire de la fantaisie. Nous ne saurions l'en blâmer.

M. Delacroix, dans sa *Statistique de la Drôme*, ouvrage d'ailleurs remarquable et qui a eu les honneurs d'une deuxième édition, s'en est rapporté, sur ce sujet, à l'opinion de M. Mermet aîné ; il a donc commis la même erreur de faire durer trois ans la lutte entre le préteur Pomptinus et les Allobroges. M. Long, auteur de *Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens*, publiées dans le recueil des Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 2e série, *Antiquités de la France,* t. II, dit à peu près les mêmes choses sans fixer la durée de la guerre ; mais il est tombé dans une erreur assez singulière en faisant du lieutenant Manlius Lentinus deux hommes, deux lieutenants du préteur Pomptinus. « Quelques avantages remportés d'abord sur Manlius, lieutenant de Pomptinus, n'empêchent pas Lentinus, *autre lieutenant du propréteur*, de prendre une de leurs places (des Allobroges) que Dion appelle *Ventia.* » On voit que nous n'inventons rien.

Nous arrivons enfin à Chorier, que nous avons réservé comme le plus *coupable*, qu'on nous pardonne ce mot qui sent plus son juge que son critique ; mais n'est-ce pas une faute grave, en effet, que d'avoir donné l'exemple de l'infidélité dans l'histoire comme il l'a fait en cette occasion, exemple trop bien suivi, puisque tous les écrivains que nous avons nommés, non-seulement se sont inspirés de lui, mais ont cru pouvoir, en le copiant, se dispenser de consulter

l'auteur original, Dion Cassius? Nous ne faisons aucune exception, et le reproche s'adresse aussi bien à M. Long qu'à M. Pilot, à M. Delacroix qu'à M. Amédée Thierry. Ce dernier serait même, avec M. Pilot, celui de tous ces imitateurs, qui aurait le plus emprunté à l'historien du Dauphiné. Ainsi le mouvement de Manlius Lentinus rejoignant Pomptinus après sa défaite de l'Isère, la marche de Catugnat contre Narbonne et contre Marseille, le retour offensif du préteur, tout cela est dans Chorier. M. Amédée Thierry n'a fait qu'élaguer le récit trop touffu de son prédécesseur, et y ajouter l'invraisemblance, signalée plus haut, de la retraite de Pomptinus sur Narbonne.

Il nous paraît donc inutile d'exposer le *système* de Chorier; nous n'aurons, du reste, que trop souvent à citer, dans le cours de ce travail, l'opinion de cet écrivain, qui eut sans doute du talent, moins que personne nous n'en doutons, mais qui, ayant beaucoup écrit, beaucoup trop même, ne s'est pas assez donné la peine de s'assurer si ses assertions étaient toujours fondées [1].

[1] Dans une lettre que nous venons de recevoir de M. Louis Fochier, de Bourgoin, bien connu par ses travaux sur le Dauphiné, lettre à laquelle nous aurons bientôt l'occasion de faire d'autres emprunts, le jugement porté sur Chorier est encore plus sévère. « Nos vieux historiens dauphinois, Chorier et Guy Allard, *dont l'érudition est dénuée de toute critique, et qui fourmillent d'assertions hasardées et inexactes*, ne sont pas des guides. » — Le dernier ouvrage publié par M. Louis Fochier, intitulé *Recherches historiques sur les environs de Bourgoin* (Lyon, Boullieux, père et fils, 1865, in-18), se recommande par l'intérêt et la nouveauté, chose assez rare dans les travaux de ce genre; il contient en effet des détails, la plupart ignorés jusqu'ici, sur l'histoire des petites villes de Demptézien, Saint-Chef et Maubec, sur la célèbre famille Alleman, une des illustrations du Dauphiné, ainsi que sur le séjour de J.-J. Rousseau à Bourgoin et dans les environs.

RAPPORT

DE LA COMMISSION MILITAIRE [1]

SUR

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

II. HOPITAUX ET CASERNES.

1° INSTRUMENTS DE CHIRURGIE.

Les perfectionnements et les changements apportés aux instruments de chirurgie, engénéral, par les praticiens et par les fabricants, sont à peu près innombrales : l'esprit inventif et quelquefois le caprice ou les habitudes des uns et des autres, les indications présentées par certains cas particuliers, les progrès incessants de la fabrication et de ses différents modes sont les sources de cette richesse plus apparente que réelle dans cette partie de notre revue.

A moins de transcrire ici les catalogues de tous les couteliers qui ont exposé leurs produits au Champ de Mars, il nous serait impossible de donner une idée de l'industrie des instruments de chirurgie, cultivée avec une égale perfection en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, en France, en Italie, et recevant toutefois, il faut le dire, son impulsion la plus heureuse des fabricants français et des fabricants d'outre-Manche.

En ce qui touche les instruments de la chirurgie d'armée proprement dits, les seuls dont nous ayons à nous occuper,

[1] Voir notre numéro de février 1869, p. 345.

ils sont tous, et par tous les pays, choisis avec un discernement dont la France a donné l'exemple, et ils ne prêtent qu'à des critiques de détail.

Les progrès de la chirurgie opératoire sont puissamment aidés dans leur accomplissement par la réalisation des perfectionnements demandés aux ressources instrumentales. Au nombre de ces progrès sont les résections articulaires, qui tendent à se substituer aux amputations, en limitant le nombre et la gravité des mutilations. La chirurgie américaine a pratiqué un grand nombre de résections pendant la guerre de la sécession : il était donc tout naturel qu'elle nous fît connaître les instruments qu'elle a employés.

Parmi eux nous citerons, comme parfaitement adaptée aux services qu'elle doit rendre, une *scie tournante* fabriquée par M. Tiemann, de New-York. La lame en est pleine, montée, et tourne, à l'aide de simples crochets, sur un arbre doué d'une certaine élasticité et supporté par un manche fendu dans toute sa longueur en deux parties égales. L'arbre et la partie supérieure du manche sont invariablement fixés l'un à l'autre ; la partie inférieure du manche, articulée par une charnière avec la supérieure, porte le crochet de l'extrémité manuelle de la lame qu'elle tend ou relâche, par un mouvement de bascule, selon que le chirurgien rapproche ou laisse s'écarter les deux parties formant le manche de l'instrument. Quand la lame est relâchée, elle peut tourner sur sa longueur et prendre toutes les directions voulues avec la plus grande facilité. La manœuvre de cette scie consistant à relâcher, tourner et tendre la lame, s'accomplit en un clin d'œil : elle présente de grands avantages

sur les scies tournantes ordinaires, en feuillets ou à chaîne, dont nous nous servons pour la résection des os dans la continuité ou dans la contiguité.

La *scie à chaîne ordinaire*, mise en action avec les deux mains, est quelquefois d'une application difficile dans certaines régions et sur des os durs. M. Mathieu, fabricant à Paris, a rendu service à la chirurgie des résections en montant cette scie sur un arbre qui en régularise et coordonne le mouvement.

Quant aux instruments d'un usage général, les bistouris, les pinces dites *pinces à artères* et les instruments de trousse sont les seuls qui nous arrêterons un instant.

On a lieu de s'étonner de trouver dans les boîtes de chirurgie de l'armée française le *bistouri à coulant*, que tous les chirurgiens ont depuis longtemps abandonné avec raison. Dangereux pour les doigts qui font glisser le coulant sur le manche afin de fixer la lame; cet instrument s'ébrèche et s'épointe avec la plus grande facilité et presque inévitablement contre le coulant lui-même en se refermant. Il est regrettable qu'on l'ait substitué dans les boîtes de l'armée française, qui seules ne sont pourvues, au bistouri ordinaire du modèle général dont ces boîtes étaient précédemment garnies.

Il n'est pas moins singulier de voir que la grande majorité des pinces, dites *pinces à artères*, sont munies d'un verrou et faites sur un modèle très-voisin des pinces *à torsion*, alors que ce dernier procédé hémostatique est aujourd'hui universellement réservé à certains cas déterminés. La pince à artères avec verrou est d'un usage incommode dans les

opérations, et surtout dans les opérations de ligature de vaisseaux; le verrou, glissant sur les branches de la pince qu'il ferme malgré le chirurgien, retarde et complique le manuel opératoire. Aussi la plupart des opérateurs l'enlèvent-ils avant de se servir de l'instrument; les aides alors oublient de le replacer; il s'égare, et la pince se trouve incomplète. Il y aurait donc, à notre avis, tout avantage à ne laisser dans les boîtes qu'une seule pince à verrou, et à remplacer les autres par des pinces à disséquer ordinaires, ou par des pinces se fermant à ressort.

Nous ne saurions donner notre approbation au modèle de trousse à giberne des chirurgiens militaires français. Ses dimensions très-réduites peuvent donner plus d'élégance à la giberne, mais c'est au détriment de l'utilité de la trousse elle-même. Des instruments trop petits et peu solides en général, des lames multiples de bistouris se montant sur un manche unique et mal protégées, des compartiments insuffisants font de cette trousse un appareil incommode, peu durable et d'un service très-médiocre. Il est à désirer que nos chirurgiens, sacrifiant l'élégance à l'utilité, soient pourvus de trousses moins défectueuses. Le plus grand nombre des chirurgiens traitants abandonnent le modèle réglementaire pour un modèle plus grand et plus en rapport avec l'usage particulier qu'ils en font.

Quoi qu'il en soit, nous signalerons, et non sans orgueil, l'arsenal chirurgical des hôpitaux militaires français exposé par le ministère de la guerre. C'est la collection la plus complète, la mieux composée et la mieux classée des instruments destinés aux opérations communes et aux opérations spé-

ciales qu'on puisse rencontrer. Rien de semblable ni même de comparable n'existe chez les puissances étrangères, non plus que dans les hôpitaux civils français de la capitale et de la province. Sans entrer dans plus de détails à ce sujet, ce serait manquer de justice et de reconnaissance que de ne pas rendre hommage à la science des chirurgiens et à la générosité de l'administration qui ont présidé à la formation de cette admirable collection d'instruments répondant à tous les besoins de la pratique.

2° APPAREILS DIVERS.

L'exposition du Champ de Mars comptait un nombre si considérable d'appareils destinés au traitement ou au soulagement des malades et des blessés, que leur catalogue ne formerait pas moins d'un gros volume.

Ici encore, le génie inventif des chirurgiens et des fabricants, secondé par la charité des personnes étrangères à l'art de guérir, s'est largement exercé à la recherche de moyens dont l'utilité est loin d'être toujours évidente.

Les appareils destinés à pratiquer l'*anesthésie chirurgicale générale*, construits dans le but de doser le chloroforme, ne l'atteignent en aucune façon et ne peuvent l'atteindre dans l'état actuel de nos connaissances : la réalisation de ce perfectionnement est encore à l'état d'illusion. Il n'en est pas de même des appareils destinés à produire l'*anesthésie locale* ou *tégumentaire* à l'aide de l'éther sulfurique. L'appareil de Richardson ou son analogue, construit par tous les fabricants avec des modifications sans importance capitale, détermine parfaitement une anesthésie complète d'assez longue

durée pour permettre de pratiquer quelques petites opérations sans provoquer de douleur. A ce titre il mérite d'être introduit dans les hôpitaux militaires.

Parmi les *appareils électro-médicaux*, nous citerons ceux de MM. Gaïffe et Ruhmkorff.

L'appareil volta-faradique de M. Gaïffe est recommandable par la modicité de son prix (40 francs), son petit volume et son maniement facile. Il se compose d'une bobine d'induction armée de son marteau interrupteur, et d'une pile au sulfate de mercure destinée à fournir le courant inducteur. On peut à volonté faire agir soit l'extra-courant, soit le courant induit, soit enfin le courant résultant de la réunion de ceux-ci en tension.

M. Ruhmkorff a exposé deux appareils électro-médicaux, un grand et un petit. Le grand appareil marche au moyen de quatre éléments disposés de telle sorte que l'on peut donner à volonté la force d'un, de deux, de trois ou de quatre éléments. Comme dans tous les appareils électro-médicaux de M. Ruhmkorff, les éléments sont au bisulfate de mercure. Le petit appareil n'a que deux éléments; il est à double bobine pour en augmenter la force. Le prix du premier est de 150 francs; celui du second de 55 francs.

Ces appareils sont de beaucoup supérieurs à l'appareil adopté dans les hôpitaux militaires.

Les appareils *à irrigations, à immersions, à injections, à réfrigérations, à fumigations, à douches*, etc., ne présentent aucun perfectionnement assez notable pour être signalé.

Les *appareils à fracture* ont de tout temps beaucoup préoc-

cupé les hommes de l'art, aussi bien que les personnes qui lui sont étrangères. Rien qui n'ait été fait précédemment n'a paru à l'exposition du Champ de Mars. Le plus grand nombre des exposants à fait preuve en cette matière d'autant de bonne volonté que d'oubli et d'ignorance des essais antérieurs : quelques-uns ont attribué à certaines modifications dans les appareils ou à la matière qui les compose des qualités qui ne paraissent pas devoir plus les préserver de la désuétude que les appareils qui les ont dévancés.

Les appareils à attelles en bois resteront longtemps encore, et probablement toujours, les plus pratiques, en ce sens qu'ils peuvent être construits de toutes pièces par le chirurgien lui-même avec des éléments rencontrés à peu près partout sous la main. Il est juste cependant de signaler les attelles en toile métallique du docteur Stiezzel, exposées par le comité de secours mecklembourgeois : elles sont souples, bien que suffisamment résistantes, et peuvent être taillées avec de forts ciseaux et configurées selon le besoin.

Parmi les appareils tout faits, les *gouttières métalliques* méritent seules d'être conservées, l'expérience ayant depuis longtemps consacré leur utilité. Celles qui sont exposées par le ministère de la guerre français ont été munies, d'après les indications de l'auteur de ce rapport, d'une tige tournante qui, placée perpendiculairement à l'axe de l'appareil, sert à le fixer, et qui, mise au contraire dans un plan parallèle, permet l'agencement facile et en nombre des gouttières dans le caisson d'ambulance.

Quant aux *appareils inamovibles, amovo-inamovibles*, modelés en carton, en cuir, en gutta-percha, aux boites et

caisses dites *glossocomes*, ils peuvent rendre des services dans des cas déterminés ; mais ils ne sauraient prendre place d'une manière générale dans des approvisionnements de guerre.

Bon nombre d'appareils à fracture comportent dans leur construction l'usage du *caoutchouc*, soit en bandes ou tubes, soit sous la forme de coussins à air. Il est à peine besoin de dire que les coussins à air, dont la détérioration est facile et rapide, n'offrent en campagne aucune sécurité. Les bandes et les tubes en caoutchouc, destinés à pratiquer des tractions continues, n'ont pas répondu aux espérances qu'ils ont données et ne peuvent être employés que d'une manière exceptionnelle.

Dans les *appareils à réduction des luxations*, il convient de signaler l'appareil de Jarvis, modifié par M. Mathieu, fabricant à Paris, qui a eu l'heureuse idée d'y adjoindre un dynamomètre indiquant en poids le degré de traction exercée sur les membres. L'addition d'un dynamomètre à l'appareil Jarvis est un véritable perfectionnement qui ramènera probablement les chirurgiens à l'emploi des machines pour réduire les vieilles luxations, avertis qu'ils seront, à tous les moments de l'opération, de la force déployée.

Les *lits de soulagement* et les *fauteuils mécaniques* remplissent tous plus ou moins bien les conditions qui leur sont demandées. L'un d'eux, le lit-berceau de M. Fischer, de Heidelberg, est d'une simplicité très-grande et peut rendre d'excellents services. Mais de tous ces appareils on peut dire que l'emploi n'est véritablement indiqué que dans les familles, où l'on manque de bras pour soulever ou changer de

place les malades, et très-exceptionnellement dans les hôpitaux, où l'on dispose toujours à cet effet d'un personnel nombreux et exercé.

Bien que les *appareils prothétiques* soient très-nombreux à l'exposition universelle, les appareils de prothèse dentaire, les yeux artificiels et les membres mécaniques, fabriqués aujourd'hui avec une merveilleuse perfection, ne nous occuperont pas, l'État ne les accordant que rarement à ses soldats mutilés, en raison de leur prix toujours élevé et de leur fragilité. Nous ne parlerons que de la *jambe de bois* ordinaire, la *jambe des pauvres*, comme l'appelait Ambroise Paré. Tout le monde connaît ce pilon, assez disgracieux, il est vrai, mais simple, solide et à bon marché, qui sert de support aux sujets amputés du membre inférieur.

Depuis longtemps déjà ce modèle a été modifié par M. le comte de Beaufort, qui a ajouté un soulier à son extrémité terminale : cette modification figure à l'exposition dans le pavillon des comités de secours. Esprit ingénieux et sagace, M. de Beaufort ne doit pas être peu surpris de la grande supériorité attribuée à la jambe de bois avec soulier sur le simple pilon : cette supériorité, hautement proclamée, consisterait à donner au sujet plus de solidité dans la marche et à l'empêcher de *faucher*. De ces deux propositions, la première seule est exacte.

Tous les amputés qui portent une jambe de bois rigide *fauchent* en marchant, c'est-à-dire qu'ils font décrire au membre artificiel un arc de cercle d'arrière en avant et de dedans en dehors, fatiguant pour eux-mêmes, gênant pour les personnes qui marchent près d'eux du côté mutilé.

La jambe Beaufort ne fait pas disparaître ce mouvement. Sans exposer la physiologie de la marche dans son entier, il suffit d'en rappeler quelques points pour le démontrer. Lorsque, dans le *pas*, un pied se trouve en arrière de l'autre et doit être porté en avant, il ne peut exécuter ce mouvement, les deux membres restant parallèles, qu'autant que le genou du même côté se fléchit. Si la jambe reste étendue sur la cuisse, le pied, arrêté par le sol, ne peut passer d'arrière en avant dans le plan vertical ; il n'y arrive qu'en *fauchant*, comme nous le disions tout à l'heure. Lorsqu'on donne à une jambe de bois rigide la même longueur qu'au membre sain, ce mouvement est inévitable ; si, au contraire, on lui donne une longueur moindre, la différence entre les deux membres supplée à la flexion du genou : l'amputé boite, mais ne fauche pas. Ce fait peut être vérifié facilement en expérimentant avec une jambe de bois ordinaire, à laquelle on donne alternativement une longueur égale au membre sain et une longueur moindre. On arrive au même résultat avec une jambe garnie d'un soulier.

L'unique avantage de la jambe Beaufort sur le pilon, avantage incontestable, est de donner plus de sûreté dans la marche par la largeur du point d'appui.

Le pilon ordinaire embarrasse le sujet assis en se projetant au devant de lui. On trouve à l'exposition du Champ de Mars des jambes de bois articulées pouvant, lorsque le sujet s'assoit, se plier à la hauteur du genou, à l'aide d'un mécanisme simple, solide et peu dispendieux. M. de Beauforten a donné un modèle à bon marché, mais qui, pour être avantageusement substitué aux jambes de bois ordinaires déli-

vrées par l'administration de la guerre, devrait avoir fait ses preuves de solidité.

Nous passons sous silence les mains et les bras artificiels, dissimulant assez mal, quoi qu'on en dise, la perte de ces organes et rendant des services moins réels que le simple crochet en fer adapté depuis longtemps aux moignons du membre supérieur.

3° MOBILIER AU SERVICE DES HOMMES VALIDES OU MALADES.

Les mœurs et les habitudes des populations des divers pays et des différentes contrées de ces pays mêmes impriment leur cachet sur tous les objets mobiliers mis au service des militaires valides ou malades. Cependant les enseignements de l'hygiène et les progrès des mœurs publiques chez les peuples civilisés tendent à ramener tous ces objets à un type commun, en rapport avec l'usage auquel ils sont destinés. C'est pourquoi nous n'avons pas porté notre attention sur les meubles d'une importance secondaire, tels que chaises, fauteuils, bancs, tables, etc., dont la forme ou la matière diffèrent peu et qui ne présentent aucune particularité notable. Nous signalerons cependant l'usage général dans les hôpitaux anglais de la *vaisselle* en porcelaine et de la *verrerie*. En France, la poterie d'étain est encore employée dans la plupart des hôpitaux militaires pour les soldats. Les officiers seuls mangent dans la porcelaine et boivent dans des verres. L'administration de l'assistance publique, à Paris, substitue peu à peu dans ses établissements la vaisselle de porcelaine et la verrerie à la poterie d'étain. Il serait oiseux de rechercher ici si la qualité ou la forme de la

vaisselle anglaise est supérieure ou inférieure à la nôtre dans les hôpitaux; mais il importe de faire ressortir l'abandon complet dans les hôpitaux anglais de la poterie d'étain, plus chère, plus lourde, moins propre et d'un usage moins agréable que la vaisselle de porcelaine et la verrerie.

Les *tables de nuit* et les *lits* méritent un examen plus sérieux.

Le modèle de table de nuit d'hôpital exposé par le ministère de la guerre de la Grande-Bretagne consiste en une caisse carrée en bois blanc verni, montée sur quatre pieds élevés; elle reste constamment ouverte par une de ses faces latérales.

Il est difficile de décider si les tables de nuit ouvertes valent mieux, au point de vue hygiénique, que les tables de nuit fermées comme celles dont on fait généralement usage dans nos hôpitaux. Si dans celles-ci les vapeurs et les odeurs urineuses sont retenues et confinées, elles imprègnent le bois et l'infectent à la longue, ce qui n'arrive pas dans les autres. Si la disposition de ces dernières permet une surveillance plus efficace et une propreté plus facile à obtenir, elle offense quelque peu la vue. Quoi qu'il en soit, c'est aux tables de nuit ouvertes que nous donnons la préférence dans les hôpitaux, leurs conditions hygiéniques nous paraissant préférables à celles des tables de nuit fermées qui, souvent détournées de leur usage, recèlent une foule de petits objets, fioles, linges à pansement propres ou souillés, etc., emmagasinés par les malades.

Les *lits d'hôpital* sont tous aujourd'hui généralement en fer : la supériorité de ce métal sur le bois, au triple point de vue de la solidité, de la propreté et du moindre volume, ne fait doute pour personne.

La composition de la literie est encore à l'étude.

Le lit des hôpitaux militaires anglais est à fond de toile, garni d'un seul matelas, d'un traversin et de deux couvertures, l'une en laine, l'autre en coton à carreaux de couleur servant de couvre-pied. Il est évidemment trop bas pour ne pas fatiguer beaucoup les chirurgiens qui pansent les malades ; il est nécessairement froid, en raison du peu d'épaisseur de son unique matelas.

Le lit des hôpitaux militaires français est plus commode pour le chirurgien, plus mollet et plus chaud pour le malade. Il est garni d'une paillasse, d'un matelas, d'un traversin, et au besoin d'un oreiller en plumes, d'une ou de deux couvertures en laine, selon la saison.

Depuis longtemps, l'administration de la guerre met à l'essai de nombreux modèles de sommiers élastiques pour remplacer les paillasses. Il serait à désirer qu'elle fixât enfin son choix, que de nombreux rapports fournis par les hôpitaux militaires de Paris, et notamment par l'hôpital du Val-de-Grâce, ont suffisamment dirigé. Les sommiers élastiques, dont il existe à l'exposition universelle un très-grand nombre de systèmes, ont d'incontestables avantages sur les paillasses : ils offrent un coucher toujours régulièrement fait; ils ne s'imprègnent ni des miasmes, ni des odeurs, ni des déjections, sécrétions ou souillures ; ils ne fournissent pas de poussière ; ils cubent infiniment moins que les paillasses; ils réduisent les chances d'incendie; une fois achetés, leur entretien est moins coûteux que le renouvellement de la paille fait aux époques réglementaires.

Le meilleur de tous les systèmes est celui que tout le

monde connaît et dont la plupart des ménages font usage : il consiste en une caisse en bois, et mieux encore en un simple cadre en fer, dont l'aire est garnie de ressorts en spirale disposés en deux cônes opposés par le sommet, et recouverts d'une plaquette en bourre capitonnée ou d'un treillage en lames de tôle légère. Malgré le prix élevé de ces sommiers, nous serions heureux de les voir définitivement introduits dans les hôpitaux militaires : ils ont été adoptés par l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, qui en comptait sept mille cinq cents dans ses établissements en 1862 ; elle en augmente tous les jours le nombre et le portera à près de vingt mille.

Les sommiers élastiques sont froids et nécessitent l'emploi d'un matelas plus épais que celui dont on couvre les paillasses, ou de deux matelas plus minces. C'est à cette dernière composition de literie qu'il convient, à notre avis, de s'arrêter, comme plus facile pour la manutention, comme offrant plus de ressources en cas d'épidémies, en permettant de dédoubler les lits.

Nous avons remarqué le *lit de troupe* exposé dans le spécimen d'une chambre de caserne anglaise. Il est en fer et peut se replier par le milieu, les pieds vers la tête, avec sa fourniture ; il n'occupe plus alors que le quart de l'espace qu'il occupait étant déployé. Si cette disposition ne compromet pas la solidité du lit, elle a l'avantage d'obliger le soldat de faire son lit chaque jour et de donner un espace plus grand à la circulation dans les chambrées où les hommes se livrent quelquefois à certains exercices.

4° LOCAUX.

L'Amérique et l'Angleterre sont les seules puissances qui ont exposé au Champ de Mars des modèles de leurs *hôpitaux* et *casernes*.

On trouve dans le pavillon du comité de secours des États-Unis plusieurs plans en relief d'hôpitaux construits pendant la guerre de la sécession. Il nous serait difficile de les décrire tous : nous nous bornerons à exposer les principes qui ont présidé à leur établissement.

Emplacement. — Sol bien sec. Sous-sol de gravier. Étendue en rapport avec les bâtiments. Lieu élevé. Éloignement des marais. Sources d'eau pure.

Plan. — Les hôpitaux généraux sont construits sur le principe de pavillons isolés ; chaque salle formant un bâtiment séparé contient soixante lits. Des bâtiments spéciaux sont affectés aux services divers : salle à manger et cuisine pour les malades ; salle à manger et cuisine pour les officiers ; buanderie ; bureau des commissaires et gardes-magasins ; dépôt des sacs ; corps de garde ; salle des morts ; logement des infirmiers ; salle d'opérations ; écuries. Tous ces locaux communiquent entre eux par des chemins couverts d'une toiture sans bas-côtés.

Aucun plan arrêté *ne varietur* n'est donné, cependant, pour la disposition des bâtiments, le caractère et les dimensions des localités pouvant beaucoup varier. Les salles sont disposées en *échelons*, sur deux lignes convergentes formant un V. Dans ce cas, le bâtiment de l'administration est au sommet du V, les autres bâtiments sont entre ses branches.

Elles peuvent être disposées en *rayons* sur la circonférence d'un cercle ou sur une ellipse ; dans ce second cas, le bâtiment de l'administration forme un des rayons, les autres bâtiments sont dans le cercle. Enfin, elles peuvent être rangées parallèlement les unes à côté des autres ; dans cette dernière disposition, le bâtiment de l'administration occupe le centre de la rangée, les autres en occupent les extrémités.

La configuration du terrain impose quelquefois d'autres plans ; mais le point important est de séparer suffisamment les bâtiments les uns des autres, de garder au moins 10 mètres entre les bâtiments parallèles et de les disposer de façon que l'un ne nuise pas à la ventilation et à l'insolation de l'autre. La direction du grand diamètre des salles est du nord au sud.

Chaque bâtiment de malade n'a qu'un rez-de-chaussée. Chaque salle est ventilée par le faîte de la toiture et cube 1 490 mètres : chaque malade a donc 250 mètres cubes d'air.

Deux petites chambres sont ménagées aux deux extrémités des salles, à côté de la porte d'entrée, et sont occupées par la supérieure des infirmières, un cabinet de médicaments, une salle de bain et un cabinet d'aisances.

Du sol à la toiture les salles ont 4m,65 d'élévation ; la toiture varie de hauteur selon les matériaux qui la composent. Le plancher est élevé de 50 centimètres au moins au-dessus du sol : dans cet espace règne un courant d'air.

Le nombre des salles est arrêté sur le chiffre des malades que l'hôpital doit recevoir : un hôpital de douze cents lits comporte vingt salles.

Le bâtiment de l'administration est à deux étages ; il ren-

ferme le bureau général, le bureau du chirurgien chef de tout le service hospitalier, des magasins de linge, d'approvisionnements en matériel, la dépense, la sacristie, des logements d'officiers, etc.

La salle à manger est un bâtiment ventilé par le faîte, assez grand pour contenir un nombre de convives égal aux deux tiers de celui des lits. La forme la plus convenable à lui donner paraît être un long parallélogramme dont le centre est occupé par la cuisine. Celle-ci est divisée en deux parties inégales : la plus grande pour le régime ordinaire, la plus petite pour le régime extraordinaire ; la préparation des mets se fait sous des cheminées avec des hottes. On y utilise la vapeur lorsqu'il existe une machine dans l'établissement.

La salle à manger et la cuisine des officiers sont disposées dans un petit bâtiment voisin du bâtiment de l'administration.

La buanderie a deux étages et loge les buandières ; son toit est en terrasse ; on y fait sécher le linge.

Le magasin est un petit bâtiment à deux étages divisés en compartiments pour les différents approvisionnements ; il paraît être une annexe du bâtiment dit *de l'administration*. Il renferme une glacière pour conserver les aliments ou choses altérables sous l'action de la chaleur. Il sert de logement au commissaire, au garde-magasin et aux cuisiniers.

Le dépôt des sacs reçoit les effets des hommes pendant leur séjour à l'hôpital dans des trous de rayons *columbarium* de deux pieds carrés, dont le numéro répond à celui des lits de [illegible]

Le corps de garde est un bâtiment isolé, avec chambre pour recevoir les prisonniers.

La chambre des morts consiste en un bâtiment isolé contenant deux pièces éclairées par des châssis vitrés sur la toiture, afin que leur intérieur ne puisse être vu du dehors.

La chapelle, isolée, est disposée pour le service des différents cultes. Elle est quelquefois aussi arrangée en bibliothèque et en salle de lecture.

Le logement des infirmières, très-isolé et fort en vue, contient tout ce qui comporte la vie des femmes.

Les salles d'opérations sont au nombre de deux, ayant chacune 25 mètres carrés ; l'une est éclairée par des châssis donnant sur le ciel, l'autre par des fenêtres ordinaires ; la première est destinée aux opérations, la seconde aux appareils, objets de chirurgie, etc.

L'écurie contient les chevaux des médecins d'ambulance.

L'eau, quand cela est praticable, est fournie par des pompes à vapeur. La machine est placée, autant que possible, près des cuisines et de la buanderie, afin d'utiliser la vapeur à la cuisson des aliments, au lavage et au cylindrage du linge.

Les latrines, quand l'eau est abondante, sont établies dans une des petites chambres à l'extrémité des salles ; dans le cas contraire, elles sont placées dans des constructions à petite distance et munies de tonneaux qui sont enlevés et chaulés chaque nuit.

La ventilation, pendant les températures élevées ou moyennes, s'exécute par le faîte des bâtiments.

Le chauffage, en hiver, se fait à l'aide de quatre poêles au

coke par salle ; chacun d'eux est entouré d'une chemise de zinc ou de tôle de fer et placé au-dessus d'une chambre à air en communication avec l'extérieur. Les faîtes des salles étant fermés; la ventilation se fait par des manches à air en bois à travers lesquelles sont dirigés les tuyaux des poêles.

D'après cet exposé, il est facile de constater que les établissements hospitaliers temporaires des États-Unis ont été construits d'après les *desiderata* des hygiénistes européens, et notamment d'après l'expérience acquise par notre armée pendant la guerre d'Orient, où l'on vit s'élever sur les rives du Bosphore nos nombreuses baraques-hôpitaux. L'initiative américaine, fille de la nôtre, a doté nos errements de perfectionnements en rapport avec son propre génie, et, libre des traditions administratives de la vieille Europe, elle a obtenu des résultats qui, par leur supériorité sur tous ceux que nous connaissons, feront naître, à n'en pas douter, de sérieuses et profitables réflexions.

L'Angleterre a fait construire dans le parc de l'exposition, des modèles de salles d'hôpitaux et de casernes.

Ces salles ont une contenance de douze lits ; elles sont chauffées par des cheminées à houille, et ventilées par de petites baies garnies de feuilles en tôle comme certaines jalousies, et disposées, au nombre de six, vers le haut de l'appartement. Elles présentent de remarquable la présence de latrines à l'anglaise, de lavabos, d'éviers et d'un cabinet avec baignoire. Ces accessoires indispensables de toute habitation, bien que réunis sous le même toit, en sont suffisamment isolés pour n'entraîner aucun inconvénient, soit au point de vue de la discipline, soit à celui de l'hygiène. C'est

là un des résultats obtenus par la commission nommée par lord Palmure, en 1857, après la guerre d'Orient, pour l'examen des conditions sanitaires des casernes et hôpitaux, et dont le rapport a été présenté aux deux chambres du Parlement, par ordre de Sa Majesté Britannique, en 1861.

Il nous serait difficile de sortir des généralités en abordant un sujet aussi vaste, à moins d'en faire une étude approfondie qui dépasserait les limites de ce travail. C'est pourquoi nous bornerons notre examen à quelques accessoires dont nous avons parlé tout à l'heure; si rapide qu'il soit, il ne peut manquer de fixer l'attention.

Lavabos. — Comment se lavent aujourd'hui, dans le plus grand nombre des pays, les malades des hôpitaux qui peuvent se lever et les soldats des casernes? En général, les premiers sont obligés de sortir des salles à peine vêtus et de gagner, à travers des corridors, une pièce non chauffée où un robinet, disposé au-dessus d'une pièce d'évier, leur fournit l'eau nécessaire; les uns la reçoivent dans leurs mains, les autres dans un vase détourné de sa destination. Les seconds, les militaires à la caserne, prennent à la cruche commune de la chambrée une certaine quantité d'eau dans leur bouche, et, gonflant leur joues, en lancent un filet sur leurs mains, desquelles ils se frottent la figure. Cette simple opération suffit au triple lavage de la bouche, des mains et du visage. Les délicats descendent jusqu'à la pompe ou à la fontaine de la cour et se lavent la figure, les mains et la bouche isolément.

Il en résulte, pour les convalescents, les dangers du refroidissement, pour tous l'incommodité, et des ablutions aussi

incomplètes que peu engageantes, enfin l'inondation d'abord, l'humidité et la malpropreté ensuite du sol des appartements.

Il serait à désirer qu'on donnât à tous les soldats, comme aux soldats anglais, des lavabos à la caserne et à l'hôpital. Il est inutile d'insister sur le mode de leur installation consistant spécialement en une cuvette fixe surmontée d'un robinet, et percée au fond pour l'écoulement de l'eau salie. Une chambrée anglaise de douze hommes a deux cuvettes à sa disposition.

A Paris, l'hôpital du Val-de-Grâce, entre tous les hôpitaux militaires, a inauguré cette amélioration dans le service des officiers ; mais le grand éloignement des salles et du lavoir fait que celui-ci est à peu près abandonné. L'hôpital militaire de Saint-Martin, où ce système a été installé plus tard, présente une disposition plus heureuse des locaux qui a permis d'en faire bénéficier les soldats aussi bien que les officiers.

Dans la plupart des établissements régis par l'administration de l'assistance publique, et notamment à l'hôpital de Lariboisière, des lavabos presque élégants et convenablement disposés fonctionnent depuis longtemps à la grande satisfaction des malades, des médecins et des administrateurs.

Latrines. — Les hôpitaux et casernes ont, à peu près partout, des latrines à la turque ; aussi tous les hôpitaux et casernes sont-ils plus ou moins infectés par l'adoption générale de ce système. Non-seulement les émanations s'élèvent et se répandent par les tuyaux de chute, malgré les tuyaux d'évent, mais encore elles proviennent du sol toujours

souillé de matières et d'urine, des murailles mêmes du local qui s'imprègnent d'odeurs fécales et ammoniacales. Plusieurs fois par jours, il est vrai, les latrines des hôpitaux sont lavées à grande eau ; il n'en est pas de même dans les casernes, où les corvées de propreté ne sont faites qu'une ou deux fois par jour ; mais le lavage et le balayage du sol ne sont qu'un palliatif. Si l'on ajoute à l'inconvénient capital de l'infection propagée par les latrines à la turque le dégoût et quelquefois l'impossibilité d'y pénétrer, l'obligation de les mettre à une certaine distance des salles des malades ou des chambrées, on reconnaîtra facilement que c'est là un système de latrines de tous points défectueux.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que datent, en France, les reproches qui lui sont adressés ; déjà en 1786, la commission de l'Académie des sciences, nommée à l'effet de rechercher les meilleures conditions hygiéniques des hôpitaux, en signalait les imperfections et proposait avec réserve l'adoption des latrines à l'anglaise dans les hôpitaux de notre pays.

Tandis qu'en Angleterre la plupart des casernes et hôpitaux, en Prusse l'hôpital de la garnison de Berlin, à Paris quelques hopitaux civils sont pourvus de latrines avec siéges à fermeture hermétique, la majorité des hôpitaux militaires et des casernes, en France comme à l'étranger, est toujours infectée par les latrines à la turque.

On a opposé à l'adoption du système des latrines à l'anglaise dans les grands établissements les difficultés que la quantité d'eau qu'il déverse dans les fosses apporte à la vidange, les habitudes de la population des casernes et des hôpitaux. L'expérience a répondu victorieusement à ces

deux objections ; elle a démontré, d'une part, l'efficacité des moyens de surmonter les difficultés de la vidange, moyens de voirie dont nous n'avons pas à nous occuper, et, d'autre part, la facilité de réformer les habitudes malpropres de la population civile ou militaire pendant son séjour à l'hôpital.

Mais quel système adopter, quelles mesures prendre dans les hôpitaux et dans les casernes, pour préserver les siéges, les cuvettes et le sol de toute souillure ?

A notre avis, il convient, ainsi que cela a été fait à l'hôpital de Lariboisière, d'établir des pissoirs distincts des siéges, munis de pédales fonctionnant par le poids de la personne qui se présente devant l'appareil et donnant un filet d'eau qui se mélange à l'urine et lave le réceptacle.

Les siéges des latrines et le plancher devront être cirés avec un soin minutieux.

Les cuvettes devront se remplir d'eau constamment après chaque fonctionnement, afin d'éviter les éclaboussures, et déverser leur contenu d'elles-mêmes.

Ces dernières conditions sont indispensables pour aller au devant de la paresse, de l'oubli, de l'ignorance ou d'une incorrigible malpropreté ; elles nous paraissent avoir été réalisées à l'hôpital de la garnison de Berlin d'une manière aussi simple que satisfaisante.

Les lieux d'aisance se composent d'une grande pièce longue et étroite, divisée, par des cloisons de bois en dix ou douze cellules, contenant chacune une cuvette. La porte de chaque cellule est mise en communication avec la cuvette correspondante à l'aide d'un levier. Toutes les fois que la porte

s'ouvre, le levier abaisse le fond de la cuvette en même temps que celui d'un réservoir qui y déverse de l'eau en abondance. La porte, se refermant toute seule, ferme en même temps et la cuvette et le réservoir.

La seule chose dont on ait à se préoccuper, c'est de déposer exactement les matières dans la cuvette.

Il ne suffit pas d'afficher sur les murs et dans chaque compartiment des instructions pour le maintien de la propreté ; il faut encore accompagner les néophytes, exercer la plus grande surveillance, et sévir avec rigueur contre les infractions aux enseignements et aux ordres donnés.

C'est à l'observation de ces conditions que quelques hôpitaux civils de Paris, et notamment l'hôpital de Lariboisière, doivent d'avoir des latrines sans odeur et d'une irréprochable propreté. Il nous paraît facile d'arriver à de pareils résultats dans les établissements militaires ; il suffit de le vouloir.

L'exquise propreté dans les soins de la toilette et dans les autres actes de la vie est une des formes du respect de soi-même ; en l'exigeant du soldat, leur moral y gagnerait autant que leur hygiène.

L'*aération*, la *ventilation* et le *chauffage* des hôpitaux et des casernes sont trois choses essentiellement solidaires et dont l'exposition nous entraînerait à des détails hors de propos. Nous avons dit précédemment que les hôpitaux-baraques des États-Unis étaient chauffés avec des poêles, les chambres des casernes et les salles des hôpitaux anglais avec des cheminées. L'un et l'autre système ont leurs avantages et leurs inconvénients ; les poêles donnent une chaleur plus

également répartie et plus considérable que les cheminées, qui laissent perdre environ 90 pour 100 du calorique de leur foyer. Mais ces dernières ne dessèchent pas l'air et favorisent l'aération et la ventilation des appartements par les portes et les fenêtres.

Si le chauffage devait être fait par les poêles, il conviendrait d'installer ceux-ci d'après le système américain.

Si on donnait la préférence aux cheminées, elles devraient être construites sur le principe de celles qui ont été établies au Conservatoire impérial des arts et métiers par M. le général Morin, à savoir : prise d'air extérieure, communiquant avec un manchon qui entoure le tuyau de la cheminée, où l'air s'échauffe et d'où il se répand dans l'appartement par des bouches ouvertes près du plafond.

Quelques nouveaux systèmes de ventilation artificielle ont été exposés au Champ de Mars, dans la galerie des machines. On sait que la ventilation artificielle appliquée aux grands établissements n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait, témoin les appareils établis à grands frais à l'hôpital de Lariboisière, et les procédés employés à Paris dans les théâtres de récente construction. Le palais même de l'exposition était ventilé par un système nouveau dû à M. de Mondésir, et qui consiste essentiellement à lancer, à l'aide d'une machine à vapeur, dans un large tube communiquant avec une série de tuyaux, un mince jet d'air qui entraîne avec lui l'air ambiant. Ce n'est pas l'air propulsé, mais l'air entraîné qui alimente la ventilation. Il est difficile de se prononcer sur la valeur absolue de ce nouveau système, qui fonctionnait dans un immense local largement ouvert de toutes

parts et que peu de visiteurs sans doute supposaient être ventilé artificiellement.

III. COMITÉS DE SECOURS.

Nous ne saurions terminer ce rapport sans parler des comités de secours, dont il a été souvent question à propos des hôpitaux temporaires et des ambulances.

L'assistance civile des blessés militaires est vieille comme la guerre ; mais son organisation en comités permanents de secours n'a fait sa première apparition que dans les armées américaines et pendant la dernière campagne de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark. L'absence de tout système régulier d'ambulances aux États-Unis, la constitution de l'armée dans une grande partie de l'Allemagne expliquent suffisamment le rôle important que l'assistance civile a joué sur les champs de bataille du nouveau monde et des duchés. Est-ce à dire que l'administration militaire française ne saurait rien attendre de l'assistance civile ? Tel n'est pas notre sentiment ; il suffit, pour être persuadé du contraire, de visiter le pavillon où les comités de secours ont exposé leurs ressources actuelles ou projetées. Cependant, si ingénieuse et si féconde qu'elle soit dans ses moyens d'assistance, la charité privée ne saurait nous donner une aide efficace sur les champs de bataille ; elle nous paraît devoir se résigner à limiter son action soit en personnel, soit, et surtout, en argent dans les hôpitaux temporaires, sous le contrôle de l'administration de la guerre.

Les sociétés de secours aux blessés militaires des armées

de terre et de mer des différents pays ont envoyé à l'exposition internationale des délégués qui, réunis en commission, ont tenu des conférences où ont été agitées les nombreuses questions afférentes au service de santé en campagne. Sans parler de cette utopie, la neutralisation de tout ce qui touche à l'assistance des malades et blessés, hommes et choses, il s'en faut que tous les points de ce service aient été examinés avec autant de connaissance de cause que de bonne volonté ; c'est justice, néanmoins, et grande satisfaction morale que de rendre hommage à la généreuse initiative d'hommes qui mettent leur dévouement au service des armées en campagne et de l'humanité.

LEGOUEST.

ÉTUDE

SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES EN BOHÊME

EN 1866.

(D'APRÈS LES OUVRAGES DES ÉTATS-MAJORS PRUSSIEN ET AUTRICHIEN)

PAR CH. FAY,

Chef d'escadron d'État-major

Un ouvrage publié à la fin de 1867, au moment où paraissaient seulement les premières livraisons de la relation des états-majors prussien et autrichien, a jugé avec sévérité le plan de campagne des Prussiens. Ceux-ci, « n'ont commis « que des fautes, pense l'auteur [1]; pendant huit jours, du 22 « au 30 juin, ils ont marché sans nécessité sur l'extrême bord « d'un abîme sans fond ;... et l'inertie inexplicable, inconce- « vable du grand État-major autrichien seule les sauva... En- « fin les succès éclatants de la Prusse ont été obtenus contre « toutes les règles de l'art, et il n'y a que les empiriques et « leurs dupes crédules qui puissent en être éblouis. »

Bien que s'appuyant sur des prémisses qui témoignent d'une véritable science militaire, cette conclusion nous paraît excessive [2]. Nous lui opposons l'opinion de Jomini, que

[1] Le colonel fédéral suisse F. Lecomte.

[2] Il faut toutefois s'entendre. Nous trouvons sévère le jugement porté sur le plan stratégique que les Prussiens auraient adopté « sans nécessité »; nous croyons pouvoir montrer dans l'Étude qui va suivre, que les événements le leur ont imposé, et que ce plan, défectueux peut-être au point de vue de l'art militaire, ils l'ont exécuté avec une remarquable vigueur.

l'auteur cite souvent d'ailleurs, et qui conclut, ce nous semble, d'une façon moins sévère dans sa brochure sur les événements de la guerre de Bohême [1]. Après avoir rejeté diverses causes assignées, à tort selon lui, aux succès extraordinaires des Prussiens, il déclare que « les combinaisons « stratégiques y ont certainement eu plus de part que les fusils « à aiguille, bien que ceux-ci y aient contribué ; » et il ajoute en post-scriptum « qu'au premier rang des causes de ces suc- « cès on peut placer l'oubli des principes de la stratégie d'un « côté, et leur application de l'autre. » Comme il ne peut venir à l'esprit de personne que par ces mots l'éminent critique ait entendu louer les idées stratégiques des Autrichiens, on devra convenir que, tout au moins, il ne met pas que des fautes au compte des Prussiens.

Nous reconnaissons toutefois que la marche des armées prussiennes sur trois lignes d'opérations, séparées par de grandes distances et par des montagnes d'un accès difficile, est contraire aux principes; que notamment l'entrée en Bohême du prince Royal sur trois colonnes, hors d'état de se

Mais, cette réserve faite, nous n'hésitons pas à reconnaître avec l'auteur que les fautes inconcevables du quartier-général autrichien ont singulièrement contribué aux succès des Prussiens ; nous ajouterons enfin, ainsi qu'on le dit en terminant, dans la *Conférence régimentaire sur la campagne de* 1866, que la tactique suivie par les Prussiens dans cette guerre pourrait bien ne pas être sans danger devant des adversaires plus résolus. Cette tactique a été très-hautement vantée dans un article du *Militärische Blätter*, répondant au colonel d'État-major Ferri-Pisani ; mais elle vient, d'autre part, d'être assez vivement critiquée par l'auteur anonyme d'une brochure prussienne, dont nous ne saurions trop recommander la lecture et la méditation à tous ceux qui désirent tirer quelque profit de l'étude de la guerre de 1866. (*Taktische Rückblicke auf* 1866, traduit de l'allemand par M. Furcy-Raynaud, capitaine au 90e de ligne.)

[1] *Questions de stratégie, etc.*, par un officier général.

soutenir mutuellement, aurait pu singulièrement compromettre les troupes de la 2e armée; qu'enfin l'idée de réunir toutes les masses prussiennes sur un terrain que l'ennemi pouvait occuper en force, et avec l'avantage que donnent toujours les positions centrales, est de celles que réprouvent tous les maîtres, et qu'elle pouvait amener la défaite successive de chacune des colonnes engagées.

Mais, après avoir rendu cet hommage aux principes, il convient d'examiner les causes qui ont pu déterminer la conduite des Prussiens, et, pour cela, il faut consulter le plan de l'armée autrichienne, qui n'est connu que depuis peu de temps.

Il n'avait pas été possible, en effet, jusqu'à ce jour, de prononcer un jugement définitif, les divers documents qui ont paru immédiatement après la guerre étant exclusivement de source prussienne. Le plus important de ces documents, celui du général de Moltke, en convenait, écrivant « qu'il « était obligé de s'en rapporter à ce que disaient les journaux « militaires sur le plan de campagne encore inconnu de Be- « nedek, et... qu'il ne pouvait publier les faits que sous une « seule face, les Autrichiens n'ayant pas donné d'éclaircisse- « ments suffisants pour expliquer les motifs de leurs faits et « gestes. »

Plan de l'armée autrichienne. — Cette lacune est aujourd'hui comblée ; l'état-major autrichien vient de parler dans un ouvrage important, et, bien que cet ouvrage ne soit pas encore terminé, ce que nous en connaissons nous permet d'arrêter d'une manière plus certaine notre jugement sur le plan de campagne adopté par chacun des adversaires. Nous

y voyons tout d'abord que les Autrichiens, dans leurs préparatifs de guerre, ne songeaient nullement à une concentration en Bohême, et qu'ils s'étaient décidés à se réunir en Moravie. Vers le mois de mars, en effet, le général de Krismanic, appelé à Vienne pour collaborer au plan d'opérations, avait présenté un mémoire qui « fut en réalité le guide suivi « pour la concentration de l'armée du Nord[1]. » Il est dès lors important d'en indiquer les points principaux, afin de connaître enfin le but des généraux autrichiens dans cette campagne.

« Il résulte de ce document que l'auteur ne se préoccu« pait dans ses projets que des opérations ayant pour base la « forteresse d'Olmütz. Ce n'est que par exception, et d'une « façon secondaire, qu'il s'occupe de celles dont la Bohême « pouvait être la base ou le théâtre, éventualité qu'il aurait dû « discuter et examiner cependant avec beaucoup de soin et « d'attention. Il doit être admis, ajoutait l'auteur du mémoire, « que l'armée prussienne profitera de l'avance qu'elle a prise « par ses armements anticipés pour arriver aussitôt que pos« sible devant Olmütz, et empêcher par conséquent la con« centration de l'armée impériale sur ce point. Cette conclu« sion est tellement forcée, que l'on ne peut douter que les « Prussiens ne la mettent à exécution[2]. »

D'autre part, par suite de considérations politiques, le gouvernement autrichien ayant résolu de ne pas prendre l'offensive, on déclare dans le mémoire qu'une position

[1] *Combats de l'Autriche en 1866*, ouvrage de l'état-major autrichien. Sur trois livraisons qui ont paru, une seule, la première, a été traduite par M. F. Crousse, officier belge ; elle s'arrête à Langensalza.

[2] État-major autrichien.

défensive ne paraît pouvoir être prise que sous le canon d'Olmütz. On ajoute que « dans le cas possible, mais non « probable, » où l'armée réunie à Olmütz, en profitant de circonstances favorables, se trouverait amenée à prendre l'offensive en Bohême, il y aurait lieu de concentrer la masse principale de l'armée entre Gitschin, Josephstadt et Königgrätz, pour se trouver en mesure d'opérer par les routes de Trautenau et de Reichenberg, et que ce transport de Moravie en Bohême pourrait s'effectuer en dix ou onze jours.

Mais le mémoire ne pose cette question capitale qu'incidemment, et dans ces termes : « La ligne d'invasion qui « aboutit à Olmütz, en Moravie, par la haute Silésie, est la plus « courte ; cependant elle offre beaucoup d'inconvénients, à « cause des défilés de montagnes qu'il faudrait traverser, et « de l'importance de la place d'armes d'Olmütz. Ces considé- « rations décideront *peut-être* la Prusse à descendre de Görlitz « en Bohême, pour continuer ensuite sur Vienne, après avoir « fait un long détour. Cette nouvelle ligne d'opérations aurait, « en outre, pour cette puissance, l'avantage, en cas d'échec, « de ne pas compromettre les communications de ses armées « avec Berlin, ce qui arriverait nécessairement si elles mar- « chaient de Neisse sur Olmütz [1]. »

L'auteur, ce point important ainsi traité, examine, en passant encore, le cas d'une concentration directe de l'armée autrichienne sur l'Iser ; mais il revient bien vite à son projet favori, à la réunion autour d'Olmütz, et aux différentes lignes d'invasion de ce côté. Ce sont les seules qu'il étudie à fond ; il en trouve trois par Glatz, Neisse, Ratibor,

[1] État-major autrichien.

et il conclut toujours à la nécessité de s'établir aux environs de la principale place forte de Moravie. « Tel est ce plan, qui « servit à l'exécution des préparatifs militaires de l'armée du « Nord jusqu'au moment où l'on se résolut à la concentration « en Bohême[1]. »

Cette dernière combinaison ne prévalut que vers le 9 juin, et encore ne fut-elle pas immédiatement exécutée. A cette époque Benedek, ayant acquis la certitude que les forces principales de l'ennemi étaient entre Torgau et Waldenbourg, résolut d'entrer en Bohême dès que l'armée serait prête en Moravie, et il prit aussitôt des dispositions préparatoires pour une concentration plus serrée de ses troupes autour d'Olmütz. Mais, sur ces entrefaites, les Prussiens apprenaient de leur coté, le 11, que leurs adversaires étaient groupés non pas en Bohême, mais en Moravie, et ils renforçaient en hâte leur armée de Silésie. Ces mouvements avaient à leur tour leur contre-coup sur le commandant en chef autrichien, car le 16 juin, jour où les alliés de l'Autriche étaient attaqués par la Prusse, Benedek écrivait à Vienne que, sur la nouvelle de la réunion des forces principales prussiennes entre Görlitz et Landshut, il avait résolu de porter toute son armée de Moravie en Bohême, et de l'y réunir autour de Josephstadt en treize jours ; qu'il pensait même pouvoir, en onze jours seulement, masser sur ce point des forces suffisantes pour y accepter la bataille, ou pour prendre l'offensive, si les circonstances le permettaient. « Mais, ajoutait-il, « cette résolution était à peine prise, que des mouvements

[1] État-major autrichien.

« de troupes ennemies attiraient mon attention vers la haute « Silésie. Si le gros de l'armée prussienne prend position dans « cette province, il ne me reste qu'à concentrer la mienne « autour d'Olmütz et à attendre les événements; car, dans « cette hypothèse, une position autour de Josephstadt serait « très-hasardée pour l'offensive, aussi bien que pour la dé- « fensive, et je ne pourrais la prendre que si j'étais assuré « de vaincre[1]. »

Or le rapport ajoute qu'en y comprenant le Ier corps[2], l'armée impériale ne compte pas plus de 153 000 hommes d'infanterie, tandis que celle de l'adversaire est de 200 000; qu'il en serait tout autrement si les alliés du Sud étaient enfin réunis aux Autrichiens; que l'adjonction des troupes saxonnes égalisera à peu près les forces, mais que l'équilibre serait bien mieux assuré si les Bavarois rejoignaient[3] aussi l'armée de Sa Majesté impériale sur la ligne de l'Elbe; « que cette éventualité se réalise, disait Benedek, et « ma résolution bien ferme est de porter l'offensive au delà « des frontières de la Bohême et de chercher partout l'en- « nemi, avec la certitude de le battre[4]. »

En conséquence de ce rapport, le commandant en chef autrichien prescrivit à Clam-Gallas de rallier les Saxons, mais de n'opposer à l'ennemi qui pourrait le poursuivre que la résistance absolument nécessaire, et de faire avant tout ses

[1] État-major autrichien.

[2] Les numéros des corps autrichiens seront indiqués en chiffres romains; ceux des corps prussiens en chiffres arabes.

[3] Par une convention du 14 juin, il était décidé que « le 15 juin, l'armée « bavaroise prendrait position en Franconie, dans le voisinage des lignes « ferrées. » On sait que cette disposition ne fut pas exécutée.

[4] État-major autrichien.

efforts pour se réunir à l'armée principale. Puis, il fit faire en Moravie des mouvements de troupes qui ne devaient être terminés que le 20, et dont le seul but était de parer à une attaque des Prussiens par la haute Silésie.

Par suite de ces ordres, les Xe, IIIe et VIIIe corps devaient se placer le long du chemin de fer et de la route de Zwittau-Brünn, à Zwittau, Zwittawka et Brünn; les IIe, IVe et VIe, près du chemin de fer de Böhm-Trübau-Prerau, à Landskronn, Müglitz et Prerau; entre ces deux voies ferrées, deux divisions de cavalerie de réserve à Prossnitz et Kremsier; la réserve d'artillerie à Tobitschau; sur les limites de la Silésie, la 2e division de cavalerie légère, ayant derrière elle, en Moravie, la 3e division de cavalerie de réserve.

Mais, le 17, il résultait des informations reçues de Vienne que le gros de l'armée ennemie était toujours près de l'Elbe, et que les mouvements signalés sur la Neisse ne devaient être que de simples démonstrations. Le feldzeugmeister résolut alors de se porter immédiatement en Bohême dans la position de Josephstadt-Miletin, et il donna sur l'heure des ordres pour l'exécution de ce plan, dans lequel il persévéra jusqu'au milieu de la journée du 29, malgré l'échec de ses troupes au nord et à l'est. Toutefois, après avoir redouté pendant quelques jours le voisinage d'une armée en Silésie, il semble ne plus s'en occuper dans sa marche de flanc vers la Bohême, supposant sans doute qu'elle lui laisserait tout le temps nécessaire pour opérer la concentration qu'il a projetée : « Les forces principales de l'ennemi sont entre Görlitz « et Landshut, disait-il dans ses instructions, le 5e corps à

« Neisse, le 6e à Glatz. » Cependant, il laissait ses Xe et IIIe corps continuer le mouvement qu'il avait ordonné précédemment en Moravie, et qui ne devait être terminé que le 20. Le VIe corps et la 1re division de cavalerie de réserve, qui se mirent en route les premiers, ne partirent que le 18; les IIIe et VIIIe corps ne les suivaient que deux jours plus tard; quant au IIe, qui était le plus près du point de réunion indiqué, et qu'il eût été si urgent de jeter par les voies ferrées vers les débouchés du comté de Glatz, il devait rester en place pour couvrir le flanc de l'armée aux confins de la Moravie, de la Bohême et de la Silésie, et ne se mettre en marche que le 26. Aussi, n'arriva-t-il en ligne qu'après la pointe victorieuse de l'armée du prince Royal de Prusse, et n'aperçut-il l'ennemi, aussi bien que le IIIe corps, qu'à la bataille de Königgrätz. Toutes ces troupes devaient exécuter de sept à onze marches, sans repos, par des chemins de montagne assez difficiles, et en ne faisant que 3 milles par jour. Le chemin de fer ne fut utilisé que pour le transport des troupes spéciales [1] placées auprès du grand quartier-général, et pour les vivres.

L'ouvrage autrichien fait remarquer ici que l'on aurait pu gagner plusieurs jours pour arriver à Josephstadt, notamment en portant en avant les IVe et VIIIe corps un ou deux jours plus tôt, et surtout, ainsi que nous venons de le dire, en conservant en tête de l'armée le IIe corps, qui était le plus rapproché du point de concentration, au lieu de le laisser immobile, avec mission de couvrir le mouvement sur les limites du comté de Glatz. Il ajoute avec raison qu'on aurait

1 Deux bataillons de pionniers, avec huit équipages de ponts et un bataillon du génie.

pu jeter rapidement par le chemin de fer quelques brigades vers les passages à l'est de la Bohême, pour les couvrir, les fortifier, les rendre impraticables, et pour empêcher pendant quelque temps le débouché des colonnes ennemies de ce côté. Il dit encore que Benedek aurait dû se sentir d'autant plus porté à prendre ces mesures, qu'il ne pouvait lui échapper, après un examen attentif de la position des deux armées et des dispositions prescrites par lui à la sienne, que l'arrivée de son aile droite près de Josephstadt ne se ferait pas sans difficulté. De plus, les Austro-Saxons n'étaient pas assez nombreux pour arrêter le prince Frédéric-Charles, pour empêcher la jonction des deux armées prussiennes, et, d'autre part, il n'était pas probable que l'on pût, ainsi qu'on le supposait cependant, opérer en repos et sans combattre, autour de Josephstadt, la réunion des corps de l'armée partis de la Moravie. C'est cependant sur cette réunion que Benedek, malgré ses revers, compta toujours jusqu'au 29.

Le 20, probablement à la suite de nouvelles qui faisaient connaître la position d'une armée ennemie plus considérable qu'il ne le supposait d'abord sur les rives de la Neisse, Benedek modifia un peu ses ordres du 17 pour la marche de quelques corps, prescrivant la réunion des troupes austro-saxonnes et leur maintien provisoire sur l'Iser, dans la position de Jung-Bunzlau et de Münchengrätz; mais il leur ordonnait encore de se rabattre vers le gros de l'armée, si elles étaient contraintes à la retraite. Cependant, dit l'ouvrage autrichien, malgré l'importance de ces nouvelles, aucune

disposition ne fut prise pour fortifier et défendre les passages des montagnes entre la Silésie et la Bohême ; la cavalerie, sans un soldat d'infanterie, dut seulement les observer, et la deuxième armée ennemie put traverser quelques jours plus tard ces défilés sans rencontrer le moindre obstacle.

A cette même date du 20, Benedek n'avait rien perdu de sa confiance : « Dès que j'aurai atteint la position de Joseph-« stadt, écrivait-il, je me propose, après une halte nécessaire « de quelques jours, de prendre l'offensive ; mais quelle di-« rection choisirai-je ? Je ne puis le déterminer en ce mo-« ment, car cela dépendra des circonstances, et surtout de la « position de mes adversaires. »

Le prince Royal de Saxe, en recevant l'ordre de se réunir au Ier corps sur l'Iser, avait immédiatement écrit à Benedek pour lui demander des instructions ; il désirait savoir, entre autres choses, si sa jonction avec Clam-Gallas devait se faire entre Jung-Bunzlau et Miletin, ou plus en avant, entre Turnau et Münchengrätz ; en d'autres termes, s'il devait se considérer comme l'aile gauche ou comme l'avant-garde de l'armée. Le feldzeugmeister répondit par une dépêche, qui parvint à Jung-Bunzlau le 24, entre une et deux heures du matin : « Les troupes postées sur l'Iser, mandait-il, ont pour « mission de s'opposer à une attaque de l'ennemi par Rei-« chenberg et Gabel, et, suivant les circonstances, ou bien « elles seront soutenues par des troupes détachées du gros « de l'armée, ou bien, si l'attaque les y contraignait, elles « se replieraient sur cette armée. »

Ce qu'il importe de remarquer, c'est que Benedek, dès les premiers jours de la marche vers la Bohême, avait reçu des

renseignements plus précis sur les forces prussiennes postées dans la haute Silésie, et que le 20, il avait l'assurance que, outre les 5e et 6e corps, que l'on savait déjà dans cette province, le 1er corps, la Garde et une division de cavalerie se trouvaient également sur la Neisse. De plus, d'après les mouvements que devaient exécuter certains de ces corps les 20 et 21, on pouvait conclure avec assurance que sinon la totalité, du moins la plus grande partie de l'armée de Silésie était en mouvement pour se rapprocher des passages des montagnes de Bohême. Le 25, il n'était plus possible de mettre en doute les projets de l'ennemi; ce jour-là, dit l'ouvrage autrichien, le commandant de l'armée savait d'une manière certaine le nombre des corps prussiens qui, depuis le 20, opéraient dans la haute Silésie, et dès lors il est difficile de s'expliquer pourquoi il parut attacher si peu d'importance à des renseignements si graves. Il laissa, en effet, toute son armée suivre encore, le 26, la direction indiquée le 20, et c'est ainsi que dans cette même journée [1], les IVe et IIIe corps autrichiens, qui faisaient partie des troupes les plus rapprochées de l'ennemi, continuaient leur marche d'Opocno sur Königinhof, de Tynist sur Königgrätz. Il semble résulter de cet état de choses que, le 25, Benedek pensait que l'armée en mouvement dans la Silésie ne devait pas de sitôt en franchir les frontières [2], et qu'il espérait avoir le temps d'établir ses propres troupes dans la position de Jo-

[1] Journée pendant laquelle les colonnes du prince Royal, débouchant en Bohême, arrivaient jusqu'à Nachod.

[2] Or l'on sait que cette armée de Silésie se mettait en marche précisément le 25.

sephstadt-Königinhof-Horitz, indiquée dans ses ordres du 20.

« En accélérant le mouvement, toute l'armée impériale « aurait pu s'y trouver établie du 29 au 30, et y accepter la « bataille dans des conditions favorables ; couverte sur le « flanc droit par les forteresses de Josephstadt et de König« grätz, elle aurait tenu la forte position de l'Elbe de Jaromir « à Königinhof, avec deux ou trois corps, contre l'armée de « Silésie ; puis, avec cinq ou six corps et deux à quatre divi« sions de cavalerie, on se serait tourné contre le prince « Frédéric-Charles. Cependant les dispositions prises n'é« taient pas propres à assurer l'exécution de ce plan, car, « d'un côté, il était prescrit au prince Royal de Saxe de tenir « bon sur l'Iser contre des forces très-supérieures, et, de « l'autre, on opposait, sur la rive gauche de l'Elbe, quelques « corps à la marche de la deuxième armée ennemie, si bien « qu'il en résulta bientôt une série de combats de détail, des « plus sanglants, qui ruinèrent l'armée, avant qu'elle pût at« teindre la position assignée. »

L'ouvrage autrichien, après cet exposé, déclare avec justesse que, « étant admises les circonstances dans lesquelles « se trouvait l'armée autrichienne le 25, le plus simple et le « plus sûr était de se tourner tout d'abord vers l'ennemi le « plus rapproché, c'est-à-dire vers le prince Royal de Prusse, « et, pour cela, de n'envoyer aucun corps au delà de l'Elbe, « et de faire rétrograder le corps austro-saxon. »

Benedek ne prit aucun de ces deux partis ; il n'adopta que des demi-mesures en vertu desquelles ses corps se heurtèrent successivement, sans ensemble et sans réserves suffisantes, contre les trois colonnes de l'armée de Silésie.

Plan de l'armée prussienne. — D'autre part, nous l'avons vu, les Prussiens avaient supposé d'abord que leurs adversaires réunissaient leurs forces principales en Bohême, afin de se rapprocher de la Silésie ; de soutenir la Saxe ; de donner la main aux Fédéraux alliés de l'Autriche, et en particulier aux Bavarois, que l'on supposait devoir marcher sur Hof. La logique était pour ce plan ; mais les Autrichiens, dans le but de couvrir Vienne, de se ménager une invasion possible en Silésie ; de se donner enfin le temps de s'organiser, préférèrent tout d'abord rester en Moravie, et ils ne considérèrent que comme accessoire le projet de pénétrer, avec leur armée, en Bohême.

Faisons remarquer en passant que, si les Autrichiens pensaient ne pouvoir être encore en mesure vers le milieu de juin, ils auraient bien dû ne pas précipiter les événements en refusant d'accéder à la Conférence européenne, en convoquant les États du Holstein, et enfin en provoquant le vote du 14 juin par lequel la Diète décrétait l'exécution fédérale contre la Prusse.

Quoi qu'il en soit, les Prussiens, pour couvrir Berlin, pour préparer leur invasion de la Saxe, et pour rester à portée des Hanovriens et des Bavarois, étaient tenus de concentrer une partie de leurs forces dans la Lusace ; en second lieu, pour garantir Breslau, ils avaient rapproché sagement de la frontière de Bohême les 5e et 6e corps, qui tenaient garnison de ce côté ; car, « l'armée saxonne, avant-garde de « l'armée autrichienne était à six ou sept jours de marche de « Berlin, qu'aucun obstacle naturel ne protége du côté du sud; « d'autre part, on pouvait arriver à Breslau en cinq journées,

« d'autant plus facilement que les Prussiens avaient laissé « tomber les fortifications de Schweidnitz. Pour couvrir ces « deux points menacés par une concentration (probable) des « forces autrichiennes en Bohême, il aurait fallu réunir toutes « les troupes prussiennes entre les deux lignes à Görlitz. Mais « il était impossible de nourrir cette agglomération d'un quart « de million d'hommes, si l'on n'agissait dans le plus bref « délai; mieux valait donc former deux groupes : l'un dans la « Lusace, l'autre dans la Silésie. En agissant ainsi, il était évi- « dent que l'on s'exposait à voir l'armée autrichienne tomber « sur l'une des deux moitiés de l'armée prussienne ; mais, « quelle que fût la disposition que l'on adoptât, rien ne pouvait « changer la configuration du théâtre de la guerre, ou faire « qu'il n'y eût pas un ennemi placé en Bohême, entre la Lu- « sace et la Silésie. Il n'y avait qu'un moyen de prévenir cet « inconvénient, c'était d'entrer soi-même en Bohême [1]. »

Or c'était là précisément l'opération qui heurtait toutes les règles de l'art militaire. L'État-major prussien le sentait bien, car, « pour avoir toutes les forces réunies en Bohême « au moment d'une action décisive, il ne suffisait pas d'y faire « entrer la 1re armée prussienne par le Nord, il fallait y ame- « ner encore la 2e armée; or rien ne garantissait que la Silésie « ne serait pas envahie [2]. »

Résumé des deux plans. — Ainsi donc, en résumé, au commencement de juin, pour les raisons indiquées plus haut, et parce qu'ils prêtent à leurs adversaires le plan le plus vrai-

[1] État-major prussien.
[2] Idem.

semblable, les Prussiens sont obligés de conserver deux centres d'armée fort éloignés l'un de l'autre. Mais pendant ce temps-là les Autrichiens ne songent, de leur côté, qu'à couvrir Vienne, en s'établissant dans la Moravie, et ils ne détachent en Bohême qu'un corps destiné à recueillir les Saxons et à se replier ensuite sur le gros de l'armée impériale, qui suppose une attaque par la Silésie. Ils pensent cependant, le 9 juin, à entrer en Bohême, mais le 11 de ce mois l'État-major prussien a connaissance de la situation de l'armée autrichienne en Moravie; dès lors on cesse de craindre pour Berlin, et l'on prend des mesures pour garantir la Silésie, en joignant le 1er corps et la Garde aux 5e et 6e corps, afin de former l'armée du prince Royal. En outre, dès ce moment, la concentration des trois armées prussiennes en Bohême est résolue : « Il fallait, en effet, dit « le général de Moltke, aux premiers jours de la lutte réunir « ces forces divisées en trois groupes séparés par des dis- « tances de 20 à 25 milles [1]. Pour y parvenir, le moyen le « plus court était de les porter en avant, et d'entrer en pays « ennemi. » Mais comment effectuer cette jonction ?

L'obligation de couvrir Berlin, d'envahir la Saxe, de se tenir à portée des Fédéraux qui pouvaient venir en aide aux Saxons, et l'incertitude sur les projets des Autrichiens [2] ne permettaient pas de songer à déplacer la 1re armée et à la réunir à la 2e derrière les montagnes, pour les faire entrer toutes deux dans la Silésie autrichienne. D'ailleurs, on paraissait assuré de rencontrer les forces principales de Benedek au

[1] Le mille allemand est de 7 408 mètres (15 au degré).

[2] On leur croyait deux corps sur l'Iser.

débouché des défilés, sous la protection d'Olmütz. D'autre part, la crainte d'une invasion de la Silésie prussienne par les Autrichiens massés en Moravie ne laissait pas davantage la possibilité de faire remonter la plus grande partie de la 2e armée vers la Lusace saxonne, pour la faire entrer de front en Bohême avec le prince Frédéric-Charles. Ne pouvant réunir les deux armées sur le territoire prussien, il ne restait plus dans l'état des choses qu'à procéder comme, en effet, procédèrent les Prussiens. C'est ce que reconnaît la relation autrichienne quand elle dit : « Malgré les inconvénients ré« sultant de l'éloignement des deux fractions de l'armée prus« sienne et de la difficulté de les mettre en marche en même « temps, la concentration en Bohême était le seul moyen de « les sortir de la position dangereuse dans laquelle les avaient « mises les premières dispositions prises ; mais cette opération « présentait de grands dangers, si l'armée du Nord pouvait « atteindre les défilés avant le prince Royal de Prusse. » Ces dangers, le général de Moltke ne se les dissimulait pas davantage, mais il espérait que le prince Royal pourrait devancer sur les bords de l'Elbe les colonnes autrichiennes en marche vers Josephstadt [1]. On le voit clairement dans la lettre par laquelle il cherche à compléter la dépêche télégraphique du 22 juin, qui ordonnait d'entrer en Bohême : « D'après tous

[1] Il faut ajouter ici ce que nous avons déjà dit, il y a deux ans, dans une *Étude sur la guerre d'Allemagne de* 1866, c'est que l'État-major prussien était parvenu à se procurer une pièce officielle et toute confidentielle, indiquant l'emplacement des troupes impériales en Moravie et les mouvements qu'elles devaient exécuter vers la Bohême ; qu'il avait pu dès lors, grâce à ce précieux renseignement, calculer très-exactement la marche des corps ennemis, et déterminer celle de la 2e armée prussienne, afin de faire arriver

« les renseignements que nous possédons, écrivait-il, il est « tout à fait improbable que les Autrichiens puissent, d'ici à « quelques jours, réunir au nord de la Bohême la plus grande « partie de leurs forces. En prenant l'initiative, nous pourrions « peut-être trouver les forces ennemies divisées, les attaquer « en ayant pour nous la supériorité du nombre, et nous porter « dans une autre direction pour obtenir la victoire. Mais on ne « devra pas perdre de vue qu'il faut réunir toutes nos forces « pour arriver à un résultat décisif. » Il ajoutait : « La 2e armée « est la plus faible ; c'est à elle qu'incombe cependant la tâche « la plus difficile, puisqu'elle doit déboucher des montagnes ; « la 1re armée devra donc, dès qu'elle aura effectué sa jonction « avec le général Herwarth, s'efforcer d'abréger la crise et « redoubler d'efforts pour hâter son mouvement en avant. »

Exécution du plan. — En vertu de ces ordres, l'armée de l'Elbe et celle du prince Frédéric-Charles franchissaient la frontière le 24 juin. Mais le prince Royal, qui avait mis ses troupes en mouvement, dès le 19, pour les rapprocher de la Bohême, ne put commencer l'invasion ordonnée que le 25, non pas, ainsi qu'on l'a souvent prétendu, afin de donner l'avance à la 1re armée [1], mais bien pour accorder à ses troupes un repos nécessaire. Si la 2e armée avait pu

celle-ci sur les bords de l'Elbe avant ses adversaires. Nous redirons toutefois que Benedek eût été encore en mesure de déjouer toutes ces combinaisons, s'il eût utilisé toutes les forces qu'il avait sous la main pour rejeter les colonnes prussiennes à Nachod et à Trautenau le 27, ou tout au moins à Skalitz et à Soor le lendemain 28, au jour décisif de la campagne.

[1] Il aurait dû, au contraire, presser son mouvement, afin d'arriver sur l'Elbe avant Benedek.

paraître deux jours et même un jour plus tôt, elle n'aurait rien rencontré devant elle pour s'opposer à sa marche; elle se serait, en effet, concentrée sur le haut-Elbe, non le 28, comme on l'avait projeté dans les conseils du Roi, mais le 26 ou le 27, alors que les troupes de Benedek étaient encore en pleine marche, et que ses premiers corps atteignaient seulement le fleuve. Un plan vicieux d'après les règles de l'art eût ainsi parfaitement réussi, car, selon le témoignage du général de Moltke, « le 20 juin, les armées prussiennes, qui « étaient à Dresde, Görlitz et Neisse, n'avaient pas plus de « chemin à faire pour atteindre Gitschin que les Autrichiens « pour y arriver de la frontière de Moravie. En tout cas, si le « feldzeugmeister voulait toujours agir séparément contre cha- « cune des deux armées, il ne devait compter que sur un délai « extrêmement restreint. Les corps autrichiens placés en « première ligne arrivèrent successivement sur l'Elbe : le « X^e corps, le 25, à Jaromir; le IIIe, le 26, à Königgrätz; la « 1re division de cavalerie de réserve était déjà depuis le 24 à « Skalitz, où elle avait été provisoirement laissée. Enfin, les « corps placés en queue atteignaient, le 26 : le VIe corps « Opocno, le VIIIe Tynist, la 3e division de cavalerie de ré- « serve Wildenschwert. On voit donc qu'il était difficile que « l'armée tout entière fût réunie au rendez-vous sur le haut- « Elbe avant le 2 juillet[1]. »

Ce calcul n'était pas complétement exact, et l'on a vu que, malgré ses premières lenteurs stratégiques, Benedek était encore en mesure d'opposer des forces supérieures le 27, et

[1] État-major prussien.

même le 28, aux têtes de colonnes extrêmes de Bonin et de Steinmetz. Mais, au lieu d'agir dans ce sens, il ne songea, ainsi que nous allons le voir, qu'à continuer son premier projet de concentration sur la rive droite de l'Elbe, et ce ne fut que contraint par les événements qu'il s'engagea successivement, et sans faire agir toutes ses forces disponibles, contre les colonnes isolées du prince Royal.

Rien de plus intéressant que de suivre pas à pas les événements des 26, 27 et 28, dans les deux documents si souvent cités déjà, et particulièrement dans celui qu'a donné l'État-major autrichien. On y voit, d'une manière certaine, que Benedek, jusqu'au 29, tint fort peu de compte de la marche des colonnes du prince Royal. Le général de Moltke le fait remarquer en disant que « les combats de Trautenau, de Na« chod et de Skalitz ne parurent pas avoir fait entrer dans « l'esprit du feldzeugmeister la conviction de la présence « d'une armée de ce côté et de la nécessité d'arrêter ses pro« grès ; car, jusqu'au 28 au soir, les premiers échecs subis par « les armées autrichiennes, échecs fort graves cependant, « n'avaient rien fait changer à son plan d'opérations. » Ce fait presque incroyable, et qui fut la cause principale des succès étonnants de la 2e armée prussienne, a besoin de preuves. L'ouvrage autrichien va nous les fournir lui-même.

Nous avons vu déjà que les nouvelles reçues au quartier-impérial, pendant la marche de Moravie en Bohême, n'avaient dû laisser aucun doute à Benedek sur la force et la marche des colonnes du prince Royal, et que cependant le commandant en chef autrichien n'avait, à la suite de ces nouvelles, rien changé à ses ordres du 20. On les avait exécutés

le 26 encore selon son plan primitif, c'est-à-dire la concentration de toutes ses forces sur la rive droite de l'Elbe à Josephstadt-Miletin, pour marcher de là sur l'Iser.

Journée du 26. — Les rapports, fournis dans la journée du 26, vont-ils changer ces dispositions? Envoyés par les avant-postes de la cavalerie autrichienne, ils démontrent, d'une manière certaine, que toute l'armée du prince Royal s'avance sur le flanc des Impériaux, en trois colonnes fort séparées les unes des autres. « Il était facile à Benedek de disposer de ses « forces pour les écraser; mais, malgré ces avis certains, il ne « paraît pas prendre encore la détermination de s'opposer sé- « rieusement au prince Royal; tout au contraire, il conserve « son idée première de laisser marcher ses troupes dans la po- « sition de Jaromir-Miletin; c'est dans ce sens qu'il dispose « encore les VIIIe et IIIe corps au delà de l'Elbe pour le jour sui- « vant; et s'il pousse un corps vers Trautenau et un autre « vers Skalitz, ce n'est absolument que pour couvrir la marche « du reste de l'armée [1].» Il le dit expressément dans son ordre du 26 au soir; il déclare, il est vrai, que ces corps (les VIe et X^e) n'en doivent pas moins courir avec toute énergie à l'ennemi, là où il se présentera, mais il se hâte d'ajouter « que la « poursuite doit cependant s'en tenir à certaines limites, et que « provisoirement elle ne peut pas être poussée trop loin [2]. » Ces instructions n'arrivent au général Ramming, commandant le VIe corps, que dans la nuit du 26 au 27, et il avait déjà donné, la veille au soir, les ordres nécessaires pour la

[1] État-major autrichien.
[2] Ibid.

marche de ses troupes le 27 et le 28 vers la position de concentration d'Horitz, indiquée le 20 par le commandant en chef. Il les contremande aussitôt, et se dispose, ainsi qu'il lui était prescrit, à se porter sur Skalitz et à pousser une avant-garde à Nachod. On sait que cette avant-garde n'eut connaissance des Prussiens que lorsque ceux-ci sortirent de la vallée de la Mettau.

Tous ces ordres étaient partis du quartier-général autrichien, lorsque, *le* 26 *au soir* et dans la matinée du 27, de nouveaux et pressants avis se succèdent coup sur coup. « Na-« chod est au pouvoir des Prussiens, » dit le dernier renseignement envoyé par le prince de Solms. Qui le croirait? « Ces « renseignements n'amenèrent aucune disposition nouvelle de « Benedek; et pourtant, on ne pouvait pas espérer que quatre « corps (les X[e], VI[e], d'une part, le I[er] et les Saxons, de l'autre) « seraient en mesure de supporter le choc des armées su-« périeures de l'ennemi, et cela dans l'unique but de cou-« vrir la marche de l'armée impériale vers la position indi-« quée [1]. »

Journée du 27. — Le 27, il n'est plus permis de conserver la moindre illusion. Le général en chef sait que l'Iser est forcé ; le prince Royal de Saxe lui télégraphie pour lui annoncer que, concentré auprès de Münchengrätz, il va se rapprocher du gros de l'armée impériale ; il lui demande si ce sont bien là les intentions du commandement. Il lui est répondu que toute l'armée sera le 29 à Miletin, le 30 à Gitschin, et Clam-Gallas ayant fait connaître, dans la nuit du 27

[1] État-major autrichien.

au 28, que des forces ennemies se dirigent sur ce dernier point, Benedek lui confirme les instructions précédentes, le lendemain matin.

Journée du 28. — Le 28, en effet, il écrit le matin au prince de Saxe qu'il ait à se rapprocher de l'armée principale, cette armée devant être toujours le 30 à Gitschin ; et cet ordre est donné au moment même où le prince Frédéric-Charles se met en marche pour attaquer Münchengrätz, au lendemain de Nachod et de Trautenau. Benedek était encore décidé, en effet, le 28 au matin, même après ces deux derniers combats, même après la perte des passages de l'Iser à Turnau et à Podol « à ne laisser près de Josephstadt que « le Xe et le VIe corps, puis, avec quatre corps d'armée, « quatre divisions de cavalerie et la réserve d'artillerie, à « marcher le 29 et le 30 sur l'Iser[1]. » Il avait bien été obligé d'accéder à la demande du général Ramming, qui réclamait, après le combat de Nachod, des renforts pour la lutte prévue le lendemain à Skalitz ; mais en lui envoyant, le 27 au soir, le VIIIe corps pour remplacer le VIe, et en plaçant, en outre, trois brigades du IVe corps en réserve à Dolan, « il conservait toujours l'idée de reprendre le 29 son projet « traversé par les événements de Nachod et de Trautenau. « Il prescrivait, en conséquence, que si le 28, à deux heures « de l'après-midi, les forces ennemies débouchant de Nachod « n'avaient pas attaqué Skalitz, les VIIIe et VIe corps devraient « battre en retraite vers la rive droite de l'Elbe. Le Xe corps

[1] État-major autrichien.

« descendrait sur Josephstadt et resterait avec le IV[e] sur « l'autre rive, pour couvrir l'armée contre le prince Royal. « Quant au corps austro-saxon, qui était fort menacé, il rece- « vait, nous l'avons vu, l'ordre de se porter en arrière, tandis « que l'armée principale s'avancerait au-devant de lui [1]. » Et la relation autrichienne donne, à l'appui de ces incroyables dispositions, des ordres conformes, émanés du quartier-général, le 28, à cinq heures du matin.

Benedek se porte ensuite lui-même vers Skalitz ; la canonnade s'y fait entendre, et cependant, dit l'ouvrage autrichien : « Comme il n'avait pas l'intention de troubler les « mouvements de la 2[e] armée vers le haut-Elbe, et qu'une at- « taque vers Skalitz ne lui paraissait pas vraisemblable, il en « reste encore à sa résolution première, de porter ce jour « même les VI[e] et VIII[e] corps sur la rive droite du fleuve. Il dit « hautement qu'il ne veut pas livrer de combat sérieux en cet « endroit, qu'il a d'autres plans, qu'il entend fermement rester « fidèle à sa résolution une fois prise, et alors, au bruit de ses « canons et de ceux de ses adversaires, postés sur le Schafberg, « il donne, à onze heures, au général Krismanic des instruc- « tions qui furent aussitôt rédigées par ce général. » Ces instructions prescrivaient tous les mouvements indiqués plus haut, entre autres la retraite sur Josephstadt de Gablenz, que la Garde accablait en ce moment même à Soor, comme on pouvait bien le prévoir, et qui aurait même dû avoir encore sur les bras le général de Bonin, si celui-ci fût revenu à Trautenau dans cette journée du 28, ainsi que l'espérait le prince de Wurtemberg.

[1] État-major autrichien.

Cet ordre était à peine écrit que Benedek donnait de vive voix à l'archiduc Léopold l'ordre de décamper *aussitôt* avec son corps, et il s'éloignait lui-même vers Josephstadt, en faisant prescrire aussi au VI[e] corps de se mettre en mouvement sur l'Elbe. Comme en ce moment la canonnade se faisait entendre plus vivement à Skalitz, le général Ramming crut devoir exprimer quelques scrupules sur l'ordre qui lui était transmis ; on le lui maintint, et il commença dès lors sa retraite. Mais bientôt le VIII[e] corps, qui se préparait aussi à marcher en arrière, se trouva engagé, et engagé *seul* avec trois brigades, dans un combat fort vif, contre les quatre brigades de Steinmetz, grossies d'une brigade du 6[e] corps. On l'a vu, ce général avait attendu jusqu'à onze heures le renfort de la 2[e] division de la Garde, que lui avait promis la veille le prince Royal ; mais, averti à cette heure avancée de la journée, que cette troupe avait dû être envoyée contre Gablenz, afin de réparer l'échec de Trautenau, le général Steinmetz s'était décidé à attaquer, avec ses seules forces, les Autrichiens établis sur la rive gauche de l'Aupa, entre cette rivière et le chemin de fer. Cette position était mauvaise, car l'Aupa, placée à dos du VIII[e] corps, est bordée de rives escarpées et rocheuses, qui devaient en cas d'échec rendre la retraite fort difficile. On sait que cette retraite dut s'effectuer vers trois heures, que Skalitz fut emporté d'assaut par les vigoureuses colonnes de Steinmetz, et que le IV[e] corps, immobile à Dolan, pendant toute l'action, se borna à se porter à une heure sur Schweinschädel, et se retira de nouveau en arrière, à sept heures du soir, lorsque le combat fut terminé. Quant au VI[e] corps, qui n'avait pas

davantage donné, et au VIIIe, qui avait été seul engagé, ils obéirent aux ordres de Benedek et se retirèrent le soir même sur la rive droite de l'Elbe.

Pendant que ces troupes cédaient ainsi le terrain à la colonne de gauche des Prussiens, que d'autre part Gablenz était écrasé à Soor, ainsi que nous le dirons tout à l'heure, le commandant en chef autrichien, « de retour à Josephstadt « à une heure et demie, expédiait entre cinq et six heures « les ordres déjà préparés *le* 27 *au soir*. Il avait quitté Skalitz « vers midi [1]. »

Il faut le dire en passant, maintenant que les événements nous sont mieux connus, on demeure au moins étonné de voir le général en chef s'éloigner de ce champ de bataille dans un moment aussi critique pour ses armes. On peut dire qu'il tournait malencontreusement le dos à la fortune. En effet, ainsi que le fait remarquer un officier général, témoin oculaire, « c'était là le moment décisif de toute la campa- « gne ; ce moment perdu, tout le reste devait s'ensuivre na- « turellement. Le VIIIe corps était au feu, ayant la brigade « de Solms à sa droite, la brigade Schindlöcker à sa gauche ; « comme appui, les restes du VIe corps ; en réserve, le IVe, et « derrière lui, le IIIe, tous deux frais, dans le flanc gauche des « Prussiens en marche sur Gradlitz ; le IIe corps, tout frais « aussi, près de Neustadt, tout cela à vue d'œil. N'ayant que « le corps de Steinmetz et une brigade du 6e corps contre « nous, rien de plus facile pour le commandant en chef, qui « était présent, d'agir avec ses cinq corps d'armée, d'anéan- « tir l'ennemi, et de le rejeter dans les défilés de Nachod. »

[1] État-major autrichien.

Assurément, le feldzeugmeister n'en jugeait pas ainsi, car il quittait Skalitz, et télégraphiait, à six heures du soir, à Vienne, les nouvelles suivantes : « Jusqu'à midi les Prussiens « sont restés dans la position de Wysokow, enlevée par eux « la veille ; mais à cette heure, il s'est engagé entre les deux « armées un combat d'artillerie, pendant lequel j'ai pu per« sonnellement juger de la portée extraordinaire de nos « pièces de 8 à la distance de 4 500 pas. Comme les forces, « qui s'avancent dans cette direction, *sont insignifiantes*, et « que je maintiens fermement mon plan de marche sur l'Iser, « je donne l'ordre au IVe corps de prendre position sur les « hauteurs de Dolan, et aux VIe et VIIIe de se mettre en re« traite sous leur protection. »

Il est nécessaire, avant d'aller plus loin, de faire une observation sur ces griefs, que l'État-major autrichien élève contre Benedek [1], et que nous avons fidèlement reproduits dans cette Étude. Dirons-nous, comme on le répète généralement, que son armée était composée d'éléments fort hétérogènes, et prompts à se démoraliser (Hongrois, Italiens, etc.) ; qu'il était mal secondé dans l'exécution de ses ordres ; que lui-même était paresseux, tenace jusqu'à l'entêtement, et qu'il fit preuve parfois d'une grande incurie ? Nous n'oserions nous permettre de venir à l'appui d'un jugement aussi sévère ; il nous suffira de dire qu'à notre avis le général en chef autrichien était surtout mal renseigné.

[1] Il faut dire qu'à la façon romaine l'Autriche a, de tout temps, imputé à crime à ses généraux les revers subis par eux. Comme la Convention nationale, cette puissance décréterait volontiers la victoire, et punirait les chefs qui ne sauraient pas l'obtenir.

Comment, en effet, expliquer autrement des faits comme ceux-ci : le 28, après les combats de Nachod et de Trautenau, qui lui ont révélé la présence, sur son flanc droit, de la 2e armée prussienne, il persiste dans son projet de marcher sur l'Iser ; il assiste à une canonnade à Skalitz, et il s'éloigne du théâtre du combat, peu d'instants avant un engagement décisif, qui doit avoir lieu près de ce village ; il ordonne même aux VIe et VIIIe corps, qui sont sur ce théâtre, de ne pas s'y engager, bien plus, de se reporter sur la rive droite de l'Elbe ; à son retour à Josephstadt, il télégraphie à Vienne qu'il n'a devant lui que des troupes *insignifiantes* ; il ordonne au général de Gablenz de venir le rejoindre sous le canon de cette place de Josephstadt, pour y couvrir, avec le IVe corps, la concentration de l'armée aux environs de Dubenetz ; il écrit que *probablement la Garde s'avance derrière les 5e et 6e corps prussiens, à Nachod.* Et Gablenz lui-même, se mettant en route pour obéir aux ordres de son chef, et se rendre de Trautenau à Josephstadt, est surpris dans sa marche, près de Soor, par l'attaque de la 1re division de la Garde, dont, pas plus que le quartier-général autrichien, il ne paraît soupçonner le voisinage ?

Il faut donc le dire : Benedek n'était pas suffisamment renseigné ; ajoutons que c'est là l'histoire de bien des guerres passées, et que ce sera celle de bien des guerres futures ; car ce qu'il y a de plus difficile à obtenir en campagne, dès que les armées ennemies se rapprochent, ce sont des renseignements exacts. Les Prussiens n'en avaient pas de meilleurs : que n'a-t-on pas dit, en effet, sur la manière dont ils faisaient leurs reconnaissances ? Pourtant, dès que le jeu se resserre,

nous les surprenons en défaut, aussi bien que leurs adversaires. Le général de Moltke ne nous avoue-t-il pas que l'État-major prussien n'eut connaissance ni de la réunion des corps autrichiens sur le plateau de Dubenetz, ni de leur retraite sur Sadowa? N'écrit-il pas au général de Bonin, dans la nuit du 2 au 3 juillet, que, le lendemain 3, la 1re armée et l'armée de l'Elbe attaqueront sur les bords de la Bistritz les *trois* corps autrichiens, qui y sont postés? N'ajoute-t-il pas que l'on ne reconnût la présence de toutes les forces impériales sur les hauteurs de Sadowa qu'après l'échange des premiers coups de canon, le jour de la grande bataille? Enfin ne lisons-nous pas dans la brochure anonyme de Berlin, dont nous avons parlé au commencement de cette Étude, que la cavalerie prussienne ne fit rien pour donner des renseignements au quartier-royal avant Sadowa, qu'après la victoire elle ne fit rien de plus, et qu'elle perdit même le contact de l'ennemi [1]?

Mais revenons à notre récit; nous avons dit qu'entre cinq et six heures du soir Benedek avait expédié des ordres pour l'exécution de son plan. Ces ordres portaient : « L'armée en-« nemie est en ce moment divisée; quatre de ses corps, les 2e, « 3e, 4e et 8e ont envahi le nord-ouest de la Bohême et se rap-

[1] Ces faits donnent singulièrement raison à un officier général français, qui nous disait récemment : « Il y a trois phases dans l'histoire des guerres : « la préparation par les gouvernements ; la conception du plan stratégique, « qui regarde les généraux en chef; enfin, l'action au jour du combat, quand « les adversaires se joignent. Les deux premières opérations peuvent être « plus facilement combinées ; vous les avez, pour ainsi dire, dans la main ; « vous avez, en tout cas, le loisir de les préparer; mais il en est autrement « de la dernière, car là les renseignements vous manquent le plus souvent, « et un seul chef y commande d'ordinaire : c'est le général *Hasard*. »

« prochent de l'Iser ; tandis que le 1er est derrière Trautenau, « que les 5e et 6e, et *probablement* derrière eux la Garde, s'a- « vancent vers Nachod[1]. J'ai donc résolu de laisser les IVe « et Xe corps dans les environs de Josephstadt, et de me jeter « avec le reste de l'armée sur les quatre corps ennemis, « nommés tout d'abord. J'ordonne, en conséquence, pour le « 29 juin, ce qui suit : Le IIIe corps se mettra en marche, « comme avant-garde de l'armée, vers Gitschin ; il sera suivi « par les VIe, VIIIe, IIe, et par quatre divisions de cavalerie ; « le quartier-général se transportera à Miletin. Le 30, le « IIIe corps s'avancera vers Turnau, son avant-garde l'attein- « dra ; les autres corps suivront ; le quartier-général sera à « Gitschin. Turnau est au pouvoir de l'ennemi, qui a déjà « poussé aujourd'hui (28) des troupes sur Gitschin[2]. »

Dans les deux heures qui suivirent l'expédition de cet ordre, des troupes du VIIIe corps, repoussées par Steinmetz, atteignaient déjà Josephstadt, et des renseignements officiels et détaillés étaient donnés au commandant en chef sur le combat de Skalitz. Benedek, après cette communication, compléta les dispositions susdites en prescrivant aux Xe et IVe corps de former l'arrière-garde de l'armée impériale dans sa marche du 29 ; le Xe corps devait, en conséquence, se rapprocher du IVe. Mais, vers dix heures du soir, accourut un officier d'état-major parti de Pilnikau à deux heures et demie ; il rapportait les événements de la journée, et là né-

[1] Cette phrase, qui était dans les instructions du 27, ne fut pas changée, dit ici l'ouvrage autrichien, bien que, lors de l'envoi de la dépêche, il fût bien avéré au quartier-général que les deux armées ennemies avaient déjà fait de grands progrès.

[2] État-major autrichien.

cessité où s'était trouvé le général de Gablenz de battre en retraite sur Neuschloss : « Je puis me plaindre assurément, « terminait le rapport de ce général, d'avoir dû effectuer ce « mouvement rétrograde ; et les respectueuses observations « que je faisais, il y a quatre jours, pour indiquer le péril de « ma position à Trautenau, si Praussnitz n'était pas occupé, « ne se sont malheureusement que trop vérifiées [1]. »

De l'Iser arrivait également la nouvelle que le prince Frédéric-Charles précipitait sa marche. Quelles résolutions prit le commandant en chef à la suite de ces communications si graves? « Il fit donner l'avis aux III[e] et IV[e] corps de conduire la « marche du jour suivant avec prudence, et s'ils étaient atta- « qués par des forces supérieures, ils devaient s'arrêter et « attendre les ordres ultérieurs du quartier-général. Quant au « VI[e] corps, il devait exécuter sa marche par Ketzelsdorf [2]. » On n'a qu'à regarder ce point sur la rive *gauche* du fleuve pour se convaincre qu'au quartier autrichien on ne se faisait pas encore, même le 28 au soir, une juste idée de la situation. Cependant, après réflexion, on finit par se convaincre de la difficulté d'exécuter le fameux projet de marche sur l'Iser, et, dans la nuit du 28 au 29, un revirement complet parut se faire dans l'esprit du commandant en chef. Mais avant de l'indiquer, il nous paraît utile de donner ici des détails sur le combat de Soor, qui amena ce changement, et de parler de l'erreur de Praussnitz dont le général de Gablenz se plaignait à son che . C'est en effet un des points importants de la question.

[1] État-major autrichien.
[2] Ibid.

Combat de Soor [1]. — Gablenz, ainsi que nous l'avons dit précédemment, avait reçu le 28, à sept heures et demie du matin, l'ordre de se retirer sur Praussnitz-Kaile [2] et de prendre une position nouvelle. Il avait, en conséquence, dirigé la marche de son corps d'armée vers le Sud, et porté trois de ses brigades sur la route de Praussnitz, tandis que la quatrième (Grivicic) devait se diriger de Trautenau sur Raatsch, par Alt-Rognitz et Rudersdorf, afin d'y servir d'avant-garde contre Eipel ou d'agir sur le flanc droit de l'ennemi, s'il marchait sur Praussnitz-Kaile. Il comptait établir ses autres troupes sur les hauteurs Est de ce dernier point et de Burkersdorf, face à l'est. En adoptant ces dispositions, Gablenz supposait que ses communications avec Josephstadt, qu'il lui était important de conserver, seraient assurées par six bataillons et une demi-batterie du IVe corps, dont lui parlaient les dépêches. Il avait demandé ce renfort expressément au quartier-général dans la nuit du 27 au 28, et il lui avait été répondu, à deux heures du matin, que deux bataillons du IVe corps étaient envoyés à Praussnitz-Kaile; mais le matin du 28, en prescrivant au Xe corps de rétrograder sur ce village, on avait cru inutile d'y envoyer ces deux bataillons; on avait annulé leur ordre de marche, et l'on n'en avait pas donné avis au général de Gablenz.

C'était là une première cause d'erreur; mais, par suite d'une autre confusion, les quatre bataillons et la demi-batterie du même corps que ce général croyait établis sur ce point, étaient à Ober-Praussnitz, autre localité qui est sur la rive

[1] Dit de *Neu-Rognitz* et de *Rudersdorf* par les Autrichiens.

[2] Ou *Deutsch-Praussnitz*.

droite du fleuve, fort loin du champ de bataille. Une dépêche du général Fleischhaker, commandant une brigade du IVe corps, dépêche reçue le 27 au soir par Gablenz, lui parlait de ce détachement établi à Praussnitz, et le commandant du Xe corps en avait conclu qu'il s'agissait de Praussnitz-Kaile, qui l'intéressait si vivement[1].

Dès que son corps avait été mis en mouvement, le général de Gablenz s'était porté en toute hâte en avant pour placer dans une bonne position ces six bataillons et la demi-batterie qu'il croyait à Praussnitz-Kaile, afin de faire protéger la retraite de ses propres troupes. Mais, arrivé à Burkersdorf, il avait appris le voisinage de l'avant-garde de la 1re division de la Garde prussienne, et, l'action s'étant engagée, il n'avait pu pousser plus avant. Il comptait néanmoins toujours atteindre Praussnitz avec son monde, lorsqu'un officier du génie monté, qui arrivait de ce village, lui apprit qu'il ne contenait pas un seul soldat autrichien, mais bien des bataillons prussiens. La retraite n'était plus dès lors possible vers l'ouest; force fut donc de la diriger derrière l'Elbe, par la route de Pilnikau et de Neuschloss. Le général de Gablenz fit connaître l'état des choses à ses trois brigades les plus proches, et il envoya dire à la quatrième de rompre le combat et d'assurer au plus tôt sa réunion avec le corps d'armée. Cet ordre ne parvint pas au colonel Grivicic, qui était déjà fort engagé vers Rudersdorf, où il avait réussi d'abord à repousser les deux bataillons de la 2e division de la Garde envoyés contre

[1] Tout ceci est rapporté d'une façon fort différente par l'ouvrage prussien; mais nous adoptons naturellement la version autrichienne pour tout ce qui regarde l'armée impériale.

lui ; mais bientôt, pris de flanc et de dos par le reste de cette division, il fut blessé, et sa brigade entraînée dans un désordre inexprimable ; 2000 hommes seulement purent regagner Pilnikau ; le reste fut tué ou fait prisonnier.

Journée du 29. — Ce grave échec avait été annoncé à Benedek le 28, à huit heures du soir, et il commençait à penser, non sans raison, qu'avec des corps battus ou fatigués et découragés il lui serait difficile de se porter contre l'armée du prince Frédéric-Charles, sans être inquiété par celle du prince Royal, dont la concentration sur l'Elbe était désormais assurée. Il résolut alors de renoncer enfin à sa marche sur l'Iser, et de réunir l'armée dans la première position qu'il lui avait destinée. Il fit donc prescrire au III[e] corps, à onze heures du soir, de ne pas se mettre en mouvement le lendemain, au VI[e] de garder son poste de Daubrawitz, aux autres parties de l'armée de se borner à achever les marches commencées. Le 29 au matin, après avoir reçu la nouvelle de la défaite de Münchengrätz et de la retraite du corps austro-saxon, il régla la position de l'armée de la manière suivante :

Trois (II[e], VI[e], VIII[e]) et peut-être quatre corps d'armée[1], avec une division de cavalerie à leur gauche, et deux à leur droite, devaient se placer contre l'Elbe, sur les hauteurs de Daubrawitz, à Salnei ; le X[e] corps à Lititz, une division de cavalerie et la réserve d'artillerie à Gross-Bürglitz devaient composer la réserve. Le III[e] corps devait couvrir le flanc gauche de la position à Miletin, « où l'en« trée en ligne du prince de Saxe avec ses deux corps et ses

[1] Le IV[e], s'il était rejeté de Dolan.

« deux divisions de cavalerie devait avoir lieu le 30. » Suivaient les détails des mouvements de chaque corps, avec indication du quartier général à Dubenetz. Plusieurs fractions de l'armée autrichienne s'étaient mises en marche en vertu des ordres de la veille, qui les portaient vers Gitschin, lorsque les nouvelles instructions leur parvinrent; elles durent revenir sur leurs pas et prendre d'autres directions, ce qui ne fut pas sans action sur les résultats de ce jour. L'apparition de l'ennemi à Königinhof vint encore troubler la disposition des troupes impériales : on sait comment l'avant-garde du corps de la Garde prussienne, conduite par le colonel de Kessel, s'avança vers la ville, que traversaient depuis le matin les brigades du X[e] corps en retraite vers le Sud avec des troupes du IV[e], et comment cette avant-garde put enlever du même coup non-seulement Königinhof, mais les ponts qui assuraient le passage de l'Elbe à la 2[e] armée.

Du coté du Nord, un combat important s'engageait, entre trois heures et demie et cinq heures, à Gitschin; et le commandant du III[e] corps recevait de Clam-Gallas l'avis de la marche du prince Frédéric-Charles sur l'aile droite du corps austro-saxon, de la possibilité d'une attaque par la route de Sobotka, sur son aile gauche, et il était prié d'envoyer du secours de ce coté, si cela lui était possible. L'importance de la position occupée par le III[e] corps, à Miletin, sur le flanc de l'armée et l'impossibilité de faire arriver à Gitschin des renforts avant la nuit close ne permirent pas à l'archiduc Ernest de donner suite à cette demande; il dut néanmoins, dans la soirée, sur les nouvelles qui lui arrivaient de Kö-

niginhof, détacher deux de ses brigades vers ce dernier point [1].

On a vu enfin que, dans cette malheureuse journée du 29, non-seulement l'armée impériale était battue et menacée sur sa gauche et ses derrières par la défaite de Gitschin, sur son front par l'enlèvement des ponts de l'Elbe à Königinhof, mais que, sur sa droite, elle était encore mise en danger par le combat de Schweinschädel et par la retraite du IV[e] corps posté sur l'autre rive de l'Elbe. Tout, il faut bien le dire, accablait Benedek en ce moment et rendait sa position aussi périlleuse que possible; on peut s'en convaincre, en lisant dans la relation autrichienne de longs détails que cette courte étude ne peut qu'indiquer sur les instructions de toute sorte qui se multiplièrent à ce moment de crise; nous retrouvons là, comme dans toutes les opérations de guerre du reste, ces méprises, ces ordres non transmis ou arrivant trop tard, toutes choses qui n'arrivent jamais plus fréquemment que dans les moments difficiles.

Les Prussiens, que la fortune semblait avoir pris à sa suite, n'avaient pas, il est vrai, les mêmes mécomptes; et l'on vit leur bonheur se perpétuer au moment le plus critique de la campagne, lorsque l'officier envoyé, dans la nuit du 2 au 3 juillet, au prince Royal pour lui ordonner de se porter le lendemain matin sur Sadowa, accomplit sans encombre sa

[1] L'ouvrage autrichien dit, en note, que le général en chef, le soir du 29, était si peu fixé sur les points occupés par les X[e], VI[e] et III[e] corps, à la suite de leurs marches et contre-marches, qu'un officier d'état-major fut envoyé dans leur direction, pour s'assurer d'une façon positive de leur position.

mission, malgré les difficultés que lui créaient l'obscurité, la distance et le voisinage des patrouilles autrichiennes.

Journée du 30. — Nous voici à la fin de ces malheureux mouvements stratégiques de l'armée impériale ; ici les récriminations de l'ouvrage autrichien deviennent plus précises, aussi bien que plus vives, et il convient de les indiquer sommairement.

Benedek a voulu, en se portant de la Moravie dans la Bohême, concentrer son armée dans la position de Dubenetz ; pendant quelques jours, malgré la présence du prince Royal, il a persisté à aller au delà, afin de battre les Prussiens sur l'Iser. Il a dû, le 29 au matin, après Soor et Münchengrätz, renoncer à cette entreprise aventureuse, et en revenir à sa position de Dubenetz ; mais, le jour même où il parvenait à réunir la plus grande partie de ses troupes sur cette position, objet de ses premières combinaisons, les combats de Gitschin, de Königinhof et de Schweinschädel ne lui permettaient plus de la conserver sans danger. Il télégraphie en conséquence de Dubenetz à l'empereur : « Le Ier corps et les Saxons ont été refoulés ; cet échec m'o- « blige à reculer moi-même dans la direction de Königgrätz. » En effet, dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, à une heure du matin, la retraite de tous les corps impériaux vers cette forteresse commençait, « sans que les Prussiens eussent eu « connaissance ni de la marche du gros de l'armée autri- « chienne sur Dubenetz, ni de sa retraite pendant la nuit. A « partir de ce moment, dit le général de Moltke, les deux ar- « mées prussiennes étaient entièrement libres d'opérer leur

« jonction immédiate, si les circonstances faisaient juger cette « mesure nécessaire. On préféra les laisser séparées : cette di-« vision, sans danger au point de vue stratégique, avait de « grands avantages au point de vue tactique. Que l'on vînt à « rencontrer l'ennemi dans une position où l'on ne pourrait « pas le déloger, en l'attaquant seulement de front, et l'on « n'aurait réuni, en un seul tout, l'armée entière que pour être « obligé de la diviser de nouveau, si l'on voulait pouvoir exé-« cuter une attaque sur le flanc de cette position. Les armées « n'étant qu'à une petite journée de marche l'une de l'autre, « aucune d'elles n'était en danger, si l'ennemi venait à l'atta-« quer, parce qu'alors il serait lui-même pris en flanc par « l'autre[1]. »

Journée du 1er juillet. — L'armée autrichienne battit donc en retraite dans la nuit du 30 juin au 1er juillet. Ses divers corps encombrèrent les routes peu nombreuses qui conduisent de la position de Dubenetz à celle de Sadowa ; de là des lenteurs, des erreurs de toutes sortes, que compliquait encore une température défavorable. Heureusement pour elle, les ennemis ne troublèrent pas sa marche ; on vient de voir qu'ils ne soupçonnaient pas cette retraite ; l'ouvrage prussien témoigne au contraire que « l'on croyait au quartier-général « royal, que la plus grande partie de l'armée ennemie occu-« pait, en arrière de l'Elbe, une position dont les ailes s'ap-« puyaient aux places fortes de Josephstadt et de Königgrätz. « Il fallait donc, ou attaquer les Autrichiens dans cette posi-

[1] Nous rapportons au long cette citation du général de Moltke ; elle donne une idée assez nette de la tactique prussienne, qui comportait presque toujours une attaque de flanc.

« tion, ou manœuvrer de manière à les obliger à en sortir. » De là les ordres qui furent donnés, le 2, de Gitschin pour le 3 juillet. « Mais ils n'avaient pas reçu un commencement « d'exécution, que déjà arrivaient des renseignements faisant « connaître la véritable situation de l'armée autrichienne. » On ordonna en conséquence d'autres dispositions, qui menèrent à la bataille de Sadowa.

Mais quelle était cette situation? Nous allons la suivre dans l'ouvrage autrichien : le quartier-général de l'armée autrichienne s'était porté de Dubenetz à Königgrätz, à deux heures et demie du matin, le 1er juillet. Là, le feldzeugmeister, qui paraissait avoir perdu toute foi en lui-même, en son entourage, en son armée, en sa cause, reçut de l'Empereur un télégramme en réponse à la dépêche par laquelle il avait annoncé sa retraite, et il rencontra dans la place l'adjudant-général de Sa Majesté, le lieutenant-colonel de Beck, arrivé dans la nuit précédente, pour se rendre personnellement compte de l'état des choses. L'Empereur exprimait sa confiance dans le général en chef, malgré les revers des jours précédents et la retraite sur Königgrätz ; « mais les nobles « paroles de l'Empereur ne purent rendre au malheureux « commandant en chef le courage qu'il avait perdu, et sans « rien en dire à son entourage, il envoyait à onze heures et « demie, le 1er juillet, à l'Empereur ce télégramme :

« Je supplie instamment Votre Majesté de conclure la paix « à tout prix. Une catastrophe de l'armée est imminente. Le « lieutenant-colonel de Beck retourne à Vienne[1]. »

L'Empereur ne pouvait se rendre à un pareil désir ; il était

[1] État-major autrichien.

difficile d'admettre, en effet, que la situation fût à ce point désespérée, que l'on dût entrer en négociations, avant d'avoir tenté la fortune dans une grande et décisive bataille. Aussi Sa Majesté télégraphiait-elle à deux heures dix minutes après-midi : « Conclure la paix est impossible. J'ordonne (si cela est « praticable) d'exécuter la retraite dans le plus grand ordre. « Y a-t-il eu une bataille? » Le feldzeugmeister répondit par un long télégramme, à onze heures de la nuit : « que, de huit « corps, deux seuls étaient intacts après des combats par« tiels, sans bataille générale ; qu'ils étaient fatigués, man« quaient de beaucoup de choses, avaient fait de grosses per« tes par le fusil à aiguille, et en étaient fort impressionnés. « Qu'il avait dû pour toutes ces raisons, et après la débâcle du « corps austro-saxon, se replier en arrière ; qu'en route il avait « été témoin d'un tel désordre, qu'une attaque énergique de « l'adversaire, si elle eût été exécutée (et elle pouvait l'être en« core), avant que le Ier corps et les Saxons se fussent ralliés, « avant que l'armée se fût concentrée, devait aboutir cer« tainement à une catastrophe. Heureusement, l'ennemi ne « nous a pas suivis jusqu'à cette heure ; je laisserai donc de« main l'armée se reposer, et le convoi se retirer en arrière ; « mais je ne puis longtemps rester ici, parce que le manque « d'eau se fera sentir après-demain dans les bivouacs, et, « le 3, je battrai en retraite sur Pardubitz ; si je ne suis pas « débordé par l'ennemi sur les ailes, si je puis compter de « nouveau sur mes troupes, et que l'occasion de l'offensive se « présente, je le ferai ; mais du moins je m'efforcerai de « ramener aussi bien que possible l'armée sous Olmütz, et « d'exécuter, autant que mes forces me le permettront,

« mais avec un dévouement absolu, les ordres de Votre Ma-« jesté[1]. »

Journée du 2 juillet. — Le jour suivant, 2 juillet, à onze heures vingt-cinq minutes du matin, le chef d'état-major général de Henickstein télégraphiait à l'adjudant général de Sa Majesté : « J'espère que les impressions du lieutenant-« colonel de Beck auront été modifiées par le télégramme de « cette nuit du feldzeugmeister ; je vous prie d'agir dans ce « sens. Le lieutenant-colonel était précisément parmi nous « au plus mauvais moment ; tout peut encore s'arranger. »

Mais, avant la réception de ce télégramme, l'Empereur avait prescrit la destitution des généraux de Henickstein, Krismanic[2], Clam-Gallas, et leur envoi immédiat à Vienne. C'étaient les victimes destinées à payer rançon de toutes les fautes ou de tous les malheurs de la campagne. Le général Baumgarten prit les fonctions de chef d'état-major général. Quant à Benedek, ainsi que le montre la dépêche précédente, il voyait maintenant la situation de l'armée sous un jour un peu moins sombre. Le 2 juillet, à midi, il réunit tous les chefs de l'armée à son quartier-général. Chacun d'eux espérait entendre dans cette réunion d'importantes communications sur la manière dont seraient conduites les opérations ultérieures ; le feldzeugmeister, paraît-il, ne parla que du service intérieur, de la discipline, de la nécessité de relever le moral des troupes, etc. ; puis, en terminant, il déclara qu'il avait l'intention de laisser l'armée se reposer un jour dans cette position A quoi le général Edels-

[1] État-major autrichien.
[2] L'auteur du plan, dont il est parlé au commencement de cette Étude.

heim aurait répliqué que l'on avait certainement besoin de repos, mais que, le soir ou assurément le lendemain, l'ennemi viendrait attaquer. Benedek ne répondit rien, recommanda d'envoyer des patrouilles au loin en reconnaissance, et l'on se sépara sans savoir s'il entrait dans la pensée du chef de livrer bataille en avant de l'Elbe.

Il avait toutefois pris son parti, car il télégraphiait à trois heures et demie à l'Empereur : « L'armée restera demain « dans sa position de Königgrätz; ce repos d'un jour et un « ravitaillement abondant ont produit un bon effet. J'espère « ne pas être obligé de reculer davantage. » Dès le 1er juillet au soir, dans la pensée d'une attaque de l'ennemi, il avait ordonné au chef du génie de construire quelques ouvrages entre Nedelist et Lipa[1]; on pouvait donc supposer qu'il avait l'intention d'accepter la bataille au besoin en avant de l'Elbe; et cependant, aucune communication ne fut faite jusqu'au soir aux commandants de corps, pour les engager à prendre les dispositions nécessaires. On ne pouvait douter que l'ennemi n'attaquât le jour suivant, car des avis dans ce sens étaient envoyés de tous côtés, et, bien qu'ils fussent incomplets, ils indiquaient tout au moins que les avant-gardes prussiennes étaient déjà rapprochées de l'armée autrichienne, et qu'il fallait penser aux dispositions de combat, si l'on était décidé à attendre le choc de ses adversaires. Ce choc eut lieu le lendemain 3 juillet; il fut décisif; et il nous reste à étudier cette grande bataille de Sadowa dans les deux documents officiels.

[1] On construisit sept retranchements, numérotés de I à VII, entre Sendrasitz et Lipa.

Bataille de Sadowa ou de Königgrätz

(3 juillet.)

Ce fut seulement dans la nuit du 2 au 3 juillet, à deux heures du matin, que des courriers allèrent porter aux commandants des corps autrichiens des ordres, dont voici la substance :

Königgrätz, 2 juillet, onze heures du soir.

« D'après la position de l'ennemi, une attaque paraît possible pour demain, et, selon toutes probabilités, le corps saxon sera le plus exposé. En conséquence, ce corps devra occuper les hauteurs de Popowitz et de Tresowitz, l'aile gauche un peu recourbée en arrière, et couverte par sa cavalerie; des avant-postes seront portés au loin, en avant du front. A gauche des Saxons, et un peu en arrière, à l'aile gauche extrême, à Problus et à Prim, la 1re division de cavalerie légère occupera un terrain propre à son action. Le Xe corps se placera à droite du corps saxon, puis le IIIe sur les hauteurs de Lipa et de Chlum, et le VIIIe près et derrière les Saxons, pour leur servir de réserve.

« Tant que l'attaque restera limitée à notre aile gauche, les troupes non désignées ci-dessus devront se tenir prêtes à agir. Mais si l'ennemi s'étendait vers notre centre ou se dirigeait sur l'aile droite, l'armée entière s'avancerait alors dans l'ordre suivant : Le IVe corps marcherait à droite du IIIe sur les hauteurs entre Chlum et Nedelist, et le IIe se tiendrait à côté de lui, formant la droite extrême; la 2e division de cavalerie derrière Nedelist; le VIe corps sur les hauteurs de Wsestar, et le Ier à Rosnitz, tous deux en colonnes ser-

« rées ; les 1re et 3e divisions de cavalerie de réserve à Sweti, « et la 2e à Briza. Dans la deuxième hypothèse de l'instruc- « tion, celle d'une attaque générale, les Ier et VIe corps, les « cinq divisions de cavalerie et la réserve d'artillerie, placée « en arrière, formeront sous ma direction exclusive la réserve « générale.

« Demain matin, l'armée tout entière doit être prête à « combattre ; le corps qui sera attaqué le premier le fera sa- « voir sans délai à ses voisins... Dès que l'ordre de battre en « retraite aura été donné, le IIe et le IVe corps devront faire « jeter des ponts de bateaux sur l'Elbe ; le IIe deux à Lochenitz « et Predmeritz ; le IVe autant à Placka... Le Ier corps en fera « immédiatement jeter un sur l'Adler, à Swinar... Une in- « struction spéciale sera donnée demain pour le cas où l'on « marcherait en retraite. »

L'instruction annoncée indiquait aux différents corps les ponts qui leur étaient affectés ; mais plusieurs affirmèrent ne point l'avoir reçue.

Position sur la Bistritz. — L'ouvrage autrichien critique ici la position choisie par Benedek, et aussi celle qu'on aurait pu prendre derrière l'Elbe, entre Josephstadt et Königgrætz[1]; il déclare que le point, sur lequel on eût été en mesure de recevoir la bataille dans les conditions les plus favorables, était celui de Pardubitz. Benedek y aurait pensé, mais il en revint bientôt à l'idée de supporter le choc de l'ennemi en avant de l'Elbe, entre ce fleuve et la Bistritz, à

[1] Celle que les Prussiens supposaient avoir été prise par leurs adversaires.

cheval sur la chaussée de Gitschin à Königgrätz. C'était courir le danger grave d'avoir à se défendre de trois cotés à la fois ; mais la nature du terrain assez favorable à la tactique pouvait à la rigueur motiver la détermination du général en chef autrichien. En effet, la Bistritz, qui ne peut pas être passée facilement sans ponts, et dont de fortes pluies, récemment survenues, avaient fait un obstacle assez important, couvrait le front vers l'ouest. Au nord, l'accès de la position n'était ouvert que dans un espace d'environ six kilomètres entre cette rivière vers Benatek, et la Trotinka [1] à Racitz. « Ce dernier ruisseau de la Trotinka était lui-« même un excellent point d'appui pour une aile, car son « fond est marécageux, et pour se garantir complétement de « ce côté, on n'avait qu'à occuper le défilé que forment la « route et le chemin de fer auprès du moulin de la Trotinka [2]. » Des hauteurs, couvertes de nombreux villages, et praticables pour toutes les armes, remplissent l'espace entre les divers cours d'eau ci-dessus désignés. Les plus élevées suivent la ligne Hradek-Problus, Lipa-Chlum, Maslowed-Horenowes ; elles descendent en pentes rapides et courtes vers l'ouest et le nord, mais gagnent doucement l'Elbe au sud, si bien qu'entre les villages de Charbusitz, Rosnitz, Wsestar, Sweti et Nedelist, le pays est à peu près plat. Enfin, entre

[1] La carte prussienne donne le nom de *Trotina* au ruisseau qui passe par Racitz et débouche dans l'Elbe au-dessous du village de Trotina, et elle applique celui de *Trotinka* à un affluent de gauche de ce premier ruisseau. La carte autrichienne, désignant par ce dernier nom le cours d'eau jusqu'à son confluent avec le fleuve, nous adoptons cette dénomination plus généralement usitée.

[2] État-major prussien.

Lipa et Wsestar, la chaussée est dans un fond dominé de tous côtés.

La lutte sur ce terrain pouvait cependant être favorable à l'armée autrichienne, si l'on y prenait d'habiles dispositions; il fallait tout d'abord protéger les flancs par des forces imposantes, car une attaque de l'ennemi de ces côtés devait rendre inutile pour les Impériaux tout succès, obtenu par eux, sur leur front, vers Sadowa. Or, sur ces flancs, la ligne de la Trotinka, de l'Elbe à Racitz, puis le ruisseau de Racitz à Benatek par Horenowes au nord, et le pont de Nechanitz, au sud, étaient dans des conditions favorables pour la défense; et l'ouvrage autrichien pense que l'on aurait dû placer, sur chacune des ailes, deux corps, en établir un cinquième au centre avec une nombreuse artillerie, et conserver les trois autres corps à Problus, Lipa et Maslowed, pour les porter sur les points où leur présence pourrait être nécessaire; il ajoute que trois ou quatre des six divisions de cavalerie de l'armée austro-saxonne auraient pu inquiéter avec succès le flanc droit de l'adversaire à l'ouest de la Bistritz.

Plan des Prussiens. — Cependant, le roi de Prusse avait décidé que toutes ses troupes attaqueraient les Autrichiens à Sadowa, qu'ils y fussent concentrés en totalité, ou seulement en partie [1]. La 1re armée devait se porter de bonne heure

[1] Les Prussiens ne croyaient pas d'ailleurs avoir devant eux toute l'armée autrichienne; le général de Moltke écrivait, en effet, au général de Bonin, dans la nuit du 2 au 3 : « Il est probable qu'une rencontre aura lieu demain « de grand matin *avec trois corps* ennemis sur la Bistritz, du côté de « Sadowa, etc. »

sur ce village au centre, et l'armée de l'Elbe avait l'ordre de s'approcher des Saxons sur la gauche des Impériaux, tandis que la 2e armée, arrivant sur leur droite, devait achever de les envelopper et de les tourner. On a vu avec quel bonheur l'officier, envoyé de Grischin à Königinhof, parvint au quartier du prince Royal, à quatre heures du matin, et put lui communiquer cet ordre important, duquel dépendait tout le succès de la journée.

Quoi qu'il en soit, l'entreprise était encore assez hasardée, car le prince Royal ne pouvait arriver qu'assez tard sur le champ de bataille ; il eût été dès lors nécessaire de ne pas se hâter d'engager au commencement de la journée l'armée du prince Frédéric-Charles. L'ouvrage prussien, qui veut parer le reproche, prétend « que le centre « prussien n'était pas menacé vers onze heures ; que la 5e et « la 6e divisions, ainsi que le corps de cavalerie, formaient en- « core de ce côté une réserve suffisante, et que, quand bien « même le centre aurait été obligé de plier, l'arrivée de la « 2e armée aurait toujours décidé de la bataille. Plusieurs « heures, il est vrai, pouvaient se passer avant l'entrée en « ligne de toutes les forces du prince Royal, mais le général de « Bonin avait reçu du quartier-général avis direct du mouve- « ment des armées prussiennes, et l'on croyait pouvoir dès « lors compter sur l'apparition prochaine du 1er corps aux « environs de Sadowa. Le commandant de ce corps crut « devoir attendre, avant de se mettre en mouvement, les « ordres du prince Royal ; et par le fait, à huit heures, au « moment par conséquent où la 1re armée et l'armée de « l'Elbe étaient déjà engagées sur la Bistritz, il n'y avait en-

le bois de Sadowa[1], partie à Unter-Dohalitz. L'ancienne brigade Grivicic, de trois bataillons mixtes, était à sa gauche à Dohalicka, avec la réserve d'artillerie du corps et trois escadrons de uhlans; enfin, plus à gauche, la brigade de Wimpffen gardait Mokrowous, ce qui ne laissait que la brigade Mondl sur l'emplacement assigné au Xe corps.

A la droite de ce dernier, le IIIe complétait, à cheval sur la route et sur les hauteurs de Lipa, la défense du centre; il avait dirigé la brigade Prochaska sur Sadowa avec des uhlans, et le reste était établi : la brigade Kirschberg, à gauche de la route; la brigade Benedek se reliant à celle-ci et gagnant Chlum; enfin la brigade Appiano, plus à droite encore, occupait le bois de Chlum, et par ses avant-gardes reliait la brigade Prochaska aux postes avancés du IVe corps.

A l'aile droite, le IVe corps, n'ayant trouvé aucune position défensive entre Chlum et Nedelist où il devait s'établir, crut devoir aller appuyer sa droite à Maslowed, mieux disposé pour la défense. Il changea ainsi l'ordre de bataille primitif, parce que, de la crête qu'il devait occuper tout d'abord, il n'avait aucune vue sur le terrain situé en avant de Maslowed et d'Horenowes, et aussi parce que ses avant-postes étaient déjà aux prises avec la 7e division prussienne, venant de Cerekwitz. Le IIe corps ne gagna pas davantage sa place dans le fond entre Nedelist et l'Elbe, car il eût laissé ainsi à l'ennemi les hauteurs de Sendrasitz, ce qui eût rendu la situation de l'armée fort périlleuse. Entraîné d'ailleurs par le mouve-

[1] Ce bois est dit aussi *Hola-Wald*. Il forme un carré à peu près régulier de 900 mètres de côté; le long de la route, il est formé de grands sapins et d'arbres de haute futaie; le reste est en taillis fort épais.

ment du IV[e] corps, il alla se placer à sa droite sur les hauteurs d'Horenowes, laissant une brigade vers Trotina; il se trouvait ainsi, vers neuf heures et demie, dans une excellente position, d'où, avec son infanterie bien abritée et son artillerie sur les crêtes, commandant les lignes que devaient suivre les colonnes du prince Royal, il eût pu à merveille, de concert avec le IV[e] corps, s'opposer à leur marche. Mais, pour obtenir ce résultat, il était indispensable que tous deux conservassent leur front tourné vers le nord.

Tout au contraire, l'opiniâtreté avec laquelle la division Fransecky chercha à enlever le bois de Benatek [1], à l'ouest de Maslowed, amena ces deux corps à se porter de plus en plus à gauche, à faire front vers l'ouest, et il en résulta qu'au lieu de former une ligne en potence face à l'ouest et au nord, ainsi que l'avait prescrit le commandant en chef, les six corps de la première ligne autrichienne se trouvèrent bientôt presque en ligne droite et tournés vers l'ouest, de Prim par Lipa à Horenowes, sur une étendue d'une douzaine de kilomètres environ. Il s'ensuivit encore que la ligne importante d'Horenowes ne se trouva plus sur le front, mais bien sur le flanc droit des deux

[1] C'est le nom donné, dans les relations de l'époque, au bois situé entre Benatek, Maslowed et Cistowes, et qui fut si énergiquement attaqué par le général Fransecky. Les Prussiens l'appellent *bois de Maslowed*; les Autrichiens le désignent sous le nom de *Swiep-Wald*. « Il n'était pas marqué « sur les cartes, dit le général de Moltke, en sorte que l'on n'avait aucune « donnée sur son étendue et sa profondeur; il a environ 1650 mètres de « long de l'est à l'ouest, sur 1 000 de large du sud au nord, et couronne une « hauteur à pentes rapides, coupée par de nombreux ravins; cette colline s'a- « baisse vers la Bistritz, en versant plus doux que du côté opposé. La partie « sud-est était, au moment de la guerre, en pleine exploitation; des coupes « de bois, disposées en tas, se trouvaient de ce côté: le reste de l'enceinte « était de haute futaie. »

corps, qui formaient l'aile de ce côté, et qu'enfin la communication conduisant sur les derrières de l'armée, par Racitz et Sendrasitz, fut faiblement occupée : quant au passage de la Trotinka au village de Trotina, il était mieux surveillé, mais pas assez défendu pour un point situé à si peu de distance des ponts de l'Elbe. La brigade Henriquez, du II[e] corps, soutenue de la 2[e] division de cavalerie légère, tenait cette extrême droite.

En dernier lieu, *la réserve principale* se composait de deux corps d'armée, les VI[e] et I[er], établis en colonnes serrées en masse à quatre kilomètres en arrière du centre de la position, et à gauche de la route. Le VI[e] corps avait été dirigé vers Langenhof, dans le fond au sud-ouest de ce village, le I[er] corps à sa gauche ; la 1[re] division de cavalerie de réserve, à sa droite, de l'autre côté de la chaussée ; la 2[e] division de cette même cavalerie, au sud-ouest de Briza ; enfin la troisième, à l'ouest de Langenhof, où elle se porta vers dix heures, après avoir exécuté plusieurs mouvements sur le champ de bataille.

Telles étaient les mesures adoptées par Benedek pour cette importante journée ; lui-même était monté à cheval vers sept heures et demie, au premier bruit du canon, et du faubourg de Königgrätz, où il était alors, il s'était porté au galop vers la route de Sadowa. Il était accompagné de son nouveau chef d'état-major général « qui ne pouvait qu'à ce moment prendre connaissance des dispositions prescrites par le commandant en chef, et étudier le terrain sur lequel allait agir « l'armée. Vers huit heures et demie, le feldzeugmeister Benedek atteignait les hauteurs entre Chlum et Lipa, avec tout

« son état-major, dans lequel étaient encore les généraux dis-
« graciés Henikstein et Krismanic, et il se tint à peu près
« toute la journée sur ce point dominant, au centre de sa
« ligne de bataille [1]. »

Le temps demeura sombre tout le jour; il pleuvait; d'épaisses nuées qui remplissaient les vallons, et la fumée, qui restait attachée en gros nuages aux flancs des collines, servirent à dissimuler les premiers mouvements des Prussiens. Ils s'avançaient de toutes parts au nombre de 220 000 hommes environ, dont 124 000 seulement devaient agir jusqu'à midi contre 215 000 [2] Austro-Saxons, soutenus de sept cent soixante et dix pièces d'artillerie. « Jusque-là, ils avaient été « vainqueurs, avaient appris à connaître toute la valeur de « leur armement, et pouvaient marcher au combat avec une « grande fierté et beaucoup de confiance en eux-mêmes. « Quant à l'armée impériale, malgré la mauvaise fortune qui « s'était attachée à elle dans les premiers jours de la cam- « pagne, elle n'était pas abattue; de tous temps, elle a eu la « réputation devenue proverbiale de ténacité dans les cir- « constances difficiles, et elle était encore, dans cette jour- « née de Sadowa, pleine de bonne volonté et capable de bien « accomplir son devoir [3]. »

Combat sur la Bistritz. — Le centre et l'aile droite prussienne s'approchèrent à la fois de la Bistritz de sept heures et demie à huit heures; à la gauche de la 1re armée, la 7e di-

[1] État-major autrichien.
[2] L'ouvrage autrichien sur ces 215 000 hommes, n'indique comme combattants effectifs que 156 000 fantassins et 21 000 cavaliers avec 712 pièces.
[3] État-major autrichien.

vision s'avança en même temps de Cerekwitz, et ainsi le combat s'engagea sur tout le front couvert par cette rivière. Un feu violent d'artillerie prépara l'action jusqu'à neuf heures ; puis, *la* 1re *armée* marcha en échelons, la gauche en avant, protégée sur le flanc gauche par la brigade de cavalerie du général de Bismark, et soutenue en réserve par les 5ᵉ et 6ᵉ divisions d'infanterie et le corps de cavalerie tout entier : la 7ᵉ division prussienne se porta sur Benatek ; la 8ᵉ franchit la rivière en face de Sowetitz, et, n'ayant rencontré aucun ennemi dans le petit bois de Skalka, tourna aussitôt à droite vers celui de Sadowa, et l'occupa après avoir détaché deux bataillons à Benatek. La brigade Prochaska, du IIIᵉ corps, qui était placée devant elle, avait ordre de ne livrer qu'un combat d'arrière-garde, et de ne pas offrir une trop longue résistance à des forces supérieures ; elle se vit menacée sur son flanc droit par cette marche des Prussiens, et se hâta de battre en retraite par le bois de Sadowa ; à côté d'elle, la brigade Appiano en fit autant, évacua le bois de Benatek, que deux corps autrichiens allaient bientôt mettre tant d'acharnement à reprendre sur la division prussienne Fransecky, et se replia également en arrière; le IIIᵉ corps, rejoint ainsi par ses avant-postes, se trouva réuni vers dix heures dans sa position de combat, sur les hauteurs entre Lipa et Chlum.

Plus à droite, les 3ᵉ et 4ᵉ divisions prussiennes marchaient également sur la Bistritz, sur les bords de laquelle s'établissaient les brigades Knebel et de Wimpffen, du IVᵉ corps, au moment même où celles du IIIᵉ commençaient à s'en éloigner, ainsi que nous venons de le dire. La 3ᵉ division se porta en

force sur Mokrowous et Dohalicka, et s'en empara, contraignant ainsi la brigade de Wimpffen à battre en retraite vers dix heures devant des forces supérieures. Découverte à gauche par ce mouvement, comme elle l'était déjà sur la droite par la retraite des avant-postes du IIIe corps, retraite qui avait permis à la 8e division prussienne de se porter sur ses derrières, la dernière brigade autrichienne, restée au centre, celle du général Knebel, dut se retirer à son tour devant la 4e division ennemie, qui, s'avançant sur son front, occupait Unter-Dohalitz et la fabrique de sucre. Le général Knebel vint s'établir sur les hauteurs nord-ouest de Langenhof, où le général Gablenz eut ainsi tout son corps massé vers dix heures et demie. Une demi-heure plus tard, les deux corps autrichiens du centre, les IIIe et X^e, réunis sur une forte position, étaient couverts sur leur front par cent soixante pièces, et accablaient d'obus leurs adversaires, qui, parvenus à la lisière du bois de Sadowa, cherchaient à en déboucher. Les Prussiens n'avaient à leur opposer que cent trente-deux pièces, placées dans des positions moins bonnes; aussi les trois divisions, qu'ils avaient portées sur la rive gauche de la Bistritz, se trouvèrent-elles bientôt dans une position si difficile, qu'elles ne pouvaient longtemps s'y tenir; mais en vain s'efforcèrent-elles de se porter en avant sur Langenhof; refoulées par le feu formidable de l'artillerie autrichienne, elles durent se borner à se mettre, autant que possible, sous la protection de leurs propres pièces, qui soutenaient un duel inégal avec celles de leurs adversaires.

Du côté de *l'armée de l'Elbe*, bien que les premières troupes du général Herwarth eussent atteint la Bistritz à huit

heures à Nechanitz, les événements se bornaient, jusqu'à onze heures, à un combat d'avant-garde et à un échange de boulets de canon. Le général prussien, après avoir cherché en vain un passage pour ses trois divisions, n'avait trouvé de favorable que celui de Nechanitz, village que les Saxons avaient évacué à son approche. Les Prussiens avaient aussitôt réparé le pont avec des portes enlevées aux maisons du village, et une partie de leur avant-garde avait franchi la Bistritz. Plus en amont, le reste de cette troupe passant, tantôt à gué, tantôt à la nage, cette rivière qui, en certains endroits, a près d'un mètre et demi de profondeur, avait enlevé le village de Lubno, tandis qu'un troisième détachement traversait le même obstacle en aval de Nechanitz ; puis, les trois têtes de colonne se portèrent en avant et s'établirent, vers onze heures, de Lubno à Hradek, en passant par un retranchement que les Saxons avaient élevé pour y abriter une batterie. Aussitôt, en arrière de cette espèce de tête de pont, formée par l'avant-garde, la division Canstein (15e) se déploya sur la rive gauche de la Bistritz. Mais, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer plus haut, le gros de l'armée de l'Elbe ne pouvant arriver que par le seul défilé de Nechanitz[1], son action sur l'aile austro-saxonne était, pour ainsi dire, nulle encore vers midi, au moment où le centre prussien était dans une situation si critique.

Quant *au corps de cavalerie* de la 1re armée, sur lequel

[1] On se demande pourquoi les bataillons de pontonniers, attachés à chaque corps d'armée, ne jetèrent pas plusieurs ponts sur la Bistritz de Sadowa à Nechanitz, afin de faciliter le passage des troupes d'infanterie et de cavalerie, et aussi afin d'assurer au besoin la retraite.

on comptait beaucoup pour cette journée, il était établi à Sucha, sur la rive droite de la Bistritz, entre la 1re armée et l'armée de l'Elbe. Pour rapprocher cette force imposante du théâtre de l'action, « le prince Albert fit demander, à dix « heures et demie, au commandant en chef de lui faire passer « la rivière ; quelques instants après, il reçut l'ordre d'ap- « puyer l'armée de l'Elbe ; c'était une méprise, car le général « Herwarth n'avait donné aucun ordre de cette nature ; le « prince se détermina, pour ce motif, à détacher la division « de cavalerie Alvensleben vers la droite, ce qui était complé- « tement opposé aux vues du commandant en chef des forces « prussiennes ; à cette nouvelle, le prince Frédéric-Charles « fit diriger sur Sadowa la 2e division de ce corps (Hahn). « Ainsi, pendant toute la marche de la 1re armée, on n'avait « réussi qu'au prix des plus grands efforts à tenir cette masse « de cavalerie bien concentrée, et, au jour de la bataille dé- « cisive, alors qu'il pouvait être le plus utile de l'avoir tout « entière sous la main, on devait la trouver partagée en deux « tronçons, par suite d'un malentendu [1], » que n'explique pas l'ouvrage prussien.

Il était midi; les Autrichiens avaient évidemment l'avantage du nombre et du terrain dans le combat d'artillerie qui s'engageait au centre : en face d'eux, la 3e division prussienne était à Mokrowous et Dohalicka; la 4e, derrière la 8e, à Sadowa; le gros était près du bois, la gauche à la chaussée, la droite à Dohalitz; les 5e et 6e divisions, près de la Bistritz, formaient la réserve des 3e et 4e. La situation des Prussiens sur ce point im-

[1] État-major prussien.

portant du champ de bataille était d'autant plus aventurée, qu'on ne savait pas si la 2e armée s'approchait du champ de bataille, et si la droite avait fait quelques progrès. Quant à la position de la 7e division, elle était également périlleuse ; elle avait tout d'abord repoussé les Autrichiens du bois de Benatek, mais bientôt elle en avait été repoussée à son tour, par les efforts réunis des IVe et IIe corps. « Il résultait de tout « cela pour le commandement en chef de l'armée royale de pé« nibles angoisses ; c'était l'effet de la hâte par trop vive avec « laquelle on s'était lancé au combat, en fractions séparées les « unes des autres[1]. » On y résolut, pour maintenir la position en avant de la rivière, de faire franchir la Bistritz aux dernières réserves, les 5e et 6e divisions, à Dohalitz et à Sadowa, et de porter toute l'artillerie disponible vers le Roskos-Berg, sur la rive droite, afin d'être prêt à tout événement. A l'arrivée des 5e et 6e divisions, les Prussiens essayèrent encore de déboucher du bois de Sadowa, et de se précipiter vers Lipa ; mais ils franchissaient à peine la lisière, qu'ils furent accueillis par un feu violent d'artillerie et durent encore rétrograder avec de grandes pertes ; la 8e division, particulièrement la 15e brigade, souffrirent à ce point que cette dernière dut être reportée en arrière sur l'autre rive, près du Roskos-Berg.

Au quartier-impérial, on avait, à cette même heure de midi, l'impression que le succès pouvait être assuré ; « on parlait « même de marcher en avant au centre et de se faire jour au « travers de toute la ligne ennemie. Cette pensée de franchir « la Bistritz à Sadowa avait à ce moment peu de chance de

[1] État-major autrichien.

« succès. Il était impossible de supposer, en effet, que presque « toutes les forces disponibles ennemies fussent engagées de « Nechanitz à Benatek; et l'on devait admettre que d'impor« tantes réserves se trouvaient au nord ou au nord-ouest; or, « qu'elles intervinssent par la route de Königinhof et de Grad« litz, ou encore dans la direction de Miletin, on devait, en se « portant en avant, se trouver sérieusement aux prises avec « elles. Mais les IVe et IIe corps autrichiens, ayant eu à soute« nir une lutte opiniâtre dans le bois de Benatek, n'auraient pas « été en état d'opposer une longue résistance à des troupes « fraîches; et dès lors, l'armée impériale aurait éprouvé autant « de difficultés à attaquer les hauteurs de Dub, que les Prus« siens à attaquer celles de Lipa et de Langenhof [1]. » Le mieux eût été par conséquent « de rester sur la défensive; « et puisque, selon toute apparence, le centre était en état de « résister, il fallait s'attacher à renforcer les ailes le plus pos« sible; car, d'après la forme adoptée pour la ligne de bataille « autrichienne, un succès de l'adversaire sur l'une de ces « ailes devait nécessairement tout remettre en question [2]. »

« Cependant, *entre une heure et demie et deux heures*, on « commençait à se demander sérieusement au quartier-géné« ral prussien ce qu'il restait à faire; on ignorait, sur ce point, « que les deux ailes de l'armée s'étaient beaucoup approchées « des Autrichiens, et l'on pensait que le général Herwarth n'a« vait pas pu franchir la Bistritz, que le prince Royal était en« core trop loin pour soutenir le centre écrasé par l'artillerie « autrichienne, et que, dès lors, il était impossible de tenir da-

[1] Etat-major autrichien.
[2] Ibid.

« vantage ; on parlait donc de retirer ce centre du théâtre du « combat ; et c'était, paraît-il, résolution prise. Mais, vers deux « heures, on vint annoncer que la 2e armée était entrée en « action ; et l'espérance remplaça vite l'anxiété qui jusque-là « avait dominé tous les cœurs sur la hauteur de Dub [1]. »

Du côté où paraissait, vers midi, ce secours si impatiemment attendu, le général Fransecky avait lutté avec acharnement pour l'occupation du bois de Benatek, qui, « à dire vrai, « n'était pas bien nécessaire aux Autrichiens ; car c'était un « petit taillis, dont la lisière méridionale n'était qu'à 2500 pas « de la hauteur de Chlum [2]. » Il était donc facile à l'artillerie impériale de l'inonder de projectiles et de rendre impossible le débouché des colonnes prussiennes. Quoi qu'il en soit, la possession de ce bois coûta beaucoup de sang, et fut très-préjudiciable aux Autrichiens ; ils s'y laissèrent entraîner, malgré les intentions du feldzeugmeister, avec deux corps, qui faisaient ainsi face à l'ouest, au lieu de regarder le nord, d'où devait fondre l'orage ; ces corps s'affaiblirent ainsi dans des efforts qui eussent pu être mieux dépensés. Ils avaient réussi à enlever le bois, il est vrai, « mais au prix de quels « sacrifices ! et au moment où la 7e division était rejetée sur « le village de Benatek, voici que le prince Royal s'avançait « à grands pas du champ de bataille avec sa 1re division de « la Garde, et qu'il trouvait, presque dégarnis de troupes, les « passages qui donnaient accès sur les derrières de l'armée « autrichienne depuis Horenowes par Racitz jusqu'à Trotina [3]. »

[1] Etat-major autrichien.
[2] Ibid.
[3] Ibid.

Quant à la 7ᵉ division, elle était décimée ; mais, dit la relation prussienne, « peu importait ; par son sacrifice, elle avait « rempli un rôle qui devait être décisif, car elle avait attiré « sur elle seule, et contenu, par sa solidité, deux corps d'armée ennemis. »

L'ouvrage autrichien fait remarquer ici qu'il ne serait pas juste de faire peser uniquement sur les chefs des IIᵉ et IVᵉ corps la responsabilité de l'attaque dans le bois de Benatek, et que le commandant en chef, sachant mieux qu'eux combien il importait de conserver la direction première donnée à leurs troupes, aurait dû veiller à ce qu'elle fût maintenue ; qu'il n'était pas d'ailleurs suffisant de leur donner cette instruction vague de se placer entre Chlum et l'Elbe. De plus, dès que l'on s'aperçut de leur erreur, c'est-à-dire de leur marche au nord du côté de Maslowed et de Horenowes, on aurait dû ou les faire rétrograder, ou mieux encore, puisqu'ils devaient avoir de bonnes raisons pour rester en avant, les prévenir de l'importance de se maintenir avec fermeté près de ces deux villages, de faire toujours face au nord, d'éclairer, autant que possible, le terrain sur leur front, et de s'opposer de toutes leurs forces à une attaque faite par l'ennemi dans cette direction. Il eût fallu surtout dire aux commandants de ces corps qu'il n'était nullement nécessaire de reprendre le bois de Benatek, s'il tombait au pouvoir du général Fransecky ; qu'il suffisait au IVᵉ corps de tenir son front généralement tourné vers le nord, et par son feu d'empêcher ce général de rester dans le bois, ou d'en sortir en l'accablant à coups de canon des hauteurs de Lipa et de Chlum. Au lieu de cela, on laissa l'action s'y engager peu à

peu ; le IVe corps d'abord s'en était emparé, puis, après des pertes effroyables, en avait été repoussé par les Prussiens qui, grâce à leur fusil à aiguille, et s'avançant lentement à l'abri des arbres, écrasaient les Autrichiens de leur feu rapide et sûr. Le IIe corps vint au secours du IVe avec deux brigades ; elles arrachèrent, à midi, cette position aux douze bataillons de Fransecky et à deux autres de la division Horn, qui la défendaient. Mais, à ce moment aussi, l'approche de fortes colonnes ennemies du côté du nord fut annoncée au commandant du IIe corps, qui ordonna aussitôt à la brigade Henriquez de s'établir sur les hauteurs de Sendrasitz, en face de Trotina, tandis qu'une partie de la brigade Thom occupait plus haut Racitz et le petit bois qui est au sud de ce village. « A ce moment important et décisif de la journée, des « cinquante-neuf bataillons qui devaient former la droite au« trichienne, quarante-neuf se trouvaient réunis autour de « Maslowed et d'Horenowes, et treize seulement d'entre eux « étaient intacts, le reste étant engagé ou ayant été épuisé dans « les efforts précédents ; ces quarante-neuf bataillons avaient « le front tourné vers l'ouest ; et, pour la surveillance et la dé« fense des six kilomètres qui s'étendent d'Horenowes à Tro« tina par Racitz, dans cet espace par lequel les colonnes du « prince Royal devaient faire irruption sur le dos de l'armée « impériale, il ne restait que neuf bataillons ; et cette faible « force avait à garder 4 000 pas le long de la Trotinka [1]. »

Cependant, le feldzeugmeister avait également reçu l'avis de l'approche de la 2e armée. Il était urgent, dit l'ouvrage autrichien, de prendre sans retard d'énergiques disposi-

[1] Etat-major autrichien.

tions pour le combat; il aurait fallu porter la 2e division de cavalerie légère au nord de Horenowes, afin de contenir l'ennemi, et, sous la protection de cette troupe, de pousser rapidement vers Horenowes un des corps de la réserve; il était indispensable surtout d'ordonner aux IIe et IVe corps de se rallier, et de changer de front vers le nord des deux côtés de Maslowed, sous l'appui des troupes maîtresses du bois de Benatek, et sous la protection d'un puissant feu d'artillerie. On devait d'autant plus se hâter que l'on savait maintenant au quartier-impérial que de nombreuses forces prussiennes n'avaient pas encore paru sur le champ de bataille, et qu'un choc redoutable devait être attendu du côté où ces forces arriveraient. Il était d'ailleurs d'autant plus facile d'agir promptement sur le point menacé, que l'on n'avait encore aucun avis défavorable des événements à gauche, tandis qu'au centre, et même à la droite, la situation était bonne pour les Autrichiens.

Marche de la 2e armée.— En un instant, tous ces avantages, obtenus par l'armée impériale, allaient être perdus; et, chose à peine croyable! la Garde royale allait sans obstacle traverser la ligne autrichienne et pénétrer, comme un coin, au cœur même de la position, à Chlum, tandis que, sur les deux ailes des Impériaux, les succès de l'armée de l'Elbe et du 6e corps menaceraient la ligne de retraite des vaincus.

Le prince Royal de Prusse avait reçu l'ordre de marcher sur Königgrätz à cinq heures du matin; mais les dispositions qu'il avait prescrites à ses différents corps n'avaient pu recevoir leur exécution qu'entre sept et huit heures. La

1re division de la Garde partait de Koniginhof, la 2e de Rettendorf, le 5e corps de Gradlitz, le 6e des environs du même point ; la division de cavalerie de Neustadt, qu'elle ne quitta même qu'à neuf heures. Quant au 1er corps, nous savons déjà qu'averti par un ordre direct du quartier-général [1], il n'avait pas voulu se mettre en marche avant d'avoir reçu des instructions du prince Royal, et il n'était parti d'Ober-Praussnitz qu'à neuf heures et demie, tandis que l'on comptait sur lui pour apparaître le premier vers Benatek, et prêter secours à la division Fransecky. A onze heures et un quart, le prince Royal arrivait avec son état-major sur la hauteur de Choteborek, d'où il apercevait la position dominante de Horenowes, la fumée de la poudre dans la vallée de la Bistritz, et la marche rétrograde de la division Fransecky, que l'on pouvait deviner à cette distance. Le moment était critique : le prince Royal n'avait sous la main que trois divisions 1re de la Garde, 11e et 12e ; une quatrième (2e de la Garde) ne pouvait entrer en ligne qu'une ou deux heures plus tard ; quant aux 1er et 5e corps, ils étaient encore bien plus éloignés. Il paraissait évident que le point d'Horenowes était un des plus importants à gagner ; car « la vue était arrêtée « par les crêtes qui s'étendent entre ce village et la Trotinka. « Sur le sommet le plus élevé il y avait deux tilleuls, qui se « voyaient de loin, et qui avaient depuis longtemps attiré « l'attention des deux armées. A la distance d'un demi-mille,

[1] L'officier envoyé de Gitschin à Königinhof, où était le quartier-général de la 2e armée, avait passé par celui du 1er corps, et avait remis au général de Bonin l'ordre du général de Moltke qui a été donné plus haut ; mais le général de Bonin voulut attendre des instructions de Königinhof, avant de se porter en avant.

« par ce jour sombre, cette ligne de hauteurs faisait l'effet « d'un puissant rempart qui barrait la route. Il était indubi« table que l'on n'avait qu'à faire marcher simplement en « avant chacun des corps d'armée pour qu'ils vinssent tom« ber directement sur le flanc et sur les derrières de toutes « les forces autrichiennes engagées. Mais, ce qu'il était im« possible d'espérer, c'est que le passage de l'Elbe par la « 2e armée et sa marche tout entière fussent restés complé« tement inaperçus des Autrichiens, et que son arrivée dût « les surprendre. Comme on ne voyait pour le moment, sur « la hauteur de Horenowes, à côté des deux arbres, qu'une « seule batterie, on devait croire que l'ennemi avait placé les « troupes chargées de couvrir son flanc en arrière de la hau« teur. S'il ne l'avait déjà fait, il avait encore le temps d'en« voyer ses réserves de ce côté, pendant que les Prussiens « traverseraient cet espace d'environ quatre kilomètres, sur « un terrain qui va en s'abaissant, et où les bataillons ne pou« vaient se dissimuler. Les hauteurs de Horenowes sont es« carpées au nord, et couvertes en avant par les marécages « qui bordent la Trotinka ; c'était une position défensive tel« lement forte, qu'on n'avait de chance de réussite qu'en « faisant agir simultanément des forces considérables. Aussi « le prince Royal donna-t-il l'ordre d'avancer sur le groupe « d'arbres. L'ennemi avait dû nécessairement disposer des « troupes de manière à se garantir du côté du nord, et par « conséquent à couvrir son flanc droit, et il est bien évident « qu'il ne pouvait venir à l'esprit de personne que déjà il eût « été obligé d'en engager la plus grande partie sur la ligne « Cistowes-Maslowed-Horenowes, et que sa réserve princi-

« pale fût à ce moment plus éloignée de Horenowes que les « têtes de colonne de la 2e armée prussienne[1]. »

C'était pourtant la réalité; aussi les trois divisions du prince Royal ne trouvèrent-elles aucune résistance. Déjà, vers onze heures, la 11e division s'était avancée au bruit du canon, avait franchi la Trotinka au nord de Racitz, et, longeant la berge droite de la rivière, avait commencé à lancer des boulets sur la colline des tilleuls. La 12e division, chargée de couvrir le flanc gauche de la 11e, en se reliant à elle, descendait également, et plus en aval, vers la Trotinka, tandis que l'avant-garde de la 1re division de la Garde arrivait à Zizelowes, pour donner la main à la 7e division. Ces trois têtes de colonne n'avaient rien rencontré devant elles : *à midi,* la 12e division avait dépassé le mont Horicka et se dirigeait sur Trotina; l'avant-garde de la 11e était maîtresse de Racitz; enfin la 1re division de la Garde marchait sur le village de Horenowes. Or, que faisaient pendant ce temps-là les Autrichiens?

Benedek, à neuf heures, avait appris avec chagrin que les IVe et IIe corps n'avaient pas pris leur poste entre Chlum et l'Elbe, par Nedelist, et, sur la proposition de son chef d'État-major, il avait envoyé, une heure plus tard, au commandant du premier de ces corps l'ordre de regagner la position qui lui avait été désignée entre Chlum et Nedelist. Il n'avait pas été possible à ce général de se conformer en ce moment à ces instructions; et comme, vers onze heures, son mouvement de retraite n'était pas encore commencé; qu'il

[1] État-major prussien.

était tout au contraire engagé vivement dans le bois de Benatek ; que, dans le cas d'un choc avec des troupes ennemies fraîches, il n'aurait pas plus de réserves à leur opposer que le II[e] corps; que les deux corps auraient même, dans ce cas, quelque difficulté à rétrograder sur la position indiquée par l'ordre, le général-major de Baumgarten, avec l'assentiment du commandant en chef, envoya dire au général chef du VI[e] corps « de se porter aussitôt que possible der« rière les IV[e] et II[e] corps dans la position de Chlum-Nedelist. « Le général Ramming donna immédiatement des ordres pour « la marche ; mais, le mouvement de ses troupes commen« çait à peine, que Benedek lui-même contremanda l'ordre « donné et prescrivit au VI[e] corps de rester dans sa première « position. Cet ordre donné pendant une absence momen« tanée du chef d'État-major général, et sans qu'il le sût, eut « des suites fort graves[1]. » Il eût été préférable, assurément, de pousser les ailes en avant, au lieu de les refuser; mais si l'on adoptait ce dernier parti, il fallait d'autant plus faire avancer un des corps de la réserve, que les IV[e] et II[e] corps ne pouvaient reculer que fort désunis. « L'ordre qui arrêtait « la marche du VI[e] corps fut donc une grosse faute[2]. »

A onze heures et demie, à la suite d'un télégramme de Josephstadt, annonçant la marche du 5[e] corps prussien sur l'aile droite autrichienne, on renouvela aux II[e] et IV[e] corps l'ordre de revenir entre Chlum et l'Elbe, en faisant potence. Ils le reçurent *vers midi;* il fut prescrit, en outre, à la 2[e] division de cavalerie légère de se porter à Sendrasitz, pour couvrir

[1] État-major autrichien.
[2] Ibid.

cette retraite de l'aile droite autrichienne. Le feld-maréchal-lieutenant Mollinary, commandant le IV[e] corps, avant d'obéir, crut devoir se rendre auprès du feldzeugmeister pour lui représenter la situation des choses. « Il croyait, disait-il, qu'un « mouvement offensif sur la gauche prussienne, contre la « 7[e] division, devait conduire à de grands résultats et assurer « la victoire. » Benedek, écartant cette proposition, prescrivit de nouveau à ses deux lieutenants de se conformer à ses instructions antérieures. Le feld-maréchal-lieutenant Mollinary revint alors à son poste ; mais, à peine arrivé auprès de ses troupes, il s'aperçut que déjà le II[e] corps avait commencé le mouvement ordonné, et se mit aussitôt en devoir de l'exécuter lui-même ; or, il était déjà. une heure un quart, et précisément pendant cette grande marche de flanc des deux corps de la droite autrichienne, la 2[e] armée prussienne prononçait son mouvement offensif. La 1[re] division de la Garde, après avoir détaché quatre compagnies vers Benatek, enlevait Horenowes, s'avançant par le village et par la Faisanderie vers la colline des tilleuls. L'infanterie autrichienne avait évacué ce point si important, et l'artillerie, s'y trouvant dès lors en grand danger, s'était hâtée, vers une heure, de se retirer vers Maslowed, sur la hauteur ouest de Nedelist ; c'est ainsi que l'avant-garde de la 1[re] division de la Garde put sans résistance s'établir au sud-est d'Horenowes, et de ce point dominant « elle aperçut, sur la route de Maslowed, à Nedelist « une colonne du II[e] corps en retraite. C'était, de quelque « côté que l'on tournât les yeux, la seule troupe régulière que « l'on vît [1]. » Le général Hiller lança sa cavalerie sur cette

[1] Etat-major prussien.

troupe d'infanterie ; mais le dernier bataillon, se formant en carré, repoussa vigoureusement toutes les charges.

La 11e division, maîtresse de Racitz, enlevait, plus à gauche, le bois qui couvre la côte rapide bordant la rive droite de la Trotinka ; les deux bataillons Jellachich qui l'occupaient durent, après une assez solide résistance, plier devant des forces supérieures et se retirer sur les hauteurs à l'ouest de Sendrasitz, vers Nedelist [1]. Quant à la brigade Henriquez, placée en face de Trotina, elle avait reçu, à onze heures et demie, l'ordre de se porter en arrière sur Sendrasitz, et elle commençait son mouvement, lorsque l'ennemi apparut devant elle ; elle se disposa aussitôt à faire front ; mais les Prussiens ayant réussi à forcer le passage de la Trotinka au moulin, en face du village de Trotina et près du chemin de fer, elle dut rétrograder ; un de ses bataillons se dirigea sur Sendrasitz, et le reste de la brigade, protégé par la 2e division de cavalerie légère, « sur Lochenitz, d'où il passa sur l'autre « rive à deux heures et demie, en continuant à occuper le « pont par un régiment [2]. » Les Prussiens se jetèrent aussitôt à la suite de cette brigade sur Sendrasitz qu'ils enlevèrent, puis vers Lochenitz et Nedelist, afin de prendre possession de la ligne de retraite des Autrichiens ; force fut alors à la 2e division de cavalerie légère de se rabattre vers Lochenitz, face à l'ouest. Quant à la brigade Thom, qui devait, entre

[1] Des deux côtés, dans cet engagement, on se reproche d'avoir cherché à tromper son adversaire, en agitant des mouchoirs blancs, et de l'avoir ainsi attiré à bonne portée pour le fusiller plus sûrement. Ce sont là les récriminations habituelles presque dans toutes les guerres, et il est toujours fort difficile d'y démêler la vérité.

[2] Etat-major autrichien.

Maslowed et Sendrasitz, couvrir la retraite du II[e] corps, elle ne put rester davantage dans cette position, par suite du progrès de l'ennemi, et elle se retira en partie sur la hauteur sud-ouest de Sendrasitz, derrière le retranchement n° I.

Ainsi donc, « *à deux heures*, la Garde était sur les hau- « teurs de Horenowes ; sa 1[re] division avait même gravi le « plateau de Maslowed et occupé le village de ce nom, et « le 6[e] corps était arrivé à sa hauteur, puisqu'il occupait « Sendrasitz, et que son aile gauche approchait de Loche- « nitz, un des points de passage de l'armée autrichienne [1]. » Mais celle-ci, par contre, était très-gênée dans le mouvement de son aile droite ; il fallait à son II[e] corps une heure de marche pour se rendre du bois de Benatek à Nedelist ; et, dans cette retraite, il était encore inquiété par les Prussiens, postés à Horenowes, puis à Sendrasitz ; enfin il était chargé, sans se laisser entamer cependant, par la cavalerie ennemie. « Heureusement pour les Impériaux, les deux corps étaient « à peu près cachés par la crête de Maslowed à Nedelist ; mais « les obus prussiens [2] allaient par-dessus eux atteindre à Sweti « la réserve d'artillerie autrichienne, qui fut obligée de chan- « ger de place [3]. » Ils parvinrent enfin à leur position après deux heures, et alors, dans le II[e] corps, la brigade Wurtemberg s'établit près de Nedelist ; deux bataillons et demi de la brigade Thom dans le retranchement n° I, la brigade Saffran au sud-est de Nedelist ; la brigade Henriquez et la 2[e] division de

[1] État-major prussien.
[2] Des batteries de la Garde et de la 7[e] division postées à Maslowed.
[3] État-major prussien.

cavalerie légère à Lochenitz. Toutes ces troupes n'étaient plus guère en état de résister, et leur artillerie avait épuisé ses munitions.

A la même heure, le IVe corps avait enfin opéré son mouvement de retraite : la brigade Brandenstein de Maslowed sur les hauteurs sud-est de Chlum ; la brigade Joseph, derrière les retranchements II et III ; les débris de la brigade Poëckh, en arrière, entre Nedelist et Chlum ; enfin, « par « suite d'un malentendu, la brigade Fleischhaker resta à Cis-« towes » avec des fractions du IIIe corps, parce que « son « chef crut important de conserver ce point d'appui à un « mouvement offensif des réserves autrichiennes. »

Telle était la situation difficile de l'aile droite de l'armée autrichienne, au moment où son aile gauche faiblissait, de son côté, devant les efforts de l'armée de l'Elbe ; l'armée saxonne s'était établie, nous l'avons vu, de Nieder-Prim à Problus, et le VIIIe corps était venu se placer derrière elle de Problus à Stezirek. Mais le général Herwarth, sentant que l'attaque de cette position était nécessaire pour dégager le centre prussien tenu en échec par l'artillerie ennemie postée à Langenhof, avait préparé, vers onze heures et demie, une attaque sur les deux flancs de la hauteur de Problus, en envoyant l'avant-garde de la 14e division, à l'abri des collines, par Lubno vers Popowitz, et celle de la 15e par Hradek sur Ober-Prim. Ces troupes s'emparèrent rapidement, à gauche du bois à l'est de Popowitz, à droite de la Faisanderie, d'où la 15e division devait se diriger ensuite sur Nieder-Prim. Mais à midi, le prince Royal de Saxe, prenant l'offensive

dans la direction de Hradek avec la brigade-leib saxonne, avait repris la Faisanderie, ainsi que la lisière du bois vers Neu-Prim. Cette brigade croyait trouver sur ce point le VIII[e] corps qui avait reçu l'ordre de couvrir le flanc des Saxons; elle y rencontra, tout au contraire, de fortes colonnes prussiennes qui étaient en marche sur Ober-Prim, qui la rejetèrent sur la Faisanderie et débouchèrent aussitôt du bois, entre Neu-Prim et Ober-Prim. Mais, vers une heure et demie, une vigoureuse offensive fut renouvelée par la brigade-leib, soutenue de la 2[e] brigade saxonne, et le VIII[e] corps fut chargé de protéger ces troupes sur la gauche contre tout mouvement tournant de l'ennemi. Cette 2[e] brigade s'avança entre Neu-Prim et la Faisanderie, occupée par la brigade-leib; plus à gauche, la brigade Schultz se dirigea en en même temps d'Ober-Prim sur Neu-Prim, en traversant le bois [1] qui se trouvait devant elle; elle devait être appuyée par la brigade autrichienne Roth. Mais, au moment où commençait cette tentative des Austro-Saxons, une partie de la 15[e] division prussienne était déjà prête à entrer en ligne, et son commandant, le général Canstein était, depuis une heure, avec une de ses brigades, dans le bois de Stezirek; par une pointe hardie, il coupa en deux la ligne autrichienne qui s'étendait d'Ober-Prim à Neu-Prim, et il en résulta dans les rangs de la brigade Schultz un véritable désordre, puis une retraite précipitée, qui découvrit de nouveau le flanc de la 2[e] brigade saxonne. Celle-ci dut à son tour se retirer, et la brigade-leib fut ainsi dans l'impossibilité de faire un pas

[1] Ce bois est dit *de Stezirek* dans la relation prussienne, d'Ober-Prim sur la carte autrichienne.

de plus en avant; l'une et l'autre reçurent en conséquence l'ordre de se rassembler en arrière de la hauteur de Problus. Quant aux deux brigades autrichiennes qui occupaient fortement Ober-Prim, elles ne purent empêcher les troupes victorieuses du général Canstein d'y pénétrer, de s'y établir à leur tour, et d'inquiéter les Saxons dans leur retraite sur Problus.

Il était deux heures : de nombreux renforts arrivaient aux Prussiens ; leur 14e division (Munster) entrait en ligne à son tour par Lubno, et se portait sur Problus, après avoir détaché le 5e uhlans à sa gauche, vers Tresowitz, pour se relier avec le centre. La gauche autrichienne était hors d'état de résister à ces troupes fraîches ; elle reçut l'ordre de se retirer sur la hauteur sud-ouest de Rosnitz, vers Bor, et occupa en partie le Brizer-Wald; en vain la 1re division de cavalerie légère tenta en ce moment de tourner la division Canstein par Radlkowitz; elle trouva ce village occupé par une compagnie, et dut se retirer à Stœsser devant le feu de cette infanterie et celui de trois batteries d'artillerie. L'évacuation de la position de Problus s'effectuait vers trois heures, au moment même où les divisions Canstein et Munster opéraient une attaque concentrique pour l'arracher aux Saxons ; une arrière-garde occupait le village et le bois situé au sud-est, afin de couvrir le mouvement de retraite; elle fut jointe par la 27e brigade prussienne, qui s'élança sur Problus, en franchit les barricades, et, malgré la vivacité du feu de l'ennemi, parvint à s'en emparer; en même temps, à sa droite, la 28e brigade s'établissait sur la hauteur au sud-est de Problus, et, *vers trois heures*, toute la 14e division était ainsi sur cette position dominante, la 15e à Steinfeld, et la 16e seulement au bord de

la Bistritz. De là, l'armée de l'Elbe menaçait la ligne de retraite des Autrichiens, déjà si compromise par la 2e armée prussienne de Maslowed à Nedelist.

Enlèvement de Chlum. — Mais c'était cette 2e armée, et particulièrement la 1re division de la Garde qui portaient à cette même heure le coup décisif, en enlevant, d'ailleurs sans peine, la clef de la position, Chlum, car elle demeurait exposée presque sans défense sur la première ligne de l'armée autrichienne.

Plusieurs circonstances, dit l'ouvrage autrichien, avaient favorisé cette division dans son audacieuse entreprise. Lorsqu'elle s'avança des hauteurs d'Horenowes vers Maslowed, elle ne put être arrêtée par les batteries autrichiennes, qui opéraient le mouvement rétrograde indiqué précédemment, et qui n'avaient pas encore atteint leur nouvelle position. En second lieu, la hauteur de Maslowed, par suite de cette retraite du IIe corps, n'étant pas défendue, put être aisément enlevée par la Garde, ainsi que le village, qui n'était occupé que par un bataillon. De Maslowed à Chlum, la marche de la 1re division de la Garde put encore s'opérer facilement, parce que le temps était sombre, et la vue par conséquent très-limitée ; parce que les blés, de la hauteur d'un homme, purent cacher pendant quelque temps son approche ; enfin, parce que les ravins situés entre Chlum et Maslowed, et descendant vers Nedelist, permettaient aux colonnes prussiennes de s'avancer toujours à l'abri du feu de l'artillerie. Et « c'est un fait, ajoute l'ouvrage autrichien, que, de la hauteur « entre Chlum et Nedelist, on n'apercevait dans la direction

« de Maslowed que de faibles troupes d'infanterie ennemie, « lorsque la 1re division de la Garde tout entière, avec ses « douze bataillons, sous la protection de ses batteries et de « celles postées à Maslowed, était en pleine marche pour « aborder le centre de la position autrichienne. Çà et là, il « est vrai, des armes brillaient et trahissaient la présence de « quelque fraction ennemie, mais aussitôt celles-ci disparais« saient et se perdaient dans un pli de terrain qui les cachait « aux regards. » Il faut ajouter que Chlum n'était protégé que par un bataillon du régiment de Saxe-Meiningen, de la brigade Appiano ; un autre bataillon du même régiment était établi en arrière du village, sur le ravin dont le prolongement mène à Nedelist ; le reste de la brigade Appiano était à 6 ou 800 pas au sud-ouest de Chlum ; en avant de Chlum étaient postés deux bataillons, entre les retranchements IV et III, garnis d'artillerie ; la brigade archiduc Joseph allait, à droite, du retranchement n° III au n° II ; la brigade Saffran était déployée à droite de ce dernier ouvrage. Les brigades Brandenstein et Poëckh formaient la deuxième ligne vers Nedelist ; les abords directs de Chlum étaient donc faciles, d'autant plus que la brigade Fleischhaker, du IVe corps, qui aurait dû le couvrir, était restée, nous l'avons vu, à Cistowes. « Quant « à Benedek, il s'était transporté à Sweti à une heure, et, à « une heure et demie, il était retourné à son premier poste « sur la hauteur située entre Chlum et Lipa. Il paraît qu'à ce « moment-là il ne redoutait pas encore beaucoup le danger, « qui menaçait son flanc droit[1]. »

[1] Etat-major prussien.

C'est au milieu de circonstances aussi favorables, que la 1re division de la Garde s'avança, son centre se dirigeant sur le clocher de Chlum, et laissant Maslowed à 1000 pas sur la droite; l'aile droite de la colonne d'attaque aborda le retranchement n° III, en chassa les Autrichiens et leur enleva quatorze pièces[1], ne rencontrant « qu'une résistance insi« gnifiante de la part des deux bataillons de la brigade archi« duc Joseph, postés entre ce retranchement et Chlum[2]. » Pendant ce temps, les troupes du colonel de Kessel étaient arrivées sur la droite; elles passèrent entre l'ouvrage n° III et Chlum, sans remarquer qu'il était encore occupé par l'ennemi; et « ce n'est qu'à ce moment, dit la relation prus« sienne, que l'on commença à recevoir le feu des troupes « établies dans ce village, ce qui donne à supposer que, jusque« là, la lutte engagée depuis le matin sur le front de l'armée « avait exclusivement attiré leur attention. » Sans se laisser arrêter par le feu, les troupes de la Garde abordèrent Chlum à la fois par le nord, le nord-est et le sud, *et l'enlevèrent à deux heures trois quarts;* [illegible], sans perdre de temps, elles se jetèrent [illegible] à Swieb, culbutèrent la brigade Benedek [illegible] à la retraite les débris de la brigade Poeckh et les [illegible] encore frais de la brigade archiduc Joseph, [illegible] retranchement n° II.

[1] L'ouvrage prussien dit que la 8e batterie de cavalerie autrichienne, qui était dans le retranchement, lança sa dernière volée de mitraille à cinquante pas sur la colonne prussienne, mit à la hâte ses avant-trains et chercha à se retirer au galop, mais que tous ses attelages furent abattus par un feu rapide de l'infanterie royale, qui demeura maîtresse de toutes les pièces.

[2] État-major prussien.

Devant cette irruption soudaine, la 1re division de cavalerie de réserve autrichienne s'était avancée presque jusqu'au pied de la hauteur, en colonne double par brigade ; à sa vue, l'infanterie prussienne, qui se portait sur Rosberitz, s'arrêta aussitôt et, par un feu nourri, mit le plus grand désordre dans cette masse de cavalerie qu'elle rejeta sur Langenhof, tandis que, sur la droite, les troupes maîtresses de Chlum résistaient avec le même succès aux efforts tentés du coté de Lipa par le colonel Benedek, pour reprendre l'importante position perdue, et le rejetaient également sur Langenhof. Puis les colonnes, arrêtées un instant dans leur marche sur Rosberitz, se dirigèrent de nouveau sur ce village, s'en emparèrent à trois heures, le dépassèrent, et purent enlever même quelques pièces de la réserve générale de l'artillerie autrichienne, qui se retirait sur la route de Wsestar [1].

Il faut revenir maintenant à la lutte engagée sur le flanc droit de la Garde, lutte qui avait favorisé l'exécution de cette pointe de la 1re division sur Rosberitz. Le général d'Alvensleben avait atteint, à deux heures et demie, avec l'avant-garde de la 1re division, la prairie située entre les routes de Maslowed et de Chlum, et, tandis que le reste de la division exécutait les mouvements indiqués plus haut, il avait dû faire face lui-même à de fortes colonnes ennemies, qui débouchaient vers le nord du bois de Lipa, et qui étaient sou-

[1] Un peu plus loin, vers *Sweti*, deux compagnies du 3e régiment de la Garde prirent encore cinq pièces autrichiennes, ce qui montre les rapides progrès faits, dès trois heures, par les Prussiens sur la ligne de retraite de leurs adversaires.

tenues d'une batterie et de plusieurs escadrons marchant à la même hauteur. C'était la brigade Fleischhaker qui était restée à Cistowes, parce que « l'officier chargé de lui porter « l'ordre de battre en retraite avec le IVe corps n'avait pu « y parvenir [1], » et aussi, comme on l'a vu déjà, parce que son commandant avait cru opportun de conserver ce point pour ménager à l'armée la possibilité d'une offensive. Mais, le mouvement en arrière de toutes les troupes autrichiennes ne lui permettant plus de tenir sa position, il avait dû se résoudre à l'abandonner, et à diriger en conséquence une partie de sa batterie sur Maslowed, qu'il ne savait pas être au pouvoir des Prussiens; toutefois, il fut bientôt détrompé par un feu terrible qui détruisit les hussards d'escorte et les attelages de ses pièces; en vain ses cavaliers s'élancèrent-ils sur les canons ennemis qui les mitraillaient, ils durent se rejeter à droite, essuyer la fusillade de l'infanterie établie à Maslowed, et gagner la prairie qui s'étend vers Sendrasitz. « De « là, cette troupe se porta directement sur le prince Royal, « qui se rendait avec sa suite sur la hauteur de Maslowed, et « qui dut se replier sur le bataillon le plus rapproché [2]. » Un escadron de hussards de la Garde revint sur ses pas et tua ou prit ce petit nombre d'hommes affolés et perdus au milieu de la 2e armée prussienne.

L'avant-garde de la 1re division de la Garde, renforcée de celle de la 2e division, se porta alors sur le front et le flanc droit de la brigade Fleischhaker, qui avait pensé jusqu'alors à marcher directement sur Nedelist; mais, voyant que les ennemis

[1] État-major autrichien.
[2] État-major prussien.

étaient maîtres de Chlum, et qu'ils se dirigeaient en force sur elle, cette brigade chercha à remonter entre Lipa et Chlum, par le bois situé de ce côté. Les Prussiens s'étaient emparés des deux dernières pièces de la brigade autrichienne et la poursuivaient vivement, lorsqu'on vint leur prescrire de revenir en arrière au secours des troupes qui combattaient à Chlum. La brigade Fleischhaker fut néanmoins obligée de reculer vers l'ouest, en faisant le tour de cette position, pour essayer ensuite d'appuyer vers le sud, et de rétablir de ce côté ses communications avec son corps d'armée[1]. Cistowes, qu'elle avait abandonnée, tomba aussitôt au pouvoir d'un bataillon de la Garde et de quelques fractions de la 7e division sortant enfin du bois de Benatek.

Pour terminer l'exposé de la situation à trois heures, il faut ajouter qu'à l'extrême gauche, la 11e division, après avoir traversé Sendrasitz, était arrivée à cette heure à Nedelist, tandis que la 12e attaquait Lochenitz ; mais cette division devait bientôt interrompre cette opération sur l'ordre du commandant du corps, pour se tenir prête à porter en réserve toutes ses forces disponibles.

Ainsi donc « *à trois heures*, l'aile droite de l'armée autri-
« chienne, formée des IIe et IVe corps, était battue et mar-
« chait en retraite sur Wsestar, Sweti, Predmeritz et Loche-

[1] Le 7e hussards autrichien avait, dans ce mouvement de la brigade Fleischhaker appuyé vers le nord, pour tourner Chlum ; mais, près du retranchement no III, il avait rencontré l'ennemi, avait été refoulé avec perte, n'avait pas été plus heureux dans ses tentatives pour se faire jour vers Chlum, et s'était porté en partie vers Maslowed, où il avait partagé le sort de la troupe dirigée sur ce point, ainsi qu'il a été dit plus haut.

« nitz, et la 2e armée prussienne, n'ayant que cinq brigades « en ligne, s'étendait de Rosberitz à Lochenitz, par Nedelist. « C'était la 1re division de la Garde qui s'était avancée le plus « loin, grâce au feu de son infanterie ; elle avait pris cin- « quante-cinq canons et enlevé Chlum ; sa tête de colonne « était sur la route de Sadowa à Koniggratz, et se trouvait « ainsi sur les derrières du centre de la position ennemie ; « mais aussi, elle avait devant elle deux corps entiers d'infan- « terie, soixante et dix escadrons de cavalerie et une nom- « breuse artillerie dans la partie basse du terrain à Sweti, « Wsestar et Rosnitz. Le gros de la 2e division de la Garde « arrivait seulement à Maslowed ; les 1er et 5e corps étaient « encore loin, ainsi que la cavalerie. Il fallait donc que la « 1re division se tînt prête à renouveler la lutte avec ses « seules forces, ou peu s'en fallait, et cela dans des condi- « tions plus difficiles qu'auparavant [1]. »

Avant de parler du dernier épisode de cette journée, ajoutons qu'au centre, le général Fransecky avait continué son opiniâtre résistance dans le bois de Maslowed « dont la pos- « session était toujours d'une importance majeure pour les « Prussiens, puisque c'était le plus court chemin pour réta- « blir les communications avec la 2e armée [2]. » La retraite des IIe et IVe corps lui avait permis de l'occuper, après avoir accompli, non sans de grandes pertes, une tâche difficile et glorieuse. Le reste de la 1re armée avait été contenu sur la Bistritz par les canons autrichiens placés sur la hauteur, tandis que l'artillerie prussienne n'avait pu trouver que des

[1] État-major prussien.
[2] Ibid.

emplacements défavorables dans un fond assez peu praticable[1]. La cavalerie n'avait pas été utilisée davantage, « parce qu'on n'avait pas pu gagner au delà de la Bistritz un « terrain suffisant pour l'y déployer[2], et cette circonstance ne « fut pas sans influence sur le rôle qu'elle eut à jouer plus « tard, une fois la victoire assurée. Gardées ainsi en réserve, « ces deux armes auraient pu rendre de grands services, si « l'ennemi avait pris l'offensive de ce côté ; mais le centre de « la ligne autrichienne s'en garda bien, parce qu'alors l'avan- « tage de la supériorité du tir de l'artillerie et de l'infanterie, « et l'avantage du terrain auraient passé complétement à ses « adversaires[3]. » Quant à l'infanterie prussienne, elle engagea une série ininterrompue de combats, par suite « de « l'ardeur des troupes, et d'un certain malaise provenant de « l'attitude passive à laquelle elle se voyait condamnée ; « *on ne pouvait les en empêcher*, mais cela ne pouvait amener « aucun résultat[4]. » En effet, ces engagements furent généralement sans effet, aussi bien qu'une tentative des Autri-

[1] L'auteur de la brochure sur l'*Etude de la tactique* n'est pas de cet avis : « Ce n'était pas la place qui manquait à l'artillerie, dit-il, pour « établir des canons en nombre supérieur à ceux des Autrichiens Entre « Ober-Dohalitz et Tresowitz, il y a environ 3500 pas ; et si l'on craignait « d'exposer les pièces, en les mettant en avant de la Bistritz, pourquoi ne « leur ménageait on pas des lignes de retraite, en jetant des ponts sur « cette rivière ? »

[2] Le même auteur se plaint vivement du rôle de la cavalerie « qui, à « Königgrätz, ne serait pas sortie, dit-il, des limites du service de la cava- « lerie divisionnaire, » et il évoque les figures historiques de Zeydlitz et de Ziethen, ces habiles généraux du grand Frédéric, pour dire qu'ils auraient su apparaître quand même, avec leurs escadrons, à Dohalitz, à Popowitz, et tirer un meilleur parti de la victoire.

[3] Etat-major prussien.

[4] Ibid.

chiens pour reprendre le bois de Sadowa, vers une heure. Enfin, peu après trois heures, les corps de troupes de la 1re armée prussienne, engagés tout à fait en avant, remarquèrent d'abord un ralentissement dans le feu de l'artillerie ennemie, puis des mouvements précurseurs d'une retraite au centre de la ligne. Aussitôt un mouvement général en avant fut ordonné aux troupes prussiennes. Du coté des Saxons, on l'a vu, la situation de l'armée impériale était également très-critique ; Problus était enlevé, et l'aile gauche presque tournée.

Attaque des réserves autrichiennes. — « Au moment où ces « événements importants se passaient à Chlum, Benedek n'é- « tait pas loin de ce point, sur la hauteur de Lipa. Un officier « d'État-major, envoyé par hasard vers Chlum pour s'assurer « comment s'accomplissait le changement de position pres- « crit aux IIe et IVe corps, fut le premier qui apporta au « commandant en chef la funeste nouvelle de l'occupation « de Chlum par l'ennemi. Cela paraissait peu vraisemblable ; « mais le feldzeugmeister put se convaincre de la vérité de « ce récit, en se portant au galop avec sa suite vers le vil- « lage ; il y fut accueilli par une violente fusillade, qui attei- « gnit plusieurs de ses officiers, et ne lui laissa plus aucun « doute sur les progrès faits par les Prussiens[1]. » C'est alors que le commandant en chef donna l'ordre à la brigade Benedek, qui était entre Lipa et Chlum, face à l'ouest, de changer de front et de se porter sur ce dernier point, ainsi qu'on l'a vu plus haut. Le feldzeugmeister se dirigea ensuite vers

[1] État-major autrichien.

Rosberitz, pour rejoindre sa réserve ; il y trouva encore les troupes prussiennes, et essuya de nouveau le feu de leurs bataillons.

Il n'y avait plus d'illusion à se faire ; la bataille était perdue, et il fallait se hâter de faire marcher « jusqu'aux « dernières forces disponibles, non pas pour assurer la vic- « toire, mais pour sauver l'aile droite d'une destruction « complète, et surtout pour donner au centre la possibilité « de se retirer[1]. » Benedek donna en conséquence l'ordre au VIe corps d'attaquer les hauteurs de Chlum ; le général Ramming le forma sur deux lignes, enleva Rosberitz, et se porta sur Chlum dont il occupa la partie supérieure ; mais, dans ce pressant danger de la Garde prussienne, un secours important lui arrivait ; c'était l'avant-garde du 1er corps, suivie de la brigade de grosse cavalerie du prince Albert fils, et du régiment de hussards de la Garde, qui s'était rallié. La brigade autrichienne Rosenzweig, à peine établie à l'entrée de Chlum, fut assaillie par ces troupes de front et de flanc, et fut repoussée en arrière, tandis qu'à la gauche de la Garde, sur les hauteurs de Nedelist, se déployaient la 11e division prussienne et une partie de la 12e. Cette dernière division venait d'occuper Lochenitz et le pont le plus au nord, lorsque l'avant-garde du 1er corps et une partie de la Garde, se précipitant de nouveau sur Rosberitz, l'enlevaient *vers quatre heures*. « Le 1er corps autrichien, voyant le VIe céder devant « l'ennemi, voulut tenter un dernier effort pour enlever Ros- « beritz et Chlum ; il fut repoussé[2], » tandis que la 11e division

[1] État-major prussien.

[2] État-major autrichien.

se portait aussi sur le premier de ces villages, et de là gagnait Sweti. « Arrivés en vue de la route de Sadowa, les sol« dats prussiens aperçurent des groupes d'ennemis, qui déjà « fuyaient dans un désordre complet. Officiers et soldats s'é« lancèrent alors en avant pour prendre part à la victoire, « qui maintenant ne paraissait plus douteuse[1]. » Les Saxons venaient, en effet, d'être chassés sur la gauche du Brizer-Wald, dans lequel ils s'étaient retirés en évacuant Problus; en vain une brigade du Ier corps les avait appuyés; ils avaient dû rétrograder, et, sur l'ordre du commandant en chef, vers quatre heures, ils se dirigeaient sur Opatowitz et Pardubitz pour passer l'Elbe.

Bientôt, au centre, la prise de Chlum et l'occupation du bois de Lipa par les Prussiens ne permirent pas davantage aux deux brigades Prochazka et Kirschberg, du IIIe corps, de conserver leur position; l'archiduc Ernest leur ordonna en conséquence de se retirer par Langenhof sur Rosnitz, et elles vinrent s'établir entre ce dernier village et Wsestar, où elles furent rejointes par des fractions des deux autres brigades (Benedek et Appiano). Cette marche en arrière du IIIe corps laissait le Xe sans défense sur son flanc droit, et, comme en même temps l'armée de l'Elbe apparaissait sur son flanc gauche vers les hauteurs de Problus, force fut au général de Gablenz de se retirer aussi avec la 1re division de cavalerie Holstein; pour couvrir son mouvement, il dirigea vers Streselitz la 3e division de cavalerie de réserve, et, sous la protection de l'artillerie de réserve, rétrograda également au sud-est dans la direction de Rosnitz;

[1] Etat-major prussien.

Il fut bientôt suivi par la 3e division de cavalerie, tandis que la 1re gagnait Wsestar.

Les troupes d'infanterie prussienne s'avancèrent alors de la ligne Langenhof-Streselitz, et elles furent aussitôt dépassées par les premières colonnes de cavalerie. « Il semblait que l'infanterie ennemie se fût évaporée ; on apercevait seulement au loin quelques troupes isolées; mais « on arriva bientôt sous le feu des batteries autrichiennes « qui avaient de nouveau pris position plus en arrière [1]. » Cette artillerie, comme la cavalerie impériale, se sacrifièrent noblement pour soutenir la retraite de l'armée, et elles éprouvèrent de grandes pertes. Quant à la cavalerie prussienne, elle n'eut point de rôle décisif dans cette poursuite ; elle n'aborda les Autrichiens que dans des combats isolés, parce que ses escadrons ne purent arriver que successivement et désunis sur le champ de bataille.

Nous terminerons ici cette étude, les détails de la poursuite étant assez confus et n'offrant d'ailleurs qu'un intérêt secondaire pour le but que nous nous sommes proposé, en rapprochant les documents fournis des deux côtés. Nous y avons cherché quelques renseignements et quelques sujets de réflexion qui pussent nous être profitables : les uns ont déjà frappé tout le monde dès 1866 ; les autres, relatifs surtout à la tactique, sont plus récents. Les premiers peuvent se résumer dans cette remarque que les Prussiens

[1] État-major prussien.

avaient préparé la guerre depuis longtemps, et avec le plus grand soin [1]. Ils avaient, en outre, un armement supérieur, des troupes bien instruites, des documents excellents fournis par un bon état-major, un plan d'opérations bien étudié, et surtout, ils avaient compris, les premiers, il faut en convenir, que, dans les guerres modernes, *le temps* est devenu un des éléments principaux de succès. Dans cette pensée, tous leurs efforts ont tendu à s'assurer ce précieux avantage, et se sont dirigés sur trois points : 1° rapide mobilisation des réserves que facilite l'immobilisation de leurs dépôts et de leurs régiments; 2° concentration très-prompte de leurs troupes organisées, grâce à la permanence de leurs corps d'armée [2]; 3° étude constante pendant la paix de l'emploi des chemins de fer, au moyen de commissions

[1] Nous avons sous les yeux une *Étude sur la guerre d'Allemagne de* 1866, annotée par un officier prussien. L'auteur de cette Etude y faisait remarquer que, malgré les dénégations de sa diplomatie, « la Prusse se préparait « à la guerre contre l'Autriche *depuis quelques années*. » – « *Toujours* » avait mis en marge cet officier. Ce mot nous a beaucoup frappé ; car si c'est un trait bien connu du caractère de cette fière nation, il témoigne en même temps de sa constante disposition à préparer la guerre pendant la paix. Elle est d'ailleurs dans le vrai, puisque cette vigilance est la première condition de la forte organisation des armées, comme elle doit être le principal et continuel objet de ceux qui les dirigent.

[2] Il est fort inutile de dire que nous n'envions ni le système des garnisons fixes, adopté pour les régiments dans l'armée prussienne, ni le mode de recrutement de cette armée par province, ni même la permanence de leurs *corps d'armée*. Mais, ainsi que nous l'avons exprimé déjà, il y a deux ans, dans une *Étude sur la guerre d'Allemagne de* 1866, nous avouons notre vif désir de voir adopter, en France, l'organisation de l'infanterie en divisions actives ; tout au moins l'extension du système des divisions des armées de Paris, et de Lyon, partout où cela est possible, comme à Strasbourg, Metz, Lille, etc., et la mobilisation permanente de tous les bataillons non endivisionnés, de 4 ou 5 escadrons par régiment de cavalerie, et du nombre de batteries nécessaire pour une armée d'un effectif déterminé.

destinées à préparer le transport de toutes les troupes sur un point déterminé d'avance.

Mais voici d'autres sujets de réflexion : « Dans tout le « cours de la campagne de 1866, on remarque un phéno- « mène surprenant : c'est que tous les combats, du moins « dans ce qui en constitue la partie essentielle, ont été enga- « gés, soutenus et achevés par l'infanterie. Les autres armes « n'y ont joué qu'un rôle plus que secondaire, et plus d'une « fois leur influence a été nulle, ou peu s'en faut. » L'auteur anonyme [1] de cette réflexion donne, entre autres raisons de ce fait, que les généraux prussiens, sortant pour la plupart de l'infanterie, n'avaient pas l'habitude des autres armes. Nous ne pensions pas qu'au delà du Rhin, où l'on s'exerce aux manœuvres de brigades, de divisions et de corps d'armée, on pût adresser un pareil reproche aux officiers généraux. Mais la conclusion à tirer, c'est qu'il n'en est que plus urgent, dans l'organisation de nos camps, de continuer à donner aux généraux de division ou de brigade des troupes de toutes armes, afin qu'ils s'habituent à tirer de leur concours simultané tout le parti possible.

Enfin, nous terminerons par les réflexions qui ont trouvé place dans une note au début de ce travail, c'est que, malgré cette admirable préparation à la guerre, les Prussiens n'auraient certes pas obtenu des succès aussi surprenants, si leurs adversaires n'avaient fait de nombreuses fautes, dont le récit autrichien témoigne avec une noble sincérité. C'est aussi que, réserve faite d'ailleurs de la confiance et de l'entrain

[1] *Etude sur la tactique*, traduit de l'allemand par M. Furcy-Raynaud, capitaine au 90e d'infanterie de ligne.

avec lesquels les Prussiens ont abordé leurs adversaires, qualités que nous serions suspects de trop admirer, parce qu'elles sont toutes françaises, il demeure néanmoins avéré que la tactique suivie par eux dans cette campagne, et préconisée par certains écrits de l'autre côté du Rhin, pourrait bien, en certains cas, exposer à de sérieux dangers ses plus vifs admirateurs.

DE LA CAVALERIE

DANS LE PASSÉ ET DANS L'AVENIR

PAR G. D'ANDLAU,

Lieutenant-colonel d'état-major.

Toutes les questions militaires ont pris une grande place dans la vie des peuples du moment où ils se sont constitués, où ils ont pu former des gouvernements réguliers disposant à la fois des richesses et des forces actives du pays. S'agissait-il de la défense du territoire menacé, de l'extension des frontières, de la conquête des pays voisins ou seulement de l'affirmation de sa suprématie vis-à-vis des nations rivales, les préoccupations devaient être les mêmes, et il fallait organiser des armées, en y combinant sous la meilleure forme les éléments divers qui pouvaient être appelés à les composer. Cette forme a varié aux différentes époques avec les découvertes successives de l'esprit humain et l'emploi de nouvelles armes. La cavalerie, qui avait constitué un moment la force principale des nations, a subi nécessairement les modifications qu'entraînaient avec l'introduction de la poudre les progrès de la tactique ; elle a dû abandonner le rôle qu'elle avait eu dans le moyen âge, pour ne plus devenir qu'un auxiliaire des autres armes. A mesure que l'artillerie et l'infanterie se perfectionnent, elle semble perdre de son importance ; les boulets la décimeront au loin avant qu'elle

puisse se déployer, les balles l'arrêteront dans son élan, si elle parvient à se mettre en mouvement; son choc, qui devait être redoutable, ne se fera plus sentir sur une infanterie qu'elle ne peut atteindre : voilà ce qui s'est dit dans ces derniers temps, et les choses en sont venues à tel point, qu'une opinion considérable a cru devoir formuler comme conséquence, sinon une suppression complète, au moins une diminution notable... Il y a là évidemment une erreur contre laquelle on ne saurait trop réagir ; mais nier que le rôle de la cavalerie n'ait pas changé, que son action dans le combat n'ait pas diminué, qu'elle puisse affronter aujourd'hui comme dans le passé le feu de l'artillerie ou les décharges rapides de l'infanterie, ce serait aussi une idée fausse; c'est entre les deux qu'est la vérité, et c'est là qu'il faut la chercher.

Pour bien apprécier le rôle de la cavalerie dans l'avenir, avec les conditions nouvelles qui lui sont faites, il semble indispensable de rechercher ce qu'il a été dans le passé. Quelle a été l'organisation de cette arme aux différentes époques, à quel but répondait-elle?... Quel a été son emploi dans les combats, comment a-t-on été amené successivement à la modifier jusqu'à nos jours?... C'est dans les enseignements de l'histoire militaire, dans l'analyse des actions de guerre, qu'on peut trouver la solution de questions aussi complexes; la logique des faits est le meilleur des enseignements, c'est d'elle que doivent se déduire les principes propres à chaque époque, avec leurs transformations successives.

Cette étude nous amènera jusqu'à nos jours par l'enchaînement naturel des événements; mais ici la tâche devient plus difficile, il faut pénétrer dans l'avenir et prévoir les mo-

difications que l'emploi d'un armement nouveau, la puissance de moyens d'action et de concentration inconnus jusqu'ici doivent forcément introduire dans la tactique de la cavalérie, comme dans celle des autres armes. La stratégie elle-même voit ses anciens principes bouleversés ; elle est en présence de combinaisons nouvelles, dont la cavalerie pourra devenir l'un des éléments les plus puissants. Ces questions sont à l'ordre du jour dans toutes les armées et déjà les puissances étrangères s'en sont préoccupées, depuis les événements de 1866 et la constatation des effets produits par le nouvel armement. Chez les unes une tactique spéciale a été inaugurée, chez les autres des dispositions particulières de combat ont été mises en usage ; enfin partout la nécessité d'une transformation est comprise et chez nous la voie est ouverte... L'examen des changements déjà faits ou prêts de l'être sera la conclusion obligée de ce long travail, qui n'a d'autre but que de provoquer la discussion et d'en faire jaillir la lumière, dans l'intérêt d'une arme dont les grandes qualités semblent s'attiédir dans une sorte de routine et de fatalisme.

Epoque romaine. République. — En remontant d'abord dans les temps anciens, on y retrouve des idées, des principes complétement oubliés, qu'on croit nouveaux quand ils apparaissent près de nous, tandis qu'ils ne sont souvent qu'un emprunt du passé, une répétition de ce qui se faisait autrefois.

Aux vraies époques militaires, la cavalerie avait presque toujours été mêlée à l'infanterie... Chez les Romains, que voit-on en effet?

Un peloton de cavalerie de trente hommes, appelé *turme*, est attaché à chaque cohorte, et comme il y a dix cohortes par légion, il s'ensuit que la légion romaine compte dans son effectif dix *turmes* ou trois cents hommes de cavalerie, qui se placent dans l'ordre de bataille sur les ailes, quelquefois en avant du front et souvent en arrière.

Cette cavalerie était sous les ordres directs du tribun, chef de la légion, à moins que le commandement de l'armée ne fût confié à un dictateur. Dans ce cas exceptionnel, le dictateur avait près de lui, comme second, un *maître de la cavalerie* (magister equitum), qui prenait le commandement de toute cette arme et en disposait suivant qu'il le jugeait utile... Ne parle-t-on pas aujourd'hui d'un commandant en chef de la cavalerie dans chaque armée?...

Les faits d'armes de cette cavalerie romaine sont trop connus pour qu'il y ait à les rappeler ici. Son harnachement était des plus simples : deux couvertures de drap pliées et retenues par une sangle, un poitrail et une croupière; il avait du moins l'avantage d'être léger. La selle ne vint que plus tard, sous Théodose, à la fin du quatrième siècle, et quant aux étriers, leur emploi ne date que du sixième siècle.

Sous l'empire romain. — La proportion pour laquelle la cavalerie entrait dans la constitution des armées romaines augmente successivement, à mesure qu'on s'écarte des lois sévères de cette première tactique qui avait donné à la république l'empire du monde; l'introduction des barbares dans les armées impériales tend à développer de plus en plus la proportion de cette arme qui finit par composer presque seule les forces militaires des derniers Césars. Déjà sous Justinien

il n'y avait presque plus que de la cavalerie. On trouve là l'explication naturelle du succès des invasions successives de ces peuples asiatiques plus habiles et plus hardis cavaliers que les soldats efféminés du Bas-Empire.

Moyen âge. — Si de cette époque qui ferme l'histoire ancienne on passe à l'ère du moyen âge, on y voit encore la cavalerie former l'élément principal des armées ; l'infanterie n'est destinée qu'à préparer son action, qu'à l'appuyer; c'est le renversement des principes de la tactique romaine et de celle que nous verrons appliquer dans les dernières guerres.

Notre cavalerie toute bardée de fer, hommes et chevaux, se formait alors sur plusieurs rangs appelés *haies*, espacés entre eux de quarante ou cinquante pas ; elle constituait ainsi le centre de bataille. La distance entre les rangs était indispensable à ces lourds chevaliers pour qu'ils pussent se mouvoir et que la défaite de l'une des lignes n'amenât pas le désordre dans celles qui suivaient.

Plus tard, sous Henri II, apparaît une cavalerie plus légère ; les chevaux ne sont plus bardés, les hommes eux-mêmes sont moins couverts. La tactique change ; on croit qu'il faut donner à la cavalerie un ordre profond, et les rangs se serrent.

Première formation des régiments. — C'est sous Louis XIII que se constituent pour la première fois l'*escadron*, puis le *régiment*, qui comprend de deux à quatre escadrons. Le mousquet est alors donné à la cavalerie, qui se transforme presque entièrement en *arquebusiers à cheval* ou *dragons*. La lance est presque abandonnée, l'arme blanche n'est plus que

Gustave-Adolphe avait compris que la cavalerie ne devait plus agir par le feu, mais bien par le choc; et contrairement aux derniers principes admis, il veut que l'épée soit son arme habituelle, et le mousquet l'exception. Son ordre profond n'avait plus de raison d'être ; aussi la forma-t-il sur trois rangs. Cet ordre de bataille inauguré par lui prévalut dans toutes les armées étrangères jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

Louis XIV. — Il fut introduit chez nous, dès les premières années du règne de Louis XIV ; nos escadrons chargent et manœuvrent dès lors sur trois rangs ; quelquefois cependant, pour donner à leurs efforts plus de consistance, on les place les uns derrière les autres ; c'est l'origine de la *colonne serrée*.

Nos régiments comprenaient toujours un certain nombre d'escadrons, variable de deux à quatre.

L'escadron se subdivisait en trois ou quatre compagnies répondant à nos pelotons ; il se formait en bataille à rangs ouverts, distants entre eux de 12 pieds (environ 4 mètres) ; mais ces rangs se serraient au moment de la charge.

Les régiments se plaçaient ordinairement sur une seule ligne, les escadrons séparés par des intervalles correspondant au quart de leur front ; c'est encore l'intervalle admis aujourd'hui.

Bien que ces lignes de cavalerie fussent étendues, on ne savait ni leur donner une impulsion unique, ni leur faire exécuter un mouvement d'ensemble ; la charge ne s'exécutait que successivement par escadron ou quelquefois, comme on l'a vu, par des escadrons placés les uns derrière les au-

tres et formant une seule masse. On comprit vite la nécessité d'avoir une réserve pour soutenir la ligne de cavalerie, et dès 1667 nous la trouvons sur les champs de bataille, formée de la maison du roi, des gendarmes et des chevau-légers; elle constitue la deuxième ligne qui se place en arrière sous la main du général.

Enfin, comme dernier trait de ressemblance avec ce qui existe de nos jours, les régiments ne comptaient que 600 chevaux au plus; il est vrai qu'en Allemagne et surtout dans les troupes hongroises de la maison d'Autriche, leur effectif était très-supérieur; il s'élevait à 1 200 et quelquefois même à 1 800 chevaux.

Frédéric II. — Cet état de choses se prolonge jusqu'à l'époque de Frédéric, où tout se modifie sous les inspirations du génie et les leçons de l'expérience, le rôle de la cavalerie dans le combat, son ordre de bataille, son organisation, sa tactique. Ces progrès se réalisent peu à peu en suivant le cours des événements militaires, et il est intéressant d'en suivre le développement successif dans les faits marquants des nombreuses guerres soutenues par ce grand roi. On comprendra mieux ainsi les motifs qui portent à adopter de nouveaux principes tactiques et le but des instructions qu'il ne dédaigne pas de donner lui-même à ses généraux comme à ses officiers de hussards et de dragons.

C'est en 1740 que Frédéric II monte sur le trône de Prusse, tout jeune encore (il a vingt-huit ans); dévoré plutôt du désir d'augmenter ses États que de conquérir de la gloire, il saisit la première occasion qui se présente et, sous les prétextes les moins plausibles, il déclare la guerre à l'Autriche,

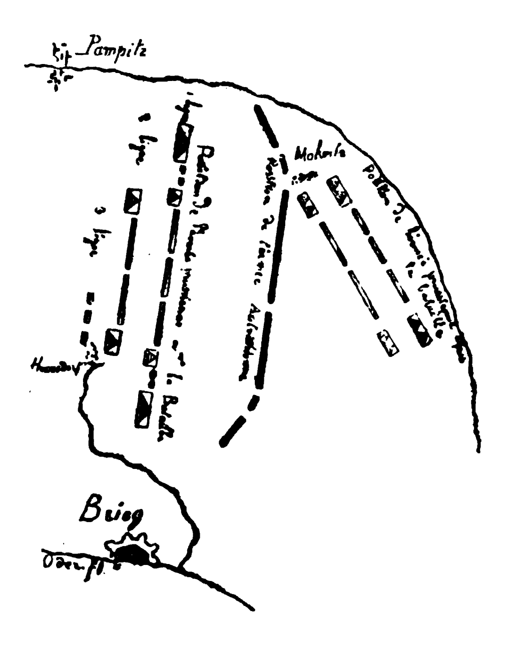
revendique la Silésie et paraît pour la première fois, en 1741, sur les champs de bataille, à la tête de son armée. A cette époque la stratégie se mouvait dans un cercle beaucoup plus restreint qu'aujourd'hui : la prise d'une ville, l'occupation de bons cantonnements, l'enlèvement d'un camp retranché, l'obligation de se ravitailler, tel était souvent le but d'une campagne et des opérations qui amenaient une bataille ; si l'action n'était pas assez décisive, on prenait ses quartiers d'hiver et l'on remettait l'issue de la lutte au printemps suivant. Il y a loin de là à ce qui s'est fait plus tard et à ce qui se ferait aujourd'hui.

Tactique. — Quant à la tactique, elle était pour ainsi dire renfermée dans des règles fixes, que le formalisme allemand ne se permettait que bien rarement de modifier. L'infanterie sur deux lignes constitue le centre de bataille ; aux ailes de chacune de ces lignes, une autre ligne de cavalerie qui en forme le point d'appui ; souvent cette cavalerie se place sur trois lignes, quelques escadrons formant la troisième ligne et débordant les flancs. Dans les cas où cette arme se trouvait trop inférieure à celle de l'ennemi, on intercalait entre ses escadrons des bataillons d'infanterie chargés de l'appuyer ou de la soutenir, si elle venait à être repoussée. C'était un des moyens que Gustave-Adolphe avait mis en pratique et qui lui avait permis de lutter avantageusement contre la nombreuse cavalerie allemande qu'il avait devant lui.

L'armée ainsi formée, l'artillerie mise en position, la bataille s'engageait presque toujours par des attaques sur les ailes, de cavalerie contre cavalerie ; une de ces ailes était-elle mise en déroute, les escadrons victorieux ou ceux de la

deuxième ligne se précipitaient sur les flancs et les derrières de l'infanterie opposée, en même temps que les lignes d'infanterie s'avançaient pour soutenir ce mouvement par leur feu et forcer l'armée ennemie à se retirer. Voilà comment les choses se passaient habituellement, soit que l'attaque eût lieu par les deux ailes, soit qu'elle ne fût faite que par une seule.

Bataille de Molwitz. — A la bataille de Molwitz, la première que livre Frédéric en 1741, on le voit prendre cet ordre de bataille, qu'il modifiera plus tard. Sa cavalerie est



inférieure à celle des Autrichiens, il n'a que dix escadrons de hussards à son aile droite qui est la plus menacée ; aussi la renforce-t-il de deux bataillons de grenadiers qu'il place

au centre de la première ligne de cavalerie. Le hasard veut encore que sa deuxième ligne d'infanterie n'ait pas assez de terrain pour se former, et trois bataillons qui n'ont pu y trouver place restent à sa droite en troisième ligne.

Les Autrichiens attaquent cette aile avec cinquante escadrons, enfoncent les hussards prussiens; mais ils sont arrêtés par le feu des deux bataillons de grenadiers et par celui de ces trois autres bataillons qui constituent ainsi une véritable léserve. Ce résultat tout fortuit n'échappe pas à Frédéric qui re constate dans ses mémoires en se promettant d'en profiter à l'avenir.

Tous les efforts de la cavalerie autrichienne viennent se briser contre ce feu de l'infanterie; un mouvement heureux de l'aile gauche dirigé au même moment par le maréchal de Schwerin détermine la retraite de l'ennemi et laisse le champ de bataille à Frédéric. La poursuite ne put être faite que mollement, parce que la cavalerie prussienne avait beaucoup souffert et que celle que le roi avait laissée en arrière et qu'il attendait n'était pas arrivée.

Camp de Molwitz. — Instruction de la cavalerie prussienne. — Après cette bataille, Frédéric se fortifie autour de Molwitz et reste trois semaines dans ce camp, pour couvrir le siége de la petite ville de Brieg, qui est encore aujourd'hui une des places de la Silésie prussienne. L'insuccès de sa cavalerie, le retard de celle qui ne l'avait pas rejoint l'avaient vivement impressionné; il ne jugeait pas cette arme à la hauteur du rôle qu'il voulait lui donner, et voici ce que nous lisons à ce sujet dans ses mémoires :

« J'ai trouvé la cavalerie prussienne le corps le plus lourd,

le plus pesant et en même temps le moins animé qu'il y eût dans les armées modernes; aussi ai-je profité de mon inaction pour l'exercer d'une façon toute spéciale, lui apprendre à manœuvrer et à changer sa pesanteur en célérité. J'ai voulu qu'elle acquît de l'adresse, de la vivacité, de la confiance en son initiative et dans ce but je l'ai envoyée souvent au loin, en partis, pour que les officiers apprissent à profiter du terrain et à se fier à leurs propres forces. »

On ne saurait désirer davantage aujourd'hui ! ! !

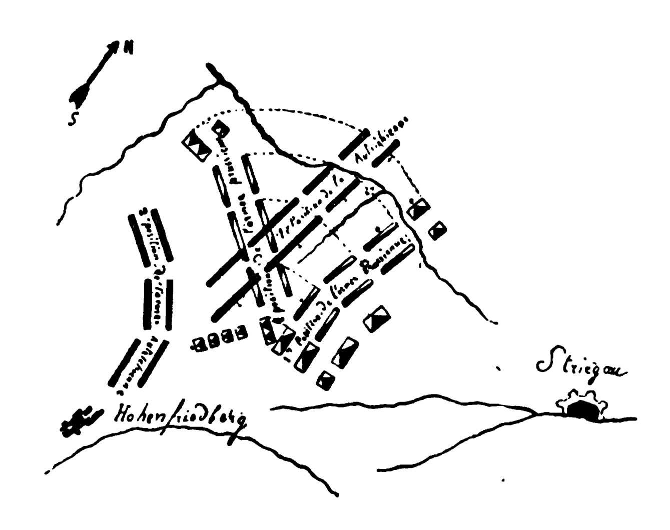
Combat de Jægerndorf. — L'instruction qu'il a donnée à sa cavalerie, la confiance qu'il lui a inspirée lui permettent dans les campagnes suivantes d'exiger d'elle bien davantage sur les champs de bataille comme dans les opérations isolées. En 1745, dans la deuxième campagne de Silésie, Frédéric, abandonné momentanément de la fortune, a dû se retirer de la Bohême conquise l'année précédente et se replier sur ses places de la Silésie. Pressé par l'armée autrichienne qui l'a suivi pas à pas dans les défilés de la Bohême, il est menacé en même temps par des forces venant de la Moravie; le vieux maréchal Traun cherche à le cerner de toutes parts et à le forcer à quitter la Silésie, faute de vivres. Le roi veut appeler à lui un corps 12 000 hommes que commande le margrave Charles d'Anspach dans la haute Silésie; mais 6 000 hussards autrichiens se sont placés entre eux et lui interdisent toute communication. Frédéric n'hésite pas et lance les hussards de Ziethen contre les Hongrois du maréchal Traun; ce redoutable partisan les traverse l'épée à la main et va porter au margrave à la tête de ses hommes l'ordre dont dépend le salut du roi. Mais le retour devait être

encore plus difficile; les Hongrois ont été renforcés de 20 000 dragons, pandours et troupes irrégulières, et ont pris position à Jœgerndorf. Le margrave fait donner toute sa cavalerie sur les deux lignes d'infanterie ennemie, négligeant les ailes de cavalerie qui ne sont pas assez manœuvrières pour s'opposer à ce mouvement imprévu; ces lignes sont enfoncées, et alors la cavalerie prussienne se rabat sur les hussards et les dragons autrichiens qui sont culbutés à leur tour. Le passage est ouvert et le margrave rejoint le roi : « Cette journée, dit Frédéric lui-même, fait époque dans l'histoire de la cavalerie prussienne, c'est d'elle que date sa réputation. »

Expédition de Nadasdy dans le Palatinat. — A cette même époque la cavalerie des autres puissances exécutait aussi de grandes opérations qui pouvaient avoir une importance sérieuse sur les résultats d'une campagne. Ainsi, en 1744, nous étions les alliés du roi de Prusse et de l'électeur de Bavière contre Marie-Thérèse; notre armée, jointe aux troupes de l'électeur, défendait le Palatinat contre le prince de Lorraine. Nadasdy, qui commande les troupes hongroises de Marie-Thérèse, surprend le passage du Rhin avec 9 000 hussards et se porte sur Lauterbourg et Wissembourg menaçant nos communications. Le maréchal de Coigny quitte sa position et dirige ses forces contre cet ennemi entreprenant, qu'il croit être l'avant-garde de l'armée autrichienne; le prince de Lorraine, profitant de cette erreur, franchit le Rhin, prend possession du Palatinat et nous oblige à nous retirer sous le canon de Strasbourg.

C'est cette même année, en 1744, que la cavalerie autri-

chienne, répandue tout autour de Frédéric, brûle ses magasins, enlève ses convois et le force à quitter la Bohême où il ne peut plus vivre. En même temps que son action s'étendait dans les opérations de la campagne, le rôle de la cavalerie prussienne ne grandissait pas moins sur le champ de bataille. Dans la journée de Friedberg (dite aussi *Hohen-Friedberg*), qui suivit de près le combat de Jœgerndorf, dont nous venons de parler, le roi donna à sa cavalerie les instructions les plus précises.

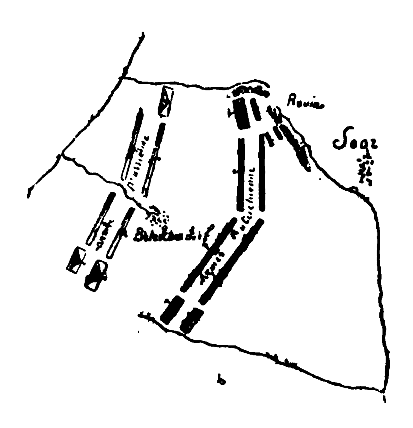


Bataille de Friedberg (*Hohen-Friedberg*). — L'infanterie sera sur deux lignes ; à sa droite, 10 escadrons de dragons formés eux-mêmes sur deux lignes ; à la gauche mêmes forces, mêmes dispositions. En arrière de ces deux ailes de cavaleric, 1 régiment de hussards en troisième ligne, débordant les flancs. Enfin 10 escadrons de dragons et 20 de

hussards sous les ordres de Ziethen sont en arrière de la troisième ligne d'infanterie, pour y être employés suivant les besoins. C'est une réserve générale de l'armée, un corps de cavalerie de réserve que nous voyons inaugurer ce jour-là de la façon la plus frappante. Ces dispositions eurent un plein succès, et le résultat de cette bataille assura définitivement à la Prusse la possession de la Silésie. L'attaque se fit par les deux ailes ; la cavalerie de la droite, après avoir enfoncé les Saxons, se retourna hardiment par un changement de front sur la gauche des Autrichiens qui était à peine formée et la força à se replier. En même temps la cavalerie de l'aile gauche engageait l'action, appuyée de toute la réserve des hussards de Ziethen ; la cavalerie autrichienne fut rejetée sur Friedberg ; l'infanterie, qui avait perdu tout appui, se replia en arrière, de telle sorte que cette armée ne présenta plus qu'une sorte de demi-cercle ou de saillant sans défense. La cavalerie prussienne de la gauche, qui n'avait plus d'ennemis devant elle, et dont la deuxième ligne était intacte, revint en arrière, et le général Gessler qui la commandait fit ouvrir alors les intervalles de l'infanterie, les traversa en trois colonnes et fondit ainsi sur l'infanterie autrichienne dont la déroute fut complète.

Bataille de Sorr. — Dans la même campagne, à Sorr, en Bohême, le roi n'ayant pas assez de cavalerie ne la déploya que sur une ligne, tandis que les Autrichiens en avaient trois ; mais ils n'avaient pu les espacer que de 20 pas, parce qu'un ravin se trouvait en arrière, double faute dont ils eurent à se repentir. Chargée vigoureusement par la ligne de cavalerie prussienne, la première ligne autrichienne fut renversée

sur la deuxième, celle-ci sur la troisième, et le tout dans le ravin. Les Autrichiens avaient jusqu'alors conservé la mauvaise habitude d'attendre l'ennemi de pied ferme et de l'accueillir par une décharge générale, puis ils mettaient le sa-



bre à la main et chargeaient ; Frédéric, au contraire, ne voulait pour sa cavalerie que l'arme blanche, et lui demandait avant tout de la vitesse. Aussi dans cette journée de Sorr les Autrichiens furent-ils attaqués si vivement, qu'ils n'eurent même pas le temps de tirer leurs sabres.

Position de la cavalerie en quatrième ligne. — A la bataille de Kellersdorf, comme à celle de Lowositz, le pays est escarpé, il ne s'agit que d'attaquer des positions et des hauteurs, et la cavalerie ennemie n'est pas à craindre : aussi le roi forme-t-il trois lignes d'infanterie et met-il sa cavalerie en arrière en quatrième ligne.

Attaques combinées de front et de flanc. — Plus on avance dans l'histoire militaire de Frédéric, plus on le voit modifier

dans les combats l'emploi de sa cavalerie et y appliquer quelques-uns des principes qui ont été maintenus jusqu'à nos jours.

A la bataille de Prague, en 1757, 65 escadrons sont lancés successivement sur l'aile droite des Autrichiens forte de 104 escadrons. Le premier effort est repoussé; on recommence la charge et on l'appuie par une attaque sur le flanc de l'ennemi, faite par les hussards de troisième ligne et la réserve de cavalerie que Ziethen a portée rapidement au point menacé. Pris de front et de flanc, les cavaliers de l'Autriche sont mis en pleine déroute; l'infanterie, privée de son point d'appui, est tournée elle-même par l'une de ses ailes et contrainte de se retirer du champ de bataille.

Voilà les attaques de flanc combinées avec celles de front qui apparaissent et l'on sait toute l'importance qu'elles peuvent avoir. Les Autrichiens, bien moins habiles que leurs adversaires, avaient conservé à leur aile gauche l'autre moitié de leur cavalerie que la nature du terrain condamnait à l'inaction; il ne leur vint pas dans l'esprit la pensée de la reporter sur le point où elle serait utile; ils se contentèrent de prendre au début l'ordre de bataille régulier avec la cavalerie aux ailes de l'infanterie et ils ne songèrent même pas à le modifier.

Bataille de Kolin. — Il faut cependant constater que l'entraînement de la cavalerie prussienne qui lui donne si souvent le succès, lui est quelquefois fatal, quand il n'est pas justifié par une saine appréciation de la nature du terrain ou des conditions du combat. Un des exemples les plus frappants de ce fait est la bataille de Kolin, où Frédéric attaque

l'armée du maréchal Daun dans ce fameux ordre oblique qu'il employa si souvent depuis et que ses admirateurs ont voulu ériger en système absolu; Napoléon, dans ses mémoires a su le ramener à sa véritable valeur. Il suffit de rappeler qu'il consistait une sorte d'attaque en échelons par la droite ou par la gauche, suivant l'aile refusée.



[illegible]

tenait encore sur des hauteurs boisées ; son feu frappe la cavalerie de tous côtés, l'arrête, la met en désordre, et un régiment de dragons autrichiens profite hardiment de ce mouvement pour la prendre en flanc et la sabrer. Le détail de cet épisode, qui a marqué dans l'histoire de la cavalerie autrichienne, mérite d'être raconté ; il montre bien ce que peut faire une petite troupe chargeant avec vigueur et à propos.

C'était un régiment de dragons appartenant au maréchal Laudon et récemment levé par lui ; il était composé de tout jeunes gens. Au moment où l'ordre de la retraite est donné, où l'on voit la cavalerie prussienne s'élancer de nouveau, Laudon va trouver le maréchal Daun et le supplie de laisser charger son régiment. « Eh! que voulez-vous que nous fassions avec ces blancs becs? (*Weissnase.*) — Ils vont vous montrer, ces blancs becs, ce qu'ils savent faire, répond Laudon, » et sur l'autorisation qui lui est donnée, ce régiment charge, ramène toute la cavalerie prussienne; il est suivi de toutes les forces qui allaient se retirer, on prend en flanc les lignes d'infanterie de Frédéric morcelées dans des attaques partielles; les échelons n'existent plus ou du moins ne se prêtent plus un appui réciproque. Le désordre s'étend successivement de la gauche à la droite; Frédéric est contraint à la retraite et perd la bataille de Kolin.

A la suite de ce fait d'armes, le régiment de dragons de Laudon fut autorisé à ne jamais porter ni barbe ni moustache, pour immortaliser ce nom de *blancs becs* qui lui avait été donné par le maréchal Daun. Ce privilége est respecté encore aujourd'hui dans les dragons de Windisch-Gratz, qui ne sont autres que l'ancien régiment de Laudon.

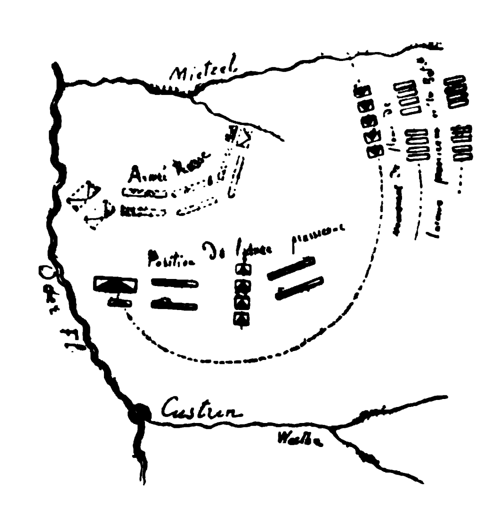
C'est par l'étude des faits militaires de cette époque qu'on peut se rendre compte des premières applications tactiques des principes qui nous régissent pour ainsi dire encore; car c'est d'après les formations prussiennes qu'ont été établis les règlements de manœuvres dont s'est servie la cavalerie française jusqu'à nos jours, ainsi que nous le verrons tout à l'heure.

Bataille de Zorndorf. — Rappelons encore l'épisode militaire peut-être le plus instructif de toutes les guerres de Frédéric, la bataille de Zorndorf de 1758, dont le succès est dû presque tout entier à l'emploi intelligent de la cavalerie prussienne aussi bien qu'à son énergie.

Cette fois, c'est l'armée russe de Catherine que Frédéric a devant lui; elle occupe un vaste plateau bordé de crêtes élevées près de Custrin dont elle fait le siége... Frédéric aborde cette armée par le Nord, en passant par le Mietzel; mais il ne l'attaque pas de peur d'être rejeté loin de Custrin qui forme sa ligne de retraite, et il se décide à la contourner par une marche de flanc pour venir se placer entre elle et la ville... Il marche sur trois colonnes parallèles, les deux premières d'infanterie, la troisième de cavalerie, avec une forte avant-garde, prêt à se former en bataille par un simple à-droite. La direction qu'il donne à ses têtes de colonnes est telle qu'il pousse sa gauche en avant, refusant sa droite, prenant, en un mot, cet ordre oblique qui lui est devenu familier dans ses dernières campagnes.

La plus grande partie de sa cavalerie formant l'avant-garde est portée à la gauche. Il ne la place que sur une seule ligne pour mieux appuyer son aile; les hussards, qui sont

habituellement en troisième ligne, forment ici la deuxième ligne ; toute cette masse est sous les ordres de Seidlitz, dont le nom seul fait époque dans les annales de la cavalerie.



L'ennemi étant en position, c'est l'infanterie de l'avant-garde et celle de l'aile gauche qui attaquent les premières les hauteurs qu'elles ont devant elles, mais elles sont ramenées par les Russes qui descendent du plateau, suivis dans la plaine par leur cavalerie. Seidlitz s'élance alors avec toute sa première ligne, dégage l'infanterie prussienne et met en déroute cette cavalerie ennemie; il dirige en même temps une partie de ses escadrons sur les flancs de l'infanterie russe qui est forcée de regagner ses positions.

Pendant cette action, la droite de Frédéric s'est avancée à son tour, d'abord avec un tel succès, que la prise du plateau semble assurée; mais la solidité des Russes, le feu de leur artillerie triomphent des colonnes prussiennes qui se retirent

en désordre ; les Russes reprennent l'offensive avec vigueur et séparent l'aile droite du centre, le peu de cavalerie qui se trouvait de ce côté ne peut arrêter la marche des colonnes ennemies, malgré les charges vigoureuses qu'elle entreprend, quand Seidlitz s'aperçoit du danger et s'élance dans l'intervalle de la ligne de bataille avec presque tous ses escadrons qu'il a ramenés de la gauche, où ils n'ont plus rien à faire. La trouée est bouchée, cette cavalerie fond à la fois sur la cavalerie et l'infanterie russe qu'elle refoule et met dans une déroute complète ; l'aile droite est dégagée, l'offensive est reprise sur toute la ligne et la victoire est complète. Il y a là un habile emploi de cette arme, une analogie frappante avec ce qui se passera dans les plus grandes journées de l'empire.

Tactique de Frédéric. — Si l'on veut résumer l'époque de Frédéric au point de vue de la cavalerie, on est frappé des progrès incessants qu'il fait faire à cette arme sur le champ de bataille comme dans les opérations de la campagne ; ce sont :

Les masses de cavalerie placées sur plusieurs lignes et opérant avec ensemble, sous l'appui des réserves des ailes et d'une réserve générale ;

Les attaques combinées de front et de flanc ;

L'emploi habile de la réserve sur les points menacés ;

La place de bataille assignée et modifiée suivant la nature du terrain ;

La charge, déployée contre la cavalerie, en colonne contre l'infanterie ;

La défense de ne se servir du feu que dans des cas exceptionnels ;

L'arme blanche devenue le seul moyen d'action offensif;

Enfin la vitesse et la rapidité, comme conditions essentielles.

Frédéric était tellement convaincu de l'importance de la cavalerie qu'il ne dédaignait pas de lui donner lui-même des instructions. Voici ce qu'on y trouve de plus intéressant :

L'escadron sera sur trois rangs, les rangs espacés, mais se serrant au moment de charger (le troisième rang est destiné à réparer les pertes des deux autres).

Il est divisé en 4 pelotons et doit être exercé à rompre par pelotons; les mouvements de flanc s'y font par 4, bien qu'il y ait 3 rangs de profondeur.

Les régiments de cavalerie sont à 5 escadrons, excepté ceux de dragons qui en comptent 10; ils sont habituellement réunis en brigades de 2 régiments.

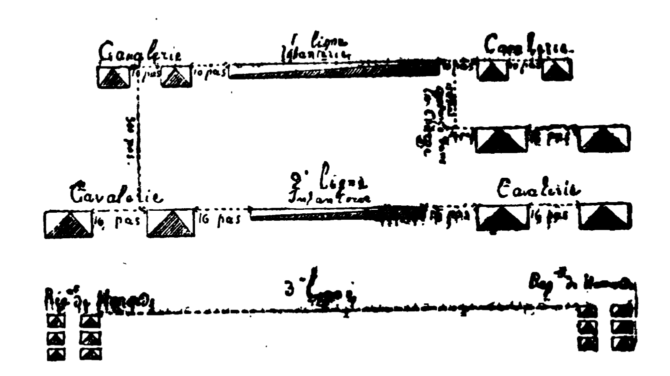
Ces brigades, en nombre variable, forment elles-mêmes des corps de cavalerie que nous voyons commandés par les Schwerin, les Gessler, les Ziethen, les Seidlitz ; soit qu'ils se placent en réserve ou aux ailes de l'ordre de bataille, soit qu'ils opèrent isolément, ils ne sont liés en rien aux troupes d'infanterie pas plus que les brigades.

Quand on arrive sur le terrain, les escadrons marchent en colonne et s'y déploient le plus rapidement possible, pour se porter au point qu'ils doivent occuper dans l'ordre de bataille.

La première ligne se forme dans le prolongement de la première ligne d'infanterie, avec 10 pas d'intervalle entre les escadrons.

Ces intervalles peuvent varier cependant en raison de circonstances et d'ordres particuliers.

La deuxième ligne est à 300 mètres en arrière, avec des intervalles de 16 pas, afin de déborder le flanc de la première ligne auquel elle sert d'appui et de permettre aux escadrons repoussés de s'écouler sans désordre par les intervalles.



Dans la charge, les lignes doivent se suivre en conservant leurs distances; Frédéric recommande cependant que les escadrons les plus rapprochés de l'infanterie ne prennent que 150 pas, au lieu de 300, afin de mieux protéger le flanc intérieur de la première ligne, qui pourrait être menacé par une contre-attaque.

Enfin, en troisième ligne, sont 2 régiments de hussards formés en colonne et placés l'un à droite, l'autre à gauche. C'est l'ordre qui fut pris à Friedberg et adopté depuis d'une façon définitive.

Si le terrain à couvrir par l'aile de cavalerie est plus étendu, on augmente la première ligne avec des escadrons pris dans la deuxième; si, au contraire, le terrain ne permet pas le déploiement complet des deux lignes, on en forme

trois, en ayant soin que les intervalles de la troisième ligne soient plus grands encore que ceux de la deuxième.

Quand on se trouve dans une plaine qui n'offre pas de points d'appui pour les ailes de cavalerie, le roi recommande de les soutenir avec de l'infanterie et du canon pour leur permettre de se rallier sous le feu.

S'agit-il d'attaque de postes ou de villages, la cavalerie ne sera mise qu'en troisième ou quatrième ligne; elle débouchera alors en colonne par les intervalles de l'infanterie pour compléter le succès; c'est la formation qu'elle prendra également dans ses attaques contre l'infanterie.

Frédéric recommande encore que la cavalerie soit à une assez grande distance du feu pour qu'elle n'ait pas à en souffrir, et qu'elle soit toute fraîche au moment de l'attaque. Sa vitesse doit lui faire regagner la distance perdue. A cette époque, cette disposition était d'autant plus facile que les lignes d'infanterie étaient elles-mêmes dans l'ordre de bataille en dehors du rayon de la mousqueterie.

Il veut qu'on exige beaucoup de la cavalerie quand elle est mise en action; il veut même qu'elle attaque toujours la première, certain de la supériorité que donne l'offensive, et il pousse cet ordre tellement loin, qu'il menace d'une cassation infamante l'officier général qui se laisserait prévenir dans l'attaque. Il prescrit de mener les charges à fond et de pousser la première ligne ennemie sur la deuxième, sans s'occuper de ralliement, et plus loin encore, s'il est possible, pour ne pas laissser à l'ennemi le temps de se rallier. La deuxième ligne, les régiments de hussards de la troisième ligne et la réserve générale de l'armée doivent veiller

sur les premières lignes engagées, les soutenir et les défendre contre toute tentative de contre-attaque.

Il recommande, dans la charge, de fermer les intervalles des escadrons, de manière à ne présenter qu'une ligne continue.

S'il n'y a plus rien à craindre de la cavalerie ennemie, les réserves doivent se rabattre sur l'infanterie, qu'elles prennent de flanc ou à revers.

On ne devra jamais laisser l'ennemi se reformer ; tout officier sera tenu de s'y opposer énergiquement sans attendre des ordres.

Ce n'est que dans le cas où une charge qui n'a pas réussi doit être renouvelée que Frédéric autorise le premier rang à faire une décharge de mousqueterie, avant de mettre le sabre à la main et de repartir au galop.

Le roi constate aussi que souvent les généraux d'infanterie auxquels il confie de la cavalerie ne savent pas s'en servir et en exigent des choses impossibles ; aussi leur donne-t-il des instructions détaillées pour leur apprendre le vrai rôle des escadrons qu'ils pourront avoir sous leurs ordres.

Enfin, dans les instructions destinées aux généraux-majors commandant les brigades de cavalerie, il leur recommande, dès qu'ils ont pris leur ordre de bataille, de se porter eux-mêmes en avant, aussi loin que possible, pour reconnaître le terrain sur lequel ils sont appelés à agir ; ils doivent le faire parcourir en même temps, dans d'autres sens, par quelques officiers intelligents. Il insiste encore sur la nécessité d'entamer l'action dès qu'on est en présence de l'ennemi ; l'attaque ne devra pas être successive, par régi-

ments ou par escadrons; elle se fera hardiment avec toute la première ligne, suivie de sa deuxième ligne et de sa réserve.

A ses officiers de hussards, à ses chefs de détachement, il prescrit de harceler sans cesse l'ennemi, de le chercher, de l'inquiéter, de le tenir sans cesse sur le qui-vive.

Tel est l'ensemble des faits les plus saillants relatifs à la cavalerie sous Frédéric. Si nous nous sommes arrêtés longuement sur cette époque, c'est que c'est d'elle que datent une instruction et des principes qui se sont étendus successivement aux autres armées européennes et qui s'y sont maintenus jusqu'à nos jours; il n'y aura de progrès que dans l'emploi qu'on saura faire de cette arme sur le champ de bataille, et ce progrès ne se réalisera que sous les inspirations du génie de Napoléon.

Cavalerie française. — Pendant toute cette période, qu'était la cavalerie française? qu'était-elle devenue?

Sous Louis XV. (*Puységur.*) — Elle était restée malheureusement, jusqu'en 1750, à peu près ce qu'elle était au temps de Louis XIV, sous l'empire des premiers principes appliqués par Gustave-Adolphe. Elle se plaçait dans l'ordre de bataille aux ailes des deux lignes d'infanterie et appuyait habituellement ses flancs extérieurs de bataillons d'infanterie formés en carrés pour la soutenir de ses feux. Si l'on en croit Puységur, dans son *Art de la guerre*, notre cavalerie prenait l'initiative de l'attaque ou attendait de pied ferme celle de l'ennemi, qu'elle cherchait à repousser, d'abord par des décharges de mousqueterie, puis à l'arme blanche; c'était ainsi, du reste, que combattait aussi la cavalerie autrichienne, comme nous l'avons vu à la bataille de Sorr. Avant Frédéric

les charges ne se faisant qu'au trot, cette immobilité avait beaucoup moins d'inconvénients ; elle permettait même d'utiliser le feu des bataillons de soutien.

Pour attaquer une cavalerie ennemie qui se trouvait dans les mêmes conditions d'immobilité et de soutien que la nôtre, Puységur indique un des moyens qu'on prenait le plus habituellement ; toute la masse de cavalerie de l'aile s'ébranlait en même temps, mais une partie s'arrêtait en dehors du rayon de feu, pendant que l'autre continuait au trot son attaque. L'infanterie de soutien ouvrait alors le feu sur les escadrons qui s'avançaient ; ceux qui étaient restés en arrière profitaient de ce moment pour charger l'infanterie dont le feu se reportait naturellement sur ce nouveau danger ; les premiers escadrons ainsi dégagés pouvaient continuer librement leur attaque sur la ligne ennemie. Il y a loin de là à la vigoureuse initiative de Frédéric ; c'est encore l'enfance de l'art.

Notre cavalerie était plus brillante dans les opérations de petite guerre ; les partis, les détachements, les fourrages l'occupaient journellement. Les généraux de cette époque recommandaient de l'y exercer constamment, surtout en temps de paix.

(*Maréchal de Saxe*). — Voici ce que dit à ce sujet le maréchal de Saxe dans ses *Rêveries* :

« Il faut que la cavalerie soit leste, qu'elle soit montée sur des chevaux rendus propres à la fatigue, qu'elle ait peu d'équipages et surtout qu'elle ne fasse pas son point principal d'avoir des chevaux gras. S'il se pouvait qu'elle vît souvent l'ennemi, cela ne serait que mieux et la mettrait bientôt en

état d'entreprendre les plus grandes choses. Il est certain que l'on ne connaît pas la force de la cavalerie, ni les avantages qu'on en peut tirer. D'où vient cela ? De l'amour qu'on a pour les chevaux.

« J'ai eu un régiment de cavalerie allemande en Pologne, avec lequel j'ai fait en dix-huit mois plus de 1 500 lieues, soit en marches ou en courses, et je puis assurer que ce régiment était plus en état de servir au bout de ce temps-là qu'un autre qui aurait eu des chevaux gras ; mais pour cela il faut faire les chevaux peu à peu au mal et les endurcir à la fatigue par des courses et des exercices violents, ce qui les conserve plus sains et les fait durer bien davantage. Quand ils y sont faits, vous pouvez compter avoir de la cavalerie, au lieu que vous n'en aviez pas auparavant. De plus, cela rompt et style vos cavaliers, leur donne un air de guerre qui sied bien ; mais il faut faire galoper les chevaux, il faut les faire courir à toutes jambes en escadrons et les mettre peu à peu en haleine. On ne doit pas se contenter de manœuvrer tous les trois ans une fois, avec une lenteur extrême, de peur que ces pauvres bêtes ne suent. Je soutiens que lorsqu'un cheval n'a pas été tourmenté et endurci au mal, il est sujet à beaucoup plus d'accidents et ne saurait jamais être de service. »

Ne semble-t-il pas qu'il y a là une sorte de critique qui pourrait avoir de l'actualité ?

Les choses se maintinrent ainsi jusqu'au moment où les nouveaux principes de Frédéric firent leur apparition sur les champs de bataille de l'Allemagne ; il fallut bien les appliquer à notre cavalerie.

La charge se commence au trot à 100 pas de l'ennemi, mais son allure augmente successivement et à 20 ou 30 pas, la troupe prend le galop au commandement de ses officiers. Le maréchal de Saxe trouve que ce n'est pas encore assez; il voudrait, comme Frédéric, que les charges fussent poussées à fond et à l'allure la plus vive. « Tout escadron, dit-il, qui ne peut charger 2 000 pas (1 400 mètres) à toutes jambes, sans se rompre, n'est jamais propre à la guerre; la cavalerie prussienne peut le faire facilement. » C'est ce qui a lieu, en effet, encore aujourd'hui aussi bien en Prusse qu'en Autriche.

Le maréchal veut, pour arriver à ce résultat, que les chevaux soient tenus en haleine dans les quartiers d'hiver comme en temps de paix par des courses longues ou des exercices violents, renouvelés au moins trois fois par semaine ; il finit par ce conseil : « Pendant la paix fatiguez vos hommes et vos chevaux, ce n'est qu'en campagne qu'il faut les ménager. »

Il blâme surtout l'ordre de bataille habituel, parce qu'il n'y voit pas l'appui réciproque que la cavalerie et l'infanterie doivent se prêter. Si la cavalerie est repoussée, les lignes d'infanterie n'ont plus leurs flancs couverts; les bataillons qu'on jetterait sur les ailes de la cavalerie seraient en même temps perdus; il prescrit de placer de l'infanterie en carrés en arrière de la deuxième ligne de cavalerie, pour servir de soutien et de ralliement. Il y a là un nouveau principe tactique sur l'appui des deux armes, dont la brillante application se retrouve dans le dispositif de la bataille d'Austerlitz.

Remarquons, en passant, comme le rôle de l'artillerie est

laissé de côté jusqu'à présent dans toutes ces questions de soutien et d'appui des armes entre elles ; il semble que ce ne soit encore qu'un élément d'action tout secondaire.

Organisation de la cavalerie. — Nos régiments de cavalerie sont réunis dès cette époque en brigades sous le commandement d'un mestre de camp et en divisions sous celui d'un lieutenant général ; mais ces divisions sont indépendantes les unes des autres sous les ordres directs du général en chef ; elles ne sont adjointes à des troupes d'infanterie que dans des opérations secondaires.

Quant à la proportion pour laquelle la cavalerie doit entrer dans la composition de l'armée, il n'en est pas encore question ; ce que nous pouvons dire, c'est que cette proportion était beaucoup plus forte que celle que nous admettons aujourd'hui. Si nous en jugeons par l'effectif des armées et le nombre des escadrons que nous voyons figurer dans les batailles de la guerre de Sept ans, on voit que cette proportion s'élevait quelquefois à plus du tiers, surtout dans les armées autrichiennes, où l'élément hongrois tenait une grande place ; le plus habituellement il semble être à peu près du quart. C'est un chiffre bien supérieur à celui que nous avons adopté. Un homme qui fit autorité chez nous à la fin du dernier siècle, Guibert, s'élève déjà contre cet état de choses qu'il regarde comme défectueux.

(*Guibert*). — « La cavalerie, dit-il, doit être plutôt bonne que nombreuse ; plus on fera de progrès en tactique, plus on sera convaincu de cette vérité. Cette arme est chère, on ne peut la maintenir en temps de paix à un effectif aussi élevé ; s'il faut l'y porter au moment d'entrer en campagne, on en

est réduit à prendre des cavaliers inexpérimentés, des chevaux non dressés. »

Ce fut lui encore qui, travaillant à la rédaction des ordonnances militaires de cette époque, fit supprimer le troisième rang dans la cavalerie et disparaître l'emploi de son feu comme principal moyen d'action.

Instruction provisoire de 1777. — Au comte de Saint-Germain, ministre de la guerre, revient l'honneur d'avoir publié les premiers règlements sur les manœuvres de la cavalerie française, règlements presque entièrement copiés sur ce qui se faisait en Prusse et qu'il est important d'examiner, puisqu'ils diffèrent peu de ceux que nous avons encore aujourd'hui.

Une première instruction provisoire parut en 1777; les mouvements de flanc s'y faisaient par trois, fait assez bizarre, puisque Frédéric prescrivait les mouvements par quatre; il est vrai que sa cavalerie se formait sur trois rangs, tandis que la nôtre ne l'était plus que sur deux. Mais ici se présente une singulière anomalie; nous revînmes promptement aux mouvements par quatre, tandis que les Prussiens, au contraire, adoptèrent les mouvements par trois, quand ils supprimèrent le troisième rang et avec une telle conviction qu'ils les ont conservés jusqu'à ce jour.

Instruction de 1788. — En 1788, le comte de Brienne fit paraître l'ordonnance sur les manœuvres, qui remplaça l'instruction de 1777.

Elle comprend trois parties : 1° une école du cavalier; 2° une école de l'escadron; 3° les évolutions de plusieurs régiments.

L'école du cavalier n'offre pas assez d'intérêt pour que nous nous y arrêtions ; passons de suite à l'école d'escadron.

L'escadron formé sur deux rangs doit compter de quarante à quarante-huit files ; les hommes en plus sont placés à 20 pas en arrière et constituent la réserve de l'escadron.

Lorsque l'escadron est en colonne, la réserve se place sur le flanc, du côté opposé aux guides, ou en arrière contre le quatrième peloton, afin que les escadrons qui suivent ne perdent pas leur distance.

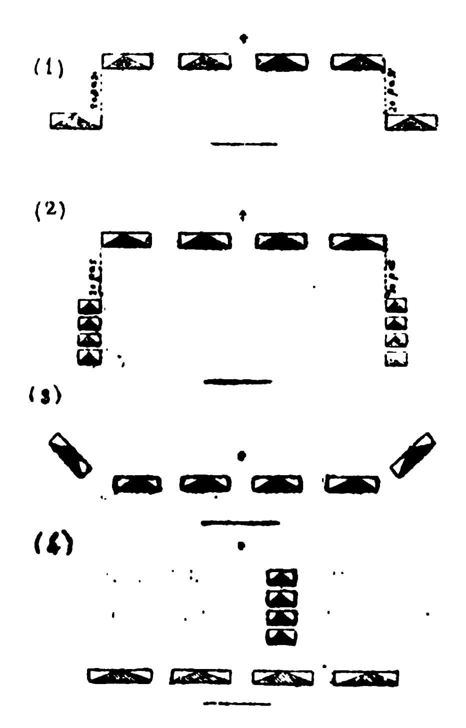
Cette réserve fournira les tirailleurs ; on peut quelquefois la mettre en ligne, au centre de l'escadron en bataille, entre les deuxième et troisième pelotons. C'est un mouvement dont on ne voit guère l'utilité et qui semble présenter tant d'inconvénients, qu'on est en droit de supposer qu'on n'y avait que bien rarement recours.

Les mouvements de flanc se font par quatre ; mais il est probable que ce fait a donné lieu à de longues discussions, si l'on en juge par l'exemplaire de l'ordonnance que possède le dépôt de la guerre. Le texte imprimé indique les mouvements comme se faisant par trois, et c'est à la main que la correction est faite ; que le chiffre trois est partout remplacé par le chiffre quatre.

Evolutions de ligne. — Tous les ploiements en colonne à distance ou en colonne serrée se font par des mouvements de flanc, c'est-à-dire par quatre.

Les charges contre la cavalerie doivent s'exécuter en ordre déployé ; les réserves des escadrons sont réunies en une seule masse ou en deux groupes placés à chaque aile de la ligne, suivant les circonstances. Dans ce dernier cas, elles

sont formées en bataille (fig. 1), ou en colonne (fig. 2), de manière à déborder les extrémités de la ligne et à leur servir de point d'appui; il leur est prescrit de déboîter en avant, au moment de la charge et de tomber sur les flancs de l'ennemi par une conversion à droite et à gauche[1]. On peut quelquefois (fig. 3) leur faire prendre à l'avance une position oblique dont le but est le même que celui des dispositions précédentes.



[1] Ces dispositions se retrouvent dans notre ordonnance de 1829, où il est dit que les tirailleurs rappelés avant la charge *doivent s'établir derrière les ailes pour être à portée de prendre l'ennemi en flanc et à revers.*

Les charges contre l'infanterie se font presque toujours en colonne.

S'il n'y a qu'un régiment, le quatrième escadron reste en réserve.

S'il s'agit d'une brigade de deux régiments, le premier se forme en colonne serrée (fig. 4) et le deuxième se place en arrière, débordant les flancs de la colonne. (Une erreur du dessinateur a placé la colonne trop à droite.) Dès que le premier régiment s'est mis en mouvement, le deuxième se forme à son tour en colonne serrée pour être à même de renouveler la charge, et le ralliement du premier régiment se fait en bataille en arrière du deuxième.

Le galop doit être pris à 250 pieds (160 mètres) de la troupe qu'on attaque, et c'est à 70 pieds (45 mètres) que l'allure doit être poussée à sa plus grande vitesse. Dans les charges contre la cavalerie, l'ordonnance prescrit de ne prendre l'allure de la charge qu'à une distance moindre, afin de ne pas diminuer l'intensité du choc.

Il n'y est aucunement question des changements de front, auxquels on supplée évidemment par la conversion des escadrons.

Cavalerie sous la République. — Tels sont les traits principaux de l'ordonnance de 1788, qui réglemente pour la première fois les manœuvres de notre cavalerie. C'est avec les principes qu'elle développe que se sont faites les campagnes de la République et du Consulat ; mais, à cette époque, la proportion de cette arme avait beaucoup diminué dans nos armées. L'émigration lui avait enlevé presque tous ses officiers, les troubles de l'intérieur avaient désorganisé nos

forces militaires, et quand il s'est agi de faire face aux dangers de l'extérieur, l'état de nos finances ne permit pas de donner à une arme aussi chère l'importance qu'elle avait auparavant ni même celle qu'elle eût dû avoir, proportionnellement à l'effectif.

Des hommes, des fusils, des canons, on les trouvait; les arsenaux royaux permettaient de subvenir aux premiers besoins; toutes les ressources étaient employées pour les munitions et les transports. Il n'en restait que peu pour les chevaux de la cavalerie, leur harnachement, leur nourriture. A cette cause de force majeure vint s'en ajouter une autre qui diminue encore l'effectif de la cavalerie, ce fut l'adoption du système divisionnaire comme base de l'organisation des armées de la République. La division devait constituer une sorte de tout indépendant, pouvant se suffire à lui-même et par conséquent composé des trois armes; elle comprenait une brigade de deux régiments de cavalerie légère ou de dragons.

Une armée comprenait un certain nombre de divisions, dans lesquelles était répartie sa cavalerie. On n'était pas encore assez riche pour avoir de la grosse cavalerie et par suite une réserve générale de l'armée. Cependant le général Bonaparte, dans ses campagnes de 1796 et de 1797, sentit quelquefois le besoin d'avoir sous la main une force de cavalerie plus considérable; il détacha alors les régiments des divisions et les adjoignit à ses réserves d'infanterie et d'artillerie. Ce fait se présenta surtout dans les opérations qu'il eut à diriger au milieu des pays de montagnes, où la cavalerie n'était d'aucun secours pour les troupes d'infanterie.

Presque à la même époque, Hoche réunissait la cavalerie divisionnaire pour en former des divisions de cavalerie, destinées à agir d'une façon indépendante dans le cours de la campagne comme sur le champ de bataille.

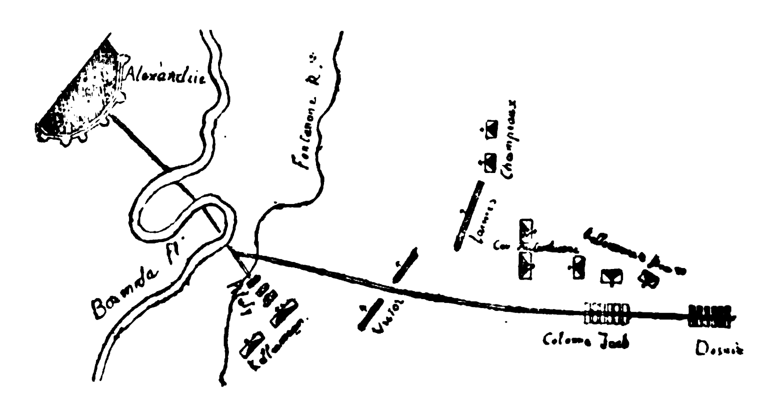
Cette constitution nouvelle de la cavalerie avait nécessairement modifié profondément l'ancien ordre de bataille que nous avons vu adopté par Frédéric et préconisé par ses imitateurs; il ne pouvait plus être question de placer la cavalerie sur les ailes, et le système des divisions mixtes de la République a cela de remarquable qu'il met en lumière le principe deviné par Gustave-Adolphe et énoncé par le maréchal de Saxe de l'appui réciproque que les différentes armes doivent se porter entre elles. Il était donné au génie du premier Consul de se l'approprier, de le développer et d'en faire les brillantes applications que nous allons étudier pendant cette grande époque militaire.

Campagne de 1800. — Sans remonter aux premières campagnes d'Italie, ni à celles d'Égypte, où la cavalerie n'a joué qu'un rôle secondaire, on peut se reporter de suite à la campagne de 1800.

Bien que le premier Consul sût qu'il allait avoir affaire à une nombreuse cavalerie, il ne pouvait que difficilement faire entrer cette arme, pour une proportion importante, dans la composition de cette fameuse armée de réserve, qui parut un fantôme imaginaire aux yeux de nos ennemis jusqu'au moment de son apparition dans les plaines de la vallée du Pô. Le secret de sa formation était une des conditions du succès; de là, l'impossibilité de faire de grands achats de chevaux et de concentrer beaucoup de cavalerie sur la ligne d'opération

qu'on allait suivre. Le passage de cette armée à travers les rochers et les neiges du Saint-Bernard, était une opération des plus délicates ; on ne pouvait songer, en présence des difficultés qu'il devait présenter, à y engager un nombre considérable de troupes à cheval. Aussi le premier Consul n'emmène-t-il avec lui qu'une division de 4 régiments (3 de cavalerie légère, 1 de dragons), sous les ordres de Kellermann, avec quelques brigades légères, et quand, après sa marche sur Milan, il revient sur l'armée de Mélas qu'il trouve en avant de Marengo, il n'a avec lui que la division Kellermann et la brigade Champeaux.

Marengo. — Laissant de côté l'historique de cette grande journée, examinons seulement les dispositions prescrites à la cavalerie et l'emploi qui en est fait.



Au centre, derrière le corps de Victor, est placée la division Kellermann ; à droite est le corps de Lannes, et couvrant son flanc, la brigade Champeaux. Ainsi, sur une des ailes est une partie de la cavalerie, destinée non plus à engager le combat, mais à appuyer les troupes d'infanterie et à les ga-

rantir des attaques de flanc de l'infanterie ou de la cavalerie autrichienne.

Quand le corps de cavalerie autrichienne de Pilati franchit le Fontanone pour tomber sur notre droite, Kellermann se porte à l'aile menacée avec sa division et rejette les escadrons ennemis, à peu près détruits, dans les abords marécageux de ce ruisseau.

Mais à ce moment, c'est sur notre gauche que le danger devient le plus pressant ; la colonne d'infanterie autrichienne que commande Zach, avance malgré les efforts de Victor. Desaix, qui arrive en ligne, va tenter de l'arrêter, en se jetant sur elle tête baissée. Le mouvement autrichien est appuyé par une nombreuse cavalerie. Que fait Kellermann ? Il se reporte rapidement de la droite à la gauche, passant entre Victor et Desaix, et prend en flanc avec ses dragons la colonne que notre infanterie attaque en tête, pendant qu'une ligne de ses escadrons déployés est placée en potence en face de la cavalerie ennemie à laquelle elle impose par son attitude résolue.

La colonne de Zach est broyée sous le feu de Desaix et les sabres de Kellermann. Mais l'œuvre n'est pas encore achevée; aussitôt que cette colonne est détruite, Kellermann rallie ses escadrons et avec ceux qu'il avait déjà déployés, il s'élance sur la cavalerie autrichienne et la met en pleine déroute.

Il y a loin de là déjà aux règles formalistes de l'époque de Frédéric ; c'est une union constante des deux armes entre elles, un appui réciproque et une communauté d'efforts pour arriver à un même but. Plus tard, on verra la troisième arme, l'artillerie, qui semble tendre de plus en plus aujour-

d'hui à la suprématie, s'imposer à ses deux aînées dans l'ensemble des combinaisons du champ de bataille. C'est là que le génie de Napoléon se montrera dans toute la grandeur de ses conceptions, comme dans la sûreté et la vigueur de l'exécution.

Les péripéties de la bataille de Marengo, le succès dû à l'énergie de la cavalerie, ont sans doute vite fait comprendre au premier Consul le parti qu'il pourra tirer de cette arme ; car nous le voyons, à l'exemple de Frédéric, porter sur elle une attention toute spéciale. Il en augmente l'effectif, réforme la grosse cavalerie, organise une réserve générale de l'armée et répartit la cavalerie légère dans les corps d'armée. En même temps, il veut que cette arme devienne plus maniable, plus manœuvrière, et il fait rédiger pour elle en 1804 (an XIII) un nouveau règlement de manœuvres qu'il faut étudier.

Règlement de 1804 (an XIII). — Ce règlement comprend, comme celui de 1788 :

1° L'*école du cavalier*, qui tient lieu d'une école du peloton qui n'existe pas.

C'est dans cette première partie de l'instruction que les hommes sont exercés aux mouvement de flanc par quatre.

2° L'*école d'escadron*. Les formations et déploiements y sont faits par peloton, comme aujourd'hui, et c'est là le vrai progrès à constater sur l'ordonnance de 1788.

3° L'*école de régiment*.

Les escadrons y sont en bataille à 10 mètres d'intervalle.

Cette école comprend dix-huit évolutions au lieu de douze que comporte notre règlement actuel ; mais elles se con-

fondent tellement entre elles qu'il est difficile d'en saisir la différence. Il n'y en a qu'une seule qui ait été supprimée avec raison, c'est *la retraite en échiquier*.

Ce mouvement s'exécutait par division (demi-escadron), les divisions de droite restant face en tête, pendant que celles de gauche se portaient par un demi-tour à deux cents pas en arrière ; dès que celles-ci étaient replacées dans la direction primitive, les divisions de droite faisaient demi-tour et venaient se former elles-mêmes à deux cents pas en arrière des divisions de gauche ; le mouvement pouvait se continuer ainsi successivement.

Un officier supérieur prenait le commandement de la ligne formée par les divisions de droite; un autre, celui de la ligne des divisions de gauche. Dans chaque escadron, le capitaine commandant restait avec la première division, le capitaine en second avec la deuxième.

4° Les *évolutions de ligne*, avec dix-huit évolutions, comme à l'école de régiment. La retraite en échiquier se fait ici par escadrons, les escadrons pairs et impairs formant les lignes successives. Dans tout le reste, il n'y a vraiment que des différences insignifiantes avec le règlement de 1829, dont toute la supériorité consiste dans un classement mieux fait des mouvements et dans la rédaction d'une école de peloton, qui n'existait ni dans l'ordonnance de 1788, ni dans celle de 1804.

Il ne faut cependant pas trop se plaindre de cette constance de la cavalerie française dans ses anciens errements, puisque c'est avec l'instruction qu'elle y a puisée, qu'elle a su accomplir sous l'Empire ses plus brillants faits d'armes,

élevant sa réputation à une hauteur que la cavalerie d'aucune nation n'a pu encore atteindre ; il faut ajouter pour son honneur qu'elle avait à sa tête des chefs vraiment dignes de la commander. Nous voici donc arrivés à l'Empire ; les faits de cette période sont plus près de nous ; ils sont plus connus ; le classement en est facile. Il faut en profiter pour examiner la question de la cavalerie aux trois points de vue : de l'organisation, de la stratégie, de la tactique.

Empire. — 1° *Organisation de la cavalerie.* — Ainsi qu'on l'a déjà vu, l'empereur réorganise la cavalerie, en augmente l'effectif et la répartit comme elle l'est encore aujourd'hui en :

Grosse cavalerie (carabiniers, cuirassiers, grenadiers à cheval).

Cavalerie de ligne (dragons, lanciers).

Cavalerie légère (hussards, chasseurs, chevau-légers, guides, gardes d'honneur).

La grosse cavalerie et la cavalerie de ligne constitueront les réserves ; quant à la cavalerie légère, elle sera répartie par division, quelquefois par brigade, dans les corps d'armée et attachée en même temps aux réserves de cavalerie, pour les éclairer et leur servir d'avant-garde. C'est le moment de rappeler ici, que l'empereur a donné à ses armées une nouvelle organisation ; empruntant au système divisionnaire ce qu'il pouvait avoir d'utile, la réunion des trois armes sous un même commandement, il le développe sur une plus grande échelle, plus en rapport avec l'effectif dont il peut disposer ; le corps d'armée devient la grande unité tactique, avec ses divisions d'infanterie, son artillerie, sa divi-

sion ou sa brigade de cavalerie légère. C'est dans la faible proportion donnée à cette arme qu'il s'écarte davantage des errements suivis dans les guerres de la République, où chaque division comprenait une brigade de cavalerie. Mais cette modification est largement compensée par la formation d'une grosse masse de cavalerie de réserve, destinée à parer à toutes les éventualités.

Dans la première campagne de 1805, la cavalerie de la grande armée est répartie d'après ces principes :

A chaque corps d'armée, 1 division ou 1 brigade de cavalerie légère (2, 3 ou 4 régiments).

Une réserve générale de cavalerie sous Murat, comprenant :

2 divisions de cuirassiers (Nansouty et d'Hautpoul) ;

4 divisions de dragons ;

Un cinquième de division de dragons à pied, formant 8 bataillons, sous les ordres de Baraguay-d'Hilliers et devant être remontée en Allemagne.

Cette organisation se maintient dans toutes les campagnes de l'Empire ; la réserve de cavalerie seule prend de plus grandes proportions, à mesure que l'effectif de nos armées s'accroît et que le nombre des corps d'armée augmente. Il n'est plus possible de la maintenir sous un seul commandement et elle se subdivise en corps de cavalerie de réserve, placés sous des chefs directs, mais obéissant à la direction générale du commandant de la réserve générale de l'armée.

En 1812, c'est encore Murat que nous voyons à la tête de cette réserve qui ne compte pas moins de quatre corps de

grosse cavalerie sous Nansouty, Grouchy, Montbrun, Latour-Maubourg, avec quatre brigades de cavalerie légère.

En 1813, les débuts de la campagne sont difficiles ; les désastres de la retraite de Russie ont détruit presque toute notre cavalerie qui n'a pas eu le temps de se reformer et ce n'est que successivement que l'on voit entrer en ligne les corps de cavalerie de réserve ; ils n'ont plus l'effectif d'autrefois et ne sont à proprement parler que de fortes divisions. L'empereur tient cependant à leur conserver leur ancienne organisation, peut-être pour se faire illusion sur le nombre de sabres dont il croit disposer.

Le même fait se reproduit en 1815, où il forme sa réserve de cavalerie de cinq corps qui ne comptent que 14 000 chevaux. Mais il ne lui donne plus de commandant en chef, afin d'en disposer lui-même suivant les circonstances.

Ainsi, pendant cette longue période de guerre, la proportion de la cavalerie avec les autres armes a sensiblement varié ; considérable dans les premières campagnes, elle a diminué successivement avec nos pertes et nos revers, avec l'affaiblissement de nos ressources, avec la rapidité des exigences militaires qui ne laissent pas le temps de la reconstituer. On ne peut donc pas prendre ces chiffres variables comme base de la proportion que l'empereur voulait donner à la cavalerie, dans ses rapports avec les autres armes ; il entrerait dans cette appréciation trop d'éléments étrangers, qui fausseraient l'opinion sur les idées que l'empereur devait avoir dans cette grave question. Il vaut mieux s'en rapporter à ce qu'il a écrit plus tard, à ce que disent ses mémoires, aux pages qui traitent de la cavalerie :

« Dans une armée qui opère en Allemagne, la cavalerie doit compter pour un quart de l'effectif total;

« En Espagne et en Italie pour un sixième;

« Sur les Pyrénées et les Alpes, pour un dixième. »

Au lieu des trois espèces de cavalerie dont il disposait, il préférerait en avoir quatre :

Deux de cavalerie légère : la première, d'éclaireurs (composés de petits hommes et de petits chevaux); la deuxième, formant la cavalerie légère proprement dite.

Deux de grosse cavalerie : la première, de dragons (montés sur des chevaux de taille moyenne et pouvant combattre à pied); la deuxième, de cuirassiers avec des chevaux de haute taille.

Les éclaireurs seraient destinés spécialement au service d'ordonnances, d'escortes et d'avant-postes; ils seraient attachés aux divisions d'infanterie et même aux corps de grosse cavalerie, dans la proportion d'un dixième pour les cuirassiers, et d'un cinquième pour les dragons, dont ils auraient à tenir les chevaux pendant le combat à pied.

L'empereur admet donc qu'une partie de la cavalerie, les dragons, sera armée de fusils pour combattre à pied et remplacer au besoin l'infanterie qui n'aurait pas eu le temps d'arriver, et l'on sait les services que cette arme a rendus en Espagne. Il va même plus loin, en demandant que toute cavalerie appelée à être détachée, la cavalerie légère naturellement, soit pourvue d'une arme à feu, afin de pouvoir lutter au besoin contre l'infanterie qu'elle trouverait devant elle. Mais ce n'est cependant que dans des cas exceptionnels qu'il admet que la cavalerie agisse par son feu; il veut

qu'elle conserve par le choc et l'arme blanche son véritable moyen d'action.

2° *Stratégie.* — Si l'on examine ensuite la question au point de vue stratégique, on ne voit presque jamais l'empereur Napoléon confier exclusivement à la cavalerie une de ces opérations d'où peut dépendre la réussite de ses combinaisons, ou s'il l'a tenté quelquefois, c'est avec si peu de succès qu'il y renonce le plus habituellement.

Ainsi en 1805, dans la marche de concentration de la grande armée autour d'Ulm, Murat précède de vingt-quatre heures le 4e corps (maréchal Soult), avec trois divisions de dragons et il a l'ordre de surprendre le passage du Danube à Donawerth. Il échoue dans son entreprise et est réduit à attendre l'infanterie de Soult qui s'empare de la ville et lui permet de franchir le fleuve.

Dans la même campagne, il doit poursuivre les débris de l'armée autrichienne sur la rive droite du Danube ; mais il s'avance aventurément et compromet le corps du maréchal Mortier qui marchait parallèlement à lui sur la rive gauche. Cette imprudence lui attire une réprimande des plus sévères de la part de l'empereur. Il enlève les points de Vienne, il est vrai, mais c'est avec l'appui de Lannes qui est près de lui.

Enfin, dans la même campagne, il est chargé de se porter rapidement sur la ligne de retraite de Kutusof qui cherche à gagner la Moravie et il se laisse étrangement abuser à Holabrünn par l'annonce d'un faux armistice.

Ces résultats ne furent évidemment pas faits pour inspirer à l'empereur une grande confiance dans l'action isolée de la

cavalerie. Aussi ne l'emploie-t-il plus qu'avec l'appui de son infanterie et presque toujours sous le commandement d'un de ses habiles lieutenants sur lequel il sait pouvoir compter.

C'est ainsi qu'en 1812, dans ce fameux déploiement en éventail de la plus grande partie de notre cavalerie qui eut lieu après l'entrée à Wilna, la direction générale du mouvement fut donnée au maréchal Davoust, qui devait l'appuyer avec son corps d'armée et celui du roi Jérôme. Le but était de reconnaître les lignes de retraite suivies par la gauche de l'armée de Barclay de Tolly, de la couper s'il était possible, de la séparer complétement de l'armée du prince de Bagration qu'on devait rejeter dans le Sud... et ce but ne fut pas atteint, par suite du retard qu'éprouva dans sa marche le corps du roi Jérôme et des fausses directions dans lesquelles s'engagèrent nos divisions de cavalerie.

En 1809 cependant, après la prise de Vienne et pendant les préparatifs qu'exige le passage du Danube, nous voyons toute la cavalerie portée en avant du côté de la Hongrie ; la grosse cavalerie est répartie sur la frontière même, la cavalerie légère est placée plus en avant ; elles n'ont pas d'ennemi devant elle, mais elles n'en occupent pas moins une position stratégique des plus importantes, puisqu'elles couvrent la construction des ponts et qu'elles peuvent être appelées à agir pour empêcher la réunion des troupes de l'archiduc Jean avec celles de l'archiduc Charles. Ajoutons, pour dire toute la vérité, que cette dislocation avait encore un autre motif sérieux, l'impossibilité de nourrir cette nombreuse cavalerie autour de Vienne et par conséquent l'obligation de lui assigner des cantonnements assez éloignés

entre eux pour qu'elle pût y trouver les fourrages nécessaires.

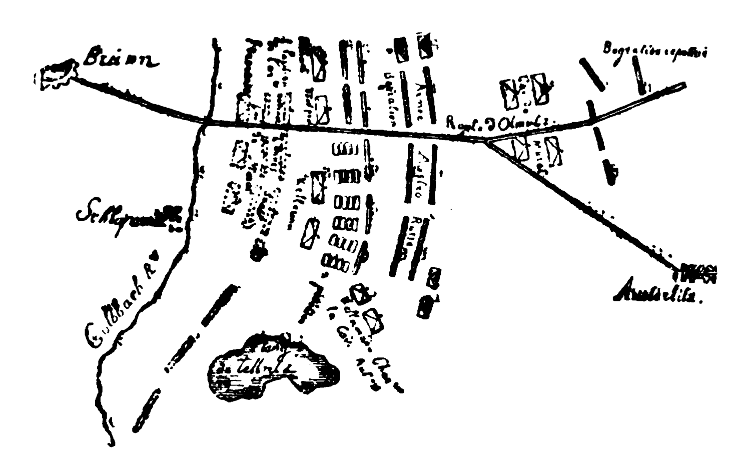
Il ne faudrait pas conclure de ces faits que la cavalerie ne s'avançât qu'appuyée et soutenue par l'infanterie ; non, dans les marches, elle précédait souvent les colonnes de vingt-quatre heures et quelquefois plus ; dans les poursuites, elle s'élançait hardiment sur les traces de l'ennemi, ne laissant pas aux corps d'infanterie le temps de la suivre et achevant seule l'œuvre de destruction commencée sur les champs de bataille. On sait les résultats qu'elle obtint après les journées d'Iéna et d'Auerstaedt. Ce qu'il faut dire, et il y a lieu d'insister sur ce point, c'est que dans les guerres de l'Empire, la cavalerie n'agit presque jamais seule, ou du moins n'exécute aucune de ces opérations importantes qui peuvent avoir une influence décisive sur les résultats d'une campagne. Il y a là une différence notable avec ce qui se passait à l'époque de Frédéric ; peut-être faut-il l'attribuer à une conviction de l'empereur Napoléon que les trois armes n'ont de valeur qu'autant qu'elles se combinent entre elles. Personne n'avait plus que lui le droit de penser ainsi, quand on voit la merveilleuse habileté avec laquelle il sait les manier et les faire concourir à un même but.

3° *Tactique.*— C'est ici la partie la plus importante et la plus délicate, puisqu'il s'agit de la position à assigner à la cavalerie sur le champ de bataille et de l'emploi qui doit en être fait pendant les longues péripéties du combat. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a évidemment pas de règle fixe ; nous sommes loin des procédés méthodiques du dernier siècle qu'ont déjà fait oublier les guerres de la République et du Consulat. Tout va dépendre désormais de l'ennemi qu'on

a devant soi; du terrain, du but qu'on se propose, des circonstances mêmes du combat, ou plutôt du génie en général; c'est là le mot qui résume tout. Et cela est si vrai, que dans toutes les batailles de l'empire la cavalerie n'est disposée que rarement de la même manière; quant au rôle qu'elle y joue, il varie chaque fois.

Il faut donc étudier quelques-uns de ces grands épisodes militaires, comme nous l'avons fait pour Frédéric; ce sera le seul moyen de se rendre compte de ce que l'empereur demandait à sa cavalerie et de ce qu'il savait en obtenir.

Campagne de 1805. — Austerlitz. — Commençons par Austerlitz, cette première bataille de l'ère impériale, qui est devenue le type classique dans nos écoles militaires.



A la gauche et au centre, sur le plateau de Pratzen, est massée toute la cavalerie de réserve, parce que c'est là que le terrain pourra lui être favorable et que c'est sur ce point aussi que se déploie la cavalerie autrichienne. Lannes est

chargé de la défense de la position avec ses deux divisions (Suchet et Caffarelli) ; il dispose en même temps de toute cette cavalerie que commande Murat.

La division de dragons de Kellermann est, à droite, en première ligne en avant de la division Caffarelli, en face des escadrons autrichiens de Lichtenstein.

L'infanterie est formée sur deux lignes, la première déployée, la deuxième en colonne serrée, et en arrière de ces deux lignes se déploie la cavalerie.

Enfin à l'extrême droite de l'armée, une brigade de cavalerie légère destinée à protéger les flancs du maréchal Soult dans l'attaque tournante qu'il va prononcer.

Laissant de côté tous les détails de la journée, examinons seulement ce qu'y fait la masse de cavalerie placée sur le plateau. A peine l'action s'est-elle engagée sur ce point avec le corps de Bagration, que la cavalerie autrichienne se prépare à charger. La division Kellermann, qui est en première ligne, se retire aussitôt par les intervalles de l'infanterie et se forme sur la droite de la division Caffarelli. La charge autrichienne arrive, mais elle ne trouve devant elle que des bataillons d'infanterie qui la reçoivent solidement. Kellermann profite de ce mouvement pour la prendre en flanc et la met dans une déroute complète.

Lannes a gagné du terrain en avant ; il fait alors obliquer ses divisions l'une à droite, l'autre à gauche, pour séparer complétement Bagration du reste de l'armée. Murat s'élance aussitôt avec ses cuirassiers par la trouée qui se fait entre ces deux divisions et fond sur la masse de cavalerie autrichienne qu'il enfonce ; il se rabat ensuite sur le corps de

Bagration et le pousse en désordre sur la route d'Olmütz, pendant que ses divisions de dragons appuient à droite le mouvement de Caffarelli et balayent tout le plateau.

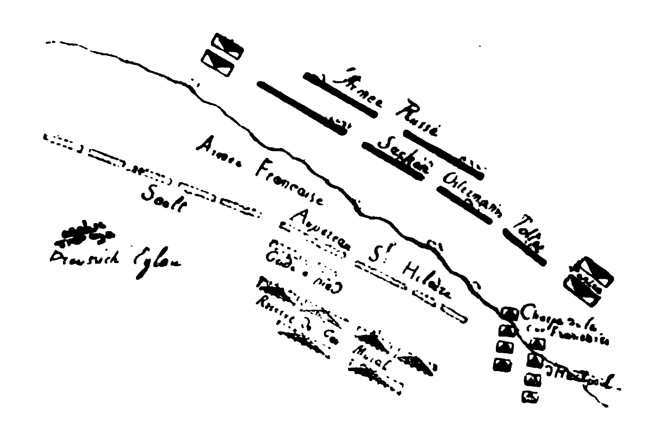
Iéna. — A Iéna, les divisions de cavalerie légère se placent en arrière des corps auxquels elles appartiennent, pour y rester à la disposition des commandants de ces corps ; la réserve de cavalerie a l'ordre de venir se poster sur le plateau, derrière la garde. Mais elle n'arrive que tardivement, au moment où le corps de Rüchel s'efforce, avec une nombreuse cavalerie, d'arrêter le mouvement en avant qui se prononce sur toute notre ligne. Murat, qui débouchait alors à notre droite, se rend compte de ce qui se passe, et sans hésiter, il lance sa cavalerie qui fond comme un ouragan sur ces dernières réserves prussiennes et détruit tout ce qu'elle a devant elle, infanterie et cavalerie. La déroute est complète ; la poursuite est faite avec une énergie et une rapidité presque sans exemple par les dragons et la cavalerie légère de la réserve ; à quelques jours de là, on les retrouve déjà à la frontière de la Poméranie, suivis de près par l'infanterie, pendant que les cuirassiers marchent sur Berlin avec le corps d'Augereau.

Bien que placée sous un seul commandement, on voit ainsi que la réserve de la cavalerie ne reste pas toujours réunie ; suivant les besoins et les circonstances, l'empereur en détache souvent des divisions ou des corps, pour les adjoindre à ses corps d'armée dans le cours des opérations comme sur le champ de bataille.

Eylau. — A Eylau, la réserve de cavalerie est formée derrière le centre, sur deux lignes, les dragons en première

ligne, les cuirassiers en deuxième ; une division de dragons est seule détachée plus à droite pour appuyer la division Saint-Hilaire.

Au moment où les Russes arrivent en masses profondes sur notre centre et menacent de le percer, l'empereur donne l'ordre à Murat d'arrêter ce mouvement avec sa cavalerie. Il dispose de quatre-vingts escadrons qu'il forme en colonne par brigades, afin que son front puisse passer librement entre les obstacles que présente le terrain ; et dès que sa colonne est formée, il la lance successivement par divisions.



Les dragons de Grouchy, qui sont en tête, dispersent la cavalerie ennemie et l'obligent à se retirer derrière l'infanterie ; mais ils sont arrêtés par le feu des lignes russes et se replient. Ils sont remplacés par les cuirassiers d'Hautpoul qui chargent à leur tour ; les premières brigades sont repoussées et vont se rallier à la queue de la colonne. Mais l'une d'elles parvient à se faire jour sur un point et à ouvrir une brèche

à travers laquelle pénètre toute notre cavalerie, qui se répand à droite et à gauche, dispersant l'infanterie ennemie.

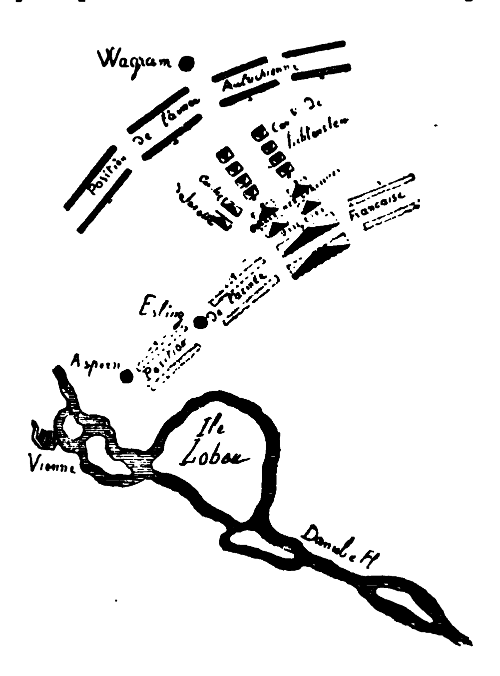
Combat d'Eckmühl. — Dans la campagne de 1809, le combat d'Eckmühl fut un de ceux où la cavalerie joua le plus grand rôle. Le maréchal Davoust était aux prises avec des forces bien supérieures quand l'empereur arrive à son secours avec toute sa réserve de cavalerie. La cavalerie autrichienne, qui était également fort nombreuse, s'élance sur ce renfort imprévu ; ce fut une lutte acharnée de cavalerie contre cavalerie, et il faut ici rendre hommage à nos adversaires, qui se dévouèrent avec une sublime abnégation pour donner le temps au reste de l'armée de gagner Ratisbonne et les ponts du Danube.

Essling. — Si la cavalerie autrichienne sauva à Eckmühl l'armée de l'archiduc Charles, la nôtre sauva dans les deux journées d'Essling l'honneur de notre drapeau et les corps de Lannes et de Masséna, aventurés sur la rive droite du Danube par la rupture de nos ponts.

Première journée. L'infanterie occupe les points d'appui de notre position, Essling et Aspern ; mais l'empereur n'a plus un seul bataillon pour garnir le centre ; c'est là qu'il va placer sa cavalerie qui ne compte que trois divisions (une de cuirassiers, deux de cavalerie légère) ; bien que commandée par le maréchal Bessières, elle est mise sous les ordres de Lannes.

Les colonnes autrichiennes se dirigent sur notre centre qu'elles voient dégarni ; nos cuirassiers les chargent et les enfoncent, mais la cavalerie de Lichtenstein les ramène, quand elle est elle-même arrêtée par la cavalerie légère de

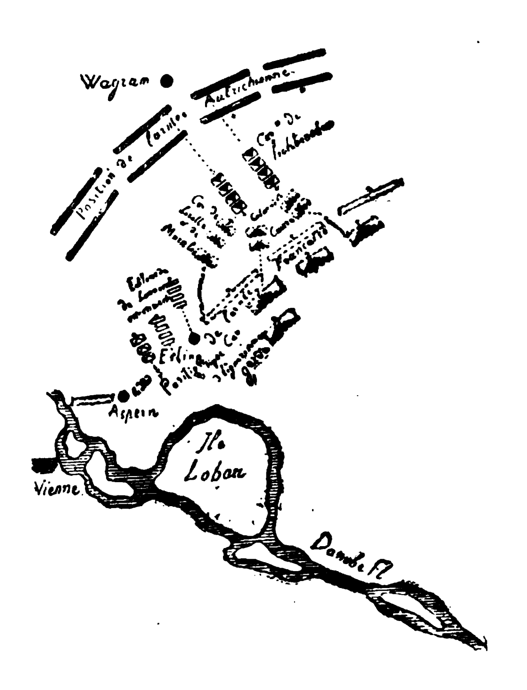
Lasalle qui la prend en flanc. Autant de fois l'attaque est re-



nouvelée, et autant de fois notre cavalerie recommence la même manœuvre et avec le même succès.

Deuxième journée. Dans la deuxième journée, nos forces s'étaient augmentées de plusieurs divisions d'infanterie, d'une division de la garde, d'une division de cuirassiers et de deux divisions de cavalerie légère. — Le centre de la position est maintenant occupé par l'infanterie, et la cavalerie est en deuxième ligne. En troisième ligne et en réserve, une division de la garde. L'offensive peut être prise ; Lannes se porte en avant. Il débouche d'Essling, en échelons par la droite, le dernier échelon formé par la cavalerie. Dès que le maréchal voit l'infanterie autrichienne ébranlée, il fait charger

Bessières avec ses cuirassiers. L'attaque réussit, le succès se prononce, quand une nouvelle rupture des ponts force l'empereur à donner l'ordre de la retraite. On se replie sur Essling et l'on revient dans les premières positions, la cavalerie en deuxième ligne.



L'armée autrichienne tente alors à son tour de reprendre l'offensive et se dirige, comme dans la journée précédente, sur notre centre. Notre première ligne la reçoit par un feu soutenu, en même temps les deux divisions de cuirassiers s'élancent en colonnes serrées par les intervalles et enfoncent l'infanterie ennemie; mais elles trouvent en arrière cette même cavalerie de Lichtenstein qui les ramène encore,

et elles ne sont dégagées, comme la veille, que par les attaques de flanc des divisions légères de Marulaz et de Lasalle.

La Moskowa. — A la bataille de la Moskowa, la cavalerie est en deuxième ligne, en arrière des positions occupées par l'infanterie et en colonne par brigades, le corps de Nansouty à droite, le corps de Montbrun au centre, le corps de Grouchy à gauche; le corps de Latour-Maubourg forme la réserve et se place en troisième ligne. Quant à la cavalerie légère, elle est à la gauche chargée de protéger notre flanc.



Il n'y a pas ici de charge d'ensemble; tous ces corps attaquent séparément pour soutenir les efforts de l'infanterie, quand le moment semble opportun. Murat court de l'un à l'autre et préside lui-même aux préludes de ces différentes charges. Quand Davoust et Ney prononcent leur mouvement sur la droite de l'armée russe, une trouée se fait à notre centre et on la ferme en faisant entrer en ligne les deux

corps de cavalerie de Montbrun et de Latour-Maubourg, comme nous l'a fait Seidlitz à Zorndorf.

1813. — En 1813, au début de la campagne, nous n'avions plus de cavalerie ; il n'y avait que quelques régiments répartis dans les corps d'armée, et pour toute réserve, la cavalerie de la garde. Il y a loin de là aux effectifs que l'on voyait en ligne à la Moskowa. Mais l'ennemi n'attend pas, et l'empereur veut le prévenir. Qand il le rencontre dans les champs de bataille de Lutzen et de Bautzen, qu'il voit devant lui l'innombrable cavalerie des alliés, il se croit revenu aux jours de sa jeunesse et s'écrie : « Voilà donc une bataille d'Égypte ! » Malgré l'absence de cet élément de succès qu'il savait si bien utiliser, il triomphe. Mais ce succès reste stérile ; l'ennemi ne peut être poursuivi, sa cavalerie arrête ou retarde la marche de nos colonnes d'infanterie qui veulent le suivre ; il parvient à reprendre ses lignes de retraite qu'il avait perdues, et il se retire sans être inquiété.

Il y a là un grave sujet de méditation pour ceux qui veulent restreindre aujourd'hui le rôle de la cavalerie ou qui vont même jusqu'à en nier l'utilité.

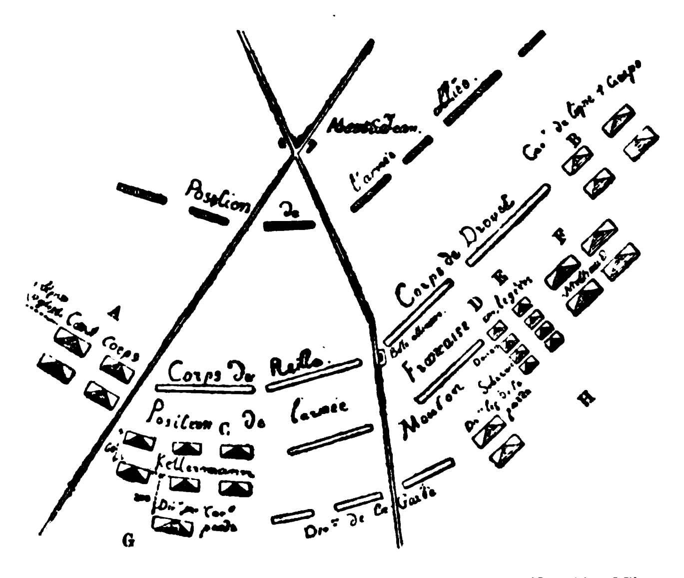
On ne doit pas craindre de s'étendre ainsi sur les exemples historiques, ni de les étudier ; au milieu d'événements si variés, de dispositions si différentes, il est difficile de se former une opinion sans avoir examiné sous toutes ses faces la question qu'il s'agit non pas de traiter, mais de définir... et c'est là qu'est la vraie difficulté.

Waterloo. — N'interrompons donc pas le cours des événements et arrivons à ce dernier épisode de l'ère impériale, à cette journée fatale de Waterloo qui s'annonce sous de si

brillants auspices et qui se termine par cette sanglante tragédie dont le dénoûment est le rocher de Sainte-Hélène, avec l'occupation du sol français.

Jamais, dans aucune bataille, l'empereur n'avait pris un ordre tactique plus méthodique ou qui se rapprochât plus des errements de Frédéric. Notre armée se forme en onze colonnes et se déploie majestueusement sur trois lignes, comme sur un terrain de manœuvres, en face de l'armée anglaise.

L'infanterie forme le centre de ces trois lignes. La cavalerie est aux ailes de chacune d'elles avec un dispositif qui varie d'après la place qu'elle occupe dans l'ordre de bataille.



(La division de cavalerie de la garde H doit être derrière le corps de Milhaud F).

A la gauche, se déploie sur trois lignes la cavalerie légère du 2e corps (A), s'appuyant à la chaussée de Nivelles à

Mont-Saint-Jean; à la droite, se forme dans le même ordre la cavalerie légère du 1er corps (B) ; ces divisions conservent avec elles leurs batteries qui sont destinées à entrer en action dès le début de la bataille.

La deuxième ligne d'infanterie est formée du corps du général Mouton, à 200 mètres de la première ; à sa gauche, se placent les cuirassiers de Kellermann (C) sur deux lignes, distantes entre elles de 60 mètres ; à sa droite sont deux divisions de cavalerie légère, Donon et Subervie, en colonne serrée par escadrons (D, E). Plus à droite encore viennent se déployer sur deux lignes, comme les cuirassiers de Kellermann, ceux du général Milhaud (F).

En troisième ligne, et comme réserve générale, la garde impériale ; au centre les divisions d'infanterie, à gauche et à 200 mètres en arrière du corps de Kellermann, la division de grosse cavalerie (G) sur deux lignes ; à droite, mais à 200 mètres derrière Milhaud, la division de cavalerie légère (H), dans le même ordre ; la distance qui sépare les lignes de cavalerie est de 60 mètres, comme pour les cuirassiers.

A dix heures et demie le déploiement des colonnes est terminé, l'armée est formée, et l'empereur donne le signal de l'attaque. C'est sur l'aile gauche de Wellington que se portent tous nos efforts pour le séparer complétement de l'armée prusienne. On sait la résistance que notre infanterie trouva dans la prise de la Haie sainte et du plateau de Mont-Saint-Jean ; une première charge de la cavalerie légère et d'une brigade de cuirassiers du corps de Milhaud est tentée pour appuyer le mouvement, puis une deuxième, dans

laquelle Ney engage tout le corps de Milhaud et la division légère de la garde. Nos attaques se brisent contre la solidité des bataillons ennemis et l'énergie de la cavalerie anglaise qui s'élance par les intervalles des carrés de son infanterie.

Mais déjà paraît Blücher sur notre droite avec le corps de Bulow. On lui oppose les divisions de cavalerie Donon et Subervie avec toute l'infanterie du comte de Lobau qui se place en potence. L'empereur sent à ce moment la nécessité de rester maître à tout prix du plateau pour empêcher la jonction des armées alliées, et un suprême effort est tenté par Ney avec le corps de Kellermann, qui vient remplacer les escadrons décimés de Milhaud. La division de grosse cavalerie de la garde suit le mouvement de Kellermann, sans en avoir reçu l'ordre, et quand l'empereur s'en aperçoit et qu'il veut la rappeler, il est trop tard, elle est déjà engagée.

Nous n'avons plus alors de réserve de cavalerie, et cependant le danger augmente. Bulow s'est avancé, sa cavalerie et quelques brigades anglaises se précipitent dans la trouée qui s'est faite entre notre première ligne et le corps de Lobau ; rien ne les arrête, et elles inondent le champ de bataille. Alors eut lieu cette panique générale qui se transforma en une déroute complète et que rien ne put arrêter. L'infanterie de la garde encore intacte ne suffisait pas à elle seule à servir de point de ralliement, en présence d'un ennemi qui se répand partout et qu'elle ne peut atteindre.

Si l'on rapproche ces faits de ce qui s'est passé dans les campagnes de 1807 et de 1813, on peut en conclure de suite que, si la cavalerie est utile pendant le combat, elle

devient indispensable dans une victoire pour compléter le succès, comme dans un revers, pour sauver une armée; c'est ce que nos ennemis ont fait à Eckmühl et à Lutzen, c'est ce que nous n'avons pas pu faire à Waterloo, et nous venons d'en voir la raison. Le principe à en tirer, c'est qu'une réserve de cavalerie doit rester jusqu'au dernier moment dans la main du général, comme un élément de succès ou de salut.

Résumé tactique. — Quelles autres conclusions tactiques peut-on déduire de cet exposé des faits de guerre les plus saillants de l'Empire?

La première, c'est que toutes les charges de la cavalerie ont été préparées à l'avance par un feu concentré d'artillerie ou par de grosses attaques d'infanterie.

La deuxième, c'est que ces charges ont eu pour but d'arrêter un mouvement menaçant de l'ennemi, ou de briser sa résistance sur le point d'attaque; aussi se sont-elles faites presque toujours sur un des points intérieurs de la ligne de bataille. Elles y étaient mieux soutenues par l'action combinée des deux autres armes, que si elles eussent agi isolément sur une des ailes de l'ennemi.

Il faut en conclure encore qu'une charge ne produira d'effet qu'autant que la cavalerie victorieuse sera appuyée immédiatement par l'infanterie, qui peut seule occuper efficacement une position conquise et s'y maintenir. Quand Ney envoie demander à l'empereur de l'infanterie après la charge de Kellermann à Waterloo, c'est qu'il sait bien que ses cuirassiers ne pourront pas conserver le plateau qu'ils ont enlevé.

Lorsque ces grosses masses de cavalerie étaient mises en mouvement, comment chargeaient-elles? Le plus habituellement en colonne, par régiments ou par brigades, c'est-à-dire par régiments ou par brigades déployées, et successivement; quelquefois aussi, mais plus rarement, en colonnes serrées, quand il fallait déboucher par les intervalles de l'infanterie.

L'ordonnance de 1804 semble n'admettre que la charge en ordre déployé contre la cavalerie; le contraire a eu souvent lieu, à Eckmühl par exemple, où un combat acharné s'est livré entre nos colonnes et celles de l'ennemi, sur la chaussée de Ratisbonne.

En un mot, dans les charges de ces grandes journées, la cavalerie semblait n'être dans les mains de l'empereur qu'une sorte de coin qu'il tentait de faire entrer au milieu des masses ennemies, dans la trouée qu'il lui avait préparée par le feu.

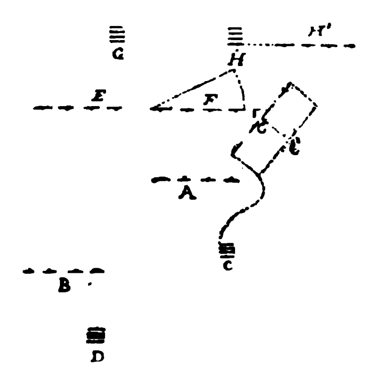
Quand plus tard la cavalerie devient moins nombreuse, qu'il faut la ménager, on s'en sert, si l'on peut dire, d'une façon moins brutale; les lignes ne sont engagées que les unes après les autres; on les forme par échelons, pour que la répétition des efforts supplée à l'intensité de la masse qui n'existe plus. On en revient à adopter sur une petite échelle les attaques combinées de front et de flanc que l'on voit Lasalle exécuter si brillamment à Essling.

Un exemple remarquable de ces dispositions est cité par le maréchal de Mac-Mahon dans la notice qu'il fit distribuer à sa cavalerie pendant le camp de Châlons de 1864.

Combat près de Méry. — En 1814, près de Méry, une division de cavalerie française, composée de seize escadrons, se

trouva en présence d'une division wurtembergeoise de même force. Cette dernière était formée sur deux lignes : une brigade déployée en première ligne E,F, une brigade en seconde ligne G,H ; les deux régiments de la deuxième brigade étaient formés par régiment en masse, à distance de déploiement, à quelques centaines de mètres en arrière de la première ligne.

La division française était disposée dans le même ordre (A,B première ligne, C,D deuxième ligne). Elle commença le mouvement d'attaque en formant par la droite des échelons par régiment, chaque régiment de la seconde ligne suivant le mouvement du régiment correspondant de la première ligne, en arrière du premier escadron de ce régiment.



Lorsque le premier échelon A fut arrivé à quelques centaines de mètres de la gauche de la ligne ennemie, le régiment de droite de la deuxième ligne française C se déploya à droite du premier échelon de la première ligne, en formant en avant un angle assez prononcé.

La gauche de la ligne ennemie chercha, par un changement de front en arrière, à faire face aux Français qui la prenaient obliquement ; mais, surprise dans ce mouvement, elle fut mise en déroute.

Le général ennemi fit alors déployer à gauche le régiment de gauche de la deuxième ligne H' et le fit charger immédiatement. Ce régiment, par suite de sa position, prenant en flanc le régiment français C, le força à rétrograder.

C'était d'après des principes semblables que combattait la cavalerie légère dans les opérations auxquelles elle prenait part ; il y avait là une sorte d'application régulière de l'ordonnance de 1804.

Place de bataille de la cavalerie. — Il reste à fixer la place de bataille que l'empereur assignait à sa cavalerie ; les exemples développés plus haut montrent qu'il n'y avait pas de règle absolue à cet égard. Cependant il semble qu'on peut admettre les principes suivants, comme ceux qui recevaient l'application la plus générale :

La cavalerie légère, aux ailes ou du moins à celle qui était la moins appuyée, et en arrière des corps d'armée auxquels elle appartenait ;

En deuxième ligne, et le plus habituellement au centre, la réserve de cavalerie ;

Plus en arrière et en troisième ligne, une partie de cette réserve et la cavalerie de la garde, à côté ou sur les flancs des divisions d'infanterie de la garde impériale.

Mais ce n'était là qu'une position provisoire, la formation au début du combat. L'empereur la modifiait suivant les exigences de la lutte. Ce qu'il faut admirer surtout, c'est l'intel-

ligence et l'énergie avec lesquelles ses ordres étaient compris et exécutés par les hommes illustres qu'il avait su mettre à la tête de sa cavalerie.

Période après l'Empire. — Après cette longue période de guerre, tous les peuples ne semblent songer qu'à panser leurs plaies et à rétablir leurs forces épuisées par ces terribles combats. C'est un travail de réorganisation établi sur des bases moins étendues, avec des éléments plus proportionnés aux effectifs de paix qu'on veut maintenir. Les armées devant être moins nombreuses, on veut qu'elles soient meilleures; de là, l'étude de toutes les questions militaires, la promulgation de lois et de règlements nouveaux, la réorganisation de toutes les armes; de là, la publication de nombreux écrits, l'origine de discussions intéressantes, et, comme résultat final, des modifications dans la constitution de l'armée, où l'expérience du passé permet d'introduire de profondes améliorations. Ce fut l'armée dans laquelle nous entrâmes, nous, les aînés de la nouvelle génération, et qu'il nous soit permis sinon de la regretter, du moins de lui payer ici le juste tribut de notre reconnaissance pour l'éducation qu'elle nous a donnée, les principes que nous y avons puisés.

Règlement de 1829. — Dans les transformations des différentes armes, la cavalerie ne fut pas oubliée. Un règlement nouveau lui fut donné en 1829, et l'on a vu comme il différait peu de celui de 1804. Il n'y a donc pas eu là réellement progrès, et peut-être même serait-on porté à regretter qu'on l'eût rendu plus volumineux, en y introduisant une foule de détails; il eût semblé que l'expérience de la guerre e dû porter, au contraire, à en simplifier les mouvements

et les commandements. Ce qu'on peut surtout lui reprocher, c'est de ne considérer jamais les évolutions qu'au point de vue du terrain de manœuvres, sans distinguer entre celles qui sont applicables à la guerre et celles qu'on y doit éviter. Quelle différence avec les règlements étrangers, où tout mouvement se fait sur l'hypothèse d'une opération de guerre, d'un ennemi se présentant dans telle ou telle condition! Les Allemands, qui savent rarement se maintenir dans de justes limites, dépassent même le but, en abusant des suppositions.

Le règlement de 1829, qui s'appesantit tant sur le détail, semble passer bien légèrement sur la charge; il y est à peine parlé des réserves que toute troupe de cavalerie attaquant doit maintenir en arrière ou sur son flanc; le cas n'y est prévu que pour l'attaque en échelons. Quant à la question du ralliement, l'opération peut-être la plus difficile de la charge, puisqu'elle en est toujours la conséquence, il n'en est rien dit. Les Allemands ont compris la chose autrement, et, à chaque école de leurs divers règlements, un chapitre spécial est destiné à assurer la rapidité du ralliement.

Les charges combinées de front et de flanc avaient donné d'assez beaux résultats sous l'Empire pour qu'il semblât utile d'en indiquer les dispositions ou au moins d'en parler; le règlement les passe sous un silence absolu.

Service en campagne. — Il est vrai que trois ans plus tard, en 1832, le service en campagne a fixé, dans son instruction sur les combats, quelques principes qu'on aurait cherchés vainement dans les manœuvres de la cavalerie. Il recommande de conserver en réserve le tiers des escadrons, soit

en colonnes, soit en échelons, à hauteur et en arrière de l'une des ailes; cette disposition lui paraît préférable à celle d'une seconde ligne, qui devrait, en tout cas, être placée à une distance suffisante pour qu'elle ne se ressentît pas de l'insuccès de la première.

Place de bataille de la cavalerie. — Le service en campagne fixe également la position de la cavalerie sur le champ de bataille; elle doit être répartie en échelons sur les ailes et au centre, si le terrain permet qu'elle y manœuvre et combatte; il faut qu'elle soit à portée du point sur lequel elle peut agir, et qu'en même temps elle soit placée à l'abri du feu, pour pouvoir agir au moment voulu avec tout l'ensemble de ses forces. C'est un principe énoncé de la façon la plus absolue dans les mémoires de l'empereur, dans Jomini et qui semble reconnu de tous, comme le dit le maréchal de Mac-Mahon dans la petite instruction dont il a déjà été parlé. Ce n'est encore là que la cavalerie en 1832; plus tard d'autres nécessités, d'autres principes vont se produire.

Organisation de la cavalerie. — Quant à l'organisation de la cavalerie, elle est également réglée par le service en campagne; le système divisionnaire lui est appliqué, les divisions devant compter deux ou trois brigades. On peut exceptionnellement former des divisions ou des brigades mixtes d'infanterie et de cavalerie pour être employées comme avant-garde.

La cavalerie légère est réservée pour le service extérieur.

Des divisions ou brigades de cavalerie de ligne peuvent être mises à la disposition des commandants de corps d'armée ou de division.

La cavalerie de réserve fait partie de la réserve de l'armée, sous les ordres du commandant en chef. Si elle a besoin d'être couverte et éclairée dans les marches ou les cantonnements, on lui adjoint de la cavalerie légère chargée de ce service.

Changements annoncés. — Tels sont les règlements et les principes qui ont régi notre cavalerie jusqu'à ce jour; l'artillerie s'est transformée, l'infanterie a modifié son tir et ses manœuvres; quant à cette arme, elle est restée fidèle aux traditions du passé, sans se préoccuper des changements qui se faisaient autour d'elle, des conditions nouvelles de combat qu'elle allait trouver sur les champs de bataille; ce serait avec la vieille tactique de Frédéric, avec les errements de l'Empire, qu'elle pourrait être appelée demain à entrer en ligne devant une infanterie qui la couvrirait de ses feux à 800 mètres, devant une artillerie dont les boulets iraient décimer ses colonnes serrées à plus de 1 500 mètres. Le danger de cette situation n'a pas échappé au ministre qui s'est imposé la noble tâche de remettre notre armée en état de tenir tête à l'ennemi, même le plus menaçant. Aussi s'est-il empressé d'indiquer à la cavalerie les modifications que devait entraîner pour elle l'emploi des nouvelles armes. Des observations, on pourrait dire plus justement un aperçu nouveau sur l'instruction sommaire pour les combats, sur le service de la cavalerie en campagne, a été rédigé par ses ordres; son emploi sur le champ de bataille, sa répartition dans l'armée, son rôle dans le cours des opérations y sont traités à un point de vue très-différent des principes qui dominaient depuis près d'un siècle. Il y a là toute une question nouvelle

qu'a fait surgir la transformation imposée à la stratégie et à la tactique par l'emploi des armes à longue portée et à feu rapide, par l'application pratique aux choses de la guerre des puissants moyens de communication et de concentration que la science a mis à notre portée dans ces dernières années et qui doivent forcément amener un changement radical dans les anciennes combinaisons militaires.

Opinion de Jomini sur la cavalerie. — Pour compléter la revue de cette longue période qui nous amène à l'époque actuelle, il est intéressant de connaître quelques-unes des idées émises sur la cavalerie dans les discussions qu'a soulevées la réorganisation de cette arme. Parmi les écrivains qui se sont occupés de ce sujet, il en est un dont le nom domine tous les autres et devant l'opinion duquel les militaires ont appris à s'incliner, Jomini. Ce n'est pas à dire que toutes ses idées doivent être acceptées; suivant la parabole, il faut séparer l'ivraie du bon grain, mais l'ivraie est plus rare que le bon grain dans toute terre bien cultivée, et c'est ici le cas.

Jomini demande que la cavalerie représente habituellement un sixième de l'effectif total de l'armée, et un dixième, dans les pays coupés ou de montagne.

Il voudrait, surtout pour la grosse cavalerie, que le premier rang fût armé de lances, le deuxième de sabres, parce qu'il ne lui semble destiné qu'à achever l'œuvre du premier. C'est l'armement qu'a adopté la Russie.

Ordre perpendiculaire. — La formation de l'ordre de bataille a entraîné de longues discussions qui sont restées sans résultat; il s'agissait de choisir entre l'ordre parallèle et

l'ordre perpendiculaire, c'est-à-dire la 1re brigade d'une division formant la première ligne, et la 2e brigade la seconde, ou les régiments de la 1re brigade étant placés l'un derrière l'autre sur deux lignes, ceux de la deuxième prenant une position identique à la gauche de ceux de la première. Des écrits sans nombre ont paru en Allemagne sur cette question ; on a cru chez nous devoir la négliger, le règlement de 1829, le service en campagne n'en parlent pas. Chez les puissances allemandes, au contraire, l'ordre perpendiculaire a été admis comme base normale de formation sur deux lignes. Jomini se prononce dans le même sens d'une manière absolue ; il ajoute que le général de brigade, placé entre ces deux lignes, tient mieux sa troupe sous sa main, qu'il en est plus maître et que s'il a besoin de faire agir une réserve ou de couvrir son flanc, il peut disposer instantanément de sa seconde ligne. Dans l'ordre parallèle au contraire, c'est à un autre général qu'incombe la tâche de veiller sur la première ligne, de lui porter secours ; on sait par expérience ce qu'il en coûte à un chef, quel qu'il soit, de détacher une partie de son monde de son commandement, même quand il s'agit d'appuyer un mouvement dont il n'a pas la direction ; en tout cas, il est évident qu'il y aura là une perte de temps d'autant plus regrettable qu'il s'agit de la cavalerie et que, l'ordre même fût-il donné à temps, il ne serait jamais exécuté avec la précision qu'y mettrait celui qui y est le plus intéressé.

Charges. — Jomini admet quatre sortes de charges :

1° En colonne, à distance ; 2° en ligne déployée, au trot ; 3° en ligne déployée, au galop ; 4° en fourrageurs.

Il s'étend surtout sur les charges au trot qu'il considère comme les meilleures, parce que la cohésion des escadrons se maintient plus facilement à cette allure. Il en fait consister ainsi l'efficacité plutôt dans l'intensité de la masse que dans l'action réunie du choc et de la vitesse. C'est là une opinion toute particulière à laquelle il semble plus naturel de préférer celles de Frédéric et de Napoléon, appuyées de tant de brillants exemples. Il préconise surtout ces sortes de charges contre une cavalerie arrivant au galop, affirmant à l'avance la supériorité de l'ordre contre le désordre inhérent à la rapidité de l'allure, et il assure que c'était là l'une des idées favorites de Lasalle. Il ajoute, il est vrai, et cela vient de sa prédilection pour cette arme, que la lance est trop difficile à manier au galop ; ce n'est qu'au trot qu'il est possible de s'en servir et de lui donner cette efficacité qu'il regarde comme des plus terribles.

Il insiste ensuite sur le danger qu'il y a à faire attaquer par la cavalerie une ligne en bon ordre, si elle n'est pas vigoureusement soutenue par des lignes d'infanterie, et il rappelle, à cet égard, l'insuccès de Frédéric à Kunersdorf, celui de Napoléon à Waterloo; on pourrait ajouter celui des Russes à Balaklawa sur la brigade Campbell.

La cavalerie doit-elle agir seule, elle ne doit se lancer que sur une infanterie déjà aux prises avec l'infanterie ennemie, ou ébranlée à l'avance par le feu de l'artillerie ou de la mousqueterie. Toute charge contre des carrés qui n'ont pas été entamés est presque toujours inutile. Que serait-ce donc aujourd'hui où les moyens de résistance ont quadruplé ?

Place de bataille. — *Formation.* — D'accord avec notre service en campagne, il recommande l'ordre en échelons comme le meilleur ; ce ne serait qu'exceptionnellement, selon lui, qu'on adopterait la formation sur deux lignes et, dans ce cas, les régiments de la deuxième ligne devraient être en colonne afin de laisser des intervalles assez larges pour que les escadrons de la première ligne pussent s'y écouler facilement, si leur charge venait à être repoussée.

Il admet, en effet, en principe, que dans toute charge, surtout de cavalerie contre cavalerie, le premier effort ne fait que préparer le succès qui doit être achevé par d'autres attaques successives. Quels que soient les résultats obtenus par la première ligne ou le premier échelon, le ralliement lui semble indispensable, pour laisser aux troupes qui suivent le soin de compléter la victoire ; il devra se faire en arrière ou le plus souvent dans une position de flanc, de manière à menacer l'ennemi à revers ou sur ses ailes.

Les troupes ralliées constituent ainsi successivement de véritables réserves et le succès doit être à celui qui saura le mieux les utiliser et les ménager pour le dernier effort.

Jomini est ici d'accord avec Napoléon qui dit dans ses mémoires que la réserve de cavalerie doit être toujours tenue à même d'agir au moment efficace. Malheur à celui qui la paralyserait pendant le combat, sa défaite serait assurée !

A continuer.

COMMISSION

DES CONFÉRENCES RÉGIMENTAIRES

CONFÉRENCE

SUR L'EMPLOI DES CHEMINS DE FER A LA GUERRE

ET SUR LA TÉLÉGRAPHIE MILITAIRE.

CHAPITRE PREMIER

DES CHEMINS DE FER.

La grande importance des voies de communication, utilisées pour la défense d'une contrée, a été trop universellement reconnue, de tout temps, pour qu'il soit nécessaire de chercher à la démontrer.

Mais la façon dont leur rôle doit être envisagé de nos jours ne peut plus être la même qu'aux époques antérieures. L'immense quantité de routes, de chemins de fer et de canaux construits depuis un demi-siècle, le vaste réseau de voies ferrées qui couvre l'Europe et qui va toujours en s'étendant et en se ramifiant, placent les armées en campagne dans des conditions nouvelles.

Les relations entre les peuples, pendant la paix, ont pris un développement tel, qu'on doit s'efforcer de les faciliter le plus possible, et l'on ne peut plus penser à borner les moyens de faire communiquer deux pays voisins à quelques routes passant sous le canon des forteresses.

Pour ne parler que de la France, quand elle aura complété l'ensemble des chemins qui composent sa grande, sa moyenne et sa petite voirie, — et c'est une affaire de peu d'années, — lorsqu'elle aura terminé ses lignes ferrées d'intérêt départemental auxquelles elle travaille si activement, elle verra surgir la question des chemins de simple exploitation rurale, déjà mise à l'étude, et pour laquelle dans plusieurs localités, les propriétaires commencent à s'organiser

en syndicats, afin d'assurer la prompte exécution de voies précieuses pour eux.

Le moment n'est donc pas éloigné où l'Europe sera couverte de lignes de communication de toute espèce, permettant de se rendre dans plusieurs directions d'un point à un autre, en évitant de passer par telle localité qu'on était jadis forcé de traverser.

Par suite, les défenseurs d'un territoire, qui s'appuyaient en partie sur le défaut de chemins ou sur le tracé qu'on leur avait imposé, devront changer de manière d'agir et se hâter de prévenir l'attaque, en occupant eux-mêmes les routes, les canaux, les chemins de fer et en s'en faisant une arme active contre les envahisseurs.

Ainsi que nous venons de le dire, et bien que ce soit fort à regretter, il ne sera pas toujours possible d'avoir des places fortes dont les remparts battent de leur canon toutes les voies ferrées ou autres qui existent dans les environs; mais on pourra souvent, grâce à ces mêmes voies, transporter au loin des fractions d'une garnison pour entraver la marche de l'ennemi et étendre ainsi, à une assez grande distance, la sphère d'activité des villes fortifiées.

Un général français opérant sur le Rhin ne pouvait naguère compter que sur les ressources en hommes et en matériel réunies dans les départements peu éloignés de ce fleuve. Maintenant il sait qu'il aura à sa disposition, dans trois ou quatre jours, les garnisons et les magasins de Bayonne et de Toulon, s'ils lui sont nécessaires. Par contre, il devra songer à la possibilité de voir arriver en très-peu de temps devant lui les troupes de Posen, les munitions de Hambourg. En un mot, de même que la longue portée des nouvelles armes influera d'une manière très-grave sur les mouvements de deux armées prêtes à en venir aux mains, de même aussi la longue portée des parcours possibles au stratégiste élargira considérablement le cercle de son action.

Le tacticien, lui aussi, trouvera dans le grand nombre de voies de toutes sortes, qui sillonneront le terrain relativement restreint de ses opérations, le moyen d'étendre ces dernières plus qu'il ne le faisait auparavant. En effet, dans les pays où la propriété tend à se diviser et à se morceler, l'importance des chemins qui traversent un champ de bataille sera capitale, parce que les séparations des héritages par des clôtures et des fossés rendent souvent difficiles les mouvements des troupes à travers champs.

Tout le monde a présente à l'esprit la gêne apportée parfois à la marche des hommes et aux opérations de combat, en 1859 en Italie, par la nature des cultures du pays qui se trouvait coupé de canaux, dont quelques-uns bordaient les routes de chaque côté et

interdisaient la possibilité de s'avancer autrement qu'en colonnes très-profondes.

L'étude de la géographie et de la topographie des diverses contrées de l'Europe, considérées au point de vue de leurs voies de communication de toute nature et de l'usage qu'on pourrait en faire en campagne, est donc à recommander d'une façon spéciale aux officiers de chaque arme.

Les ouvrages qui traitent cette question, pour les routes ordinaires, existent en grand nombre ; il n'en est pas encore de même pour les chemins de fer que nous allons examiner maintenant. Toutefois les officiers trouveront, dans les comptes rendus de la guerre de 1866 en Allemagne, et dans ceux de la guerre civile aux Etats-Unis, des exemples nombreux du rôle qu'ils ont joué.

Les gouvernements européens étudient en ce moment l'organisation la plus propre à permettre d'employer les voies ferrées des pays dans lesquels ils pourraient avoir à faire la guerre. Depuis la campagne contre le Danemark, les grandes puissances allemandes ont acquis à cet égard assez de pratique pour avoir pu créer un service spécial prêt à fonctionner, au moment du besoin, entre les mains de l'autorité militaire. Ce service possède son personnel particulier, composé en partie d'officiers et de soldats et en partie d'employés des compagnies des chemins de fer. En Prusse, une compagnie de pionniers dites *de chemins de fer* est attachée à chaque corps de l'armée.

En France, des études se poursuivent activement, notamment dans les garnisons affectées aux régiments du génie, et il en résultera nécessairement un règlement relatif à cette importante question.

Pour le moment, notre but est de montrer l'utile concours que peuvent apporter les officiers d'infanterie et de cavalerie placés à la tête de troupes ou de détachements chargés d'aider à reconnaître, à surveiller, à occuper, à exploiter ou à détruire des voies ferrées.

Dans ce qui va suivre, il n'existe aucune prescription officielle, mais seulement des indications tirées des documents prussiens, autrichiens, américains, ainsi que des faits auxquels ont donné lieu les guerres entreprises depuis 1858.

§ 1er. — *Reconnaître un chemin de fer en pays ennemi.* — La reconnaissance d'un chemin de fer en pays ennemi se fait avec une locomotive marchant lentement, escortée par une garde d'infanterie, flanquée par des détachements de cavalerie qui explorent les deux côtés de la voie.

Mais il arrivera souvent qu'un chef de détachement aura à par-

courir et à occuper une voie ferrée avant que l'on soit à même de la faire essayer par une locomotive. Il n'en devra pas moins se hâter d'exécuter la reconnaissance dans les limites de ce qui lui sera possible et en prenant toutes les précautions indiquées pour ces sortes d'opérations. Il recueillera, certainement, une foule de renseignements qui seront d'une grande utilité pour le service spécial dont nous venons de parler.

La reconnaissance sera complète s'il a pu se procurer, dans une des gares, un de ces petits chariots de manœuvre que les Anglais nomment *trolly*, et qu'un cheval ou quelques hommes peuvent faire avancer. L'emploi de ce chariot lui permettra de constater si les rails sont à leur place, si leur écartement n'a pas été changé en vue de procurer un déraillement; en un mot, si la voie peut recevoir la locomotive de reconnaissance.

Cet officier signalera la nature et l'étendue des obstacles qui encombrent, coupent ou dénaturent la voie, en ce qui concerne les rails, leurs traverses et coussinets, les aiguilles, les plaques tournantes, le ballast, le massif des remblais, les tranchées en déblai, les tunnels, les ponts, ponceaux et viaducs, les lignes de télégraphe électrique, les signaux optiques, etc.

La reconnaissance des tunnels exige beaucoup de prudence; avant de s'engager dans leur intérieur, il importe de se rendre, autant que possible, maître des deux extrémités.

L'officier devra, en outre, se rendre compte des ressources qu'on peut trouver aux abords de la voie et dans les gares, au point de vue des réparations et de l'exploitation. Il aura soin de s'informer s'il est possible de faire, dans la population voisine, des réquisitions d'ouvriers d'art, de simples manœuvres, d'outils, de moyens de transport. Les employés spéciaux du chemin de fer devront être provisoirement retenus prisonniers, pour être mis à la disposition du service spécial, au cas où il jugerait à propos de s'en servir. On dressera, si cela se peut, un état du matériel roulant, des machines fixes, des outils, du combustible et des autres matériaux qui se trouvent dans chaque gare.

Mais une question qu'il faudra surtout étudier avec soin, parce qu'elle est d'une importance capitale pour l'exploitation, c'est le moyen de fournir de l'eau aux locomotives.

L'officier s'attachera donc à reconnaître les réservoirs d'eau qui existent dans les gares et sur la ligne qu'il aura parcourue. Il constatera l'état de conservation dans lequel ils se trouvent, ainsi que celui des machines qui les alimentent, la capacité de ces réservoirs, leur répartition le long de la voie. Il s'assurera du nombre de puits

et de pompes existant aux abords de cette ligne ; en un mot, des quantités d'eau sur lesquelles pourra compter l'exploitation. Cette étude est d'un intérêt majeur, puisqu'elle aidera à déterminer le nombre de trains, la force de chaque train, qu'on pourra faire circuler dans un temps donné et la longueur de la ligne qu'il leur sera permis de parcourir. A ce point de vue, il sera également utile de noter les changements de pente de la voie, et, si l'on peut, les diverses inclinaisons de ces pentes.

Pendant cette reconnaissance, l'officier devra se tenir autant que possible en communication avec le commandant du corps d'armée ou de la division dont sa troupe fait partie, de manière à transmettre rapidement les renseignements qu'il aura recueillis et pouvoir aussi prendre quelques dispositions utiles au service spécial des chemins de fer, si l'ordre lui en est donné. Ainsi, bien qu'il n'ait pas à s'occuper de la réparation de la voie et du matériel, il pourra, s'il en a le temps, préparer les réquisitions d'ouvriers, faire déblayer les puits que l'ennemi aura comblés en se retirant, rechercher les endroits où l'on aurait caché les pièces importantes enlevées aux machines.

§ 2. — *Assurer l'occupation d'une portion de ligne ferrée.* — L'officier chargé de concourir à assurer l'occupation d'une portion de ligne ferrée aura soin d'exercer une surveillance incessante sur tout le parcours, au moyen de patrouilles si la voie n'est pas exploitée, et du personnel des trains si elle est livrée à la circulation.

Il fera fréquemment explorer les abords à une certaine distance et veillera à ce que les signaux acoustiques ou optiques ne cessent jamais de fonctionner.

Il installera des postes aux lieux les plus importants, tels que points de bifurcation, passages à niveau, gares d'évitement, stations secondaires, etc. Les principales gares seront fortement occupées, et l'on se précautionnera contre les attaques possibles de la part de détachements ennemis ou des populations voisines. Dans ce but, l'officier se conformera aux prescriptions d'usage pour se maintenir dans un village et dans des maisons isolées. Il barricadera ou coupera, s'il le faut, les principales routes et les rues qui donnent accès à la gare, s'entourera d'abatis ou de palissades, etc.

Quand la voie pénétrera en remblai dans la gare, il cherchera à flanquer par de la mousqueterie et même par du canon, les deux talus de ce rempart. Il pourra obtenir promptement ce résultat, s'il a à sa disposition quelques outils de terrassier, en exécutant le retranchement connu, dans les polygones du génie, sous le nom de *retranchement rapide*, qu'on élève en quelques heures, en prenant de

la terre des deux côtés du parapet à construire. (Voir pour les détails l'aide-mémoire de l'officier du génie.)

En cas d'attaque, les postes et détachements seront parfaitement au courant de ce qu'ils auront à faire ; et lui-même aura à juger s'il peut aller les soutenir, pour le cas où ils devraient résister, ou les aider à se replier, s'il faut qu'ils battent en retraite.

§ 3. — *Coopérer, comme chef de gare, à l'exploitation de la voie.* — Il arrivera fréquemment que le personnel du service spécial des chemins de fer en campagne ne sera pas assez nombreux pour placer des chefs de gare et de station dans toutes les localités, et qu'il demandera au général en chef de confier ces postes à des officiers, pour un temps plus ou moins long.

Ceux auxquels ces fonctions seront dévolues devront se rappeler que l'ordre et la méthode sont les principaux moyens d'assurer la bonne exécution des transits, lesquels seront d'habitude très-nombreux et très-rapprochés. La moindre négligence, le moindre retard, le plus léger désordre dans les embarquements et débarquements des troupes et du matériel, dans l'emmagasinement de ce dernier, peuvent avoir des conséquences les plus graves.

Du reste, ces officiers auront toujours avec eux des employés des chemins de fer qui régleront le détail du service et auxquels ils devront prêter tout l'appui de leur autorité, pour qu'aucune résistance, aucun motif de négligence ou de désordre ne viennent entraver l'exploitation.

Des officiers devront être chargés d'une manière spéciale de présider aux opérations des embarquements et débarquements des troupes, des chevaux, du matériel et des munitions de toutes sortes. Si ce soin était laissé aux chefs de troupes ou de détachements à transporter, il ne leur serait pas possible de s'en tirer avec ordre et célérité. Cette importante partie du service doit être confiée à des officiers restant sur les lieux, connaissant bien les ressources qu'offrent les gares, en longueurs de quais, en espaces disponibles, etc.

Les communications par le télégraphe électrique avec les gares et les stations voisines devront être incessantes pour que, dans chacune d'elles, on sache ce qui se passe dans les autres, ainsi que sur la voie. Il sera bon que chaque dépêche transmise soit précédée d'un signe de passe, d'une espèce de mot d'ordre convenu d'avance et changé fréquemment. Sans cela, il pourrait arriver que l'ennemi, s'étant emparé d'une station à l'improviste, continuât à envoyer des dépêches qui auraient de fâcheuses conséquences, ainsi que cela eut lieu dans les guerres des États-Unis et lors de l'invasion de la Sicile par les garibaldiens.

§ 4. — *Effectuer la destruction d'une ligne ferrée.* — La destruction ou la mise hors de service d'une ligne ferrée comporte plusieurs cas :

1° Elle peut n'être que provisoire si l'on a l'intention et l'espoir d'occuper de nouveau la voie ;

2° Elle peut être définitive et aussi complète que possible, suivant le plus ou moins de temps qu'on aura à sa disposition pour l'exécuter.

En général, la destruction d'un chemin de fer ne devra jamais être faite sans un ordre du commandant en chef, seul juge de son opportunité, surtout en ce qui concerne les objets d'art, tels que viaducs, tunnels, dont la réfection serait longue et difficile, au moment où l'on en aurait besoin.

Enfin, les procédés employés seront différents, suivant qu'on voudra rendre complétement impossible l'exploitation d'un chemin de fer, ou se borner seulement à le priver de sa plus grande utilité, savoir la possibilité d'exécuter avec rapidité et sécurité des transports considérables. Ce dernier cas sera notamment celui d'une guerre qui aurait lieu dans son propre pays, où une destruction radicale des voies ferrées serait désastreuse à tous les points de vue.

Les divers éléments nécessaires à l'exploitation d'une voie ferrée sont compris dans les trois catégories suivantes : 1° le matériel roulant ; 2° le matériel fixe ; 3° la voie et les ouvrages d'art qu'elle comporte.

Pour le cas où l'on voudrait n'opérer qu'une mise hors de service provisoire, il suffira d'emmener le matériel roulant en dehors du rayon d'activité de l'ennemi, d'enlever les pièces importantes des machines fixes, telles que pistons, bielles et soupapes de machines à vapeur, pistons des pompes ordinaires, robinets de distribution d'eau, soufflets de forge, etc.

Si l'on n'a pas le temps de retirer le matériel roulant, on le mettra hors de service en enlevant les roues, ou simplement les boîtes à graisse, en sciant, en plusieurs points, les cadres des châssis des voitures.

Les pièces qu'on ne voudrait pas détruire et qu'on n'aurait pas le temps d'emporter seront enlevées et enfouies, en ayant soin de mettre ensemble celles qui sont de même nature, afin de pouvoir facilement, au besoin, les remettre en service. Pour ce qui est du matériel fixe de la voie, l'enlèvement des rails et des traverses est un excellent moyen d'empêcher les parcours, mais à la condition qu'il soit fait sur des longueurs assez considérables ; sans quoi, l'ennemi aurait bientôt remplacé ces objets faciles à transporter.

Si l'on prévoit qu'on occupera de nouveau la ligne, il est bon de n'opérer l'enlèvement dont nous parlons que sur les parties rectilignes, les courbes étant plus difficiles à rétablir.

Il y aura également lieu de supprimer les aiguilles, leviers et autres appareils d'évitement, de croisement ou de changement de voie, les engrenages des plaques tournantes, les grues à charger et à décharger, les signaux; de retirer les fils électriques, d'emporter ou de détruire les piles et les appareils de transmission des dépêches.

Toutes ces opérations devront se faire avec autant d'ordre que possible, toujours en prévision d'un retour sur la voie.

Les coupures dans les parties en remblai d'une ligne ferrée sont moins à conseiller que l'obstruction des portions en déblai, parce qu'il faudrait les faire trop larges et trop profondes pour en rendre la réparation sérieusement longue et difficile. On peut en effet rétablir une coupure dans un remblai en y travaillant de quatre côtés à la fois, tandis que pour débarrasser une tranchée ou un tunnel des objets qui l'encombrent, on ne peut agir qu'en deux points seulement sur la voie même.

Pour le cas d'une destruction définitive, les opérations que nous venons d'indiquer devront être aussi complètes que le permettra le temps dont on pourra disposer. La partie du matériel roulant, les pièces des machines, les appareils qui ne pourront pas être emmenés seront détruits aussi radicalement que possible. Le feu sera mis aux voitures, aux magasins, aux ateliers, aux dépôts de combustible et aux bâtiments des gares.

Si l'on a à sa disposition quelques poignées de poudre, on s'en servira pour briser un tube de chaque chaudière des locomotives et des machines fixes.

On enlèvera quelques pierres des assises supérieures des massifs de maçonnerie qui supportent les réservoirs d'eau, sous lesquels on introduira de la poudre pour y produire des déchirures considérables; on comblera les puits.

De larges coupures seront pratiquées dans le massif des remblais; les tranchées et les tunnels seront encombrés le plus possible, les ponts détruits par la poudre, qu'on emploiera également contre les grands viaducs et les tunnels, si le général en chef juge à propos d'en venir à cette extrémité.

Il y aura toujours lieu d'hésiter à détruire un tunnel d'une assez grande longueur; ces sortes d'ouvrages sont tellement difficiles à exécuter, qu'un général ne se décidera que pour des motifs d'une haute gravité à en ordonner la ruine.

Les chemins de fer auront un adversaire redoutable dans la cavalerie. S'il est vrai qu'en Europe les cultures et les clôtures gênent souvent l'action de cette arme dans une bataille, il est certain aussi que l'immense quantité de chemins, qui existent partout, permettent à ces détachements plus ou moins nombreux de faire au loin des courses hardies et de causer, en quelques heures, à une voie ferrée des dégâts qui en arrêteront l'exploitation pendant plusieurs jours.

Il est difficile de garder et de protéger efficacement contre un coup de main ces lignes si longues et si étroites.

En présence de ce nouveau rôle acquis à la cavalerie, nous regardons comme indispensable de l'exercer en temps de paix à des simulacres de destructions de chemins de fer. Les compagnies qui les exploitent s'y prêteront volontiers, et les chefs de corps pourront profiter des moments où l'on réparera les voies pour faire expliquer aux officiers comment on enlève rapidement des rails, des traverses, des aiguilles, etc.

On leur montrera les pièces des locomotives, des machines, des pompes qu'il est le plus facile et le plus important d'emporter ou de détruire, et la manière la plus expéditive de le faire.

L'explosion de quelques kilogrammes de poudre disposés sous le tablier d'un pont en bois ou en tôle, sous un réservoir d'eau, produisant de sérieuses avaries, ne pourrait-on pas exercer les cavaliers à installer convenablement des sacs de poudre et à les enflammer au moyen du cordeau porte-feu?

Quand tous ces détails leur seront familiers, il ne serait pas difficile, en campagne, à un commandant de détachement, d'emmener avec lui un léger caisson portant quelques sacs de poudre, quelques mètres de cordeau porte-feu, un peu d'amadou, un petit nombre d'outils consistant en pelles, pioches, haches, scies, pinces, masses à deux mains.

Lorsqu'on serait arrivé à un point où le caisson ne pourrait plus suivre, et quand on n'aurait qu'une courte distance à franchir pour atteindre le chemin de fer à détruire, des cavaliers prendraient les outils, quelques-uns mettraient devant eux un sac de poudre (ce qui peut se faire sans inconvénient si l'on a eu soin de l'enfermer dans un double sac), et le coup de main serait rapidement exécuté. Mais il est bon, en temps de paix, de s'exercer à des simulacres de ces sortes d'opérations, et de rédiger une courte instruction sur la manière de les faire.

§ 5. — *Services rendus par les chemins de fer dans les dernières guerres.* — Nous dirons maintenant quelques mots de la manière dont on a utilisé les chemins de fer dans les dernières guerres.

Les renseignements qui ressortent des faits et de la pratique, en campagne, sont en effet beaucoup plus utiles que tous les raisonnements et toutes les théories pour apprendre ce qu'on devra faire, lorsque des circonstances analogues se présenteront.

Il n'est personne qui ne se rappelle les grandes facilités qu'offrirent aux alliés, pour la campagne de Crimée, les chemins de fer conduisant aux ports d'embarquement et les transports maritimes. On n'a pas oublié non plus les conditions mauvaises dans lesquelles se trouvèrent les Russes, manquant de voies ferrées, pour amener devant Sébastopol leurs troupes et leur matériel, qui n'arrivaient qu'au prix de fatigues inouïes, de temps considérable et de dépenses énormes.

Pendant la guerre d'Italie, les chemins de fer nous ont également été précieux au point de vue des opérations stratégiques, ils rendirent un grand service lors du mouvement tournant que l'armée fit entre Alexandrie et Verceil pour arriver à Magenta. Les Autrichiens détruisirent les chemins de fer en plusieurs endroits et notamment les ponts sur la Sésia, sur le Tésin et sur l'Adda. La réparation de la voie et des ouvrages d'art, confiée au service civil, fut rapidement exécutée. En une vingtaine de jours, on eut refait les ponts de la Sésia et du Tésin, relié entre elles les deux gares existant à Milan, et remis en service une grande longueur de la voie, du côté de la Vénétie.

C'est aux Etats-Unis, lors de la guerre de la sécession, que les chemins de fer ont surtout servi à des opérations de stratégie [1].

Il ne pouvait en être autrement dans un pays où le réseau ferré est immense, et où, par suite, les routes ordinaires sont peu nombreuses et mal entretenues. Voici quelques faits qui peuvent offrir de l'intérêt :

En 1863, lorsque le général fédéral Mac-Clellan s'avança des bords de la rivière Pamunkey contre Richmond, il suivit la voie ferrée qui, se trouvant en pays plat, ne comprenait ni tunnels, ni viaducs, ni ponts importants.

Les confédérés n'avaient enlevé que les rails, qui furent rapidement remplacés, et le matériel roulant, apporté par le Pamunkey, fonctionna immédiatement.

Pendant cette même campagne, le général sudiste Lee jeta contre la voie parcourue par ses adversaires un corps de quinze cents chevaux qui enleva une partie considérable des convois et des ma-

[1] Nous empruntons ce que nous disons des chemins de fer américains, en grande partie à l'ouvrage de M. l'intendant militaire Vigo-Roussillon, intitulé : *Puissance militaire des États-Unis d'Amérique, etc.*

gasins de l'ennemi. On eut alors le curieux spectacle d'un train chargeant à toute vapeur contre la cavalerie, renversant les quelques obstacles que celle-ci avait posés sur les rails et réussissant à s'échapper.

Les succès de la cavalerie contre les voies ferrées et les lignes télégraphiques, ont été très-nombreux dans cette guerre. Ceux du général confédéré Stuart et du général nordiste Dix sont surtout remarquables. Fréquemment possibles dans les vastes plaines de l'Amérique, ils seraient moins faciles en Europe, où les cultures sont parfois morcelées et divisées à l'infini. Il existe cependant des contrées où l'action au loin des troupes à cheval se produirait très-efficacement. (En France, le plateau de la Beauce; en Allemagne, les plaines de la Saxe; en Russie, celles de la Pologne, de l'Ukraine, et les vastes steppes de plusieurs provinces, etc.)

Lorsque le général Mac-Clellan, n'ayant pas réussi dans sa tentative contre Richmond, battit en retraite, il n'eut pas le temps d'embarquer son matériel roulant. Ne voulant pas l'incendier, de peur d'attirer l'attention de l'ennemi, il le fit lancer à toute vapeur vers le pont détruit du Chikaominy, dans les eaux duquel il se précipita.

En 1864, dans la célèbre marche du général Sherman en Géorgie, pays à peu près dépourvu de routes, les fédéraux chassaient leurs ennemis en suivant les deux lignes ferrées qui se dirigent d'Atlanta vers la mer. Rarement le général nordiste attaquait de front son adversaire; il menaçait constamment de le tourner, et celui-ci, craignant de voir couper les deux seules voies qu'il eût à sa disposition, se repliait précipitamment, n'ayant pas le temps d'exécuter une destruction bien complète. Aussi le général Sherman ne tardait pas à mettre en exploitation les portions que lui abandonnait l'ennemi.

C'est ainsi qu'il put, à l'aide de 600 hommes environ, rétablir en six jours, le pont de l'Etowah, qui était long de 625 pieds, haut de 75, et que les confédérés avaient brûlé.

Il avait, dit-on, également réparé en quatre jours, avec 600 travailleurs, le pont de Chataochée, dont la longueur était de 740 pieds et la hauteur de 90.

La réparation des chemins de fer détruits pendant la guerre de la sécession tient du merveilleux, et s'explique par le nombre immense d'ouvriers, d'ateliers, de machines, d'outils de toute sorte qu'on trouve chez ce peuple éminemment industriel.

Toutefois la multiplicité des chemins de fer offrit des inconvénients chez les Américains, qui se pliaient assez difficilement aux

exigences de la discipline militaire, et dans des armées où il n'existait aucune espèce de gendarmerie ; les permissions abusives, les absences frauduleuses, les désertions furent très-fréquentes.

Malgré la facilité que les troupes et le matériel avaient à leur disposition pour les transports, ces derniers furent loin d'être aussi rapides qu'on pourrait le supposer. Parmi les causes nombreuses de ce fait, il convient de citer le grand nombre d'impedimenta, toujours considérables dans les armées de nouvelle création, et les difficultés des ravitaillements, vu le poids considérable de la ration du soldat américain. Aussi un juge très-compétent en pareille matière a été amené à conclure que les troupes américaines ne peuvent opérer qu'à une journée de marche de leur base de ravitaillement, alors qu'une armée européenne pourrait s'en éloigner de quatre journées.

Il résulte d'un document autrichien [1] que si l'on veut faire servir un chemin de fer à des opérations de tactique, on devra se rappeler que c'est tout au plus si l'on a vingt-quatre heures à soi, et qu'on ne peut amener dans ce laps de temps que 25 000 fantassins au plus ou une forte division mixte composée des trois armes. Aussi, jusqu'à présent, la stratégie a tiré un meilleur parti des chemins de fer que la tactique.

Le même document enseigne qu'il faut une demi-heure pour faire monter un bataillon d'infanterie dans des wagons, trois quarts d'heure pour un escadron, une heure et demie pour une batterie, en supposant que tout soit bien disposé d'avance pour cette opération.

On y lit aussi que toutes les contrées européennes ont adopté le même écartement de rails pour leurs chemins de fer, sauf la Russie qui a une voie plus large.

Après la bataille de Sadowa, le général Benedek put faire retirer trois corps d'armée par le chemin d'Olmutz à Vienne ; le temps lui en fut laissé par le prince royal de Prusse, qui, vu les difficultés du terrain, n'osa pas trop éloigner de son infanterie la cavalerie qu'il chargea de couper la voie ferrée dont nous parlons.

On connaît tout le parti que les Prussiens ont tiré des chemins de fer pendant la campagne de 1866. Leurs transports se faisaient avec une grande régularité ; le personnel et le matériel expédiés arrivaient sans accident et à jour fixe. L'organisation de ce service a reçu chez eux la sanction complète d'une expérience décisive.

[1] *Les chemins de fer au point de vue militaire*, traduit par le capitaine d'état-major Costa de Serda (*Spectateur militaire*, année 1868.)

Nous empruntons les détails suivants à l'ouvrage du général de Moltke.

Les mouvements et les transports étaient réglés à l'état-major général, et le commandant de la division des chemins de fer les faisait faire à l'aide de son double personnel militaire et civil. Tout était prévu et exécuté avec beaucoup d'ordre et de méthode; aussi n'eut-on à déplorer aucun accident, et les encombrements, qui avaient eu lieu au début, cessèrent bientôt de se produire.

C'est une grave question à étudier que celle de la répartition des troupes le long des voies ferrées, et de faire fonctionner le matériel roulant, de manière à ne pas en avoir trop sur certains points et pas assez sur d'autres.

Le 8 mai, les 5e, 6e, 3e, 4e, 8e, 7e corps et la garde opéraient un mouvement de concentration qu'il vaut mieux, en général, éviter en dirigeant les troupes de leurs garnisons respectives vers les gares et stations le plus à portée, pour les conduire sur les points où elles doivent se rendre définitivement.

Le 26 mai, la réunion des 6e et 5e corps sur les chemins de fer de la Silésie, notamment près de Landshut, se fit avec beaucoup de soin, principalement en ce qui concerne la cavalerie.

Les mouvements commencés le 16 mai sur les principales voies ferrées étaient terminés le 5 juin.

Les étapes des troupes qui marchaient à pied étaient réglées de manière que les hommes arrivaient en même temps que ceux qui venaient de plus loin en chemin de fer.

En résumé, les mesures avaient été si bien prises, qu'on avait transporté en vingt et un jours, à des distances variant entre 30 et 90 milles, 197 000 hommes, 55 000 chevaux et 530 voitures, qui arrivèrent à destination presque à heure fixe.

Le général de Moltke estime que le transport d'un corps d'armée, avec son matériel, demande de neuf à douze jours, en supposant que la ligne ne soit pas complétement interdite au commerce, et qu'on réserve quelques trains pour l'intendance.

Mais il faut que le même chemin de fer n'ait à transporter qu'un seul corps, sans quoi c'est un nouveau retard de neuf à douze jours dans l'ensemble du mouvement.

Voici maintenant quelques faits relatifs au rôle qu'ont joué les chemins de fer dans la campagne de 1866; ils sont également tirés de l'ouvrage du général de Moltke.

Quand les Prussiens occupèrent la Saxe, ils avaient à craindre l'arrivée des Bavarois sur leur droite, aussi s'empressèrent-ils de couper le chemin de fer de Leipzig à Hof, jusqu'au delà de Werdau.

En revanche, les troupes qui marchèrent du Holstein vers Hanovre ne purent pas profiter du chemin de fer, parce que les Hanovriens avaient enlevé tout le matériel. Après quelques jours, on put réunir à Lunebourg quelques voitures et deux locomotives apportées par les bateaux à vapeur de l'Elbe.

La voie ferrée entre Wetlzar et Cassel ne put pas non plus servir au général de Beyer, les Hessois ayant emmené tous les wagons et enlevé les rails en plusieurs points. Le général prussien fit couper la voie venant de Francfort, pour ne pas être pris à l'improviste par derrière, et envoya réparer la ligne du Nord.

Voulant empêcher les Hessois de diriger leur matériel roulant vers le sud, il détacha une compagnie à Melzungen, pour couper le chemin de fer de Cassel à Fulde, et réussit à s'emparer d'un grand nombre de wagons vides.

Pendant que le général Beyer occupait Cassel, les Hanovriens détruisirent la ligne ferrée entre cette ville et Gottingue.

Bien que les Autrichiens aient d'ordinaire détruit trop tard et trop incomplétement les voies ferrées qu'ils abandonnaient à leurs adversaires, ceux-ci n'ont pas toujours exécuté les réparations importantes aussi rapidement que les Américains; il est vrai qu'ils n'avaient pas les mêmes moyens pour les entreprendre.

Le personnel et le matériel du service militaire des chemins de fer étaient cependant convenablement organisés, mais ils se trouvèrent insuffisants.

L'un des travaux les plus considérables qu'ils aient eu à faire est le rétablissement du pont de Shurtz, viaduc de trois arches que les Autrichiens avaient fait sauter et qui avait 130 pieds de long sur 48 de haut. Il fut rétabli en trois semaines, du 8 au 30 juillet.

Entre Liebnau et Sichzau, un déblai profond, dans le roc, avait été comblé en jetant les parois sur la voie, au moyen de fourneaux de mines. Un parcours de 230 pieds se trouvait ainsi intercepté, sur une hauteur de 8 pieds. La circulation fut rétablie en vingt-quatre heures.

§ 6. — *De l'influence des chemins de fer sur la durée des guerres futures.* — Quelle sera l'influence de la multiplicité des chemins de fer sur la durée des guerres à venir? — Bien que cette question ne puisse pas recevoir actuellement une réponse complétement satisfaisante, il nous paraît impossible de la passer sous silence, parce qu'il est certain qu'elle est posée à chaque instant par un grand nombre d'officiers; tant il est vrai qu'il est intéressant pour tous de chercher à savoir ce qui adviendra dorénavant à la guerre, par suite des voies rapides de communication.

La discussion que soulèvera le simple énoncé que nous venons de faire ne saurait être que fructueuse pour les militaires qui cherchent à s'instruire. Les esprits sont assez divisés à cet égard : les uns, séduits par la rapidité avec laquelle s'est effectuée la campagne de 1866 en Allemagne, prédisent une courte durée aux guerres à venir. D'autres, au contraire, considérant ce qui s'est fait pendant la guerre civile aux États-Unis, prétendent que les choses ne se passeront pas aussi vite qu'on pourrait le supposer. Ils font remarquer que la lutte dura plus de trois ans, bien que les chemins de fer fussent très-nombreux, les deux partis très-acharnés l'un contre l'autre, et que la distance entre les deux capitales américaines ne fût que de 32 lieues environ.

Il est assez difficile de démêler la part qui revient aux voies ferrées dans la rapidité de la première de ces deux guerres et dans la lenteur de la seconde. Mais il est certain que de nombreuses causes, bien autrement puissantes que le plus ou moins de facilité offerte aux moyens de transport, ont apporté leur influence.

Il faut tenir compte, en premier lieu, de la différence d'organisation des deux armées. En Prusse, pays essentiellement militaire, l'armée est, entre les mains d'un pouvoir très-fortement centralisé, un instrument qui, ayant atteint une grande perfection, se déplace et se manie avec ensemble et rapidité.

Aux États-Unis, l'armée n'existait pas, il fallut la créer de toutes pièces, et le pouvoir exécutif était loin d'avoir toute la latitude, toute l'autorité que possédait le roi de Prusse.

Une autre considération, bien qu'ayant une importance secondaire par rapport à celle que nous venons d'indiquer, a dû aussi influer sur la durée des deux guerres dont nous parlons.

Aux États-Unis, les nordistes furent dans l'obligation de s'emparer complétement du territoire ennemi, de l'asservir, de mettre les habitants, qui leur étaient entièrement hostiles, hors d'état de leur nuire. Ils ne faisaient pas la guerre pour obtenir, après quelques victoires, un traité quelconque. Ils voulaient posséder radicalement le sol et les populations.

N'ayant pour routes terrestres que ces longs et minces rubans si précieux, mais si faciles à être rompus au moment où l'on en a le plus besoin ; traînant avec eux plus d'impedimenta que les armées européennes qui sont mieux organisées sous ce rapport, parce qu'elles le sont depuis plus longtemps, les Américains ne devaient s'avancer qu'avec circonspection et lenteur. D'ailleurs, dans une guerre civile, où des soulèvements éclatent de tous côtés à l'impro-

viste, il est plus difficile de faire un plan de campagne que dans une guerre ordinaire.

Les Prussiens se trouvaient dans des circonstances toutes différentes. Il y avait pour eux une impérieuse nécessité de ne pas traîner la guerre en longueur, de ne pas laisser la mauvaise saison sévir sur cette armée composée, en partie, d'hommes arrachés à des occupations qui, pour un grand nombre d'entre eux, faisaient vivre leurs familles.

Ce qu'on peut prévoir sur les concours qu'apporteront les chemins de fer, c'est qu'ils permettront à chacune des nations belligérantes d'amener en peu de temps toutes les ressources qu'elles posséderont en hommes, en matériel, en munitions, en vivres, en argent. Par suite, toutes les forces et tout l'avoir d'un pays pourront entrer immédiatement en jeu, ce qui limitera singulièrement la possibilité de faire durer longtemps la lutte. Mai il n'en faudra pas moins s'avancer avec une grande prudence, en pays ennemi, sur ces longues et fragiles voies de communication.

CHAPITRE II.

DE LA TÉLÉGRAPHIE MILITAIRE.

§ 1er. — *Considérations générales.* — A toutes les époques de l'histoire, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, les troupes en campagne ont essayé d'établir des communications lointaines à l'aide de signaux.

Mais jusqu'à la fin du dernier siècle la marine seule avait pu résoudre le problème d'une manière satisfaisante et complète, parce que la question du transport des appareils sémaphoriques qu'elle emploie ne souffre aucune difficulté et n'apporte aucune entrave.

Sur terre, la télégraphie aérienne ne fut reellement créée qu'après 1789, par l'invention de Chappe qui trouva le moyen de mettre un appareil très-simple au service d'un vocabulaire très-ingénieux.

Avant la récente guerre civile de l'Amérique du Nord, il ne paraît pas qu'ont ait été content des essais faits pour rendre mobile le télégraphe de Chappe et pour l'employer aux opérations d'une armée en campagne.

L'application de l'électricité à la télégraphie fit, du reste, mettre de côté tout autre mode de communiquer au loin.

Toutefois cet abandon du système aérien ne paraît pas devoir être trop absolu. Si l'électricité a sur lui tous les avantages qu'on connaît, elle a aussi l'inconvénient d'exiger la continuité des fils

conducteurs. En temps de guerre ou de troubles, il sera souvent difficile de protéger ces derniers sur tout leur parcours. Il serait impossible de faire communiquer deux points qui se trouveraient séparés par un troisième dont on ne serait pas le maître; cet inconvénient n'avait pas lieu avec l'ancien télégraphe: il ne faut donc pas l'abandonner complétement.

Nous n'entreprendrons pas de décrire les divers appareils dont on se sert dans la télégraphie électrique; les traités de physique les plus élémentaires contiennent, sur ce sujet, des détails suffisants, et il est très-facile de se procurer ces ouvrages.

Nous nous bornerons à donner quelques indications qui pourront aider un officier dans le cas où il aurait à opérer rapidement la destruction d'une ligne télégraphique, ou seulement à rendre la transmission des dépêches impossible sur cette ligne.

La télégraphie actuelle est basée sur cette propriété qu'a tout fil métallique, quand il est traversé par un courant électrique, de transformer en aimant un morceau de fer autour duquel il est enroulé, et cela quelle que soit la longueur de ce fil.

S'il est très-long, il faudra une source d'électricité plus forte que s'il est court. En mettant le fil en communication avec une pile électrique, on aimante le morceau de fer; en supprimant cette communication, on lui enlève ses propriétés magnétiques.

D'après cela, il est aisé de concevoir que si l'une des extrémités d'un fil de métal se trouve alternativement soumise et soustraite au contact d'une pile, et si l'autre extrémité entoure un morceau de fer, ce dernier attirera et cessera d'attirer alternativement une petite tige de fer qui serait placée près de lui et libre de tourner autour d'un point fixe.

Supposons maintenant que cette tige de fer se trouve terminée par une plume ou par un crayon; elle pourra tracer, dans ses mouvements de va-et-vient, des points ou des traits sur une bande de papier qui se déroulerait sous elle, au moyen d'un mécanisme d'horlogerie. Ces points et ces traits ont une signification définie dans un vocabulaire imaginé à cet effet. Tel est le principe du télégraphe Morse, qui est aujourd'hui le plus répandu.

Il est une condition indispensable à remplir, c'est que l'électricité ne puisse pas se perdre pendant son parcours le long des conducteurs métalliques; qu'elle ne trouve en route aucun corps qui la soutire et l'enlève. Il faut, en un mot, que le fil conducteur soit isolé du contact des corps qui sont bons conducteurs de l'électricité.

Cet isolement s'obtient de deux façons : 1° en suspendant le fil à

des anneaux de porcelaine ou de gutta-percha, substances qui ne conduisent pas l'électricité ; 2° en recouvrant de gutta-percha le fil dans toute sa longueur ; on peut alors le laisser simplement reposer sur le sol ou l'enfouir dans la terre, l'accrocher aux arbres, et, si l'on a un village à traverser, l'attacher à la partie supérieure des maisons.

On emploie du fil de fer ou du fil de cuivre ; celui-ci se détériore moins sous l'action de l'humidité, et il exige une source d'électricité moins puissante ; mais il est beaucoup plus cher que l'autre. Quand les fils sont enduits de gutta-percha, leur achat constitue la plus forte partie de la dépense qu'occasionne l'établissement d'une ligne télégraphique militaire.

§ 2. — *Emploi de la télégraphie dans les guerres.*— Depuis que la télégraphie électrique est devenue d'un usage général, les diverses puissances qui ont eu à faire la guerre l'ont appliquée en campagne.

La France l'a utilisée en Afrique, dans les campagnes de Kabylie et des frontières du Maroc, pendant la guerre d'Orient et en Italie. Mais les lignes électriques qu'on établissait en arrière de l'armée n'avaient pas pour but de faire communiquer entre eux les différents corps de troupes ; leur objet se bornait à se relier avec les lignes fixes du pays, pour rester en communication avec la métropole. Ce service fut constamment confié à l'administration civile des télégraphes. Aujourd'hui qu'on veut donner plus d'extension à la télégraphie militaire et la mettre à même de servir pour les opérations de la stratégie et même pour celles de la tactique, on a exclusivement attribué ce soin aux officiers et aux troupes du génie, qui sont exercés en temps de paix et ont été munis du matériel nécessaire pour pouvoir fonctionner à la guerre.

Le système des perches supportant des isolateurs, pour soutenir les fils, paraît devoir être abandonné pour le moment. Les fils enduits de gutta-percha, reposant simplement sur le sol, sont préférés. Le premier procédé est regardé comme incommode, exigeant un matériel roulant considérable pour porter les perches, les isolateurs et les outils nécessaires à leur mise en place ; les fils sont fréquemment brisés par les voitures un peu élevées, etc.

Dans la seconde méthode, le fil se pose plus vite ; mais s'il vient à être rompu, ce ne sera ordinairement qu'après un temps assez long qu'on découvrira les points de rupture.

Du reste, toute cette question est en ce moment à l'étude et soumise à des expériences.

En Amérique, pendant la guerre de sécession, il a été fait un grand usage de la télégraphie.

Les signaux du système Chappe furent fréquemment employés; mais on avait soin de changer souvent la clef du vocabulaire.

Quant aux lignes électriques, comme elles appartiennent, dans ce pays, à des compagnies particulières, il eût été imprudent de s'en servir pendant une guerre civile. Il fallut donc créer, de toutes pièces, un réseau militaire. En trois ans on eut installé (au dire de M. Vigo-Roussillon), 8 521 kilomètres de fils électriques, et l'on avait transmis 1 200 000 dépêches, variant de dix à mille mots; soit, en moyenne, 1 100 télégrammes par jour.

Sur les routes ou chemins de fer, on se servait de voitures portant les appareils et les bobines de fil. Dans les terrains difficiles, les transports se faisaient à dos de mulet ou par le moyen de dévidoirs à main. Des corps de troupes ont pu communiquer ainsi jusqu'à 30 kilomètres du lieu où ils se trouvaient.

Les fils étaient quelquefois si rapprochés des tirailleurs ennemis, que ceux-ci cherchaient à les couper avec leurs balles ; l'artillerie y réussissait souvent, et des hommes furent tués ou blessés en allant les rétablir.

Les ballons captifs dont on se servait pour suivre les mouvements de l'ennemi transmettaient leurs renseignements au moyen de fils électriques attachés aux câbles qui retenaient ces ballons.

Pendant la guerre de 1866, voici comment était organisé le service de la télégraphie militaire prussienne[1].

Il se composait de quatre sections, dont un colonel des ingénieurs centralisait les opérations, comme commandant en chef.

Chaque section était formée de 2 officiers du génie, 6 officiers de pionniers, 5 officiers du train, 73 pionniers, 44 conducteurs et fourrageurs, 12 employés du télégraphe national, ayant rang d'officiers commissionnés et chargés de la transmission des signaux, des appareils, des instruments.

Le matériel consistait en 3 voitures-stations, portant les piles électriques et les appareils; 6 voitures d'approvisionnement de fils conducteurs, de perches, d'isolateurs, d'outils, etc.; 2 voitures de bagages, une voiture pour les fourrages, total 12 voitures et 77 chevaux, y compris ceux des officiers.

Plus tard, on reconnut la nécessité de transporter une nacelle

[1] Les renseignements qui suivent sont extraits d'un article intitulé : *Mémoire sur la campagne de Bohême*, par le capitaine Webber (Anglais (*Journal des armes spéciales et de l'état-major*, 15 juillet 1868.)

pour passer les fils au travers des cours d'eau. On s'aperçut aussi que le personnel indiqué ci-dessus n'était pas assez nombreux.

Les fils conducteurs étaient de deux sortes : les uns sans aucune enveloppe se suspendaient à des isolateurs attachés au sommet de perches qu'on plantait dans le sol; les autres, connus sous le nom de *câbles de Sieman*, du nom du fabricant anglais qui les avait fournis, étaient formés chacun de 3 fils de cuivre tressés ensemble, recouverts de 2 couches minces de gutta-percha, par-dessus lesquelles on plaçait 16 fils de chanvre mis en long et goudronnés. Le tout était entouré de minces bandes de cuivre, enroulées en spirales et destinées à protéger les conducteurs contre les chocs, les coups et autres causes extérieures de rupture et de détérioration.

La pile employée était celle du système Marié-Davy, qui fonctionne avec le sulfate de mercure.

L'armée prussienne put transporter une longueur de 137 milles anglais de fils électriques.

Elle n'eut pas occasion d'établir de lignes d'une longueur de plus de 10 milles, parce qu'elle trouvait toujours, à cette distance, les lignes télégraphiques du pays.

Les lignes télégraphiques ne peuvent d'ailleurs être utiles que pour les distances supérieures à celles où l'on peut employer des cavaliers d'ordonnance pour porter les ordres avec célérité.

Comme exemple d'application, par les Prussiens, des signaux électriques aux opérations stratégiques, nous dirons qu'à partir du 30 juin ils avaient relié le quartier du roi avec ceux des commandants des corps d'armée. Ils ne les ont pas employés pour leurs mouvements de tactique.

Une organisation analogue existait dans l'armée autrichienne, qui se servit également du câble Sieman, et il paraît qu'il était meilleur que celui des Prussiens. Du reste, nous devons nous hâter de faire remarquer que les chefs des armées allemandes belligérantes n'ont pas été complétement satisfaits des résultats obtenus par l'emploi de la télégraphie électrique militaire, telle qu'ils l'avaient installée pendant la campagne de 1866. Ils n'ont pas encore pu en déduire une organisation définitive et un règlement facile à appliquer. Les études sur cette question se continuent donc en Allemagne. Il en est de même en France, où les essais faits à Versailles et au camp de Châlons, sous la direction de plusieurs officiers d'état-major, constituent une excellente base pour les expériences futures.

§ 3. — *Destruction des lignes télégraphiques.* — La destruction des lignes télégraphiques est des plus faciles à exécuter; et c'est

encore la cavalerie, dans ses pointes avantureuses, qui pourra l'opérer le plus souvent pendant la durée d'une campagne.

Il suffit de couper et d'emporter, si faire se peut, les conducteurs sur la plus grande longueur possible, de scier ou de briser les perches, d'enlever les isolateurs, les appareils de transmission qui sont dans les stations, les piles électriques. Quand on ne pourra pas les emporter ou les cacher, il conviendra de les briser; ce qui est très-facile, vu la fragilité de ces divers objets. La destruction des piles est encore plus importante que celle des appareils de transmission, parce que des stations qui posséderaient chacune une pile électrique et qui auraient rétabli les fils conducteurs, pourraient à la rigueur se communiquer quelques renseignements au moyen de boussoles ordinaires.

Lorsqu'on soupçonnera l'existence de fils enterrés, il faudra faire quelques petites tranchées pour les chercher. C'est un travail qui ne sera jamais bien long, attendu que ces conducteurs ne sont pas placés très-profondément en terre.

Cette recherche est surtout indispensable quand on attaque une position fortifiée en avant d'une ville assiégée ou d'un camp ennemi. Les fils qu'on déterrerait ainsi ont, d'ordinaire, un autre but que celui de transmettre des dépêches; ils sont destinés à enflammer des fourneaux de mines.

Aussi, pendant l'attaque de la position, il faudra faire tous ses efforts pour la tourner et placer, ne fût-ce que pour quelques minutes, de vigoureux piocheurs chargés de faire les petites tranchées dont nous parlons.

En marchant à l'ennemi, tout fil métallique qu'on rencontrera devra être coupé. En revanche, il faut apprendre aux soldats à respecter ceux qui se trouvent sur le terrain occupé par l'armée et en arrière de ses positions, à redresser les poteaux renversés, etc. Si l'on trouve des conducteurs rompus, il faut se hâter d'en prévenir le service télégraphique et lui indiquer le point où l'on a vu ces ruptures.

RÉSUMÉ.

Nous résumerons de la manière suivante ce qui vient d'être dit sur les chemins de fer et sur la télégraphie appliquée en temps de guerre.

Les grandes puissances allemandes ont un service militaire de chemins de fer organisé et prêt à entrer en campagne. En France, on continue à cet égard des essais qui aboutiront nécessairement à

une réglementation devenue indispensable. Les officiers chefs de troupes et de détachements peuvent être appelés à concourir à la reconnaissance, à la surveillance, à l'occupation, à certains détails de l'exploitation des voies ferrées, à leur destruction, et il est bon qu'ils s'initient le plus possible, pendant la paix, aux opérations relatives à cette intéressante et grave question.

En ce qui concerne la télégraphie militaire, il importe qu'ils sachent que toute ligne électrique rencontrée par eux en pays ennemi doit être détruite ou tout au moins mise hors de service, et qu'ils apprennent à leurs soldats à respecter, à ne pas déranger les divers objets appartenant aux lignes télégraphiques de leur propre armée.

CHRONIQUE MILITAIRE.

Parmi les spectacles qui méritent le plus, en ce moment, d'attirer l'attention du public militaire, se place en première ligne la réorganisation de l'armée autrichienne.

C'est le 5 décembre 1868 qu'a paru dans l'empire la nouvelle loi concernant l'armée, et les bases sur lesquelles elle est établie sont par elles-mêmes un événement considérable.

En effet, avant la dernière campagne d'Allemagne, cette armée qui fut si souvent, pour nous, un redoutable adversaire, fière de ses épreuves passées, confiante dans la valeur de ses soldats et l'expérience de ses chefs, s'immobilisait dans des traditions et des règlements qui dataient déjà d'une époque éloignée.

Une bataille a suffi pour rendre évidente la vétusté de son organisation et pour proclamer l'urgence d'une réforme radicale.

C'est cette réforme que vient de consacrer la loi du 5 décembre dernier. La promulgation de cette loi avait d'ailleurs été précédée de quelques mesures de haute importance, que nous allons rappeler sommairement, car il est nécessaire de ne pas les perdre de vue pour saisir dans son ensemble la valeur de l'œuvre accomplie.

Le premier projet de loi relatif à la réorganisation de l'armée paraît, en Autriche, le 12 avril 1868. Les bases en sont adoptées; mais ce n'est encore qu'un projet, et des travaux ultérieurs devront bientôt le modifier. Toutefois, à partir de ce moment, des décrets s'inspirant de son esprit apparaissent coup sur coup.

Le 23 juin 1868, une décision impériale retire définitivement aux propriétaires des régiments les priviléges si exclusifs dont ils ont joui jusqu'alors.

Cette décision, indice d'une véritable révolution sociale autant que militaire, a une portée profonde ; c'est elle qui va modifier le plus complétement l'esprit de l'armée.

Ses conséquences sont faciles à saisir. Jusqu'alors l'avancement était généralement réservé aux cadets, presque tous issus des grandes familles du pays, et souvent au détriment des jeunes gens ayant acquis dans les écoles une solide instruction.

A moins de rares exceptions, le sous-officier ne parvenait pas au grade d'officier. Les propriétaires des régiments faisaient des promotions jusqu'au grade de capitaine, signaient les brevets, et pouvaient choisir, sous leur responsabilité personnelle, dans d'autres

régiments, les sujets auxquels ils voulaient attribuer les emplois vacants. Les permissions de mariage et les punitions les plus rigoureuses dépendaient exclusivement de leur autorité.

Désormais il n'en sera plus ainsi. La décision du 23 juin fait passer tous ces droits, partie dans les mains des généraux divisionnaires, partie dans celles de l'empereur, chef suprême de l'armée. Entre autres prérogatives, le souverain se réserve exclusivement la nominations des officiers.

A dater de ce jour la réforme militaire est en voie d'exécution, et la partie peut-être la plus difficile est achevée, puisque désormais l'avancement est établi sur une réglementation rationnelle, équitable, garantissant l'accès des grades élevés au vrai mérite, en introduisant dans l'armée de l'aristocratique Autriche cette formule toute moderne et éminemment démocratique : *L'égalité devant la loi et les services rendus*.

Voilà donc les obstacles suscités par les anciens errements, à peu près détruits; il reste à aplanir les difficultés du présent. Au premier rang surgit celle du dualisme. L'autonomie de la Hongrie est un fait reconnu par la nouvelle constitution, et le gouvernement, soucieux à bon droit de ménager les populations hongroises, comprend la nécessité de laisser un caractère national aux contingents qu'elles fournissent.

Bien avant la promulgation de la loi organique, dès le mois de juillet, un règlement spécial résout cette délicate question; il consacre définitivement l'individualisme hongrois en laissant un caractère distinct aux institutions militaires qui se rattachent au sol, quoique l'unité de direction soit expressément maintenue pour l'armée active. Ainsi, comme l'Autriche a sa landwehr, la Hongrie a ses *honveds*, institution analogue, mais ayant une composition et un recrutement particuliers, parfaitement définis et indépendants, et formant pour la Hongrie une véritable force nationale intérieure, qui relève comme les autres branches des services publics d'un ministre spécial, le *ministre de la défense du territoire*.

Les honveds formeront soixante-dix-huit bataillons d'infanterie et vingt-huit escadrons de cavalerie, et le pays sera divisé en six districts de recrutement, répartis en deux grands commandements placés eux-mêmes sous les ordres d'un commandant supérieur résidant à Pesth.

Il n'y a pas là, comme on a bien voulu le dire, un défaut d'homogénéité dans l'armée autrichienne, car toutes les troupes susceptibles de prendre part à des opérations militaires actives restent

parfaitement unies et compactes sous le commandement suprême de l'empereur et demeurent soumises à l'action de son ministre de la guerre, ainsi que le montrent clairement les dispositions de la loi du 5 décembre dernier, que nous allons maintenant analyser.

Le service militaire est obligatoire pour toutes les populations représentées au Reichsrath et pour celles qui dépendent de la couronne de Hongrie.

Rien n'est changé dans les troupes frontières.

Les forces nationales se composent de :

1° L'armée permanente; 2° la landwehr; 3° le landsturm.

L'armée permanente se divise en deux parties : l'armée active et la réserve du recrutement.

La durée du service est de douze années, réparties comme il suit, savoir :

Trois ans sous les drapeaux dans l'armée active; sept ans dans la réserve; deux ans dans la landwehr pour ceux qui ont accompli les dix années ci-dessus, et douze ans pour ceux qui n'ont été compris ni dans le contingent de l'armée active ni dans celui de la réserve.

Vient ensuite le landsturm, exclusivement composé de volontaires n'appartenant ni à l'armée permanente ni à la landwehr; il est destiné à former la dernière ressource de la défense du territoire.

L'engagement volontaire est autorisé et comporte, comme en Prusse, la faculté des engagements d'un an, destinés à adoucir, pour les carrières libérales, les charges du recrutement.

Le contingent se forme par voie de tirage au sort.

Comme autrefois, l'empire est divisé en quatre-vingt-un cercles de recrutement, ayant pour chefs les commandants des dépôts des régiments, et l'un de ces cercles est affecté au recrutement des chasseurs tyroliens.

L'effectif de guerre, comprenant l'armée active et la réserve, sans tenir compte ni de la landwehr ni des troupes frontières, doit atteindre le chiffre de *huit cent mille hommes*, dont : 470 368 fournis par les pays allemands et ceux qui sont représentés au Reichsrath, et 329 632 par les pays de la couronne hongroise.

Cette loi organique est entrée en vigueur à partir du 1er janvier 1869.

Les forces militaires de l'empire d'Autriche comprennent aujourd'hui sur le pied de guerre :

1° *Infanterie.*		
80 régiments à 7 bataillons de 4 compagnies, à l'effectif de 300 hommes soit.	672000	hommes.
33 bataillons de chasseurs à 4 compagnies, soit	39600	—
2° *Cavalerie.*		
14 régiments de dragons. 13 de lanciers, 14 de hussards, chacun à 7 escadrons, soit. .	51600	—
3° *Artillerie.*		
12 régiments à 12 batteries, formant avec le train, les troupes de santé, etc., un total de	24000	—
4° *Génie.*		
2 régiments à 4 bataillons et 1 régiment de pionniers à 5 bataillons, soit.	12400	—
Total . .	800400	hommes.

Si l'on ajoute à ce chiffre celui des landwehrs, soit 200 000 hommes environ, on arrive à celui de plus de 1 million de soldats.

Voilà certes une formidable armée, avec laquelle toute puissance européenne devra nécessairement compter. Toutefois il n'est pas sans intérêt de se demander quelle est exactement la valeur relative des éléments qui la composent.

L'armée active, chez toutes les puissances, est la portion qui représente l'ensemble des forces existantes sur le pied de paix, c'est la base et le foyer de toute l'organisation militaire. Elle est, en Autriche, à la hauteur de tout ce qu'exigent la grandeur et les traditions nationales, et la réorganisation qui vient d'avoir lieu ne peut qu'augmenter sa force morale et ses ressources.

Les réserves du recrutement sont formées des hommes du contingent laissés dans leurs foyers et ressemblent assez à notre deuxième partie du contingent. Elles sont soumises comme celles-ci à des exercices réguliers qui rendent leur instruction militaire à peu près identique et elles apporteraient au besoin d'utiles renforts aux effectifs.

Quant à la réserve proprement dite, elle se compose, ainsi que la nôtre et celle de la Prusse, des hommes des contingents annuels qui ont passé sous les drapeaux ; mais la période du service actif, qui est de cinq ans en France d'après notre nouvelle organisation militaire, n'est que de trois ans chez les deux puissances allemandes. Cette différence est évidemment à l'avantage du système français qui assure à l'armée une réserve plus complétement instruite, ayant acquis des qualités militaires plus solides, et offrant, surtout pour le service des armes spéciales et la formation des cadres au moment de la guerre, des ressources incontestablement supérieures à celles

de nos voisins. Il n'en faut pas moins tenir sérieusement compte de la réserve autrichienne, qui fournirait à l'armée active un important contingent d'hommes ayant déjà reçu une première instruction militaire.

La landwehr constitue un second ban de cette réserve qui porte à douze années au total la durée du service militaire ; mais on ne peut s'empêcher de remarquer combien perdent de leur valeur, au point de vue des opérations sérieuses de la guerre, les hommes inscrits dans cette troisième catégorie en Autriche et dans la confédération du Nord ; âgés de plus de trente ans pour la plupart, ayant perdu les habitudes de la vie militaire, attachés à leurs foyers par des liens de famille et d'intérêt, ils ne sauraient reprendre qu'à un faible degré les qualités du soldat. Ce n'est donc pas en raison du chiffre de leur effectif qu'il faut apprécier leurs services.

Ce qui frappe aussi c'est que, dans les armées ainsi organisées, l'appel des landwehrs sous les drapeaux suspend l'activité publique, condamne à un état de souffrance et d'inaction toutes les forces vives du pays. En France, au contraire, grâce au mécanisme de notre loi du 1er février 1868, grâce surtout aux mesures de prévoyance introduites dans son application, rien de semblable n'aura lieu, et tous les services pourront fonctionner en temps de guerre aussi librement qu'en temps de paix. La garde nationale mobile, composée de jeunes gens bien commandés, ayant encore tout le goût des choses militaires qui caractérise les instincts de nos populations, ne laissant derrière elle ni les besoins ni les soucis de l'âge mûr, viendra se ranger dans tout le feu de son patriotisme sur nos frontières et dans nos places. Avec ses cadres distincts, son fonctionnement indépendant, elle devient l'auxiliaire le plus utile de l'armée active sans pouvoir être jamais un embarras pour elle. Ajoutons que l'expérience et les connaissances militaires que possèdent un grand nombre des officiers de la garde nationale mobile, et l'instruction, si élémentaire qu'elle soit, déjà donnée aux jeunes gens qui la composent, la mettraient incontestablement à la hauteur des premiers services qui lui seraient demandés en cas de guerre, et qu'une fois réunis, ses éléments acquerraient bientôt toutes les qualités des meilleures troupes. C'est donc là une force réellement active, sans non-valeurs, qui donne à notre système une supériorité indéniable.

Pour le landsturm, enfin, composé de volontaires, il correspond à la levée en masse, et la conséquence même du caractère facultatif qu'il présente empêchera son organisation préalable. Aussi peut-on affirmer que, quand l'heure de sa réunion aura sonné, les périls se

seront déjà changés en réalité. On ne saurait donc, surtout en présence de la rapidité désormais probable des événements militaires, tenir grand compte des ressources d'une semblable institution. Nous rendrons complétement notre pensée en comparant cette partie nominale des forces de l'Autriche au contingent que les lois de 1831 et de 1851 nous autorisaient autrefois à demander, en cas de guerre, à notre garde nationale sédentaire, disposition restée à l'état de lettre morte par suite de l'impossibilité plusieurs fois démontrée de la mettre en pratique.

Quoi qu'il en soit, des quelques considérations critiques qui précèdent, et en laissant de côté les ressources si discutables du landsturm, nous avons vu que l'armée autrichienne trouverait dans l'application de la nouvelle loi la possibilité de réunir 1 million de soldats sous ses drapeaux; et si l'on déduit de ce chiffre les troupes auxquelles serait confiée la garde ou la défense des places de l'intérieur, on arrive encore à un effectif de combattants de 650 à 700 000 hommes.

Une pareille armée, jouissant d'une organisation solide et se retrempant dans le sentiment national peut, à coup sûr, balancer toute autre force dans les destinées futures de l'Allemagne.

L'état actuel de l'armement de l'Autriche, que l'on ne saurait passer sous silence à côté de son organisation militaire, confirme d'ailleurs ce que nous disons de sa situation présente. Cette puissance, entrant à son tour dans la voie où s'est lancé chaque peuple en Europe depuis le retentissement du fusil prussien, a adopté deux systèmes nouveaux de fusils se chargeant par la culasse, l'un dû à M. Wantgel et s'appliquant à la transformation des anciennes armes, l'autre inventé par M. Werndl. Tous deux ont donné de bons résultats, et grâce à l'activité déployée dans cette opération, l'armée autrichienne, pourvue déjà de plus de 600 000 armes nouvelles, peut être aujourd'hui considérée comme en état de faire face à toutes les éventualités. Aussi assure-t-on que son ancien adversaire de Sadowa, dont le fameux fusil à aiguille se voit aujourd'hui menacé d'être détrôné par plus d'un rival, cherche dans de nouveaux essais le moyen de regagner l'avantage que des inventions plus récentes semblent décidément lui avoir fait perdre.

Nous compléterons cet exposé de la réorganisation militaire de l'Autriche, en signalant les mesures qui en ont été la conséquence depuis le commencement de cette année.

C'est à dater, nous l'avons dit, du 1er janvier dernier que la loi nouvelle est entrée en vigueur. Depuis lors l'œuvre de transformation se poursuit dans ses détails avec une remarquable activité; de

nombreuses prescriptions, ayant pour but de régler définitivement les diverses parties du service, ont été publiées. C'est ainsi qu'au mois de janvier dernier le corps de l'intendance, les services administratifs et le corps de santé militaire ont été reconstitués, et qu'une décision impériale du 3 février a résolu toutes les questions relatives aux engagements volontaires, et en particulier aux engagements d'un an.

En résumé, il est difficile, en présence d'un remaniement militaire aussi important, de ne pas admirer la vitalité, la fière énergie que l'Autriche a déployées dans l'année qui vient de s'écouler. Il a certes fallu aux hommes chargés de la haute direction des affaires une volonté bien puissante, une ténacité et une supériorité bien rares, pour oser rompre ainsi avec les habitudes enracinées d'un antique passé. Dans les pénibles circonstances des deux dernières années, l'Autriche a dû non-seulement s'avouer les erreurs commises, mais encore discerner les nécessités du présent. Elle a été, il faut le reconnaître, à la hauteur de cette difficile tâche, et elle a su, sans hésitation, adopter des principes conformes à la fois au caractère de ses peuples et aux exigences de sa situation.

Tandis que les nations de l'ancien continent s'efforcent de développer leurs forces militaires pour assurer le maintien de la paix, dans le nouveau monde, au contraire, l'ardeur des combats pousse encore les populations les unes contre les autres. Il y a déjà longtemps qu'un grand drame militaire se joue dans l'Amérique du Sud. Depuis quelques mois il semblait toucher à son terme. Les dépêches du 20 au 30 décembre 1868 ont enfin apporté en France le détail de ses dernières péripéties. Après les victoires de Villeta et de Cumbarity, remportées non sans de cruelles pertes par les alliés, la place d'Angostura restait comme le dernier rempart de la défense paraguayenne. Mais cette petite ville n'avait dans ses murs d'autres soldats que les débris de l'armée de Lopez, et sa chute était considérée comme imminente. Elle a été enlevée ainsi que les lignes de Lomas Valentinas, le 27 et le 28 décembre. 1 800 hommes, 500 malades et blessés, 400 fenians, 44 pièces de canon et d'énormes approvisionnements sont tombés entre les mains des vainqueurs.

A la suite de ce succès décisif, l'armée alliée s'est dirigée sur l'Assomption, où elle est entrée sans résistance le 3 janvier dernier, à l'exception des Argentins. Lopez était en fuite, et la cavalerie alliée le poursuivait activement. Quelques personnes affirmaient cependant qu'il était encore en mesure de prolonger sa résistance

en recourant à un mode de guerre en rapport avec sa situation présente.

Les Brésiliens préparaient une expédition pour Matto Trave.

Cette terrible et sanglante lutte est donc enfin terminée. La victoire est encore restée aux gros bataillons. Mais on ne peut s'empêcher de faire ressortir la vigueur de la résistance opposée par le petit peuple du Paraguay aux attaques incessantes des forces alliées. Un récit véridique et détaillé de ces événements, des causes surtout qui ont si longtemps tenu en échec les troupes brésiliennes et argentines ne peut manquer de se répandre tôt ou tard en France et y excitera un vif intérêt.

Pendant que l'Amérique du Sud assiste à la chute de la puissance de Lopez, le canon et la fusillade retentissent encore dans d'autres parties du nouveau monde. L'île de Cuba est déchirée par une redoutable insurrection. Toutefois, d'après le récit du *Journal officiel de l'Empire*, les mesures de clémence édictées par le nouveau capitaine général sont considérées comme devant mettre fin prochainement à ce désastreux état de choses.

Il n'est pas possible de terminer le récit des événements militaires du mois sans dire un mot des faits qui peuvent intéresser l'armée française. Nous signalerons donc la réorganisation du train des équipages militaires prescrite par un récent décret, et que conseillaient des considérations de service et d'administration.

C'est l'empereur Napoléon I[er] qui créa, en 1806, le train militaire, lui donna le nom qu'il porte et arrêta les bases, encore intactes aujourd'hui, de son organisation.

Le nouveau corps, réduit en 1814, augmenté en 1822, puis remanié de nouveau en 1823 au moment de la guerre d'Espagne, ne se composait, en 1830, que de huit compagnies. Les besoins s'étant accrus en raison de notre occupation algérienne, il fut porté en 1842 à quatre escadrons. Dix ans après, en 1852, l'arme reçut une nouvelle extension, et le nombre des escadrons s'éleva à cinq, dont deux employés en France et trois en Algérie.

Le décret du 28 janvier 1869 licencie ces cinq escadrons et forme le train des équipages en trois régiments, entre lesquels sont également réparties les quarante-huit compagnies de l'arme actuellement existantes. Cette organisation fortifie l'administration si importante du train sans augmenter les charges du Trésor, la création de nouveaux emplois, notamment de ceux de major, étant compensée par la réduction de cinq à trois, des capitaines tréso-

riers et de leurs adjoints, ainsi que des capitaines d'habillement et instructeurs qui se trouvaient attachés aux escadrons.

Le commandement des régiments pourra être confié à un colonel ou à un lieutenant-colonel. De nouvelles voies se trouvent ainsi ouvertes à l'avancement aux grades supérieurs des officiers de l'arme, et l'on ne peut qu'applaudir à cette disposition juste et bienveillante.

Il nous reste à parler des événements qui se sont passés en Algérie, où une subite incursion des fractions dissidentes des Ouled-Sidi-Cheikh vient d'ajouter un brillant épisode à l'histoire de nos succès militaires et de témoigner une fois de plus de l'impuissance de pareils efforts contre la supériorité de nos armes.

A la fin du mois de janvier dernier, les dissidents réfugiés au Maroc, dans les environs de Figuig, avaient réuni toutes leurs forces au sud de Géryville pour tenter encore une fois la fortune, dans une de ces hardies aventures dont tant d'échecs n'ont pu faire perdre le goût aux guerriers arabes. Si peu prévue que fût cette tentative, l'organisation de nos postes militaires suffisait pour que nos troupes ne fussent pas prises au dépourvu.

L'ennemi, au nombre de 3000 cavaliers et de 800 fantassins, s'était dirigé vers le Djebel-Amour et la petite ville arabe d'Aïn Madhi, afin de surprendre les campements des Ouled-Sidi-Naceur et des Ouled-Sidi-Brahim.

Dès le 31 janvier, le lieutenant-colonel de Sonis se portait à sa rencontre, avec une colonne mobile composée d'un bataillon de tirailleurs algériens, de deux compagnies du 2e bataillon d'infanterie légère, d'un escadron du 1er chasseurs d'Afrique, d'un escadron du 1er spahis et d'une section d'artillerie, représentant environ 900 combattants, dont 700 hommes d'infanterie armés du fusil Chassepot.

L'extrême disproportion des forces faisant espérer aux Arabes un succès facile, ils osèrent attaquer, le 1er février, le colonel de Sonis, qui avait pris position aux environs d'Aïn-Madhi. Un violent combat s'engagea entre notre faible colonne et les dissidents quatre fois supérieurs en nombre. Après deux heures et demie d'une lutte acharnée, les Ouled-Sidi-Cheikh essuyaient une défaite complète et prenaient la fuite, obligés d'abandonner, malgré le soin qu'ils avaient pris d'emporter leurs morts, suivant la coutume arabe, 70 des leurs sur le terrain.

De notre côté, nous n'avions éprouvé aucune perte; 2 officiers seulement et 8 soldats se trouvaient blessés.

A qui faut-il attribuer un si brillant succès? Certes il convient de faire aux solides qualités du chef et des soldats la part qui leur revient. Mais il est juste aussi de rendre à notre nouveau fusil tout l'honneur qui lui est dû. Après Mentana, une expression bien naturelle de la part d'un général en chef, expression qui n'avait d'autre but que de constater les merveilleux effets d'une arme à laquelle s'attachait un si haut intérêt pour notre armée, a suscité les bruyantes récriminations d'une partie de la presse. Elle s'est trouvée cependant ramenée avec toute son actualité dans la dépêche de M. le lieutenant-colonel de Sonis à la suite du combat d'Aïn-Madhy, et s'affirme encore une fois d'une manière non moins saisissante. On est donc forcé d'y voir l'éloge le plus justement caractéristique de notre nouvelle arme sorti de la bouche d'un soldat.

En même temps que le colonel de Sonis marchait à la rencontre des dissidents, Si-Sliman-ben-Caddour, chef de la fraction des Ouled-Sidi-Cheikh restée fidèle, partait de Géryville sur l'ordre du lieutenant-colonel Colonieu pour tenter de surprendre leur smala, sur le territoire même du Maroc, avec 200 cavaliers de son goum. Ce hardi coup de main dirigé avec autant de promptitude que d'habileté avait un plein succès, et le 5 février Si-Sliman-ben-Caddour enlevait le campement ennemi après un engagement vigoureux, et ramenait à El-Aricha, où il rejoignait quelques jours après le général Péchot, 2 800 chameaux chargés de butin.

Ainsi, tandis que les contingents armés des dissidents étaient écrasés sur le champ de bataille d'Aïn-Madhy, leurs richesses tombaient entre les mains d'un chef de leur famille même, fidèle à notre drapeau. De pareils résultats assurent pour longtemps la tranquillité de nos possessions algériennes. Depuis trois ans les fractions dissidentes des Ouled-Sidi-Cheikh, repoussées sur le territoire marocain, n'avaient osé tenter la moindre entreprise. Cette fois elles avaient réuni toutes leurs forces disponibles; mais leur défaite complète et surtout la destruction entière de leurs ressources anéantissent les espérances qu'elles pouvaient encore concevoir. La conduite de Si-Sliman-ben-Caddour en cette circonstance est digne des plus grands éloges. Un concours aussi loyal de la part des tribus fidèles témoigne des progrès de notre influence et de notre civilisation parmi les populations arabes; il nous a paru intéressant de constater cette situation, non-seulement pour notre armée, qui peut se reposer sur son courage et ses armes de la défense de notre conquête, mais pour le pays entier, attentif à tout ce qui touche au développement de sa force et de sa grandeur nationales.

Le directeur de la Revue, E. Noblet.

BULLETIN ET BIBLIOGRAPHIE.

M. Dumaine, libraire, nous adresse trop tard pour être analysé un *Traité de télégraphie électrique militaire*, par M. Dumas, capitaine d'État-major. Nous nous empressons de le signaler aux lecteurs de la *Revue*, et nous en rendrons compte dans un de nos prochains numéros.

La télégraphie militaire par Théodore Fix, capitaine d'État-major, chargé, en 1868, de diriger les expériences du camp de Châlons. (Brochure in-8° avec planches. Ch. Tanera, éditeur. Paris, 1869.

Les Anglais, lors de l'insurrection de l'Inde en 1857, semblent être les premiers qui aient fait usage du télégraphe électrique à la guerre. Après eux, les Américains sous l'empire des nécessités de la guerre civile, et la Prusse qui se préparait depuis longtemps à une campagne décisive, apportèrent les premiers perfectionnements dans l'emploi et le maniement de cet engin nouveau aux armées. La France s'était donc laissé devancer dans cette voie et n'avait pourvu aux besoins (dans la campagne d'Italie) que par des mesures improvisées. Les premiers essais sérieux d'organisation d'un service de télégraphie militaire n'ont commencé chez nous qu'après la guerre d'Allemagne. On s'est gardé d'ailleurs, et avec raison, de prendre à l'étranger un système tout fait et de l'importer dans notre armée. En effet, il n'y a d'excellent en fait d'institutions que ce qui est original et conforme à la nature particulière d'une nation; et, dès cette année, au prix de quelques tâtonnements, nous possédons un service organisé à la française et qui rentre dans le plan général de notre armée : ce ne sera pas le moins pratique. C'est donc dans l'hiver de 1867-1868 qu'en présence des craintes de guerre pour le printemps, le chef d'escadron d'État-major Gélis fut chargé, avec quatre capitaines du même corps, d'assister à Versailles à des expériences dirigées par des inspecteurs civils des lignes télégraphiques. Peu après, au camp de Châlons, eurent lieu pendant quatre mois de nombreuses et décisives expériences qui furent dirigées par le capitaine Fix [1], à la disposition duquel on avait placé un nombreux personnel d'officiers, d'employés civils, d'ouvriers et de soldats.

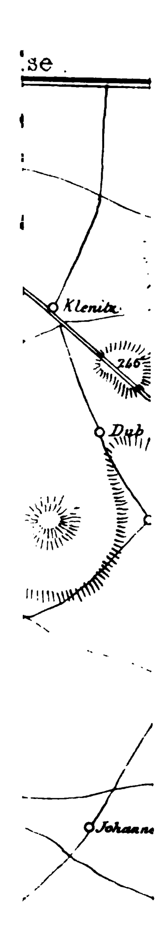
[1] Le commandant Gélis se trouvait alors sous le coup d'une maladie qui l'enleva bientôt.

Le résultat de ces expériences fut exposé d'abord dans une série de conférences faites en novembre 1868 à l'école d'État-major, et la brochure qui nous occupe n'en est que la reproduction avec quelques développements nouveaux.

L'auteur s'applique d'abord à démontrer l'utilité de la télégraphie de guerre par des preuves tirées des expériences mêmes qui ont eu lieu. Il s'attache à déterminer les obstacles d'une nature particulière que la télégraphie rencontre à la guerre et qui la mettent dans des conditions toutes spéciales. Recherchant ensuite dans quelles limites il convient de se servir de ce mode de communication, il établit qu'il ne peut s'appliquer qu'aux opérations stratégiques et qu'il convient de le bannir des mouvements tactiques, à cause du temps que demandent les dispositions accessoires du télégraphe. Le matériel, sa mise en œuvre, les conditions auxquelles il doit satisfaire, le transport, l'établissement et la conservation du fil, enfin la théorie des signaux, qui peuvent devenir si utiles lorsque le télégraphe électrique sera détruit ou d'un emploi impossible, sont successivement passés en revue. M. Fix pense (et cette opinion mérite d'être prise en considération) que nos officiers et sous-officiers pourraient se servir des signaux avec une rapidité et une aisance qui rendraient les plus grands services.

Ce qui précède suffit à démontrer l'à-propos et la valeur de cette brochure écrite avec précision et clarté et qui entre résolûment dans les difficultés d'une création où il y a encore beaucoup d'inconnu.

Jules Lair.



se
Klenitz
246
Dub
Johann

Mars 1869.

THÉÂTRE

ber.

RAPPORT

DE LA COMMISSION MILITAIRE [1]

SUR

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

IV. AMBULANCES CIVILES ET MILITAIRES.

Notre examen portera sur les ambulances principalement au point de vue du transport des blessés et du matériel, abstraction faite de la composition et de l'arrimage des objets de pansement et des médicaments, des appareils et instruments de l'art médical qui rentrent dans la spécialité du chirurgien. Pour éviter la confusion, il paraît indispensable de faire connaître, au préalable, les avantages et les inconvénients de chaque système, et les cas dans lesquels il convient de l'employer. La voiture la meilleure, celle qui remplirait toutes les conditions à exiger d'une voiture d'ambulance, serait inutile si elle devait servir dans un pays de montagnes. Nous partageons donc les moyens de transport proposés en :

Voitures à quatre roues;

Voitures à deux roues;

Transport à dos de mulet;

Transport à bras (porteurs ou brancards roulants).

La première question qui se présente est celle-ci : Doit-on

[1] Voir notre numéro de mars 1869, p. 428.

avoir pour les ambulances un matériel spécial et exclusivement affecté à ce service? Si cela était possible, il faudrait sans nul doute se prononcer pour l'affirmative; malheureusement il paraît difficile d'agir ainsi dans la pratique.

Il serait imprudent de perdre de vue que, si le service des blessés a des exigences sacrées, qui, dans ces derniers temps, ont trouvé de zélés défenseurs et des auxiliaires dévoués, l'intérêt de l'armée, la réussite de ses opérations, sa conservation (car toujours les maladies ont fait plus de ravages que le champ de bataille, même dans les campagnes de courte durée) réclament impérieusement qu'aucun des nombreux services qui n'existent que par les transports ne soit sacrifié; avant de guérir il faut éviter les maladies. Pour une armée de 200 000 hommes, quel serait le chiffre des voitures ou des mulets de bât nécessaires au transport des bagages des états-majors et des corps de troupe, des subsistances, du campement, des équipages, de la télégraphie, de l'imprimerie, sans parler de l'artillerie et du génie? Combien ce chiffre serait-il considérable! et, fût-il atteint, quelles difficultés pour mettre en mouvement cet immense matériel, vraiment utile s'il arrive à destination au moment voulu, dans le cas contraire, cause d'embarras! Il est difficile d'admettre que, les transports venant à faire défaut, l'armée aura à sa suite 4 ou 500 voitures d'ambulance vides, réservées seulement pour le jour du combat. En Afrique, nos mulets de cacolets partaient chargés de denrées, et, au fur et à mesure des consommations, prenaient les blessés et les éclopés. Il doit en être de même des voitures d'ambulance. Presque toutes celles qui sont exposées ont un but exclusif, le trans-

port des blessés, et recevraient difficilement du matériel. A notre avis, c'est un inconvénient.

Ces considérations générales posées, considérations qui s'appliquent à toutes les voitures et au transport à dos de mulet, nous allons passer en revue les moyens employés depuis soixante-quinze ans dans l'armée française pour satisfaire aux besoins des ambulances; nous rechercherons ensuite le meilleur usage à faire de ces moyens d'après les leçons de l'expérience.

Pendant les guerres de la République, on employait au transport des blessés des caissons à deux et à quatre roues, dont on disposait au moment du combat; ces voitures ne recevaient que de la paille pour tout aménagement.

Sous le premier Empire, il était distribué à chaque régiment un caisson ordinaire à quatre roues pourvu de deux matelas, de six brancards et d'une caisse renfermant du linge et des médicaments.

En 1825, on adopta une voiture particulière pour le transport des médicaments. Elle était à quatre roues, suspendue sur ressorts, et contenait 40 tiroirs, dont 20 s'ouvrant sur chaque face latérale de la voiture.

La première voiture d'ambulance spéciale au transport des blessés ne date que de 1834. Construite sur les données du baron D.-J. Larrey, elle était à deux roues, suspendue sur ressorts, et pouvait contenir, dans la caisse, deux hommes couchés sur des matelas, et trois assis sur le siége. Trop massive et incommode, elle ne fut point adoptée. Cependant l'idée en était bonne, et deux ans après, en 1836, la nécessité la fit reproduire, à Alger, sous une forme plus

légère et mieux appropriée à sa destination ; mais, quoique rendant d'excellents services, elle ne fut adoptée qu'à titre d'essai.

Le renouvellement du matériel des équipages militaires, en 1840, comprenait un caisson d'ambulance pour le transport des blessés. Il était à quatre roues, pouvait contenir deux hommes couchés ou dix assis sur des banquettes-brancards mobiles. Cette voiture, suspendue sur ressorts, devait aussi servir au transport du matériel d'ambulance. La pratique fit connaître que sa grande complication la rendait incommode.

En 1848, on l'abandonna avec l'espoir qu'elle pourrait être remplacée par le caisson à pain suspendu, aménagé de banquettes ; mais, ainsi disposé, ce caisson ne pouvait recevoir que huit hommes assis, à l'exclusion de malades couchés, à cause de l'élévation et des ressauts de son fond. D'ailleurs, le faible diamètre de ses roues de devant et son poids excessif l'eussent rendu impropre au service de l'ambulance légère, qui exige une grande mobilité. Aujourd'hui encore cette voiture ne peut servir qu'à évacuer les hommes malades ou légèrement blessés des dépôts d'ambulance sur les hôpitaux sédentaires.

La nécessité d'introduire dans l'armée une voiture légère pour transporter des hommrs grièvement blessés étant bien démontrée, on adopta, en 1854, le modèle présenté par l'administration des Messageries générales. Cette voiture était à quatre roues, suspendue sur ressorts ; elle pouvait contenir deux hommes couchés à l'intérieur et trois assis sur le siége ; elle exigeait deux chevaux sur les grandes routes et quatre

dans les mauvais chemins. Ses nombreux inconvénients la firent promptement abandonner, et, pour l'utiliser, on la transforma en omnibus pour le service des grandes villes.

Privée de voitures légères d'ambulance et privée des bons résultats obtenus des voitures à deux roues, à l'essai en Afrique, et dont le capitaine Masson avait donné le premier plan, l'administration de la guerre fit construire, en 1861, vingt voitures de ce modèle pour être expédiées au Mexique, où, malgré le mauvais état des chemins, elles rendirent d'excellents services. Cette expérience ayant été décisive, on s'est appliqué, au parc de Vernon, au perfectionnement de cette voiture, et l'on est parvenu à faire disparaître les mouvements de tangage inhérents aux voitures à deux roues, au moyen de brancards articulés portant chacun sur un ressort qui amortit les secousses.

Voitures à quatre roues. — Les voitures à quatre roues sont assurément le mode de transport le plus doux pour les blessés, qui ne reçoivent point les réactions produites par les allures saccadées du cheval. S'il s'agit d'un transport à de grandes distances, la fatigue est moindre avec ces voitures ; elles donnent un bien-être supérieur à celui qu'on trouve dans les voitures à deux roues, et impossible à obtenir avec des litières et des cacolets ; dans les temps d'arrêt le repos est complet. Comme inconvénient, elles exigent au moins deux animaux pour deux blessés couchés, et souvent quatre. Quelques-unes peuvent recevoir trois et même quatre malades, mais au détriment du bien-être et, par suite, de leur principal avantage. L'accès, pour être facile, demande un fond bas ; conséquemment, il faut sacrifier le tournant, qui

devient très-limité, ou bien diminuer la hauteur des roues de l'avant-train, ce qui augmente le tirage; peu mobiles, en rase campagne ces voitures seraient peu utiles.

En résumé, elles doivent être réservées pour des blessés très-grièvement atteints, surtout quand les distances à parcourir sont un peu longues et les chemins praticables; ou bien encore pour des évacuations, en les garnissant avec un arrimage quelconque de banquettes.

Voitures à deux roues. — La voiture à deux roues demande un cheval au lieu de deux, et peut transporter deux malades couchés. Sa mobilité est incomparablement plus grande que celle de la précédente, et lui permet de s'approcher autant que possible du champ de bataille. Un homme et un mulet transportent deux blessés en un temps inférieur de moitié à celui qu'emploient quatre porteurs de brancards pour l'enlèvement d'un seul. Sans diminuer son tournant, le rayon des roues peut être augmenté et le tirage rendu plus facile. On lui reproche d'offrir moins de bien-être que la précédente; le balancement inhérent à toute voiture à deux roues ne saurait y être évité; même dans les temps d'arrêt le malade n'y est pas dans un repos complet.

Mais, grâce au perfectionnement dont la voiture à deux roues des équipages militaires a été l'objet, l'armée française est dotée aujourd'hui d'une voiture d'ambulance légère, appelée à lui rendre les plus grands services les jours de bataille.

Transport à dos de mulet.— L'introduction dans l'armée du matériel d'ambulance pour le transport des blessés à dos de mulet ne remonte qu'aux premières années de notre occu-

pation d'Alger. Le défaut de routes ayant fait adopter les colonnes légères, des bêtes de somme furent substituées aux voitures pour le transport des denrées de l'administration. Pour recevoir les chargements encombrants, quelques bâts étaient pourvus de crochets en bois appelés *cacolets* dans certains pays de montagnes.

Chargés de matériel au départ des colonnes, les mulets devaient revenir à vide. Mais il arriva qu'un grand nombre d'hommes furent blessés : à tout prix il fallait les enlever; on hissa sur les bâts ordinaires les moins souffrants, qu'on arrima comme des colis.— C'était l'enfance du service d'ambulance à dos de mulet. — Les bâts pourvus de crochets rendirent en cette circonstance un signalé service; on plaça un blessé sur chaque crochet, deux par mulet, le dos appuyé au bât, les genoux en l'air, position fâcheuse pour des hommes souffrants. L'intendance militaire s'empressa de pourvoir tous les bâts de crochets dont l'angle était moins aigu. Au départ des colonnes on les chargeait de denrées, et, au retour, de malades et de blessés.

Ce mode de transport réussissait assez bien, mais il ne pouvait s'étendre aux hommes blessés grièvement. En 1834, on ajouta de chaque côté du cacolet un appendice longitudinal qui permit de transporter un homme couché, ce qui constitua une litière.

Depuis cette époque, à force de recherches et de persévérance, on est arrivé à posséder les moyens actuels de transport à dos de mulet pour le service de l'ambulance.

Ce transport s'opère donc soit avec le cacolet, soit avec la litière : celle-ci pour les malades grièvement atteints,

celui-là pour ceux qui le sont moins. Il est le seul à employer dans les montagnes et dans les pays où les routes sont inconnues. Les immenses services rendus par ces appareils en Afrique leur ont acquis les sympathies de l'armée. Dans une guerre européenne ils seraient employés à l'enlèvement des blessés sur le champ de bataille, au point même où ceux-ci sont tombés. Il ne faut pas perdre de vue que, pour le ravitaillement comme pour l'ambulance, les mulets de cacolet ont rendu et rendent de très-grands services.

Malheureusement, les cacolets, et principalement les litières, sont difficiles à charger.

Les malades sont incomplétement protégés contre les intempéries; une marche un peu longue devient très-fatigante. Il faut pour la litière, dont le poids a été cependant bien diminué, des mulets très-forts et difficiles à se procurer.

Transport à bras.— Le transport à bras, par des porteurs un peu exercés, offre l'avantage de donner moins de secousses aux malades; quand les autres transports manquent, il est la dernière ressource. Pour produire tout son effet utile, il demande des brancards légers, peu encombrants, en grand nombre, faciles à monter et peu coûteux. Il prend le blessé au point même où celui-ci est tombé, mais il exige un grand nombre de porteurs, pris quelquefois parmi les combattants si les auxiliaires ne suffisent pas, et peut ainsi servir de prétexte aux hommes qui voudraient quitter les rangs. Avec la longue portée des armes et l'effectif des armées, le dépôt d'ambulance se trouvera à plusieurs kilomètres du champ de bataille. Chaque brancard emploiera quatre hommes pendant un temps considérable.

Brancards roulants. — Pour obvier à cet inconvénient, les Prussiens, les premiers, ont construit des brancards roulants. Ce système serait excellent sur une route ou sur un terrain uni; mais, en rase campagne, deux hommes ne suffiraient pas pour faire rouler le véhicule. Le blessé sera soumis à des réactions d'autant plus grandes que les roues du brancard seront plus petites. Au poids ordinaire du brancard il faut ajouter celui des roues et de l'essieu. Loin de venir en aide pour les transports ordinaires, ils sont une cause d'encombrement; ils demanderaient des voitures spéciales jusqu'au moment où ils seraient employés à l'enlèvement des blessés; en un mot, ils présentent beaucoup des inconvénients des voitures à deux roues sans en avoir les avantages.

Les considérations qui précèdent suffisent pour faire comprendre combien il est peu rationnel de vouloir prôner un système aux dépens d'un autre. Quand faire se peut, il faut avoir égard à la nature des lieux, aux distances à parcourir; ne négliger aucune des ressources locales ou indiquées par la pratique. Telle voiture a pu rendre d'excellents services en Amérique, parce qu'elle avait été intelligemment appropriée aux besoins du moment, qui serait défectueuse en Europe, les conditions n'étant plus les mêmes.

Il en est de même du matériel destiné à transporter tout ce qui appartient au service hospitalier.

Dans tous les systèmes, le travail dépensé est proportionnel au poids transporté. Dans chacun, le but du constructeur doit donc être de diminuer le poids mort pour augmenter le travail utile. Mais il est impossible de prévoir à l'avance le

genre de transport à adopter, sans avoir égard à la topographie des contrées à parcourir et aux ressources locales.

Nous allons maintenant passer à la description des différents modèles exposés.

VOITURES D'AMBULANCE.

M. Locati, de Turin, a exposé (nº 35 du catalogue italien) une voiture d'ambulance à quatre roues pour le transport des blessés. La partie de l'arrière peut en recevoir cinq couchés, deux de chaque côté et un au milieu du passage. Elle renferme un réservoir à eau, bien protégé et bien entendu, et de nombreux accessoires qui doivent porter son poids à 1 100 ou 1 200 kilogrammes, non chargée. En avant est un cabriolet pour le conducteur et deux malades assis. Elle est sur ressorts, avec mécanique, à l'exclusion du sabot. Il en est de même de toutes les voitures d'ambulance exposées. Le diamètre de ses roues est de 90 centimètres et de 1m,25. La caisse du fond est à 45 centimètres au-dessus du sol. Son tournant est complet.

En garnissant cette voiture de nombreux appareils de pharmacie, l'inventeur a compliqué la construction sans nécessité, les médicaments se trouvant à l'ambulance ou à l'hôpital. Pour les avoir en quantité même insuffisante, on arrive à un poids qui rend la voiture peu roulante, surtout avec des roues d'un aussi faible diamètre. L'essieu étant à 45 centimètres au-dessus du sol, et le coffre à l'arrière au même niveau, il serait impossible à cette voiture de passer par des chemins en mauvais état d'entretien. Les malades superposés se placent difficilement. Pour en avoir un cinquième au milieu, il

a fallu augmenter la voie, qui est encore insuffisante, car la voiture n'a pas servi, et cependant les roues ont froissé les côtés, qui seraient endommagés au bout de peu de temps. En voulant donner du bien-être aux malades, on s'est trop écarté de la pratique, et l'on est arrivé à une machine peu roulante; quatre chevaux auraient certainement beaucoup de peine à la traîner.

Résumé. — Cette voiture est lourde, peu roulante, et incapable de rendre des services en campagne. Sa construction serait une source continuelle de réparations.

AMBULANCE DU COMITÉ SUISSE.

Le comité suisse a envoyé une ambulance et un caisson d'ambulance à quatre roues. La première est sur ressorts, recouverte par une bâche et remplie de coussins très-épais destinés à former le lit. Le fond est à 1 mètre au-dessus du sol et d'un accès facile. Malgré sa bâche, cette voiture est lourde; ses roues très-basses rendent le tirage difficile; le moyeu de celles de devant est à 35 centimètres seulement au-dessus du sol; elle ne pourrait marcher que sur une belle route, et nullement en campagne.

Le caisson n'est pas suspendu; son tournant est limité; ses roues de devant ont 1 mètre, et celles de l'arrière-train $1^m,20$. L'avant-train est à 42 centimètres au-dessus du sol. Avec des roues aussi basses le tournant aurait dû être complet, car les deux inconvénients, tournant limité et roues basses, se trouvent réunis. Ce caisson est lourd, peu roulant, et certainement incapable de rendre d'utiles services en campagne. Il ne peut être mis en usage que sur de belles routes.

Résumé. — Le constructeur n'a nullement eu en vue le service de campagne. L'inclinaison exagérée des traits, dans l'une et l'autre voiture, serait encore une cause d'augmentation de tirage. Tout a été sacrifié à la facilité de l'accès.

ARMÉE ITALIENNE. AMBULANCE DE DIVISION.

Ce caisson d'ambulance présente comme particularité une galerie à la partie supérieure pour brancards et divers accessoires. Son tournant est complet. La voiture est sur ressorts.

La galerie placée à la partie supérieure serait un avantage s'il n'y avait à craindre l'abus de chargement qui se présente toujours avec cet accessoire. Outre l'excès de chargement qui en résulte, les chances de versement sont plus grandes. La force des ressorts n'est pas en rapport avec la voiture.

Résumé. — Voiture lourde, présentant un grand nombre de compartiments que la pratique a fait reconnaître défectueux, et qui ont été une cause de l'abandon du matériel d'ambulance français de 1842. Les paniers et les cantines sont meilleurs.

AMBULANCE DU COMITÉ ITALIEN.

Le comité italien expose un spécimen d'ambulance présentant beaucoup de confortable.

La voiture a 1m,55 intérieurement et 1m,80 de voie. (La voie dans l'armée française n'est que de 1m,52.) Il y a place pour trois malades couchés sur des brancards mobiles, deux sur les côtés et un au fond ; les accotoires des deux brancards placés sur les côtés peuvent se rabattre, et alors on a des banquettes pour huit hommes assis. Le hayon de der-

rière, ouvert, présente un marchepied. A l'avant est un compartiment pour le conducteur et deux hommes assis commodément. Les côtés sont fermés par des rideaux.

Le principal reproche à faire à cette voiture est la largeur de sa voie, et cette largeur est ce qui la rend d'un usage commode. Si cependant on admet qu'une voiture d'ambulance à quatre roues ne doive passer que fort rarement dans de mauvais chemins, et que la voie ici puisse être sacrifiée à l'aisance intérieure, cet inconvénient serait moindre. Les brancards sont beaucoup trop massifs, et, par suite, trop lourds.

RÉSUMÉ. — L'inconvénient de cette voiture est son poids considérable.

AMBULANCE PRUSSIENNE.

La seule voiture exposée par l'armée prussienne est une ambulance de luxe destinée au quartier général ; elle se compose d'un cabriolet, à l'avant ; à l'arrière, d'un brancard-lit pour une seule personne.

RÉSUMÉ. — Cette ambulance a une destination spéciale et ne peut être considérée comme faisant partie du matériel de guerre.

MATÉRIEL D'AMBULANCE ANGLAIS.

L'exposition anglaise comprend un fourgon d'ambulance et une voiture d'ambulance.

1° Fourgon d'ambulance. — Le fourgon d'ambulance à deux roues est analogue aux tombereaux usités en France. Il est surélevé par des cerceaux en frêne recouverts d'une bâche. Trop lourd pour un cheval, il en reçoit un second

placé en potence sur le côté gauche ; l'esse de bout d'essieu porte un crochet auquel s'adapte une chaîne passant dans un anneau placé à l'extrémité d'une barre de fer qui glisse sous l'entretoise de devant ; la chaîne se termine par un palonnier qui peut, par suite des mouvements de la barre, être plus ou moins éloigné de la voiture ; l'esse du bout d'essieu de droite porte seulement un crochet sans palonnier. Ce mode d'attelage, en usage non-seulement dans l'armée anglaise, mais encore en Amérique et au Mexique, est d'un grand secours pour retirer une roue d'une ornière profonde dans laquelle elle est engagée. Les roues de cette voiture sont grandes et très-fortes : $1^m,45$ de diamètre sur 75 centimètres de largeur.

A cette voiture est joint un brancard fixe, dont la tête peut prendre diverses inclinaisons ; il est muni d'un rideau, comme notre litière ; son poids est de 40 kilogrammes au moins. Ce brancard est beaucoup trop lourd et d'un difficile usage.

Ce fourgon d'ambulance est écrasant pour le limonier, car il doit peser plus de 600 kilogrammes vide. Il offre de particulier le mode d'attelage en potence, qui a l'inconvénient de forcer le cheval à marcher dans les ornières ou sur les tas de pierres dans les routes étroites, et même sur les routes ordinaires quand une colonne en marche doit en tenir un seul côté. Le tirage n'a pas lieu suivant l'axe de la machine ; il en résulte un mouvement de rotation qui tend à renverser le cheval de limon et le fatigue inutilement. Ce mode d'attelage ne devrait être employé qu'exceptionnellement, quand, pour réduire la longueur des colonnes, on

passe de l'attelage en file, le meilleur pour une voiture à deux roues, à l'attelage en potence ; mais il sera toujours défectueux dans un service normal. Cette voiture ne porte pas d'enrayage ; c'est à tort.

Résumé. — Ce fourgon pèche par un excès de solidité. Il a été établi en vue d'une guerre de très-longue durée. Il est d'un modèle vieilli et nullement en rapport avec les constructions actuelles.

2° Wagon d'ambulance. — Le wagon d'ambulance a quatre roues égales de $1^m,30$; son avant-train est analogue à celui de notre chariot de parc, et porte à l'avant un tonnelet à eau. Le corps de la voiture repose, au moyen de ressorts, sur un cadre qui remplace les brancards du chariot ; les roues, comme celles du fourgon, sont très-fortes (75 millimètres de largeur) et contribuent beaucoup à donner à cette voiture l'apparence d'une très-grande pesanteur. Sur le côté est accrochée une échelle pour faciliter l'accès des malades dans le compartiment de l'arrière. On enraye avec un sabot. Elle est couverte par une bâche en toile peinte soutenue par des cerceaux en frêne. La forme inclinée des cerceaux augmente avantageusement la largeur de la voiture. Un cabriolet existe à l'avant pour un conducteur et deux malades. A l'arrière, un coussin placé sur le fond de la voiture sert de siége ; les pieds sont soutenus par le hayon qui, en se rabattant, forme marchepied ; en avant de ce coussin glissent, sous un siége mobile pour trois hommes, deux brancards pour deux hommes couchés. Elle peut donc transporter deux hommes couchés et six hommes assis, ou neuf assis. Les brancards sont sur ressorts en caout-

chouc. Un panier pour objets légers est suspendu au ciel de l'intérieur. Rien du reste ne sépare les deux compartiments, et les pieds des malades glissent au-dessous du siége de l'avant qui, fixé aux ridelles par des courroies, peut être plus ou moins avancé.

Les moyens d'aération sont très-grands, trop grands suivant nous, car en hiver rien ne protége contre l'intempérie de l'air, la voiture étant ouverte de tous les côtés. Les manœuvres seraient faciles si les brancards n'étaient pas aussi lourds; ils pèsent environ 40 kilogrammes. Pour placer des hommes assis, il faut probablement les charger sur le fourgon, car l'ambulance n'a rien pour les recevoir.

Résumé. — Malgré sa forme en tapissière, des roues énormes et une construction massive rendent cette voiture très-pesante; mais en l'allégeant il serait possible d'obtenir une bonne voiture d'ambulance, certainement préférable à toutes celles qui ont été décrites. La distribution en est bien entendue.

AMBULANCES AMÉRICAINES.

L'exposition des ambulances américaines réunies par les soins de M. le docteur Evans, de New-York, qui a lui-même exposé un grand nombre d'objets, est sans contredit la plus complète de l'exposition. Les divers objets exposés ont été soumis aux expériences d'une grande guerre de longue durée et avant laquelle ce matériel n'existait pas : aussi les constructeurs appelés par la concurrence ont-ils pu proposer et faire adopter le système le meilleur. Quelques-unes de ces machines ont trouvé en France des partisans convaincus et zélés. A l'exposition, rien n'est négligé pour mettre en relief

leurs avantages, qui sont détaillés avec beaucoup de complaisance par des personnes intelligentes chargées de donner aux visiteurs toutes les explications désirables. Au lieu d'être disséminés, tous les objets sont réunis : on peut ainsi juger sur le champ de l'ensemble du matériel. Aussi croyons-nous utile d'entrer dans tous les détails nécessaires pour en faire apprécier les avantages et les inconvénients. Au début de la campagne, les Américains ont eu quelques voitures d'ambulance à deux roues, promptement abandonnées pour les voitures à quatre roues, plus douces pour les blessés, quand il s'agissait de franchir de grandes distances pour atteindre les chemins de fer ou les hôpitaux établis dans quelques grands centres. Les blessés avaient, par suite, de longs voyages à faire, et, dans de telles conditions, la voiture à quatre roues était préférable. Pour les mêmes raisons, nous verrons que les transports à dos sont restés chez eux à l'état de projet et n'ont point été employés.

Ambulance Wheling. — La première ambulance exposée est celle de M. Wheling, confectionnée par M. Morris-Perot, de Philadelphie. Elle est en forme de tapissière, pour deux blessés couchés et deux assis, outre le conducteur, ou dix hommes assis. Des banquettes sont suspendues à un cadre qui repose sur des ressorts en caoutchouc, portant sur le fond de la voiture. Les hommes couchés sont sur des brancards qui se placent sur le cadre ; quand il n'y a pas de malades, les brancards sont mis sous la voiture.

D'une apparence légère, elle était destinée à être traînée par deux chevaux, qui, reconnus insuffisants, ont été portés à quatre. La voie est de 1m,60. Nous n'entrerons pas dans

plus de détails, car elle avait été abandonnée promptement pour l'ambulance Howard, qui a avec elle beaucoup de points communs, et qui semble en être le perfectionnement.

La voiture Wheling est bien aérée et légère; sa légèreté tient surtout : 1° à la tapissière, qui a l'inconvénient de laisser les malades exposés au froid; 2° aux roues, qui sont celles qu'emploie la carrosserie de luxe; leur largeur est de 40 millimètres seulement; le tour de jante est formé de deux pièces. Ces roues, au dire des exposants, auraient fait toute la campagne, ce qui paraît peu admissible, le fer n'en étant nullement arrondi, et leur fragilité étant trop grande. On reproche aux ressorts en caoutchouc, généralement abandonnés, d'avoir en hiver et en été une élasticité variable et de perdre, après un certain temps, une grande partie de leurs qualités. Ce défaut seul suffirait pour motiver leur exclusion de tout matériel de guerre.

Résumé. — La pratique ayant fait abandonner ce modèle pour celui du docteur Howard, il serait inutile de discuter ses avantages ou ses inconvénients.

Ambulance Howard. — L'ambulance Howard, reconnue supérieure à la précédente, se compose d'un cabriolet à l'avant pour trois hommes, et de trois banquettes à l'arrière pour six hommes; celles-ci sont suspendues à un cadre qui porte sur des ressorts d'acier fixés sur le fond de la voiture. Deux brancards glissant dans un compartiment placé sous le fond, sont destinés à deux blessés couchés : dans le service, quatre rouleaux en bois facilitent leur introduction et leur placement sur le cadre au-dessus des banquettes. Les rideaux, en forte toile blanche, s'enroulent sur les côtés et

sont maintenus par des courroies. Les ressorts sont simples. Pour les descentes existe une mécanique placée à l'avant des roues de derrière, et manœuvrée par le conducteur à l'aide d'un levier. La voiture est à sassoire, et les pièces formant triangle qui relient les deux trains sont renforcées par des bandes de fer. D'après les renseignements fournis, elle ne pèserait que 600 kilogrammes. Sa légèreté provient surtout du peu de poids de ses roues qui, comme celles de la voiture précédente, n'ont que 40 millimètres de largeur et une épaisseur analogue ; leur diamètre est de $1^m,05$ et $1^m,20$; le tour de jante est fait de deux pièces.

Elle a pu rendre de très-grands services en Amérique, où elle était appelée à parcourir de longs espaces en ligne droite; mais elle a un défaut capital qui ne permettrait pas d'en faire usage en Europe. Son tournant est d'environ 15 degrés seulement, et elle ne pourrait faire demi-tour sur une route ou dans une rue. Le peu de différence existant entre le fond et la hauteur de la roue de devant doit permettre à celle-ci de s'engager facilement, cause d'accidents ou tout au moins de bris de la machine. Les deux brancards destinés à recevoir les hommes couchés sont très-lourds, et d'autant plus difficiles à manœuvrer que, placés au-dessus des banquettes, il faut les élever à $1^m,50$ environ au-dessus du sol. Ces brancards ne portent pas de pieds qui les isolent du sol. Pour atteindre le troisième siége près du cabriolet, le malade n'ayant accès que par l'arrière, doit enjamber par-dessus les deux premières banquettes, ce qui offre de sérieuses difficultés. Ces banquettes elles-mêmes ne sont pas assez élevées au-dessus du fond de la voiture (35 centimètres seulement) pour per-

mettre de s'y asseoir commodément. Les jantes étroites ont un avantage comme poids; mais nous ne saurions admettre l'avantage qu'on leur attribue, à savoir, qu'elles favorisent le tirage en fendant plus facilement le sol; le contraire a toujours été admis. Une suite de voitures manœuvrant sur une route avec jantes de 40 millimètres de largeur la détruiraient en peu de temps. Ces jantes ne sont pas susceptibles d'une grande résistance.

Au mode d'enrayage à levier, qui exige que le conducteur le maintienne d'une manière continue, nous préférons la vis, qui lui laisse tous ses moyens d'action. L'effet, il est vrai, moins prompt, suffit cependant dans la pratique. Malgré les affirmations contraires, nous persistons à penser que cette voiture ne peut toujours être traînée par deux chevaux, si ce n'est sur de belles routes. Sa construction légère semblerait indiquer qu'elle n'est point faite pour passer par de mauvais chemins.

Résumé. — En donnant à l'ambulance anglaise la légèreté de construction que possède l'ambulance de M. le docteur Howard, on aurait, comme arrangement, une voiture mieux disposée et plus commode. Son tournant trop limité serait une cause continuelle de réparations, et son service serait fort difficile, surtout avec des conducteurs inexpérimentés.

Voitures de pharmacie. — Deux voitures de pharmacie, l'une pour l'usage journalier, l'autre pour les médicaments de réserve, font partie du matériel d'ambulance américain. Les médicaments y sont à demeure. Il serait inutile d'entrer dans les détails de construction de ces voitures établies sur le modèle des voitures d'ambulance. Il est à remarquer,

dans l'arrangement de l'une et de l'autre, que les divers objets qu'elles contiennent s'offrent tout de suite à la vue; c'est un avantage sur lequel nous reviendrons en parlant des cantines.

En principe, est-il nécessaire d'avoir une pharmacie à demeure sur une voiture, ou des paniers, ou des cantines mobiles facilement transportables dans l'ambulance où se donnent tous les soins et se placent tous les appareils? Il faut quatre chevaux pour traîner un matériel composé principalement d'armoires et de tiroirs, d'un entretien difficile et toujours onéreux. Une pharmacie ne doit pas voir le champ de bataille; et il est imprudent d'avoir, sans nécessité bien constatée, des voitures dont le nombre, même en le restreignant, sera toujours trop considérable. Comme détail, il y a lieu de remarquer des flacons placés dans de petits compartiments au fond desquels est un ressort; le col du flacon s'engage dans un évidement pratiqué à la partie supérieure, et il se trouve bien protégé contre tout ballottement. Un autre système a été admis pour les flacons carrés de grande capacité; ils sont renfermés dans une boîte de carton renforcée en haut et en bas par des turbans de même matière, de manière à éviter le choc du verre contre les parois des compartiments. C'est un moyen simple, peu coûteux, n'entraînant pas de poids. A la réserve de médicaments, le rideau de l'arrière peut être maintenu à 45 degrés environ, de manière à former auvent. C'est une bonne précaution à prendre dans les voitures d'ambulance recevant des malades à l'arrière de la voiture.

Résumé. — Si l'on compare le poids utile porté par ces

voitures au poids total, il est proportionnellement très-faible. L'enlèvement des armoires et leur transport à l'ambulance serait une opération difficile et qui cependant devrait avoir lieu dans la plupart des cas. Le principe sur lequel repose une pharmacie mobile compliquerait le service sans utilité bien marquée.

Ambulance Evans. — Le docteur Evans a présenté une voiture avec cabriolet à l'avant et quatre hommes couchés à l'intérieur, placés sur deux étages. La banquette supérieure, en se rabattant, forme dossier pour la banquette inférieure, qui, articulée, peut être rabattue elle-même en partie; la partie fixe forme alors siége, et cette disposition donne place pour huit hommes assis.

Résumé.— L'introduction dans la voiture de quatre hommes couchés est fort difficile, surtout pour ceux du deuxième étage; les malades doivent y être mal à l'aise et mal placés pour recevoir des secours. La largeur de la voiture, réduite par les brancards supérieurs formant dossier, rend trop étroit le siége des hommes assis, sur lequel il serait impossible de se maintenir.

Ambulance donnée par les citoyens de Philadelphie.— Cette voiture a deux banquettes de chaque côté, et les malades y sont à l'aise. Elle a été construite avec un très-grand luxe; sa largeur intérieure est de $1^{m},30$, et sa longueur, y compris le cabriolet de l'avant, de 4 mètres. Une saillie a été ménagée sur le bord de chaque banquette intérieurement pour recevoir un brancard, qui ne forme alors qu'un seul plan avec les deux banquettes de côté. C'est un moyen simple, solide, léger et peu coûteux de passer d'un système à un autre.

Résumé. — Sur une belle route, pour une évacuation, cette ambulance, qui a beaucoup d'analogie avec un omnibus, sauf le tournant qui est moindre, rendrait de très-bons services; mais son poids considérable ne permettrait pas de l'employer en campagne.

WAGON-HOPITAL.

Dans la salle américaine figure encore un modèle réduit au quart d'une ambulance de chemin de fer, ou wagon-hôpital, construite par MM. Cummings et fils, sur les dessins de M. le docteur Harris, de New-York. D'après les renseignements donnés sur place, ce wagon aurait été établi en grandeur naturelle et mis en service, ce dont nous doutons d'après le libellé même du catalogue. Sa longueur est de 20 mètres; il renferme tout le confortable d'un hôpital; les lits sont superposés de chaque côté d'une allée centrale, et il peut recevoir trente blessés.

Résumé. — La longueur de ce wagon ne lui permettrait pas, à moins d'un système d'articulation spécial, de circuler sur nos lignes de chemins de fer à courbes fréquentes et d'un faible rayon. Est-il bien nécessaire, d'ailleurs, d'avoir dans un wagon toutes les ressources d'un hôpital? Il serait certainement préférable d'étudier à l'avance un système d'aménagement susceptible de s'appliquer rapidement aux wagons de toutes classes, et surtout à ceux qui servent au transport du matériel. Des wagons-hôpitaux, construits sur les données américaines, coûteraient fort cher, seraient longs à établir au moment d'une guerre, et leur nombre, forcément

restreint, n'offrirait pas autant de ressources que le matériel ordinaire aménagé *ad hoc*.

Système Fischer, pour transport des blessés par wagon. — Dans le matériel nombreux exposé par M. Fischer (Prusse), figurent deux systèmes d'aménagement pour transport par chemin de fer, l'un pour wagons de troisième classe et l'autre pour wagons de marchandises. Tous deux se composent de deux barres portant les brancards. Ces barres sont soutenues par des courroies portant un piton pour les wagons de marchandises et, pour ceux de troisième classe, un crochet qui se place sur les dossiers des bancs.

Résumé. — Ces systèmes sont très-simples et faciles à installer. On peut leur reprocher de se prêter peu commodément à la circulation intérieure. Avec la longueur des wagons, un couloir central devrait être établi, dans le cas où le temps permettrait de prendre des dispositions à cet effet. Peut-être même serait-il possible de mettre un certain nombre de wagons en communication les uns avec les autres. C'est une étude qu'il serait utile de faire dès aujourd'hui.

PETITS MODÈLES INCOMPLETS.

Pour terminer ce qui concerne les voitures, il resterait à parler de divers petits modèles incomplets, à une échelle indéterminée, exposés par la commission internationale de secours aux blessés. D'après le dire des membres de cette commission, ils figurent à l'exposition non comme voitures, mais comme modèles d'aménagement intérieur. Cette idée n'est pas pratique. En faisant abstraction de la voiture, il est facile de proposer toute espèce d'aménagement, qui condui-

rait à des poids et à des dimensions tellement exagérés, que la construction du véhicule serait impossible.

Résumé. — Ces petits modèles sont très-incomplets ; il n'y a aucune appréciation à porter sur eux, et il n'en est parlé ici que pour mémoire.

Observations générales. — Toutes les voitures d'ambulance sont conduites en guides, et le sabot a été abandonné pour la mécanique. Les Américains n'ont pas employé d'autre mode. L'armée française seule persiste à garder, pour ce genre de service, les conducteurs à la Daumont.

Ce système fait perdre inutilement une grande partie de la force des chevaux et amène leur usure prématurée.

TRANSPORT A DOS DE MULETS.

Les guerres d'Afrique ont appris à se servir des transports à dos de mulet, qui pendant les guerres d'Espagne et de Grèce étaient restés fort incomplets. Les cacolets et les litières ont reçu en Algérie leurs derniers perfectionnements, qui ont été consacrés par l'expérience. Aussi les quelques rares spécimens présentés ne sont pour la plupart qu'une copie de notre matériel ; les litières sont du modèle ancien. Le matériel de transport à dos de mulet des comités de Florence, de l'armée prussienne et du Portugal est dans ce cas.

Bât américain, avec litières. — Les Américains ont exposé un système de bât et litières présenté par M. Woodcock, de New-York. La litière est suspendue à deux arcs-boutants qui l'éloignent du bât. Dans une autre litière, l'animal porte un seul malade, qui est placé longitudinalement au-dessus du bât.

Ces litières n'ont point été en usage. Dans de grandes plaines, on leur a préféré, avec raison, les voitures à quatre roues. Leur fragilité est très-grande ; elles ne sont pas pratiques, et, de l'aveu même des Américains, elles sont inférieures aux nôtres.

Résumé. — Il suffit d'indiquer la difficulté de charger les malades et la grande hauteur du centre de gravité de la charge, pour prouver que ces litières sont incapables de rendre aucun service.

TRANSPORT A BRAS.

Les brancards roulants sont très-nombreux : aussi ne parlerons-nous que des principaux. Généralement ils sont massifs et très-coûteux. Comme spécimen en ce genre, nous citerons celui qui a été envoyé par le grand-duché de Hesse, avec ressorts et crémaillère, d'un poids de 150 kilogrammes environ, et dont le prix dépasserait certainement 400 francs ; à lui seul il demanderait une voiture. L'exposition prussienne est très-riche en objets de ce genre ; mais, à l'exception du brancard de Neuss, il n'y existe rien de pratique pour la guerre. Poids et luxe, et par suite encombrement et dépense, caractérisent ces appareils.

Brancard à bras du comité français, par M. Arrault.— Ce brancard très-léger peut, d'après son inventeur, être utilisé seul ou monté. Il s'adapte, dans ce dernier cas, à deux roues légères au moyen d'un système d'articulation fort simple, qui le maintient à une certaine distance de l'essieu ; deux clavettes suffisent pour opérer la jonction du cadre avec l'essieu.

Ce brancard est très-léger sans doute, mais il manque complétement de solidité. Évidemment, comme le dit M. Arrault, un seul homme fera l'office de quatre porteurs, mais sur une belle route, condition rarement rencontrée. Prétendre que quatre de ces brancards produiraient autant que deux mulets de cacolet ou de litière est inadmissible; de plus, il ne faut pas perdre de vue qu'une voiture légère et des mulets de cacolet rendent des services jusqu'au jour du combat, tandis que des brancards à roues augmentent les impedimenta.

Résumé. — Ce brancard manque de solidité. Tout y a été sacrifié à la légèreté; il serait brisé avant d'avoir servi.

Brancard français du docteur Gauvin. — M. le docteur Gauvin a adapté la suspension au brancard lui-même, et non à l'essieu, comme on l'a fait jusqu'ici. Le modèle présenté se compose de deux cadres : le cadre inférieur repose sur un essieu porté par deux roues et se termine d'un côté par deux limonières à bras; le cadre supérieur, formant le brancard proprement dit, est fixé au premier au moyen de quatre ressorts simples en col de cygne; la tête du lit peut recevoir diverses inclinaisons, et un rideau le recouvre en entier. Le poids serait de 34 kilogrammes sans roues, et de 58 avec roues. M. le docteur Gauvin, dans le mode de suspension qu'il a adopté, a surtout eu en vue le transport ultérieur des blessés sur des voitures du pays non suspendues. La commission internationale regarde le principe de ce brancard comme devant servir de type à celui de toutes les puissances.

Nous pensons que le principe d'après lequel est fait ce

brancard, l'application de la suspension au brancard lui-même, présente beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. En effet, le seul cas où cette suspension pourra être utile sera le cas, fort rare, de son placement sur une voiture du pays non suspendue, ce qui entraînera sa séparation de son train, et pour un seul blessé il faudra et une voiture et un brancard indépendants l'un de l'autre. Dans le service ordinaire, porté à bras, il pèse 34 kilogrammes ; celui qu'on propose pour les hôpitaux en pèse 7. La suspension adaptée au brancard placé sur ses roues devient sans objet. Pour le rendre moins encombrant, et il l'est encore beaucoup, l'inventeur a été conduit à établir un grand nombre d'articulations qui lui enlèvent toute solidité.

Résumé. — Son maniement est difficile ; il manque de stabilité. Sans aucun doute, sa construction est susceptible d'amélioration, mais elle n'arrivera jamais à la simplicité et surtout à la légèreté qui ne doivent jamais faire défaut dans un brancard.

Le principe nouveau qu'il présente, la suspension appartenant au brancard, engendre plus d'inconvénients que d'avantages. Cet instrument, à la guerre, ne serait pas praticable.

Brancard prussien dit brancard Neuss. — Un brancard du poids de 20 kilogrammes reposant sur deux ressorts à pincettes, portés eux-mêmes sur deux roues de 837 millimètres de diamètre, tel est le principe de cette voiture qui a été employée récemment en Danemark et pendant la guerre de Bohême. En petit nombre, ces brancards ne peuvent entraîner d'encombrement ; sur une route leur emploi serait

avantageux, mais il n'en est plus de même dans des terrains accidentés. D'ailleurs, une route existât-elle à proximité du champ de bataille, de ce point à l'ambulance serait-elle libre pour ces voitures à bras facilement renversables par le moindre choc ?

RÉSUMÉ. — Malgré les inconvénients inhérents à ce mode de transport, s'il était possible de le faire traîner à la suite de l'armée par des infirmiers attachés aux ambulances, comme cela se pratique, dit-on, en Allemagne, il y aurait lieu d'étudier sérieusement le nombre de ces brancards qu'il conviendrait de placer par division. Ils feraient partie du matériel des hôpitaux. Par sa simplicité et sa légèreté, le brancard de Neuss est le meilleur de tous ceux du même genre.

Petite voiture d'ambulance proposée par M. Wecker, d'Offenbach-sur-Mein. — Pour la description détaillée de cette voiture, nous renvoyons à la lettre écrite par l'inventeur. Nous dirons seulement qu'elle n'est autre qu'un brancard à bras porté sur deux roues. Son poids est de 150 à 200 kilogrammes.

Le prix de celle qui figure à l'exposition est de 900 francs, prix qui, d'après M. Wecker, tomberait à 300 dans le cas d'une forte commande : ce prix serait encore élevé pour un brancard. En campagne, celui-ci ne saurait être employé ; dans les hôpitaux, avec moins de dépense, il serait facile de se procurer un lit plus commode : un appareil muni de roues circulerait en effet difficilement dans des corridors où l'on peut rencontrer des marches et des escaliers. De tous les instruments de ce genre figurant à l'exposition, celui de M. Wecker est assurément le moins pratique.

BRANCARDS A BRAS.

Le mode d'enlèvement des blessés le plus ancien, et celui, en définitive, qu'il faudra toujours plus ou moins employer parce qu'il est le plus simple et ne fait jamais défaut, est le transport à bras, qui permet d'utiliser tous les objets dont on dispose. Parmi les brancards exposés nous citerons :

Premier brancard à bras américain. — Le premier brancard américain, qui a servi pendant les dernières guerres, se compose d'une toile clouée à deux montants dont l'écartement est maintenu à chaque extrémité au moyen d'une barre de fer fixée par une vis sous ces montants, et articulée en son milieu. Les vis permettent à cette barre de se replier sous les montants ; un arrêt limite l'ouverture de son articulation. Quatre petits pieds de bois, fixés également par des vis, se placent au repos contre les montants, et, dans le service, s'arc-boutent sur le sol ; leur jeu est limité par la traverse d'écartement.

Ce brancard est lourd parce qu'il a un grand excès de force dans les montants, mais sa construction est simple ; il se monte rapidement, et, la force des bois étant ramenée au strict nécessaire, il deviendrait un des meilleurs de ceux qui ont été présentés. Il offre l'avantage de porter avec lui toutes ses pièces ; aucune par conséquent ne peut s'égarer. La traverse en fer placée sous les montants se trouve assez éloignée de la toile pour mettre les malades à l'abri des chocs.

Résumé. — Sa simplicité le rend supérieur au brancard actuellement en usage dans les hôpitaux français ; mais moins

solide et plus lourd que celui qui a été proposé récemment, il lui est par suite inférieur.

Deuxième brancard à bras américain. — Pour remplacer le précédent, le comité américain en propose un autre, composé d'une toile fixée à l'un des montants et recevant l'autre dans une gaîne latérale. La traverse en fer est articulée près du montant fixe et vient, au moyen d'une fourche rectangulaire, embrasser l'autre montant engagé dans sa gaîne. Sous cette traverse sont ajustés deux pieds également à charnière.

RÉSUMÉ. — Ce deuxième brancard est loin d'offrir la simplicité du premier. Sa construction est difficile, son poids considérable. La traverse d'écartement placée sur le même plan que la toile serait une cause d'accidents. Nous ne saurions l'apprécier aussi favorablement que le comité américain, à moins que l'expérience n'ait fait reconnaître dans le premier des défauts qui nous ont échappé.

Premier et deuxième brancards à bras anglais. — Le premier brancard anglais est très-lourd ; il pèse 40 kilogrammes au moins. Il est muni d'une toile mobile et d'un rideau analogue à celui de nos litières ; il est sur ressort en caoutchouc. Ce brancard, fixe, est sans doute destiné à placer le malade dans la voiture d'ambulance que nous avons décrite. Il est trop lourd pour être porté à bras ; cependant ses rideaux sembleraient indiquer qu'il est mis en usage de cette manière.

Il existe un deuxième brancard composé, comme le brancard américain, de deux montants et d'une toile. L'écartement des montants est obtenu au moyen de deux pieds

indépendants articulés avec une douille. Les barres d'écartement pèsent chacune 3 kilogrammes environ. Elles se composent d'une double douille et d'articulations très-compliquées. Toutes les pièces sont lourdes; et si elles étaient diminuées; elles se briseraient fréquemment.

Résumé. — Le poids seul de ces deux brancards suffit pour les faire juger mauvais.

Troisième brancard à bras anglais. — Enfin nous n'aurions pas parlé d'un troisième modèle à pieds en X, dont l'écartement est maintenu par quatre tringles en fer susceptibles de se replier, s'il n'avait reçu en notre présence l'approbation du comité international. Il est très-compliqué, plus compliqué même que celui du docteur Gauvin, sans en avoir les avantages. C'est assurément le brancard le moins pratique de toute l'exposition.

Résumé. — Poids considérable, peu de solidité, complication dans la construction. Ne saurait être employé en campagne.

Brancard à bras de M. le comte de Beaufort. — M. le comte de Beaufort (comité français) a donné un modèle pouvant s'établir sur le champ de bataille, avec des traverses et des cordes. Il est grossièrement fait et suppose l'emploi de matériaux trouvés sur place.

Résumé. — L'idée première de M. le comte de Beaufort est très-bonne. Ce serait s'en écarter que de donner un modèle qui suppose des matériaux d'une nature déterminée. Il est, suivant nous, préférable de dire : avec des cordes et des traverses, faites des cadres dans lesquels la toile sera remplacée par de la corde, et, pour cet objet, usez de tous les moyens

dont vous disposez. C'est ce qui se fait d'ailleurs naturellement quand les ressources locales et les événements de la guerre le permettent.

L'inventeur n'a donné sans doute ce spécimen que pour corroborer cette vieille vérité.

Brancards proposés par M. Rousseau, ex sous-officier au 1er régiment du génie. — Frappé de l'insuffisance des moyens de transport pour les blessés, le jour d'une grande bataille, M. Rousseau propose :

1° D'avoir deux sacs d'ambulance par bataillon, portés par deux brancardiers qui, outre le sac, porteraient chacun la moitié d'un brancard ; 2° divers systèmes de brancards.

L'emploi, comme brancardiers, des hommes qui portent le sac d'ambulance offrirait le grave inconvénient de les isoler du chirurgien qu'ils accompagnent et aident au besoin. Pour porter un blessé, il leur faudrait abandonner le sac, et, dans un jour de combat, le retrouver serait difficile ; le résultat à atteindre, donner un brancard par bataillon, est bien minime et augmenterait bien peu les ressources. Il n'y a donc pas lieu de donner suite à cette proposition.

Pour les brancards, nous les examinerons comme moyens de transport.

Leur construction a eu surtout pour objet de rendre leur transport facile derrière un sac ; à cet effet ils se partagent en deux parties. Si on n'admet pas leur transport de cette manière, la séparation devient inutile ; et comme elle entraîne un excès de poids et une solidité moins grande, elle rend l'appareil inférieur à ceux qui sont établis d'une seule pièce. D'ailleurs, l'auteur ne s'est pas rendu compte de la

fatigue éprouvée par les montants ; il a partout augmenté leur résistance dans le sens vertical, aux dépens des dimensions horizontales qui ont besoin d'une grande force quand, comme dans les brancards, le fardeau repose sur une toile et qu'aucune traverse ne maintient l'écartement. Ils ne sont point munis de pieds, ce qui nous paraît être un inconvénient.

En résumé, ces divers systèmes dénotent beaucoup de travail, l'emploi de moyens ingénieux pour vaincre des difficultés qu'il était inutile de créer ; et, ces difficultés eussent-elles été vaincues, il resterait toujours un excès de poids, une complication de travail aux dépens de la solidité et, par suite, augmentation du prix de revient.

CANTINES D'AMBULANCE.

Les cantines d'ambulance employées dans l'armée française sont de deux sortes. Les unes, pesant 37 à 40 kilogrammes, sont affectées aux ambulances ; les autres, du poids de 20 kilogrammes, sur le modèle des cantines régimentaires, font partie du matériel des corps. On leur reproche d'être trop lourdes et de ne pas présenter immédiatement à la vue les objets dont on a besoin. Après leur ouverture, il faut enlever une série de tiroirs renfermant les approvisionnements. Elles sont en bois.

L'exposition internationale de secours aux blessés présente des cantines de M. Henri Arrault, faites en osier recouvert de cuir, et rembourrées pour éviter les bris par suite de chocs. Elles s'ouvrent sur le devant, et, dans des rayons superposés, on y peut prendre sans hésitation ce dont on a besoin. Les flacons sont maintenus par des courroies.

A l'exposition anglaise, sous le nom de MM. Savory et Moor, de Londres, n° 26 du catalogue, figurent des modèles de caisses à médicaments faites avec un luxe peut-être exagéré, mais qui présentent des tiroirs en fer-blanc peint et verni, dont la légèreté est très-grande. Pour de petits vases, il est plus facile, tout en gardant la légèreté, d'obtenir de la solidité avec cette matière qu'avec le bois, qui, sous l'influence de la sécheresse et de l'humidité, travaille toujours plus ou moins.

RÉSUMÉ. — Le modèle Arrault paraît préférable à celui des hôpitaux français, surtout pour les cantines de pharmacie. Il a déjà été adopté dans l'armée française pour les cantines vétérinaires. De petits vases ou boîtes en fer-blanc pourraient certainement prendre place avec avantage dans nos cantines, et remplacer les compartiments en bois si souvent détériorés et qui, pour plus de solidité, devraient toujours être nervés.

ROUSSEAU.

CHAPITRE II.

MATÉRIEL A L'USAGE DE LA TROUPE

APPAREILS DE CUISSON A L'USAGE DE LA TROUPE.

On s'est souvent préoccupé dans l'armée française de la nécessité hygiénique de varier l'ordinaire du soldat. Des efforts sont faits dans ce sens par tous les corps, mais on se heurte dans la pratique à de véritables difficultés, et les ré-

sultats obtenus sont généralement peu satisfaisants. Cela tient surtout à l'insuffisance des appareils de cuisson donnés à la troupe. Les marmites dont elle dispose sont difficilement utilisables à autre chose qu'à faire la soupe. L'armée anglaise a un matériel de cuisine beaucoup plus complet, ainsi qu'en témoignent les appareils de cuisson qu'elle a exposés. L'un de ces appareils avait déjà frappé l'attention des délégués français de l'administration supérieure de la guerre à l'exposition de Londres en 1861, et avait été acquis pour le compte de notre gouvernement. Depuis, il a été mis en essai dans la garnison de Lille, et il a servi de type pour la construction du four à rôtir exposé cette année par le ministère de la guerre. Ce sont ces appareils anglais et français dont la commission a examiné l'utilité pratique.

Appareil Edward Deane. — Cet appareil est uniquement destiné à suppléer le four de boulanger pour la cuisson d'un plat de viande et de pommes de terre. Il est tout entier en métal et comprend un foyer qui se chauffe à la houille et un four divisé en deux étages, destinés à recevoir chacun deux gamelles. Chaque gamelle, de forme rectangulaire, est surmontée d'une grille mobile sur laquelle se place la viande, et suffit pour vingt-cinq rations composées de 200 grammes de viande et de 750 grammes de pommes de terre. La chaleur contourne l'enveloppe du four, et la cuisson s'accomplit en deux heures et demie avec une consommation de 20 kilogrammes de combustible. C'est cet appareil que la commission militaire française avait rapporté de Londres en 1861.

Le 43ᵉ régiment de ligne a été appelé à en faire usage pendant dix-huit mois et en a obtenu de bons résultats. Les

hommes apprennent rapidement à conduire le feu. Il est presque impossible de manquer une cuisson, et les rôtis aux pommes de terre préparés à l'aide de ce four sont très-estimés par la troupe. Ceux-ci reviennent même moins cher, à quantité égale, que le plat appelé communément *rata*, parce que celui-ci exige l'emploi de la viande de mouton, tandis que le four permet d'utiliser la viande de bœuf.

Seulement, le four Edward Deane donne lieu de remarquer que la flamme ne se divise pas régulièrement en partant du foyer, et qu'il y a des faces du four plus chauffées les unes que les autres, ce qui oblige à changer les gamelles de place pendant la cuisson, opération, du reste, facile à faire. Il présente un inconvénient plus grave, c'est de produire dans la cuisine une chaleur assez fatigante, tant par le rayonnement que par l'échauffement de l'air à son contact. Enfin, ses dimensions ne sont pas en rapport avec l'effectif habituel de nos compagnies : elles sont trop grandes pour l'ordinaire d'une compagnie et trop petites pour celui de deux compagnies.

Appareil Warren. — Le second appareil qui figure à l'exposition anglaise est l'œuvre du capitaine Warren. Il participe du précédent en ce qu'au-dessus du foyer se trouve également un four à rôtir, d'une dimension moindre et sans division intérieure ; mais il en diffère par des appendices qui ont une autre destination. Ces appendices se composent de six caisses en fer-blanc, placées autour de la partie supérieure de l'appareil et mises en communication, par des bouches de vapeur, avec des bouilleurs qui enveloppent le foyer. Chaque caisse renferme des récipients mobiles, des-

caution n'est pas indispensable; le coussin-bouchon est seul absolument utile.

Aux dimensions près, on ne saurait mieux comparer l'ensemble de cet appareil qu'à une boîte à chapeau de voyage.

Pour faire usage de la cuisine automatique, on procède de la manière suivante :

Les aliments étant préparés dans les gamelles, on chauffe celles-ci jusqu'à ébullition sur un fourneau ordinaire, pendant cinq minutes environ; puis on les retire du feu et on les enferme dans l'appareil conservateur de chaleur, où la cuisson se continue pendant plusieurs heures et s'achève sans aucun autre soin.

Le prix d'une caisse mesurant 30 centimètres sur chacune de ses dimensions extérieures est de 17 francs. La gamelle contient environ 5 litres. Pour des appareils plus grands, le prix est relativement beaucoup moins cher : ainsi un appareil coûtant 28 francs peut recevoir des gamelles contenant de 15 à 20 litres.

Bien qu'il nous ait été assuré que la plus grande des boîtes exposées a fonctionné l'année dernière au camp de Stockholm, dans une cempagnie de grenadiers de la garde royale norwégienne, où l'on a été très-satisfait de son service, nous doutons que ces appareils puissent convenir dans nos cuisines régimentaires.

Les dimensions que comporteraient les gamelles rendraient peu commode leur transport et leur introduction dans l'appareil. Dans cette dernière opération, il faudrait surtout éviter avec soin de renverser les liquides et les graisses qui,

en imprégnant le matelas isolant des boîtes, diminueraient et annuleraient même ses propriétés calorifiques.

Mais, si ces soins sont difficiles à attendre de la part de soldats, il est présumable qu'on les rencontrerait plutôt dans les ménages de troupe, aussi bien dans les régiments où il y a peu de militaires mariés, que dans les corps sédentaires, dans la gendarmerie, par exemple, où il y en a beaucoup.

Ce serait là peut-être la véritable application de la cuisine automatique, qui se recommande d'abord au point de vue de l'économie, et ensuite au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. SAINT-CLAIR.

Marmite ambulante. — Les avantages recherchés par M. le capitaine Grant, de l'armée anglaise, en proposant une marmite ambulante, sont :

1° Diminuer le poids à porter par les hommes, en restreignant le nombre des ustensiles de cuisine à transporter avec le sac ;

2° D'offrir à la troupe, peu de temps après son arrivée au bivouac ou au campement, ses aliments tout préparés ;

3° Économiser le combustible.

Les pièces qui nous ont été communiquées ne comprennent qu'un dessin en perspective de la marmite roulante et deux rapports sur son emploi. Son poids n'est indiqué nulle part ; il n'y a pas de légende descriptive : il est donc difficile, avec ces seuls documents, de se prononcer sur le mérite de cette machine, qui, si elle réalise les avantages annoncés, augmenterait notablement le bien-être du soldat en campagne ou dans les camps ; à ce titre, elle mérite un sérieux examen.

Le premier rapport, dû au lieutenant général sir John Pennefather, est du 25 octobre 1861.

Le second, du 28 novembre 1861, est du lieutenant-colonel commandant le 67e régiment et daté de Tien-tsin (Chine).

Nous renvoyons, pour plus de détails, à ces rapports, que nous nous contenterons de résumer.

Le lieutenant général sir John Pennefather constate que les marmites et les foyers ont été préparés en quinze minutes, et les dîners prêts à être distribués à une batterie de campagne de deux cent cinquante hommes, en une heure; et, pour un bataillon de dix compagnies de cinquante soldats, deux heures après. La viande peut être bouillie, fricassée ou cuite en ragoût; pendant que le dîner cuirait, on brûlerait le café pour le soir sans ajouter de combustible. Les pommes de terre ont été cuites aussitôt et convenablement dans deux chaudrons en bois rattachés aux chaudières. Quinze minutes suffisent pour emballer, charger les appareils et mettre la voiture en marche.

Il cite encore ce fait : la veille du départ du 28e régiment de Wolmer pour Aldeshott, la chaudière fut remplie et le foyer préparé la veille au soir; un homme se leva un peu avant trois heures du matin et alluma le foyer. A quatre heures trente minutes, le déjeuner était servi, et, un quart d'heure après la fin de la distribution, la voiture était prête à marcher. Le reste du régiment, qui se servait de marmites ordinaires, eut beaucoup plus de peine pour faire le feu avec le bois rendu humide par la rosée de la nuit.

Le général finit en signalant l'économie de combustible, et résume ainsi son opinion : « D'après les expériences qui ont

été faites dans toutes les circonstances possibles, il ne paraît y avoir aucun doute sur les grands avantages qui doivent résulter pour le soldat de l'introduction dans le service de l'appareil de cuisson du capitaine Grant. . . . .

. . . .

« En recommandant l'appareil de cuisine de campagne du capitaine Grant, il est bien entendu que nous n'avons ni l'intention ni le désir de rendre le soldat entièrement dépendant de ces appareils pour sa nourriture. »

Les expériences faites en Chine constatent que, le 25 novembre, le dîner de cinq cents hommes, composé de 622 livres de viande fraîche (282 kilogrammes ou 564 grammes par homme) et de 100 livres environ de légumes et de farine préparés à la manière ordinaire, fut placé dans l'appareil de cuisine ambulant, et le combustible apprêté. Le feu fut mis à onze heures et demie, au moment où le régiment allait se mettre en marche ; celui-ci arriva au lieu de la halte à une heure environ, et, un quart d'heure après, on annonçait que le dîner était prêt.

Une autre voiture portait des cylindres en terre pour cuire les légumes et faire le thé. Comme ils paraissent être indépendants de la marmite et qu'ils ne seraient pas employés dans l'armée française, ils sont cités pour mémoire.

La quantité de bois nécessaire pour chauffer cette vaste marmite a été de 120 livres (54^{k},408 ou 108^{gr},51 par homme).

L'opinion du rapporteur est que l'appareil a répondu à tout ce que l'on en attendait, et qu'il est préférable aux appareils employés jusqu'alors. Le général termine en demandant que dix marmites, une par chaque compagnie de cinquante

hommes, pouvant contenir la soupe d'une compagnie, fassent partie de la voiture pour faciliter les distributions et apporter l'eau.

Enfin, un journal de cuisine tenu au camp de Shorncliffe, du 24 août au 14 septembre 1858, donne pour moyenne des résultats obtenus chaque jour et par homme :

		RATION.	CHARBON.
Déjeuner. — Pinte de café..		1 $\frac{844}{600}$ ou 0lit,958	2onces $\frac{112}{600}$ ou 63gr,08
Dîner.	Pinte de soupe.....	0 $\frac{299}{600}$ ou 0lit,349	6onces $\frac{488}{600}$ ou 197gr,40
	Viande bouillie.....	7onces $\frac{46}{600}$ ou 200gr	
	Viande rôtie.......	4onces $\frac{484}{600}$ ou 120gr	
	Pommes de terre à la vapeur..........	1livre $\frac{891}{600}$ ou 717gr	
Souper. — Pinte de thé...		1 $\frac{844}{600}$ ou 0lit,845	2onces $\frac{20}{600}$ ou 57gr,81
Total......................			11onces $\frac{118}{600}$ ou 318gr,29

La quantité de bois consommée en Chine se serait réduite à 108gr,51 ou à 54 grammes de charbon.

Une erreur s'est glissée sans doute dans cette évaluation.

En France, l'allocation de chauffage pour les troupes pourvues dans les casernes de fourneaux à la François Vaillant est, en charbon, de................. 293gr,33

Pour celles qui ne font pas usage de fourneaux économiques, de................. 400

Pour les troupes campées ou baraquées de 600

L'allocation de bois serait double, soit... 1k,200

Le temps de la cuisson employé par les Anglais est bien

inférieur au temps employé par nos troupes, ce qui tient à ce qu'ils mangent la viande moins cuite, et à ce que l'appareil permet peut-être d'obtenir une température plus élevée. Mais ils chauffent trois fois, et l'on sait que, le fourneau étant échauffé et le feu couvert, il faut très-peu de combustible pour maintenir l'ébullition ; de sorte que la comparaison peut être faite sans grande erreur. Or, dans un camp, avec le fourneau Grant, pour cinq cents hommes, il faudrait.............................. 318 kil. de bois,

et avec la ration individuelle.......... 600 —

Économie par jour................ 282 kil. de bois.

Ajoutons qu'il est beaucoup plus facile d'obtenir une soupe de meilleure qualité. Les corvées sont moins pénibles et les distributions plus promptes. Aujourd'hui nos soldats sont obligés de faire leur étape, et, une fois arrivés, d'attendre longtemps avant d'avoir une nourriture substantielle. Leur fatigue augmente, et le régime alimentaire diminue ; car la différence entre la solde de route et la solde de station ne compense pas le surcroît de dépense. Nous savons tous qu'il suffit d'un changement de garnison pour épuiser les ressources que tâchent de se procurer les hommes pour subvenir à leurs besoins pendant la route. Si la marmite donne ce qu'elle promet, à la grande halte, dût-on distribuer du bouillon fait la veille ou le matin, les hommes auraient la soupe comme en garnison. Une marmite ambulante rendrait assurément les plus grands services dans une ambulance.

Une remarque cependant est à faire : la lettre d'envoi de M. Clermont-Tonnerre au ministre est du 14 juin 1867, et

les documents qui l'accompagnent, de 1858 et 1861. Dans cet intervalle, l'appareil a dû être soumis à des emplois fréquents dans des conditions ordinaires, toujours bien préférables à des expériences trop surveillées, dont les résultats s'éloignent parfois de ceux de la pratique. Il serait important d'être renseigné à ce sujet. ROUSSEAU.

APPAREIL POUR ALLUMER LE FEU SANS BOIS NI PAPIER.

Sous cette désignation, le sieur Forrest, de Londres, a exposé un *allume-feu* inventé par le capitaine Donnelly, du génie royal anglais.

L'allume-feu Donnelly consiste tout simplement en un tube de tôle de 15 millimètres de diamètre, qui sert à diriger un jet enflammé de gaz d'éclairage sur le combustible qu'il s'agit d'allumer. Comme dans tous les becs de gaz, un robinet règle la flamme de l'appareil.

Moyennant une très-faible dépense de gaz, on allume facilement les foyers chauffés à la houille qui consument une assez grande quantité de bois pour cet usage.

Le procédé Donnelly est pratique et susceptible d'être appliqué dans les locaux où l'on a du gaz à sa disposition.

SAINT-CLAIR.

FILTRE DÉCANTEUR.

M. Burq expose un filtre décanteur d'une conception originale et qui semble susceptible d'application dans diverses circonstances. Ce filtre se réduit à un tourteau de matière poreuse au centre duquel vient aboutir un tube de caoutchouc.

Un flotteur le supporte au milieu du liquide à filtrer, tandis que le tube vient se replier par-dessus les bords du vase, en forme de siphon. L'extrémité libre étant à un niveau inférieur à celui du tourteau, on amorce le siphon par aspiration, et aussitôt le filtrage continue jusqu'à l'épuisement de la masse liquide.

Cet appareil est d'une très-grande simplicité. Il permet de régler la pression sous laquelle s'opère le filtrage, et par suite la vitesse d'écoulement du liquide, en élevant ou abaissant à volonté l'extrémité libre du tube en caoutchouc. Le nettoyage du filtre, lorsqu'il est encrassé, s'opère avec la plus grande facilité, en insufflant de l'air par le tube, de manière à refouler vers la surface du tourteau les parties solides qui en obstruent les pores. PEAUCELLIER.

BOISSON HYGIÉNIQUE A L'USAGE DE L'ARMÉE.

Pendant la saison des chaleurs, et quelquefois en temps d'épidémie, il est alloué à la troupe une indemnité journalière destinée à lui fournir de l'eau étendue d'eau-de-vie ou de vinaigre. Mais les hommes montrant généralement de la répugnance pour cette boisson, si nécessaire cependant au retour des exercices ou à la suite de longues marches, il est très-difficile de les amener à en faire usage. C'est pour satisfaire à ce besoin hygiénique qu'un industriel du département du Nord, M. Obez, de Douai, a cherché à composer un sirop qui pût rendre l'eau à la fois tonique et agréable au goût.

Le sirop Obez est une mixture à base de menthe, de rhum ou de citron, formant une liqueur épaisse et tellement con-

centrée, qu'un litre suffit pour aromatiser, corriger et colorer 200 litres d'eau.

Le maréchal de Mac-Mahon a autorisé l'essai de ce sirop au camp de Châlons en 1864, et une commission composée d'officiers lui a donné son approbation. Depuis cette époque, son usage tend à se répandre dans l'armée et dans les grandes agglomérations d'ouvriers. WOLFF.

RÉPONSE A L'EXAMEN CRITIQUE

PAR

M. LE GÉNÉRAL DE BLOIS,

DES ÉTUDES HISTORIQUES SUR LA FORTIFICATION,

L'ATTAQUE ET LA DÉFENSE DES PLACES

PAR F^D PREVOST,
Chef de bataillon du génie.

M. le général de Blois a publié, dans la *Revue militaire française* (février 1869), un examen critique des *Études historiques sur la fortification, l'attaque et la défense des places*, que je viens de livrer à l'impression.

Une complète divergence d'opinions nous sépare tous les deux, et je n'aurais pas pris la plume pour traiter encore une fois cette question, si certaines assertions de M. le général de Blois ne m'avaient semblé nécessiter une réponse de ma part.

Le sujet est, du reste, brûlant d'actualité et, par suite, digne de fixer l'attention des officiers que les questions de poliorcétique peuvent intéresser.

Deux systèmes sont en présence pour fortifier les places.

Dans l'un, on prétend satisfaire aux exigences imposées par la nouvelle artillerie, en continuant à créer des enceintes bastionnées, auxquelles on apportera quelques modifications de détail.

Dans l'autre, on pense ne trouver de salut, pour les villes

assiégées, que dans la fortification polygonale se rattachant plus ou moins aux idées de Montalembert.

De plus, M. le général de Blois préconise, pour prendre les places, les bombardements et les attaques brusquées que la plupart des ingénieurs n'admettent qu'exceptionnellement, et auxquels ils préfèrent de beaucoup la marche pied à pied des travaux d'un siége en règle.

Avant de suivre M. le général de Blois dans plusieurs détails de sa critique, je m'efforcerai de répondre au principal reproche qu'il adresse à mes *Études*.

Il trouve (p. 262 et 327) que je n'ai pas présenté « les faits « avec assez de développements et appuyés d'assez de preuves « pour que le lecteur, satisfait et entraîné, puisse se rendre « à l'évidence..... Si l'auteur a choisi, par exemple, un sujet « trop étendu, la concision à laquelle il se verra forcé, s'il « ne veut entasser volume sur volume, comme les bénédic- « tins, l'obligera de se contenter d'un petit nombre de lignes « pour caractériser chaque fait ; et, quant aux appréciations, « le lecteur devra le croire sur parole. Or un pareil histo- « rien doit cesser de mériter confiance ; car il y a bien peu « de gens au monde qui possèdent assez d'autorité pour « imposer au public une foi absolue dans leurs assertions..... »

Je n'ai nullement la prétention d'imposer mes assertions au public. J'ai cité des faits, j'ai mentionné près de deux cent cinquante siéges postérieurs à l'invention des armes à feu. Je les ai racontés d'une manière très-succincte, il est vrai, mais cependant avec beaucoup plus de détails que ne le font d'ordinaire les écrivains, qui se contentent d'indiquer les titres des ouvrages où ils ont puisé les éléments de leurs

convictions. Les relations de ces siéges se trouvent dans toutes les bibliothèques militaires un peu importantes; elles sont à la portée de tout le monde, et l'on peut y vérifier l'exactitude de ce que j'ai avancé. J'ai donc le droit de dire que ces faits, que ces récits de siéges constituent des *preuves* sur lesquelles je puis asseoir mes appréciations, jusqu'à ce que quelqu'un vienne me démontrer d'une façon rigoureuse que ces faits sont inexacts.

Cette démonstration serait facile à M. le général de Blois plus qu'à tout autre, et puisqu'il ne l'a pas donnée, je continuerai à regarder comme bonnes ces bases de mon travail. Elles m'ont coûté bien des années pour les réunir; mais le seul fait de les avoir citées permet de les contrôler en peu de temps, en consultant les pièces originales.

La vérification était, je le répète, bien facile à M. le général de Blois; pour le dix-neuvième siècle, par exemple, il a indiqué trente-six siéges, je les ai également presque tous reproduits dans mon livre. Qu'il veuille bien se donner la peine de comparer ces deux relations; il verra que je suis complétement d'accord avec lui sur les faits matériels de ces siéges; il verra même que j'ai fourni plus de détails techniques, pour quelques-uns d'entre eux, qu'il ne l'a fait lui-même (Ciudad-Rodrigo, Badajoz, Saint-Sébastien, Gaëte). Jamais il ne me serait venu à l'idée de regarder sa concision comme étant une preuve d'inexactitude et un motif pour que le lecteur lui retirât sa confiance.

Mes bases étant bien établies comme preuves, restent mes *appréciations* :

Qu'on trouve qu'elles sont erronées, que mes déductions

sont fausses, chacun est libre de le faire ; mais ce que M. le général de Blois a eu tort de dire, c'est qu'on devra les croire sur parole. On peut croire ou ne pas croire des faits sur parole ; mais les *appréciations* de ces faits rentrent trop dans le domaine de la plus vulgaire critique pour qu'on soit exposé à les adopter sans examen. Ainsi, par exemple, au siége d'Hesdin, en 1639, l'artillerie de l'attaque ruina de bonne heure celle des assiégés ; vers la fin, quelques pièces conservées intactes sur les flancs rendirent la période rapprochée très-longue : voilà le fait.

J'en conclus que l'artillerie de la place eut tort de soutenir la lutte trop vivement au début, qu'elle s'exposa à manquer de bouches à feu pour la période rapprochée, et que les pièces de flanc rendent de très-bons services dans la dernière époque du siége : voilà l'appréciation, on peut la discuter.

Si j'ai beaucoup de faits pareils à citer, j'en déduirai des appréciations analogues, et il me sera permis de formuler un principe que mes adversaires pourront admettre ou rejeter. Je n'ai pas opéré autrement dans mes *Études*, et mes citations ne pourront être entachées de partialité, car j'ai indiqué bon nombre de siéges où les faits sont favorables à mes contradicteurs. Mais je me défends formellement d'avoir écrit sans preuves et dans le genre de Vertot (p. 278).

Je crois que M. le général de Blois a tort de supposer que des officiers de génie préfèrent certaines méthodes parce qu'elles leur assurent un rôle plus brillant. Il me semble aussi qu'il aurait dû éviter d'aller au-devant du reproche « qu'on pourrait lui faire, » et que personne ne lui fait, de se

montrer trop artilleur; il me paraît être beaucoup plus dans le vrai quand il dit : « Nous sommes animés l'un et l'autre « d'un égal désir d'être utiles à notre pays. » (P. 292.)

Je vais maintenant examiner quelques passages de l'article inséré dans la *Revue militaire* (p. 259). M. le général de Blois dit « qu'elle (la fortification) est placée dans la dépendance « de l'artillerie, qui ne peut faire un progrès notable sans « que la fortification s'en ressente, sans qu'elle se trouve « obligée de modifier la nature et la forme de ses remparts. « Pour peu que les recherches de l'auteur des *Études* pré- « sentent d'exactitude, cette vérité ne peut manquer d'en « ressortir de la manière la plus évidente. »

Je suis allé au-devant de cette observation, et j'ai démontré (p. 350 des *Etudes*) que la fortification bastionnée, en changeant quelque chose à sa nature, mais très-peu à sa forme, satisfait aux nouvelles exigences.

J'ai fait voir en même temps que les changements seraient bien autrement radicaux pour la fortification polygonale; car enfin, quand les nouvelles bouches à feu ont été adoptées, elles n'ont pas trouvé que des bastions autour des villes, elles se sont vues en présence de toutes les forteresses issues des idées de Montalembert et construites hors de France depuis 1815.

Ce que dit M. le général de Blois, dans les lignes que je viens de citer, est applicable à toute fortification préexistant à la moderne artillerie, aussi bien aux places allemandes qu'aux places françaises. Or un grand nombre de ces places étrangères sont de l'*âge de pierre*, si justement mis à l'index par M. le général de Blois (p. 260).

Dans le tracé bastionné, la pierre n'est employée que pour constituer l'*obstacle*, on peut la soustraire à l'effet du tir éloigné. Dans la fortification polygonale, telle qu'elle a été construite jusqu'à présent, la pierre entre pour beaucoup dans la partie *offensive* de la fortification. Elle prend part à la lutte avec ses étages de casemates, d'embrasures, de créneaux. Comment se comportera-t-elle vis-à-vis du tir plongeant des nouveaux projectiles, dont la pénétration est si profonde?

Un des plus éminents partisans du tracé polygonal va répondre à cette question. M. le colonel Brialmont, passant en revue quelques-unes des places projetées par Montalembert ou exécutées dans ces derniers temps, reconnaît que toutes, *sans exception*, auraient leurs murs détachés et leurs casemates détruits de loin, et que, par suite, il en résulterait de nombreux angles morts. (*Étude sur la défense des États*, etc., t. III, de la page 53 à la page 80.)

A propos d'angles morts, M. le général de Blois les regarde comme suffisamment supprimés dans la fortification allemande par la position des embrasures basses, qui permettent un tir direct rasant le fond du fossé. Pour éviter que les embrasures soient embouchées, il propose de creuser au pied du mur un petit fossé déjà indiqué par Busca au seizième siècle (p. 217). A cela, je répondrai que ce petit fossé ne sera battu d'aucun feu ; ce sera une parallèle pour attacher le mineur, pour dresser de courtes échelles contre les embrasures et, dès lors, permettre de jeter des sacs de poudre, des projectiles creux, etc., dans les casemates et même d'y pénétrer, ainsi que l'histoire en offre de fréquents exemples, notamment au siége de Badajoz en 1812.

M. le général de Blois, en citant imparfaitement quelques conclusions auxquelles j'ai été conduit relativement au nombre des bonnes défenses, me fait déduire une conséquence qui n'a jamais été dans ma pensée. Selon lui, j'en arriverais à dire que les « places se sont défendues avec une énergie « d'autant plus grande que les moyens en artillerie déve- « loppés contre elle sont devenus plus puissants. » (P. 265).

Voici la citation incomplète que fait M. le général de Blois : (p. 264).

« Dans le cours du seizième siècle, il compte 26 belles « défenses de places ;

« Dans le cours du dix-septième, il en compte 32 ;

« Dans le cours du dix-huitième, il en compte 57. »

Voici maintenant la même citation complétée d'après ce que j'ai écrit dans mes *Etudes* :

J'ai cité au seizième siècle 26 belles défenses, 11 belles attaques ; au dix-septième, 32 belles défenses, 16 belles attaques ; au dix-huitième, 57 belles défenses, 49 belles attaques; au dix-neuvième, 31 belles défenses, 19 belles attaques.

On voit que la conclusion à déduire est bien différente de celle que me prête M. le général de Blois.

Au seizième siècle, j'ai mentionné, en nombre ronds, 2 bonnes défenses pour *une* bonne attaque.

Au dix-septième, 2 bonnes défenses pour *une* bonne attaque.

Au dix-huitième, 8	—	pour 7	—
Au dix-neuvième, 3	—	pour 2	—

A mesure qu'on se rapproche de notre époque, le nombre des belles attaques et celui des belles défenses tendent à s'équilibrer.

M. le général de Blois classe les officiers du génie en deux camps, ceux du passé et ceux du présent et de l'avenir, et il me place avec les premiers, c'est-à-dire avec ceux qui veulent peu d'artillerie pour l'attaque et pour la défense et qui sont partisans des siéges pied à pied.

J'ai toujours dit que pour entreprendre ou soutenir un siége il fallait beaucoup d'artillerie, que plus on en aurait, mieux cela vaudrait. Mais j'ai ajouté que l'histoire était là pour prouver que, très-souvent, l'assiégeant ou l'assiégé en avaient manqué, et qu'une bonne fortification devait fournir à ses défenseurs les moyens de résister dans les deux cas.

Je n'ai jamais dit que la marche pied à pied fût le seul procédé à employer dans les siéges, j'ai soutenu que c'était le plus sûr et le meilleur, surtout quand l'attaquant n'avait pas toute l'artillerie nécessaire. J'ai cité des exemples de succès dus aux bombardements et aux attaques brusquées; mais j'ai montré qu'ils étaient rares, bien que quelques-uns d'entre eux soient parfaitement motivés par des circonstances particulières.

J'ai prouvé, à l'aide des faits enregistrés par l'histoire, combien les attaques brusquées avaient été sanglantes et généralement infructueuses dans le passé; ce qui m'autorise à supposer qu'il en sera de même dans l'avenir ; en présence de places armées de fusils et de canons à tir rapide, de mitrailleuses; en présence de l'électricité qui répandra la clarté pendant la nuit, aux abords des villes, ou tout au moins dans les fossés. Dans ces conditions-là, lancer une colonne d'assaut à découvert pendant plusieurs centaines de

mètres me paraît être d'une excessive imprudence et n'avoir aucune chance de succès.

Ainsi que je l'ai déjà dit, j'ai toujours, dans mes *Etudes historiques*, appuyé mes raisonnements sur des faits, sur l'expérience. Je les ai, de plus, corroborés de l'opinion des principaux ingénieurs militaires de chaque époque.

Il est une école dont M. le général de Blois et M. le colonel Brialmont font partie, qui prétend « abandonner la routine, « parler moins d'expérience et raisonner davantage. » (P. 321).

Il est vrai que M. le général de Blois ajoute ensuite (p. 322) que les raisonnements de M. le colonel Brialmont ont sur les miens l'avantage d'être appuyés sur des observations d'une incontestable vérité.

Les observations de quoi ?

Si ce sont les observations des faits, c'est ce que j'appelle *l'expérience*.

Les procédés de l'école dont je parle sont tellement remplis d'écueils, ils peuvent conduire à tant de mécomptes, que je crois rendre service en la combattant énergiquement, en signalant quelques-uns des résultats erronés auxquels elle a conduit.

Tous les raisonnements du général Kirgener et du colonel John Jones, pour prouver que les canonnades et les bombardements doivent faire capituler rapidement les villes, n'ont pas empêché Saint-Sébastien, réduit en cendres, ayant une brèche de 250 mètres de large à son enceinte, assiégé avec des moyens immenses, de tenir soixante-treize jours, alors que les ingénieurs ne lui accordaient qu'une résistance de

huit à dix jours contre une attaque ordinaire (appréciation du commandant Belmas, auteur très-estimé de relations des siéges de la Péninsule).

Après les campagnes de l'Empire, les Allemands, surpris du peu de durée des siéges soutenus par quelques-unes de leurs forteresses attaquées par les Français, crurent que le tracé bastionné en était la cause. Ils ne s'aperçurent pas que les rapides mouvements de nos armées victorieuses, laissant ces places isolées ou les surprenant mal pourvues, avaient une plus large part dans les capitulations que la forme du tracé des enceintes. Empruntant les idées de Montalembert, qui n'avaient encore jamais été appliquées, les puissances étrangères couvrirent à grands frais leurs territoires de forteresses polygonales.

Le raisonnement présidait à peu près seul à l'établissement des projets suivant lesquels ces fortifications étaient établies; l'expérience faisait défaut. Bien plus, à mesure que cette pratique s'acquérait, elle montrait dans quelle fausse voie on était entré.

Ce furent d'abord les expériences de Wolwich, en 1823, contre les murs détachés. Puis vint l'invention de la nouvelle artillerie; et les essais faits à Vienne, à Vérone, à l'île d'Aix, ne laissèrent plus aucun doute sur le danger qu'offraient ces étages de voûtes en maçonnerie soumises au tir plongeant des projectiles de gros calibre.

En même temps, quelques faits de guerre venaient rendre ces expériences complétement décisives (Bomarsund, la tour du bastion central à Sébastopol, Borgoforte en 1866). Il fallut modifier ce qu'on avait fait jusqu'alors, et les nou-

velles places polygonales ne ressemblent plus aux premières, issues du *raisonnement* seul.

On trouve celles-ci défectueuses ; dans plusieurs des forteresses qu'on a construites récemment, on constate un retour nettement caractérisé vers les bastions.

Avant 1866, les Prussiens, se fiant à quelques essais de polygone et sans avoir d'expériences de guerre à l'appui, croient pouvoir composer leur artillerie de campagne uniquement de pièces en acier ; sept d'entre elles éclatent à la seule bataille de Sadowa, et voilà aujourd'hui la Prusse forcée d'abandonner toutes ces bouches à feu pour revenir au bronze.

Lorsque le général Paixhans dota notre flotte des obusiers qui portent son nom, on déclara que, dans un combat naval, l'abordage ne serait plus possible en présence de ces puissants projectiles d'éclatement qui tiendraient les navires éloignés les uns des autres. Si, à ce moment, quelqu'un était venu conseiller, comme moyen de gagner des batailles navales, l'emploi des anciens navires à éperon des Carthaginois et des Romains, on aurait vu dans cette proposition le songe creux d'un archéologue.

Et cependant, depuis quand fait-on des vaisseaux à éperon ? Précisément depuis les nouveaux progrès de l'artillerie, depuis l'adoption de ces bouches à feu qui doivent tout détruire de très-loin. C'est vis-à-vis des nouveaux canons que le *Merrimac* et le *Max* ont obtenu leurs succès. Et ce ne sont pas seulement les navires cuirassés qui ont affronté ces dangers. Au combat de Lissa, le *Kaiser*, vieux vaisseau en bois, n'hésita pas à se jeter de l'avant sur le *Roi-de-Portugal* ;

ce dernier, par une manœuvre habile, évita le choc, et les deux navires se frôlèrent dans toute leur longueur.

Les prévisions issues des raisonnements les plus logiques en apparence sont donc souvent trompeuses quand il n'y a pas, comme points d'appui, des faits bien établis.

Cela ne veut pas dire qu'on ne doive pas aller au-devant de l'expérience et la provoquer par des études de pure imagination et par des travaux simplement intellectuels. Mais quand il faudra en venir à l'adoption de mesures nouvelles, un gouvernement fera bien de n'admettre définitivement que ce qui aura réellement reçu la sanction d'épreuves sérieuses et concluantes. S'il agissait autrement, il pourrait s'exposer à de grands mécomptes, à des dépenses considérables et inutiles.

M. le général de Blois, parlant de la crise que j'ai signalée dans la poliorcétique (p. 323), croit que c'est lui que j'ai voulu désigner comme en étant l'auteur (p. 326). C'est une méprise de sa part.

Cette grave agitation qui se manifeste parmi les artilleurs et les ingénieurs militaires, depuis plus d'un demi-siècle, ne peut être l'œuvre d'un seul ; elle a été surtout produite par la nouvelle école allemande, dont les idées, réalisées par les constructions nombreuses et variées, ont forcé les officiers du génie français à lutter sérieusement contre elles, d'autant plus qu'elles trouvaient du crédit chez quelques officiers des autres armes.

A la fin de son *Examen critique*, M. le général de Blois s'exprime ainsi : « M. le commandant Prevost y a puisé « (dans l'histoire) à pleines mains dans l'intérêt de sa cause ;

« mais il a traité trop sommairement l'histoire : il a voulu « agir comme Bossuet, toutefois sans obtenir le crédit ac« cordé à ce grand écrivain ; les hommes sont, en effet, plus « disposés à convenir de la puissance de Dieu que de l'inuti« lité des bombardements. »

J'avoue avoir très-peu pensé à Bossuet quand j'ai écrit mes *Études historiques*. Quoique bien convaincu que rien n'arrive ici-bas sans la permission de Dieu, je n'ai pas précisément suivi la méthode d'après laquelle l'illustre auteur du *Discours sur l'histoire universelle* a développé sa magnifique thèse.

Si mon livre trouve des lecteurs, je doute fort que l'idée leur vienne de me comparer à Bossuet, et si, par hasard, elle surgissait dans leur esprit, je suis certain qu'ils trouveraient, pour expliquer l'immense distance qui me sépare du grand écrivain du dix-septième siècle, des preuves ailleurs que dans la comparaison de la croyance en Dieu avec la croyance dans l'inutilité ou l'utilité des bombardements.

DE L'EMPLOI DES CHEMINS DE FER

DANS LES OPÉRATIONS MILITAIRES

PAR

THÉODORE HOFFMANN-MERIAN,
Chef du mouvement sur les chemins de fer suisses.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR LE COLONEL D'HERBELOT.

CHAPITRE I.

Organisation des transports militaires dans différents États.

Les transports militaires dans tous les États qui possèdent des chemins de fer sont réglés par des lois ou par des règlements spéciaux.

En Autriche, une instruction sur les transports militaires par chemin de fer a été publiée en 1862. Elle a été mise à exécution dans la dernière campagne. Nous en extrayons ce qui suit :

« Une administration centrale est chargée de la direction des grands transports militaires. Elle se compose : d'un officier supérieur de l'état-major général, d'un capitaine-adjoint, d'un fonctionnaire de l'inspection générale des chemins de fer et d'un délégué des compagnies.

« Cette commission se réunit à Vienne, au ministère de la guerre.

« Elle peut obtenir, sur sa demande, l'adjonction de com-

[1] Voir notre numéro 2.

missions des lignes, composées : d'un officier d'état-major général et d'un employé des compagnies de chemin de fer. Ils forment la partie mobile de la commission centrale et sont employés, s'il y a lieu, à parcourir les localités où l'intervention de l'administration est nécessaire.

« Pour les transports à l'étranger, l'administration centrale se fait représenter par des délégués appartenant aux compagnies des chemins de fer de l'État où ces transports doivent s'effectuer.

« Dans certaines affaires, le ministère de la guerre ou l'inspection générale des chemins de fer doit s'entendre avec le ministère du commerce.

« On établit subsidiairement une seconde commission exécutive, qui fonctionne sur le théâtre de la guerre après les grands mouvements de troupes. Elle est composée comme la commission centrale; mais le délégué des compagnies doit être choisi dans l'administration des chemins de fer qui sont sur le théâtre de la guerre.

« Lorsque la guerre a lieu en pays étranger, à défaut de représentant dans ce pays, un fonctionnaire de l'inspection générale des chemins de fer autrichiens est chargé de la direction des transports; de plus, le commissaire militaire de la commission exécutive est sous les ordres du chef d'état-major général de l'armée.

« La résidence de cette commission est déterminée par le commandant d'armée et doit toujours être à proximité du quartier général. Si ce dernier s'éloigne, il appelle près de lui au besoin tous les membres, au moins le commissaire militaire, ou un autre membre à son défaut.

« Pour assurer l'uniformité dans l'exécution des règlements aux lieux de chargement et de déchargement, des commissions d'étapes sont établies aux points principaux d'embranchement.

« Ces commissions se composent : d'un capitaine ou d'un officier subalterne commandant d'étape, d'un autre officier subalterne suppléant, d'un employé de chemin de fer et d'un suppléant.

« Toutes les commissions d'étape, hors du théâtre de la guerre, sont subordonnées à l'administration centrale. Il en est de même pour les fonctionnaires qui s'y trouvent tant que les opérations militaires ne sont pas commencées. »

En France, les règlements en vigueur sont du mois de décembre 1855. Ils ont aboli les dispositions provisoires de septembre 1851.

Les instructions sur les mouvements des troupes portent ce qui suit :

« Le transport des troupes par chemins de fer exige deux conditions : *sûreté* et *célérité*.

« Ces conditions ne peuvent être obtenues que par la stricte observation des règlements.

« Les troupes transportées par chemins de fer sont assimilées à celles embarquées sur mer, où la direction et une grande partie de l'autorité sont dans les mains du commandant du bâtiment.

« De même, pendant le trajet, l'officier qui commande les troupes doit se conformer aux prescriptions du chef du convoi, sur lequel repose la responsabilité du transport.

« Tous les officiers et soldats sont tenus également de se

soumettre aux avis qui peuvent leur être donnés par les fonctionnaires de la ligne.

« *Ordre du mouvement.* — L'administration du chemin de fer doit être informée le plus tôt possible, par l'autorité militaire, de la force du transport qu'elle aura à effectuer, hommes, chevaux, voitures.

« Dès qu'un ordre de transport est donné, le chef du corps ou du détachement désigné pour être mis en mouvement est tenu de se concerter avec le fonctionnaire du chemin de fer, pour déterminer le poids du chargement, l'espèce du matériel à employer, le nombre d'hommes et de chevaux à placer dans chaque wagon, le mode de composition du train, l'heure de départ et l'itinéraire, dont il doit laisser un double.

« Au jour du départ, le chef du détachement remet à ce fonctionnaire un état des militaires, chevaux, voitures de guerre et de bagages à transporter.

« Pour chaque genre de troupes, il existe des instructions particulières relatives à leur répartition dans les wagons, au transport des chevaux, à l'alimentation pendant le transport, à l'embarquement et débarquement des troupes, chevaux, voitures de guerre.

« Pour les rétributions, la décision ministérielle du 6 novembre 1855 a modifié les dispositions du 16 septembre 1851[1].

[1] Dans l'origine, par suite d'une convention passée entre le ministère de la guerre et l'administration des chemins de fer, les corps et détachements devaient être transportés par ces lignes à moitié prix du tarif.

Cette réduction a été rendue applicable en 1837 aux militaires voyageant isolément.

En 1844, les militaires isolés continuèrent à jouir du même avantage,

« *Corps de troupes et détachements.* — En principe, le transport des corps de troupes et des détachements s'exécute au quart du tarif, tant pour les trains ordinaires que pour les trains spéciaux. Ces derniers doivent être de plus de 345 hommes; si le nombre n'est pas atteint, la rétribution est de 5 francs par kilomètre.

« Lorsque l'effectif pour convois spéciaux est au-dessous de 345 hommes, le transport n'est exécuté que sur ordre ministériel.

« Si l'on fait usage de wagons de marchandises, la rétribution s'évalue par charge de wagon.

mais il fut décidé que le transport des corps et détachements s'effectuerait au quart du tarif.

Enfin la réduction des trois quarts fut étendue aux militaires isolés :

En 1852, sur la ligne de Paris à Cherbourg; en 1855, sur la ligne de l'Ouest; au 1er janvier 1858, sur la section de Paris à Rouen et au Havre; en 1855, sur la ligne d'Orléans; en septembre 1857, sur celle du Nord; en 1857, sur la ligne du Midi (à sa création); en août 1857, sur la ligne Paris–Lyon-Méditerranée; en 1855, sur celle de Paris à Mulhouse (à sa création); au 1er janvier 1863, sur celle de Paris à Strasbourg; au 15 avril 1854, sur le chemin de fer Victor-Emmanuel.

Le *Bulletin des lois* en 1857 mentionnait les dispositions suivantes :

1° Les militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément ne seront assujettis pour eux, pour leurs chevaux et leurs bagages qu'au quart de la taxe du tarif;

2° Si le gouvernement avait besoin de diriger des troupes ou un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par les chemins de fer, les compagnies seraient tenues de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du tarif, tous leurs moyens de transport.

Le 10 février 1868, un traité a été passé entre le ministère de la guerre et les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, d'Orléans, de l'Ouest, du Midi, pour le transport du matériel et des approvisionnements de toute nature.

Les distances minimum à parcourir en vingt-quatre heures sont de 300 kilomètres (grande vitesse) et de 125 kilomètres (petite vitesse).

Les prix de transport sont les suivants : par tonne de 1 000 kilogrammes et par kilomètre, vitesse accélérée, 22 centimes; petite vitesse, 9 centimes.

(*Note du traducteur.*)

« *Voitures de guerre, train d'artillerie et du génie.* — Les voitures de guerre sont transportées au quart du tarif exigé pour les marchandises par tonne et par kilomètre (grande vitesse ou vitesse ordinaire).

« Les chevaux d'officiers, transportés avec un détachement, ne sont soumis qu'au quart du tarif.

« Si, par une forte concentration de militaires, le gouvernement fait usage de toutes les ressources d'une compagnie en wagons de voyageurs et de marchandises, le tarif peut être élevé du quart à moitié.

« Dans ce cas, la réquisition ne doit être faite que par le ministère.

« Pour le matériel de guerre, il n'y a aucuns frais relatifs à l'inscription et au chargement.

« Les militaires voyageant isolément sur tous les chemins concessionnés avant 1853 payent demi-place ; sur ceux concessionnés depuis cette époque, seulement quart de place. »

En Prusse, on a publié les pièces suivantes, le 1er ma 1861 :

1° Instruction pour le transport des troupes et du matériel de guerre sur les chemins de fer, avec un appendice relatif au transport des militaires malades ou blessés.

2° Organisation du transport de grandes masses de troupes par chemin de fer.

L'instruction du ministre de la guerre, en six chapitres, a pour objet les moyens de transport, la direction des convois, le chargement et le déchargement.

Le règlement d'organisation, dans son premier chapitre, présente les principes généraux pour le transport des masses;

on y recommande d'éviter autant que possible les changements de wagons en passant d'un chemin de fer à un autre.

Le nombre des trains est fixé à huit par jour, lorsqu'il n'y a qu'une voie; à douze, lorsqu'il y en a deux. Un convoi doit contenir soit un bataillon, dont l'effectif peut s'élever à 1 000 hommes, soit un escadron de 150 chevaux, soit une batterie de 6 bouches à feu, soit trois quarts d'une colonne de munition. La force d'un convoi doit être entre 60 et 100 essieux.

La rapidité du convoi militaire est fixée, par heure, de 3 milles à 3 milles et demi ($22^k,67$ à $26^k,48$) ; et, après huit à neuf heures de mouvement, il doit y avoir une halte d'une à deux heures pour l'alimentation des hommes et des chevaux.

L'ordre de la marche est réglé : 1° par un tableau pour chaque corps d'armée ; 2° par un plan ; 3° par une disposition relative à chaque ligne.

Une commission centrale, chargée de la haute direction, est instituée à Berlin ; elle se compose : de trois officiers supérieurs ou généraux, de trois membres délégués par le ministère du commerce, par celui de l'intérieur et par l'administration militaire. Une sous-commission exécutive se compose d'un officier supérieur et d'un commissaire du ministère du commerce. Cette dernière s'occupe de toutes les dispositions relatives au transport des troupes, soit à l'intérieur, soit en pays étranger. Elle suit le quartier général. Enfin, pour chacune des lignes principales de chemins de fer, il y a une commission des lignes, formée d'un officier d'état-major et d'un fonctionnaire des chemins de fer.

La commission des lignes doit porter son attention sur les points suivants :

1° Que le transport des troupes s'exécute conformément aux règlements ;

2° Qu'on observe les dispositions prescrites pour les lieux de chargement, de déchargement, de départ et pour l'alimentation des troupes ;

3° Que les convois soient disposés conformément aux instructions, pourvus du personnel nécessaire, et qu'ils soient en mesure d'être mis en route aux heures prescrites.

4° Que les distances entre les convois soient conservées.

La commission des lignes s'entend à cet effet avec les délégués des administrations des chemins de fer, règle le tableau des mouvements militaires, le soumet à la commission centrale, et, après avoir obtenu son assentiment, le communique à la commission d'étapes, au fondé de pouvoirs de l'administration des chemins de fer et au général commandant. Peu de temps avant le commencement des opérations, la commission des lignes s'établit sur le point de chargement et s'assure que les préparatifs prescrits sont exécutés sur toute la ligne. Après la concentration des troupes et pendant les opérations militaires, la commission des lignes prépare les transports subséquents.

En principe, une commission des lignes est attachée à chaque corps d'armée et siége au quartier général.

Les commissions d'étapes se composent : d'un officier supérieur commandant, d'un ou plusieurs officiers subalternes, d'un fonctionnaire de l'intendance, d'un de la compagnie du chemin de fer, avec des suppléants, et, en pays étranger,

d'un fonctionnaire du gouvernement. Ce personnel est réparti sur les points de chargement et de déchargement et aux stations d'approvisionnement.

Ces employés sont informés par la commission des lignes des points de départ et d'arrivée, du nombre et de la composition des convois. La commission d'étapes se tient en relation avec les commandants de place, avec les fonctionnaires de l'intendance et avec les délégués des lignes télégraphiques et des chemins de fer.

Ce mode d'organisation a été mis en œuvre dans la dernière campagne.

La commission centrale existe en permanence ; elle a pour intermédiaire la commission exécutive, chargée d'organiser le mouvement en grand avec la commission des lignes et les employés disposés aux différentes stations.

Pour que la commission des lignes puisse agir efficacement, il importe qu'elle ait entre ses mains tous les fils de cet immense mouvement de transport, afin d'y établir l'unité. L'homme technique et l'officier sont également indispensables dans cette commission. Les commandants d'étape ont une position difficile, et l'on ne doit appeler à ces fonctions que des officiers capables et énergiques.

Un ordre du cabinet prescrivit, du 25 au 29 mai 1866, l'établissement d'une commission mobile exécutive au grand quartier général, et d'une commission des lignes près de chaque commandant d'armée composée de plusieurs corps d'armée. Par suite, il devait y avoir, pour les deux armées, deux commissions des lignes et deux divisions de chemins de fer.

La commission mobile exécutive se composait : d'un major du grand état-major, d'un capitaine et d'un conseiller.

La commission des lignes, pour la première armée, se composait : d'un major et d'un inspecteur de chemins de fer ;

Pour la deuxième armée : d'un lieutenant-colonel et d'un inspecteur supérieur du mouvement.

Une troisième commission des lignes, à Munster, se composait d'un capitaine de cavalerie et d'un inspecteur de chemins de fer. Elle devait agir sur tous les chemins de fer du Rhin et en Saxe.

En Suisse, un règlement spécial, du 20 mai 1867, est en vigueur pour l'emploi des chemins de fer au transport des troupes. La Confédération helvétique et les autorités cantonales peuvent disposer de ces lignes et de leur matériel pour le transport des troupes, des militaires isolés, des chevaux, voitures, bouches à feu, munitions, etc.

Les transports s'effectuent soit par trains ordinaires, soit par trains spéciaux, sur l'ordre des autorités compétentes ou du commandant des troupes.

Dans le cas de trains spéciaux, l'avis du transport militaire doit être donné à temps pour que les moyens de transport soient prêts à la station de départ, en général deux jours au moins avant le départ, sauf les cas d'urgence.

Il faut faire connaître la station de départ, celle de destination, l'effectif en hommes et en chevaux, la nature des troupes, le nombre et l'espèce des hommes.

L'itinéraire déterminé par l'autorité supérieure doit être observé rigoureusement.

Dans le transport des troupes ou du matériel, le comman-

dant s'entend avec le préposé de la station de départ pour déterminer l'époque du chargement, du séjour, la durée du parcours. Un officier expérimenté, accompagné d'une colonne de travailleurs, doit être à cet effet envoyé en avant.

En principe, les convois doivent être composés dans l'ordre suivant : *tender*, *wagons de bagages, wagons de voyageurs, wagons pour chevaux, idem avec rampes transportables*, *idem pour voitures de guerre*.

Au besoin, le mouvement du chemin de fer doit être subordonné aux exigences de la tactique.

Les prix du transport sont réglés de la manière suivante (ordre du 24 décembre 1852) :

	Personnel.		
Troupes, par homme et par lieue		0 fr.	125
Militaires voyageant isolément (par homme et par lieue) :	Première classe	0	250
	Deuxième classe	0	175
	Troisième classe	0	125
	Colis.		
Par quintal et par lieue		0	060
	Chevaux.		
Par cheval et par lieue		0	400
Charge complète du wagon par lieue		2	000
	Voitures chargées ou non chargées.		
Pour deux wagons par lieue		1	250
	Matériel avec trains de marchandises ou mixte.		
Bouches à feu sans affût, par quintal		0	0175
Projectiles, bombes, boulets, —		0	0175
Charge complète du wagon d'au moins 80 quintaux (par quintal)		0	0150
Tout le reste en matériel de guerre		0	0200

L'administration du chemin de fer a plein pouvoir tant que le territoire sur lequel ce chemin est établi ne devient

pas le théâtre de la guerre. Dans ce cas, l'autorité militaire prend la direction, à l'exemple de ce qui a eu lieu lors de la guerre d'Amérique et de l'invasion prussienne en Saxe et en Bohême.

Ainsi, comme il a été dit ci-dessus, le gouvernement de Washington, par décret du 11 février 1862, prit possession de tous les chemins de fer et soumit leur direction à un fonctionnaire militaire.

En Allemagne, toutes les administrations de chemins de fer doivent se soumettre aux demandes de la Confédération en vue de la défense du territoire, et faire toutes les expéditions demandées pour le service militaire.

En Suisse, les dispositions suivantes sont encore à l'état de projet.

En temps de paix, il est établi une commission consultative, composée de cinq délégués des administrations des chemins de fer suisses. Deux ou plusieurs d'entre elles peuvent avoir un seul représentant; mais ce délégué n'a qu'une voix. Chacune a le droit de changer son représentant; mais ce changement doit avoir lieu en deux séances. Il doit être donné au département militaire connaissance de la composition de cette commission.

Elle s'assemble sur la convocation du département militaire, dont le chef en a la présidence. Il choisit un vice-président pour le remplacer en cas d'absence. Il convoque les membres des commissions subordonnées, s'il juge convenable de les consulter pour l'examen de questions spéciales.

La commission consultative a pour mission :

1° De fournir au département militaire de la Confédération

helvétique tous les moyens pour l'emploi des chemins de fer au transport des troupes.

2° D'examiner les questions que lui soumet le département militaire et de lui adresser un rapport sur ces questions ;

3° De faire au département militaire toutes les propositions qui peuvent, en temps de guerre, avoir un résultat utile pour le service des chemins de fer.

Un secrétaire désigné par le département militaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux et de la conservation des archives.

Le département militaire conserve la faculté de s'adresser directement à l'administration des chemins de fer pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires.

Ce département supporte toutes les dépenses provenant de la commission et des sous-commissions.

CHAPITRE II.

Organisation du service en temps de guerre et danger de guerre.

En temps de guerre, une direction centrale est instituée pour tous les chemins de fer suisses.

Elle se compose de cinq membres, Suisses d'origine et choisis dans les diverses administrations de chemins de fer. Un seul membre de la même administration peut en faire partie.

La Confédération détermine l'époque et le lieu où doit se constituer la direction centrale.

Celle-ci reçoit immédiatement du chef d'état-major général les ordres relatifs au service des chemins de fer et lui

adresse ses rapports après avoir pris les mesures nécessaires pour l'exécution de ces ordres.

Cette direction centrale reçoit ses instructions de l'autorité militaire, se met en relation avec les diverses administrations et dirige toutes les branches des services civils et militaires.

En dehors de leur subordination à la direction centrale pour l'exécution des ordres du chef d'état-major général, chaque compagnie conserve son autonomie. Les dépenses de la direction centrale sont supportées par la Confédération.

L'autorité militaire informe la commission centrale du moment où ses fonctions doivent cesser. Celle-ci en donne avis aux compagnies, qui sont indemnisées par la Confédération des pertes qu'elles ont éprouvées par suite de l'exécution des prescriptions de l'autorité militaire.

CHAPITRE III.

Obligations militaires pour les emplois de chemins de fer.

Les employés de chemins de fer sont exemptés du service militaire tant qu'il n'y a pas de piquet de troupes confédérées ni de levée de troupes. Dans le cas de piquet ils sont tenus d'accomplir leurs devoirs militaires comme employés de chemins de fer.

S'ils quittaient leur poste, ils seraient considérés et punis comme déserteurs.

Lorsque les chemins de fer sont subordonnés à la direction centrale, les employés de ces lignes sont soumis aux lois militaires comme les troupes de la Confédération. Ceux qui sont exemptés du service militaire ont, d'après les lois can-

tonales, des taxes militaires à payer; si dans une année il y a eu piquet ou levée de troupes, ils sont exemptés de cette taxe.

On voit que l'organisation n'est pas, en Autriche, appropriée au service des chemins de fer, dans lequel les décisions doivent être prises et exécutées rapidement. Il eût fallu dans le cours de la dernière guerre une volonté de fer et une activité infatigable ; c'est ce qui a manqué.

La France n'a jusqu'à présent employé les voies ferrées que loin du théâtre de la guerre. A-t-elle préparé une organisation dans le sens de celle qui existe en Amérique ou en Prusse ?

L'Amérique a exécuté des faits extraordinaires. Sans les chemins de fer il eût été difficile de mener à bonne fin les opérations de la guerre dans une contrée aussi étendue.

La Prusse suit un système qui tient le milieu entre ceux adoptés en Autriche et en Amérique, mais l'organisation, encore trop compliquée, a besoin d'être simplifiée.

La Suisse doit prendre une décision d'après les modèles qu'elle a sous les yeux.

Divisions des chemins de fer de campagne.

De même qu'on exerce des corps spéciaux de pontonniers à jeter des ponts, de même dans l'organisation actuelle des armées on doit former des divisions de chemins de fer composées d'hommes techniques. On peut suivre à cet effet l'exemple de l'Amérique du Nord et de la Prusse, et l'on peut comprendre que le corps du génie serait insuffisant pour cette destination.

L'ingénieur Basson, d'après l'expérience de la dernière

guerre, propose d'organiser les divisions de chemins de fer de la manière suivante :

1° Former des divisions de constructeurs, machinistes, ingénieurs de télégraphe, contre-maîtres de chemins, charpentiers, serruriers, forgerons, pourvus d'outils et forges de compagnie.

2° D'autres pour le mouvement, composées d'officiers, d'hommes pour occuper les gares, de fonctionnaires d'administration, d'ingénieurs pour construction et mouvement, d'employés des lignes télégraphiques, de constructeurs de locomotives, de chauffeurs, chefs de train, etc.

Un corps ainsi constitué serait d'une grande utilité, surtout s'il recevait en même temps une instruction militaire.

La formation de divisions des chemins de fer de campagne devrait avoir pour complément l'établissement d'un règlement unique. En Suisse, autant il existe de compagnies, autant il y a de règlements différents.

Les signaux diffèrent d'un chemin de fer à un autre pour le nombre, pour la couleur, pour la durée, et cependant de ces signaux dépend la sûreté des convois. Un signal mal donné peut déterminer la plus grande catastrophe.

L'organisation de l'administration des chemins de fer en vue des cas de guerre porte sans doute atteinte à l'autonomie de chaque ligne, mais il doit en être des institutions comme des individus, qui perdent leur indépendance en se soumettant aux lois militaires.

DE LA CAVALERIE

DANS LE PASSÉ ET DANS L'AVENIR [1]

PAR G. D'ANDLAU.
Lieutenant-colonel d'état-major.

DEUXIÈME PARTIE.

De 1829 *à l'époque actuelle.* — Nous venons de laisser notre cavalerie sous l'empire du règlement de 1829, que complètent les prescriptions du service en campagne. Depuis cette époque, aucun changement ne s'est produit dans son organisation, ni dans sa tactique. Des essais ont cependant été tentés en 1842 par le major Itier, qui proposa tout un nouveau système de manœuvres, basé sur la suppression des inversions ; c'était l'idée que l'artillerie avait déjà adoptée pour les évolutions de ses batteries, et que l'Autriche devait s'approprier plus tard pour sa nouvelle tactique, comme nous le verrons plus loin. Une commission fut chargée d'examiner et d'expérimenter sur le terrain les propositions de M. Itier ; après quelques mois d'étude, elle conclut au rejet et au maintien de ce qui existait, et les choses en restèrent là jusqu'à nos jours.

Il faut reconnaître cependant que de grands efforts ont été faits pour l'amélioration de la race chevaline, et qu'on a obtenu les meilleurs résultats ; aujourd'hui, la remonte est à même de verser chaque année dans nos régiments

[1] Voir notre numéro de mars 1869, p. 428.

des chevaux dont les formes et la vitesse ne le cèdent en rien à ceux des autres cavaleries du continent. La France n'est plus dans cette sorte d'infériorité qu'on se plaisait tant à l'étranger à lui reprocher, pour cette partie importante de son matériel de guerre, et elle n'a plus à craindre, de ce côté, d'autre supériorité que celle de la luxueuse cavalerie de la petite armée de la Grande-Bretagne. Il y a eu là un service immense rendu à l'armée tout entière; le mérite n'en doit pas être attribué seulement à l'administration de la guerre, et il serait injuste de ne pas reconnaître ici la part qui doit en revenir à l'administration des haras et aux efforts de l'industrie privée, qui travaille si énergiquement, depuis trente années, à l'introduction du cheval de pur sang comme reproducteur. En même temps que le cheval de guerre s'améliorait, on s'occupait d'en perfectionner le harnachement et l'équipement; la légèreté unie à la solidité semblaient devoir être les deux conditions essentielles des modifications à faire. Il n'en a pas été ainsi malheureusement, et ce difficile problème, qui n'a pas été résolu, est encore aujourd'hui l'une des grandes préoccupations du comité de la cavalerie. On a changé également la méthode de dressage des jeunes chevaux, et on a pu, par l'application de nouveaux principes, les mettre plus vite à même d'entrer dans les rangs. L'instruction première des cavaliers était développée en même temps par un travail individuel, qui donne à nos hommes une confiance et une initiative qu'ils ne pouvaient acquérir dans les leçons de l'école du cavalier. C'est au dernier ministre de la guerre, au maréchal Randon, qu'on est redevable de ces mesures encore toutes récentes. Il y a donc eu

de véritables progrès réalisés dans les détails, comme dans les conditions mêmes de vitalité de l'arme; il resterait à les pousser plus loin et à les mettre en harmonie avec les conditions nouvelles de la guerre et surtout du combat.

Pour bien apprécier l'emploi qui a été donné à notre cavalerie dans cette dernière période, le rôle qu'elle a joué, il nous faudrait suivre le cours des événements, comme nous l'avons fait pour les époques antérieures, et en déduire des applications pratiques sur le terrain des principes qui semblent avoir servi de règle générale. Notre histoire militaire est assez riche en souvenirs, en faits d'armes, pour que nous puissions y trouver tout à la fois une satisfaction d'amour-propre et un enseignement utile. Les campagnes d'Afrique, celles de Chine, du Mexique, nous montrent notre cavalerie active, entreprenante, bravant les fatigues et les rigueurs du climat, ne se laissant jamais arrêter par le nombre; mais l'ennemi qu'elle a à combattre, tout redoutable qu'il peut être, n'a rien des qualités des armées régulières de l'Europe; notre tactique nous donne une supériorité telle, que quelques escadrons suffisent presque toujours pour disperser les masses confuses qu'ils trouvent devant eux; il y a de grandes leçons à y prendre, mais à un point de vue différent de celui qui nous occupe.

La France soutient deux grandes guerres en Europe; l'une n'est qu'un long siége, et la cavalerie, qui ne peut y prendre part, en est réduite à un simple service d'avant-postes. Dans l'autre, la nature du terrain, le sol coupé de la Lombardie, la richesse de la végétation, entravent partout sa marche. Le jour du combat arrive, et, là encore, elle est enchaînée par

le rôle passif qu'on lui impose, mais dont il faut savoir lui tenir compte ; elle ferme la trouée de notre ligne de bataille à Solférino et maintient les communications entre le corps du maréchal Mac-Mahon et celui du maréchal Niel. Les charges isolées de quelques-uns de ses régiments ou de ses brigades n'ont pas d'influence décisive sur les résultats de la journée ; son action est donc à peu près nulle au milieu de ces grands efforts de l'infanterie et de l'artillerie, et nous n'avons aucun enseignement à en tirer. Mais depuis cette époque, dans les années les plus rapprochées de nous, d'autres faits militaires sont venus appeler l'attention de tous. A côté du canon rayé que nous avions inauguré en Italie, on voit apparaître sur les champs de bataille les armes nouvelles, avec tous les moyens d'action que la vapeur et l'électricité mettent au service des armées. Les différentes armes sont forcées de modifier leur manière de combattre, et il s'agit de définir ici le rôle que la cavalerie aura à remplir dans les nouvelles combinaisons de la guerre, puisqu'elle ne peut rester en dehors de ce mouvement général. On est ainsi conduit à examiner les derniers événements, à en détacher les faits les plus saillants relatifs à cette arme, et à déduire de l'expérience du passé comme des nécessités du moment la conclusion qui fait le sujet de cette étude.

Guerre de la sécession. — Reportons-nous donc d'abord en Amérique, sur ce théâtre de guerre tout nouveau, où la cavalerie va se mouvoir dans des espaces immenses, au milieu de pays inhabités, dans des conditions bien différentes de tout ce qui rappelle les luttes européennes. Une scission, ou une *sécession*, puisque le mot est consacré, se fait dans la

grande république des États-Unis, entre les États du Nord et ceux du Sud ; un nouveau gouvernement se forme à Richmond, en opposition avec celui de Washington, et la guerre civile s'allume. La république américaine n'avait alors qu'une armée permanente peu nombreuse; tout entiers à leurs grands intérêts commerciaux, les hommes du Nord prisaient peu le service militaire et en laissaient généralement les charges et les honneurs aux planteurs du Sud, qui fournissaient à l'Académie militaire de West-Point la plus grande partie de ses élèves. Aussi, quand les hostilités éclatent, la plupart des officiers prennent-ils parti pour le Sud, leur patrie ; l'armée se divise, se désorganise, et il faut presque tout créer dans les deux pays. Mais au Sud, les éléments abondent, les officiers sont prêts; dans le Nord, au contraire, ils sont peu nombreux, et c'est à coups de dollars et d'hommes qu'on devra suppléer à cette infériorité très-marquée dans les débuts. On y pensait qu'une petite armée suffirait pour réduire les rebelles et qu'elle coûterait peu d'argent; le Congrès se montra donc d'abord fort parcimonieux, habitué qu'il était à n'accorder que des subsides insignifiants à son ministre de la guerre.

L'organisation de la cavalerie se ressentit de cette économie du budget; elle fut d'autant moins nombreuse, qu'elle coûtait plus cher à créer et qu'elle manquait à la fois d'éléments, de traditions et d'officiers. C'est une arme qui ne s'improvise pas, et il se produisit là quelque chose d'analogue à ce qui se passa chez nous dans les premières guerres de la République.

Organisation de la cavalerie dans les armées du Nord et du Sud. — Dans chaque armée, la cavalerie fédérale était en

grande partie attachée aux corps d'infanterie; mais elle était tout entière sous les ordres d'un commandant en chef, qui maintenait une réserve près de lui. Dans l'armée du nord du Potomac, pendant la deuxième campagne de 1862, la cavalerie était sous les ordres de Stoneman et comprenait deux régiments environ auprès de chaque corps, plus une réserve de deux brigades. Elle ne savait pas manœuvrer ou manœuvrait mal, et jamais sur le champ de bataille; elle se contentait de charger en fourrageurs et de pousser quelques pointes hardies sur le terrain occupé par l'ennemi. Elle eut peu de succès au début et fut presque entièrement détruite la seconde année, dans une charge maladroitement conduite, à cette longue bataille dite *des Sept jours*, qui se livra autour de Richmond et sur les bords du Chichkahominy.

Avec les premiers revers, l'orgueil et le patriotisme grandissent dans le Nord; on veut la victoire à tout prix, et l'on ne connaît plus de bornes aux dépenses. Tous les moyens d'action sont mis en œuvre : pièces rayées ou se chargeant par la culasse, fusils à répétition, carabines-revolvers, fusils à culasse mobile, transports, voitures, télégraphes et signaux; la cavalerie est réorganisée; son armement, son équipement sont modifiés; elle devient l'arme de prédilection pour laquelle on ne saurait trop faire de sacrifices. Son effectif grossit de jour en jour, et le Nord applaudit, parce qu'il se croit désormais à l'abri des pointes hardies que les escadrons du Sud ont poussées jusque sous les murs de Washington.

En 1863, cette même armée du Potomac comptait déjà 8 000 à 10 000 chevaux répartis en divisions indépendantes, mais attachées le plus souvent à l'infanterie. Cette cavalerie

eut à sa tête, comme commandants en chef, d'abord Stoneman, puis le général Pleasanton; le principe de l'unité de commandement y fut maintenu jusqu'à la fin des hostilités.

A mesure que les ressources du Nord augmentent, que le théâtre de la guerre s'étend, la cavalerie prend de plus grandes proportions, et dans l'année qui termine cette lutte gigantesque, en 1865, on ne voit pas moins de 35 000 cavaliers, formant des divisions de 4 000 à 5 000 hommes dans les différentes armées que le Nord a mises en mouvement.

Au Sud, l'organisation est la même : un officier général a sous ses ordres toute la cavalerie, qui ne possède pas, du reste, de qualités plus manœuvrières que celle qui lui est opposée. Mais elle est plus hardie, plus entreprenante au début, et c'est elle qui ouvre la série de ces courses hardies en territoire ennemi qu'on a désignées sous le nom de *raids*, et qu'il faut étudier comme des exemples à suivre dans l'avenir.

Raid du général Stuart. — A l'automne de la deuxième campagne, en 1862, les armées ennemies luttaient encore sur les rives du Potomac, dont la possession assurait l'indépendance ou la chute de Washington. Après des alternatives de succès et de revers, Mac-Clellan, qui commande l'armée fédérale, gagne la bataille d'Antietam et de Harpers-Ferry et pousse ses avant-postes sur la rive droite du fleuve. Lee, qui est à la tête des confédérés, évacue ses positions du Potomac et se retire plus en arrière, dans la vallée du Rappahannock.

C'est alors que le général Stuart, qui commande la cavalerie du Sud, entreprend, sur les flancs et les derrières de l'armée fédérale, une rapide incursion, dont le but est d'enlever les

convois, de détruire les lignes ferrées, de faire en un mot le plus de mal possible. (Voir le croquis n° 1.)

Il se porte sur le Potomac le 10 octobre, avec 2 000 cavaliers et une batterie d'artillerie à cheval, en tournant l'extrême droite des positions de Mac-Clellan ; il franchit le fleuve au gué de Coys-Creck, enlève quelques avant-postes, refoule les autres et change souvent de direction pour dérober sa marche à l'ennemi et le laisser dans l'indécision sur ses projets. On le croyait le long du Potomac, tandis qu'il s'était avancé par Mercesburg jusqu'à Chambersburg, en Pensylvanie, où il détruisait les magasins et le chemin de fer qui va de Mittleburg à Harrisburg et à New-York.

Convaincu que Stuart n'osera pas s'avancer dans l'intérieur du pays, qu'il ne peut s'écarter du Potomac et qu'il sera bien vite contraint de le repasser, Mac-Clellan envoie une partie de la cavalerie à sa poursuite et fait prendre au reste une position centrale telle, qu'elle puisse se porter rapidement dans toutes les directions pour couper la retraite aux confédérés. Des troupes d'infanterie sont échelonnées en même temps le long du fleuve et du chemin de fer de l'Ohio, pour appuyer les mouvements de la cavalerie. Mais Stuart a compris à l'avance qu'il ne pourra revenir par la même route, et, déroutant les prévisions de ses adversaires, il change de direction d'abord à l'est, puis au sud. Le 11 octobre, il se porte sur Gettysburg, où il détruit la voie ferrée de Baltimore à Philadelphie, passe à Emmetsburg et atteint la ville de Frederik et le chemin de fer de l'Ohio, dont il enlève une partie des rails et coupe les fils télégraphiques. Le 12, il continue sa marche vers le sud, par Barnesville et Poolesville, semant

le Chichkahominy au pont de Meadow et atteignit le Pomunkey qu'il traversa sur un bac, suivi de près par la cavalerie confédérée qu'on avait lancée à sa poursuite, dès que la vérité s'était faite sur sa situation. Mais la retraite sur Thompson-Cross lui est fermée ; il prend immédiatement son parti et franchit le Mattapony, descend le Pomunkey et va rejoindre à Yorktown l'armée de Buttler qui menace Richmond par le sud, ayant fait ainsi 400 kilomètres en dix jours.

En même temps qu'il faisait poursuivre Kilpatrick, Lee donnait l'ordre à Stuart de marcher avec toute sa cavalerie contre Stoneman, et il faisait appuyer son mouvement par de forts détachements d'infanterie et d'artillerie. Le général Hooker, qui a remplacé Mac-Clellan à la tête de l'armée fédérale, est prévenu à temps des dispositions de l'ennemi ; il ne veut pas encore engager sa cavalerie contre celle des confédérés et il prescrit à Stoneman de rentrer dans sa position de Warrenton. Les divisions Gregg et Buford se retirent par la même direction, séparées de la brigade Kilpatrick que la nécessité a conduite à l'armée du sud ; elles sont rejointes en route par la division Averill, et le corps entier de Stoneman repasse le Rappahannock, après s'être maintenu en pays ennemi pendant onze jours, du 27 avril au 8 mai 1863, sans avoir éprouvé de pertes sensibles dans les petits engagements qu'il avait eus.

Raids du général Morgan. — On pourrait citer encore plusieurs autres entreprises de la même nature ; parmi les plus remarquables, on doit mettre en premier rang celles que fit le général confédéré Morgan dans les États du Tennessee, du Kentucky et de l'Ohio. Son premier raid entrepris avec

900 hommes à peine armés, dura vingt-quatre jours, pendant lesquels il parcourut 1 000 kilomètres environ ; il rentra sans avoir eu d'engagement sérieux, ayant pris dix-sept villes et détruit, pour plus de 40 millions de dollars, de magasins, de matériel et de chemins de fer.

Il se servit habilement dans cette course du télégraphe, y installant ses officiers, recevant les dépêches de l'ennemi et lui en envoyant de fausses pour le dérouter sur la direction de sa marche.

Le *raid* qu'il fit l'année suivante, en 1863, à peu près sur le même terrain, fut moins heureux. Cerné par les fédéraux de trois côtés différents, il est acculé à l'Ohio qu'il franchit ; poursuivi de l'autre côté du fleuve, il est enfin entouré par des forces supérieures ; sa troupe est détruite en partie, le reste met bas les armes et lui-même est fait prisonnier. Sa marche avait été plus rapide encore que dans le *raid* précédent ; il avait fait quelquefois jusqu'à 100 kilomètres par jour, pour se dérober à la poursuite des fédéraux.

Rôle de la cavalerie américaine. — La cavalerie avec quelques bouches à feu prenait seule part à ces opérations ; autant ici son rôle était brillant, autant il s'effaçait sur les champs de bataille ; sachant à peine manœuvrer, il était difficile de la faire entrer dans les combinaisons tactiques. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que, dans cette guerre, les Américains développèrent sur une grande échelle l'emploi de la fortification passagère, et que la plupart de leurs batailles se résumaient dans des attaques de positions, défendues soit par des obstacles naturels, soit par des lignes ou des retranchements. La cavalerie leur devenait ainsi à peu près inutile,

et on la voit le plus souvent loin du combat, occupée à des opérations isolées sur les flancs ou les derrières de l'ennemi; elle y assistait cependant quelquefois et y prenait part. Elle se plaçait alors généralement sur les ailes, en arrière des masses d'artillerie, qui appuyaient toujours les premières lignes d'infanterie. Elle était destinée à agir sur le flanc ou à poursuivre l'ennemi; rarement on la faisait charger contre l'infanterie en position. Le fameux Stuart le tenta une fois, à la bataille de Frédéricsburg contre la division Doubleday de l'armée de Burnside, mais sans succès.

Dans les marches, au milieu des immenses plaines qui servaient de théâtre d'opérations, les armées américaines s'avançaient habituellement en trois colonnes parallèles, l'aile droite, le centre, l'aile gauche. La cavalerie se répartissait à peu près également en avant des deux ailes et les précédait.

La destination qu'on donnait de préférence à la cavalerie américaine avait dû nécessairement modifier les idées sur l'emploi qui devait en être fait. Ne la considérant plus comme un élément d'action sur le champ de bataille, on voulut en faire une sorte de corps mobile, agissant au loin et isolément, et trouvant en lui-même toutes les ressources nécessaires pour parer aux différentes éventualités; il fallait, en un mot, que ce corps renfermât de l'infanterie pour combattre celle de l'ennemi ou enlever une position, de la cavalerie et de l'artillerie. L'introduction des armes se chargeant par la culasse sembla donner la solution de ce difficile problème; et dès les dernières années de la guerre, en 1864 et 1865, nous voyons cette cavalerie armée de la carabine Spencer, arme à répétition qui permettait de tirer

huit coups ; un régiment d'élite reçut même la carabine Henry, à quinze coups ; enfin un revolver à sept coups complétait ce formidable armement. Ainsi équipés, munis d'une nombreuse artillerie, ces corps de cavalerie pouvaient se suffire en toutes occasions, et c'est ainsi que Sherman put entreprendre ses grandes opérations tournantes jusqu'à l'Atlantique, et plus tard autour de Richmond. Ce n'est plus la cavalerie telle que nous l'avons vue jusqu'ici ; elle devient une sorte d'infanterie rapide destinée aux petites opérations de la guerre. Ne peut-on pas conclure de cette destination nouvelle, que les Américains ont compris toutes les difficultés qu'elle trouverait sur un champ de bataille, en présence des pièces rayées et de ces nouveaux fusils, à jet presque continu ? Leur artillerie, ils la placent à de telles distances qu'elle n'a à craindre que le boulet ; leur infanterie, ils la masquent dans un fossé, derrière le moindre épaulement ; mais que faire de la cavalerie ? comment la soustraire aux coups qui peuvent la menacer et l'atteindre de toutes parts ? Ils croient résoudre la difficulté, en l'éloignant du combat.

Campagne de 1866 *en Bohême.* — Nous arrivons maintenant aux derniers événements militaires de l'époque actuelle, à cette campagne de 1866 dont les résultats firent une telle impression, que tous les États de l'Europe se crurent obligés de modifier leur système militaire en même temps que leur armement. En examinant les faits au point de vue de la cavalerie, on y trouve d'importantes remarques à faire sur l'organisation et la répartition de cette arme comme sur sa manière de combattre. Ce ne sont plus de grosses masses

qui vont agir et décider le succès comme dans les guerres du premier Empire : chez les Prussiens, des régiments, des brigades s'engagent isolément pour concourir à une action commune avec les troupes auxquelles elles sont attachées. Quant aux Autrichiens, ils ont bien conservé l'ancienne organisation en divisions ; mais ces divisions restent à la disposition du général en chef et n'agissent pas simultanément. Tels sont les principes généraux qui semblent réglementer dans les deux armées le dispositif et l'emploi de la cavalerie. Voici quelle en était l'organisation :

Organisation de la cavalerie des deux armées. — Les forces prussiennes qui envahissent la Bohême constituaient, au début, trois masses distinctes ainsi réparties : l'armée de l'Elbe et la première armée, qui entrent par le Nord, venant de la Saxe et de la Lusace, et qui se réunissent bientôt à Munchengrätz et Gitschin, pour ne plus former qu'une seule armée dite *première armée* ; puis la deuxième armée, qui vient de la Silésie et pénètre en Bohême par les défilés de Trautenau, Braunau et Nachod. Ces armées se composaient d'un certain nombre de corps d'armée constitués ou de divisions d'infanterie détachées d'autres corps.

A chaque division est adjoint un régiment de cavalerie.

Dans la première armée, le 2e corps a seul une brigade de cavalerie, outre ses régiments divisionnaires.

La réserve y est formée d'un corps de cavalerie de 2 divisions, formant 5 brigades.

Dans la deuxième armée, tous les corps ont une réserve de cavalerie, à l'exception du 5e.

Au corps de la garde est une brigade de cavalerie de la garde.

Au 1er corps, une brigade de la ligne.

Au 6e, un seul régiment.

Comme réserve générale, une division mixte de 3 brigades : la 1re de cuirassiers, la 2e de cavalerie légère, la 3e de régiments de landwehr.

Il ne faudrait pas croire que la différence de cette répartition entre les deux armées n'eût pas été calculée à l'avance ; l'état-major prussien avait apprécié de longue date les difficultés de la marche du prince royal à travers trois défilés éloignés les uns des autres ; ses colonnes devaient se trouver isolées jusqu'à leur réunion, et on avait voulu donner à chacune d'elles tous les éléments de résistance et de succès. A la première armée, au contraire, la voie était toute tracée ; dès ses premières étapes, elle se trouvait concentrée dans le bassin de l'Elbe ; la cavalerie pouvait y être plus réunie sans inconvénients.

Dans l'armée autrichienne, un seul régiment est attaché à chaque corps d'armée ; le reste de la cavalerie forme 5 divisions : 2 de cavalerie légère, 3 de grosse cavalerie, auxquelles il faut ajouter encore la cavalerie saxonne, qui marche avec sa petite armée.

Si l'on admet que le général en chef puisse détacher à temps des régiments ou des brigades près des corps d'armée engagés, il n'y a que peu d'objections à faire contre la répartition adoptée par l'Autriche, et, en effet, au début de la campagne, nous voyons la 1re division de cavalerie légère marcher avec le 1er corps, qui est chargé d'arrêter le prince Frédéric-Charles. Mais si les mouvements sont décousus, les troupes engagées isolément et inopinément, alors

se fait sentir tout le vice d'une semblable organisation. Les divisions sont forcément cantonnées sur des points différents pour pouvoir vivre, elles sont éloignées des corps qui combattent et qu'elles ne peuvent soutenir, les ordres leur arrivent mal ou trop tard, et, pendant ce temps perdu, la défaite est consommée. Et c'est ainsi que les choses se sont passées dans la plupart des combats qui ont été livrés contre la deuxième armée, à Trautenau, à Burgersdorf, à Sorr, etc.

Combats avant Sadowa. — Dans toutes les affaires qui précèdent la grande journée de Sadowa, on voit des combats partiels de cavalerie, mais pas un engagement sérieux de grosses masses. A Müchengrätz, à Gitschin, où le prince Frédéric-Charles a devant lui le corps de Clam-Gallas, qui, réuni aux Saxons, ne compte pas moins de 60 000 hommes, la cavalerie n'entre que pour peu de chose dans le succès ; il n'y a même pas de poursuite pour compléter la victoire, pas de tentative pour établir les communications avec la deuxième armée.

La cavalerie autrichienne ne se montre pas plus entreprenante : dès les premiers engagements, elle a essuyé le feu de l'infanterie ennemie et elle semble redouter de s'attaquer de nouveau à ses terribles armes ; sa situation se comprend mieux que celle de la cavalerie prussienne, qui n'a pas le même danger à craindre. Mais ajoutons, pour être justes, que, dans tous ces petits engagements, les escadrons prussiens sont menés avec une vigueur, une énergie remarquables.

Nachod-Skalitz. — A Nachod, deux escadrons de dragons se forment rapidement, devant le 6e corps autrichien, en colonne par pelotons dans chaque escadron (c'est la colonne d'esca-

dron) et se maintiennent ainsi sous le feu de son artillerie; ils se déploient ensuite instantanément et s'élancent bravement sur les colonnes du général Ramming, pour laisser à la 1re division de Steinmetz le temps de se déployer et de sortir du défilé. Et quelles étaient ces premières colonnes autrichiennes? La brigade de cuirassiers du prince de Solms, la seule que Benedek eût détachée pour arrêter la marche du prince royal. Les deux escadrons prussiens n'ont pas hésité à charger à fond cette cavalerie, dont ils percent la première ligne; ramenés, ils recommencent de nouvelles attaques et arrêtent les Autrichiens par leur audace, jusqu'au moment où l'infanterie vient les dégager.

Le lendemain, au combat de Skalitz, cette même brigade de cuirassiers prend à revers les troupes de Steinmetz, qui veulent tourner la gauche des Autrichiens. L'infanterie prussienne fait demi-tour et reçoit déployée cette cavalerie qui tourbillonne sous les feux des fusils à aiguille. Un régiment de uhlans veut profiter du désordre pour charger la réserve de la brigade de Solms, mais il est ramené à son tour.

L'insuccès de la charge des cuirassiers n'aurait pas suffi pour assurer la réussite du mouvement de Steinmetz; cet honneur était réservé à la brigade de grosse cavalerie de la garde que le prince de Wurtemberg avait envoyée à la hâte de Braunau au secours du 5e corps. Elle arrive avec son artillerie et se forme à l'extrême droite, menaçant l'aile gauche des Autrichiens; rien que sa présence arrête toute tentative de résistance, la retraite est ordonnée et Steinmetz reste maître du défilé par lequel vont déboucher après lui le 6e corps et la cavalerie de la deuxième armée.

Ce fait mérite d'être remarqué, parce qu'il montre sous un jour nouveau les services que pourra quelquefois rendre la cavalerie ; il l'a, du reste, été beaucoup en Allemagne et on le voit cité dans presque toutes les brochures qu'ont enfantées depuis deux ans les discussions relatives à la cavalerie. Les Autrichiens doivent regretter de ne pas l'avoir apprécié de suite à sa juste valeur ; peut-être eussent-ils pu profiter de l'expérience acquise, dans cette journée si fatale pour eux où nous allons voir toute leur cavalerie immobilisée derrière les lignes d'infanterie.

Bataille de Sadowa. — Nous n'avons pas à entrer ici dans le détail de la bataille de Sadowa : ce serait nous écarter du sujet qui nous occupe. Mais il faut essayer d'en dégager tout ce qui a trait à la cavalerie ; sa composition est connue ; voyons comment elle était répartie sur le champ de bataille. (Voir le croquis n° 3.)

L'armée autrichienne a devant elle la petite rivière de la Bistritz ; elle forme un vaste demi-cercle autour de Königgrätz, ayant sa droite à Masloved, sa gauche à Nieder-Prim et Problus, avec le 2e corps et les troupes saxonnes ; le reste de l'infanterie occupe le centre de la position, que coupe la grande route de Königgrätz à Gitschin ; les réserves sont placées en arrière, autour de Chlum, de Rosberitz et de Wsestar.

A l'extrême gauche se trouvent la cavalerie saxonne et la 1re division de cavalerie légère du général Edelsheim, avec mission de couvrir le flanc de l'armée ainsi que les lignes de retraite sur Königgratz et Pardubitz et de s'opposer au débouché des Prussiens par le pont de Nechanitz. A l'extrême droite, entre Sendrasitz et Lochenitz, surveillant le cours de

la Trotinka et les ponts de l'Elbe, est placée la 2e division de cavalerie légère du prince de La Tour et Taxis. Les trois divisions de grosse cavalerie sont en arrière du centre, ainsi disposées : la 1re (prince de Schleswig-Holstein), entre Chlum et Smeti ; la 2e (Zaïtsek), en dernière ligne et sur la gauche de la route ; la 3e (comte Coudenhove), plus en avant, derrière le 10e corps du général Gablentz, qui défend les hauteurs de Langenhof et qu'elle doit appuyer au besoin.

Du côté des Prussiens, la 1re armée comprend, comme nous l'avons vu, l'armée du prince Frédéric-Charles et celle de l'Elbe du général Herwarth ; elle est seule en position en face des Autrichiens, sa droite à Nechanitz, formée par l'armée de l'Elbe, sa gauche à Benatek ; le centre doit forcer le passage de la Bistritz à Sadowa et attaquer les hauteurs qui s'élèvent jusqu'à Chlum. C'est ici que l'action sera engagée par le 2e corps, en arrière duquel est placée, sur la rive droite de la Bistritz, sa brigade de réserve de cavalerie commandée par le général de Goltz. Le corps de cavalerie du prince Albert avait été porté le matin sur la droite, dans la direction de Sucha ; mais, aux premiers coups de canon, on le rapproche et on le place à droite et à gauche de la route, près de Dub, en arrière du centre. Ce corps comprenait deux divisions : l'une commandée par le général Alvensleben, l'autre par le général Hann.

Quant à la cavalerie de la 2e armée, il n'en était pas encore question ; les réserves des corps et les régiments divisionnaires précédaient les colonnes d'infanterie auxquelles ils étaient attachés, dans les directions que le prince royal leur avait indiquées, pour se porter le plus rapidement possible

sur le flanc droit de l'armée de Benedek. La division de réserve du général Hartmann seule n'avait pu recevoir à temps les instructions du commandant de la 2e armée; elle s'était mise en marche dès la pointe du jour, dans la direction d'Horsitz, et le contre-ordre lui arriva trop tard pour qu'elle pût arriver dans la journée sur le théâtre du combat. Tel était l'ensemble des dispositions prises par la cavalerie dans les deux armées, au moment où le roi de Prusse se décida à donner le signal de l'attaque.

A peine l'action est-elle engagée, que la brigade Goltz est envoyée à la droite pour soutenir les divisions du général Herwarth; elle est bientôt rappelée derrière le corps auquel elle appartient et qui trouve devant lui une sérieuse résistance.

A ce moment, l'une des divisions du corps de cavalerie, la division Alvensleben, se porte très en arrière de ces mêmes divisions du général Herwarth et va y rester inactive une grande partie de la journée.

La relation officielle de l'état-major prussien attribue ce mouvement à une erreur, à un ordre mal compris par le prince Albert; elle le déplore amèrement, parce qu'il prive le roi d'une partie de sa cavalerie au moment décisif, et elle cherche à expliquer ainsi le peu de succès qu'eut la poursuite.

A la droite, les Prussiens dirigent leurs attaques contre l'aile droite des Saxons, pour les séparer de l'armée autrichienne. Mais la cavalerie saxonne et la division légère d'Edelsheim menacent leur propre flanc, qui n'est pas couvert, et les arrêtent dans leur mouvement, ce qui permet

aux Saxons de se concentrer en bon ordre autour de Problus. Cette cavalerie se borne, du reste, à des démonstrations; le feu de l'artillerie la maintient à une grande distance.

Nous savons la résistance que la 1re armée trouva dans ses attaques; tous ses efforts avaient été inutiles, toutes ses réserves étaient engagées, quand apparurent à la gauche les têtes des colonnes du prince royal. Ce furent, d'un côté, la 1re division de la garde du général Hiller; de l'autre, le 6e corps, tous deux précédés de leur cavalerie.

Ici se reproduisent des combats partiels semblables à ceux qui se sont livrés aux débouchés de la Silésie, soit contre l'infanterie, soit de cavalerie à cavalerie.

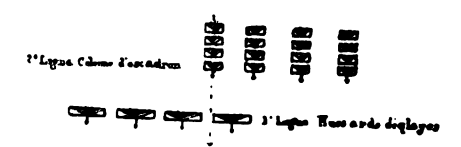
A Racitz, un régiment de hussards, qui forme l'avant-garde, met pied à terre pour attaquer le village, quand l'infanterie du 6e corps arrive et l'emporte.

Plus loin, ce sont des escadrons de uhlans et de dragons qui chargent des bataillons autrichiens déjà mis en désordre; mais ils sont repoussés. Une autre charge, que dirige le général Hiller contre un carré autrichien, n'a pas plus de succès.

La garde prussienne a marché droit devant elle, presque sans rencontrer d'obstacle, à l'abri des hauteurs et de la fumée. Ce n'est que quand elle approche de Smeti que la 1re division de grosse cavalerie autrichienne l'aperçoit et se porte au-devant d'elle, en colonne double par brigade. La division Hiller, à son approche, se déploie au lieu de se former en carrés et la reçoit avec un feu des plus soutenus; les escadrons se dispersent et vont se rallier au loin, entre Chlum et Smeti.

Quant à la 2e division autrichienne de cavalerie légère, qui

était la plus avancée sur la droite, elle a tenté d'arrêter une brigade de cavalerie qui menace de la couper de sa ligne de retraite. Le lieutenant-colonel de Wichmann, qui commande cette brigade, composée de deux régiments, l'un de hussards, l'autre de dragons, déploie ses hussards en première ligne et place les dragons en arrière de la gauche, en colonnes d'escadrons à distance entière.



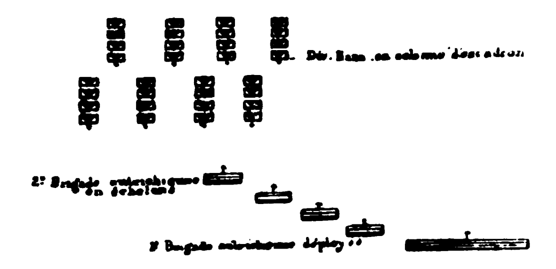
Il commet la faute de ne pas faire reconnaître le terrain et quand il lance son premier régiment, il le voit tomber dans une sorte de ravin, où il est entièrement détruit avant que les dragons aient même eu le temps de le secourir. Après ce succès, la division autrichienne, qui craint pour les ponts de l'Elbe qu'elle a mission de garder, s'y porte et franchit le fleuve.

Toute la cavalerie de la 2e armée se trouve ainsi à peu près réunie, à l'exception de la division de réserve, que nous avons vue trop éloignée du champ de bataille; elle se place entre les corps d'infanterie, pour les relier entre eux et maintenir les communications avec la gauche de la 1re armée.

C'est à ce moment que Benedek se décide à donner l'ordre de la retraite; il la fait couvrir par sa cavalerie, qui va enfin entrer en action, et montrer par son énergie ce qu'on aurait pu en obtenir.

Dès que les Prussiens voient ce mouvement se prononcer, la

cavalerie de la 1re armée reçoit l'ordre de se porter en avant; mais elle ne peut avancer que lentement, parce qu'il n'y a pas de ponts sur la Bistritz. Au centre, il ne reste du corps de réserve que la division du général Hann, qui arrive la première, précédée de la cavalerie divisionnaire et formée sur deux lignes, en colonnes d'escadrons. Elle atteint l'infanterie ennemie déjà en déroute, disperse tout ce qui résiste et enlève les batteries[1], quand la 1re division de grosse cavalerie du prince de Schleswig-Holstein s'avance contre elle en bon ordre, sa première brigade déployée formant la droite, la deuxième en échelon à gauche.

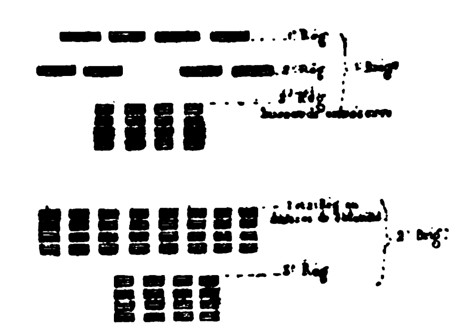


La cavalerie prussienne se déploie aussitôt; mais elle est chargée et refoulée au loin, jusque sur les rives de la Bistritz.

Au même moment, la 3e division autrichienne du général Coudenhove se dirigeait sur la division Alvensleben, qui avait passé la Bistritz à Nechanitz et qui arrivait aussi sur le terrain; un combat s'engage, dans lequel les Prussiens ne sont guère plus heureux. La formation de la division

[1] Le rapport prussien parle de carrés, mais cela n'est pas très-prouvé.

Coudenhove, au moment de charger, mérite d'être remarquée.



La brigade autrichienne de grosse cavalerie se compose de deux régiments de l'arme et d'un troisième de cavalerie légère; la division, forte de 2 brigades, comprenait donc 6 régiments : 4 de grosse cavalerie, 2 de cavalerie légère. La 1re brigade avait, en première ligne, un régiment déployé; en deuxième ligne, l'autre régiment de grosse cavalerie, ses divisions débordant les flancs du 1er régiment; en troisième ligne, et comme réserve, un régiment de hussards formé en masse.

La 2e brigade suivait la 1re et était tout entière en masse, comme le régiment léger de la 1re brigade, les deux régiments de grosse cavalerie sur la même ligne, en arrière leur régiment léger.

La 2e division du général Zaïtsek avait été envoyée au secours des Saxons et de la cavalerie légère d'Edelsheim avec lesquels elle se retira en bon ordre dans la direction de Pardubitz.

Bien que repoussée dans ses premières attaques, la cavalerie prussienne n'en est pas moins réunie alors tout

entière sur le champ de bataille, et il semblerait qu'elle dût redoubler d'efforts pour presser la poursuite. Mais l'attitude énergique de la cavalerie ennemie a diminué son ardeur; grâce à cette résistance, l'infanterie autrichienne s'est mise hors d'atteinte derrière l'Elbe; les ponts sont défendus, l'artillerie autrichienne, qui rivalise avec la cavalerie, tient à distance les escadrons ennemis; le roi pense que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de pousser plus en avant, et l'ordre est donné à la cavalerie prussienne d'arrêter son mouvement.

Réflexions sur la campagne de 1866. — Tel est à peu près l'ensemble de la bataille de Sadowa, si on l'examine au point de vue où nous nous sommes placés; il y a là une étude bien faite pour donner lieu à de sérieuses critiques, pour inspirer de justes réflexions; qu'il nous soit permis de livrer à l'appréciation de nos lecteurs celles qui nous ont paru ressortir le plus clairement des événements pris en eux-mêmes et des nombreux écrits publiés sur ce sujet.

Dans les premiers jours de la campagne, en Saxe, la brigade Bismark est chargée de maintenir les communications entre la 1re armée et l'armée de l'Elbe; de Bautzen, elle va à la frontière de Bohême, remonte sur Dresde où elle trouve le général Herwarth et rentre à la 1re armée, après quatre jours de marche dans lesquels elle a fait plus de 60 lieues. C'était là un brillant début; mais depuis l'entrée en Bohême, rien de semblable; on voit la cavalerie précéder ou suivre pas à pas l'infanterie; quant au corps de cavalerie du prince Frédéric-Charles, que fait-il? On ne sent son action nulle part, quand il semblait si bien destiné à relier la 2e armée, à

faciliter sa concentration ou à rejeter le corps de Clam-Gallas en dehors de ses lignes de retraite.

A Sadowa, ce même corps est subdivisé dès le commencement de l'action et l'une de ses divisions prend une position qui n'a pas de raison d'être ; c'est une erreur, dit-on : soit, mais c'est une excuse sans grande valeur, quand il s'agit de juger un événement. Pourquoi ne s'en sert-on pas pour faire diversion à l'attaque principale et forcer l'ennemi à porter ainsi sur d'autres points des forces qui affaibliront sa résistance? A une heure, la 1re armée est à peu près battue ; on sait que le roi a hésité un moment à donner l'ordre de la retraite, et cependant sa cavalerie n'a encore agi nulle part ; elle est partout en réserve, elle n'appuiera même pas l'arrivée des têtes de colonnes du prince royal, et ce n'est qu'au moment où les Autrichiens se replieront qu'on lui donnera enfin l'ordre d'agir.

A la 2e armée, au contraire, la cavalerie est employée partout de la façon la plus intelligente et la plus vigoureuse ; nous l'avons vue assurer le débouché des défilés et se multiplier sur le champ de bataille par petites masses, par régiments ou par brigades. Il n'y a qu'une direction générale, un but, indiqués par le commandant en chef, et chacun s'y conforme, usant de son initiative individuelle pour concourir au même résultat. Malgré ses efforts, elle échoue toutes les fois qu'elle veut s'attaquer à de l'infanterie, celle-ci fût-elle même déjà ébranlée. Faut-il en conclure que les progrès du tir, la justesse du fusil rayé suffisaient seuls à arrêter une charge? Que serait-ce donc aujourd'hui avec les nouvelles armes?

La poursuite est menée mollement et sans ordre ; les bri-

gades, les divisions s'égarent sur des directions différentes; il y a loin de là à la vigueur que nous a montrée Murat à la fin de la bataille d'Iéna.

Si l'on se reporte à la cavalerie autrichienne, il semble qu'il y ait encore de plus grandes erreurs à signaler. Les corps d'armée n'ont avec eux qu'un régiment, insuffisant pour les éclairer; aussi sont-ils presque toujours surpris dans leurs engagements. Et cependant la cavalerie légère était nombreuse et elle avait par elle-même une véritable valeur. Mais elle est organisée en divisions, et ces divisions sont considérées comme des sortes de réserves par les généraux qui en disposent; on veut maintenir les régiments dans la même main, et il s'ensuit qu'on ne sait rien des mouvements de l'ennemi.

Après la bataille de Trautenau, Gablentz ignore complétement la marche des divisions de la garde qui s'avancent contre lui, et il est surpris et défait le lendemain à Burgersdorf et à Sorr. Au combat de Nachod, le général Ramming est surpris de même par le 5[e] corps prussien qu'il croyait encore dans le défilé, tandis qu'une de ses divisions occupait déjà la ville depuis la veille.

Dans la journée du 3 juillet, à Sadowa, la cavalerie autrichienne n'a pas agi jusqu'à l'heure fatale de la retraite.

Les démonstrations de la division Edelsheim et de la cavalerie saxonne à l'extrême gauche ont cependant suffi pour arrêter et modifier le mouvement des troupes prussiennes qui n'ont à leur opposer que leurs régiments divisionnaires. Si on leur eût laissé plus d'initiative, elles auraient sans doute fait davantage; les relations de Berlin avouent que c'est leur

présence qui empêcha longtemps le général Herwarth de déboucher sur Problus, comme il en avait l'ordre.

Cet Edelsheim était un véritable cavalier, passionné pour son arme ; c'est lui qui fit à Solférino cette charge audacieuse avec son régiment de hussards, sur la gauche du maréchal Mac-Mahon. Il est devenu depuis le réformateur de la cavalerie autrichienne qui lui doit sa nouvelle tactique, et il vient d'en être nommé inspecteur général. Le général Benedek, dont la trop grande prudence n'est que trop reconnue aujourd'hui, se méfiait, assure-t-on, de son entrain et de l'initiative qu'il aurait pu prendre ; aussi lui avait-il défendu de s'engager sans des ordres formels.

Dans la même guerre, sur un autre théâtre, les démonstrations de la cavalerie contribuent également au succès pour une large part. À Custozza, ce sont l'attitude et les charges des quatre régiments du colonel Pulz qui immobilisent pendant toute la journée les deux divisions d'infanterie de Bixio et du prince Humbert.

En voyant les effets qu'a produits la présence d'une troupe de cavalerie, ne doit-on pas regretter que la cavalerie autrichienne n'ait pas été portée en masse, à la droite, au-devant de la 2e armée. Si elle n'en eût pas arrêté la marche, elle l'aurait au moins retardée par les dispositions à prendre pour repousser ses attaques. Une heure eût été gagnée, et c'était plus qu'il n'en fallait peut-être pour rejeter la 1re armée et empêcher la réunion des deux masses ennemies.

Dans la suite de la campagne la cavalerie prussienne a déployé plus d'énergie et de vitesse qu'au début ; elle a marché rapidement sur les lignes de communication de l'en-

nemi, a détruit et occupé le chemin de fer d'Olmütz à Vienne, et forcé ainsi Benedek à se jeter dans les Karpathes et en Hongrie pour atteindre le Danube ; elle a livré là les deux brillants combats de Tobischau et de Prerau, dont la gloire revient encore à la cavalerie de la 2ᵉ armée, chargée de poursuivre les troupes autrichiennes, pendant que le prince Frédéric-Charles marche directement sur Vienne.

Rôle de la cavalerie dans l'avenir. — Le passé de la cavalerie finit ici ; l'histoire a parlé, elle nous a donné des exemples, des enseignements, des préceptes, qui ont trouvé souvent leur application. Peuvent-ils encore être mis en pratique? C'est la grosse question du moment. Nul ne peut se refuser à reconnaître les progrès et les changements qui se sont produits dans les conditions de la guerre ; mais ces progrès, ces changements n'ont eu lieu que peu à peu, et chaque puissance a pu profiter de l'avance qu'elle avait su prendre sur ses rivales. Aujourd'hui les conditions ont changé ; l'expérience acquise a servi à tous, et dans les luttes qui peuvent s'ouvrir, chaque armée y entrera avec des armes et des ressources à peu près égales. Il y a là un inconnu complet sur les effets qui se produiront, et dans cet inconnu quel sera le rôle de la cavalerie?

Nous n'avons pas la prétention de résoudre ce difficile problème, mais ce qui nous est permis à tous, c'est de chercher et de dire ce qu'on sera en droit de demander à cette arme et d'en attendre dans le cours des opérations, comme sur le champ de bataille. Dans ces recherches, nous ne pouvons avoir de meilleur guide que les deux petites brochures émanées du ministère et dont il a déjà été parlé plus haut;

elles traitent de l'instruction sommaire pour les combats et du service en campagne de la cavalerie. Examinons donc la question séparément, au double point de vue des opérations de guerre et du champ de bataille.

1° *Opérations de guerre.* — Le premier principe à poser d'une manière absolue, c'est que l'infanterie, chargée comme elle l'est, ne peut s'éclairer elle-même, qu'elle doit l'être par une cavalerie qui lui est attachée, quelle que soit la forme adoptée. Dans les guerres futures, on n'opérera qu'avec de grandes masses, qu'avec plusieurs corps d'armée réunis sous un même commandement; ces corps d'armée et leurs divisions ne pourront marcher que sur des lignes parallèles plus ou moins éloignées les unes des autres. Il est donc indispensable que la cavalerie éclaire non-seulement le front, mais les espaces intermédiaires entre les différents corps. Aux ailes, son rôle sera encore plus important, car il s'agit ici de la sécurité de l'armée, non-seulement sur ses flancs, mais sur ses derrières. Les lignes de communication doivent être mises en dehors de toute atteinte ; ce n'étaient autrefois que des routes à peine tracées, des chaussées, quelquefois un fleuve, une rivière ; aujourd'hui ce sont les chemins de fer, les lignes télégraphiques, c'est-à-dire les éléments les plus puissants de concentration et de communication ; il est donc indispensable de les conserver, c'est une condition de salut.

Comment devra s'exercer cette surveillance, en supposant admis le principe que de la cavalerie soit attachée aux troupes d'infanterie ? Il ne semble pas que l'ancien système d'avant-postes du service en campagne réponde entièrement

au but qu'on se propose; et notre opinion sur ce point diffère sensiblement de celle qui est émise par l'auteur de la brochure. Des vedettes, des patrouilles, des petits postes reliés à des grand'gardes peuvent prévenir d'une attaque qui s'avance, mais ils n'avertissent ni des dispositions de l'ennemi, ni de sa présence au delà de leur rayon d'observation. Ce système a, en outre, l'inconvénient d'exiger, le jour comme la nuit, un déploiement de forces d'autant plus considérable, que le front est plus étendu; il fatigue la troupe et ne permet pas de la retrouver avec toute son énergie, au moment où l'on en aura besoin.

Il y aurait peut-être avantage à emprunter aux puissances étrangères, à la Russie surtout, les dispositions qu'elles ont adoptées. Les avant-postes de l'infanterie y sont maintenus avec une organisation à peu près semblable à la nôtre, c'est-à-dire avec une série de zones concentriques entre lesquelles rien ne peut passer; mais pour s'éclairer au loin, elles usent autrement de leurs cavaliers. Quelques hommes intelligents, bien montés, choisis à l'avance, sont lancés dans la campagne par groupes de deux, de trois, de quatre au plus. Ils doivent parcourir le pays, examiner les routes, le terrain, voir tout ce qui semble intéressant et venir rendre compte dès qu'ils ont un renseignement à rapporter. Les commandants des colonnes sont aussitôt informés de ce qu'ils ont à craindre et peuvent prendre leurs dispositions en conséquence; jamais leurs avant-postes ne seraient à même de leur donner ces informations. C'est ainsi que les Russes font agir leurs Cosaques; quant aux Allemands, ils sont tellement imbus des mêmes principes, que leurs règlements ont un

verbe spécial *patrouillen*, pour indiquer tout ce qui a rapport à ce genre de service. L'empereur Napoléon est lui-même partisan de ces idées, si l'on en juge par ses mémoires ; ne l'y avons-nous pas vu demander une quatrième sorte de cavalerie, formée d'éclaireurs, pour l'attacher à l'infanterie et à la grosse cavalerie.

Les reconnaissances journalières, telles que les prescrit le service en campagne, ne peuvent pas suppléer à ce mode de surveillance. Aussi des hommes d'une grande expérience, le maréchal Bugeaud, le général de Brack, s'élèvent-ils contre le système actuel ; ils veulent que des cavaliers, isolés ou groupés en très-petit nombre, soient envoyés assez près de l'ennemi pour qu'ils puissent venir rendre compte de tous ses mouvements. En un mot, ce qu'ils demandent, c'est la connaissance bien plus de l'attaque qui se prépare que de celle qui va arriver.

En même temps que la surveillance s'exerce, il faut pourvoir assurer la marche des colonnes, la sûreté des communications. Il faut une force disponible et suffisante pour s'opposer aux tentatives de l'ennemi. Les colonnes d'infanterie, engagées sur des directions convergentes vers un objectif commun, ne peuvent se déplacer ou reculer sans faire manquer souvent le but d'une opération. Ce sera donc à la cavalerie qu'il faudra confier cette mission, et elle devra être assez fortement constituée pour pouvoir résister à une attaque sérieuse. De là, la nécessité d'une masse de cavalerie indépendante, maintenue dans la main du chef, constituant la réserve ou au moins une fraction de la réserve de l'armée.

Si l'on envisage les choses au point de vue de l'offensive, on se trouve en face des mêmes besoins ; il ne suffit pas de préserver ses propres communications, il faut atteindre et détruire celles de l'ennemi ; il faut pouvoir le poursuivre rapidement. Ce sera encore là le rôle de la réserve.

On aurait ainsi une cavalerie divisionnaire ou du moins attachée temporairement aux corps d'infanterie et une masse de cavalerie indépendante, constituant une réserve et participant à l'ensemble des opérations.

Dans le cours de la campagne, cette réserve pourra avec son artillerie manœuvrer au loin sur les flancs de l'ennemi, peut-être même sur ses derrières, comme dans la guerre de la sécession ; elle enlèvera ses convois, brûlera ses dépôts et surtout détruira ses chemins de fer. En Prusse, en Autriche, on attache une telle importance à la mise hors de service des voies ferrées, qu'un règlement, avec des instructions *ad hoc*, a été donné aux troupes. Les procédés à employer y sont indiqués, avec la liste des outils et la répartition des ateliers qui peut seule hâter le travail, en le régularisant. Il serait donc indispensable que la cavalerie, envoyée au loin, fût munie du matériel nécessaire et qu'elle reçût à l'avance des notions sur un genre de travail auquel elle pourrait être souvent appelée. Quand on l'emploiera ainsi, il faut qu'elle évite de s'engager ; à l'exemple des raids américains, elle devra détruire, faire le plus de mal possible, étudier le terrain et recueillir des renseignements.

Voilà quel serait son rôle. Il est assez important pour qu'elle s'en contente ; mais elle ne peut le remplir que si

ses officiers sont actifs, intelligents, en mesure de rendre les services qu'on est en droit d'attendre d'eux ; le succès est tout entier à ce prix.

Ces gros détachements de cavalerie auront encore un autre avantage ; ils allégeront le service des vivres, puisque, destinés à aller vite et loin, ils devront forcément trouver sur place les ressources nécessaires ; dans toute autre condition, ils ne seraient pas possibles. Rien que ce fait constituerait un progrès dans les procédés habituels de notre administration, qui se décide si difficilement en campagne à utiliser les ressources locales.

2° *Sur le champ de bataille.* — Si l'on recherche maintenant le rôle que la cavalerie aura à remplir dans le combat, il faut admettre d'abord qu'avec les masses énormes qui seront mises en mouvement, avec une ligne de plusieurs lieues d'étendue, une bataille ne pourra plus être qu'une série d'attaques partielles, à chacune desquelles les trois armes seront appelées à prendre part. On comprend de suite la nécessité d'une cavalerie placée près de l'infanterie pour l'appuyer dans ses attaques ou la dégager de celles de l'ennemi. Mais cette répartition ne suffirait pas ; le commandant en chef doit avoir sous la main une masse de cavalerie dont il dispose instantanément, au moment opportun, pour arrêter un ennemi qui l'inquiète, entraver ou retarder un mouvement tournant ; il faut qu'il puisse déployer rapidement une force suffisante pour compléter un succès et engager la poursuite. Sur le champ de bataille, comme dans les opérations de la campagne, on est donc amené à reconnaître que la cavalerie pour agir devra être subdivisée de deux façons dis-

tinctes : une partie appuiera directement les efforts de l'infanterie, l'autre formera la réserve.

C'est là ce que propose l'instruction nouvelle sur le service en campagne ; elle attribue un régiment à chaque division, un régiment de réserve à chaque corps d'armée, et elle admet une réserve générale de l'armée comprenant une ou deux divisions de cavalerie. Cette réserve, avec les régiments des divisions et des corps d'armée, constituerait l'ensemble de l'arme, qui obéirait tout entière à un officier général, ayant le titre de commandant en chef de la cavalerie et pouvant au moment voulu en réunir les éléments épars pour les faire concourir à un même but.

Dans cette brochure, qui n'est à tout prendre qu'un projet, un énoncé d'idées nouvelles, il nous semble que la réserve générale n'a pas été portée à un effectif suffisant. Une ou deux divisions forment une trop petite masse pour une armée de 150 000 hommes. Le chiffre pour lequel la cavalerie doit être comprise dans l'effectif total, serait fort inférieur à la proportion admise généralement et peut-être même au-dessous des besoins. On a sans doute été obligé de tenir compte de l'effectif actuel de notre cavalerie ; mais il en résulterait alors qu'il serait trop faible et qu'il y aurait lieu de l'augmenter.

60 régiments ou 30 000 chevaux ne correspondent pas, en effet, aux chiffres que nous prétendons atteindre avec notre nouvelle organisation de 800 000 hommes. En supposant seulement 350 000 hommes en campagne, et prenant un terme moyen de 1/8 (entre 1/6 et 1/10) pour la proportion de la cavalerie, nous devrions avoir plus de 40 000 chevaux.

C'est ainsi que les Prussiens l'ont compris, en portant le nombre de leurs régiments à 76 (50 000 hommes environ sur le pied de guerre).

Quel que soit d'ailleurs le chiffre de cette réserve, sa réunion sous le commandement d'un seul chef, qui disposerait en même temps de toute la cavalerie de l'armée, réaliserait un progrès véritable dans l'intervention de cette arme sur le terrain.

Il reste encore deux questions à résoudre. Comment cette cavalerie sera-t-elle répartie ? Comment sera-t-elle employée ?

Si on fractionne la réserve pour la distribuer sur les ailes, il sera peut-être impossible d'en disposer au moment utile, en raison de la longueur du front, et, en tout cas, si sur ces points un effort est à faire, on n'en aura qu'une partie sous la main. Il y aura évidemment tout avantage à la placer au centre au début de l'action, puis à la porter rapidement sur le point menacé qu'elle devra couvrir. Quant à la cavalerie destinée à appuyer l'infanterie, elle se maintiendra le plus près possible, se mettant à l'abri du feu, mais à une distance assez rapprochée cependant pour qu'elle puisse agir instantanément.

La manière dont la cavalerie devra être engagée offre des difficultés plus sérieuses. En présence des nouvelles armes, il ne s'agit plus de songer à ces attaques brillantes de l'empire contre une infanterie ennemie en position ; la guerre de la sécession, la campagne de 1866 nous ont montré la cavalerie échouant presque toujours dans ses entreprises, aussi bien contre une infanterie déployée que contre celle qui se

formait en carrés. A peine y a-t-il quelques rares exceptions dont on ne peut guère tenir compte, comme à Langelsalza, où l'on n'avait devant soi qu'une infanterie en déroute; ce n'était plus qu'un épisode de la poursuite où le rôle et l'efficacité de la cavalerie se modifient.

Il semble donc qu'aujourd'hui la cavalerie doive se borner à des démonstrations contre l'infanterie; ce genre d'action n'en sera pas moins utile, et l'expérience de la guerre de Bohême en a donné d'assez heureux exemples. Ce sera contre la cavalerie ennemie qu'elle retrouvera sa liberté d'action; là, rien ne l'arrêtera et elle pourra sans danger se laisser aller à toute sa vigueur et son entrain. Plus tard, l'ennemi est-il ébranlé, commence-t-il un mouvement de retraite, la cavalerie tout entière devra s'élancer sur lui, le déborder, réserve aussi bien que régiments isolés, et le poursuivre à outrance. Ce sera à elle qu'il sera donné de compléter réellement le succès.

Tactique. — Voilà comment nous comprendrions le rôle nouveau de notre cavalerie; mais pour le remplir, se servira-t-elle encore des formations habituelles, de la colonne serrée, cette base fondamentale de ses manœuvres? Cela paraît douteux, quand on songe à la complication des mouvements, à leur lenteur, à la multiplicité des commandements préparatoires ou d'exécution. Rien n'a encore été fait pour modifier l'état des choses; les autres peuples n'ont pas attendu si longtemps, et il est intéressant de savoir ce qui s'est passé dans ces dernières années chez quelques-uns d'entre eux

Règlement autrichien. — Citons d'abord l'Autriche, qui modifia la tactique de sa cavalerie, dès 1863; elle adopta à

cette époque de nouvelles manœuvres qui firent grand bruit en Allemagne et amenèrent à Vienne des commissions militaires des différents États de la confédération. On est étonné de leur simplicité ; et quant à leur application, nous pouvons déclarer, comme témoin oculaire, qu'elle a donné les plus brillants résultats.

Ecole de régiment. — La partie la plus intéressante est l'école de régiment, dont les évolutions de ligne ne sont que la répétition sur une plus grande échelle. On y trouve quelques principes fondamentaux, savoir :

1° La division (deux ou trois escadrons) forme dans le régiment l'unité tactique, de telle sorte que les inversions des escadrons ne doivent se faire que par division, afin que le Major (c'est notre chef d'escadron) conserve toujours ses hommes sous son commandement ;

2° Dans tous les mouvements successifs, formation en avant en bataille, déploiements, etc., etc., et afin d'en assurer la rapidité, les escadrons doublent l'allure sans commandement, de telle sorte que si une colonne est au trot et qu'on la déploie, l'escadron de formation conserve seul l'allure du trot ; les autres prennent le galop jusqu'à ce qu'ils soient arrivés en ligne ;

3° Les formations en colonne ne se font qu'en avant de la ligne de bataille, pour gagner du temps et du terrain, le but devant toujours être de se rapprocher de l'ennemi ;

4° Le règlement autrichien n'admet pas de changement de front, parce qu'il veut qu'on ne déploie qu'au moment de charger. Si l'ennemi apparaît dans une direction imprévue, le régiment doit se trouver en colonne ou en ligne de colonnes

(on verra plus loin ce qu'on entend ainsi); il n'a qu'à exécuter un changement de direction et à déployer immédiatement.

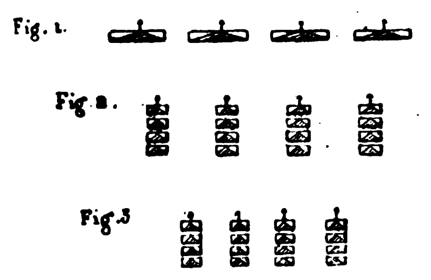
Les changements de front obliques peuvent cependant se faire par la conversion simultanée des escadrons.

Le règlement autrichien reconnaît trois ordres de bataille :

1° En ordre déployé; on ne l'emploie que pour la charge ou les parades (voir fig. 1);

2° En ligne de colonnes; les escadrons sont en colonne par pelotons, à un intervalle de déploiement, plus dix pas; (voir fig. 2);

3° En masse (*masse de régiment*), où les escadrons sont ployés dans le même ordre, mais seulement avec un intervalle de dix pas (voir fig. 3); cette formation n'est admise que pour les régiments constituant les réserves ou ceux qu'on veut mettre à l'abri du feu.



Pour se porter en avant, dans les marches loin de l'ennemi, le régiment se forme en colonne par pelotons, à distance entière.

Sur le champ de bataille on se sert plutôt de la colonne

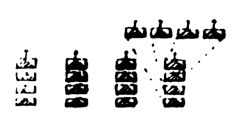
double, s'il s'agit d'aller d'un point à un autre, à la condition que le mouvement se fasse en dehors du terrain sur lequel le régiment peut être appelé à agir ; chaque division forme l'une des colonnes, qui sont espacées entre elles par un intervalle de dix pas.

Réserve. — Dès que le régiment sera en position de combattre, il constituera à l'avance sa réserve, qui sera formée d'un escadron.

S'il est en bataille, cette réserve se porte à deux cents ou quatre cents pas en arrière du centre, prête à prendre sur les ailes la position jugée la plus utile ; s'il est en colonne, simple ou double, elle se place à la queue.

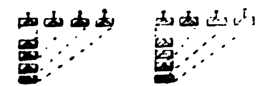
Commandements. — Dans un régiment manœuvrant isolément, le colonel remplace, autant que possible, les commandements par une sonnerie ; si, au contraire, il fait partie d'une troupe constituée, on devra énoncer les commandements, afin qu'il ne puisse y avoir d'erreur, les régiments ayant presque toujours des mouvements différents à exécuter, comme nous le verrons aux évolutions de ligne.

Déploiements. — Le régiment en ligne de colonnes se déploie au commandement de : *En avant en bataille.*



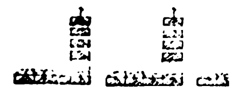
Chaque escadron se déploie de la manière suivante : le premier peloton marche droit devant lui jusqu'à la nouvelle ligne de bataille ; le deuxième s'y porte à la droite du premier ; le troisième et le quatrième à la gauche.

Le mouvement peut se faire aussi par la droite ou la gauche des escadrons au commandement de : *En avant à droite* (ou *à gauche*) *en bataille.*



Le premier peloton se porte de même sur la ligne de bataille ; les deuxième, troisième et quatrième s'y forment à sa droite.

Quand un régiment est déployé et qu'on veut le former en ligne de colonnes, le mouvement s'exécute au commandement de : *En ligne de colonnes.*



Chaque escadron se ploie en colonne par peloton, le premier peloton se portant en avant, les autres prenant rang successivement dans la colonne.

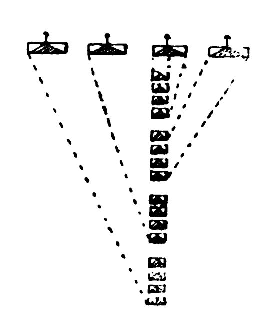
Si le mouvement doit s'exécuter par la gauche des escadrons, on l'indique par les commandements suivants : *Dans chaque escadron, colonne à gauche, en avant.*

La ligne de colonnes peut aussi être formée par division ; c'est alors une sorte de colonne double à distance de déploiement.

Les déploiements de la colonne simple (par peloton) se font au commandement de : *En avant en bataille.*

La première division se déploie à droite, le premier esca-

dron marchant droit devant lui, le deuxième se formant à sa droite ; la deuxième division se déploie à gauche.

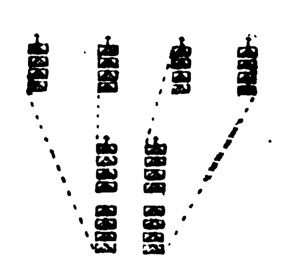


Si le mouvement doit se faire d'un seul côté, à gauche, par exemple, tous les escadrons déploient à gauche, au commandement de : *En avant en bataille à gauche.*

Dans la colonne double, le déploiement se fait toujours à droite pour la première division, à gauche, pour la deuxième.

Tous les mouvements destinés à faire passer le régiment d'une formation à une autre présentent la même simplicité et sont basés sur les mêmes principes.

Ainsi, la colonne double doit-elle se former en ligne de colonnes, on commande : *En ligne de colonnes en avant.*



Les deux escadrons de tête se portent en avant, en prenant entre eux l'intervalle voulu; les autres déboîtent par des changements de direction et arrivent rapidement sur la ligne.

Tous ces mouvements s'exécutent aux allures vives; c'est une règle générale.

Les commandants d'escadron font seuls les commandements d'exécution; les officiers de peloton se contentent d'indiquer à leurs hommes la direction à suivre par un avertissement de la voix ou du geste; aussi un grand silence règne-t-il dans les manœuvres, à l'encontre de ce qui se passe chez nous.

Mouvements des masses. — Les mouvements des masses ne sont pas plus difficiles. Le régiment ne se forme en masse que s'il se trouve dans l'une des trois positions suivantes :

En ligne de colonnes, ou en colonne simple, ou en colonne double.

Un régiment en masse doit-il être porté en avant, on lui fait reprendre l'une de ces trois formations, à moins qu'il ne s'agisse de gagner un peu de terrain en avant ou sur les flancs; dans le premier cas, une marche directe suffit; dans le deuxième, le déplacement s'exécute par un mouvement de flanc ou par la conversion successive de chaque escadron.

Charge. — *Ralliement.* — Le règlement se termine par une longue instruction sur la charge, sur le ralliement auquel on attache la plus haute importance. Nous avons déjà signalé ce fait, en regrettant que l'ordonnance de 1829 ait semblé si peu s'en préoccuper.

Evolutions de ligne. — Aux évolutions de ligne, on retrouve la même simplicité de manœuvres avec la même rapidité d'exécution. Il n'y est question que d'une seule brigade, parce qu'en Autriche, les brigades étant placées l'une derrière l'autre, il en résulte que les mouvements de plusieurs brigades réunies doivent toujours être indépendants, et que, par conséquent, il ne peut y avoir de commandements d'ensemble. Le général qui commande donne lui-même ses ordres aux généraux de brigade ou les leur fait transmettre par des aides de camp.

La brigade se compose de deux régiments, si c'est de la cavalerie légère; de trois, si c'est de la grosse cavalerie, deux régiments de grosse cavalerie et un de cavalerie légère; celui-ci est destiné à éclairer et à fournir les détachements, afin que les deux autres se trouvent intacts au moment de l'action.

Dans les brigades légères, le service des détachements ne doit être fait que par un seul régiment, l'autre devant rester au complet.

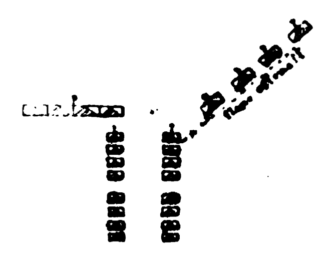
Les régiments d'une brigade légère sont considérés comme les deux divisions d'un même régiment et opèrent, par conséquent, d'après tous les principes de l'école de régiment; on voit de suite à quelle simplification donne lieu ce principe.

Il en est de même dans la brigade de grosse cavalerie, où le régiment léger se forme toujours en deuxième ligne; il suit les mouvements de la première par la voie la plus courte et manœuvre comme un régiment isolé.

Quelquefois cependant les régiments d'une même brigade

prennent des formations ou des dispositions différentes; le général les indique aux colonels, qui exécutent alors chacun pour leur compte, à moins qu'un commandement spécial n'indique l'ensemble du mouvement, comme cela a lieu dans la formation des échelons, dans le déploiement de la colonne double de brigade où les régiments sont chacun en colonne simple à l'intervalle réglementaire de vingt pas.

Si une brigade est en colonne double ou en ligne de colonnes, et qu'il s'agisse de la déployer pour charger, on fait prendre souvent à l'un des régiments une position de flanc par les commandements suivants : *Brigade*... (c'est le commandement d'avertissement); —*deuxième régiment*, *en avant en bataille à gauche*; — *premier régiment*, *flanc offensif*, *tête de colonne demi-à-droite*.



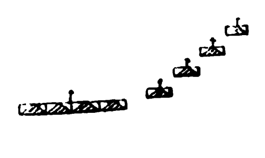
La brigade est ici en colonne double; le 2e régiment se déploie à gauche, tandis que le 1er change de direction et se forme à gauche en bataille, quand il est arrivé à hauteur du point où doit s'appuyer sa droite.

Dans les théories allemandes, le *flanc offensif* répond à une position en avant sur le flanc de l'ennemi, tandis que le *flanc défensif* s'applique à une position parallèle à la ligne de

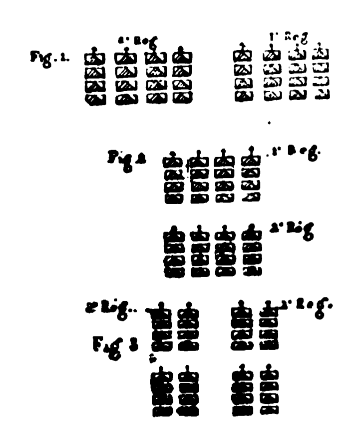
bataille et en arrière, telle que A B dans la figure ci-dessous.



Un des dispositifs d'attaque le plus employé est le suivant :



Le 2e régiment se déploie; le 1er se forme en échelons, l'aile droite en avant. C'est dans cet ordre que nous avons vu la 1re division de grosse cavalerie autrichienne se porter, à Sadowa, à la rencontre de la cavalerie prussienne de l'armée du prince Frédéric-Charles. Si le 2e régiment charge, le 1er couvre son flanc; si c'est le 1er qui doit attaquer, le 2e forme la réserve; dans ce cas, il envoie un de ses escadrons appuyer le point extrême du premier échelon.



Les masses de brigade se forment et manœuvrent comme celles de régiment ; les deux régiments sont sur la même ligne (fig. 1), ou l'un derrière l'autre (fig. 2), ou bien encore en colonnes doubles par régiment, à intervalle de masse (fig. 3).

Enfin de nouvelles instructions sur les charges, les ralliements, l'emploi et la place des réserves, terminent les évolutions de brigade.

Les règlements ne comportent pas d'école de tirailleurs, parce que la cavalerie n'a ni mousqueton, ni fusil ; elle éclaire par des vedettes, des hommes détachés qui rentrent dès qu'ils aperçoivent l'ennemi ; leur rôle se borne à prévenir. On a reconnu, à ce qu'il paraît, les inconvénients de cet état de choses ; car les journaux militaires de l'Autriche annoncent qu'on va donner à la cavalerie un fusil se chargeant par la culasse.

Ecole du cavalier. Instruction. — Si l'on descend maintenant aux détails de l'instruction première, on y trouve plusieurs innovations qu'il est important de signaler.

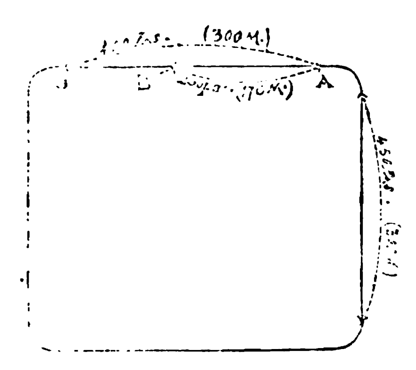
Bien que le cavalier ne soit recruté, surtout pour la cavalerie légère, que dans les provinces où la population est toujours à cheval, on s'occupe, dès son arrivée au corps et pendant le premier mois, à l'assouplir et à le rompre par la gymnastique et la voltige sur le cheval de bois. Puis on lui fait répéter tous les mouvements, aux différentes allures, sur un cheval tranquille, tenu à la longe, et ce n'est que quand il se trouve ainsi familiarisé avec ces exercices qu'on le met en selle sur un cheval libre. Son instruction peut être ainsi menée beaucoup plus vite et à six mois généralement les hommes sont formés.

La théorie recommande de ne faire faire aux jeunes soldats que des séances très-courtes, une demi-heure, trois quarts d'heure au plus, afin que la fatigue ne vienne pas à fausser la position réglementaire; mais, en revanche, ces séances sont répétées au moins deux fois par jour, quelquefois trois. En Autriche comme en Prusse, les officiers et sous-officiers de peloton sont chargés, sous leur responsabilité, de l'instruction de leurs hommes, ce qui établit une certaine émulation.

Quand les cavaliers sont arrivés à l'école d'escadron, on ne leur laisse pas oublier les premiers principes qu'ils ont reçus. Tous les jours, à moins que le temps ne s'y oppose absolument, les pelotons montent à cheval en tenue de manœuvres et sont exercés aux allures vives pendant une demi-heure, dans des carrières en plein air ou au manége, sous la direction des sous-officiers, chefs de reprise, et la surveillance de leurs officiers. Après cette demi-heure, les chevaux sont promenés au pas et en main, jusqu'à ce qu'ils n'aient plus chaud; on les ramène alors aux écuries. Voilà ce qui remplace nos promenades journalières, et il faut convenir que cela vaut mieux, comme instruction, pour les hommes et les chevaux; l'application de ces dispositions dépend, il est vrai, de l'effectif des hommes présents. En Prusse et en Autriche on ne donne pas de congés à la cavalerie, ou, du moins, dans une proportion insensible; de plus, le pied de paix est à peu près le même que le pied de guerre. Il se présente donc là une question de budget qu'il ne nous appartient pas de résoudre.

Vitesse des chevaux. — Enfin, pour donner aux chevaux de

la vitesse, aux hommes l'habitude des allures vives, les cavaliers sont exercés fréquemment dans la campagne, sur un vaste espace disposé en forme de quadrilatère avec des coins arrondis.



Les côtés ont chacun quatre cent cinquante pas (300 mètres), et la piste, une longueur totale de huit cents pas (1 200 mètres).

Des poteaux (A B, A C) indiquent les distances exactes de deux cent cinquante et de quatre cent cinquante pas, correspondant à la vitesse réglementaire du trot et du galop.

Un peloton ou un demi-peloton y est exercé en même temps, les hommes à cinq ou six pas les uns des autres sur la piste. On fait d'abord trotter les chevaux pendant un quart d'heure, puis pendant vingt-cinq à trente minutes, en augmentant successivement l'allure, mais sans laisser jamais dépasser la vitesse réglementaire de deux cent cinquante pas à la minute.

Quand le trot est bien réglé, les cavaliers sont exercés au galop, d'abord pendant dix ou quinze minutes, après les-

quelles ils se mettent au pas. Les premières reprises ne doivent pas être de plus de mille pas. A mesure que la force des chevaux se développe, la durée du galop augmente, et elle finit par être portée jusqu'à trois mille pas (2 000 mètres), à la vitesse uniforme de quatre cent cinquante pas.

On exerce ensuite les hommes par rangs de cinq ou six cavaliers.

Le trot à l'anglaise y est admis; on ne l'interdit que dans les défilés, les parades ou pour l'instruction des recrues.

La cavalerie autrichienne peut ainsi se porter rapidement sur un point, s'y déployer et entamer ses charges, à des distances où elle n'a rien à craindre des balles de l'infanterie. La question se réduit donc pour elle à savoir si, malgré sa vitesse, elle pourra traverser sans trop de danger la zone de feu que les nouvelles armes traceront devant elle. L'expérience de la campagne de 1866 semble avoir prouvé le contraire.

Rappelons enfin que jusqu'à présent cette cavalerie a été formée par divisions et qu'elle n'a pas été répartie avec les corps d'infanterie, ou du moins dans une proportion insignifiante. L'armée autrichienne se transforme en ce moment, et nous ne savons pas encore ce qui sera arrêté pour la combinaison des différentes armes entre elles.

Règlement prussien. — Le règlement prussien offre beaucoup moins d'intérêt; il ressemble assez au nôtre et ne s'en distingue que par une grande sobriété de détails.

École de régiment. — Les escadrons doivent toujours être dans l'ordre direct, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils peuvent se former par inversion; le commandement doit

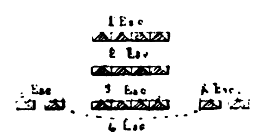
alors l'indiquer comme chez nous, et, le mouvement achevé, on reprend le plus tôt possible l'ordre primitif.

La colonne serrée est un des mouvements les plus employés; on la forme par un mouvement de flanc, c'est-à-dire par des mouvements par trois, qui remplacent en Prusse ceux que nous faisons par quatre, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, quand il s'est agi de l'ordonnance de 1788.

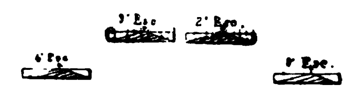
Les déploiements s'exécutent au contraire par peloton. La cavalerie est pourvue d'une arme à feu, et on l'emploie souvent en tirailleurs. Ce sont les quatrièmes pelotons qui sont destinés à ce service, à moins qu'un escadron ne soit spécialement désigné.

Charges. — Dans la charge, on constitue toujours une réserve à l'avance ; elle est formée par les troisièmes pelotons qui sortent du rang et se réunissent pour prendre la position indiquée ; souvent on les répartit par moitié sur chaque aile. On ne comprend guère l'avantage de cette disposition qui diminue la force des escadrons et met sous les ordres d'un officier des hommes qu'il ne connaît pas, qu'il n'a pas l'habitude de commander; il semblerait bien plus rationnel de désigner un escadron comme réserve. Quant aux quatrièmes pelotons, on les conserve pour les déployer en tirailleurs après la charge ou leur faire couvrir le ralliement.

Dans les charges en colonne, le quatrième escadron se place à droite et à gauche de la dernière subdivision ; ses pelotons se portent ensuite à la hauteur du premier escadron, dès que la charge commence, et ils se déploient en tirailleurs sur les flancs de l'ennemi ; ils se rallient ensuite en arrière.



Echelons. — Les échelons se forment habituellement sur les escadrons du centre, ceux des ailes en arrière et couvrant les flancs de l'échelon principal.



Colonne d'escadron. — On emploie aussi, comme en Autriche, la ligne de colonnes, qu'on désigne sous le nom de *colonne d'escadrons;* on s'en sert aujourd'hui le plus habituellement, même dans les manœuvres. Dans la campagne de 1866, c'était la formation qu'avaient adoptée presque toutes les brigades que nous avons vu agir individuellement, et cela s'explique par la nature du terrain couvert ou resserré qu'elles avaient à parcourir et sur lequel les colonnes serrées n'auraient pu se mouvoir.

Demi-colonne. — La théorie indique encore comme usuel le mouvement par *demi-colonne*, qui n'est par le fait qu'un *demi-à-droite* par peloton, destiné à gagner du terrain sur le flanc ou à prendre une position oblique, par rapport à la première.

Evolutions de brigade. — Dans la brigade, les régiments se forment sur une ligne, à douze pas d'intervalle : le plus an-

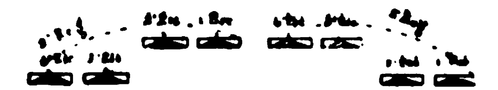
dien par numéro, à droite, s'ils sont de même arme, ou le régiment léger à droite, celui de grosse cavalerie à gauche.

Les ploiements ou déploiements, les formations en bataille, ne diffèrent pas des nôtres.

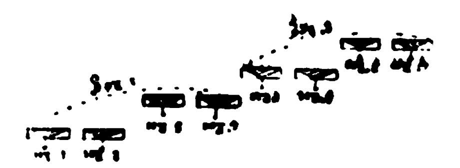
Le règlement admet la colonne double comme mouvement de manœuvres.

Echelons. — Les échelons se forment par régiment ou par escadrons accouplés deux à deux :

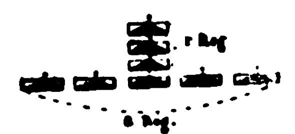
Sur le centre,



ou sur les ailes.



Charge en colonne. — Dans la charge en colonne, le premier régiment prend seul cette formation, le deuxième se déploie à hauteur du quatrième escadron sur les deux ailes.



Le règlement donne enfin de longues instructions sur le ralliement et le rôle des réserves.

Dans l'organisation de l'armée prussienne, telle qu'elle a

été fixée depuis la dernière guerre, la cavalerie doit être répartie en campagne, avec les troupes d'infanterie, dans les proportions suivantes : 1 régiment à chaque division d'infanterie, 1 division à chaque corps d'armée, ce qui fait un total de 6 régiments par corps d'armée, ou de 78 régiments pour la mobilisation complète de l'armée du Nord qui se compose de 13 corps; l'ensemble de l'arme ne comprend que 76 régiments et c'est sans doute pour remédier à ce déficit que des ordonnances récentes viennent de prescrire, pour le pied de guerre, la formation de régiments de marche avec les cinquièmes escadrons ainsi que la réorganisation régimentaire de la cavalerie de la landwehr, mesure à laquelle on semblait avoir renoncé après 1866. Il n'est donc plus question de réserve générale, et le principe même en paraît abandonné; on s'appuie à Berlin, pour motiver ce fait, sur le peu de résultats obtenus par le corps de cavalerie de la 1re armée dans la campagne de Bohême. Il y a peut-être là une rancune mal fondée, et ne serait-il pas plus juste de s'en rapporter au proverbe : *Tel vaut l'homme, telle vaut la chose?*

Plusieurs des petits États allemands suivent déjà pour leur cavalerie les règlements prussiens, tandis que les autres, la Bavière particulièrement, semblaient disposés à adopter les manœuvres autrichiennes, à la suite des études qu'ils en avaient fait faire à Vienne; ces tendances sont sans doute modifiées, aujourd'hui que le gouvernement de Berlin s'efforce d'imposer à toute l'Allemagne la tactique et l'organisation de son armée.

Dans les autres pays de l'Europe, en même temps qu'on modifiait la constitution des forces militaires, on se préoc-

cupait du rôle que la cavalerie aurait à remplir à l'avenir et des changements qui devaient en résulter dans sa tactique.

L'Italie établit en 1868 un camp spécial de cavalerie à Pordenone, pour y étudier les nouvelles manœuvres qu'elle compte introduire dans son armée. En 1867, au camp de Beverloo, la cavalerie belge reçoit et applique une instruction détaillée sur les formations à prendre dans le combat. Le général Renard, qui l'a rédigée, s'y inspire entièrement des nouveaux principes de la théorie autrichienne. Enfin partout l'élan est donné et cette grosse question est à l'étude.

Que se fera-t-il chez nous? Les brochures que nous avons citées, la circulaire ministérielle de l'automne dernier ont indiqué déjà des idées nouvelles, jeté les bases de modifications importantes; espérons qu'on ne s'arrêtera pas dans la voie qui a été ainsi ouverte par une haute initiative. De l'expérience du passé, de l'étude du présent, il est certain qu'il doit sortir de graves enseignements qui ne peuvent être mis de côté. Tous le comprennent; la nécessité de ces réformes se sent tellement, que ce mot est sur toutes les lèvres. Laissons le soin de les indiquer à des hommes plus compétents, à ceux que leur position et leurs connaissances spéciales appellent à veiller aux vrais intérêts de la cavalerie.

COMMISSION

DES CONFÉRENCES RÉGIMENTAIRES[1]

CONFÉRENCE

EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA CAMPAGNE D'ALLEMAGNE EN 1866[2].

RAPPORTEUR M. CH. FAY,
Chef d'escadron d'État-major.

AVANT-PROPOS.

Les causes et l'occasion de la dernière guerre d'Allemagne sont fort connues. « C'était, dit le général de Moltke, « une nécessité historique. » Elle est née de la rivalité déjà séculaire de la Prusse et de l'Autriche, également jalouses de dominer en Allemagne.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, cette prépondérance appartenait exclusivement à la maison de Hapsbourg ; mais alors apparut le grand Frédéric, et la lutte commença entre les deux grandes puissances. Cependant la Prusse venait à peine de naître; car c'est seulement en 1701, à la suite de

[1] La conférence régimentaire insérée dans le numéro de mars dernier, sur l'emploi des chemins de fer à la guerre et sur la télégraphie militaire est de M. Prevost, chef de bataillon du génie Nous nous empressons de réparer cette regrettable omission. *Le directeur*, E. Noblet.

[2] Ce rapide résumé de la campagne de 1866 est destiné à servir comme d'introduction à des Études sur la tactique des différentes armes pendant cette guerre, Études qui seront faites dans une suite de conférences régimentaires. Il a été rédigé d'après les ouvrages qui ont paru jusqu'à ce jour, et principalement sur les deux comptes rendus publiés par les états-majors prussien et autrichien. Ce dernier surtout, qui ne va pas encore au delà de Sadowa, et n'est pas complétement traduit, est fort intéressant à consulter, car il donne enfin l'explication du plan adopté par les Autrichiens.

services rendus à l'Autriche par l'Électeur de Brandebourg, dans la guerre contre les Turcs, que l'Empereur d'Allemagne, Léopold Ier, cédant aux humbles supplications de cet Électeur, l'autorisait à porter désormais une couronne royale, sous le nom de Frédéric Ier. En octroyant cette faveur à son vassal, l'Empereur ne pouvait prévoir qu'il déposait sur les bords de la Sprée le germe de la puissance redoutable qui, à deux reprises différentes, devait lui infliger de si cruels échecs, et finir même par lui arracher la direction complète des pays allemands.

Bien peu d'années après, Frédéric II le Grand, petit-fils de cet Électeur couronné, accomplissait le premier acte du développement si rapide de la Prusse. A la suite de la guerre de Sept ans, qui l'avait mis aux prises avec toute l'Europe, il conservait la Silésie, arrachée à l'Autriche dès les premiers jours de son règne, en 1742 ; et ses éclatants succès, il les avait dus à une armée bien instruite, bien armée, parfaitement disciplinée ; à des finances administrées avec ordre ; enfin, et surtout, à la puissance de son génie militaire.

La campagne de 1866, que nous allons étudier, vient de compléter l'œuvre du grand Frédéric en Allemagne. Entre ces deux époques, pendant une période de cent ans, la rivalité des deux grandes puissances allemandes n'a jamais cessé ; elle s'est manifestée, même dans le cours de leurs guerres communes contre la France, sous la première République et sous le premier Empire ; en effet, on voit toujours l'une d'elles se hâter de déposer les armes, pour laisser l'autre seule en lutte avec nous, dans l'espérance secrète de la voir s'y affaiblir ; et si, une seule fois, toutes deux, faisant taire leurs vieilles rancunes, parviennent à s'entendre après 1812, c'est qu'elles étaient entraînées par le mouvement général de l'Europe, soulevée pour écraser, dans un suprême effort, un ennemi trop redoutable.

La paix faite, et la Confédération germanique établie, l'hostilité entre la Prusse et l'Autriche se réveille plus vive que jamais ; elle éclate à chaque instant au sein de la Diète, et, dès 1850, elle menace d'aboutir à une crise ; à ce moment, du moins, l'Autriche était prête à la lutte ; aussi la Prusse

dut-elle céder en subissant ce que ses écrivains appellent *l'humiliation d'Olmütz.*

L'humiliation était rude, et la leçon ne fut pas perdue pour cette puissance ; elle travailla dès lors à modifier son état militaire ; mais c'est en 1860 qu'elle le compléta, par une réforme importante, qui, durant plusieurs années, souleva de graves dissentiments entre le gouvernement prussien et les Chambres. Déjà même, en 1859, elle était en mesure d'agir efficacement, et, croyant le moment venu de jouer son rôle, elle se préparait à conduire l'Allemagne au secours de l'Autriche menacée en Italie, lorsque cette dernière puissance, qui craignait la protection dangereuse peut-être, en tous cas humiliante, de sa rivale, se hâta de conclure la paix à Villafranca.

La Prusse dut ajourner ses projets ; mais elle mit à profit l'ajournement pour achever son organisation militaire. Puis, en 1864, l'occasion se présentant enfin de travailler à ce qu'elle dit être *sa mission providentielle*, elle entama, malgré les répugnances de l'Europe, la guerre de Danemark ; elle y prenait le premier pas ; elle y entraînait l'Autriche à la remorque, pour ainsi dire ; elle en recueillait les principaux fruits, et elle exaspérait sans ménagement, à dessein peut-être, des ressentiments qui devaient conduire à la grande lutte de 1866.

« La Prusse et l'Autriche réunirent donc leurs armes pour réduire le Danemark[1]. » Elles le réduisirent, en effet, car le roi Christian, forcé dans les lignes de Düppel, avait dû, le 30 octobre, signer le traité de Vienne, qui lui enlevait les duchés de Schleswig, de Holstein, et le Lauenbourg.

Mais, après la lutte, les deux alliés ne purent tomber d'accord sur l'organisation de ces provinces, qu'en réalité la Prusse voulait s'approprier, afin d'étendre sa domination vers la mer du Nord et la Baltique. Il en résulta entre les deux puissances une situation tendue, dont la convention de Gastein (14 octobre 1865) et l'action de la diète de Francfort ne purent qu'ajourner les suites inévitables. En effet, dès le commencement de 1866, il n'était plus possible de

[1] *Histoire de la campagne de* 1866, par l'état-major prussien, sous la direction du général de Moltke.

conjurer une rupture; les préparatifs de guerre se faisaient des deux côtés, sans que le projet d'une conférence européenne pût les suspendre. L'Autriche déclara la première qu'elle ne prendrait part à cette conférence que sous certaines conditions; elle préférait en référer à la Diète, qui lui était favorable, car, dans sa séance du 14 juin, cette assemblée vota l'exécution fédérale contre la Prusse. Dès lors la guerre était déclarée.

La plupart des États de la confédération avaient pris parti pour l'Autriche. Mais la Prusse, sans inquiétude sur les bords du Rhin, du moins pour les premiers temps de la guerre, « se préoccupait « peu de ce que ces États pourraient faire; car, malgré tous les « armements commencés dans le Wurtemberg et la Bavière, les « Allemands du Sud étaient encore un ennemi à naître[1]. » Il n'en était pas de même du Hanovre et de la Hesse électorale, « qui « pouvaient devenir très-gênants, si vraiment ils avaient l'audace « d'engager les hostilités[2]. »

Ces États, en effet, faisaient enclave dans la monarchie prussienne, et il est évident que s'ils n'étaient mis, dès le premier jour, dans l'impossibilité de se réunir aux troupes de l'armée fédérale, ils pouvaient créer de graves difficultés sur les derrières de l'armée prussienne engagée en Bohême. Aussi, dès qu'il connut la décision de la diète, le gouvernement prussien, avec une énergie qui présageait dès lors ses succès futurs, somma-t-il la Hesse-Cassel, le Hanovre et la Saxe d'avoir à retirer leur vote dans le délai de douze heures. Puis, sur leur refus, il fit envahir, le 16 au matin, les trois territoires.

INVASION DE LA HESSE-CASSEL, DU HANOVRE ET DE LA SAXE.

La division de Beyer[3] partit, à cet effet, de Wetzlar, enclave prussienne, se porta sur Cassel pour occuper l'électorat; mais les troupes de l'Électeur avaient pu se retirer et rejoindre le 8e corps fédéral, qui s'organisait en avant de Francfort.

Quant à l'armée hanovrienne, elle n'eut pas le même bonheur. Forte d'environ 20 000 hommes, elle s'était dirigée en toute hâte, sans munitions suffisantes, de Hanovre sur Gœttingen, où elle demeura jusqu'au 20 dans une inaction qui devait la perdre. En effet,

[1] État-major prussien.

[2] Etat-major prussien.

[3] La brigade de Beyer, du 8e corps, s'était grossie des garnisons prussiennes fédérales et était devenue ainsi une forte division de 18 bataillons, 5 escadrons et 18 pièces.

le général prussien de Falckenstein avait quitté Minden le 16, avec la 13e division d'infanterie (Gœben), que devait bientôt renforcer la division de Manteuffel, formée dans les duchés. Il avait traversé le Hanovre et, sans perdre de temps, s'était jeté à la poursuite des Hanovriens. Ceux-ci, ayant à peu près réussi à s'organiser, avaient enfin pris le parti de se mettre en mouvement, le 21, pour se rapprocher des Bavarois. Mais, craignant de rencontrer le général de Beyer dans les étroits défilés de la Werra, ils avaient abandonné la route directe, et ils s'étaient dirigés sur Mulhausen. De son côté, et dans la prévision de ce mouvement de retraite par la route de Gotha, le gouvernement prussien avait pris toutes les mesures nécessaires pour cerner ses ennemis. Ainsi, des troupes avaient été envoyées de Magdebourg vers Nordhausen, afin de contenir les Hanovriens du côté de l'est; de plus, on en avait dirigé au sud, d'Erfurth et de Gotha sur Eisenach; à l'ouest, le général de Beyer avait fait avancer une de ses brigades sur la Werra, et avait, en outre, occupé Münden, tandis que du nord descendait le général de Falckenstein pour resserrer l'ennemi dans le cercle de troupes au milieu duquel on voulait l'enfermer. Les forces, postées à Eisenach, puis à Gotha, n'avaient qu'un faible effectif; elles auraient pu facilement être forcées dans les premiers jours; mais le roi Georges perdit le moment favorable pour culbuter et marcher vers les Bavarois, qui, de leur côté, ne se hâtaient pas de joindre leurs alliés[1]. Bientôt l'armée hanovrienne, se voyant abandonnée à ses propres forces et cernée de toutes parts, demanda à entrer en pourparlers. La Prusse y consentit, afin de gagner le temps de renforcer les troupes destinées à envelopper ses adversaires. On détacha, à cet effet, le général de Flies de la division Manteuffel, et on le dirigea, par les voies ferrées, de Gœttingen par Magdebourg sur Gotha, où se trouvèrent ainsi réunis 8000 hommes, le 26 au matin; la division Gœben avait, de son côté, gagné Cassel, et avait ensuite expédié des renforts à Eisenach; des troupes du général Beyer se trouvaient également sur ce point, occupé ainsi par 12000 hommes; enfin 8000 autres étaient postés sur la Werra.

Combat de Langensalza (27 juin). — Pendant l'armistice, l'armée hanovrienne, dont la retraite vers le sud était désormais impossible, s'était portée sur *Langensalza*, afin d'étendre ses can-

[1] On peut s'étonner, en outre, que la brigade autrichienne Kalik, expulsée du Holstein, ait traversé toute l'Allemagne pour descendre en Bohême, au lieu de s'arrêter à Hanovre, d'y faire tête aux divisions prussiennes, et de donner ainsi aux Hanovriens le temps de préparer leur résistance.

tonnements et de faire vivre ses troupes. A la rupture des négociations, le 27, elle était établie sur ce même point, le long de la rive gauche de l'Unstrutt. Le général de Flies vint l'y attaquer avec des forces inférieures; il fut repoussé, et, dans sa retraite, plusieurs colonnes de son infanterie furent chargées avec succès par la cavalerie hanovrienne. Ainsi, pour le roi Georges, l'honneur des armes était sauf, mais la résistance allait devenir impossible : entouré par près de 40000 hommes, il devait être accablé les jours suivants et réduit à la dernière extrémité, s'il ne consentait à traiter avant un nouvel engagement, dont l'issue ne pouvait être douteuse. Il capitula avec ses troupes le 29.

A la même date, l'armée prussienne de l'Elbe, sous le commandement du général Herwhart de Bittenfeld (14e, 15e, 16e divisions d'infanterie, avec trois régiments de cavalerie de réserve), avait envahi la Saxe sur trois colonnes et occupé Dresde sans coup férir. L'armée saxonne s'était retirée la veille sur la Bohême, afin de se rapprocher du 1er corps autrichien[1], posté sur l'Iser. Ce fut un premier sujet d'étonnement en Europe, et il faut en convenir avec l'ouvrage prussien : « On ne pouvait guère penser que les Autri« chiens abandonneraient complétement à eux-mêmes leurs plus « chauds alliés, et l'on supposait que le Ier corps autrichien au « moins aurait mission de se réunir à l'armée saxonne. »

Il n'en fut rien, et en quatre jours la Saxe, le Hanovre, l'Électorat de Hesse-Cassel se trouvèrent occupés par les armées prussiennes, avant même que la guerre fût officiellement déclarée entre les deux grandes puissances allemandes. C'est, en effet, le 23 juin seulement que les parlementaires prussiens furent envoyés aux avant-postes de l'armée de Bohême, pour signifier que « l'attitude « prise par l'Autriche à Francfort, le 14, était par le fait un com« mencement d'hostilités, et que les troupes prussiennes avaient « reçu l'ordre d'agir en conséquence. »

INVASION DE LA BOHÊME.

La Prusse, après ces premiers succès contre les trois États secondaires, n'avait plus devant elle que deux champs de bataille : l'un à l'ouest, entre le Rhin et le Weser, sur le Mein, où restaient inactifs le 7e et 8e corps fédéraux[2], et l'autre à l'est, en Bohême : c'est de ce côté qu'elle allait porter tous ses efforts.

[1] Pour éviter toute confusion entre les corps prussiens et autrichiens, nous avons adopté les chiffres arabes pour les premiers, les romains pour les seconds.

[2] Le 7e corps fédéral, formé par les Bavarois, était commandé par le

La principale armée prussienne, chargée d'opérer vers ce point, sous le commandement du roi, comprenait huit corps et demi [1], partagés eux-mêmes en trois groupes, à Torgau, Gœrlitz, Neisse, et séparés par des distances de 20 à 25 milles [2]. C'était l'*armée de l'Elbe*, déjà maîtresse de la Saxe, où elle devait être remplacée par le corps de réserve du général de Mülbe, formé à Berlin; *la 1re armée*, commandée par le prince Frédéric-Charles (2e, 3e, 4e corps d'infanterie et un corps de cavalerie) dans la Lusace; et *la 2e armée*, sous les ordres du prince royal (1er, 5e, 6e corps et la garde) dans le comté de Glatz, en Silésie.

Ces trois armées, fortes de 278 000 hommes avec 840 canons, étaient séparées de la Bohême par les hautes montagnes qui forment la ceinture de cette contrée; les deux dernières étaient, en outre, très-éloignées l'une de l'autre. Elles n'avaient devant elles, sur les bords de l'Iser, que le Ier corps autrichien (Clam-Gallas), une division de cavalerie et les Saxons. Le reste des forces impériales [3], sous les ordres du feldzeugmeister Benedek (IIe, IIIe, IVe, VIe, VIIIe, Xe corps, 4 divisions de cavalerie et une réserve d'artillerie de 16 batteries), étaient encore en Moravie où elles achevaient de se former. Cette armée, dite *du Nord*, était donc composée de sept corps et présentait un effectif de 271 000 hommes [4] y compris les Saxons; elle avait 794 canons, ainsi que le constate l'ouvrage autrichien.

Les Prussiens avaient tout d'abord pensé que leurs adversaires se masseraient en Bohême, et que de là ils se jetteraient sur

prince Charles de Bavière; le 8e corps, sous les ordres du prince Alexandre de Hesse était composé des Badois, des Wurtembergeois, des Hessois et des garnisons fédérales autrichiennes.

[1] Les forces prussiennes étaient divisées, avant 1866, en huit corps d'armée permanents, sans compter la Garde.

[2] Le mille allemand est de 7 408 mètres (15 au degré).

[3] En Autriche, les régiments étaient groupés en brigades pendant la paix, depuis la guerre d'Italie. — Au moment de la guerre avec la Prusse, on avait réuni ces brigades, non pas en divisions, mais en corps d'armée, au nombre de 10; les Ve, VIIe et IXe étaient en Italie, les sept autres corps en Bohême avec les Saxons. Il n'y a pas de corps de la garde en Autriche.

[4] Les effectifs des deux armées sont pris dans l'ouvrage du général de Moltke, qui défalque encore des armées prussiennes les 24 000 hommes de réserve du général de Mülbe, et réduit ainsi à 255000 hommes le nombre des combattants en Bohême. D'autre part, l'ouvrage autrichien prétend que l'armée du Nord ne comprenait, avec les Saxons, que 262000 combattants et que l'ennemi en comptait 292000.

Berlin ou sur Breslau; aussi avaient-ils concentré des forces sur les routes qui conduisent à ces deux villes; mais le 11 ils avaient appris que six corps de l'armée autrichienne étaient encore en Moravie. « Aussitôt toute indécision cessa, le territoire prussien ne « pouvait plus être envahi que par la Silésie; on prit des mesures « en conséquence et l'on cessa de craindre pour Berlin [1]. » On supposa dès lors dans le camp prussien que le projet de Benedek, se tenant près d'Olmütz, était d'envahir la Silésie, cette conquête du grand Frédéric. Pour s'y opposer, on s'empressa de joindre le 1er corps et la garde aux 5e et 6e corps, qui tiennent habituellement garnison dans cette ville, et l'on forma ainsi la 2e armée, dite *de Silésie.* Les 5e et 6e corps appuyèrent à gauche sur la Neisse, et la 1re armée se rapprocha en même temps de Gœrlitz afin d'être prête soit à opérer en Silésie, soit à entrer dans la Lusace saxonne.

Mais il fallait se hâter d'agir, car diverses considérations financières et politiques commandaient impérieusement aux Prussiens de prendre l'offensive. Aussi, comme aucun signe n'était venu déceler une concentration des forces autrichiennes du côté de la haute Silésie, on expédia le 22 juin aux quartiers généraux de la 1re et de la 2e armée, à Gœrlitz et à Neisse, cette dépêche télégraphique qui ordonnait la réunion de toutes les forces prussiennes: « Par « ordre de S. M. le roi, les deux armées entreront en Bohême et « prendront leurs mesures pour se concentrer dans la direction « de Gistchin. »

Cette combinaison stratégique des Prussiens a été très-vivement discutée par les divers écrivains qui ont traité de cette campagne, et il est certain qu'au point de vue des principes de l'art militaire elle est très-discutable; on doit convenir cependant que, grâce aux fautes des Autrichiens, aussi bien qu'à l'énergie des troupes prussiennes, elle a produit de grands résultats.

Au nord, l'armée de l'Elbe devait pénétrer en Bohême par Rumbourg, Gabel, Hühnerwasser et aboutir à Münchengratz sur l'Iser, pour servir d'aile droite aux armées d'invasion. Le centre était formé par la 1re armée qui, partant de Zittau, Gœrlitz et Lobau, devait gagner Reichenberg et de là Turnau sur l'Iser. Enfin à une grande distance du prince Frédéric-Charles, l'armée du prince royal, formant l'aile gauche, était destinée à s'avancer en trois colonnes: l'une allant de Landshut à Trautenau, l'autre de Glatz à Skalitz, par le défilé de Nachod, et la troisième pénétrant entre les deux, par le chemin de Braunau à Eipel, avec mission de servir au

[1] État-major prussien.

besoin de réserve à chacune des colonnes extrêmes. Toutes trois devaient aboutir ensuite sur l'Elbe supérieur, à Kœniginhof, et donner la main au reste des forces prussiennes vers Gitschin.

MARCHE DE L'ARMÉE DE L'ELBE ET DE LA 1re ARMÉE.

Combats de Hühnerwasser et de Liebenau[1] (26 juin). — Le 23 juin, jour où les Italiens franchissaient le Mincio pour livrer le lendemain la bataille de Custozza, les corps prussiens cantonnés au nord passèrent la frontière ennemie sans rencontrer la moindre résistance. Le Ier corps autrichien n'avait pas reçu d'autre mission, en effet, que celle de recueillir les Saxons et de se rebattre ensuite vers le gros de l'armée. Aussi, le 16 juin, le général Clam-Gallas avait-il donné pour instruction à la Ire division de cavalerie légère de ne se laisser attirer à aucun engagement sérieux et de se borner à rester en contact avec l'ennemi. La 1re armée arriva donc sans difficulté à Reichenberg, et elle resta étroitement concentrée le 25 autour de ce point pour donner à l'armée de l'Elbe le temps d'atteindre les environs de Gabel. — Le 26, cette dernière livrait un combat d'avant garde à Hühnerwasser, et, de son côté, après un engagement à Liebenau, le prince Frédéric-Charles était assez heureux pour surprendre le passage de l'Iser à Turnau.

Sur ces entrefaites, Benedek s'était décidé le 17 à pénétrer en Bohême et à porter toutes ses forces sur la rive droite de l'Elbe entre Josephstad, Horitz et Milètin, pour se diriger de là sur l'Iser au-devant du prince Frédéric-Charles; il avait en conséquence le 21 expédié au corps austro-saxon l'ordre de se maintenir dans la position de Jung-Bunzlau et Münchengratz. Les Saxons s'étaient mis immédiatement en route, et le 25 ils avaient atteint Jung-Bunzlau; mais comme ils étaient très-fatigués par les marches rapides qu'ils avaient exécutées depuis leur départ de la Saxe, et comme ils supposaient l'ennemi hors d'état d'aborder la ligne de l'Iser le 26, il avait été résolu, du côté des Austro-Saxons, que l'on resterait en position dans cette journée et qu'on ajournerait au 27 le mouvement en avant. — Nous venons de voir comment la 1re armée, pendant cette inaction de l'ennemi, s'était emparée de Turnau, qui n'était pas défendu; c'était au moment même où une dépêche du général Benedek prescrivait de la manière la plus formelle aux troupes postées sur l'Iser « de conserver à tout prix Turnau et München-« gratz. »

Le prince royal de Saxe, qui les commandait, résolut d'exécuter

[1] Combat de *Sichrow*, dans la relation autrichienne.

ces ordres dès le soir même, de surprendre Turnau que l'on disait faiblement occupé, et de s'emparer d'une hauteur au delà de Podol, afin de pouvoir déboucher en sûreté le lendemain. Son entreprise était assurément inutile, car eût-il réussi à se rendre maître des défilés, le prince n'aurait pu se maintenir dans la position conquise avec la 1re armée sur son front, l'armée de l'Elbe sur son flanc et l'Iser à dos. Cependant, comme il croyait n'avoir devant lui que le 4e corps prussien, il espérait pouvoir le battre avec des forces supérieures avant que le 8e corps eût atteint l'Iser.

Combat de Podol (nuit du 26 au 27). — Mais de leur côté, les troupes du prince Frédéric-Charles, afin de s'assurer des ponts de Podol, se jetaient à l'entrée de la nuit du 26 au 27 sur ce village et l'enlevaient après une lutte opiniâtre. A la fin de ce combat, dit l'ouvrage du général de Moltke, un bataillon du 31e prussien dirigé sur Podol vit s'avancer au-devant de lui un bataillon ennemi; il s'arrêta aussitôt, mit genou à terre, le reçut par un feu de quatre rangs et s'élançant ensuite en avant à la baïonnette le rejeta sur le village et y pénétra à sa suite.

Combat de Münchengratz (18 juin). — Les Autrichiens rejetés en arrière s'étaient établis dans la position de Münchengratz et ils se disposaient le 28 à rejoindre en arrière l'armée principale qui, d'après les dépêches de Benedek, devait arriver le 30 à Gitschin, lorsqu'ils furent attaqués de front par les 7e et 8e divisions de la 1re armée, et sur la gauche par l'armée de l'Elbe, qui avait franchi l'Iser en présence des Saxons. Rejetés de Münchengratz, les alliés durent se replier en toute hâte sur Gitschin.

Combat de Podkost (nuit du 28 au 29). — Dans leur retraite, ils avaient occupé, par une arrière-garde, le long défilé de Podkost qui s'étend au milieu de rochers et de forêts. L'armée victorieuse du prince Frédéric-Charles força cette position dans la nuit du 28 au 29, puis le lendemain elle vint attaquer à Gitschin le corps austro-saxon.

Combat de Gitschin (29 juin). — Ce corps s'était résolu à accepter le choc de l'ennemi, parce qu'une dépêche de Benedek lui avait prescrit de tenir Gitschin à tout prix, en lui assurant le concours du IIIe corps pour cette journée. Or, par suite des progrès de la 2e armée dans cette même journée du 28, Benedek avait déjà dû abandonner ce projet à l'heure où ses assurances de secours arrivaient à Gitschin.

Jusqu'à ce jour, le voisinage des colonnes du prince royal de Prusse sur le flanc droit des corps autrichiens, et les échecs graves subis par ceux-ci, n'avaient rien fait changer au plan en vertu du-

quel le feldzeugmeister voulait marcher sur l'Iser, en ne laissant qu'un seul corps sur le haut Elbe. Mais, lorsque le 20, à huit heures du soir, on eut reçu la nouvelle du combat de Soor [1], « on commença au quartier général autrichien à douter de la possibilité « d'exécuter ce plan avec des corps fatigués, et l'armée du prince « royal concentrée et victorieuse sur le flanc [2]. » Il se fit alors un revirement complet dans la manière dont le général en chef autrichien appréciait la situation, et à onze heures du soir il contremanda le mouvement que le III[e] corps devait faire dans la direction de Gitschin, et lui prescrivit de rester à Miletin ; les autres corps durent achever les mouvements commencés le 28. — Le lendemain 29, à sept heures du matin, avisé du combat de Münchengratz et de la retraite du corps austro-saxon sur Gitschin, Benedek donnait des ordres, vers huit heures, pour la concentration de ses forces dans la position de Dubenetz [3], et il ne faisait connaître qu'après midi au prince de Saxe qu'il renonçait à son projet de marcher sur l'Iser. Cet avis ne parvint à Gitschin qu'à sept heures ; le corps austro-saxon y était engagé depuis trois heures dans une lutte sanglante ; il avait été attaqué par la 5[e] division (Tümpling) et la 3[e] (Werder) « sur les deux routes de Turnau et de Sobotka, que sépare « une montagne hérissée de rochers et couverte d'une forêt. Cette « configuration du terrain, dit le général de Moltke, fut cause qu'il « y eut deux combats complétement distincts, car il était impos- « sible aux troupes de se soutenir mutuellement; aussi, chacune « des deux divisions prussiennes croyait-elle combattre seule ce « jour-là. » La combinaison tactique adoptée par les généraux prussiens était assurément périlleuse, et l'on peut prononcer le même jugement sur l'attaque de Münchengratz entamée de front par la 1[re] armée, et de flanc par l'armée de l'Elbe, qui devait en outre passer l'Iser sous le canon ennemi. Quoi qu'il en soit, l'attaque des Prussiens, à Gitschin comme à Münchengratz, triompha de la vigoureuse résistance de leurs adversaires. Sur la droite des Autrichiens, le général Tümpling enleva le village de Diletz et menaça les communications des Impériaux sur Gitschin, tandis que sur la gauche le général Werder opérait avec succès le même mouvement tournant. Devant ce double échec, les Austro-Saxons durent évacuer le champ de bataille et abandonner Gitschin, que les Prussiens en-

[1] Combat livré par la 2[e] armée, ainsi qu'on le verra plus loin. Soor est au sud de Trautenau.

[2] État-major autrichien.

[3] Près de Schurz.

levèrent dans la nuit après un dernier engagement. Ainsi, de ce côté, 140 000 Prussiens avaient pu venir à bout, sans difficulté, de 60 000 hommes, et parvenir au point qui leur avait été assigné.

MARCHE DE LA 2e ARMÉE.

La tâche de la 2e armée, forte seulement de 115 000 hommes, était plus difficile. Elle avait à franchir des défilés de la plus grande importance, et dans lesquels il était aisé de l'arrêter; les Autrichiens, il est vrai, avaient commis la grosse faute de ne pas les occuper; mais, ces défilés franchis, les Prussiens devaient encore arriver sur le haut Elbe, en trois colonnes séparées l'une de l'autre de 4 milles environ, et cette position du haut Elbe était précisément le lieu de concentration assigné par Benedek à toute son armée, qui marchait en ce moment de la Moravie vers la Bohême. C'était là, pour la 2e armée, une opération fort aventureuse pour le moins, et qui pouvait l'exposer à de grands désastres ; aussi, « le prince royal « ne se dissimulait pas les difficultés considérables qu'il avait à « vaincre, si l'ennemi savait profiter des obstacles naturels du ter- « rain [1]. » Heureusement pour les Prussiens, le feldzeugmeister parut n'attacher qu'une importance secondaire à la marche de ces colonnes. Elle lui avait été signalée, cependant, le 26, par de nombreux avis de ses avant-postes, et il avait alors sous la main, malgré le retard des jours précédents, assez de forces disponibles pour se jeter au-devant des Prussiens, car « le IVe corps pouvait « être le 27 du côté de Trautenau, le Xe vers Braunau, le VIe à Na- « chod. Quant au IIIe, qui était à Kœniggratz, et au VIIIe à Tynist, « ils pouvaient, jusqu'au soir du 27, s'avancer vers la Mettau entre « Neustadt et Jaromir, et se porter le jour suivant là où ce serait « nécessaire, tandis que le 28 le IIe corps et la 2e division de cava- « lerie légère entreraient en ligne, également à Neustadt. Mais Be- « nedek, malgré tous les rapports, poursuivit un plan de concentra- « tion sur la rive droite de l'Elbe ; et s'il envoya deux corps sur la « rive gauche, ce fut dans la seule pensée de couvrir tout ce « mouvement [2], » en exécution depuis que les troupes avaient quitté la Moravie. Même après les rencontres des 27 et 28, il persista dans son idée première, et il ne parut se rendre compte de la gravité du danger qu'il courait de ce côté que le 29, alors qu'il n'était plus temps de résister à l'invasion, puisque la jonction des colonnes du

[1] État-major prussien.
[2] État-major autrichien.

prince royal et des diverses armées prussiennes était définitivement assurée à la suite de glorieux combats.

Combat de Nachod [1] (27 juin). — Nachod ouvrit la série de ces succès de la 2e armée. Son 6e corps était resté en Silésie, pour y faire des démonstrations et tromper ainsi le plus longtemps possible les Autrichiens; en attendant, le général Steinmetz franchissait la frontière le 26 juin, à l'extrême gauche, avec le 5e corps: il suivait le défilé de Nachod, qui est long et difficile. Le commandant en chef autrichien n'avait envoyé de ce côté que la brigade de cuirassiers de Solms, pour former, dès le 21, l'avant-garde de l'armée impériale; mais il n'y avait détaché aucune troupe d'infanterie: aussi le général de Lowenfeld, qui formait l'avant-garde prussienne, pénétra-t-il sans résistance dans ce village, situé comme dans un entonnoir, au fond de la vallée de la Mettau; puis, le 27 au matin, il sortit de cette vallée, et parvenu sur la hauteur à la rencontre des routes de Skalitz et de Neustadt, il envoya en reconnaissance sur chacune d'elles un escadron de dragons, et fit occuper Wysokow sur son front. Le 5e corps devait, ce jour-là, rester à Nachod, et le général de Lowenfeld établissait ses bivouacs sur la hauteur, vers huit heures et demie, lorsqu'on lui signala du côté de Neustadt l'arrivée de fortes colonnes; c'étaient deux brigades du VIe corps autrichien (général Ramming), qui, averties du voisinage de l'ennemi, se portaient au-devant de lui vers l'église de Wenceslas.

Benedek avait prescrit à ce corps de se rendre, le matin même du 27, d'Opocno à Skalitz, d'y prendre position et de pousser une avant-garde sur Nachod, que le général Ramming ne savait même pas être occupé par l'ennemi. La brigade Hertwek, pour exécuter ce dernier ordre, marchait sur Wysokow, lorsqu'elle aperçut l'extrême avant-garde du 5e corps, et engagea avec elle le combat dit *de Nachod*.

Ce 5e corps, d'après les habitudes prussiennes, était divisé en *avant-garde* (17e brigade), *gros* (19e et 20e) et *réserve* (18e) [2]; des bataillons étaient fractionnés en demi-bataillons, disposés sur deux lignes dans le gros et la réserve; un bataillon et demi d'un régiment formait la 1re ligne; l'autre bataillon et demi la seconde. Les troupes de l'avant-garde parvinrent successivement sur le plateau,

[1] Combat de *Wysokow*, pour les Autrichiens.

[2] On sait que, dans l'armée prussienne, les divisions d'infanterie étaient numérotées de 1 à 16, et les brigades de 1 à 32. Le 5e corps, dont il est ici question, comprenait donc les 9e et 10e divisions, et les 17e, 18e, 19e et 20e brigades.

le long de la route de Neustadt, et combattirent la brigade Hertwek jusqu'à dix heures. A ce moment, elles avaient réussi à la repousser des bois situés à l'ouest de la route et de la chapelle Wenceslas; mais une 2e brigade autrichienne, bientôt suivie d'une 3e et de la cavalerie de Solms, entrait alors en ligne et, après une escarmouche de tirailleurs, le combat s'engagea de nouveau vers onze heures et demie; du côté des Prussiens, il n'y avait toujours en ligne que l'avant-garde et la brigade de cavalerie Wnuck, qui appartenait au gros et avait rejoint les fractions engagées en parcourant sept mille pas au trot dans un terrain fort mauvais. Devant cette attaque, les Prussiens perdirent leur avantage, et « pendant « plusieurs heures, ils se trouvèrent dans une position critique; « acculés à la limite extrême du plateau au-dessus de la pente ra- « pide et couverte de bois qui descend vers le Mettau, ils n'avaient « pas de réserves, et cependant, si mauvaise que fût cette position, « il était indispensable de s'y maintenir malgré la supériorité de « l'ennemi, car le reste du corps arrivait par derrière, et il fallait « qu'il pût déboucher. Dans cette extrémité, le 4e dragons[1] essaya « de charger; mais le terrain était défavorable, et il lui fallut renon- « cer à renouveler cette tentative[2]. » Le combat fut opiniâtre; il se termina par une charge hardie de la brigade Wnuck contre cinq escadrons de cuirassiers autrichiens, charge qui fut suivie d'une seconde contre un carré ennemi. Le général de Lœwenfeld avait pu ainsi tenir trois heures avec sa seule avant-garde contre vingt et un bataillons autrichiens, et par sa vigoureuse résistance il avait permis au 5e corps de se déployer hors du défilé. Cependant « l'infanterie du gros de la colonne ne put arriver que « peu à peu sur le plateau. Elle avait eu les plus grandes difficultés « à surmonter pour traverser des routes encombrées par les cais- « sons et les voitures d'ambulance, peu à peu elle occupa forte- « ment Wysokow, Wenzelberg et le bois qui s'étend entre les deux « villages, et tout le reste vint se former en arrière de ces trois « points d'appui[3]. » Vers trois heures du soir, la partie n'était plus tenable pour les Autrichiens, qui avaient appuyé vers Wysokow. Décimés par le fusil à aiguille, ils durent abandonner le champ de bataille et battre en retraite sur Skalitz; toutefois ils ne furent pas poursuivis par les Prussiens.

Combat de Trautenau (27 juin). — Tandis que l'aile gauche du prince royal remportait à Nachod cet avantage, son aile droite

[1] Régiment divisionnaire.
[2] État-major prussien.
[3] Idem.

éprouvait par contre un grand échec qui aurait pu compromettre le plan général de l'armée prussienne, si Benedek eût suivi la fortune sur le seul point important où elle se montrât favorable. En effet, le 27, à Trautenau, le feld-maréchal-lieutenant Gablenz avec le Xe corps, infligeait au 1er corps prussien un échec considérable, et le même jour, à Oswiecim, sur un autre théâtre, d'autres troupes autrichiennes complétaient par un succès sur le général Stolberg cette journée, la seule qui, durant cette campagne si courte d'ailleurs, dût être favorable aux armes impériales.

Le 1er corps prussien avait pour objet d'atteindre Trautenau de bonne heure ; mais par suite d'un retard de sa colonne de droite, il n'y arriva qu'à dix heures, et trouva le pont de l'Aupa barricadé ; il avait devant lui une brigade du Xe corps, qui n'était parti ce même jour qu'à huit heures du matin de Schurz sur l'Elbe, s'était échelonné sur la route, et ne put engager jusqu'à trois heures de l'après-midi que cette brigade contre le 1er corps prussien. Aussi le général de Bonin, bien que ses troupes n'arrivassent également en ligne que successivement, en avait-il eu facilement raison, et dès que le gros de son avant-garde avait paru, il avait escaladé les hauteurs sud de Trautenau, en les faisant attaquer à la fois de front et sur les deux ailes ; puis il s'était établi au sud de la ville et, se croyant maître de la journée, il avait refusé le concours de la première division de la garde accourue au bruit du canon. Cependant, au moment même où cette division s'éloignait du champ de bataille, le reste du Xe corps s'avançait contre Trautenau, s'en emparait et rejetait dans le défilé tout le 1er corps prussien. Celui-ci, épuisé par les fatigues de la journée, fut contraint de reculer jusqu'au bivouac qu'il avait quitté le matin. « Dans ce combat, l'infanterie « prussienne seule fut engagée ; la cavalerie ne lui fut d'aucun se« cours, et la plus grande partie de l'artillerie resta dans des posi« tions trop éloignées pour lui permettre du jouer un rôle efficace « sur le véritable terrain du combat. Les Autrichiens, au contraire, « libres de tous leurs mouvements, firent agir toutes leurs armes, « et surent profiter de la supériorité de leur artillerie[1]. » Mais comme ils étaient harassés par une longue marche, comme d'ailleurs les ordres du général en chef étaient très-précis, ils ne dépassèrent pas Trautenau, et s'établirent paisiblement au sud de cette petite ville.

Le général Gablenz avait en effet reçu pour instruction, le matin, « de courir sus à la colonne du général de Bonin avec la plus

[1] État-major prussien.

« grande vigueur partout où elle se montrerait, mais de ne pas la « poursuivre trop loin.[1] » On voit donc une fois de plus que Benedek, en prescrivant ces dispositions et celles du VI[e] corps, qui le même jour combattait à Nachod, ne songeait pas du tout à entamer fortement l'armée du prince Royal, dont il jugeait mal le rôle ; ces mesures, plutôt dérivatives qu'offensives, avaient « pour but, écri- « vait-il à ses lieutenants, de couvrir le déploiement de l'armée or- « donné précédemment en avant de Josephstadt; mais cela, ajouta- « t-il, ne doit nullement empêcher de marcher à l'ennemi avec la « plus grande vigueur partout où il se montrera. Cependant il faut « limiter la poursuite à la frontière, qu'on ne doit pas dépasser « jusqu'à nouvel ordre. » On voit bien par cette citation que la lutte contre le prince royal lui paraissait l'accessoire, tandis que ce devait être le but principal qu'il fallait atteindre pour éviter les désastres qui devaient suivre.

Combat de Soor[2] (18 juin). — Gablenz avait demandé en toute hâte au feldzeugmeister de faire soutenir son flanc droit vers Deutsch-Praussnitz et Eipel ; Benedek répondit à cette demande[3] que deux bataillons du IV[e] corps seraient envoyés le 28 sur ce point ; mais dans la matinée du même jour il ordonnait à Gablenz de se rabattre sur Deutsch-Praussnitz, et ne pensait plus dès lors nécessaire d'y envoyer les deux bataillons; aucun avis de ce changement d'ordre ne fut donné à Gablenz, qui n'avait pu arriver jusqu'à Praussnitz, parce que en se rendant sur ce point pour y disposer la défense, il avait dû faire face à une attaque de la garde, à Bürkersdorf; c'est seulement au milieu du jour qu'il apprit par un officier du génie que Praussnitz ne contenait aucun soldat autrichien, mais bien des bataillons prussiens, et force lui fut dès lors d'indiquer vers le nord-ouest, Pilnikau comme ligne de retraite aux trois brigades qui, d'après les ordres de Benedek, avaient dû descendre de Trautenau sur Praussnitz. La 1[re] division de la garde les avait attaquées et avait enlevé avec vigueur les villages de Bürkers-

[1] État-major autrichien.

[2] Dit aussi de *Bürkersdorf*; pendant la guerre, les journaux appelaient encore ce combat : le second de *Trautenau*; quant aux Autrichiens, ils le désignent sous les noms de *Neu-Rognitz* et de *Rüdersdorf*.

[3] La relation prussienne prétend ici que quatre bataillons avaient été promis par Benedek à Gablenz; que, par suite d'une erreur de nom, ces bataillons seraient allés à Ober-Praussnitz et non à Deutsch-Praussnitz, et que le quartier général autrichien, informé de cette méprise, n'en avait rien fait savoir à Gablenz. On ne lit rien de semblable dans l'ouvrage autrichien.

dorf et de Neu-Rognitz, tandis que sur un autre point du champ de bataille deux bataillons de la 2e division prussienne résistaient héroïquement à la 4e brigade du Xe corps, commandé par le colonel Grivicic. Ecrasés d'abord dans cette lutte inégale, ces braves bataillons bientôt soutenus par d'autres troupes, repoussèrent à leur tour et détruisirent la brigade autrichienne à Rüdersdorf et Alt-Rognitz. Quant au reste du Xe corps, il était rejeté loin du champ de bataille. Cette victoire était complétée le même jour par les succès de Münchengratz et de Skalitz, qui assuraient également sur les ailes l'avantage aux Prussiens.

Combat de Skalitz (28 juin). — Les Autrichiens, en effet, n'avaient pas été plus heureux sur le cours inférieur de l'Aupa [1], à Skalitz, point sur lequel le général Ramming s'était porté après son échec de Nachod ; il avait demandé le soir même des renforts à Benedek, car ses troupes, disait-il, étaient complétement épuisées et hors d'état de repousser l'attaque à laquelle on devait s'attendre le lendemain. Pour le soutenir, le feldzeugmeister prescrivit au VIIIe corps de se porter en avant avec ordre, « si un combat s'en-« gageait le 28 à Skalitz, de se déployer en première ligne avec le « VIe corps en réserve ; puis, si les Prussiens ne l'avaient pas attaqué « à deux heures, de rétrograder avec le VIe corps sur la rive droite « de l'Elbe, en laissant le IVe sur la rive gauche pour couvrir l'ar-« mée. Quant au Xe corps, il devait se rapprocher de ce dernier « sous Josephstadt [2]. »

Ces ordres étaient donnés encore de Skalitz le 28, à onze heures, au moment où Gablenz subissait l'échec de Soor, dont nous venons de parler, et où commençait, sous les yeux mêmes de Benedek, le décisif combat de Skalitz. Il demeure dès lors bien avéré que, dans cette importante journée, le commandant en chef autrichien ne songeait pas plus à prendre l'offensive sur ce dernier point que du côté de Trautenau ; il ne comprenait pas encore l'imminence du danger qui le menaçait sur son flanc droit, et la nécessité de ramasser immédiatement toutes ses forces disponibles pour écraser les Prussiens. Ce fut le général Steinmetz qui vint offrir le combat vers dix heures trois quarts aux Autrichiens établis dans une position défensive assez mauvaise, car ils avaient à dos l'Aupa, et cette rivière, aux rives encaissées et rocheuses, loin d'être une protection, n'était qu'un danger dans le cas d'une retraite. Steinmetz avait ordre de se porter à droite sur Gradlitz, afin d'y opérer sa jonction

[1] L'Aupa, affluent de l'Elbe, passe à Trautenau et à Skalitz.
[2] État-major autrichien.

avec le reste de la 2e armée; il avait attendu, pour se mettre en marche, la 2e division de la garde, que le prince royal lui avait promis de lui envoyer pour le soutenir, mais qui, nous l'avons vu, avait dû être dirigée vers Trautenau pour réparer l'échec du général de Bonin. Bien qu'il fût averti de ne pas compter sur la garde, le général Steinmetz n'hésita pas à attaquer la position de Skalitz; il disposa son corps d'armée et une brigade du 6e corps, placée sous ses ordres, de manière à faire front, suivant les circonstances, à l'ouest ou au sud, établissant d'ailleurs ses troupes sur deux lignes, par demi-bataillons. L'avant-garde, qui débouchait de Starkoc, « s'attendant à être attaquée, était formée : l'infanterie sur deux « lignes, l'artillerie en avant du front, le régiment de dragons en « arrière et à droite[1]. » Tous les efforts des Prussiens se portèrent sur un bois de chênes qui est à l'ouest de Dubno ; dès qu'ils l'eurent enlevé, ils se dirigèrent sur Skalitz en s'approchant de la gare du chemin de fer. A la vue de ces colonnes d'attaque, vers midi, une brigade autrichienne sortit tout entière de la ville sur deux lignes, avec un escadron en arrière qui débordait l'aile droite; 6 bataillons et demi prussiens l'attendirent de pied ferme, et la reçurent à bonne portée par des feux de peloton et de feux rapides[2]; l'aile gauche autrichienne n'en avança pas moins jusqu'à cinquante pas, mais là elle dut faire demi-tour, malgré les efforts de ses officiers, et fut poursuivie par des pelotons de tirailleurs qui l'accablèrent de leur feu. Alors commença l'attaque de la gare : le 47e prussien, complétement intact, marcha sur ce point avec des tirailleurs déployés en avant de son front; il était encore disposé sur deux lignes par demi-bataillon et s'avançait avec calme dans cet ordre à travers l'espace découvert qui s'étend entre le bois et la ville : puis, soutenu par d'autres fractions de corps qui s'étaient ralliées à lui, il enleva vigoureusement la gare, et Skalitz devint alors l'objet d'une attaque générale par l'est et le nord. Après une lutte acharnée, l'archiduc Léopold, qui avait dirigé la défense avec ses trois brigades contre les cinq brigades prussiennes, dut songer à la retraite; elle s'effectua jusqu'à la rive droite de l'Elbe pour le VIIIe corps et pour le VIe, tandis que le IVe restait à Dolan pour empêcher la poursuite. Après cet échec et celui de Soor, il n'était plus possible d'arrêter la marche des colonnes du prince royal; et les combats du lendemain à Gitschin, Kœniginhof et Schweinschadel devaient assurer la jonction de toutes les forces prussiennes.

[1] État-major prussien.

[2] C'est le feu à volonté.

On doit remarquer ici que le 28 était la journée vraiment décisive pour Benedek, celle dans laquelle il pouvait réparer bien des fautes commises depuis l'ouverture de la campagne. Que serait-il arrivé, en effet, si le général en chef autrichien, qui avait sous sa main les III[e] et IV[e] corps[1], eût renforcé en temps utile les VI[e] et VIII[e] à Skalitz, et eût rejeté Steinmetz soit vers le nord, soit vers le défilé de Nachod; si, d'autre part, il eût envoyé en hâte d'importantes réserves au X[e] corps, vainqueur le 27 à Trautenau, précisément au point de jonction des 1[re] et 2[e] armées prussiennes, et s'il l'eût mis ainsi en mesure d'écraser la garde? Avec les cinq corps d'armée[2] qu'il pouvait opposer sur la rive gauche de l'Elbe à la garde, au 5[e] corps et à la brigade du 6[e], seuls en ligne ce jour-là, ne devait-il pas battre les colonnes du prince royal, qui étaient séparées les unes des autres par une trentaine de kilomètres, dans un pays très-accidenté, et qui se trouvaient hors d'état, par conséquent, de se porter mutuellement secours?

Benedek manqua cette occasion suprême, et, après le combat de Skalitz, il fit rétrograder, nous venons de le voir, les VI[e] et VIII[e] corps sur la rive droite de l'Elbe, à l'est de Miletin, où restait toujours immobile le III[e] corps. Il se contenta, pour protéger cette retraite, de laisser à Dolan, entre Josephstadt et Skalitz, le IV[e] corps moins une brigade envoyée au nord, à Ober-Praussnitz.

Combat de Kœniginhof (29 juin). — Les Prussiens déployaient une tout autre activité pour atteindre leur but; ils agissaient avec l'assurance et l'audace que leur avaient données leurs premiers succès, les mauvaises dispositions des officiers autrichiens et la démoralisation profonde des troupes ennemies. Ainsi leurs chefs, comprenant combien il importait à l'armée de Silésie de poursuivre sans relâche sa marche vers l'Elbe, afin de s'assurer le passage du fleuve, lancèrent leurs colonnes en avant dans toutes les directions. La garde reçut, à cet effet, l'ordre de se porter sur Kœniginhof, et l'infatigable Steinmetz, marchant de Skalitz sur Gradlitz, facilitait cette opération, tout en donnant par cette manœuvre plus de cohésion aux divers corps de l'armée du prince royal.

« Il était temps qu'on commençât au quartier général autrichien « à se faire une idée plus exacte du danger pressant qui résultait

[1] Le II[e] corps était encore fort en arrière le 27 au soir; il se trouvait à Solnic et n'approchait de Josephstadt que le 28 au soir. Mais le III[e] était à Miletin le 27, et il y resta le 28; quant au IV[e], il ne fut pas employé davantage le 28.

[2] Même six, s'il n'eût pas laissé le II[e] corps en arrière.

« du voisinage de l'armée de Silésie. Il fallait renoncer à continuer « les mouvements que l'on s'était proposé d'exécuter du côté de « l'Iser; les troupes qui se trouvaient déjà en marche reçurent « contre-ordre en chemin; c'étaient le III[e] corps, qui se dirigeait « vers Gitschin, et la 3[e] division de cavalerie de réserve [1]. »

En conséquence, le III[e] corps resta encore à Miletin; les autres, y compris le II[e], qui enfin paraissait en ligne, durent se réunir sur le plateau de Dubenetz, sur la rive droite de l'Elbe, dans la position que le général Benedek s'était proposée dès son entrée en Bohême; le IV[e] corps seul resta provisoirement à Dolan, sur l'autre rive du fleuve, mais avec défense d'accepter une collision inégale. « Ainsi l'armée autrichienne se trouvait en mesure de recevoir, « le 30, l'attaque de l'armée de Silésie. Elle n'occupait pas plus d'un « mille et quart, et on avait réuni dans cet espace cinq corps d'ar- « mée, outre quatre divisions de cavalerie [2]. »

Le terrain était, il est vrai, très-accidenté; mais le front était couvert par le fleuve, et en somme, la position était bonne au point de vue de la défense. Mais pour la conserver, il fallait tenir à tout prix les ponts de Kœniginhof; ils furent tout au contraire faiblement gardés, et le colonel Kessel, de la 1[re] division de la garde, qui se dirigeait sur cet important village, tandis que le 1[er] corps marchait également vers l'Elbe plus au nord, put enlever Kœniginhof et les ponts presque sans résistance, assurant ainsi le passage à l'armée du prince royal. Menacée sur son front par la prise de ce village, prise de flanc et à revers sur la gauche par la défaite de Gitschin et la retraite du corps austro-saxon jusqu'aux environs de Sadowa, la position autrichienne allait être également ébranlée sur sa droite par le combat de Schweinschadel.

Combat de Schweinschadel (29 juin). — De ce côté, le général Steinmetz remportait une troisième victoire en cherchant à gagner la position qui lui était assignée près de Gradlitz. Il avait dû laisser reposer, dans la matinée du 29, ses troupes épuisées par les affaires du 27 et du 28; puis il avait cherché à tourner la gauche du IV[e] corps, établi à Dolan et à Schweinschadel, avait rejeté les Autrichiens sous le canon de Josephstadt; enfin il venait donner la main au corps de la garde, maître de Kœniginhof.

La journée du 30 ne fut troublée que par une canonnade sans résultat d'une rive à l'autre de l'Elbe, entre le II[e] corps autrichien et le corps de Steinmetz. Benedek, après avoir perdu de 30 à

[1] État-major prussien.
[2] Idem.

40 000 hommes en quelques jours, avait enfin tous ses corps réunis autour de lui; deux d'entre eux, les Ier et IIe, n'avaient pas donné, le IVe n'avait été engagé qu'à Schweinschaedel; les autres, le Xe surtout, avaient beaucoup souffert. Quant au Ier corps, il avait dû, après le combat de Gitschin, se retirer sur Sadowa avec les Saxons, et laisser ainsi à découvert l'armée impériale, dont la position n'était plus tenable. Aussi le feldzeugmeister se décida-t-il à la ramener en arrière, dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, « car le « Ier corps et les Saxons, écrivait-il de Dubenetz à l'empereur, ont « été refoulés; cet échec m'oblige à reculer moi-même dans la « direction de Kœniggratz. »

BATAILLE DE SADOWA OU DE KŒNIGGRATZ
(3 juillet).

Il concentra, en effet, toutes ses troupes sur ce point, et après avoir, dans la matinée du 1er juillet, « désespéré de la fortune au « point de conseiller à l'empereur de faire la paix à tout prix, s'il « voulait éviter une catastrophe certaine[1], » il se disposa à tenter le sort des armes dans une bataille décisive. Il prescrivit, dans la soirée du 2 juillet[2], à tous ses corps de s'établir en demi-cercle autour de Kœniggratz, le dos à cette place et à l'Elbe, le front couvert par un petit affluent de ce fleuve, la Bistritz, que la grande route traverse au pont de Sadowa. Les troupes autrichiennes, placées sur des collines couvertes de villages et de quelques bois, avaient à leur gauche les Saxons, en face de Nechanitz, et elles s'étendaient à droite le long d'un autre affluent de l'Elbe, la Trotinka; le Xe corps était à la droite des Saxons; venait ensuite le IIIe, à cheval sur la route de Sadowa et posté sur les hauteurs de Lipa et de Chlum; enfin le IVe et le IIe, à l'extrême droite, devaient, dans le plan du général en chef, s'établir de Chlum à l'Elbe; mais, par suite des circonstances de la bataille, et particulièrement des engagements dans le bois de Benatek, ces deux corps furent amenés à se porter plus en avant jusqu'à Horenowes, et à faire face à l'ouest, comme le reste de l'armée, au lieu de regarder le nord, par où devaient déboucher à midi les colonnes du prince royal.

[1] État-major autrichien.

[2] Le supplément XXI de l'ouvrage prussien donne un croquis de la position des deux armées le 2 juillet. Il est utile de le consulter. — Cet ouvrage nous apprend que les Prussiens avaient volontairement conservé un front d'une étendue de 5 milles environ, afin de pouvoir, au besoin, attaquer l'ennemi de flanc.

En seconde ligne, le VIII[e] corps devait soutenir les Saxons ; le I[er] et le VI[e] en arrière du centre, et les cinq divisions de cavalerie composaient les réserves principales, dont le général en chef s'était conservé l'entière direction. Chlum, situé sur un mamelon élevé, près de la route, était la clef de cette position, très-forte sur son front, mais vulnérable sur ses ailes, et vicieuse parce qu'elle avait l'Elbe sur ses derrières. La rive gauche de la Bistritz domine la rive droite : aussi les Autrichiens avaient-ils pu établir leur artillerie en terrasses superposées, et ils lui avaient ménagé un champ de tir très-étendu, en débarrassant le terrain de tout ce qui pouvait l'obstruer dans les principales directions.

« Du côté des Prussiens, dit le général de Moltke, on n'avait eu « connaissance ni de la marche du gros de l'armée autrichienne sur « Dubenetz, ni de sa retraite pendant la nuit. On croyait, au con- « traire, que la plus grande partie de l'armée ennemie occupait en « arrière de l'Elbe une position dont les ailes s'appuyaient aux « places fortes de Josephstadt et de Kœniggratz, » et l'on se décida à se mettre en mouvement le 3, avec l'intention d'attaquer les Autrichiens, si on les rencontrait, ou de gagner Pardubitz sur leur flanc, afin de les obliger à quitter leur position sans combat. Bientôt les reconnaissances apprirent au prince Frédéric-Charles qu'un certain nombre de corps ennemis étaient postés près de Sadowa ; il pensa, « non pas qu'elles faisaient une halte en marchant en re- « traite, mais qu'elles se portaient en avant pour attaquer ; il ré- « solut aussitôt de concentrer ses forces, en prévision de ce qui « pouvait se passer le lendemain » [1], et fit demander au prince royal de couvrir son flanc gauche dans l'attaque qu'il se proposait d'exécuter, afin de rejeter les Autrichiens sur l'Elbe.

Le commandant de la 1[re] armée rendit compte de ces dispositions au roi qui était à Gitschin, où il était venu prendre le commandement des armées prussiennes. « Mais Sa Majesté, dit le général « de Moltke, prit aussitôt la détermination d'attaquer l'ennemi [2] avec « toutes ses forces, sans se préoccuper de savoir si l'on avait devant « soi toute l'armée autrichienne, ou seulement une partie consi- « dérable de cette armée. On osait à peine espérer qu'elle serait là « tout entière ; mais, du moins, s'il fallait plus tard attaquer la po- « sition de l'Elbe, cette opération serait bien plus facile après un « combat heureux, et la situation des armées prussiennes donnait « tout lieu de compter sur une victoire pour le lendemain. »

[1] État-major prussien.

[2] L'ouvrage prussien dit que la France parlait de négociations, et qu'il fallait se hâter de frapper un grand coup.

Le roi envoya donc l'ordre au prince royal de se porter avec toutes ses forces au secours de la 1re armée; l'officier chargé de porter ces instructions arriva au quartier général de Kœninginhof à quatre heures du matin, et les dispositions furent immédiatement prises pour la mise en route de la 2e armée.

Pendant la nuit, le prince Frédéric-Charles s'était rapproché du champ de bataille et, vers six heures, par une pluie battante, il avait fait avancer la division Horn sur la chaussée de Sadowa, afin de faire remplir à son armée « le rôle qui paraissait indiqué et même « forcé : celui d'occuper l'ennemi en face, d'attirer ses forces sur « elle, et de lui résister solidement, de manière à faire réussir la « double attaque préparée contre ses deux flancs [1]. » C'étaient, avec l'armée de l'Elbe, 124 000 hommes [2] en ligne contre 200 000 Austro-Saxons établis dans une bonne position. A la gauche des Autrichiens, le général prussien Herwarth parvint à occuper Nechanitz, et à se poster sur la rive gauche de la Bistritz, entre Hradek et Lubno; les Saxons se retirèrent, sans grande résistance, devant lui, et vinrent rallier le gros de leurs forces sur la hauteur, entre Problus et Nieder-Prim. Au centre, la Bistritz fut également franchie par les 4e, 5e et 8e divisions; le village et le bois de Sadowa furent rapidement enlevés; mais l'artillerie autrichienne, assise sur les hauteurs de Lipa et de Langenhof, arrêta tous les efforts des Prussiens pour déboucher de ce bois; enfin, plus à l'est, le général Fransecky avec sa 7e division ne pouvait pas davantage sortir du bois de Benatek [3] dont il s'était emparé après des efforts inouïs, et il finissait même par être rejeté de ce bois sur le village. La situation devenait critique pour la 1re armée, écrasée par un feu meurtrier, contenue par des forces supérieures, et les Prussiens regardaient avec anxiété vers l'horizon, du côté où la 2e armée devait paraître, lorsque vers midi l'arrivée du prince royal, avec une partie de ses forces, changea soudainement la face des choses. Les Autrichiens n'étaient pas en mesure de recevoir ce choc; cependant ils auraient dû s'y préparer, et, comme le dit avec raison le général de Moltke, « il était bien impossible d'espérer que le pas- « sage de l'Elbe par la 2e armée et sa marche tout entière fussent

[1] État-major prussien.

[2] A midi, l'arrivée du prince royal portait à 220 000 hommes les forces prussiennes.

[3] Ce bois était désigné sous le nom de *Benatek* au moment de la guerre; l'ouvrage prussien l'appelle de *Maslowed*, et l'ouvrage autrichien *Swiep-Wald*.

« restés complétement inaperçus des Autrichiens, et que son ar-« rivée dût les surprendre. En approchant de la hauteur de Hore-« nowes, qui se dresse comme un rempart barrant la route, on n'a-« percevait qu'une seule batterie, et l'on devait croire, dès lors, que « l'ennemi avait placé des troupes chargées de couvrir son flanc à « l'abri de la vue, en arrière de la hauteur. S'il ne l'avait pas encore « fait, il avait encore le temps d'envoyer ses réserves de ce côté, « pendant que les Prussiens traverseraient cet espace de plus d'un « demi-mille, sur un terrain qui va en s'abaissant, où, par consé-« quent, aucun des bataillons ne pouvait se dissimuler. Les hauteurs « de Horenowes sont escarpées au nord et couvertes en avant par « les marécages qui bordent la Trotinka; c'était une position dé-« fensive tellement forte, que les Prussiens n'avaient de chance de « réussite qu'en faisant agir simultanément des forces considé-rables. »

Benedek ne fit rien de tout cela, il n'avait pas cherché un seul instant à prendre l'offensive contre le prince Frédéric-Charles avant l'arrivée de la 2e armée, si bien que l'on se demande avec le général de Moltke, « si le commandant en chef de l'armée autri-« chienne s'est rendu compte de l'étendue du danger qui le mena-« çait sur son flanc droit. » Ce qu'il y a de certain, c'est que cette 2e armée arriva sur le champ de bataille sans rencontrer une vedette ennemie; ainsi son 6e corps avait pu s'approcher de la Trotinka, la franchir, la 11e division à Racitz et la 12e au village de Trotina; puis cette dernière avait repoussé sur Lochenitz[1] la brigade Henriquez chargée de défendre la droite extrême des Autrichiens. A côté du 6e corps, la 1re division de la garde pénétrait au cœur de la position ennemie et s'établissait sans rencontrer de résistance sur l'importante hauteur située au sud-est d'Horenowes. La facilité extraordinaire avec laquelle les Prussiens occupaient des points si solidement tenus une heure auparavant par leurs adversaires, provenait de ce que, précisément au moment de cette marche offensive de la 2e armée, les IIe et IV corps autrichiens avaient reçu l'ordre d'abandonner les hauteurs de Maslowed-Horenowes, qu'ils avaient occupées à tort dans la matinée, et de venir prendre plus en arrière le poste qui leur avait été assigné primitivement entre Chlum et l'Elbe. Ils exécutaient cette longue et difficile marche de flanc, lorsque la 1re division de la garde, se glissant dans un espace laissé libre entre le IIIe et le IVe corps par le mouvement de

[1] Où se trouvait, sur l'Elbe, un des ponts qui devaient servir à la retraite des troupes autrichiennes.

ce dernier, pénétra comme un coin jusqu'à Chlum, clef de la position, qui était faiblement défendu et l'enleva vers deux heures trois quarts, presque sans coup férir. La relation prussienne dit même que dans sa marche cette division « ne reçut le feu des « troupes autrichiennes établies à Chlum que très-près du village, « ce qui donne à supposer que jusqu'à ce moment la bataille en- « gagée sur le front de l'armée depuis le matin avait exclusivement « attiré leur attention. »

Ce premier succès obtenu, la 1re division de la garde se portait sur Rosberitz et s'en emparait à trois heures, après avoir refoulé la 1re division de cavalerie de réserve autrichienne. En ce moment, les cinq brigades d'infanterie prussienne engagées occupaient la ligne de Rosberitz-Nedelist-Lochenitz et elles étaient maîtresses de Chlum. La 1re division de la garde, qui avait dû ce brillant résultat « à l'effet terrible du fusil à aiguille, avait pris, en outre, 55 ca- « nons ; sa tête de colonne étant sur la route de Sadowa et de Kœ- « niggratz, elle se trouvait ainsi sur les derrières du centre de la « position ennemie ; mais elle avait maintenant devant elle les puis- « santes masses de la réserve autrichienne, elle n'en était plus qu'à « deux mille pas[1]. »

Quant à l'aile droite de l'armée impériale formée des IIe et IVe corps, elle était battue et en pleine retraite sur Wsestar, Sweti, Predmeritz et Lochenitz. Au centre, le Xe corps commençait également la sienne, tandis qu'à l'aile gauche le prince royal de Saxe, menacé de son côté par l'armée de l'Elbe, évacuait la hauteur de Problus. A la suite de ce double échec sur leurs ailes, les Autrichiens se trouvaient dans une position fort critique, et cependant le feldzeugmeister Benedek « n'avait pas encore abandonné son « poste à côté des batteries entre Chlum et Lipa ; toute son atten- « tion demeurait concentrée sur le front de sa ligne, et il ne parais- « sait pas voir le danger que les progrès du prince royal faisaient « courir à son armée, lorsqu'on vint le surprendre en lui apprenant « que les Prussiens étaient maîtres de Chlum sur ses derrières. Il se « dirigea au galop sur ce point, y fut accueilli par la fusillade, se « rejeta sur Rosberitz pour rejoindre sa réserve, et y reçut également « le feu des Prussiens[2]. » Il n'était plus possible de conserver le moindre doute; l'ennemi, maître de la chaussée, était placé en arrière du centre de l'armée autrichienne, dont les deux ailes étaient tournées, et dont la ligne de retraite serait bientôt coupée ; il fallait

[1] État-major prussien.
[2] Idem.

songer à évacuer le champ de bataille, et cependant il restait encore en réserve deux corps d'infanterie intacts et plus de 70 escadrons de cavalerie. « Il est vrai, par contre, que du côté des Prussiens « les deux tiers de la 2e armée n'avaient pas encore pris part à la « bataille, et que la plus grande partie de la 1re armée n'attendait « qu'un ordre pour prendre l'offensive[1]. » Dès ce moment, les Autrichiens devaient faire marcher jusqu'aux dernières forces disponibles pour sauver leur aile droite d'une destruction complète et pour permettre à leur centre de se retirer, car le roi de Prusse avait donné à ses troupes, vers trois heures et demie, l'ordre de marcher en avant sur toute la ligne. Pendant ce temps, le feldzeugmeister portait des troupes du VIe corps contre Rosberitz et réussissait à l'arracher aux Prussiens, après un engagement opiniâtre de part et d'autre; mais il échouait de nouveau dans une tentative pour reprendre Chlum. Bientôt le gros de la 2e division de la garde entrait en ligne à son tour, occupait Lipa et venait se placer à l'ouest de ce village, face à Langendof, tandis que l'avant-garde du 1er corps s'avançait à Chlum au secours de la 1re division, qui avait si glorieusement rempli sa tâche. Vers quatre heures et demie, la 11e division prussienne, partie de Nedelist, atteignait Sweti et se dirigeait vers Rosberitz, au moment où l'avant-garde du 1er corps et une partie de la garde descendaient de la hauteur de Chlum pour reprendre Rosberitz. Ce point enlevé, les Saxons à la gauche et le Xe corps au centre contraints à céder le terrain, il ne restait plus aux Autrichiens qu'à se retirer en toute hâte sous la protection de leur grosse cavalerie, qui prit sa position par brigades afin de recevoir le choc de la cavalerie prussienne ; celle-ci, retardée dans sa marche par le passage des ponts, n'arrivait que successivement ; elle fut repoussée dans ses attaques, mais l'infanterie, qui la soutenait, fit éprouver de telles pertes aux Autrichiens, qu'ils durent se réfugier dans le plus grand désordre sur la rive gauche de l'Elbe. C'était une vraie déroute, un désastre ; car la perte totale des Impériaux s'élevait à 40 000 hommes, tandis que celle de leurs adversaires ne montait qu'à 10000, et la confiance de l'une des deux armées devait naturellement grandir en proportion de la démoralisation de l'autre.

MARCHE DES PRUSSIENS SUR VIENNE.

Après cette journée décisive qui produisit une grande sensation en Europe, l'Autriche invoqua la médiation de la France, et lui remit la Vénétie comme gage de la paix ; mais la Prusse, exaltée

[1] État-major prussien.

par ses triomphes, n'entendait pas déposer les armes avant d'avoir obtenu l'accomplissement de ses projets, c'est-à-dire l'anéantissement politique de l'Autriche en Allemagne, où elle entendait prédominer. Aussi, tout en acceptant la médiation de la France, elle n'arrêta pas sa marche victorieuse, et, après quelques jours d'un repos nécessaire à ses troupes, le roi de Prusse les remit en marche vers le sud. Le feldzeugmeister Benedek ramenait à Olmütz les débris de l'armée du Nord, lorsqu'il fut remplacé dans le commandement de cette armée par l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza.

Quant à l'armée prussienne, dès le 5 juillet, elle s'était remise en mouvement ; le prince royal avait pris la direction d'Olmütz afin d'atteindre de nouveau les Autrichiens. Ceux-ci, après une marche de huit jours sans repos, étaient enfin arrivés le soir du 11 juillet à Olmütz, et, grâce à cette « précipitation, ils avaient pu « éviter de nouveaux combats ; mais la valeur matérielle et morale « de leurs troupes avait dû nécessairement s'affaiblir de plus en plus. « D'ailleurs la 1re armée et l'armée de l'Elbe avaient de leur côté « exécuté leur mouvement en avant sur la droite avec une telle vi- « gueur, qu'à cette même date du 11, leur avant-garde n'était déjà « plus qu'à une journée de marche de Brünn. De là on pouvait en « quelques jours gagner Ludenbourg, couper les dernières com- « munications d'Olmütz avec Vienne, et menacer la capitale de « l'empire[1]. »

Ce danger n'avait pas échappé au gouvernement autrichien, qui résolut de rabattre sur Vienne la plus grande partie de l'armée du Nord, et, dès le 11 au soir, le IIIe corps se dirigea vers la capitale par le chemin de fer ; le corps saxon devait le suivre immédiatement. Ce même jour, le quartier général prussien était à Iglau ; le 13, il était transporté à Brünn, et le lendemain le général Herwarth, parvenu à Znaym, franchissait avec son avant-garde les limites de la basse Autriche.

Ces mouvements de la droite et du centre prussien mettaient de plus en plus les forces autrichiennes en danger d'être tournées dans leur position d'Olmütz ; aussi, sur la proposition de l'archiduc Albert, on prescrivit à Benedek d'accourir en personne avec toute son armée sur le Danube où l'on dirigeait également des troupes tirées de la Vénétie. Le feldzeugmeister donna immédiatement des ordres le 13 pour la continuation du mouvement de l'armée du Nord, qui devait en trois échelons gagner Vienne par Presbourg ;

[1] État-major prussien.

mais on dut suspendre ce mouvement le 15, par suite de la marche du prince royal sur Tobitschau et Prerau[1], où la division de cavalerie Hartmann, appuyée de la 3e brigade du 1er corps, battit les Autrichiens et vint couper la voie ferrée qui lui servait de retraite. Plus au sud, cette ligne était occupée également à Ludenbourg par le prince Frédéric-Charles, et trois corps d'armée autrichiens seulement (les IIe, IIIe et IVe) avaient pu gagner directement le sud ; il en restait autant dans Olmültz (les Ier, Ve et VIIIe) avec l'artillerie de réserve et le train, en tout 75 000 hommes. Benedek, ayant reçu l'ordre de se replier avec ces dernières troupes sur Presbourg, se mit en route par les difficiles chemins des petits Karpaths, et, après une marche pénible, il parvint à gagner Presbourg, où ses troupes arrivèrent épuisées.

Cependant la 2e armée prussienne, ayant accompli sa tâche, vint se mettre en réserve des deux autres qui s'approchaient rapidement du Danube. Le 18, le quartier royal était à Nikolsbourg, où quatre jours plus tard fut signée la suspension des hostilités. Cette trêve vint interrompre le combat de Blumeau que le 4e corps prussien livrait aux portes de Presbourg au 2e corps autrichien. Les préliminaires de paix furent signés le 26 juillet entre les deux grandes puissances allemandes, et un armistice fut immédiatement conclu pour quatre semaines à Nikolsbourg.

CAMPAGNE DE L'ARMÉE DU MEIN.

Tandis que ces événements se passaient au centre de l'empire autrichien, la Prusse remportait les mêmes avantages sur les fédéraux de l'Ouest. Après la défaite des Hanovriens, le général de Falckenstein avait réuni les trois divisions de Beyer, de Manteuffel et Gœben, fortes de 53 000 hommes, et les avait portées au-devant des alliés de l'Autriche, divisés en deux groupes forts chacun de 50 000 hommes environ et postés devant Francfort et sur le haut Mein.

L'un de ces groupes, formé par les Bavarois, après avoir hésité longtemps à se porter au secours des Hanovriens, s'était enfin décidé à les rallier. Mais, arrivé à Meiningen seulement le 30 juin, le prince Charles de Bavière y avait appris la capitulation du roi Georges, et, n'ayant plus de raison pour aller vers Gotha, il avait dû, en vertu de nouvelles dispositions, se rabattre à gauche vers Francfort, afin de se réunir au 8e corps fédéral.

De son côté, le général de Falckenstein, ayant concentré le

[1] Combat de *Prerau* ou de *Rokeitnitz*.

1er juillet ses trois divisions à Eisenach, se hâta de se porter en avant pour se jeter entre ces deux adversaires et les battre isolément, il prit la route de Fulde et Hanau ; mais au bout de quelques jours, le voisinage de l'armée bavaroise sur son flanc gauche lui fut révélé par plusieurs combats d'avant-garde. Aussitôt, et sans interrompre le mouvement de la masse principale de ses forces dans la direction de Fulde, il détacha à gauche la division Gœben ; cette division repoussa l'ennemi près de Dermbach (à Zella et à Wessenthal), le 4 juillet, puis reprit sa marche vers Francfort.

Cependant l'armée bavaroise, rétrogradant au sud, avait pris de nouveau position sur le flanc des Prussiens vers la Saale franconienne ; le général de Falckenstein n'hésita pas à la rechercher de nouveau. Le 9, il portait ses trois divisions sur Bruckenau, leur faisait traverser le Hohe-Rhœn, et le 10 juillet il repoussait les Bavarois à Waldaschach, Kissingen et Hammelbourg.

La jonction entre les 7e et 8e corps fédéraux n'étant plus possible en avant du Mein, le prince Charles devait se retirer sur Schweinfurt ; il y fut suivi par la division de Manteuffel, qui vint bientôt rejoindre le reste de l'armée prussienne en marche sur Francfort. En même temps, le général de Falckenstein, pour tromper le prince Alexandre de Hesse, qui commandait le 8e corps fédéral, et qui l'attendait toujours par la route de Fulde à Hanau, envoya de ce dernier côté la division de Beyer ; puis, franchissant la Saale, il se porta rapidement avec la division Gœben sur Aschaffenbourg, où il n'était guère attendu. Le prince Alexandre de Hesse, surpris, se hâta d'envoyer au-devant des Prussiens des troupes qui furent battues à Laufach (13 juillet), à Aschaffenbourg (14), et qui ne purent empêcher l'entrée du général de Falckenstein à Francfort, le 16. — Les fédéraux, impuissants à défendre la ville, durent se retirer au sud du Mein et se mettre en marche vers la Tauber, pour opérer enfin leur jonction avec les Bavarois.

L'armée prussienne demeura cinq jours à Francfort, qu'elle traita, chacun le sait, non comme une ville allemande, mais comme une ville conquise à l'étranger ; on ne pouvait lui pardonner d'avoir été le siége de la confédération favorable à l'Autriche. Puis cette armée, renforcée de 37 000 hommes et commandée en chef par le général de Manteuffel, se remit le 21 juillet à la poursuite des fédéraux. Le 24, ce général rencontra le 8e corps fédéral sur la Tauber; il le battit à Tauberbischoffsheim et à Werbach, il força ensuite le passage de cette rivière. Le 25, il refoulait de nouveau ce corps d'armée à Helmstadt et à Gerchsheim ; les Bavarois postés à 4 kilomètres, près de Rosbrunn, ne prirent pas de part à l'action ; enfin

attaqués à leur tour le 26, sur ce point, ils furent rejetés sur Wurtzbourg, que l'armée prussienne serra aussitôt de près et canonna le 27. La nouvelle de l'armistice de Nikolsbourg, le 28, vint interrompre les hostilités au moment où l'on entamait des négociations pour la reddition de la forteresse de Marienberg, située en face de Wurtzbourg. Cet armistice tirait les fédéraux d'une fort mauvaise situation, car, par la jonction de l'armée prussienne du Mein et du 2e corps de réserve qui venait de descendre de Hof sur Nuremberg, ils allaient être coupés des pays qu'ils étaient chargés de couvrir. Aux termes de la convention, les Prussiens occupèrent Wurtzbourg; ils étaient déjà à Mannheim et à Heidelberg.

TRAITÉS DE PAIX.

La conclusion de la paix était retardée par les exigences de l'Italie, qui, malgré les journées malheureuses de Custozza et de Lissa, ou plutôt à cause d'elles, ne voulait pas déposer les armes avant d'avoir pris revanche de ses deux défaites. Cette paix fut conclue cependant ; les traités furent signés le 23 août, à Prague, entre les deux grandes puissances, et du 13 août au 3 septembre, à Berlin, entre la Prusse et les autres États de l'Allemagne.

Personne n'ignore les modifications profondes qu'ils ont apportées à la puissance territoriale et militaire de la Prusse. Ces résultats heureux d'une campagne de si courte durée sont dus assurément au soin avec lequel cette puissance avait préparé depuis longtemps une guerre qui, dit le général de Moltke au commencement de son ouvrage, « était une nécessité historique. » Ils sont dus aussi à l'énergie des chefs d'une armée bien organisée dans tous ses détails, à l'élan des soldats surexcités par le succès, enfin à la puissance d'une arme qui leur inspirait toute confiance. Mais ces points admis, nous pouvons tirer de l'étude attentive de cette campagne deux sujets de réflexion qu'il importe de ne pas perdre de vue : c'est que le mode d'attaque des colonnes prussiennes pourrait offrir bien des dangers en face d'un adversaire entreprenant et prompt, et que dans toutes les opérations stratégiques et tactiques, en Bohême, les Autrichiens, pour diverses raisons et par l'effet de diverses circonstances dont chacun peut désormais se faire juge, ont singulièrement aidé aux succès inattendus de leurs adversaires.

CHRONIQUE MILITAIRE.

L'attention que nos lecteurs ont accordée aux renseignements que contenait notre dernière chronique sur la réorganisation militaire qui se poursuit en Autriche, nous engage à les tenir au courant des progrès de cette œuvre, digne de leur intérêt à plus d'un point de vue. Nous ne bornerons pas d'ailleurs à cette puissance le travail dont sa récente loi militaire a été pour nous l'occasion. Nous croyons en effet répondre à un besoin universellement senti dans les rangs de notre armée en jetant un coup d'œil général au delà de nos frontières et en faisant connaître les études dont on s'y occupe et les travaux qui s'y accomplissent. Il n'est plus possible de rester indifférent à tout ce qui se passe autour de soi en pareille matière, et l'on peut trouver d'utiles enseignements dans les comparaisons que ces recherches amèneront nécessairement. Nous nous proposons donc de passer en revue les différentes armées de l'Europe; nous étudierons avec soin les éléments de force ou de faiblesse qu'elles renferment; nous essayerons enfin d'apprécier, aussi sainement qu'il est possible de le faire à distance, leur valeur morale aussi bien que le côté matériel de leur organisation.

Un semblable travail, résumant, d'après les renseignements les plus récents, la situation militaire de la plupart des États voisins, formera un utile point de départ à la matière ultérieure de notre chronique, comme aux observations personnelles de nos lecteurs sur nos sujets communs d'étude.

La transformation de l'armée autrichienne se poursuit activement. La loi du 5 décembre 1868 avait, pour ainsi dire, posé les bases de l'édifice et ébauché ses diverses parties; les dispositions les plus récentes reviennent sur chacune d'elles, pour leur donner une forme

définitive. C'est un travail qui complète l'œuvre commencée et lui communique un nouvel esprit, la régularité d'action, la vie, si nécessaires à la durée des grandes institutions d'un pays.

Le ministère de la guerre a d'abord été réorganisé. Ici, les différences avec l'ancien ordre de choses sont peu accusées. Ce qu'il faut y voir avant tout, c'est que le ministre a réuni dans ses attributions les pouvoirs disséminés autrefois en différentes mains. Son autorité a bénéficié d'une partie des priviléges accordés jadis aux colonels propriétaires; c'est un progrès auquel on ne peut qu'applaudir.

Après l'organisation du ministère a paru celle des grands commandements territoriaux. La monarchie a été divisée en dix-sept circonscriptions : sept commandements généraux et dix commandements militaires.

Les commandants généraux sont à la fois chefs militaires et administratifs. Ils sont chargés, en cas de guerre, de la mobilisation de leurs corps d'armée. Un nouveau règlement a défini les règles de la mobilisation, et contient une disposition importante au point de vue de l'unité de direction. L'état-major d'un corps d'armée, formé des troupes d'un même commandement, devra toujours être pris dans l'état-major de ce commandement. De la sorte, les états-majors et les troupes mobilisées auront déjà eu le temps et l'occasion de se connaître durant les loisirs de la paix.

Le caractère de la réforme radicale introduite dans les institutions de l'armée apparaît surtout dans la constitution nouvelle du corps de l'intendance.

Autrefois le personnel de ce corps, représenté par des commissaires des guerres, était recruté un peu partout. A l'avenir les intendants, choisis au concours parmi les officiers, auront un rang en rapport avec leurs fonctions; leur position et leur avancement seront garantis par la loi; une émulation honorable, succédant chez eux à l'appât de la fortune, leur donnera l'estime publique et la confiance des troupes. Nos services administratifs semblent avoir servi de guide à la réforme autrichienne.

De nouvelles décisions statuent en dernier ressort sur les engagements volontaires d'un an, innovation essentielle et inconnue jusqu'à ce jour aux populations de l'empire.

Ici le gouvernement paraît s'être inspiré de l'organisation prussienne. Il a voulu ménager les ressources économiques du pays, et procurer à la réserve des éléments instruits, pris dans une classe d'hommes soumis, il est vrai, à l'obligation du service, mais ne faisant pas leur carrière de la profession des armes.

Pour être admis à contracter des engagements d'un an il faut justifier, par certificat ou par examen passé devant une commission, d'un degré d'instruction déterminé. Les jeunes gens aisés prennent à leur charge les frais d'entretien ; les autres sont incorporés aux frais de l'État.

Le volontaire peut choisir son corps ou sa garnison et continuer ses études, si sa profession l'exige.

Au bout d'une année, il est inscrit sur les contrôles de la réserve au titre de sa classe, et autorisé à subir un examen pour l'obtention du grade d'officier en cas de guerre.

Il faut malheureusement reconnaître que les officiers provenant de cette catégorie ne posséderaient qu'une expérience et une instruction militaire bien incomplètes, lorsqu'ils seraient pourvus d'un grade effectif et appelés sous les drapeaux ; mais la nécessité d'augmenter les cadres au moment du passage sur le pied de guerre, qui résulte de l'organisation autrichienne, a commandé l'adoption de cette disposition dont on s'est efforcé d'atténuer autant que possible les inconvénients par la condition du double examen imposé aux engagés d'un an pour qu'ils puissent en invoquer le bénéfice.

Nous avons déjà expliqué comment l'unité de direction avait été expressément maintenue dans l'armée active. Que les hommes ou les corps qui en font partie proviennent, en effet, des pays représentés au Reichsrath ou de ceux relevant de la couronne de Hongrie, tous sont exclusivement soumis à l'autorité du commandant en chef, représentant de l'empereur et du ministre de la guerre. Là, point de dualisme, et il n'en pouvait être autrement. Mais il n'en est pas de même, nous l'avons aussi montré, de la landwehr hongroise ou des *honveds*, milice intérieure et nationale, dont l'individualisme vient d'être encore une fois consacré par une récente ordonnance !

La landwehr des pays hongrois, dit le premier article, *sera distincte de la landwehr des pays autrichiens proprement dits.*

Voilà le point essentiel, la partie fondamentale du nouveau règlement. Toutefois, le cas est prévu où cette milice pourra, en temps de guerre, être exceptionnellement employée hors du territoire.

Les honveds se recrutent parmi les hommes de la réserve ayant accompli leur temps de service, et parmi ceux qui n'ont pas été désignés pour faire partie du contingent de l'armée permanente ou de la réserve.

En dehors des 78 bataillons et des 28 escadrons de hussards dont ils se composent, ils comprendront encore 4 bataillons et 4 esca-

drons, fournis par la Croatie et l'Esclavonie. Ce sera une force totale de 82 bataillons et de 32 escadrons.

Le pays sera divisé en six districts de landwehr.

En temps de paix, les honveds devront être organisés sur le papier, mais il n'y aura de véritablement constitué qu'une compagnie par bataillon et un escadron sur quatre.

Enfin, indépendamment du ministre de la défense nationale, qui est leur administrateur suprême, les honveds auront un commandant en chef spécial. Dans de semblables conditions d'organisation, ils apporteront assurément un puissant concours à l'armée quand sonnera l'heure du danger.

Le général Edelsheim, dont les brillants services dans les guerres d'Italie et d'Allemagne ont rendu le nom populaire jusque dans l'armée française, vient d'être nommé inspecteur général de la cavalerie. Nous croyons savoir que l'on va créer également un inspecteur général pour l'infanterie, et l'institution sera sans doute étendue à toutes les armes.

Nous ne pouvons qu'applaudir à cette incontestable amélioration du régime passé, qui substitue à l'autorité à peu près arbitraire des colonels propriétaires des régiments un contrôle sans lequel il ne saurait y avoir de véritable unité dans le commandement militaire.

Tandis que ce grand travail de réorganisation s'accomplit en Autriche, l'armée de la confédération du Nord ne reste pas inactive. Elle s'efforce d'étendre ses ressources et ses effectifs.

D'après les dernières nouvelles, sa cavalerie aurait reçu pour le cas de guerre un large acccroissement.

Les cinquièmes escadrons de chaque régiment, destinés jusqu'ici à former à l'intérieur les escadrons de dépôt, recevront, en temps de guerre, l'effectif de mobilisation, et se tiendront prêts à constituer des régiments actifs. Ils seront remplacés par de nouveaux escadrons de dépôt tirés de la réserve. On aura ainsi 76 escadrons de plus.

La cavalerie de la landwehr serait aussi modifiée. Elle ne comptera désormais ni dragons, ni lanciers, ni hussards, et ne sera plus groupée par régiments. Ce sera un corps unique, composé de 216 escadrons.

Tout cela est fort beau; mais n'est-il pas permis de douter des résultats pratiques de ces modifications? Pour former quatre escadrons actifs avec un escadron de dépôt, il ne faut pas seulement des chevaux, il faut encore que ceux-ci soient dressés; il faut des hommes, il faut des cadres. Nous le savons tous, ce n'est pas chose

plus facile en Prusse qu'ailleurs. On hésite donc à croire que l'armée fédérale puisse, en quelques jours, réaliser une innovation qui, dans tout autre pays, exigerait des mois, voire même des années.

On n'est pas moins surpris de l'énorme masse de cavalerie que la confédération du Nord compte inopinément réunir en cas de guerre.

On sait bien qu'il existe, dans chaque cercle administratif, un contrôle constamment à jour des ressources chevalines du pays. On sait que, sur un ordre de l'autorité, au moment de la mobilisation, les chevaux sont amenés en un lieu désigné, estimés par une commission, et payés à leurs propriétaires s'ils sont reconnus bons pour le service.

Mais on n'ignore pas non plus que l'armée fédérale, comptant sur le pied de paix un effectif de 71 000 chevaux, en exige 156 000 sur le pied de guerre. C'est un total énorme de 126 000 chevaux, dont 76 000 de trait et 50 000 de selle, qu'elle espère, par ce moyen, se procurer en peu de jours.

Or on comprend encore que le cheval de trait puisse passer directement de l'écurie du paysan dans les rangs de l'armée et y faire, tant bien que mal, son service ; mais peut-il en être de même du cheval de selle, qui a besoin d'être travaillé, manégé, exercé, en un mot, complétement dressé? Cette éducation demande au moins six mois ; en la réduisant à un minimum de trois, ce serait assurément un résultat remarquable. Que sera-ce donc s'il s'agit de dresser au service militaire 50 à 60 000 chevaux subitement enlevés aux travaux des champs? Quel laps de temps faudra-t-il pour cette préparation? Et quand elle sera achevée, les opérations de guerre, aujourd'hui si rapides, ne seront-elles pas bien près d'être terminées?

Il est donc sage de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire ces effectifs si imposants sur le papier, mais dont le simple bon sens réduit sensiblement le produit net.

L'Allemagne du Nord n'est pas aujourd'hui la seule à attirer nos regards. Au sud du Mein, dans ces contrées liées à la Prusse par les traités de 1866, mais jouissant encore de leur autonomie, se trouvent des armées dignes de toute notre attention.

Quatre petites puissances divisent ce pays ; ce sont, par ordre d'importance territoriale et militaire : la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade et la fraction du grand-duché de Hesse non annexée.

Depuis un an des faits curieux se sont passés au sein de ces États, et l'organisation de leurs forces a subi bien des modifications. Elle

en subit encore, et le travail de transformation s'achève peu à peu, au milieu d'agitations diverses.

Bade et la Hesse ont reçu de la Prusse des chefs, des règlements et des armes. Les forces de chacun de ces deux États se composent d'une division entièrement semblable aux divisions actives de l'armée fédérale. Sur un décret du roi de Prusse, ces divisions formeront un corps d'armée équivalent en effectif à l'un de ceux qui forment les douze corps d'armée du Nord.

Mais la Prusse ne s'est pas bornée à exiger cette identité d'organisation; depuis plus d'un an déjà le grand-duc de Hesse s'est vu dans la nécessité de supprimer son ministre de la guerre et de laisser incorporer sa division tout entière dans l'armée de la confédération. Pour opposer un semblant de résistance à l'hégémonie prussienne, on croirait qu'il n'a eu d'autre ressource que de conserver à ses régiments la formation à deux bataillons, au lieu de trois; mais tout fait présumer que cette anomalie ne tardera pas à disparaître, et l'absorption sera alors complète.

Quant aux troupes du grand-duché de Bade, si elles ne sont pas encore incorporées dans celles du Nord, du moins tout paraît préparé pour cette éventualité.

C'est dans ce petit État que les règlements prussiens ont été les premiers introduits. Là, comme en Bavière, comme en Wurtemberg, les nouvelles lois militaires sont promulguées, mais ne doivent recevoir leur exécution définitive qu'en 1872. Ce délai ne s'applique d'ailleurs qu'à la formation des effectifs de la landwehr, et il a été une conséquence forcée des exigences du recrutement.

En ce moment la division badoise, administrée et commandée par un ministre de la guerre, par un chef d'état-major, par plusieurs officiers supérieurs et quelques instructeurs, tous Prussiens, présente la composition suivante :

1° Infanterie. — 6 régiments, à 3 bataillons de 4 compagnies ;

2° Cavalerie. — 3 régiments de dragons à 5 escadrons ;

3° Artillerie. — 7 batteries, dont 1 batterie à cheval de 6 pièces de 4 ; 2 batteries à pied de 4 pièces de 6 ; 4 batteries à pied de 4 pièces de 4 ; 1 batterie d'artillerie de place ;

4° Génie. — 1 division de pionniers à 2 compagnies ;

5° Train. — 1 section.

La landwehr compte 10 bataillons.

Sur le pied de paix c'est un effectif total de 14 000 hommes ; sur le pied de guerre, de 27 000 pour l'armée active, et de 8 000 pour la landwehr ; en tout, 35 000 hommes.

Toutes ces troupes sont armées du fusil à aiguille prussien, du calibre de 15mm,4.

De fréquents exercices, des camps d'intruction, des marches, des manœuvres de campagne leur ont communiqué les qualités de solidité et d'aplomb si prisées dans l'armée fédérale. On a cherché à introduire aussi dans leurs rangs les idées et l'esprit prussiens. Mais, si nous sommes bien renseignés, en dépit de l'apparence extérieure des choses, il y aurait encore, surtout dans les grades élevés, bien des aspirations en faveur de l'indépendance de l'Allemagne du Sud.

Car ce n'est pas sans froisser les droits acquis, sans susciter des craintes et de légitimes susceptibilités, que la Prusse aura pu imposer ses officiers supérieurs aux troupes badoises. Aussi plus d'une plainte, plus d'un vœu exhalés aujourd'hui en silence seraient-ils disposés à se produire tôt ou tard au grand jour.

En tout cas, si les troupes du grand-duché de Bade ont revêtu des apparences prussiennes, on ne peut en dire autant de celles du Wurtemberg ou de la Bavière. Les dernières lois militaires leur ont, il est vrai, donné l'organisation adoptée dans l'armée fédérale, mais nous croyons que, malgré la pression exercée, leur esprit militaire est resté allemand, national, et nous doutons fort qu'elles soient sensibles à l'honneur assez inattendu qui leur est accordé de figurer sur l'*Annuaire militaire* prussien qui vient de paraître à Berlin.

Les tendances vers la complète autonomie du Sud viennent d'être vivement surexcitées par une intéressante brochure émanée de la plume d'un homme distingué, compétent surtout à plus d'un titre, pour traiter les questions militaires et politiques [1]. Le succès de cet écrit, l'émotion qu'il a produite dans le public montrent combien le Nord est encore éloigné d'avoir triomphé des résistances du Sud, à quelles impossibilités se heurteront infailliblement ses vues ambitieuses.

Les troupes wurtembergeoises sont généralement peu connues à l'étranger; elles sont cependant solides et vigoureuses, et doivent principalement ces qualités à la nature d'un pays dont le sol est à la fois fertile et tourmenté. Leurs contingents se recrutent dans cette belle race souabe qui a toujours conservé son originalité propre au milieu des vicissitudes que lui ont imposées de fréquentes guerres et les bouleversements politiques des temps modernes. Encore au-

[1] *De l'annexion de l'Allemagne du Sud et de sa perte certaine en cas de guerre entre la France et la Prusse.* Arkolay. Zurich, 1869.

jourd'hui la population du Wurtemberg fournit au service militaire un nombre d'hommes supérieur à celui des autres États allemands. La proportion entre les jeunes gens bons pour le service et les réformés y est plus faible que partout ailleurs.

Le soldat wurtembergeois est doux, patient, subordonné; mais il a la tournure peu militaire, il est lent à dégrossir et c'est à cette raison sans doute qu'il faut attribuer la faveur accordée dans les corps aux exercices gymnastiques.

Mise en vigueur depuis plus d'un an, la nouvelle organisation pénètre avec peine dans les habitudes de la population du Wurtemberg à laquelle elle apporte en réalité de lourdes charges. Il lui faudra sans doute bien du temps encore pour passer dans les mœurs. Mais déjà le recrutement a fonctionné; ses résultats sont acquis, et la petite armée wurtembergeoise formera en temps de guerre, un corps complet dont voici la composition :

1° Infanterie. { 6 régiments à 2 bataillons;
3 bataillons de chasseurs.

2° Cavalerie. { 4 régiments à 4 escadrons;
1 escadron de chasseurs à cheval.

3° artillerie. { 9 batteries de campagne à 6 pièces;
4 batteries de place;
2 compagnies d'ouvriers d'arsenal.

4° Génie. — 2 compagnies.

5° Train. — 2 sections.

L'effectif de paix est de 18000 hommes.

L'effectif de guerre s'élève pour l'armée active à 33000 hommes et pour la landwehr à 10000; en tout, 43000 hommes.

La landwehr n'est pas encore constituée. Il n'existe en ce moment que deux bataillons de landwehr de 1000 hommes chacun. Deux autres sont en voie de formation. Il en sera créé deux chaque année jusqu'en 1872.

Les règlements de mobilisation et l'armement sont les mêmes qu'en Prusse. Mais l'on s'occupe sérieusement de l'adoption d'un fusil nouveau modèle, se chargeant par la culasse et que l'on préfère au fusil à aiguille, dont le prestige s'amoindrit de plus en plus.

Voilà donc une petite armée de 33000 hommes solides, vigoureux, exercés, qui sera appelée à jouer un rôle dans le premier conflit qui naîtra en Europe. Quel sera ce rôle? Telle est la question qu'on peut se poser.

Pour l'instant, sa voie est toute tracée. En cas de guerre, elle doit au premier appel se ranger sous l'autorité de la Prusse.

Si telle est la loi du moment, si en vertu d'un récent traité le roi de Prusse doit être le général en chef des troupes du Sud, en fait, est-il bien assuré de les tenir, à un moment donné, réellement dans sa main ? Si nous songeons au lien naturel qui rattache entre elles les deux armées du Wurtemberg et de la Bavière, à leurs communautés de souvenirs, d'intérêts, de besoins, ne sommes-nous pas conduits à en douter? Il y a bien des étapes du Wurtemberg à la rive droite du Mein ; il y a sur la route bien des frères allemands qui aspirent, eux aussi, après l'affranchissement du Sud. Ce sont autant de circonstances qui peuvent prêter dès aujourd'hui à de sérieuses réflexions.

Il nous reste à examiner la situation de la Bavière, qui tient le premier rang parmi les États de l'Allemagne méridionale.

Elle est, avec Bade et la confédération du Nord, notre première voisine. La frontière occidentale de son Palatinat est aussi celle de la France ; elle a des places de guerre qui sont à notre porte, de nombreuses garnisons qui veillent sur sa sécurité intérieure à côté de nos soldats. D'autre part, elle confine à la Prusse et se trouve vis-à-vis d'elle dans une position exactement semblable à celle que nous venons de décrire. Par rapport aux États du Sud, elle est la gardienne de la ligne du Mein, situation critique, dangereuse peut-être, mais qui ajoute pour nous un nouvel intérêt à la constitution de ses forces.

En apparence, l'armée bavaroise a montré aux tendances prussiennes moins d'opposition que celle du Wurtemberg. En réalité, elle a mis plus de lenteur à suivre l'impulsion qui lui a été donnée.

Sa nouvelle loi militaire, qui fixe son recrutement et répartit son contingent en armée active, landwehr, troupes de remplacement, etc, est déjà en vigueur depuis plusieurs mois. Mais les mesures administratives destinées à la compléter datent à peine d'hier.

C'est seulement depuis le commencement de l'année 1869 que le territoire a été divisé en deux grands commandements généraux et quatre commandements militaires.

Un commandement supérieur de l'artillerie a été créé.

Comme en Autriche, le gouvernement s'est vu dans la nécessité d'assurer en tout temps les besoins de l'armée par un remaniement des services administratifs. Un corps de l'intendance mieux recruté, plus directement placé dans les mains du commandement, a été institué.

Voilà un mois à peine que ces diverses prescriptions sont en vigueur.

Ce n'est enfin que dans le courant de mars qu'ont paru les décisions ministérielles relatives à l'organisation définitive des volontaires d'un an.

Les troupes bavaroises, après tous ces changements, se trouvent réparties, pour le cas de guerre, en deux corps d'armée correspondant aux deux commandements généraux. Leur composition actuelle est la suivante :

1° Infanterie. — 12 régiments à 3 bataillons de 4 compagnies ; 10 bataillons de chasseurs ;

2° Cavalerie. — 10 régiments à 5 escadrons, 2 de cuirassiers, 6 de chevau-légers, 2 de lanciers ;

3° Artillerie. — 4 régiments à 8 batteries ; 20 batteries d'artillerie de place et de parc ;

4° Génie. — 1 régiment de pionniers de 10 compagnies ;

5° Train. — 1 division.

Elles atteignent sur le pied de paix l'effectif de 48 000 hommes. Sur le pied de guerre, l'armée active s'élève au chiffre de 86 000 hommes et la landwehr à celui de 26 000 hommes, soit en tout 112 000 hommes.

La question de l'armement a suivi en Bavière une voie particulière. Elle a été traitée avec indépendance, et l'armée a résisté à l'invasion du fusil prussien. Les hésitations, les tâtonnements ont traîné en longueur. Mais, comme toutes les décisions lentement mûries, sagement raisonnées, elles ont abouti à une amélioration réelle. Les travaux de la commission d'*expérience des armes à feu* ne sont terminés que depuis quelques semaines. Déjà, dans le courant de l'année dernière, ils avaient eu pour résultat la transformation du fusil Podewil en fusil se chargeant par la culasse. Cette arme, dont tous les soldats sont aujourd'hui pourvus, tire 5 à 6 coups par minute et sa portée va jusqu'à 900 pas.

En dernier lieu, la commission s'est prononcée pour le fusil Werder, avec une cartouche métallique du système américain Berdan. Une demande de 4765000 florins a été présentée aux Chambres pour la fabrication de 100 000 de ces fusils, dont le type paraît devoir être également adopté pour le mousqueton de cavalerie.

La Bavière a, en résumé, une belle armée solidement organisée, animée d'un bon esprit national et assez forte pour exercer sur les États du Sud une influence prépondérante que nous aimerions à lui voir conserver. A côté de cette influence il en existe une autre, il est vrai, celle de la Prusse. Mais si les troupes bavaroises ont su lui résister alors qu'elle était toute-puissante, que ne peut-on attendre

d'elles le jour où les événements viendraient encore favoriser leurs aspirations naturelles? Lorsque l'armée bavaroise réunie aux troupes de campagne du Wurtemberg formera une masse de 120000 Allemands bien armés, ne s'inspirera-t-elle pas d'autres sentiments que de ceux d'une obéissance passive, et ne demandera-t-elle pas conseil aux circonstances pour maintenir à tout prix cette autonomie du Sud si ardemment défendue aujourd'hui?

Les dernières nouvelles de Russie méritent un certain intérêt.

Dans ce pays, on n'avait à changer l'organisation militaire ni pour le recrutement ni pour la répartition divisionnaire qui est là, comme chez nous, la base de la formation des armées: mais il était indispensable de renouveler l'armement. Il fallait transformer les 700000 armes rayées que possède la Russie et qui portent, comme on le sait, le nom de *fusils Minié,* en armes se chargeant par la culasse.

Le système adopté pour la transformation est celui de l'Anglais Karl. Cette transformation s'exécute dans les manufactures de l'État et notamment dans celle de Tula. De plus, le gouvernement se serait adressé à l'industrie nationale et à l'étranger, et des marchés auraient été passés à Vienne.

Aujourd'hui, si nous en croyons les derniers renseignements, les 3 divisions de la garde, dont 2 à Saint-Pétersbourg et 1 à Varsovie, seraient armées du système Karl.

Quant au nouveau modèle qu'il y avait lieu de choisir, après bien des hésitations, on s'est arrêté au fusil Berdan. Il portera en Russie le nom de *Berdan-Gorlof.* Il en a été commandé 50000 en Amérique.

La Gazette militaire de Darmstadt nous apporte la nouvelle d'une certaine agitation parmi les Kirghiz des steppes de la mer Caspienne. Il nous est bien difficile d'apprécier la vérité de ces assertions. A les croire, il y aurait là pour le gouvernement russe une source de complications. L'état politique s'aggraverait peu à peu, et des corps seraient concentrés sur la ligne des avant-postes d'Orenbourg... zersk pour une prochaine expédition.

Au lieu de voir dans ces faits des indices de troubles militaires, nous inclinons à penser qu'il s'agit simplement de hordes sauvages incapables d'offrir aux Russes d'autres difficultés que celles qui résultent du climat ou de l'éloignement. Pour nous, la Russie continue son œuvre. Au milieu de ces peuplades barbares, elle marche à pas lents, mais sûrs, vers une assimilation nécessaire. Elle obéit à cette mission providentielle qui la pousse fatalement

vers l'Orient, pour porter au sein des tribus de l'Asie la civilisation qu'elle a reçue de l'Occident. Nous ne pouvons qu'applaudir à ses constants efforts et, au lieu de nous alarmer, souhaiter ardemment la réalisation d'une œuvre qui ne manque pas de grandeur.

L'insurrection de Cuba est en voie d'apaisement ; d'après le récit du *Journal officiel* du 3 mars, 2000 insurgés auraient mis bas les armes vers le milieu de février et offert leurs services au général Balmaseda. Ce dernier les a fait incorporer dans les troupes du gouvernement. Les habitants de la Havane ont formé à leurs frais six nouveaux bataillons. Enfin de tous côtés la situation de cette colonie s'améliore, le calme se rétablit, et tout porte à croire que les prochaines dépêches nous annonceront la fin des troubles.

Tel est, en résumé, le compte rendu des nouvelles militaires du mois écoulé. A peu près insignifiant, sous le rapport des événements de guerre, il présente au point de vue des organisations étrangères un intérêt réel. Nous poursuivrons, ainsi que nous l'avons annoncé, notre étude à cet égard dans notre prochain numéro.

Le directeur de la Revue, E. NOBLET.

BULLETIN ET BIBLIOGRAPHIE.

Batailles navales de la France, par O. Troude, ancien officier de marine, publié par P. Lerot, conservateur de la bibliothèque du port de Brest. Librairie Challamel aîné.

Army and Navy, disent les Anglais, qui associent plus ordinairement que nous leurs armées de terre et de mer dans une formule symbolisant aux yeux l'intime union des forces nationales. Ils nous semblent avoir grandement raison ; et par contre, nous laissons peut-être trop étrangers l'un à l'autre ces deux grands corps organisés pour la défense et l'influence de la patrie et qui sont ainsi appelés à concourir au même but. Les guerres et les expéditions lointaines du second empire, surtout la campagne de Crimée, les ont rapprochés et ont resserré entre eux comme toujours les liens réciproques d'estime et de sympathie ; mais la paix les tient de nouveau séparés, et il nous semble que tout ce qui tendrait à multiplier leurs rapports serait excellent. Du moins, pénétrée de cette idée, la revue spéciale consacrée à l'armée de terre s'empresse-t-elle d'annoncer un ouvrage, d'ailleurs hors ligne, qui traite des guerres maritimes soutenues par la France.

Le titre de l'ouvrage de MM. Troude et Lerot est exact et significatif ; ce n'est pas une histoire générale de la marine de guerre, mais le relevé de tous les combats de mer livrés par nos vaisseaux soit réunis en escadres, soit isolés. Ce livre d'ensemble n'existait pas encore. En effet, il suppose un immense travail, et M. Troude y a consacré, dit-il, pendant plus de vingt ans tous les loisirs que lui laissait le service.

Le tableau des luttes maritimes, composées d'ordinaire de chocs multipliés sur toute l'étendue de l'Océan, est certainement plus difficile à tracer que celui des campagnes de terre, où chaque action détachée se rapporte à un plan général d'opérations. Aussi l'auteur a-t-il dû, pour être complet, compulser tous les rapports des commandants en chef et des officiciers sous leurs ordres pour les combats généraux, et pour les combats isolés, ceux des officiers qui les ont livrés ou soutenus. « Ces sources d'informations, nous dit l'éditeur, n'ont pas été seules consultées ; M. Troude les a com-

parées aux relations anglaises, les a contrôlées les unes par les autres, les a réciproquement reproduites ou analysées quand le sujet le commandait, et a ainsi fourni aux hommes du métier les moyens de se former une opinion raisonnée. »

Quatre volumes de 4 à 500 pages chacun suffisent à peine, on le conçoit, à cette immense et précieuse enquête, que l'auteur a rendue aussi facile à compulser qu'il était possible par une très-bonne classification. Pour chaque guerre, les combats énumérés par année et par ordre chronologique, sont classés sous les sous-titres suivants : *Batailles ; Combats particuliers ; Colonies.* Dans chacune de ces divisions les faits sont eux-mêmes groupés par mers. Ce livre tient donc à la fois, par le sujet même, du dictionnaire et du récit historique. Le plan est le même que celui de l'*Histoire navale d'Angleterre*, par William James, ouvrage renommé ; ce plan a été adopté en vue de faciliter le contrôle du livre anglais et d'en signaler les erreurs. L'auteur français, ayant eu surtout le désir d'être utile, n'est point occupé de faire prévaloir ses opinions ; lorsqu'il arrive, dans le cours de son récit, aux grandes journées navales, il réunit et analyse tous les documents, laissant, en général, à chacun le soin de porter un jugement d'ensemble. Toutefois on sent toujours la valeur des commentaires et des réflexions dont il accompagne son travail de dépouillement, et il y a profit à en tirer.

Une introduction savante résume les progrès de l'art naval et les détails nécessaires à connaître pour l'intelligence complète des batailles de mer. N'omettons pas de signaler, comme des documents excellents, une liste des noms de tous les officiers cités dans le cours de l'ouvrage et qui comprennent, on peut le dire, tout ce qui a laissé trace dans notre marine ; une autre liste des principaux ouvrages consultés ; enfin, une table des matières développée par année et qui simplifie encore les recherches.

Le meilleur éloge de cette publication considérable était d'en montrer l'ordonnance très-bien entendue ; c'est ce que nous avons fait, et nous ajouterons seulement que notre marine se trouve posséder désormais le catalogue immense, et réduit pourtant à des dimensions très-maniables, de ses archives et de ses services. C'est, en somme, un ouvrage qui mérite d'être répandu et de rencontrer faveur non-seulement dans nos vaisseaux et dans nos ports, mais aussi dans les principales bibliothèques militaires.

TRAITÉ DE TÉLÉGRAPHIE ÉLECTRIQUE, *à l'usage des officiers de toutes armes et des fonctionnaires de l'administration des lignes télégraphiques qui peuvent être appelés à faire partie du service télégraphique civil en campagne*, par Floridor Dumas, capitaine d'état-major. Librairie Dumaine.

M. Dumas, comme M. Fix, dont nous signalions la brochure sur la télégraphie militaire dans notre dernier numéro, a fait partie de la commission d'organisation du nouveau service. Plusieurs conférences faites sur ce sujet par cet officier au dépôt de la guerre, il y a quelques mois, ont fourni la matière de ce petit volume tout pratique et qui sera utile ou indispensable à tous les agents de la télégraphie de campagne.

Après un résumé rapide des divers essais de télégraphie militaire tentés jusqu'à ce jour, M. Dumas traite des deux piles électriques *Marié-Davy* et *Leclanché*) qui ont été employées dans les expériences et adoptées comme répondant le mieux aux conditions exigées. Le matériel général vient ensuite : « C'est, dit l'auteur, dans la recherche du meilleur conducteur à tous les points de vue et dans son emplacement que réside la télégraphie militaire tout entière. » Chaque puissance a son câble particulier ; le nôtre, dont l'âme est un fil de cuivre, enveloppé de coton, de gutta-percha et d'une enveloppe de toile caoutchoutée, est coupé par longueurs de 1 kilomètre, enroulées chacune sur une bobine et dont le poids total est de 50 kilogrammes. Ce câble déposé sur le sol au camp de Châlons a pu être sans inconvénient foulé aux pieds de la cavalerie et de l'artillerie.

Tous les ustensiles nécessités par le service sont successivement indiqués et décrits, avec des figures dans le texte ; de même, le mode d'installation du matériel dans les voitures spéciales.

La construction de la ligne, soit suspendue au moyen de lances servant de poteaux, soit rampante ; le nombre d'hommes nécessaires dans chacun de ces deux systèmes ; les cas où l'on doit appliquer de préférence l'un ou l'autre ; la manière d'opérer et le rôle de chaque travailleur ; le relèvement des lignes ; les dérangements, etc. ; tous ces points comportent des explications qui sont présentées pour la première fois ; car la brochure du capitaine Fix n'entre pas dans ce détail technique.

Dans le chapitre intitulé : *Limite inférieure de l'utilité de la télégraphie militaire*, nous trouvons le récit d'une expérience faite au camp de Châlons devant l'Empereur et qui donne un aperçu très-intéressant des résultats fournis par la télégraphie militaire suivant

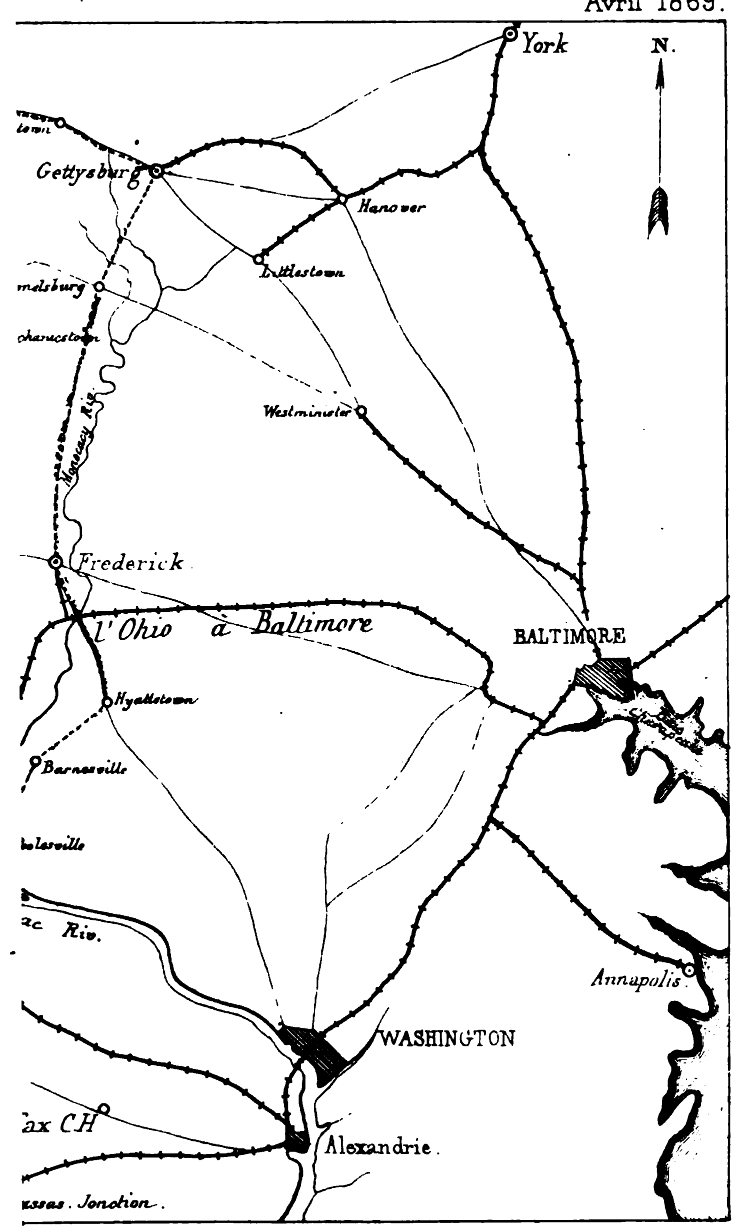
la distance à laquelle on l'emploie. Par suite des pertes de temps, elle cesse d'être utile pour des communications qui auraient lieu à moins de 4 kilomètres : elle serait donc plutôt embarrassante entre un commandant de corps d'armée et ses généraux de division.

Enfin, le personnel affecté au service et son organisation par ateliers et par compagnies télégraphiques sont l'objet de considérations suggérées par les expériences faites et par les indications résultant du détail des attributions et du maniement du matériel. On voit d'ailleurs que dans toutes les armées qui possèdent un service télégraphique militaire le nombre d'hommes reconnus nécessaires pour l'établissement des lignes est à peu près le même.

Tout ce qui constitue l'état présent de la télégraphie militaire se trouve donc exposé dans ce volume, qu'on serait heureux d'avoir sous la main dans le cas d'une entrée en campagne arrivant un peu brusquement.

JULES LAIR.

Avril 1869.



York
N.
Gettysburg
Hanover
Littlestown
Westminster
Monocacy Riv.
Frederick
l'Ohio à Baltimore
BALTIMORE
Hyattstown
Barnesville
Annapolis
WASHINGTON
Alexandrie

N.

ssas Junction.

Bull run

Aquia

Potomac Riv.

Fredericksburg.

Aylett.

Pamunkey Riv.

Walkertown.

Mattapony Riv.

King et Queen

hland.

Cold-Harbor

Mechanicsville.

Meadow.

Westpoint

ND.

Botom

Chickahominy Riv.

Gloucester.

Tarkey

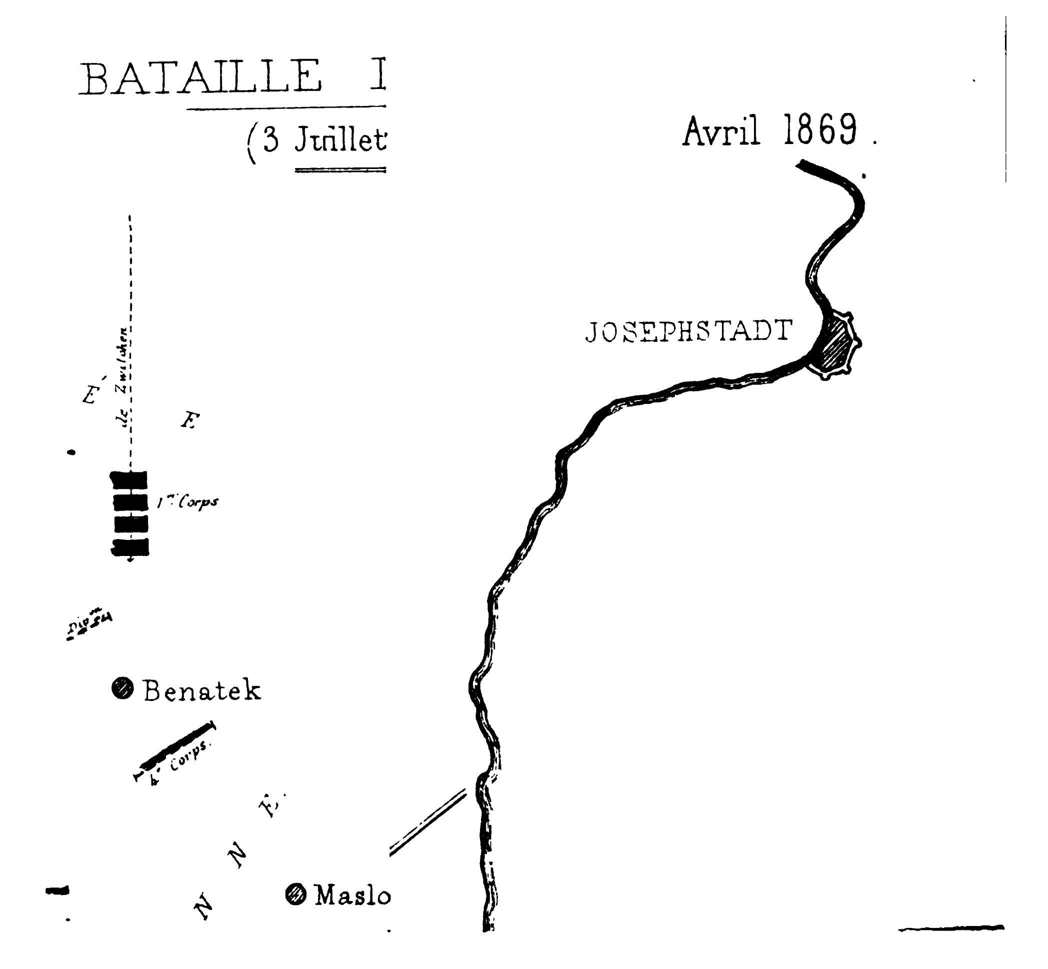
Haxall

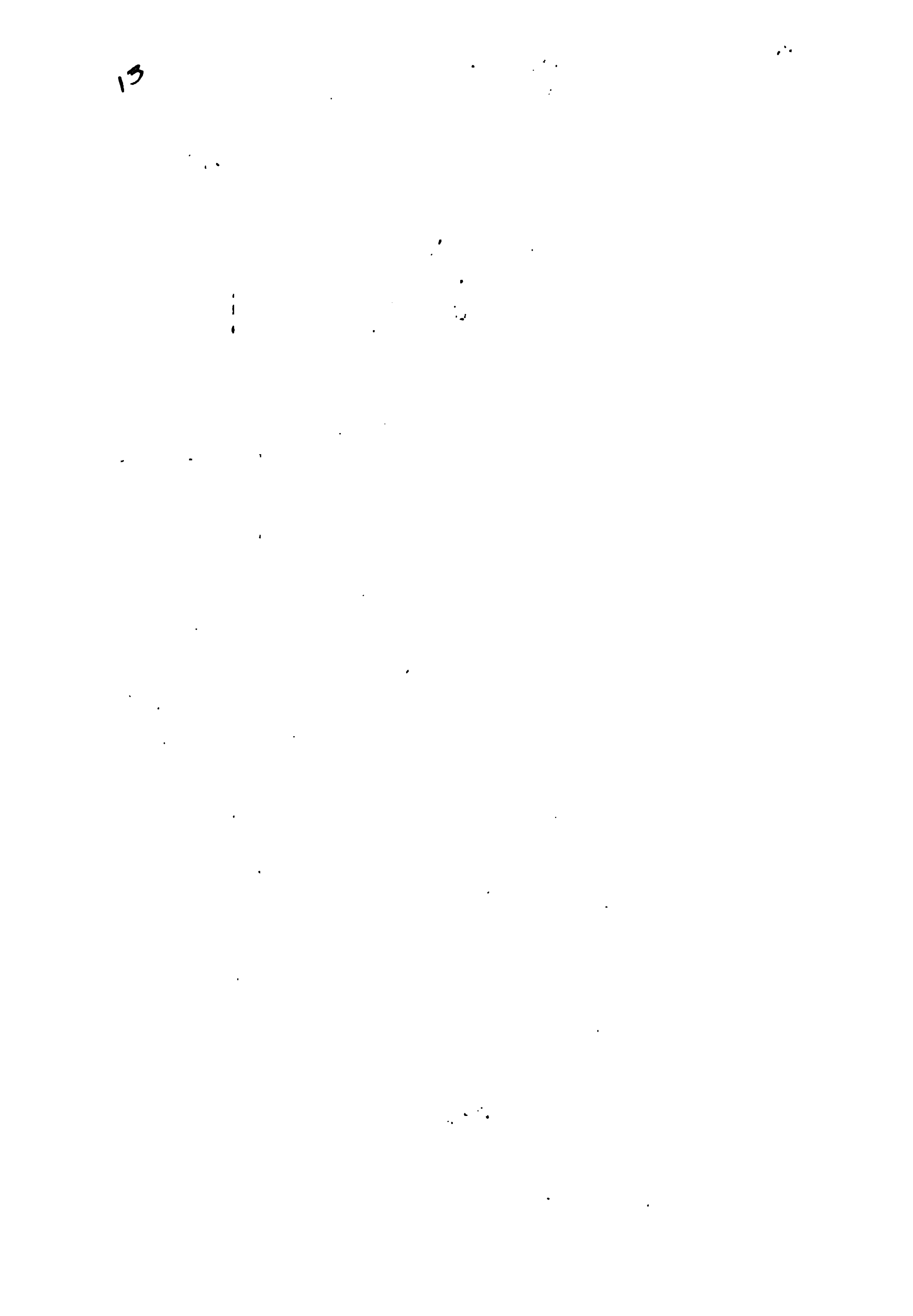
City Point.

Williamsburg

Yorktown.

Petersburg.


BATAILLE I
(3 Juillet
Avril 1869.
JOSEPHSTADT
1er Corps
Benatek
Maslo


13



